MÉMOIRES ANECDOTIQUES

SUR LES SALONS DU SECOND EMPIRE

(et la Monarchie de Juillet)

JOURNAL

DU DOCTEUR

PROSPER MÉNIÈRE

PUBLIÉ PAR SON FILS

LE Dr E. MÉNIÈRE

Précédé d'une biographie par le Dr FIESSENGER

Membre correspondant de l'Académie de Médecine

ET ORNÉ D'UN PORTRAIT EN HÉLIOGRAVURE



PARIS

LIBRAIRIE PLON

PLON-NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

8, RUE GARANCIÈRE — 6^e^

1903

[illegible] (à Grenade !) 455

Corneille (Horace) 451

(table à faire !)

JOURNAL

DU DOCTEUR

PROSPER MÉNIÈRE

Rossini - Meyerbeer 224....
Verdi 214 - Liszt 211

Rachel - 243, 216

Sainte-Beuve 422

Lamartine 206, 385, ----
surtt 64 à 102

J. Sandeau 394
Nodier 449

PARIS. TYP. PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 3780.



Héliog. Chauvel.

Bodinier d'Angers. pinx. 1833

Dr. Prosper Ménière
1799-1862

Plon-Nourrit & Cie Edit.

MÉMOIRES ANECDOTIQUES
SUR LES SALONS DU SECOND EMPIRE

JOURNAL
DU DOCTEUR
PROSPER MÉNIÈRE

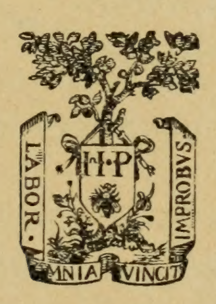
PUBLIÉ PAR SON FILS

LE Dr E. MÉNIÈRE

Précédé d'une biographie par le Dr FIESSENGER

Membre correspondant de l'Académie de Médecine

ET ORNÉ D'UN PORTRAIT EN HÉLIOGRAVURE



PARIS
LIBRAIRIE PLON
PLON-NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
8, RUE GARANCIÈRE — 6e

1903



AVANT-PROPOS

A Monsieur le Docteur F. Helme

Mon cher Ami,

Il est de pieux devoirs qu'un fils remplit avec un sentiment d'émotion et de vive tendresse. Vous comprendrez donc que je sois heureux de publier aujourd'hui les lettres de mon père.

Il m'avait recommandé, peu de temps avant sa mort, de faire paraître — un jour — son mémorial de Blaye, et — plus tard — sa correspondance, sorte de mémoires anecdotiques.

La Captivité de la duchesse de Berry à Blaye (1833), d'un grand intérêt historique, a été éditée en 1882.

Quant à la correspondance, en voici la genèse.

Un vieil ami de mon père, habitant le Calvados, avait plusieurs enfants. Parmi eux se trouvait une fille d'un certain âge, à laquelle mon père témoignait une affection toute paternelle. Mlle A. D..., instruite, lettrée, intelligente et curieuse des choses de l'esprit, le pria avec instance de lui écrire souvent, pour lui conter les menus faits historiques que ses rela-

tions fort étendues le mettaient à même de recueillir dans les salons de la haute société où il était reçu, aimé et estimé.

Mon père, qui mettait volontiers la plume à la main, promit et, jusqu'à sa mort (1862), lui envoya plusieurs fois par semaine des lettres plus ou moins longues dans lesquelles il mentionnait les particularités intéressantes par lui notées.

Deux autres personnes étaient aussi en correspondance suivie avec mon père : le Dr Ad. Lachèse (d'Angers), son camarade d'enfance, de collège et d'hôpital, et le marquis de Sainte-Aulaire, ce grand seigneur d'un esprit si remarquable, si élevé et si fin.

Je l'ai connu, cet excellent ami Lachèse, et aussi Mlle A. D..., toujours affectueuse pour moi, en souvenir de son vieil ami tant regretté ! Après sa mort, j'ai reçu toute la correspondance qu'elle conservait pieusement.

Je l'ai connu, le marquis de Sainte-Aulaire, chez lequel je fus reçu avec bonté et qui, jusqu'à son dernier jour, daigna me témoigner une sympathie dont j'étais fier !

Je les ai presque tous vus ou connus, les personnages dont il est question dans ces lettres !

C'est J. Janin, l'ami fidèle, que mon père allait voir chaque matin, sans y manquer, jusqu'au jour où le grand critique se fit construire un chalet à Passy ! Quelle sincère affection les

unissait! Du reste, je fus toujours regardé comme l'enfant de la maison, et jusqu'à la mort de J. J..., puis de sa femme, j'allais chaque semaine dîner au chalet.

C'est là que j'ai aperçu dans mon enfance, dans ma jeunesse et plus tard, Rossini, Meyerbeer, Liszt, Alex. Dumas père, Villemot, le professeur Trousseau, et combien d'autres!

Puisque je parle de J. J..., qu'il me soit permis de conter une anecdote toute personnelle.

C'était en août 1857. J'avais échoué, huit mois avant, au baccalauréat, et je recommençais pour la deuxième fois les épreuves.

J'accours chez J. J..., vers quatre heures, afin de lui soumettre la traduction de ma version latine. J'entre, je lui saute au cou, et vite il m'envoie prendre dans sa bibliothèque le volume de César. Le passage trouvé, et à mesure que je lisais, j'entendais : « C'est bien, très bien, parfait! » J'arrive à la dernière phrase de trois mots. Une imprécation énergique sort de la bouche de J. J... : « S... animal, tu as fait un contresens. Mais le reste est bon, tu seras reçu. »

A ce moment, on frappe à la porte. Entre une jeune femme élégante, mince, élancée, fort jolie, vêtue d'une robe de laine marron, avec, sur la tête, une petite capote de même nuance, et autour de la taille, en manière de ceinture, une

grosse cordelière à nœuds, pareille à celle que portent les moines.

J. J... l'accueille très aimablement, puis, se tournant vers moi avec un sourire malin : « Tiens, gamin, va vite embrasser cette jolie femme, si elle te le permet. Tu pourras dire, plus tard, que tu as embrassé Mme Doche (1). »

Bien longtemps après, j'eus l'occasion de dîner avec Mme Doche, et je me permis de lui rappeler cette petite scène, qu'elle n'avait pas oubliée, m'a-t-elle dit!

J'ai connu aussi et le maréchal Bugeaud, et le maréchal de Saint-Arnaud.

L'illustre chancelier Pasquier, auquel mon père me présenta, m'accueillit paternellement et me dit, en me tapant sur la joue : « Voilà, j'en suis sûr, un futur médecin. » J'eus l'honneur de voir aussi la comtesse de Boigne, qui fit sur moi grande impression.

Enfin, la maison que je préférais était celle de M. et Mme Orfila. Étant enfant, je venais presque tous les dimanches soir entendre les artistes les plus célèbres, prodiguant leur talent devant l'assistance d'élite qui se pressait chez le doyen de la Faculté.

Quelle musique et quels interprètes (2)!

(1) Mme Doche, charmante comédienne, qui créa le rôle de Marguerite Gautier dans la célèbre *Dame aux camélias* d'Alexandre Dumas fils.

(2) C'étaient les virtuoses du piano, du violon, du chant et même de la danse. Je ne puis oublier un menuet dansé, à Passy,

J'ai comme une lointaine souvenance d'avoir entendu un quatuor chanté par M. Orfila, excellent musicien; Mme Orfila, la comtesse de Sparre et Levasseur, de l'Opéra.

Plus tard, j'eus le bonheur d'applaudir Mme U. Trélat (1), une femme du monde qui avait le génie du chant et produisait sur ceux qui l'entendaient une profonde impression.

C'est dans ce salon que je voyais passer M. Billault, M. Crémieux, M. Faustin-Hélie, et une foule de médecins : Dubois, Tardieu, Béclard, Segond, Ad. Richard, Bouchut, etc.

Au Muséum, chez mon grand-père Becquerel, je rencontrais l'empereur du Brésil, qui venait souvent au laboratoire de physique; le maréchal Vaillant, M. Drouyn de Lhuys, Chevreul, Flourens, Frémy, les Milne-Edwards, Claude Bernard, Alexandre Dumas fils, les professeurs Cruveilhier, Velpeau et Nélaton, qui furent mes maîtres.

Nélaton! Je ne prononce son nom qu'avec gratitude, respect et reconnaissance, car je ne puis oublier toutes ses bontés. Mon père avait

dans le salon de Mme Orfila, par Mme Taglioni et Mlle Emma Livry, son élève, qui mourut brûlée. Ce même soir, j'eus le grand plaisir de valser avec cette charmante artiste. J'ai assisté aussi au triomphe de Mme Ristori!

(1) Le Dr U. Trélat, son mari, devint plus tard professeur à la Faculté, etc. Chirurgien habile, orateur remarquable, nature droite et supérieure, il fut une des lumières de l'École. Je m'honore d'avoir été son élève et son ami.

le même culte pour la mémoire du professeur Guéneau de Mussy, qui lui fit ouvrir la porte des Sourds-Muets.

Ces deux noms sont honorés dans ma famille; voilà des dettes de cœur légères à acquitter!!

Tous ces vieux souvenirs, mon cher Helme, me reviennent en foule; souvenirs d'enfance, souvenirs de ma jeunesse passée auprès de celui que j'aimais, que j'admirais et que je vénérais tant! Sa tendresse était si douce et si enveloppante que je pense sans cesse à lui et qu'après quarante ans je porte toujours en moi un deuil aussi poignant.

Combien je vous suis reconnaissant, mon cher ami, de ce que vous avez fait pour la mémoire de mon père!

Il y a quelques années, vous avez confié au D[r] Fiessinger, de l'Académie de médecine, le soin de faire sa biographie, en disant : « Ce sera le centenaire de Ménière! On lui doit bien cela! »

Et Fiessinger a écrit les pages charmantes qu'on va lire, et que je ne puis louer comme je le voudrais. Je lui garde au fond de mon cœur une place spéciale.

Cette biographie a paru dans la Chronique médicale de Cabanès. La maison Plon-Nourrit a bien voulu la réimprimer et la mettre, avec un fac-similé du portrait de mon père (1), en tête

(1) Portrait peint par Bodinier (d'Angers) en 1833.

du volume de lettres qu'elle va publier. Je la remercie bien sincèrement.

Enfin, l'an dernier, mon cher Helme, vous m'avez proposé de parcourir toute la correspondance et d'en extraire ce qui pouvait intéresser le public.

C'était un travail vétilleux, qui demandait un jugement sûr et une grande délicatesse de main, car il a fallu supprimer bien des passages et biffer bien des noms.

Vous l'avez mené à bien, pour lui donner ensuite l'hospitalité dans la *Revue hebdomadaire*. Vous souvenez-vous m'avoir dit à cette époque :

« J'aime votre père comme si je l'avais connu ! Quel esprit supérieur et quelle nature exquise ! »

Vous ne pouviez trouver plus sûrement le chemin de mon cœur !

Merci donc à vous qui avez élevé à la mémoire de mon père un monument digne de lui, et croyez à ma très sincère affection, ainsi qu'à la reconnaissance de tous les miens.

D[r] E. MÉNIÈRE.

Novembre 1902.

BIOGRAPHIE
DU DOCTEUR
PROSPER MÉNIÈRE

PROFESSEUR AGRÉGÉ A L'ÉCOLE DE MÉDECINE
MÉDECIN EN CHEF DES SOURDS-MUETS
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
1799-1862

PAR

LE Dr FIESSINGER
MEMBRE CORRESPONDANT DE L'ACADÉMIE DE MÉDECINE

I

Par une bonne fortune qui n'est pas toujours dispensée au biographe et que je dois à la confiance dont a bien voulu m'honorer M. le Dr Ménière fils (1), j'ai possédé en main les manuscrits et toute la correspondance de M. le Dr Ménière père, et, muni de ces précieuses sources d'information, j'ai pu me former un jugement sur les pièces mêmes.

(1) M. le Dr Émile Ménière continue, avec distinction, la tradition paternelle. Rentré depuis quatre ans à l'Institution des Sourds-Muets au titre de chirurgien en chef de la Clinique Otologique, il est l'auteur de nombreux et remarquables mémoires scientifiques ayant trait à la spécialité qu'il a prise de son père. C'est à sa piété filiale qu'a été commis le soin de publier le journal que M. Ménière père avait dressé de la Captivité de la duchesse de Berry. Ajoutons que le portrait de Ménière par Bodinier d'Angers a été donné à la Faculté de médecine par son fils.

Tout de suite, j'ai été captivé. M. le Dr Ménière père n'est pas seulement le grand spécialiste que chacun sait : la maladie de l'oreille à laquelle il a laissé son nom lui constitue certes un titre de gloire. Mais il vaut encore par bien d'autres marques. Avant tout, il est une nature supérieure, et il est rare que la supériorité d'un homme, quand elle est réelle comme la sienne, ne se traduise que par la mise en valeur d'une seule aptitude. Un esprit élevé est propre à de nombreuses besognes; il se consacre plus particulièrement à l'une d'elles, il ne consent pas à s'y restreindre, à s'y claquemurer. C'est un besoin instinctif qui le pousse à s'étendre, à satisfaire sa curiosité et son avidité d'inconnu, à retirer de ses incursions incessantes en dehors de ses préoccupations professionnelles une somme quotidienne et renouvelée d'impressions dont la variété entretient la fraîcheur. La lassitude ne se produit pas; fatigué, l'esprit se porte d'un autre côté, et la distraction qu'il retire de ces changements de direction apporte la détente, le maintient en haleine, le ramène plus dispos et naturellement préparé à la tâche qu'un peu de pesanteur et d'ennui lui avait fait tout d'abord abandonner. M. Ménière était une de ces intelligences qui ne connaissent le repos que dans le travail; praticien recherché, opérateur habile, avec cela botaniste réputé, il passait sans effort, et par le jeu naturel de ses facultés diverses et toujours éveillées, de la science aux lettres, à la poésie, à l'histoire, à l'étude de la littérature médicale et de l'antiquité. Il extrayait les connaissances médicales éparses dans les œuvres des poètes et prosateurs latins, et ces amis de jeunesse dont une culture littéraire approfondie n'avait fait que lui développer l'attrait et le charme, il y revenait, sa vie durant, comme à la source jaillissante où se retrempe le sens du goût, la fleur d'urbanité, ce tact de la pondération, de la mesure, de la

nuance, tout cet ensemble de qualités délicates et élégantes qu'il possédait à un degré exquis et auxquelles est attribué le nom d'atticisme. Et puis à côté de cet affinement littéraire et artistique et outre ses talents d'homme de science et son adresse de spécialiste, que d'ouvertures encore par où se donnait issue et se révélait la noblesse de son âme!...

Les lecteurs de la *Revue hebdomadaire* ont eu la primeur de cette correspondance dont M. Ménière fils veut bien livrer aujourd'hui le volume au public. Dans cette suite de lettres on verra se profiler, avec une remarquable intensité de vie, la société aristocratique du milieu du second Empire. Les hauts personnages du temps y sont dessinés d'un trait ferme et qui met en relief les signes essentiels. L'éloge est amène, généreux, la critique discrète et souriante. A l'égard des siens, c'est une effusion émue, une douceur et bonté de nature, un attachement qui part du cœur. On sent l'homme bienveillant et le père tendre. Sa morale est ferme; il ne badine pas sur la droiture, mais ne tombe pas dans l'austérité raide et anguleuse. On ne le voit pas froncer le sourcil. Des voiles d'indulgence drapent à ses yeux les misères humaines, et vis-à-vis des grandes infortunes, il trouve les paroles qui consolent. A parcourir ces pages, on regrette de ne pas en avoir connu l'auteur. Quel plaisir à le fréquenter et comme son intimité devait être chère!...

En 1855, M. Ménière père dut aller à Genève. C'était le 23 décembre. Il gelait à pierre fendre. De passage à Nantua, en face des monts couverts de neige et qui encerclaient l'horizon de leurs cimes blanches, M. Ménière frissonna. « J'ai trouvé la Sibérie, » s'écrie-t-il.

Combien j'aurais été heureux, moi qui ai habité ce pays, de recueillir le voyageur transi et de lui faire oublier la détresse du dehors dans la chaleur de mon

coin de feu! Hélas! il y a de cela près de cinquante ans. L'homme que j'eusse aimé à recevoir n'est plus là et moi-même je n'étais pas né. Que d'impossibilités semblables dans la suite des âges et combien en rencontre-t-on, de ces esprits dont le dernier venu est attiré vers celui qui l'a précédé, alors que des années l'en séparent et parfois des siècles!

Né à Angers le 18 juin 1799, d'une famille de petits commerçants et le troisième de quatre enfants, Prosper Ménière fit ses classes au lycée de sa ville natale et y commença ses études de médecine. Condisciple à ses débuts de Bérard et d'Ollivier, il se rendit à Paris en 1819 et, sa troisième année de cours terminée, immédiatement externe des hôpitaux et, sur cette première marche, nouant connaissance avec Ricord, son collègue d'externat, et établissant les fondements d'une amitié partagée que scella le temps et qui ne se démentit pas; interne en 1823, médaille d'or en 1826, on le voit, en 1828, reçu docteur, suivre en qualité d'aide de clinique les visites quotidiennes de Dupuytren à l'Hôtel-Dieu.

Eclatent les troubles de Juillet. M. Ménière reste à son poste à l'hôpital, à côté de son Maître. Il soigne les blessés, dont il en entre à l'Hôtel-Dieu jusqu'à deux cent quatre dans la journée du 29, et dont le chiffre total atteint environ deux mille, reçus au cours de l'émeute, dans les différents hôpitaux de Paris. De ces journées de fièvre et de sang, il consigne la relation médicale dans un récit animé : *L'Hôtel-Dieu de Paris en juillet et août 1830.*

Au sortir de cette époque troublée, le soleil se montre sur l'horizon et la carrière de M. Ménière se dessine dans sa note riante. A peine quelques heures d'angoisse lorsque Orfila, chez qui notre jeune homme avait trouvé un accueil, que les attaches angevines du

Maître avaient dès l'abord rendu empressé et familial, lorsque le célèbre professeur fut atteint d'une attaque de choléra qui le mit à deux doigts de sa fin. M. Ménière accourt prendre des nouvelles, et, chargé d'un service de cholériques dans les bâtiments de l'Arsenal, c'est la joie au front et tout pli anxieux effacé que les malades le voient revenir un matin à leur chevet. Le cher Maître entrait définitivement en convalescence.

Professeur agrégé de médecine en 1832, entre l'année de son concours et les années 1834 et 1835, où il fut chef de clinique de Chomel, se place pour Ménière un de ces événements qui décident du tour d'un esprit et éclairent toute la vie d'un rayon inespéré et chaud.

Mme la duchesse de Berry venait d'être arrêtée et enfermée à la citadelle de Blaye (1833). Tandis que le général Bugeaud et que son aide de camp, le capitaine Leroy de Saint-Arnaud, plus tard maréchal de France, étaient dépêchés auprès d'elle au titre de gardiens militaires, Ménière, lui, eut à jouer le beau rôle. Sur la proposition d'Orfila, le gouvernement le chargea de veiller sur la santé de la royale prisonnière : le choix ne pouvait être meilleur. Une femme malheureuse, ainsi que le fut cette princesse, que son oncle Louis-Philippe faisait incarcérer comme un vulgaire suppôt de conspiration, une femme maltraitée de la sorte et méconnue dans tout ce que sa personne renfermait de noble, de loyal et aussi de sensibilité élevée et vibrante, ne pouvait rencontrer comme soutien à sa grâce naturelle et confiante d'appui plus chevaleresque, plus ferme et plus délicat que celui que Ménière avait mission de lui prêter. Entre deux natures si faites pour s'apprécier et se comprendre, la glace ne pouvait tarder à se rompre. Une amitié s'établit entre la prisonnière et son

médecin, amitié respectueuse de la part de celui-ci et infiniment prévenante, pénétrée de l'effet sur qui souffre d'une parole réconfortante et douce. Et après les conversations, où les rêves de liberté prochaine prenaient leur essor, c'étaient les lectures, le piquant d'une discussion littéraire ou l'érudition aimable d'un entretien scientifique. Le docteur herborisait, initiait la duchesse à la botanique, lui expliquait les plantes de son herbier. Il rapportait même des fossiles de ses courses à travers champs, et la duchesse de s'extasier. C'était de la géologie qu'elle apprenait, et elle en était très fière.

Lorsque Ménière fut mandé à la cour et que Louis-Philippe, plein d'affabilité, le remercia des égards et de la sollicitude dont il entourait sa nièce, certes le compliment était mérité ! On croise souvent des médecins instruits, mais ils se comptent, ceux qui sont taillés sur le patron de Ménière et assemblent et combinent en eux, à côté des qualités de caractère et de cœur qui les font aimer, tant de connaissances diverses, toutes sérieuses et approfondies, présentées sous une forme qui les dépouille de leurs épines et les rend ainsi accessibles et agréables aux profanes.

Dire que les longues heures que Ménière passa en compagnie de la duchesse contribuèrent d'autre part à développer en lui ce qu'il possédait déjà d'ingénieux, de nuancé, de fin et de touche légère et spirituelle dans l'esprit, ne fait qu'exprimer une vérité, dont tous ceux qui ont fréquenté des femmes intelligentes et ont été appelés à jouir du parfum de leur conversation ont apprécié la constante justesse.

Entre hommes et femmes cultivés et de commerce agréable s'échange vite un courant de sympathie qui met en communication leurs âmes et fait bénéficier chacune d'elles de ses qualités réciproques : la femme gagnant à cette liaison la solidité et l'élévation de

jugement, l'expression raisonnée de ses goûts, et l'homme, pour peu que sa nature s'y prête, acquérant en revanche une fleur de politesse et de distinction, qui accuse tout de suite dans le monde la source d'où elle émane.

On sait que la duchesse accoucha dans sa prison d'une fille. Quand elle quitta Blaye, Ménière l'accompagna en Sicile, où tendait le but de son voyage. Après six mois entiers passés auprès d'elle, il n'est pas encore sûr de lui; sa modestie hésite; elle lui interdit de rechercher s'il a su trouver grâce. « Quelques paroles bienveillantes, écrit-il à la fin du second volume de son *Journal*, m'ont fait penser que la princesse rendait justice à ma neutralité politique et accordait au médecin une attention qu'elle eût refusée à l'envoyé du gouvernement. »

En revenant en France, Ménière visite les principales villes d'Italie : Pise, Lucques, Florence, où il va saluer les statues de Dante, de Michel-Ange, de Galilée. Il passe par Venise, y aperçoit Chateaubriand, qui lui paraît usé et bien las; traverse Vérone et Milan, franchit le Simplon et rentre à Paris. Son absence totale avait duré sept mois.

Le voilà réinstallé dans son centre, ayant repris, avec le tablier de clinicien, ses habitudes professionnelles. La salle d'hôpital, où il faisait fonction de chef de clinique de Chomel, lui constituait quand même un changement de décor un peu brusque et d'une grâce moins attrayante. Il l'accepta avec un regain d'entrain, sa mission de confiance auprès d'une Altesse séduisante et gracieuse lui ayant créé comme un rajeunissement de dévouement et de zèle.

Et puis, c'était aussi le collier imposé du titre. Notre agrégé professa à la Faculté le cours d'hygiène; plus tard, il fut temporairement chargé du

cours de clinique en place de Chomel. Inutile d'ajouter qu'il s'acquitta supérieurement de sa tâche : les connaissances solides qu'il possédait étaient répandues dans des leçons d'une érudition aérée et qui pénétrait, maintenait sans cesse en éveil l'attention des auditeurs par des aperçus indépendants et l'inattendu des rapprochements.

Le charme est si grand qu'on ne s'étonne même pas de voir M. Ménière appelé à la chaire d'accouchements, où il supplée, quelque temps après, le professeur Paul Dubois. Le conseil de la Faculté connaissait le talent d'exposition de l'agrégé et était assuré par expérience du fruit des leçons.

En 1835, voici venir une mission d'hygiène sanitaire. Ménière est dépêché dans les départements de l'Aude et de la Haute-Garonne, avec charge d'empêcher l'extension d'une épidémie de choléra qui venait d'être signalée. Le bonheur avec lequel il mène à bonne fin son voyage le fait à ce moment nommer chevalier de la Légion d'honneur.

Il restait à monter les échelons du professorat et des hôpitaux. Ménière les gravit prestement et sans effort. Le don de la parole, l'art de disposer les perspectives d'une leçon, de mettre en lumière les premiers plans, de rejeter dans la pénombre les portions moins essentielles, il les possédait, et, à savoir égal, mieux qu'aucun de ses concurrents.

Sa thèse de professorat sur les cosmétiques eut son heure de célébrité (1837). Il fut classé au premier rang, avant Piedagnel pour les hôpitaux, avant Royer-Collard pour la chaire d'hygiène, qui était celle qu'il briguait. Fut-il nommé? Non pas.

Quelle erreur de s'imaginer qu'on arrive à un concours par la voie du mérite! Il est des chemins plus unis et qui conduisent avec une autre célérité à des-

tination. Un grand nom vaut mieux qu'un classement en première ligne. Il saute les barrières.

A la chaire d'hygiène, Ménière avait pour compétiteur Royer-Collard, le fils du grand, du célèbre Royer-Collard. Comment le choix pouvait-il être douteux? Ménière eut la satisfaction de passer un concours supérieur et Royer-Collard celle d'être nommé.

Pour les hôpitaux, une raison d'un autre ordre, mais tout aussi humaine, vint se mettre en travers. Piedagnel, le brave, le constant, l'éternel Piedagnel en était à son dixième ou onzième concours (1837). Ménière affrontait les épreuves pour la première fois. La justice était pour lui, l'humanité plaidait en faveur de l'autre. Les juges se montrèrent généreux et bons. Le vainqueur qu'ils proclamèrent fut Piedagnel.

Et Ménière sourit. Il savait que la justice n'est pas de ce monde et que, pour s'abuser, les hommes cultivent le mirage des mots. Leurs vues ne sont jamais dégagées de préventions; la partialité leur est une infirmité de nature.

Pour la dissimuler, ils ont prescrit une manière de jugement sur les épreuves du candidat, et c'est un trompe-l'œil qui a été institué. Un concours n'est que cela. Il fait miroiter aux regards le grand mot de justice et empêche de voir les ressorts cachés qui motivent les décisions : l'intérêt personnel et les idées préconçues. Un juge se prononce rarement d'après l'équité : ses arrêts sont pour l'ordinaire dictés dans le sens de son propre avantage et de ses préjugés. La justice des concours procède de la même illusion que la devise inscrite sur nos monuments publics : Liberté, Egalité, Fraternité. On a les mots; cela dispense de la chose.

En haut lieu, on s'aperçut bien un peu de la lacune. Le concours du professorat fut aboli : mais Mé-

nière n'avait cure de hasarder une nouvelle tentative. Il était placé ailleurs et en position autrement indépendante. Guéneau de Mussy l'avait fait nommer médecin en chef des Sourds-Muets, à la place que la mort d'Itard venait de laisser vacante (1838). Son mariage la même année avec Mlle Becquerel, fille de l'illustre membre de l'Institut, acheva de marquer sa voie. Il entrait dans la deuxième partie et la plus brillante de sa carrière.

II

Les hautes amitiés qui allaient à Ménière étendirent leur cercle déjà large. Il avait été lié avec le général Bugeaud, Orfila, Chomel, Cruveilhier, Guéneau de Mussy, Bérard. Le voilà qui entre dans l'intimité du chancelier Pasquier, du marquis de Sainte-Aulaire, de Jules Janin. Le milieu de cette atmosphère intelligente et distinguée lui réserva toujours un coin de prédilection, celui où il rencontrait Orfila et J. Janin : les deux hommes dont les occupations distinctes se réfléchissaient dans une sympathie correspondante de son esprit et bien qu'ayant pénétré tous deux par des voies différentes, l'un par la voie scientifique, l'autre par celle des lettres, trouvaient en lui une âme dont la double pente était apte à les comprendre et à les aimer. Balzac, qui l'avait félicité dans une lettre charmante de sa mission à Blaye, le fit figurer dans sa *Peau de chagrin*, sous les traits sympathiques de Prosper, l'interne de l'Hôtel-Dieu. Mais quel grand homme est exempt de petitesses ! Balzac n'aimait pas Janin. Il était jaloux de l'affection que lui portait Ménière. Son ressentiment se manifeste;

il arrache le nom de Prosper à l'interne de l'Hôtel-Dieu et l'affuble d'une dénomination différente dans les éditions qui suivent de son livre. Ménière voué à l'oubli par l'effacement de son prénom, telle est la vengeance de Balzac. Cette petite anecdote est contée avec verve dans la Correspondance du docteur.

Aussi bien, que de détails curieux à glaner dans ces lettres et comme les physionomies des contemporains s'y reflètent dans la note juste! Nous lions connaissance avec Ampère le fils, le membre de l'Académie française, qui cause « avec sobriété et distinction, a la voix bonne et claire, de la finesse et du pittoresque dans l'expression ». C'est V. Cousin, « dont la fougue incomparable a des illuminations soudaines qui sont triomphantes. » C'est Lamartine, « plein de bonté, mais faisant souffrir tout ce qui l'entoure, tellement son dévouement est combiné avec égoïsme. » C'est Hugo, « dont l'orgueil est élevé à sa plus haute puissance et auquel manque la dignité du malheur. »

Nous voici en présence de Sainte-Beuve, « qui est un agréable conteur et a beaucoup plus de gaieté qu'on ne pourrait croire à première vue ou à première lecture. Il n'a qu'un tort : de ne pas écouter assez. » Saluons au passage Ponsard, Villemain, Mignet, Mérimée, et entretenons-nous un instant avec le chancelier Pasquier, le grand ami de Ménière. « Il a le ton d'un homme instruit et calme qui discute froidement, expose son opinion avec solidité, n'oubliant aucun argument capable de la faire triompher. » Et dans une autre lettre, à propos du même : « C'est merveille de voir et d'entendre un homme de quatre-vingt-quinze ans (le chancelier Pasquier avait cet âge en 1861), sourd et aveugle, tenir une si belle place à table et dans un salon, illuminer tout sujet de conversation par ses jugements, plaisanter avec les jeunes, argumenter solidement contre les hommes mûrs qui sou-

tiennent des opinions dont il ne s'accommode pas. »

Avec Crémieux, nous entendons l'éloge du gouvernement provisoire. Ménière écoute et se réserve. Sa nature aristocratique et pondérée répugne aux formes gouvernementales où la brutalité des appétits se donne carrière : il n'est pas démagogue. La politique impériale reçoit son assentiment dans les grandes lignes; il fait l'éloge de Napoléon III. « L'empereur, écrit-il, est très susceptible d'entendre un bon avis, il écoute avec un soin extrême, il discute sérieusement les opinions des personnes compétentes et ne prend aucune résolution qu'après y avoir mûrement réfléchi. Il a l'intuition de l'avenir, ses vues sont larges et étendues, il comprend les besoins futurs et rien de mesquin n'entre dans sa tête. » Nombre d'anecdotes suivent sur les Tuileries. L'empereur y apparaît comme un homme simple et bon, ne demandant qu'à faire des heureux, fermant les yeux pour ne pas reconnaître les ingrats.

Thiers lui-même lui rend justice. « Si l'empereur s'en tient à ce qu'il vient de faire, dit-il dans un cercle politique après la guerre d'Italie, s'il n'a pas quelque arrière-pensée d'ambition et de vengeance, il est, à mon avis, le premier homme politique du siècle, il a su se faire la plus haute position qu'on puisse se désirer en Europe. »

Sous son règne, au moins, la France sentait battre son cœur, l'exaltation des sentiments qui fait les nations grandes trouvait un idéal où se prendre. On croyait à Dieu, on croyait à la Patrie. Ménière s'écrie : « Le chauvinisme a du bon, il tient le cœur chaud et fait merveille aux jours de dévouement. » Il est tout fier de nos victoires d'Italie et que le nom français soit salué très bas. A lire ces pages vibrantes, le feu d'action qui couve en chacun de nous se rallume. En face de l'alanguissement, de la mollesse, de l'affais-

sement général, à quoi vingt ans de parlementarisme et de paix misérable ont réduit la nation, une émotion forte vous serre à revivre ces brillantes années du second Empire, où, sous un rayon de gloire, l'ordre et la sécurité assuraient la prospérité et la confiance, où toutes choses étaient à leur place, les hiérarchies respectées, les êtres suspects au bas de l'échelle, l'honnête homme à l'abri de l'attaque, l'intelligence et la probité au pouvoir, les classements et les perspectives n'étant pas alors, comme de nos jours, intervertis et brouillés dans un bouleversement d'anarchie.

Sympathique à l'Empire, Ménière l'était aussi à la religion. Il voyait en elle, comme dans la constitution monarchique, un moyen d'action exercé sur les esprits et qui en refrène les instincts toujours prêts à montrer les dents. Seulement, l'autorité religieuse, il ne l'admettait ni tyrannique ni sectaire. A quoi bon la violence et la haine? Elles éloignent de Dieu plus qu'elles n'en rapprochent. « Je ne puis accepter, nous confie-t-il, de religion qui veut régner par la crainte et compte sur la terreur pour réduire au bien ceux qui seraient tentés de mal faire. » Il repousse les exagérations de pénitence, le luxe d'austérités en pratique dans les couvents des Chartreux et qui ne lui semblent convenir tout au plus qu'à quelque grand coupable se sentant indigne de pardon.

Bienveillant comme il l'était à l'égard des hommes, il ne pouvait s'imaginer que Dieu réclamât de la dureté envers eux. Toujours ce fonds de morale douce et ensoleillée qui baigne les jugements et relègue dans l'ombre la critique aigre et les mesures sévères.

Les livres, ces amis d'humeur égale qui ne se fâchent jamais et sont hostiles au bruit et à tout éclat de voix, comment ne s'y serait-il pas attaché? Sa bibliothèque nombreuse et diverse ne lui laissait que

l'embarras du choix : modernes et anciens se pressaient sur les rayons.

Entre les deux, il préférait les anciens. Plus exquise lui apparaissait la fleur de leur âme, plus nuancée aussi, plus fièrement dressée vers les sommets. Si effacés, si perdus dans le lointain étaient les événements où s'agitaient les préoccupations de l'auteur ancien, que les circonstances passagères qui l'entouraient s'affaissaient, mesquines et inaperçues à cette distance. Il ne restait que l'essence de l'homme, ce qui lui constitue sa vraie grandeur, l'expression de sa pensée noble et dégagée des conditions de milieu qui eussent couru risque en éclairant les mobiles peu généreux parfois dont elle était inspirée d'en altérer aussi la pureté.

On ne prend pas contact à ce degré avec les anciens sans leur consacrer de longues heures d'entretien et de causerie familière. De là ces livres de Menière si curieux dans la veine neuve qu'ils ouvraient : ce volume d'*Études médicales sur les poètes latins*, cet autre sur *Cicéron médecin*. Et c'est toute la Rome antique évoquée sous la plume de l'écrivain et s'offrant à nous par son côté médical. Nous apprenons ce que les poètes connaissaient de notre science, leur pensée sur elle, comment ils la comprenaient. Dans Lucrèce, à côté du poète vigoureux et dont l'envergure sereine plane avec une incomparable majesté, nous admirons l'observateur qui regarde, s'étonne, remet la science en honneur, invite à l'étude. Virgile, lui, n'a pas l'ampleur de ces essors. Il promène sa rêverie à travers la campagne romaine, s'arrête à causer avec les laboureurs, les conseille dans leurs procédés de culture, leur décrit la pustule maligne.

Horace songe à profiter d'une façon intelligente de la vie. Sa philosophie aimable se double d'une érudition étonnante de la science culinaire et aussi de

connaissances médicales pratiques dont il tire bénéfice à son propre usage. Auguste ayant été guéri d'une hépatite par l'emploi de l'eau froide en lotions externes et en boisson à l'intérieur, Horace s'empresse, essaye à son tour le traitement. Il abandonne les thermes sulfureuses de Baïa et court se baigner dans l'eau froide à Salerne. Pour quelle maladie? Les uns disent la goutte, d'autres un affaiblissement nerveux. Avec Ovide nous retenons une vision de la peste qui orne les *Métamorphoses*. Juvénal nous montre l'éclair de son front indigné. Il lance l'anathème aux femmes riches qui ne veulent plus être mères et absorbent les drogues qui empêchent la grossesse. Plus loin, c'est Martial avec ses épigrammes, et aussi Ennius, Plaute, Térence, Catulle, Tibulle, Properce, Sénèque, Lucain. Les grands noms s'associent aux modestes. Gallus, Publius Syrus, Lucilius, ont leur place au-dessous des maitres. Il n'est pas d'échelon de la gloire qui n'ait son représentant.

Intéressé, le lecteur demeure sous le charme et suit tous ces poètes de premier ordre ou plus effacés dans la voie médicale où leurs vers ont frayé. Le livre fermé, il ne se retire pas, ne s'arrête pas en chemin. Vite il court ouvrir *Cicéron médecin*, qui continue l'attrait, prolonge la promenade.

Ce n'est pas qu'il fût un fervent admirateur de drogues, le célèbre orateur. Des préceptes d'hygiène, la sobriété du régime, l'utilité de la diète, composent l'ensemble de ses procédés curatifs. Sa rhétorique ne l'emporte pas dans des digressions compliquées et superflues. Quand il parle science, il est exact, précis, et laisse échapper comme des bouffées d'intuition scientifique : ainsi quand il parle de l'absorption des poisons par les veines et de leur diffusion, au moyen de ces vaisseaux, dans les différentes parties du corps; malheureusement ces heureuses rencontres ne sont pas de durée.

Les diagnostics de Cicéron apparaissent singulièrement flottants. En dehors de la fièvre quarte, il ne connaît rien. Les termes : « C'est grave, ou long, ou douloureux, » suffisent à sa curiosité. Ce sont eux qui reviennent sous sa plume.

Bien des siècles plus tard, alors que le règne de Louis XIV jetait sa splendeur, un petit ouvrage parut, écrit par Mme Fouquet, la mère du surintendant des Finances. C'était un recueil de *Réceptes choisies contre quantité de maux fort communs, tant internes qu'externes, invétérés et difficiles à guérir.* Cicéron se serait fort accommodé de l'énoncé d'un titre aussi vague, la totalité de sa pathologie n'étant guère plus explicative. Quant aux panacées de Mme Fouquet, il eût pu, sans se compromettre, les recommander à ses amis. Et voyez la correspondance et la sympathie d'opinions ! Mme de Sévigné pense sur ce chapitre comme Cicéron.

Elle a médité sur le volume de Mme Fouquet tellement que sa confiance lui est à jamais acquise. Mme Fouquet n'a-t-elle pas guéri la reine de ses convulsions, et n'est-ce pas un emplâtre de sa façon qui a opéré le miracle ? Les médecins, des ânes, mais Mme Fouquet, une guérisseuse comme on n'en a jamais vu !

D'accord, chère marquise, vous êtes trop spirituelle pour qu'on se risque à douter d'une seule de vos affirmations. M'accorderez-vous néanmoins une faveur ? Celle de vous insinuer un simple et très humble conseil. Après le livre de Mme Fouquet, lisez celui que vous consacre M. Ménière : *les Consultations de madame de Sévigné.* Vous voyez qu'il vous prend au sérieux. Tournez ces pages alertes, ne vous fâchez pas d'être parfois un peu prise à partie. Qu'importe si vous manquez de jugement dans les questions de médecine ! On peut très bien médire des médecins et

croire aux recettes des bonnes femmes. L'un n'empêche pas l'autre, tout scepticisme étant entamé par des coins de crédulité. Comme vous êtes imaginative et charmante et que votre jolie tête n'est pas loin du bonnet, vous possédez au service de votre cause tout un luxe de mots et d'expressions vives dont la gerbe jaillit dans une variété de tours tout à fait amusante. Nous sourions de vous entendre et n'osons protester. Nous vous demandons même de largement épancher votre bile à notre adresse, si cela vous soulage; mais cela fait, et au premier répit, pour montrer au moins que vous nous savez gré de notre condescendance, ouvrez le livre de M. Ménière. Vos lèvres se pinceront bien un peu quand vous trouverez la valeur de vos consultations médicales en jeu; mais sur tout le reste, sur ce qui touche aux choses de l'esprit et du cœur, justice complète vous est rendue, et vous vous reconnaîtrez comme dans un miroir fidèle et galamment tendu.

D'ailleurs, vous qui vous délectiez, belle marquise, aux *Essais de morale* de Nicole, que de plaisir ne goûteriez-vous pas à d'autres ouvrages de votre historien médical? Voici un volume manuscrit de portraits. Il date de 1855. Dans la préface, je cueille ces préceptes que distingue un esprit d'observation indulgente et de charité : « Il faut s'étudier soi-même, avoir le courage de contempler notre propre infirmité et ne rire des misères de son prochain qu'après s'être dépouillé des enveloppes menteuses que le monde et la mode ont mises au service de notre vanité. » Et d'autres lignes suivent dont l'accent touchant rappelle l'effusion tendre d'un Vauvenargues. « Dès qu'il s'agit d'un homme, il faut le juger avec impartialité et douceur. Et cependant la plupart des historiens de l'humanité qu'on désigne sous le nom de moralistes ont procédé par le dénigrement et la calomnie…

Abondons en tolérance, donnons pour recevoir, mutuel échange de secours dont tout le monde a besoin. »

Mme de Sévigné, j'imagine, ne devait pas beaucoup apprécier les esprits tout d'une pièce et d'un seul trait, les raides, les empalés, les atones, les figés, dont la figure sévère ou épanouie dans son expression invariable garde au front un pli toujours le même ou à la lèvre l'éternité du même sourire. Avec Ménière, elle peut être rassurée. L'esprit du docteur a des jeux de lumière.

Sa relation de voyage dans le midi de la France et vers la frontière espagnole, intitulée *Seria-Nugae* (1852), donne accès au rayon familier et badin. Ce n'est plus la gravité généreuse de tout à l'heure, mais l'expansion d'un voyageur qui s'amuse et se détend, jouit de l'imprévu et, dans ses admirations toujours naturelles, garde l'horreur du convenu.

Pour nous convaincre du reste de la note souriante et railleuse qui effleure sans méchanceté et qui est celle où Ménière se complaît, il me suffira de citer l'épigramme suivante. Elle avait été écrite au sortir d'une séance de l'Académie de médecine où, pendant des heures, la discussion s'était éternisée à propos des parasites de la gale.

ÉPIGRAMME

Ou l'Acarus ou le Sarcopte,
Devergie exige qu'on opte ;
Mais pourquoi dans ce cas opter ?
Quelque bête que l'on adopte,
En faudra-t-il moins se gratter ?

Pour le coup, marquise, vous applaudissez des deux mains et vous voilà réconciliés. J'étais convaincu, pour ma part, qu'entre Ménière et vous le malentendu ne pouvait être que de passage. Tôt ou tard, vous deviez devenir bons amis.

III

Si l'on juge d'un homme par ce qu'il vaut à côté de ses occupations professionnelles et de l'agrément qu'il apporte à se risquer hors de la route que lui marque sa carrière, à coup sûr Ménière, saisi à ce point de vue, est déjà une intelligence d'élite. La supériorité s'accentue encore quand nous l'envisageons dans le sens direct de sa profession et par le côté médical, qui suffit, à lui seul, pour assurer au médecin en chef de l'Institution des Sourds-Muets une réputation très haute et dont nul ne conteste le titre tout à fait légitime. Nous ne signalons plus que d'une mention rapide nombre de mémoires composés dans ses heures de loisir. Tels les documents relatifs à l'exercice de la médecine dans la ville d'Angers (*Gazette médicale*, 1861), et dans un ordre d'intérêt plus général, les lettres inédites de Linné à Boissier de Sauvages (1861). Nous prendrons occasion de ce dernier mémoire pour présenter Ménière botaniste, membre considéré de la Société botanique de France, auteur de brochures spéciales diverses et grand connaisseur d'orchidées, auxquelles il consacre une étude (1855). Et ce sont encore de nouvelles publications de médecine littéraire : *Correspondance de madame Du Deffand* (*Gazette médicale*, 1859), *Correspondance de Pline le Jeune* (*Gazette médicale*, 1857); des articles nécrologiques sur son cher maître Orfila (1853), avec lequel il venait de faire un voyage en Allemagne et qui succomba quelques mois après le retour; sur le professeur Bérard (1858), et au-dessus de tous ces travaux, qui étaient le délassement et la récréation, pre-

nait place l'occupation réglée, journalière, qui absorbait à son profit la majeure partie de l'énergie, j'entends la direction médicale de l'Institution des Sourds-Muets.

Des monographies précises et où perce, qualité rare, la vision du fait observé se rattachent à l'accomplissement attentif et studieux de cette tâche. La traduction du *Traité d'otologie* de Kramer (1848), des *Lettres sur la guérison de la surdi-mutité*, où la maladie est considérée comme incurable (1853); un mémoire sur les séquestres osseux observés dans les diverses parties de l'appareil auditif, séquestres, d'après l'auteur, le plus souvent consécutifs aux phlegmons de l'oreille moyenne (1855); des pages sur l'expérimentation en matière de surdi-mutité, où Ménière établit l'inefficacité curative de l'éther sulfurique en instillations dans l'oreille (1860), toutes ces recherches et ces produits d'un labeur toujours à l'affût ne devaient constituer qu'une préface. La grande découverte de Ménière est dans son mémoire classique et universellement connu sur les lésions de l'oreille interne, donnant lieu à des symptômes de congestion cérébrale apoplectiforme. (*Gazette médicale*, 1861.)

Nombre d'accès apoplectiques, attribués jusque-là à de la congestion cérébrale, étaient distraits de leur cadre, et c'est une lésion labyrinthique primitive ou secondaire qui les mettait sous sa dépendance. « Chez quelques malades, écrit l'auteur, il me fut possible, à l'aide de questions très précises, d'établir que les vertiges, l'état syncopal, la chute subite du corps, les vomissements avaient été précédés de bruits dans les oreilles, que ces bruits ne reconnaissaient aucune cause appréciable, qu'ils persistaient dans l'intervalle des accès, mais qu'ils coïncidaient souvent avec l'augmentation des étourdissements... Je me croyais suffisamment autorisé à ne voir en ces phénomènes si graves

que l'expression symptomatique de la lésion d'un appareil spécial, compatible avec la conservation de la santé générale, et, en effet, beaucoup de malades, après avoir été en proie à des crises de ce genre, pendant des mois et des années, les avaient vues peu à peu disparaître.... C'est alors que se manifestait un autre ordre de symptômes : les bruits persistaient avec une opiniâtreté remarquable, l'ouïe s'affaiblissait de plus en plus, et je pouvais constater son abolition complète dans des cas où l'oreille n'avait été le siège d'aucune douleur. » Une autopsie faite par Ménière permit de localiser le siège du mal : il trouva une exsudation sanguine dans les canaux demi-circulaires. C'est dire qu'il s'agit là d'une affection toujours grave et qui, tout en laissant une porte ménagée vers la guérison, n'y aboutit d'ordinaire que rarement, ce qui la distingue du simple état vertigineux où le même accompagnement de symptômes (bruits, troubles de l'équilibre, vomissements, surdité) ressortit à des altérations diverses de l'oreille externe ou moyenne et, suivant son origine, rétrocède avec une rapidité variable, mais toujours plus accusée. Cet état vertigineux a reçu le nom de syndrome de Ménière, par opposition à la lésion qui, à elle seule, figure les traits de la maladie de Ménière vraie.

Nonobstant ce labeur ininterrompu et payé de tels succès, Ménière ne put forcer les portes de l'Académie de médecine. Une première élection lui donna 21 voix contre 42 au professeur Ch. Robin; c'est le professeur Denonvilliers qui l'emporta la seconde fois, en dépit de la promesse faite à Ménière qu'il serait nommé. A la troisième élection, la réussite ne semblait plus douteuse, lorsque l'imprévu d'une candidature politique se jeta à la traverse : Vernois, médecin des Tuileries, se présenta appuyé par le château.

Les 21 voix que Ménière avait obtenues à la première élection et qu'il conserva dans la seconde lui restèrent fidèles dans cette troisième partie, qu'il perdit en joueur abusé par ses partenaires; ses atouts, j'entends le mérite de son œuvre, étaient soudain dépouillés de leur valeur et n'entraient plus en compte. Le déni de justice était évident. Ménière le souffrit en silence. Par égard pour l'avenir de son fils et afin de lui éviter des ennuis à la Faculté, il se tut et ne divulgua pas le dessous des cartes : un professeur membre de l'Académie, jadis son ami, qui avait sourdement manœuvré contre lui, l'avait endormi par un rapport faux, usant d'un gros mensonge pour capter sa confiance.

Seulement la coupe était pleine. Il n'y toucha plus. A sa famille, à ses amis, à ses fonctions, il consacra le temps qui lui restait à vivre. Il mourut le 7 février 1862, d'une pneumonie grippale : quarante-huit heures avant sa mort, il avait encore dicté une lettre, inquiète il est vrai, mais où le tour enjoué n'avait pas perdu ses droits, à son vieux camarade et compatriote le Dr Lachèse d'Angers.

Aujourd'hui que la tombe pèse sur Ménière et que sa plume s'est arrêtée de courir de son allure déliée et légère, il semble que ce n'est pas lui seul qui nous manque : avec lui a été frappée toute une race d'esprits dont les représentants se font de plus en plus rares. Ceux qui, à côté du temps réservé aux devoirs professionnels, ménageaient une place aux travaux libres de l'esprit, au goût des belles-lettres, à cette flamme intérieure qui allume l'admiration en présence d'un œuvre d'art, ils peuvent se compter; à travers la cohue contemporaine, c'est en vain qu'ils se font signe et échangent l'appel de leurs sympathies; le flot gronde tout autour d'eux; leur voix se perd dans le bruit des eaux. Isolés, ils le demeurent sans espoir

d'écho, et l'un de ceux qui eût répondu à leur besoin de vie intellectuelle avec le plus d'entrain, d'abondance, de vivacité amusée et toujours jeune, celui-là n'est plus. A lire les Mémoires qui font l'objet de ce volume, le lecteur mesurera l'étendue de la perte.

MÉMOIRES ANECDOTIQUES SUR LES SALONS DU SECOND EMPIRE

JOURNAL DU DOCTEUR
PROSPER MÉNIÈRE

22 mai 1851.

Talleyrand est né en 1754. Je ne l'ai jamais vu qu'une fois à l'Académie française, le jour de la réception de M. Royer-Collard. Il était petit, gros de poitrine, la tête un peu enfoncée entre les épaules, ou plutôt le col court, roide, bien enveloppé de cravate, la grande perruque en arrière et faisant paraître la tête et le tronc tout d'une pièce. Le visage m'a paru sans expression; masque habitué à l'immobilité, face blême, sans relief, sans vie; on eût dit que l'âme se tenait loin de là dans quelque asile impénétrable.

J'ai beaucoup entendu parler de son esprit. On lui a prêté, je crois, un grand nombre de mots que le public mettait sur son compte. On ne prête qu'aux riches, disait le Prince, et moi je dis : on ne vole que les riches. Or, le public a plus d'esprit que M. de Talleyrand, plus d'esprit que Voltaire; ces hommes-là empruntent à tout le monde, ils se constituent les représentants de la foule, ils accaparent l'esprit de chacun pour se l'approprier. Cependant il y a des mots appartenant en propre à ce prince des diplomates. Celui-ci, par exemple : « Défiez-vous de votre premier mouvement, parce qu'il est bon. » Ceci est aussi affreux que

profond. On a publié des volumes de mots de ce genre, qui indiquent bien le mépris de l'espèce humaine, l'égoïsme, le calcul à la place de l'impulsion naïve et honnête.

M. Mignet nous en a rapporté un assez piquant. M. de Talleyrand avait fréquenté le café Procope dans le temps de sa splendeur, lorsque Diderot, Marmontel, Laharpe et tant d'autres préparaient la Révolution de 1789. M. de Talleyrand, parlant de cette réunion si brillante, disait : « Tout le monde s'empressait de jeter de l'esprit, personne ne songeait à le ramasser. »

En somme, ce Prince des ambassadeurs était l'homme le plus poli de France; il avait véritablement les manières d'un grand seigneur. Il savait s'entourer d'hommes d'esprit; il les aimait, les stimulait; il vivait au milieu d'un cercle où l'on remuait les idées, où la pensée très piquante, audacieuse, était bien accueillie; est-il donc étonnant que, dans cette atmosphère excitante, il ait pu marquer sa place et briller aux yeux de tous? Il a contribué pour beaucoup au mouvement politique de son siècle, il a été une des causes les plus actives de la chute du gouvernement qu'il a servi, il a porté malheur à tout ce qu'il a touché. Il semble que la lutte était permanente entre le bien et lui, entre Satan dont il était l'émissaire et Dieu. M. Brifaut, de l'Académie française, a terminé l'autre jour ce parallèle en disant : « Là-bas, en effet, quand le Prince est arrivé, le diable lui a dit : « Mon cher, je vous remercie, mais avouez que vous avez dépassé vos instructions! »

Quelle que soit l'opinion des particuliers sur le compte de ce personnage, le public conservera de lui une idée de puissance malfaisante, d'égoïsme et de perfidie. M. de Chateaubriand, dans ses *Mémoires d'outre-tombe*, a consacré quelques pages terribles à ce diplomate; on les dirait écrites avec un fer rouge; jamais

plus brûlante invective n'a marqué d'un stigmate plus vengeur une mémoire défunte.

M. de Chateaubriand s'est constitué le bourreau du siècle; il a décapité le grand coupable, il l'a traîné sur la claie jusqu'au gibet de Montfaucon. Les gens les plus compétents disent que cette violence furieuse n'est pas juste, qu'elle usurpe les fonctions divines; qu'à Dieu seul appartient de sonder les cœurs, de fermer à jamais les portes de l'abîme sur un coupable endurci.

Je me range volontiers du côté de ces derniers; j'incline à la clémence finale, je compte sur la miséricorde de Celui qui connaît nos faiblesses.

Voici quelques faits relatifs aux derniers moments de Talleyrand : deux mois avant sa mort, il lut à l'Institut (Académie des sciences morales et politiques, dont il était membre) un éloge de je ne sais quel personnage qu'il avait beaucoup connu.

Disons en passant que M. de Talleyrand a très peu écrit : quelques travaux sur les Etats-Unis, sur les colonies, datant de sa jeunesse; mais on sait qu'il ne les écrivait pas lui-même : il faisait travailler certains personnages qui lui appartenaient; il revoyait la besogne, changeait quelques mots, ajoutait de petites phrases et s'appropriait ainsi une œuvre à laquelle il n'avait pris que fort peu de part (1). Ses discours à la

(1) On peut s'étonner qu'un familier de Pasquier ignore l'existence des *Mémoires de Talleyrand*. Le chancelier, en effet, au tome Ier de ses *Mémoires* à lui (p. 252), — partie écrite sous la Restauration, — parle des souvenirs rédigés par le prince de Bénévent. Quant au procédé de composition de ce « faux paresseux », comme le qualifie M. Albert Sorel, Pasquier ne contredit pas le docteur. Il est bien vrai qu'il employa, « même pour la rédaction de quelques parties de ses *Mémoires*, » des plumes étrangères. Mais il ne s'agit, on le voit, que de *quelques parties*. Ajoutons que, même pour ces pages, on lui fait tort en disant qu' « il s'appropriait ainsi une œuvre à laquelle il n'avait pris que fort peu de part ». Le travail, en ce genre, ne s'apprécie pas au nombre des lignes raturées ou

Chambre des pairs, les autres actes de sa vie, sont dans le même cas, ayant cela de commun, au reste, avec beaucoup d'hommes politiques de la première distinction.

Il fut atteint presque tout à coup d'une affection gangreneuse de la peau, espèce de charbon malin placé au bas des reins. A son âge, pareil mal était de la plus haute gravité. Tous les jours il demandait à son médecin : « Docteur, ma maladie est-elle du nombre de celles qui ne laissent pas d'espoir de guérison ? » Le médecin, M. Cruveilhier, répondait que l'on pouvait en guérir et soutenait ainsi le moral de son client. Cependant le mal faisait des progrès ; M. Cruveilhier crut devoir laisser entrevoir au moribond qu'il y avait un danger possible. Aussitôt M. de Talleyrand demande qu'on appelle Mme de Dino. Celle-ci vint aussitôt ; le malade dit : « Demain, à six heures du matin, je ferai ce qui est nécessaire ; vous réunirez ici MM. Tel, Tel ; vous, docteur, faites-moi le plaisir d'être témoin de ce qui alors s'accomplira. »

Cela se passait le matin. Dans la soirée, l'affaiblissement fit de tels progrès que l'on put craindre une terminaison plus prompte. On usa d'un subterfuge : on avança la pendule, on voulut lui faire croire qu'il était six heures ; mais il résista en disant qu'il savait très bien qu'on le trompait. Le jour suivant, à l'heure indiquée, les personnes désignées étaient présentes ; il lut avec assez de fermeté l'acte de rétractation rédigé depuis longtemps et dont tous les termes avaient été arrêtés d'avance par l'autorité ecclésiastique. Le nonce du Pape et la cour de Rome avaient arrangé cette affaire, mais le Prince voulut que cet acte important

ajoutées. Or, Pasquier le loue de son « tact plein de finesse pour ôter le mot qui doit être changé ou ajouter celui qui manque... ». Voir sur ce point Albert Sorel, *Lectures historiques*, p. 78-80. (Plon-Nourrit, édit.)

fût daté du jour où il avait fait sa dernière lecture à l'Institut, indiquant par là que cette pièce avait été rédigée par lui en pleine connaissance de cause et lorsqu'il jouissait de toute l'étendue de ses facultés intellectuelles. Ainsi, nul doute que M. de Talleyrand ne soit mort dans les formes régulières, réconcilié avec l'Eglise, obéissant à sa loi, tout à fait orthodoxe.

S'il y a eu simplement comédie, comme on l'a dit, le secret s'en trouve entre Dieu et le mourant; on a pu supposer que cela n'était que le respect des formes, une obéissance de bon goût, une sorte de consolation donnée à son entourage; mais rien de positif n'autorise cette manière de voir. M. Cruveilhier est convaincu que l'acte a été sincère. M. Mignet croit que le Prince est mort voltairien, déiste pur, entièrement hostile au catholicisme, mais décidé à subir la loi romaine pour éviter un scandale inutile.

Après cette cérémonie, le malade s'affaiblit de plus en plus; on crut qu'il ne passerait pas la nuit. Un de ses amis, M. le comte de Montron, alla voir le roi Louis-Philippe afin de solliciter un acte de sa bienveillance en faveur du mourant. En effet, le lendemain, on sut que le roi allait venir. Le Prince se fit placer sur le bord de son lit, se fit ajuster la tête, arranger la coiffure et veilla à tout ce que réclamait cette visite. Il dit à son valet de chambre : « Quand le Roi entrera chez moi, vous ouvrirez les deux battants et vous direz à très haute voix : « Le Roi ! » Cela fut fait ainsi qu'il l'avait prescrit et, quand Louis-Philippe se fut approché de lui, M. de Talleyrand lui dit : « Sire, c'est un grand honneur pour ma maison, de recevoir Votre Majesté. » Le Roi lui exprima combien il était touché de le voir malade, qu'il fallait espérer une amélioration, etc. M. de Talleyrand présenta au Roi M. Cruveilhier en lui disant combien il devait à ses soins et à son amitié. Le Roi ne resta que quelques minutes.

Madame Adélaïde venait tous les jours. Le Prince et cette princesse étaient en relation constante; il ne se passait pas de jour qu'ils ne s'écrivissent des billets. M. de Talleyrand les écrivait lui-même quelquefois; le plus souvent il les dictait à un secrétaire, enfin souvent aussi il abandonnait le soin de leur rédaction à un de ses familiers qui lui a ainsi prêté une grande partie de l'esprit qui a fait la réputation du Prince.

M. Cruveilhier a vu la jambe de M. de Talleyrand; il n'a pas reconnu la trace de la morsure, cause prétendue de son infirmité. Le pied était petit, froid, atrophié, comme on dit, c'est-à-dire beaucoup moins développé que l'autre; mais l'autre pied lui-même n'était pas régulièrement conformé. Une personne qui a bien connu le personnage a prétendu qu'il était né infirme, que c'était un défaut d'organisation, et que l'histoire du porc (1) n'est qu'un moyen d'excuser une imperfection congénitale regardée comme honteuse.

M. de Talleyrand était très bon pour ses domestiques; il n'en changeait jamais; ils ont fait leur fortune avec lui. Il découpait le rôti à table, servait lui-même certains morceaux, les envoyait avec désignation spéciale; il envoyait aussi du vin.

D'une politesse exquise, il aimait les belles manières. Souvent il déconcertait les gens prétentieux. Il demanda un jour à un grand seigneur : « Aimez-vous les haricots? — Je fais peu d'attention à ce que je mange, dit l'autre. — Vous avez tort, monsieur : il faut toujours faire attention à ce que l'on mange et à ce que l'on dit. »

(1) On avait raconté, en effet, qu'un jour, abandonné dans une chambre basse, un porc entré dans cette pièce lui avait mordu un pied grièvement, et que ce pied en était resté petit, difforme et sans vigueur. Il y a en toute chose un petit coin où se niche l'amour-propre. (P. M.)

25 mai 1851.

J'ai entendu Alexandre Dumas raconter Waterloo devant des généraux qui figuraient sur le champ de bataille. Il allait, il allait, plaçant les troupes, citant des mots héroïques. Un des auditeurs, le général X..., put enfin l'interrompre. « Mais ça n'est pas ça, mon cher monsieur, dit-il ; nous y étions et tout ce que vous racontez nous est absolument nouveau. — Alors, c'est que vous n'y avez rien vu, » reprend imperturbablement Dumas. Et le voilà reparti dans son récit, argumentant et narrant de plus belle, tant et si bien qu'à la fin les infortunés généraux, submergés par sa faconde, finirent par se regarder entre eux. L'un d'eux, le plus âgé, conclut en disant : « Après tout, c'est peut-être lui qui est dans le vrai !... » — Il a tant de verve, ce Dumas ! Et puis, sait-on jamais ce qui se passe dans ces grandes affaires et les récits de bataille ne sont-ils pas faits après coup ? Chaque fois que j'ai entendu raconter Waterloo, et cela m'est arrivé souvent, j'ai entendu une version différente.

27 mai 1851.

Je persiste à croire que les histoires les plus intéressantes, celles qui caractérisent le mieux les personnages placés au sommet de l'échelle sociale, sont justement celles que le public ignore. Les écrivains contemporains ne peuvent presque jamais puiser aux sources d'où la vérité s'écoulerait ; on récolte çà et là les choses enregistrées dans le *Moniteur*, dans les journaux les mieux accrédités ; mais les anecdotes intimes, celles qui nous montrent tant de héros en robe de chambre, restent dans la mémoire de certains familiers qui les redisent sans y prendre garde à des gens dont le métier n'est pas d'en tirer parti. Ce que l'on imprime solennellement

dans ces gros livres destinés à la postérité aurait besoin du contrôle de quelques individus bien placés pour voir, mais ceux-là ne sont jamais consultés par les grands faiseurs. Exemple : L'empereur Napoléon a toujours eu la prétention d'être un bon mari; il s'est donné ce brevet dans plusieurs circonstances importantes : dans le *Mémorial de Sainte-Hélène*, dans ses rapports avec le baron Dubois, l'accoucheur, et je ne sais où encore. Cependant les chroniqueurs ont prétendu que le maître avait eu quelques faiblesses, mais ces éclipses de la vertu du mari passaient presque pour des calomnies. Or, voici ce que j'ai entendu de mes propres oreilles : Mlle Georges, la célèbre tragédienne, a reçu autrefois, je ne sais à quel titre, un portrait de l'Empereur, magnifique miniature encadrée de diamants. On prétend que c'est le seul objet de ce genre qui ait été donné par le grand homme dans des conditions semblables. Quoi qu'il en soit, il arriva ceci : l'Empereur voulut avoir ce portrait; Mlle Georges étant toujours à court d'espèces, le joaillier de la couronne, M. Bapst, eut l'ordre d'offrir de l'argent à la dame; le marché fut débattu; enfin cette héroïne reçut 25,000 fr. pour la miniature et 12,000 francs pour les diamants d'entourage. Et d'un!

Mais voici autre chose du même genre. Un beau jour, M. le prince Demidoff, à Florence, reçut la visite d'un tripoteur d'affaires qui venait lui offrir à acheter un magnifique portefeuille en maroquin rouge aux armes de l'empereur Napoléon, et portant sur une de ses faces un superbe médaillon de l'impératrice Marie-Louise. Le tout était splendide; c'était une chose intime, un de ces objets à l'usage particulier du souverain. M. Demidoff l'acheta assez cher. Or, un matin, dans son cabinet, un certain petit groom, domestique favori du prince, en furetant suivant sa coutume, dirigea ses recherches sur le médaillon du porte-

feuille; il cherchait à soulever le cristal recouvrant le portrait. Le prince criait après le drôle, le menaçait d'une correction, lorsque tout à coup la glace ébranlée se détache, le portrait en fait autant; mais il n'était pas seul; cette figure conjugale, légitime, avait sa doublure : Mlle Georges se trouvait là, puis Mme la comtesse Walewska, puis une autre, et enfin encore une autre. Quatre visages de contrebande que le maître pouvait rappeler au besoin, qu'il visitait du regard, quand l'envie lui en prenait. — Que dites-vous de cette collection? Le prince Demidoff avait acheté toute une galerie cachée; c'était une mine découverte par le petit laquais; reste à savoir s'il a été récompensé pour cela. C'est un trait qui manque à cette histoire authentique.

13 juin 1851.

Le chapitre des cancans parisiens ne chôme pas, comme vous le pensez bien. Le duc de Brunswick a soutenu un siège contre des recors qui voulaient l'arrêter. Notez qu'il s'agissait de billets et de billets doux, de lettres de change et d'un échange de lettres; enfin, une vraie histoire à la Frédérick Lemaître.

Le jeune Victor Hugo, qui a failli être tué en duel cet hiver à propos de son cher papa, vient d'être condamné à six mois de prison, le maximum de la peine, je crois. Il avait prêché la désobéissance à la loi et il y avait pour circonstance aggravante la défense du père en faveur de son fils! Voilà un papa bien onéreux pour ce jeune homme.

Le procès Bocarmé fait grand bruit. Vous avez remarqué, dans les expériences du professeur Stass et dans celles de M. Orfila, que tous les animaux empoisonnés par la nicotine tombent sur le côté droit. Ne serait-ce pas pour cela que Flocon, Caussidière et

autres grands fumeurs rouges tombaient toujours sur le côté droit... de l'Assemblée nationale? Fatal effet du tabac!

M. Thiers est allé à Claremont tout exprès pour désillusionner Mme la duchesse d'Orléans. Cette princesse s'attend à voir arriver chaque matin une députation venant l'engager à rentrer aux Tuileries. Le susdit Thiers n'a pu lui faire entendre raison, et il est revenu désolé. Une personne bien informée me disait dernièrement que la mère du comte de Paris a l'esprit on ne peut plus chimérique. J. Janin, qui l'a vue très en particulier, en a rapporté la même impression. D'un autre côté, les fervents de Frohsdorf n'escomptent pas l'avenir avec moins d'entrain; les imaginations courent à toute vapeur sur ces rails monarchiques, tandis que le pays s'arrête tout tranquillement dans l'ornière républicaine, en haine des casse-cou, des coups de main et de la culbute récente de Février.

En faisant des réparations dans le chœur de la cathédrale de Meaux, on a découvert un cercueil de plomb, portant une plaque de cuivre avec cette inscription : « Jacq. Benig. Bossuet, évêque de Meaux. » Voici l'histoire de cette découverte. Bossuet, en sa qualité de grand homme de grand génie, avait un superbe mépris pour les choses de la terre; il était un modèle accompli de prodigalité. Faisant des dettes comme un grand seigneur, n'ayant jamais su compter, il laissait tomber en ruine ses églises, et il eût été décrété de prise de corps si Louis XIV n'eût payé ses dettes et assoupi les plaintes de ses créanciers. Ce merveilleux génie, tout entier à ses inspirations, ne se préoccupa jamais des choses matérielles. Bossuet — et cela n'ôte rien à sa gloire — fut un piètre administrateur. Il laissa son église nue, et son successeur dut réparer les désastres de cet épiscopat si glorieux, mais si onéreux. Ce successeur fit donc tout simplement réparer le chœur de

sa cathédrale, en plaçant contre un mur la pierre tumulaire qui recouvrait le corps du prélat. En 1793, les profanateurs enlevèrent cette pierre, creusèrent le mur dans l'espoir d'y découvrir les restes de Bossuet; mais ils ne pouvaient rien trouver, et, grâce à ce changement de lieux, ces ossements furent conservés. Aujourd'hui le cercueil est retrouvé intact, on va lui rendre de nouveaux honneurs. Je tiens de bonne source ces détails sur la vie privée de Bossuet; je crois qu'ils sont intéressants.

7 juillet 1851.

En fait de gaieté, j'en ai pris l'autre jour une bonne dose. Les occasions sont belles quelquefois; j'en ai saisi une et je m'en suis bien trouvé. La grande bohème littéraire tenait une de ses assises à Chatou; la tente était fournie par Lireux, du *Constitutionnel;* la table, par Emile Augier. Nous avions pour théâtre de nos ébats l'île de Cressy ou de Croissy, en face de Marly, propriété du vieux feu d'Aligre; joignez à ce cadre une douzaine d'amateurs, comme M. Ponsard le tragique, M. Latour de Saint-Ybars le comique, et puis des rapins romantiques, des musiciens incompris et quelques journalistes comme J. Janin, et vous penserez peut-être que ce troupeau d'Epicure devait mener joyeusement une belle journée de juillet. Ainsi fut fait, et jamais je n'ai vu pareil sabbat littéraire. Le dîner à 5 francs par tête avait pour assaisonnement plus d'esprit qu'on n'en a dépensé chez tous les financiers depuis la banque de Law jusqu'à ce jour, en y comprenant les quatre frères Rothschild. Il s'est trouvé parmi cette bande de fous un poète nommé Nadaud (ne pas confondre avec le maçon de la Nièvre), et ce poète fait des vers qu'il orne de musique singulière. Il chante le tout avec un talent merveilleux. Ce n'est pas la chanson de

Désaugiers, ni celle de Béranger; c'est un nouveau genre, quelque chose d'original, tantôt gai, tantôt sentimental; une ode d'Horace, une élégie de Tibulle, un vaudeville satirique; puis des chansons d'amour, puis des gaudrioles piquantes, le tout rehaussé d'airs gracieux, d'accents partant du cœur, et dit avec un entrain surprenant. C'était une bonne fortune telle que je n'en ai pas eu de semblable depuis longtemps. Il y avait parmi nous des beautés légères et ce dîner de garçons de plusieurs sexes a prouvé que la gaieté française n'était pas perdue. Ah! que l'on a raison de rire et que les bouffées de folle joie sont une énergique protestation contre ces tristes fabricants de révolutions qui voudraient nous enterrer! Il y avait là parmi nous quelques barbes rouges, mais nous n'en avons pas moins abîmé la république. Notre conclusion a été que la France est à celui qui la tient aujourd'hui. Possession vaut titre, suivant le vieux dicton.

15 juillet 1851.

M. de Sainte-Aulaire me disait l'autre jour ceci : « J'étais chargé d'affaires à Vienne, quand M. Thiers est venu visiter le champ de bataille de Wagram. Connaissant bien le pays, la langue et beaucoup de vieux officiers présents à la bataille, j'ai cru lui rendre service en allant tout de suite à son auberge, me mettre à sa disposition et lui offrir de le conduire à Wagram avec quelques personnes qui lui rapporteraient, comme témoins oculaires, toutes les circonstances de la bataille; il m'a fort remercié, mais laissé entendre qu'il savait la bataille bien mieux que tous ceux qui y étaient, et qu'il n'avait pas besoin qu'on lui apprît rien du tout; il a seulement accepté mes services pour le mener sur les lieux, dans ma voiture. Nous sommes partis à neuf heures du matin, rentrés à neuf heures du

soir, tous deux seuls, après avoir parcouru cette vaste plaine, dans laquelle on ne trouve plus, à ce que m'a dit le maréchal Marmont, ni un mouvement de terrain, ni un arbre, ni une maison qui puissent rappeler les mouvements de troupes et guider les souvenirs. M. Thiers m'avait chargé de porter sa lorgnette, qu'il m'arrachait des mains de temps en temps, pour en jouer d'une façon toute napoléonienne. Du reste, il ne parlait guère et ne paraissait préoccupé que du traité du 15 juillet et de la situation ministérielle. Quand je lui ai proposé d'aller visiter l'île Lobau, qui est à deux lieues de là, il m'a répondu : « Merci, j'ai assez vu. » Puis il est reparti le lendemain matin, sans que j'aie pu comprendre ce qu'il était venu faire. Jamais, du reste, je n'ai passé à Vienne une journée plus amusante. »

21 juillet 1851.

Vous rappelez-vous un article de Sainte-Beuve sur Mlle de La Vallière? L'auteur, en parlant d'un petit livre de piété écrit par cette illustre pénitente, disait que ce traité charmant avait été annoté par Mme de Genlis et déplorait qu'une telle main eût, en quelque sorte, maculé cette œuvre. Eh bien, ces annotations attribuées à Mme de Genlis sont tout simplement de Bossuet, et elles avaient été copiées sur un exemplaire conservé, je crois, à la Bibliothèque royale. Que dites-vous de cette aventure de critique? Il y a de quoi se pendre!

Je vous parlerais bien de M. Mazères, ancien préfet de 1830, homme d'esprit, auteur de comédies à succès, à argent, et que le Théâtre-Français a été heureux de trouver à diverses reprises. Ce brave et galant homme n'a pas de fortune et les quinze cents francs de l'Académie lui seraient d'un grand secours. Et à propos de ces quinze cents francs, comment ne songe-t-on pas

qu'en nommant des académiciens grands seigneurs, riches, puissants, on frustre d'un juste salaire des pauvres diables qui seraient trop heureux de jouir de ce modeste subside accordé au talent? Que l'on enlève un hectare de pré à M. le comte Molé, soudain il prodiguera le papier timbré pour constater cette spoliation, et lui, lui si riche, touche sans scrupule ces quinze cents francs qui feraient vivre un véritable homme de lettres. N'est-ce pas une criante injustice et n'y a-t-il pas de quoi courroucer bien des esprits? Que Béranger s'abstienne fièrement de postuler des voix, c'est un bel exemple de dignité chez un homme pauvre; mais si M. de Lamartine, si Victor Hugo et quelques autres avaient suivi cette inspiration d'une âme élevée, l'Académie aurait dû chercher ailleurs des remplaçants, et les hommes de lettres les plus éminents auraient été en dehors de la savante compagnie. Ainsi donc l'Académie subit un double dommage par ceux qui se présentent et par ceux qui ne se présentent pas. Elle est en quelque sorte réduite à choisir des hommes qui ne sont pas des gens de lettres et elle écarte volontairement ceux qui ne s'occupent que de littérature.

5 septembre 1851.

Journal d'un candidat à la place de feu Dupaty.

Mon ami J. Janin visite les deux grands personnages politiques dont il désire obtenir les voix.

M. Guizot : — « Je ne vous dissimule pas, mon cher monsieur, que j'ai pris un engagement. M. Liadières...
— Fort bien, monsieur; vous me mettez à l'aise en me parlant aussi franchement. Je savais bien que j'avais M. Liadières pour compétiteur, et je pensais que *littérairement* je pouvais lui disputer les suffrages de l'Aca-

démie. — Mais, monsieur, je suis fort de votre avis, vous avez fait vos preuves; cependant, permettez-moi de vous dire que *politiquement* je me trouve lié de la façon la plus étroite à M. Liadières et que c'est pour moi un devoir. Plus tard, je pourrai agir dans un autre sens, ne pas me trouver entraîné par des antécédents de cette sorte, et alors ne doutez pas de mon bon vouloir en votre faveur. »

M. Molé : — « Vous savez, monsieur, qu'il nous est *défendu de prendre des engagements...* » A ce moment entre dans le salon, derrière un paravent, M. de Falloux que connaissait J. Janin. Ce dernier s'excuse auprès de M. Molé, et dit à mots couverts qu'il ne peut présenter sa candidature devant un autre candidat. M. de Falloux se récrie et déclare que pour cette fois il ne se porte pas. Alors la conversation s'engage, et M. Molé, qui ne peut prendre d'engagement, donne des espérances au postulant.

Le père Tissot, qui emprunte toujours cent francs à un candidat, se récrie sur les mérites de M. Liadières, sur le soin avec lequel il corrige ses premiers ouvrages, et, après beaucoup de compliments au visiteur, il lui laisse entrevoir que bientôt il pourra voter en sa faveur.

M. Hugo ne s'arrête pas à ces niaiseries. « Bientôt, dit-il au postulant, nous serons candidats tous deux. Dans six mois, en effet, l'Académie française n'existera plus. Les académiciens seront élus par des électeurs d'une nouvelle espèce et alors nous verrons. J'ai calculé qu'il y aurait cinq à six cent mille électeurs. Tout individu ayant écrit et signé un article politique dans un journal, tout individu ayant publié une brochure politique ou littéraire, tout écrivain, tout membre d'une société savante sera électeur pour l'Académie française, et cela sur tout le territoire de la République. » M. Victor Hugo tenait ce langage en présence de son second fils : le premier est en prison de par la plaidoirie de son

illustre père. Or, le candidat qui visitait le grand poète est notoirement légitimiste, il s'en est vanté, et M. Hugo, le prenant par le devant de son habit, lui a dit : « Porterez-vous donc toujours ce vêtement ? » assimilant ainsi les Bourbons à une friperie. Et puis, comme le candidat discutait les titres de celui-ci et de celui-là, et citait les noms d'académiciens politiques votant pour un blanc ou un bleu, suivant la couleur de leurs opinions, le grand homme s'est écrié en regardant son fils : « Il croit encore à des nuances. » Et bientôt il est parti pour indiquer dans un prochain avenir le bouleversement radical de toutes choses; jamais on n'a ouï d'énormités pareilles. Et toujours il en revenait à cette conclusion : « C'est la loi du 31 mai qui est le point capital. Si elle est rapportée, le suffrage universel fera explosion et alors on verra. (Cela veut dire : Je serai le chef de la République.) Dans le cas contraire, il arrivera un cataclysme comme on n'en a jamais vu sur la terre. Il ne restera pas en France un homme et une chose sur pied. » En fin de compte, M. V. Hugo votera pour Alfred de Musset.

Les notes me manquent pour poursuivre aujourd'hui cette galerie pittoresque. Ce qu'on appelle si bien la Glacière académique renferme des éléments de suractivité politique qui n'influent que trop sur l'esprit littéraire de ces messieurs.

On sait que M. Berryer ne se présente pas cette fois-ci. Mais cela sera pour une prochaine vacance. Ainsi va se dénaturant de plus en plus une institution qui, comme tant d'autres, s'altère peu à peu et se prépare à tomber tout à fait. Verrons-nous donc encore cette chute ? *Etiam periere ruinæ!*

On a pu lire, dans *le Constitutionnel* d'hier jeudi, un article extrait d'un journal anglais dans lequel on rapporte la conversation de M. le duc de Nemours et de M. Guizot à propos de la candidature du prince de

Joinville. Tout cela paraît exact. Et alors quelle est cette conduite de la branche cadette? Le prince veut bien accepter les bénéfices éventuels de cette candidature, mais il ne veut pas prendre un parti; il ne blâme pas ceux qui agissent sans sa permission, il ne veut pas approuver ces démarches; il se tient en l'air au milieu de ces deux aimants, oscillant de l'un à l'autre, jusqu'au moment où le hasard décidera; et alors tant mieux si la chance est bonne. Est-ce donc là de la politique? Entrevoyez-vous là-bas, à Claremont, un homme énergique capable de nous dominer pendant quelques années? Pour moi, je ne vois rien que des infirmes, des languissants à qui pèse l'exil, mais qui comptent avant tout sur l'intervention en leur faveur de cette main providentielle qui conduit la maison de France. *Non laborent neque nent :* ils ne travaillent ni ne filent. Les lys de Bourbon savent que le ciel fait leurs affaires, et cette douce persuasion leur interdit toute action spontanée. Hélas! hélas! Je flaire la poudre. Mon optimisme subit un échec et le temps n'est pas loin où Paris va sauter comme les agneaux des brebis.

On parle beaucoup des élections de la nouvelle Assemblée législative qui se feront avant le mois de mai. Si l'Assemblée, à son retour des vacances, prend une mesure rigoureuse, ce sera peut-être le signal de la grande farandole démocratique et sociale, et alors tant mieux pour ceux qui ne seront pas forcés d'entrer en danse.

8 septembre 1851.

Continuation du journal d'un homme de lettres qui veut s'asseoir dans le fauteuil de M. Dupaty.

Après cette journée mémorable où deux anciens présidents du conseil venaient de montrer dans tout son

jour le touchant accord qui règne dans ces hautes sphères, le pauvre candidat s'est lancé dans cette vaste carrière de coups de sonnette, de salutations, de compliments et de grimaces, et voici les nouvelles notes recueillies à la hâte dans ces pérégrinations littéraires.

M. Patin. Cet immortel a une portière féroce. « Monsieur Patin, s'il vous plaît? — Il n'y est pas! (D'une voix de mégère qui a une rage de dents.) — Pourrais-je parler à son valet de chambre? — Il n'en a pas, il n'en a jamais eu! (La voix a haussé de deux tons et a pris la tournure d'une scie que l'on aiguise.) — Trois visites de ce genre ont amené le même résultat. A la quatrième séance, la vieille dit, vaincue par la douceur sereine du visiteur : « Vous n'avez pas de chance. Vous avez donc quelque chose à lui dire? » Cela n'est-il pas superbe, profond? On croit généralement que cette vénérable harpie a été gagnée par M. de Musset, à l'aide de quelque rogomme perfectionné.

M. Baour-Lormian. Cet autre immortel, qui habite les Batignolles, est impotent, aveugle et sourd. Le visiteur, admis en présence de cette relique, a joué aux propos discordants pendant un quart d'heure : « J'ai lu votre livre! — Merci, ça va mieux! — Les bardes vous attendent sur le palais flottant des nuages! — Vous avez bien raison, l'hiver est rude aux catarrheux, mais je vais aller en Provence! » Et ainsi de suite, jusqu'à ce que la gouvernante intervienne, une tasse de tisane à la main.

Le copostulant Ponsard a eu du malheur. Il est arrivé l'autre jour chez un des plus jeunes immortels, à l'instant où celui-ci, torturé par une indigestion, venait d'absorber un remède lénitif, carminatif et huileux, de ceux que ce pauvre Argant trouvait si chers sur la note de M. Diafoirus. L'académicien, se tenant serré dans sa robe de chambre, a subi des éclaircissements synthétiques et analytiques sur les trois tragédies du

candidat, et Dieu sait si ce chapitre autobiographique était long. Enfin il part (non le remède, mais le poète) et la paix rentre au logis.

Mon candidat arrive au bon moment; l'immortel soulagé lève son poing au ciel comme Ajax abordant le rocher (de Dupaty, le statuaire), et il s'écrie : « Celui-là n'aura jamais ma voix, il peut en être certain ! » A quoi tiennent les gloires de ce monde !

M. Ancelot et M. Scribe sont assez favorables à mon critique dramatique; c'est pour eux une affaire de conscience, de camaraderie, de « collaborationnerie ». M. Briffaut se range aussi sous cette bannière, M. Salvandy y incline; bref, il y a des éléments de succès en temps et lieu, mais on saura bientôt à quoi s'en tenir sur ce chapitre.

M. de Salvandy, le bel Alonzo, brave homme qui joue toujours le Glorieux, a dit au candidat en question : « Je n'ai pas d'engagement… c'est-à-dire je n'en ai qu'un, mais avec moi-même : c'est de donner ma voix à X… dès qu'il se présentera; mais il ne se présente pas ! En conséquence, je verrai, etc. »

M. Sainte-Beuve est tout pour Alfred de Musset. S'il est encore possible, j'allais dire potable, M. de Musset aura de belles chances; mais sera-t-il assez d'aplomb sur ses jambes pour courir cette carrière ? M. Sainte-Beuve est fort disposé pour Janin, mais il croit que mon ami a raison de se tenir encore un peu en arrière. Comme cela va à celui-ci qui n'a jamais de sa vie fait un pas en avant !

Que dites-vous de ces ragots ? Peut-être me trouvera-t-on bien impertinent de garder si peu de révérence à l'égard de ces sublimes représentants de toutes les gloires littéraires de la France.

A propos, il y a un académicien qui ne votera jamais pour M. de Falloux, parce que c'est lui qui a destitué M. de Feletz, ni pour M. Liadières, je ne sais pour

quelle autre raison. Toutes ces petites scènes peuvent faire suite aux comédies de Casimir Delavigne et au *Père de la Débutante.* Il y a ample matière à observations singulières en ce pays de sapience et de prétentions; la gent poétique et littéraire est toujours irritable comme par le passé et bien fol est qui se va planter en tel guêpier. Mais les joies de la vanité sont les plus poignantes, celles qui rident plus profondément le cuir humain; aussi ne manque-t-on jamais de victimes qui s'offrent volontiers à ce supplice glorieux.

27 octobre 1851.

Je vous ai dit, je crois, qu'un mien frère, curé de Jouy près Versailles, était allé en pèlerinage vers le Vatican. Il est revenu enchanté d'avoir vu Rome; il a été bien reçu par M. de Rayneval, notre ambassadeur, et les portes les plus secrètes lui ont été ouvertes. Il a vu Sa Sainteté trois fois, et les audiences ont été assez longues et fructueuses pour un curé de campagne. Le cher frère est revenu de là avec un peu de chagrin dans l'âme : il n'a pas trouvé ce qu'il cherchait; le chef de la chrétienté ne lui a pas paru l'homme nécessaire. Il est malade d'ailleurs, épileptique, dit-on, et cette terrible affection laisse toujours après elle des lésions cérébrales ou intellectuelles qui ne sont guère compatibles avec l'œuvre du successeur de saint Pierre. Je sais bien qu'il faut avoir confiance dans le Maître, dans celui qui choisit comme il lui plaît les instruments de sa gloire et qui manifeste sa puissance sans souci de nos misères terrestres; mais, ceci admis, il n'est pas moins triste de voir au sommet de la montagne sainte et chargé de la garde du temple un soldat infirme et souffrant. Je ne veux pas me servir de ce nouvel argument à l'appui de ma thèse de la fin du monde, mais enfin vous convien-

drez que Pie IX, après Grégoire XVI, n'est pas la tour inébranlable qui sert d'asile au peuple de Dieu. Il vaudrait mieux, je le sens, s'humilier devant les mystères de la Providence, accepter tout simplement et cordialement les décrets futurs du Seigneur; mais notre faiblesse s'abandonne volontiers à des craintes; elle cherche un appui, une barre de fer, et tremble de ne rencontrer qu'un roseau fragile. Du reste, Rome est belle et sa beauté brille de tout son éclat. La ville éternelle n'a pas failli à ses destinées, et mon cher frère, émerveillé de ces splendeurs, jette un soupir sur les hommes qui lui paraissent moins beaux que les choses. Ce qui survit à tout au Vatican, à Monte-Cavallo et à Saint-Pierre, remplit le cœur d'une indicible joie; et si par hasard quelques taches se rencontrent sur le front radieux de ce soleil divin, la foi n'en est point ébranlée. Cependant, d'où vient que ces visites à Rome sont si peu du goût de notre haut clergé français? Chaque année, la Congrégation de l'Index condamne quelques livres publiés par des ecclésiastiques qui n'ont rapporté du Siège pontifical que doutes et désespoir, blasphème et apostasie. Il ne faut pas, dit-on, soulever les voiles qui dérobent à tous le sanctuaire redoutable ; il ne faut pas toucher à l'arche sainte, au risque d'être frappé de mort, et certains esprits succombent infailliblement à ces épreuves. J'aime mieux ce juif converti qui disait en revenant de Rome : « Je crois, je persévère; car une religion qui subsiste au milieu de ces désordres doit être trois fois sainte et sacrée. »

27 octobre 1851.

M. Thiers disait l'autre jour à M. Emile de Girardin : « Mon cher, votre nez devrait bien écrire ses mémoires !

— Pourquoi cela? — Parce qu'il a vu passer tant de choses devant lui... »

21 novembre 1851.

On jase beaucoup sur le mariage Cavaignac, mais on en dit bien d'autres sur l'affaire qui suit. Un papa très comme il faut surprit l'autre jour sa fille écrivant le billet suivant : « Prince, j'ai dix-sept ans, on me dit jolie, j'ai quinze cent mille francs à moi; tout cela est à vous si vous le voulez. » Le papa n'a pas eu la prudence de garder pour lui cette découverte, le monde s'en occupe. Que penser de cela? Un prince, un président de république en butte aux déclarations d'amour d'une jeune fille de la haute aristocratie, n'est-ce pas un fait qui prouve que le monde a besoin de ces alliances suprêmes, et ne faut-il pas voir dans ce fait un hommage rendu aux positions de par la grâce de Dieu? Cette enfant comprend l'hérédité, elle a la noble ambition du trône; elle veut faire souche, une dynastie nouvelle demande à naître; c'est naïf, c'est généreux et pas du tout démocratique. Serait-ce du dévouement pur et simple? Une autre Jeanne d'Arc pacifique? Le cas est embarrassant.

8 février 1852.

J'ai vu M. le duc Pasquier chez moi hier, et il a bien voulu me raconter sa longue entrevue avec le Prince-Président. Il a été question du Sénat, du personnel, puis de divers points de politique intérieure mis sur le tapis par le chancelier. L'affaire de la famille d'Orléans était pendante. M. Pasquier l'a attaquée vigoureusement. Il a dit au prince que son oncle n'avait jamais séquestré, mais qu'au contraire il s'était appliqué à lever des séquestres et à rendre à ceux qui avaient perdu.

8 février 1852.

Jeudi dernier, j'ai dîné chez M. le chancelier. Je suis heureux de recevoir ses confidences, ses appréciations, et cependant il y en a de désolantes. Par exemple : «Le roi Louis-Philippe eût certainement songé à défendre son trône, s'il n'avait craint par là, en cas d'insuccès, de ruiner sa famille. C'est le sentiment de la propriété qui l'a retenu; c'est le père et le mari qui ont agi dans l'intérêt de la femme et des enfants, et non le roi qui met l'Etat avant tout. Les vertus privées deviennent des crimes en politique, un roi ne doit pas avoir d'entrailles; or, comme ils en ont tous plus ou moins, ils ne valent jamais rien.

M. le chancelier, à propos du duc d'Enghien dont la mort a été un *remords* pour Napoléon jusqu'à ses derniers instants, dit-on, m'a assuré avoir lu dans le testament authentique de l'Empereur un article qui n'a jamais été rendu public, et dans lequel le héros affirme que le jugement était légal et qu'il n'y avait pas à balancer. Croyez donc aux sentiments que l'on prête à ces personnages qui sont inexorables comme le destin! L'histoire vraie donne toujours des démentis à l'histoire vraisemblable. Les hommes sont méchants et ne veulent pas que leur portrait ressemblant arrive à la postérité vengeresse.

20 février 1852.

M. Monteil disait, l'autre jour, dans un article de a *Revue des Deux Mondes :* «Le pauvre M. de Rambuteau... étranger à ce genre de littérature.» C'est bien à tous les genres qu'il l'était. Peu de temps avant la Révolution, il faisait des visites avec sa femme et laissait des cartes auxquelles il ajoutait de sa main : *Venus moi-même.* Pour entrer au Conseil d'Etat, on lui

avait pourtant fait subir un examen qui consistait à écrire sans faute le mot *citron*. On prétend qu'il a mis *sitron*, mais je n'en crois rien. Au surplus, cela prouve que l'on peut être honnête homme, habile administrateur même, sans savoir l'orthographe, car M. de Rambuteau fut un préfet des plus remarquables.

1er mars 1852.

Le fameux bal n° 2 des Tuileries sera probablement le dernier. Il y a eu, en effet, entre deux officiers allemands, Badois et Wurtembourgeois, dit-on, et assurément non-Français, une dispute assez vive qui se termina par une carte donnée courtoisement à un des personnages. L'autre n'ayant pas donné la sienne, il en résulta un surcroît d'explication à la suite de laquelle le Badois saisit son partenaire par le milieu du corps et le jeta à plat sur le parquet. Cela se passait au commencement de la grande galerie. Depuis, les deux officiers se sont rencontrés l'épée à la main; l'un d'eux a été blessé et cela s'est terminé ainsi. Les journaux élyséens ont dit quelques mots de cette affaire. En somme, ces bals sont finis et il ne paraît pas que le Prince en donne d'autres, d'autant plus que deux femmes un peu trop connues, Mlle Sarah, la sœur de Rachel, et une autre princesse de même calibre, ont honoré cette fête de leur présence. Au prochain, Mlle Ozy, Mlle Doche et Frisette se sont fait inscrire. Mabille et la Chaumière se croient déjà ruinés. Fatale concurrence! La princesse X... et miss Howard ont déclaré qu'elles se croiraient déshonorées si ce monde était reçu. Voici, à ce propos, une petite histoire que je tiens de M. de Sainte-Aulaire :

« Je me rappelle qu'un jour, à Rome, chez mon père, à un bal, on est venu m'avertir qu'il y avait un grec à

une table de jeu, et que, si nous n'y mettions ordre, ses partenaires allaient faire un esclandre. Je n'ai jamais rempli une plus désagréable commission que celle de persuader poliment à ce monsieur d'aller jouer ailleurs; il n'avait pas été pris la main dans le sac, mais véhémentement soupçonné, et cela suffisait pour que nous voulussions nous en débarrasser. »

13 mars 1852.

On n'était point gai, dans mon Anjou. Voici la chanson que j'entendais chanter dans mon enfance à ma bonne. Je m'en suis souvenu parce qu'il fait mauvais, que j'ai la fièvre et que je suis enrhumé :

La partie animale
Voudrait se réjouir;
Mais la partie morale
Lui dit : « Tais-toi, brutale,
Il faut mourir. »

14 mars 1852.

On parle d'une certaine affaire de Suisse qui a plus d'importance qu'on ne le veut bien dire. M. Fazy (1) de Genève, le dictateur, a eu maille à partir avec notre

(1) Jean-Jacob, dit James Fazy, publiciste et homme politique suisse, né à Genève le 12 mai 1796, mort le 6 novembre 1878. Il résida tour à tour dans son pays et en France, théorisant à Paris sur l'économie politique, retournant dans sa ville natale fonder le *Journal de Genève*. On le retrouve ici vers la fin du règne de Charles X, qu'il combat dans *la France chrétienne*, *la Révolution* et autres feuilles. Plusieurs fois condamné et poursuivi sous la monarchie de Juillet, pour ses ardentes apologies de la souveraineté du peuple, il élut enfin domicile définitif à Genève, où il ne contribua pas peu au triomphe du radicalisme en 1846. Cette révolution le porta au pouvoir. Il était, sinon dictateur, comme on l'a dit, du moins chef du gouvernement provisoire en 1852.

chargé d'affaires, M. de Salignac-Fénelon. Ce qui a envenimé les choses, c'est qu'à Bâle, l'autre jour, on a promené un singe vivant habillé en empereur. On parle de réparations à exiger; espérons que nous n'aurons pas la guerre pour cela. En attendant, on a mis en liberté Guinard, l'ex-colonel d'artillerie de la garde nationale, et grand maître de ladite artillerie, comme chacun sait. Le Prince et le vieux constituant se sont réconciliés, et les gamins disent à Paris qu'ils ont pris un «canon» ensemble.

Pendant qu'on fait des mots, Paris se transforme; on démolit en grand et la Ville dépense des millions pour percer de grandes rues. La nouvelle rue de Strasbourg, qui viendra aboutir sur le boulevard, entre les portes Saint-Denis et Saint-Martin, sera, dit-on, prolongée jusqu'au quai. En vérité, je me demande pourquoi l'ancien gouvernement n'a pas eu l'habileté de faire travailler les ouvriers comme le fait le Prince-Président. Outre qu'il embellit Paris et s'attache la bourgeoisie, il devient très populaire parmi les ouvriers. Le Louvre sera achevé très prochainement. Ce sera, dit-on, un grand bienfait pour la capitale. On ne saurait croire combien tout cela fortifie l'autorité du Président : petites causes, grands effets!

On dit que les Lyonnais, en guise de protestation contre le «tyran» qui empêche les voix de s'élever et bâillonne la presse, vont réunir leurs suffrages sur un sourd-muet. Ce serait assez piquant.

16 mars 1852.

M. de Persigny disait samedi aux Italiens que nous aurions cette semaine un petit décret de trois lignes qui étonnerait bien les curieux. Il n'a pas voulu laisser percer son secret, et a fait le discret. — On annonce la suppression des droits d'hérédité à partir du huitième

degré; le Code en admet douze, si je ne me trompe. C'est une grosse affaire et le Trésor public s'enrichira énormément de cette nouvelle confiscation. Vous avez vu le nouveau libellé des arrêts des cours : « Au nom du Président, etc. » Sur les drapeaux, il y aura : « Louis-Napoléon à tel régiment. » On me dit qu'il n'y a jamais eu rien de semblable sous l'empire. — On parle aussi d'un nouveau décret tendant à diminuer la centralisation administrative; on attribuera plus de pouvoir aux administrations départementales et cela touchera beaucoup les villes de province qui se plaignent si fort de la prépondérance parisienne. — Ainsi, tout est fait contre Paris, au bénéfice des départements.

17 mars 1852.

Le premier coup de canon sera pour moi le signal de la convalescence de la société, car la guerre ne tue que les individus; pour les peuples, c'est une simple maladie. Connue depuis le commencement du monde, on en sait les phases et les remèdes. Excepté la Pologne, — et encore n'est-ce pas la guerre étrangère qui l'a tuée, elle ne l'a qu'empaillée après sa mort, — jamais une nationalité n'a péri par la guerre. Je me rappelle qu'en 1840, M. Thiers, qui est venu se promener à Vienne après sa sortie du ministère, me disait à propos des affaires d'Orient : « Il faut rendre à notre pays le goût de la guerre et de la dépense; il devient ingouvernable. » Pour la dépense, il est, Dieu merci ! à bonne école. Pour la guerre, on ne manquera pas d'y aviser.

5 avril 1852.

Voici le Prince-Président bien loti : trente-trois mille francs d'argent de poche par jour, sans frais, sans charges, avec jouissance de tous les palais et forêts.

Ceci me paraît superbe, pas cher, car il aurait pu tout aussi bien se faire adjuger le double de cette somme. Mais si nous ne sommes pas sages, l'empire sera rétabli, et alors il n'y aura pas du tout de liste civile. Où êtes-vous, illustre Cormenin, illustre Lherbette, et vous tous, ô grands éplucheurs de budget, et vous, ô membres de l'opposition, vigilants gardiens des principes parlementaires!

11 avril 1852.

Nous sommes toujours au beau fixe, non celui qu'indique le baromètre, mais le beau fixe de la tranquillité nationale. Le Président se promène à Longchamps, seul, en voiture découverte, conduisant lui-même, et tout le monde l'applaudit. A propos, voici de petits arrangements d'intérieur. Vous savez que notre maître a des parents assez nombreux et presque tous besogneux. Or, il a été stipulé, en lui accordant 12 millions de liste civile sans charges, que la famille Bonaparte renoncerait à toutes réclamations. En conséquence, le Prince désintéresse ses parents; il donne un million à celui-ci, un million à celui-là; il rend à Mme Camerata ses 40,000 livres de rentes confisquées, et ainsi de suite. A partir du 2 décembre, le chef de l'Etat a touché un million par mois, par anticipation. Par conséquent, il a pu fermer la bouche des réclamants, payer en partie ses dettes; il se libère de tous côtés et avant peu son budget sera liquide. Chacun voit bien que cela est d'un homme rangé, d'ordre, et qu'avec un aussi bon financier, la fortune de la France ne peut manquer de grandir. Ainsi soit-il.

11 avril 1852.

M. Ponsard, le tragique, avait été nommé bibliothécaire du Sénat. Le général d'Hautpoul, qui est grand

référendaire, disait hier soir à Ponsard : «Eh bien, mon cher, vous voilà quitte avec Judith; elle vous a donné une place de six mille francs, vous lui donnez un beau rôle dans votre drame : la chose est en règle. — Parlez-vous sérieusement, monsieur le grand référendaire? — Mais sans doute; cela se disait hier dans mon salon, et je ne vois pas que l'on puisse en douter. — Eh bien, monsieur, pour vous prouver l'infamie de ce propos, je vous donne ma démission à l'instant même. — Prenez garde, mon cher; c'est une affaire de six mille francs. — Je voudrais qu'elle en valût vingt pour vous la jeter au visage.» Et voilà!

21 avril 1852.

Nous sommes en temps de résurrection. On nous promet toujours un grand événement pour le 11 mai. Un capitaine de la nouvelle garde nationale me disait hier que son commandant avait positivement dit à ses soldats passant une revue de crier : «Vive l'Empereur!» en défilant devant la terrasse de l'Elysée. Ce sont des symptômes.

25 avril 1852.

«Je suis heureux, me disait M. de Sainte-Aulaire, que Janin ait refusé de vendre sa plume et de se rallier au pouvoir.» L'étonnement naïf de ce brave ministre en apprenant qu'un homme comme M. Janin ne prêterait pas sa plume pour tout faire, même quand on lui promettrait beaucoup d'argent, m'a rappelé ce qui m'est arrivé autrefois en Italie. J'avais été visiter à Arcua, auprès de Padoue, la maison et le tombeau de Pétrarque, et, dans je ne sais quel mouvement de sentimentalité comme en ont les touristes, j'avais cueilli comme souvenir deux ou trois feuilles d'un laurier

qu'on a planté là. Je me proposais bien de les garder précieusement. L'imbécile de cicérone qui m'accompagnait, en me les voyant mettre soigneusement dans ma poche, m'a dit d'un air fin : « Vous avez bien raison, signor : les feuilles de laurier, il n'y a rien de bon comme ça dans les sauces blanches !... » Parlez donc poésie à cette race de buffali ; et parlez honneur ou délicatesse à ces acheteurs de... ce qu'ils n'ont pas, ce sera exactement la même chose.

4 mai 1852.

Le maréchal Marmont a raconté une histoire bien curieuse ; il en garantissait l'absolue authenticité. Voici la chose : Paul Ier, empereur de Russie, voulait faire gagner à un de ses amis un procès, et en remit les pièces à un juge avec recommandation spéciale. Par hasard, ce juge se trouva un honnête homme, et rapporta les pièces au bout de deux jours, en disant à l'empereur que sa conscience ne lui permettait pas de juger dans le sens indiqué. L'empereur impatienté reprit le dossier et le confia aux soins d'un juge qu'il supposait plus complaisant, mais dont la réponse fut la même. Alors, il entra dans une de ces colères auxquelles il était sujet, et s'emporta jusqu'à frapper le magistrat d'une canne qu'il avait à la main. Mais, sa colère passée, il imagina d'examiner l'affaire lui-même, et n'eut pas de peine à se convaincre que le procès était ingagnable. Quand il l'eut reconnu, il mande le magistrat rossé, s'enferme avec lui dans son cabinet, et, lui présentant la canne dont il s'était servi si injustement : « J'ai eu tort l'autre jour ; je vous ordonne de me rendre les coups que vous avez reçus. Souvenez-vous que j'ai tapé fort. » Marmont ne disait pas si le magistrat avait obéi.

2 juin 1852.

La famille Napoléon est en instance auprès du Président pour obtenir de lui qu'il proclame sa dynastie. Celui-ci ne le veut pas. Le roi Jérôme le gourmandait à cette occasion, lui reprochant de n'avoir rien de l'Empereur. « Hélas ! dit le Président, j'ai quelque chose de commun avec lui, certes. — Et quoi donc ? — Sa famille !... »

7 juin 1852.

Les articles de Granier de Cassagnac sur la Belgique ont fait grand bruit. Il faut convenir que ce personnage est seul en possession de ce crédit public qui commande l'intérêt ; c'est le seul écrivain politique qui puisse remuer les masses, et, par le temps qui court, ce n'est pas un médiocre talent. Oui, Granier de Cassagnac est la personnification du journalisme moderne ; en lui s'est concrétée cette puissance terrible qui pétrissait à son gré l'esprit public, qui le poussait dans les voies périlleuses et s'en servait comme d'un automate docile pour détruire et renverser. Le *Journal des Débats* et *le Constitutionnel* se résument en un seul individu. Granier de Cassagnac voit le Prince-Président, prend ses inspirations, reçoit ses conseils ; ou plutôt il suppose ses vues, devine ses motifs, ses instincts, ses goûts, ses appétits, et, partant de là, il écrit avec une verve intarissable des articles que l'on lit avec effroi. Il est certain que c'est là qu'il faut aller chercher la pensée du maître ; elle se reflète dans ces pages acrimonieuses où le sarcasme est prodigué ; terrible argumentateur qui dans un assaut d'armes se sert toujours d'un fleuret démoucheté et qui, même à ses amis, au lieu d'une poignée de main, leur donne une poignée de verges ou de griffes. On sait si bien ce secret

que chacun se jette sur ces articles révélateurs, tant on est certain d'y rencontrer la lumière dont on a besoin. Granier de Cassagnac a grandi sur ce terrain miné, sur ces cendres fumantes; il a su marcher d'un pas ferme entre ces écueils; il écrit par-dessus la tête de Véron qui n'y voit que du feu.

8 juin 1852.

M. le chancelier m'a dit qu'il savait de bonne source que deux femmes de la famille du Président avaient joué un beau rôle dans l'affaire des biens d'Orléans : Mme la princesse Mathilde et Mme de Douglas. Le maréchal Exelmans a également rompu des lances avec le spoliateur, et cette affaire n'est pas apaisée en haut lieu. — M. Berryer est revenu hier de Frohsdorff; on ne sait pas encore quel adoucissement il a apporté à la fameuse lettre qui continue de bouleverser le parti blanc. On espère que l'illustre avocat aura plaidé la cause du bon sens. Le Prince aurait dû penser que, pour rentrer en France, il faut trouver des préfets de son bord, des colonels à la tête des régiments, des chefs qui agissent en un temps déterminé, et que les restaurations dernières ne se seraient jamais faites si le revenant n'avait rencontré des amis en position de lui tendre la main. Le Prince aurait dû dire à ses affidés : « Acceptez les positions, remplissez les fonctions; tout ce que vous ferez pour la France, je le regarderai comme fait pour moi. Soyez partout, travaillez au bonheur du pays et je vous en remercierai quand je serai remonté sur le trône de mes aïeux. »

28 juin 1852.

Un jour, dans un bal d'enfants aux Tuileries, le duc d'Aumale, âgé de sept ou huit ans, dansait avec une

petite fille de son âge. Celle-ci, tout en pirouettant avec son cavalier, l'interpella ainsi : « Dis donc, on m'a dit de t'appeler Monseigneur; est-ce que t'es évêque? — Ah! ça, je ne sais pas, répliqua le duc d'Aumale, après avoir réfléchi; je suis tant de choses!... » N'est-ce pas que le mot est charmant?

Il s'est élevé depuis quelque temps une querelle à propos des auteurs classiques, et vraiment j'en suis encore à me demander bien sincèrement sur quoi elle porte. Peut-on sérieusement vouloir empêcher la jeunesse de se former le goût par l'étude des plus beaux monuments de l'esprit humain, et d'apprendre à la même école que les Pères de l'Eglise eux-mêmes? car il n'en est pas un qui ne fût instruit dans les lettres grecques et latines. Il n'y avait pas une bibliothèque de couvent où ces livres ne fussent, ni de bénédictin qui ne les eût copiés. Les interdire ou les mutiler aujourd'hui, je trouve que c'est imiter cette mère qui, pour cacher les nudités, attachait son chapeau en guise de ceinture autour des reins d'un Apollon que sa fille dessinait. Pauvre chasteté, qui n'a pas de meilleure défense!

28 juin 1852.

L'inconvénient des promenades solitaires pendant lesquelles on rumine une idée, c'est qu'on rentre toujours chez soi avec la conviction qu'on a un chef-d'œuvre dans la tête, et qu'on souffre de ne pouvoir le mettre au monde. Cela me rappelle cette pauvre duchesse de Cogni, qui était tout à fait folle, et dont la folie consistait à se croire grosse à quatre-vingts ans passés. Un jour, elle fit venir son gendre Sébastiani et lui confessa mystérieusement le cas, avec toutes les apparences d'une contrition telle qu'il y fut presque trompé. Quand il demanda : « Mais y a-t-il longtemps? »

Elle lui répondit : «Hélas! il y a une trentaine d'années; je crois que je serai bientôt à terme!» Le pauvre maréchal racontait lui-même l'histoire en riant de tout son cœur. Combien de gens en sont là et qui portent en eux des projets d'études dont la réalisation n'est jamais atteinte! C'est un peu mon cas pour les travaux dont je m'occupe et que je m'impatiente de ne pouvoir produire.

2 juillet 1852.

La capitale présente en ce moment un spectacle vraiment curieux; on dirait une ville récemment bombardée. On démolit plus de maisons que l'on n'en a bâti sous le règne de Louis-Philippe; on accomplit les projets les plus grandioses; les rues sont sillonnées par des charrettes de moellons et de pierres de taille. Je ne sais où l'on peut trouver de l'argent pour faire face à toutes ces façades. C'est prodigieux. Et le Président qui achète une terre en Sologne, une autre terre aux environs de Paris... Il place ses économies, et tant mieux! car on pourra toujours reprendre tout ceci en vertu d'un décret de confiscation rendu contre les bannis politiques. — Les fonds publics sont toujours en hausse; la Bourse se désopilait la rate le jour du message; on voyait là un argument contre le socialisme; le maître a une force assez grande pour se moquer de ses ennemis, l'armée lui est dévouée. Bref, il est doué d'une volonté suprême qui tranche du Pisistrate, sans souci du qu'en-dira-t-on. Le susdit personnage sort sans escorte, bien que l'on parle d'un noir complot découvert hier, pas plus tard : des machines infernales faites avec des tuyaux à gaz bourrés de balles et de boulets; nonobstant, le Prince va se promener en ville, en cabriolet, ou à pied, sans escorte et comme un rentier de la place Royale. C'est assez singulier, comme vous le

voyez, et personne ne bouge; on parle bien encore d'un petit complot militaire dans un des régiments des garnisons du Nord, mais il faudrait être en Suisse ou en Belgique pour avoir des nouvelles exactes. C'est là le charme de la situation : on ne sait rien, on ne dit rien. Le *quid novi fert Africa* perpétuel de 48 est chose inconnue de nos jours; on n'a plus rien à dire, plus rien à écouter; tout au plus met-on le nez à la fenêtre pour voir passer le siècle, et l'on dort par là-dessus comme des marmottes. Ça me va assez bien; j'étais las de cette vie au pas redoublé. J'aime mieux ce silence protecteur des bons livres, des heures de méditation et des joies de la famille. Quand je pense que j'ai été chevalier du Lys en 1814, fédéré en 1815, carliste en 1830 et orléaniste en 48, toujours pleurant les bannis, toujours passionné pour ceux qui souffraient! En vérité, je souhaite que mon fils ne soit pas ballotté comme son père, *terris jactatus et alto*, et qu'il laisse passer ces tourbillons politiques sans se croire obligé de tourbillonner avec eux.

15 juillet 1852.

Je viens d'entendre parler de la Russie, du passage de la Bérésina et autres romans impériaux de 1812; cela m'a rafraîchi; il me semblait que les glaces meurtrières de ces temps héroïques et barbares abaissaient notre température. Le vieux général Jomini, si habile historien de ces calamités guerrières, m'en a raconté beaucoup de choses. L'espèce humaine était mûre, alors; Dieu pouvait récolter; seulement j'étais trop jeune pour figurer parmi les glanes. Donc, le professeur de grande tactique, qui a bien près de soixante-quinze ans, entend fort mal de l'oreille droite; à la vérité, il n'entend pas du tout de l'oreille gauche, mais néanmoins il discourt imperturbablement et sait le nom et

les affaires d'un million d'hommes. Quelle terrible mémoire! Il avoue avec modestie qu'il n'a que celle des noms, des dates, des lieux; pour le reste, il laisse à désirer. Je ne désire rien de plus, vraiment.

Les hommes qui parlent toujours prennent en grippe les bavards; ce sont leurs ennemis naturels. M. Thiers a eu quelques relations avec M. Jomini, à propos de l'histoire de la campagne de Pologne. Un jour, dans un dîner, M. Thiers taquinait le susdit Jomini sur quelques faits très importants ayant rapport à l'empereur de Russie. Le petit homme parla tant, tant, que le général ne put placer un mot. C'était à mourir de dépit. A la fin du dîner, le Jomini, piqué au jeu, prit la parole et dit : « Je comprends que vous ayez pu être ministre de l'intérieur, car les Français n'entendent rien au gouvernement; mais que vous ayez été deux fois ministre des affaires étrangères et que vous ignoriez aussi parfaitement l'histoire moderne de la Russie, voilà ce qui me surprend. Au surplus, cela doit venir de ce que vous n'écoutez jamais. » Ces messieurs sont brouillés depuis ce jour. — Le maréchal Bugeaud avait eu le désir de connaître M. Jomini; on les fit trouver ensemble à table chez je ne sais qui; le vainqueur de l'Isly parla toujours, si bien que M. Jomini se vengea en lui lançant cette petite épigramme : « Général, quand vous vous trouvez avec M. Thiers, vous devez tirer l'épée à qui parlera. » — Vous voyez que l'histoire des grandes guerres modernes a joué de malheur dans ces deux occasions. Jomini est probablement habitué à se faire écouter, de sorte que le rôle d'auditeur ne lui convient pas du tout.

19 juillet 1852.

A Barèges, excepté le duc d'Albufera, il y a peu de Parisiens. En revanche, une célébrité de cour d'assises,

autrefois Mme L..., que j'aurais condamnée sans hésiter, rien qu'à regarder sa figure. On me l'a montrée hier; c'est une assez belle personne, mais qui a du poison dans les yeux et un crime sur le front. Elle a trouvé un second mari, encouragé probablement par l'idée qu'on n'empoisonne pas deux fois son mari. Elle est, à ce qu'il paraît, fort riche, grâce à son crime. Mon Dieu! qu'est-ce qui doit se passer dans cette tête, si vraiment elle est coupable, et qu'est-ce qui s'y passera au moment où elle sera sur le point de mourir elle-même? — Quand M. de Sainte-Aulaire était ambassadeur à Rome, il demandait un jour directement au pape des dispenses pour un de ses amis qui voulait épouser sa belle-sœur. « Ce sont, lui dit Grégoire XVI, des dispenses que j'accorde le moins volontiers, et si vous pouviez entrer dans les archives de la Grande Pénitencerie, vous n'auriez pas de peine à comprendre que j'ai raison! » Quelles découvertes on ferait sur les mystères du cœur humain et sur son histoire, en fouillant ces archives!

24 juillet 1852.

« J'ai trouvé, me disait M. de Sainte-Aulaire, le temps de lire le dernier numéro de la *Revue des Deux Mondes*. Les amours de Cousin pour la duchesse de Longueville sont vraiment trop plaisantes. On voit qu'il parle galanterie comme M. Thiers batailles; il a appris la théorie dans de bons livres, et la pratique avec une chambrière. Quelle figure ferait la pauvre duchesse, si elle pouvait lire cette espèce de déclaration? Il y a dans le même numéro un grand article de M. de Rémusat sur Walpole. Ce qui m'en a paru curieux, c'est qu'il a évidemment voulu se peindre lui-même sous le nom du personnage dont il écrivait la biographie. C'est de lui que M. Guizot a dit : « C'est un

« amateur d'une jolie force en tout genre. » Il applique à Walpole ce mot qui lui va à merveille. Je n'ai jamais rencontré personne ayant plus d'esprit que M. de Rémusat, et prouvant mieux combien l'esprit tout seul est insuffisant pour plaire; c'est une espèce d'Abélard intellectuel, qui n'a jamais pu ni se faire prendre, ni se prendre lui-même au sérieux, touchant à tout, mais incapable de rien faire, et ne sachant que juger et blâmer. Voilà pourtant les hommes d'Etat dont le nouveau régime nous a délivrés. S'il n'y avait pas autre chose à lui reprocher, j'avoue que je lui donnerais l'absolution de grand cœur. »

« On m'écrit que le mariage du Président avec la petite princesse Wasa est probable, et que l'empire suivra le mariage. J'ai connu à Vienne cette princesse qui était alors une jolie enfant. Le mariage me paraît convenable; entre autres avantages, il pourra, au besoin, un jour, servir de prétexte à quelque expédition de Strasbourg, en Suède; car le prince Wasa est le Charles X de ce pays-là, et se fait traiter à Vienne comme un roi légitime dépossédé par un usurpateur. Ce serait curieux de voir notre Président revendiquer sa légitimité en Suède. »

27 juillet 1852.

Vous avez vu la mort accidentelle de ce pauvre maréchal Exelmans. Il a tenu à donner une preuve nouvelle de l'assertion de Mme Du Deffant, qui prétendait que l'on ne mourait que de bêtise. A soixante-dix-huit ans, monter à cheval la nuit, c'est folie, d'autant plus que personne ne pouvait le voir et l'admirer. Dans une revue, passe encore, il y a des spectateurs en foule; mais sur une grande route... A quoi bon? Mme Du Deffant attrapa une fluxion de poitrine en suivant une procession de jubilé en hiver, en dépit de son grand âge.

« Qu'allais-je faire là ? disait-elle. Combien j'avais raison ! on ne meurt que de bêtise ! »

J. Janin a vu à Bruxelles Victor Hugo et quelques autres exilés politiques. Ils sont misérables, personne ne s'occupe d'eux et tout semble leur promettre un triste avenir. Le pamphlet du poète est terminé; il est intitulé *Napoléon le Petit*. Il a beaucoup de fiel et l'on prépare de plus un gros volume sur le crime du Deux Décembre. Le code Hugo n'est pas celui de la France; ces coups de plume auront peu d'éclat et moins encore de résultat. Fureurs impuissantes de quelques ambitieux désappointés, écume qui tache le sol sur lequel a passé le torrent. Je ne saurais vous dire combien je me sens dépourvu de sympathie pour ces hommes qui ont eu si peu de bon sens dans la prospérité et que je trouve si peu dignes dans le malheur.

13 août 1852.

« On m'écrit que le mariage Wasa est tombé dans l'eau. Il est à craindre que notre Président ne soit condamné à mourir vierge; il paraît que ce n'est pas par son fait que la chose a manqué. On parle cependant de la princesse de Baden, mais je ne la connais pas. Toutefois, je doute que le Président se décide à une alliance protestante, qui lui ferait perdre les sympathies du clergé; car il les a; c'est même un fait que je m'explique difficilement, je l'avoue, mais qui est incontestable. Un bon ecclésiastique, de beaucoup d'esprit, avec qui je causais intimement l'autre jour, me disait : « Nous « aimons mieux celui-ci que les d'Orléans ! » Et cependant les habitudes de l'ancienne famille royale étaient bien autrement régulières et morales que celles du chef actuel de l'Etat. »

Août 1852.

M. de Sainte-Aulaire est un diplomate de la vieille école, qui rarement se départ du sérieux professionnel. Il lui est arrivé cependant l'autre jour de raconter, chez M. le chancelier, l'histoire d'une grande dame irlandaise venue en France pour sa santé. Cette dame n'avait pas d'enfant, ce qui la mettait au désespoir. Elle avait suivi les traitements les plus divers, consulté les plus habiles médecins. Un jour, dans les environs de Trouville, elle rencontre une paysanne entourée de sept ou huit mioches superbes, bien gras et bien roses. « Ils sont à vous, ces enfants, madame? — Oui, répond la paysanne. — Mon Dieu! dites-moi donc comment vous avez fait pour les avoir si nombreux et si beaux! »

Et l'autre de répondre : « Ma foi, c'est probablement parce que je mange beaucoup de pommes de terre. — Eh bien, envoyez-moi donc de vos pommes de terre, dit la dame. — Oh! volontiers, rien de plus facile. Et même, ajouta la Normande narquoise, pour que l'effet soit plus sûr, je prierai mon mari de vous les porter lui-même. »

Septembre 1852.

J'aime assez la doctrine des malheurs heureux. Que de fois dans la vie n'a-t-on pas l'occasion de constater qu'un événement regardé comme une calamité affreuse s'est transformé en une chance exquise! Combien ne s'est-on pas félicité d'avoir éprouvé un refus, alors que ce refus nous avait semblé le comble de l'injustice! Par exemple, l'autre jour, dans un voyage à Bordeaux, je me suis vu refuser la porte de l'église de Saint-Seurin assez brutalement. Si j'avais visité la fameuse crypte, il est très vraisemblable que j'aurais été privé de la rencontre que je fis et que je vais raconter.

Revenu à l'hôtel, je me suis trouvé en rapport, sans le vouloir, avec un personnage fort remarquable. J'entrais assez vivement dans le petit salon, et la porte que j'avais ouverte était restée entre-bâillée, lorsque j'entendis une voix assez impérieuse qui disait : « Fermez la porte ! » Cela pouvait vraiment passer pour un ordre. Je me tourne vers le monsieur qui parlait ainsi ; je vois un petit homme brun, sec, à l'œil noir, à la moustache en croc, et je dis aussitôt avec assez de douceur, à un domestique qui se trouvait là : « Garçon, fermez cette porte, je vous prie. » Je dois ajouter que le monsieur à moustaches causait avec une jeune dame fort élégante, fort jolie. Le militaire — c'en était un — sentit le coup, il se leva, vint à moi, me toisa, puis, comme je conservais un superbe sang-froid, il me dit d'une voix plus douce, et en s'inclinant légèrement :

— Madame est indisposée, l'air lui fait mal.

— Pardon, monsieur, lui dis-je à mon tour ; je serais désolé d'avoir pu nuire à madame, et je vous prie de lui faire agréer mes excuses.

Cette petite scène a eu des suites. A l'heure du dîner, le couple charmant a pris place à une table contiguë à la mienne, la conversation s'est établie d'une façon très naturelle. J'ai cru devoir dire qui j'étais ; un médecin ne pouvait qu'être le bienvenu en pareil cas, aussi mon interlocuteur se fit-il connaître. C'était tout simplement le général Prim, pour le moment en délicatesse avec le gouvernement de la reine de toutes les Espagnes, en raison de ses tendances un peu trop révolutionnaires. Et comme si le hasard avait résolu de provoquer un rapprochement encore plus intime, le général espagnol et sa belle compagne partaient en même temps que moi pour Bayonne, de sorte que nous avons passé la nuit dans la même voiture.

Un peu plus tard, les renseignements ne m'ont pas manqué sur ce personnage. M. Orfila, de Madrid, qui

le connaît à merveille, m'a raconté son histoire, qui est amplement semée d'incidents romanesques. Le comte Prim, cadet de bonne famille, s'est engagé fort jeune, à l'époque où don Carlos, occupant les provinces basques et la Catalogne, soulevait une formidable insurrection contre le pouvoir de la reine. Les coups de fusil n'étaient pas rares dans ces régions qui bordent nos frontières; il y avait surtout un poste fortifié dont la garnison ne recevait de vivres, de munitions, que tous les mois. Il fallait un petit corps d'armée pour ravitailler ces soldats de la reine et chaque expédition perdait beaucoup de monde pour effectuer ce coup de main. Le jeune Prim, officier débutant, réclama l'honneur de faire cette campagne; il s'en acquitta si bien qu'il arriva ainsi rapidement aux postes élevés de l'armée. Son courage, son adresse, augmentèrent son crédit à la cour; il devint un homme important. Mais la politique s'en mêla et le jeune héros (il n'a pas plus de trente-cinq ans) dut quitter son pays pour voyager à l'étranger.

Ajoutons que la dame en question est une des danseuses à grand fracas d'un des premiers théâtres de la Péninsule. On dit que ce jeune soldat ira très loin et jouera bien son rôle. Nous verrons bien.

Septembre 1852.

Dans le Périgord se trouvent encore d'anciennes traditions de mœurs primitives. Lisez ce petit aperçu local touché de main de maître. Je remplis fidèlement mon rôle de rapporteur. M. de Sainte-Aulaire me disait en propres termes : « Après-demain, nous donnons un bal à nos métayers. Ma femme a eu le désir de voir ces braves gens s'amuser et leur a fait préparer des gâteaux et de la piquette qui les mettra en belle humeur. C'est un caractère qui serait curieux à analyser que

celui des paysans de nos provinces. Ils sont aujourd'hui plus gémissants que jamais; cependant il n'est pas vrai que la misère augmente par les événements politiques. Les fruits de la terre se vendent moins bien, on s'en défait à perte même, mais qu'importe aux métayers pour lesquels l'argent n'est qu'un objet de luxe? Ils mangent leur blé, boivent leur vin, tondent leurs brebis qui les habillent et donnent la moitié de tout ce qu'ils récoltent au propriétaire du sol, qui se trouve, quant à lui, fort gêné quand il faut vendre tout cela pour payer sa loge à l'Opéra. S'il avait le bon esprit de manger les produits sur place, comme le font ceux qui labourent et récoltent, il se trouverait riche, heureux et indifférent aux révolutions.

«L'autre jour, ajoutait M. de Sainte-Aulaire, j'ai fait construire par un menuisier de mon village une sorte d'armoire pour serrer quelques livres. Quand j'ai demandé ce que je devais, il m'a dit : «Ce sera deux «sacs de maïs.» Ma femme, qui est une bonne ménagère, a voulu marchander et s'est fait rendre une galette par sac. On ne connaît pas d'autre monnaie dans le pays.»

Ainsi, en l'an de grâce 1852, dans ce bon pays de France si éclairé par soixante ans de révolutions, on trouve encore des gens qui comprennent le commerce comme on le faisait il y a deux mille ans. C'est la banque de M. Proudhon, l'âge d'or des communistes modernes, ce bienheureux temps où il suffisait de dire : «Donne-moi de quoi qu't'as, je te donnerai de quoi qu'j'ai...» Il fallait venir en Périgord pour retrouver ces mœurs bibliques, une toison pour un sac de pommes de terre, un baril de vin pour un mois de labour, une douzaine d'œufs pour une visite de médecin! Les voyages forment la jeunesse, on l'a toujours dit, et ce sera toujours vrai; car il y a bien des choses à apprendre, même quand on n'est plus jeune.

7 septembre 1852.

On dit, tout le monde dit que l'empire est proche; les vœux des conseils généraux ne peuvent être dédaignés; cette touchante unanimité des élus du suffrage universel a une haute valeur. Qui en doute? Et il faudra bien, par égard pour la France, reprendre au garde-meuble le vieux sceptre béni par le pape Pie VII. *Iterum da revolvere casus.* Nous allons recommencer 1804. Cela nous rajeunira peut-être. L'étoile napoléonienne reparaît pour faire suite à celle de M. Leverrier. Saluons cet astre éclatant qui dissipe enfin les ténèbres parlementaires : *lux facta est;* mettons des lunettes, et si par hasard nous n'y voyons pas plus clair, prenons-nous-en à notre infirmité. La marche triomphale commence le 14, le Midi va jouir de notre soleil de l'Elysée; c'est assez pour faire mûrir les raisins et reverdir les oliviers. L'aigle va voler encore de clocher en clocher, en concurrence avec les grues, couronnées ou non, et l'ornithologie sera mille fois triomphante.

20 novembre 1852.

« Ma grand'mère, me disait M. de Sainte-Aulaire, est de 1756. Elle racontait, l'autre jour, à propos de l'Empire, qu'elle sentait bien la vieillesse peser sur ses pauvres épaules. En effet, la même série d'événements qu'elle avait vus une fois recommençait, et la nouveauté était pour elle épuisée. » C'est bien vrai et jamais on n'a pu mieux reconnaître la vérité de cette sentence de l'Ecclésiaste : *Nihil sub sole novum.* Pour être juste, je dois dire que l'Empire prétend changer de costume, et quitter l'habit de guerre pour l'habit de paix. Nous verrons comment cet habit-là lui ira. Mon

père a reçu sa carte d'électeur à laquelle on avait joint un bulletin tout prêt. Vraiment il faut bien de la mauvaise volonté pour ne pas voter; on vous évite même la peine d'écrire votre vote. Je crois cependant que beaucoup de personnes se serviront des bulletins si gracieusement envoyés pour faire des papillotes, et qu'il y aura du déchet sur les huit millions de voix. Je vous avoue que cela ne me réjouit ni ne m'afflige le moins du monde. A mon avis, l'Empire n'en sera ni moins fort, ni moins légitime. Il aurait toutes les voix de France et de Navarre, moins la mienne, que j'ai le droit de me considérer comme un opprimé et lui comme un usurpateur. J'use tranquillement de mon droit, ce qui, du reste, ne fait rien à personne. Cette indifférente apathie de la plus grande partie de la nation désespère nos anciens amis politiques des institutions parlementaires, fanatiques convaincus, malgré tout, que le pays en avait l'intelligence et l'amour! On vient de faire paraître une petite brochure de Montalembert sur les intérêts catholiques. Il y a là des pages pleines de verve et de talent. Mais, à mon avis, son point de vue est faux, et toute son éloquence dépensée en pure perte.

Voilà donc M. Véron qui abandonne le journalisme. C'est dommage, il commençait à se former le style! Il va probablement rentrer dans la coulisse, où ses cent vingt mille livres de rente ne peuvent manquer de lui assurer toujours, et quoi qu'il arrive, une grande considération. Mais pour peu qu'il tienne à inspirer ce sentiment, il ne faut pas qu'il sorte de ce milieu. Il y a des choses que ni son argent, ni son toupet ne lui donneront. C'est une idée qui m'a souvent consolé de n'avoir pas beaucoup d'argent; j'en ai toujours volontiers pris mon parti, en observant combien peu il sert pour se procurer les seules jouissances auxquelles tiennent et sont sensibles les honnêtes gens. Il est de toute justice

que les coquins soient riches, autrement leur condition serait trop malheureuse; mais pour les autres, en vérité, c'est du luxe.

26 novembre 1852.

M. de Sainte-Aulaire est venu me voir. « Ce n'est pas avec Mlle de Lespinasse, m'a-t-il dit entre autres choses, mais avec Mlle Aïssé, que j'ai passé ma vie ces jours derniers. Je viens de lire toutes ses lettres. Ces deux amoureuses sont, du reste, aussi charmantes, touchantes et attachantes l'une que l'autre. Ma grand'mère, qui a beaucoup vu Mlle de Lespinasse, disait d'elle : « Elle a de l'amitié pour l'amour ! » Et je trouve que ce mot la peint très bien. C'est ce sentiment qui explique qu'elle ait pu aimer autant d'aussi pauvres amants. Tant il est vrai que le principe de nos passions est en nous, et que l'objet sur lequel elles se portent ne les rend ni plus vives, ni plus faibles.

8 juin 1853.

La Bourse est agitée depuis un mois : les affaires d'Orient en sont le prétexte; on baisse, on baisse, on fait semblant de croire à la guerre. Nos casuistes financiers, si forts en droit canon, tremblent de voir la flotte anglaise entrer dans les Dardanelles; mais l'amiral Dundas n'aura garde d'envoyer des boulets à la flotte de Sébastopol sans la permission des puissances alliées. Or, le continent ne veut pas de collision; ce serait d'un trop mauvais exemple, et les cabinets ne peuvent se résoudre à ce tapage. Faire parler la poudre, comme disent les Arabes, quand les plénipotentiaires ont la parole, brûler des gargousses quand on peut noircir du papier, ce serait folie. En attendant que l'on tue quelques milliers de pauvres diables de soldats qui n'en

peuvent mais, on aura recours à toutes les manigances de la diplomatie. La rente a été fort affectée; le trois pour cent a baissé de plus de trois francs depuis un mois; les chemins de fer dégringolent à toute vapeur. On pense généralement que tout cela est passager et qu'aux premières lueurs de la paix entre Saint-Pétersbourg et le Divan, tout remontera très vite. Je ne demande pas mieux, bien que ne m'occupant d'aucune spéculation de ce genre. Je place mes petites économies de façon à en retirer un intérêt légitime et je laisse les boursicotiers tenter la fortune. J'ai toujours eu le chiffre en antipathie.

On s'occupe beaucoup ici des prétentions de Nicolas Ier à ce fameux protectorat de tous les Grecs schismatiques qui sont sujets de la Porte. Ce serait une sorte de suzeraineté religieuse sur sept à huit millions d'âmes, une grande partie de la population des Etats turcs; par conséquent, une grave atteinte aux droits d'Abdul-Medjid. On sait combien ces façons de protéger sont envahissantes, combien les conflits sont faciles entre ces religionnaires voisins et jaloux; aussi le Sultan s'inquiète-t-il avec raison de ce fait exorbitant. De là refus péremptoire; mais les Russes tiennent bon, et notez que les Grecs ne demandent pas du tout cette protection de Nicolas. Ils préfèrent le *statu quo*, les vexations des Turcs à l'appui tyrannique de l'Empereur. Comme tout cela est commode à arranger! Mais espérons que les puissances combinées empêcheront cet empiétement moscovite. En tout cas, de l'avis des gens les plus habiles, ce n'est qu'un retard; la Turquie est inévitablement destinée à succomber, comme la Chine et le Japon. L'élément civilisateur européen pénétrera dans ces contrées inhospitalières; les prêtres français et les ministres anglais, ces amis si tolérants, donneront à ces infâmes mahométans l'exemple d'une fraternité touchante; on verra les sectes chrétiennes se dévorer,

s'attaquer, se calomnier mutuellement, et si les sauvages ne sont pas entièrement édifiés par ces actes des apôtres d'une religion d'amour, il faudra qu'ils se refusent à l'évidence. Les missionnaires vont avoir fort à faire, toutes les barrières de l'ancien monde sont sur le point de tomber, nous allons pénétrer dans l'antique terre de Bouddha et de Vichnou; l'idolâtrie des Chinois va se fondre aux rayons de notre soleil de charité; par exemple, je ne sais pas trop comment les disciples de Confucius pourront s'accommoder de notre irrévérence à l'égard de nos ancêtres. En France, un père de cinquante ans est une momie, un fossile, quelque chose de monumental, bon à mettre dans un musée; la jeunesse regarde en pitié ces barbons qui grisonnent, ces Gérontes qui ont le tort impardonnable de durer trop longtemps et de prétendre à conserver une voix au chapitre. Les barbares chinois ne pensent pas ainsi; ne serions-nous pas par hasard les vrais barbares? En Chine, on suit la profession de son père. En France, tout fermier fait de son fils un notaire, un docteur en médecine, un législateur, un ministre, et celui-ci s'empresse de renier sa famille et de fermer sa porte à l'auteur de ses jours. Entre eux et nous, où sont les Chinois? Ne poussons pas plus loin ce parallèle; il ne faut pas se parer de ses turpitudes. Laissons donc les Américains pénétrer dans l'empire du Japon, les Anglais arriver à la capitale de la Chine; bénissons un fait providentiel qui mettra en contact avec la chrétienté plus de cent millions d'idolâtres qui ont été frustrés de leur part au gâteau intellectuel.

Rien de nouveau à Paris. S. M. l'Empereur se montre partout : à Versailles, dimanche, au milieu de la foule qui encombrait le parc à l'occasion des grandes eaux; l'autre soir, au Vaudeville, à la représentation des *Filles de marbre*, violente diatribe contre les demoiselles légères et leurs œuvres perdues, contre-partie de

la Dame aux camélias, qui était la glorification de la femme galante.

Hier, à l'Hippodrome, été voir un essai de direction d'un ballon. L'inventeur, qui s'est élevé en présence de Sa Majesté, a eu l'honneur de tomber presque sur mon dos au Champ-de-Mars, au moment où j'allais dîner à Passy chez Mme Orfila. Ce nouvel Icare s'est un peu démantibulé une patte, mais on espère qu'il n'en sera qu'estropié. *Sic itur ad astra!*

24 juin 1853.

Le ministre de la guerre est allé complimenter à Sarrebruck le prince royal de Prusse; il y a eu des pourparlers assez importants, dit-on. Le maréchal passe de grandes revues à Metz et à Lunéville; nous avons là plus de soixante mille hommes prêts à franchir le Rhin, voire même le Danube, s'il y avait lieu. Par conséquent, le grand axiome : *Si vis pacem, para bellum*, est mis en pratique. Et cependant doit-on craindre des hostilités? Certains vœux si charitables pour la diminution des soldats vivants seront-ils exaucés, faudra-t-il brûler de la poudre et faire aiguiser les bistouris de nos carabins militaires? J'espère qu'il n'en sera rien, que le congrès de la paix universelle verra fleurir l'olivier, son symbole, et que les hommes sanguinaires en seront pour leurs frais de désirs inhumains. J'avoue que je voudrais bien voir la race d'Osman repasser en Asie, abandonner le Bosphore, l'Archipel grec, les douces Sporades, où le Croissant est toujours le signe de la misère, de la barbarie, de la ruine; je voudrais voir les races du Nord féconder ce sol qui languit sans culture. Partout où un Turc met le pied, la terre reste stérile pendant sept ans, dit le proverbe grec; c'est malheureusement

trop vrai. Mais je ne voudrais pas que ce gros lot échût à Nicolas. Je trouve la Russie trop grande, et puis le Russe me déplaît presque autant que le Turc (1).

On a mis un Bavarois à Athènes, on mettra peut-être un Prussien à Constantinople. Pourquoi pas? Ces hommes de la Germanie ne s'acclimatent guère au sein de ces peuples légers et impressionnables; le mysticisme allemand ne cadre pas avec la poésie des Hellènes... Enfin nous n'aurons pas la guerre, mais il serait fort possible que nous l'eussions.

Les journaux annoncent que M. Berger, préfet de la Seine, est remplacé et envoyé au Sénat, comme en pénitence. C'est, dit-on, à cause de l'affaire de la construction des Halles; on sait qu'il va falloir les recommencer. M. de Maupas est nommé ambassadeur à Naples; le ministère de la police est supprimé, il redevient une simple division de l'intérieur. Les considérants de ces décrets sont curieux et tranchent vraiment trop avec la réalité des choses : « Attendu la profonde tranquillité dont jouit le pays, etc. » Et pendant ce temps on multiplie les arrestations pour cause politique; les bruits les plus singuliers ont couru à l'occasion de Mgr Sibour, l'archevêque de Paris; une souricière établie chez Bixio a produit plusieurs captures importantes; bref, nous ne sommes pas si calmes qu'on veut bien le dire.

Mais qu'importe? Le soleil se lève tous les matins, on fait deux ou trois repas par jour, on dort assez bien; que faut-il de plus? Les journaux n'ont pas les coudées franches, mais où est le mal? Et tenez, quand J. Janin écrivait sous la république, les républicains le menaçaient de mort au moins une fois par semaine; on

(1) Il est inutile, croyons-nous, de faire remarquer que ces lignes furent écrites à la veille des événements de Crimée, au moment où l'opinion devenait chaque jour plus favorable à un conflit armé avec les Russes.

l'aurait écorché tout vif parce qu'il regrettait Louis-Philippe. Aujourd'hui qu'il a l'air de continuer de regretter le susdit Louis-Philippe, qu'il vante les libertés de ce temps déjà si loin de nous, il n'est plus loué que par les républicains, il trouve les sympathies les plus chaudes parmi ces hommes qui le regardaient comme un affreux scélérat autrefois; tous les journaux le portent aux nues; lui seul a du courage, lui seul est fort et puissant!

— M. Rouland, le procureur général, m'a raconté avec une verve prodigieuse une expédition qu'il vient de faire aux environs de Dreux, à propos d'une émeute dans laquelle trois à quatre mille paysans ont fait prisonniers le préfet et le général du département d'Eure-et-Loir, délivré de vive force des prisonniers et menacé de pendre les autorités, tout cela à la suite d'un arrêté qui prescrit de remplacer les toitures de chaume par des tuiles. Les gaillards qui ont fait le coup criaient : « Vive l'Empereur et vive la paille! » Mais leur triomphe n'a pas duré longtemps. L'autorité est apparue vigilante et ferme; les coupables ont été saisis et force est restée à la loi.

Les épisodes de cette expédition ont été fort émouvants. M. Rouland, entouré de chasseurs à cheval qui l'appelaient «mon général», a rétabli l'ordre partout, et quelques mauvaises têtes payeront pour les autres. En attendant, le sous-préfet de Dreux, qui s'est caché, a été destitué; le préfet, M. de X..., pourra bien en avoir autant. Mais, mon Dieu! que tous ces administrateurs se montrent faibles dans ces occasions!

— Il y a une chose dont on ne parle pas chez M. Pasquier, c'est cette fameuse affaire de la conspiration Malet. Dans la nuit du 23 au 24 octobre 1812, ce géral surprit Paris, faillit réussir à s'en emparer sous prétexte que Napoléon était mort, et les autorités, prises au dépourvu, se trouvèrent dans une position

fort perplexe. Malet montra en tout cela beaucoup d'habileté, de courage, et fut fusillé avec quelques-uns de ses amis. A l'époque où se fit ce coup de main si hardi, on riait un peu aux dépens des autorités qui s'étaient ainsi laissé surprendre. Le ministre de la police surtout n'était pas épargné. On s'abordait dans la rue, un ami disait à un ami : « Savez-vous ce qui se passe dans Paris? — Non. — Alors c'est que vous êtes de la police. »

25 novembre 1853.

Le chancelier avait entendu l'histoire suivante de la bouche même du maréchal Ney : « L'Empereur, disait le maréchal, est très aimé de ses soldats, mais beaucoup ont gardé le sans-façon des mœurs républicaines, et ils ne se gênent pas toujours pour lui parler nettement. Au sentiment d'adoration dont il est l'objet se mêle une liberté de langage extraordinaire qui change le maître de l'obséquiosité habituelle des courtisans. Napoléon est pour eux le dieu, mais c'est aussi l'ami. D'un signe, il a le droit de les envoyer à la mort, mais il est également celui pour qui chacun est prêt à se jeter dans le gouffre.

« Au moment des fêtes du mariage avec Marie-Louise, l'Empereur demeura quelques jours à Saint-Cloud. Il se promenait fréquemment dans le parc. Un après-midi, comme il approchait de la grille, il se trouva tout à coup en présence d'un sergent de la garde qui était de planton. Cet homme, par suite de je ne sais quelle circonstance, avait été distingué par l'impératrice Joséphine et lui était resté très attaché. Quand l'Empereur passa près de lui, il le salua militairement; le maître, en veine de causerie, aborde le soldat, s'informe de ses nouvelles comme il en avait l'habitude.

L'autre lui rappelle qu'il était en Italie. « Alors vous « êtes content ? » dit Napoléon pour clore l'entretien. Et le soldat, sans hésiter, de répondre : « Oui, Sire, « très heureux de servir Votre Majesté, comme nous « étions contents de servir l'impératrice Joséphine. »

« L'évocation de la femme répudiée, au moment même où allait se conclure l'union avec la fille des Césars, était d'une audace extrême. En entendant la réponse du soldat, l'Empereur s'élança, et je crus qu'il allait châtier l'homme avec la cravache qu'il avait à la main. Celui-ci n'avait pas bronché. Toujours dans la raide attitude du militaire sous les armes, il regardait droit devant lui. L'Empereur le toucha presque, le fixa longuement dans les yeux, puis brusquement, sans mot dire, il reprit le chemin du palais. Il marchait précipitamment ; sa colère devait être grande, car à un moment, froissant quelques dépêches qu'on venait de lui remettre, il les jeta au loin. Le soir il resta enfermé chez lui et personne ne put l'approcher. »

« Ce trait est bien singulier, ajoutait le chancelier, et j'ai peine à le croire. Une seule chose me fait hésiter, c'est la personnalité même du seul témoin de l'algarade : le maréchal, totalement dépourvu d'imagination, était incapable d'inventer quoi que ce fût. Pour qu'il ait raconté cette histoire, il faut vraiment qu'il ait vu la scène comme il l'a décrite. D'ailleurs, concluait le chancelier, je pourrais citer d'autres faits qui rendent celui-ci plus vraisemblable. »

30 novembre 1853.

Maret, duc de Bassano, était un des ministres du grand Napoléon, pour les finances (1), je crois. Or,

(1) Maret ne fut point ministre des finances sous Napoléon. Attaché de bonne heure à sa fortune et à sa personne, il fut, au lendemain du 18 Brumaire, secrétaire d'État et en même temps chef

Napoléon était toujours furieux contre les sous-ordres employés. Il abordait le ministre avec un front si sévère que celui-ci, troublé, devenait malade et paraissait devoir succomber. Le vieux Portal, son médecin, apprit enfin la cause de cette maladie noire et lui dit un jour : « Mon cher ami, vous êtes un homme mort si vous ne faites usage d'un remède souverain dont voici la recette : toutes les fois que vous devrez avoir une entrevue avec l'Empereur, il faudra que vous prononciez ces paroles cabalistiques : « Je m'en f...iche! »

On dit que le duc mit le conseil en pratique et recouvra la santé. C'est toujours la même chose : il faut faire un pacte avec soi-même contre la peur des événements et des hommes, il faut se croire au-dessus des événements et de niveau avec les vaines terreurs qui paralysent tout ressort et nous rendent le jouet du Destin.

— A propos de Destin, voici un fait très considérable : le duc de Nemours, au nom de ses frères et de sa mère, a opéré la fusion des deux branches de Bourbon. Il a reconnu le comte de Chambord pour chef, subordonnant la branche cadette aux intérêts de l'aînée. Cela s'est passé à Frohsdorff. On dit que Mme la duchesse d'Orléans n'accepte pas ce pacte de famille, mais, en attendant, cette alliance a beaucoup de prix aux yeux de l'Avenir.

— Je ne crois pas avoir parlé de la mort de M. Ar-

de cabinet du Premier Consul. Il conserva ces fonctions auprès de l'Empereur, qui, en retour d'une fidélité éprouvée, le prit pour confident de ses desseins les plus secrets. Nommé duc de Bassano en 1809, le portefeuille des Affaires étrangères lui échut en 1811 ; mais il dut le rendre, sans d'ailleurs tomber en disgrâce, vers la fin de 1813. Les Cent-Jours le revirent secrétaire d'État. La Restauration le proscrivit. Louis-Philippe lui confia, en 1834, la mission de constituer un cabinet, qui fut éphémère.

Bertin, le chef du *Journal des Débats* (1). Cette perte, très vivement sentie par mes amis les plus chers, ne pouvait passer inaperçue; aussi en ai-je été fort affecté. Mon pauvre J. Janin a failli être suffoqué par l'annonce de cet événement faite brusquement par M. de Sacy et Daru. Il y a eu bien des larmes, bien des soupirs. Hier, j'ai assisté à la première partie des obsèques. Les salons du défunt se sont remplis de l'élite de la société parisienne. J'ai vu M. Guizot, qui a bien vieilli; M. Thiers, qui engraisse beaucoup; M. Cousin, qui s'est rappelé nos dîners chez le chancelier; les deux Dupin, que je connais par mon beau-père; puis M. Villemain, M. de Broglie, M. Viennet, M. Ingres, avec lequel j'ai longtemps causé; M. Duchâtel, M. de Salvandy, M. Dumont et une foule d'autres personnages.

— La salle du Trône, dans le palais du Luxembourg, était fort mesquine; on a dû la détruire pour organiser la grande fête de l'an dernier. M. l'architecte est en train de bâtir une autre salle, de la décorer convenablement, de lui donner toute la splendeur nécessaire.

Il y avait dans l'ancienne salle un grand tableau de Renaud, représentant Napoléon Ier monté sur un char, entouré de Renommées, de Gloires, ramenant en France les Arts, les Sciences, la Paix et l'Abondance. Lors de la Restauration de 1814, Mme la Dauphine vint visiter le palais du Luxembourg. Le conservateur de ce monument n'avait pas eu le temps de faire disparaître cette vaste toile, et quand la princesse demanda à ce gardien ce que signifiait ce tableau, celui-ci, un peu embarrassé, répondit que c'étaient les Sciences et les Arts donnant la France à l'Empereur.

Mme la Dauphine se contenta de dire avec dou-

(1) Bertin (Louis-Marie-Armand), fils de Bertin l'aîné, qui fonda le *Journal des Débats*. Né à Paris en 1801, il mourut le 12 janvier 1854. Il était entré en 1820 à ce journal, dont la direction lui échut en 1841.

ceur : « Il n'était pas besoin de la lui donner, il avait bien su la prendre. »

On ne manqua pas d'effacer la tête du héros et d'y substituer celle de Louis XVIII. Vinrent les Cent-Jours; il fallut remettre le chef de Napoléon à sa place. Puis, à la seconde Restauration, les habiles décidèrent, pour plus de sécurité, de donner à ce corps si souvent décapité la figure allégorique de la France. Après tant de révolutions, cette peinture a été enlevée, roulée, et aujourd'hui elle dort dans les magasins de Versailles avec tant d'autres ouvrages de circonstance.

A propos de peinture, on n'avait pas pu, ou du moins pas songé, à enlever une autre toile placée dans la coupole de la salle, représentant l'apothéose de Napoléon. Il arriva ceci : pendant une séance de la Chambre des pairs, un illustre membre, prêt à s'endormir, leva le nez par hasard vers le plafond, et il aperçut cette peinture représentant l'ogre de Corse (ce nom était à la mode); il s'horripila, il rugit en dedans, il réunit en comité secret un certain nombre de furibonds ultras et résolut d'interpeller le lendemain M. de Sémonville, alors grand référendaire de la Chambre haute. Il se trouvait heureusement dans ce conciliabule un homme qui voulait du bien au référendaire; il lui donne avis de ce qui se tramait. M. de Sémonville fait venir l'architecte, lui dit de remédier à ce mal à tout prix, si bien que l'on construisit pendant la nuit un échafaudage à l'aide duquel un peintre put substituer à la tête de ce Napoléon une tête d'Henri IV. Le lendemain, toute trace de ce travail avait disparu.

Le pair royaliste fit son discours, fulmina contre le grand référendaire, qui insultait à la royauté de la Chambre en laissant subsister ces images d'une tyrannie abhorrée. M. de Sémonville prit un air profondément surpris; il jura ses grands dieux qu'il ne savait

ce qu'on voulait dire, qu'il était trop dévoué au Roi pour manquer ainsi à ses devoirs, aux convenances. On vérifia séance tenante le crime reproché, et l'accusateur eut un pied de nez à l'aspect du chef vénérable du bon Roy Henry montant au ciel, comme c'était son droit incontestable. Il y avait là une petite révolution intérieure qui se mijotait contre ce brave M. de Sémonville; mais celui-ci était fin, il avait des amis partout, il savait se tirer d'affaire. Il tenait énormément à sa place, qui lui donnait une grande position. C'est de lui que M. de Talleyrand dit un jour, à propos d'une maladie qui l'empêchait d'assister à une séance de la Chambre : « Sémonville a la fièvre; qu'est-ce que ça pourra lui rapporter ? »

M. le duc Decazes lui a succédé dans ce grand emploi. Tout le monde sait combien ce personnage était obligeant, généreux; il était parfait pour tous les employés du palais, qui tenaient d'ailleurs leur position de lui seul. Il avait placé à la bibliothèque un M. C..., qui était du reste un très habile homme en fait de livres. Ce bibliothécaire avait une famille, un fils pour lequel M. Decazes avait beaucoup fait.

Lors de la révolution de Février, Louis Blanc et Albert (1) tenaient de hautes conférences sur le droit au travail, dans la salle des pairs. Il arriva un jour que M. le duc Decazes fit demander quelque chose au bibliothécaire; celui-ci s'écria brutalement : « Est-ce que ce c...-là croit être encore le maître ici ? » Louis Blanc entendit le propos, et il eut le bon goût de destituer aussitôt l'employé si odieusement ingrat. C'est là un fait très positif bon à enregistrer.

(1) Albert, « l'ouvrier Albert, » mécanicien, fondateur du journal *l'Atelier*, s'occupa activement de politique sous le gouvernement de Juillet et se vit un instant menacé d'être impliqué dans le procès Barbès. Devenu, en 1848, membre du gouvernement provisoire, il signait les actes officiels « l'ouvrier Albert ».

Pendant les deux mois que le chef du socialisme a régné au Luxembourg, il y a eu des abus, des dépenses absurdes, mais pas du fait de Louis Blanc. Son entourage a dilapidé le palais, a consommé en vins, liqueurs, biscuits, pâtés, des sommes énormes; c'est M. de Givors qui signait les bons, mais il affirme que Louis Blanc n'était pour rien personnellement dans ces goinfreries perpétuelles.

Les députations d'ouvriers venaient en procession dans la cour du palais; elles se faisaient haranguer par Louis Blanc; ainsi les ouvriers cuisiniers, les cordonniers, les tanneurs, les logeurs, les gargotiers apportaient leurs discours patriotiques, remportaient quelques phrases ronflantes; enfin arrivèrent les citoyens chiffonniers, avec un cérémonial non moins solennel.

Le grand socialiste recula devant cette fraternisation; il envoya Albert les remercier de leur civisme. Mais ceux-ci, vexés de ne pas être honorés de la présence et de la parole de ce petit tribun, répondirent par la bouche de leur orateur une phrase impossible à dire, à écrire, et s'en allèrent à l'Hôtel-de-Ville, où le citoyen Flocon les reçut plus fraternellement.

Heureux temps que celui où la rue se peuplait de ces corporations marchant avec des bannières et hurlant les chants d'un patriotisme aviné! Dieu nous en préserve!

Quand la révolution de Février vint changer tout à coup la face de notre pauvre France, il se produisit des pouvoirs nouveaux qui marquèrent leur rapide passage par des actes bons à recueillir. Tout ce qui montre à nu les ressorts misérables de ces gouverneurs de peuples, de race royale ou plébéienne, tout ce qui soulève les masques officiels est bon à noter; car c'est toujours la matière de cette vaste expérience tentée depuis 1789 pour démontrer que les petits valent mieux que les grands, que le peuple est préférable

en tout à ceux qui le mènent. Or donc, voici quelques détails sur les héros du gouvernement provisoire :

Ces messieurs devaient habiter le Luxembourg. Chacun d'eux, en venant reconnaître le logement qui lui était attribué, donna la mesure de son caractère, se peignit au vif dans ses allures d'omnipotence; et, par exemple, voyons l'attitude de M. de Lamartine. Le poète parcourt d'un pas fiévreux une longue enfilade de pièces des plus somptueuses : « C'est bien, dit-il, on m'a forcé de venir habiter ce quartier : il me faut peu de chose. Vous mettrez une table dans chacun de ces salons, un tapis épais sur le parquet : j'aime à marcher doucement; il y aura papier, plume et encre sur toutes ces tables, parce que je compose en me promenant et que j'ai besoin d'avoir sous la main tout ce qu'il me faut pour écrire. Et puis, pour ma suite, vous disposerez une vingtaine de lits : quatre secrétaires, des rédacteurs, des copistes, des expéditionnaires; vingt lits suffiront. Cependant, mettez-en quelques-uns de plus si vous le pouvez. » Et comme on demandait à Mme de Lamartine quelles dispositions elle voulait prendre pour ce qui la regardait plus personnellement, elle répondit avec un grand sérieux : « M. de Lamartine en décidera. — Mais madame, pour votre appartement, pour vos toilettes, etc. — M. de Lamartine en décidera ! » Il fut impossible d'en tirer autre réponse.

Le plus difficile à contenter fut M. Ledru-Rollin. On mit au pillage le garde-meuble de l'ancienne couronne. Il fallut enlever des Trianons, de Saint-Cloud et de bien d'autres residences royales des tableaux, des bronzes, des meubles pour décorer l'appartement de ce tribun, tandis que M. Arago, se promenant dans le palais, les mains derrière le dos, disait : « En vérité, ils ont l'air de croire que cela doit durer longtemps ! » Pour lui personnellement, il ne demandait qu'une chambre à coucher et un cabinet de travail.

M. Dupont de l'Eure se montra fort bienveillant, et, quand il quitta son poste, il pria son successeur de ne rien changer au service ordinaire, assurant que les employés du Luxembourg étaient de braves gens faisant bien leur besogne. M. le duc Decazes était aussi fort bon pour tout le personnel du palais. En qualité de grand référendaire, il avait la haute main sur tout ce monde. Quand le moment fut venu de quitter le palais, il s'informa de la somme en caisse aux bureaux de cette administration et partagea une douzaine de mille francs à titre de gratifications à des hommes que le mouvement politique allait ruiner.

— M. de Sacy est un petit homme né en 1801. Il a une grosse tête, peu de cheveux, les traits fort accentués, l'œil bleu, doux, ce qui tient à la faiblesse de sa vue. La voix est modeste, l'expression généralement simple et naturelle; on voit percer çà et là un peu de gaieté bienveillante; le naïf et le gracieux dominent donc les allures de ce personnage, qui n'offre rien de distingué de prime abord, mais qui attire bientôt et retient celui qui a franchi la première enceinte de ce palais à la modeste façade.

M. de Sacy a fait son droit, il est inscrit au tableau des avocats de la Cour impériale de Paris, mais il a peu plaidé, et depuis 1827 il est attaché à la rédaction du *Journal des Débats*. Il est de plus bibliothécaire de la Mazarine; là se borne la biographie officielle de cet excellent homme.

M. de Sacy, son père, mort pair de France sous Louis-Philippe, était un des plus savants orientalistes des temps modernes. Il a été longtemps secrétaire perpétuel de l'Académie des inscriptions et belles-lettres. On lui doit plusieurs ouvrages classiques sur les langues orientales. Le de Sacy actuel est son unique fils; il a eu plusieurs filles, ses aînées, mariées.

La famille de Sacy s'appelle tout simplement Syl-

vestre. Le nom ajouté et qui a fini par prévaloir n'est que l'anagramme de celui d'Isaac, prénom d'un des aïeuls. Il faut dire ici que le fameux traducteur de la Bible, un des principaux solitaires de Port-Royal, bien que portant exactement le même nom, n'est pas parent des de Sacy actuels. Cette similitude de nom a donné lieu aux plus étranges quiproquos; il y a des gens qui, aujourd'hui encore, croient que M. de Sacy du *Journal des Débats* est l'auteur de cette traduction classique des livres saints publiée il y a deux cents ans.

Tous les mâles de la famille Sylvestre portent des prénoms hébreux; Abraham, Isaac et Jacob sont les plus ordinaires. Bien qu'anciens chrétiens, et des plus pratiquants, ces messieurs adoptent cette croyance que le temps viendra où la nation juive se convertira et redeviendra le peuple chéri de Dieu. C'est pour cela que MM. de Sacy prennent ces noms glorieux de l'Ancien Testament.

Mme de Sacy, la mère, était une sainte femme, mais elle payait son tribut à la pauvre humanité par deux faiblesses : l'amour des porcelaines et des gaillardises.

Elle possédait un grand nombre de tasses et de soucoupes, de petits sucriers et autres vases de la plus merveilleuse exécution. Après sa mort, son mari, ce vénérable savant, si rigide et si froid en apparence, achetait sous main de petits chefs-d'œuvre de ce genre et venait les déposer pieusement dans la chambre de la dame. Sorte de culte tacite envers le souvenir de sa compagne défunte. L'autre goût singulier, c'était d'écouter avec des rires infinis les gaudrioles et les étranges histoires de théâtre que lui racontait J. Janin ou un de ses gendres, ancien colonel. Ce langage décolleté la ravissait en joie; elle avait une bizarre curiosité pour ces méfaits à elle inconnus; elle n'avait de sa vie mis le pied dans une salle de spectacle, mais elle s'amusait à entendre sur ces lieux des bavardages sem-

blables, pour elle, aux récits d'un voyageur revenant de Tombouctou. Par un hasard singulier, j'ai veillé cette respectable dame pendant sa dernière nuit. Son petit-fils, le Dr Domère, mon ami, fatigué de ces soins, vint me prier de le remplacer auprès de la mourante. C'était, si je ne me trompe, en 1836. Après bien des soins inutiles, la pauvre dame allait expirer. Le jour commençait à poindre; je vis s'ouvrir une petite porte dans le fond de l'alcôve; un vieillard se présenta, m'adressa un salut, se pencha sur l'agonisante, baisa son front, se mit à genoux et murmura une prière; puis il disparut par où il était venu. J'ai rappelé cette scène funèbre à M. de Sacy. Son père a succombé à une attaque d'apoplexie qui le frappa en descendant le grand escalier de la Chambre des pairs.

M. de Sacy a été très longtemps chargé de rendre compte dans les *Débats* des séances de la Chambre des députés. C'était un rude travail, exigeant à la fois une assiduité constante, une fermeté de jugement et le talent d'écrire haut la main des articles qui devaient avoir la plus grande influence sur l'esprit public. Personne n'a mieux accompli cette tâche des plus délicates.

Jusqu'en 1848, M. de Sacy a fait de la politique conservatrice au bénéfice du gouvernement constitutionnel. Il était compté comme un des plus fermes appuis de la royauté de Louis-Philippe et du ministère Guizot. Depuis cette époque, et surtout depuis l'avènement de l'Empire, la restriction apportée à la liberté de la presse a modifié profondément son action habituelle sur les affaires publiques; il a changé d'allures : il s'occupe de l'analyse critique des bons livres, il fait dans la littérature ce qu'il faisait dans le gouvernement; il est voué à la conservation des bonnes doctrines, de la morale, des saines traditions. Son rôle est un vrai apostolat. Il combat l'exagération des ultramontains, il

n'encense pas plus M. de Montalembert qu'il ne tolère M. Veuillot; il marche droit dans la bonne voie, plein de soumission pour son curé, son évêque, parfaitement orthodoxe en un mot.

Au dîner, chez J. Janin, j'étais placé à côté de M. de Sacy; nous comptions, autour de cette table si gaiement hospitalière, M. Meyerbeer le compositeur, John Lemoinne, M. Chaix d'Est-Ange et quelques autres écrivains ou légistes, parmi lesquels figurait en première ligne M. Rouland, le procureur général. Le maître de la maison, débarrassé de sa goutte et enchanté de voir chez lui des amis qui lui sont chers, a mené le dîner fort gaiement, l'assistance n'a pas fait défaut, de sorte que pendant près de deux heures ce personnel a fonctionné supérieurement au physique et au moral. La maîtresse de la maison, appuyée de sa mère et de son père, avait arrangé son festin de manière à satisfaire les plus difficiles; les vins étaient fins, les esprits très montés, de sorte que les bouchons faisaient encore moins de bruit que les bons mots. M. de Sacy, à la gauche de la dame, lui faisait une cour qui date de douze ans et plus. Il ne se montrait pas moins aimable pour moi. Il causait doucement, buvait peu. Nous échangions des rasades d'eau claire, tous deux très sympathiques en hygiène de table, de telle façon que j'avais tout mon sang-froid pour parler et surtout pour écouter.

En fait de nouveautés littéraires, j'ai cité la traduction de *l'Enfer* de Dante, que vient de publier M. Mesnard, vice-président du Sénat et de la Cour de cassation. Deux beaux volumes in-8° avec le texte original en regard, puis des notes savantes; en somme, un travail considérable et digne d'estime. M. le chancelier, qui connaît tout le monde, m'a dit :

« Dans les dernières années du règne de Louis-Philippe, M. Mesnard, qui était procureur général à Rouen,

avait la promesse de succéder à M. Franck-Carré; mais il y eut une combinaison différente. M. Franck-Carré fut envoyé à Rouen comme premier président et M. Hébert fut mis à la tête du parquet de Paris. M. Mesnard se fâcha tout rouge, menaça de donner sa démission, et, pour le calmer, on le nomma pair de France; fâcheuse habitude du pouvoir de nous envoyer les hommes que l'on craignait de mécontenter. M. Mesnard siégea parmi nous; il était tout à fait dans le gouvernement, lorsque peu de temps avant la révolution de Février, à propos de je ne sais quoi, il fit un discours tout à fait hostile au pouvoir; il demandait des réformes, puis il ajoutait qu'il était trop tard pour les faire. Nous fûmes très surpris de cet acte si différent des précédents, et je vis dès lors qu'il donnait des gages au parti révolutionnaire. Il entra à la Cour de cassation. C'est un jurisconsulte habile, tête vive sous une apparence froide, ambitieux, mais circonspect. Il est fort lettré, et je ne m'étonne pas qu'il ait choisi Dante pour sujet d'études. »

— M. de Lamartine est une des figures de notre temps les plus intéressantes à étudier. J'ai eu l'occasion plus d'une fois d'en parler avec détail; sa vie politique m'a occupé. Quelques-unes de ses productions littéraires ont suscité mes plus ardentes sympathies; d'autres m'ont paru dignes de blâmes; mais le temps présent a exercé sur cet homme une si grande influence qu'il en est résulté une sorte de transformation du personnage.

Le poète, le tribun, sont fort connus. Les historiens n'ont pas manqué à ces deux grands chapitres d'une biographie déjà longue. Il reste à apprécier l'ouvrier littéraire qui, depuis deux ans, rabote, lime, taille, coud, laboure la matière intellectuelle qu'il débite en fragments au public d'une certaine espèce. M. de Lamartine le dit lui-même avec une sorte de cynisme in-

compréhensible : « Je vivais pour travailler, aujourd'hui je travaille pour vivre ! »

Il a certainement dévoré sept ou huit millions depuis trente ans; son patrimoine, ses héritages, le prix exorbitant de ses livres, les emprunts, les affaires, le théâtre, la ville et la campagne, cette Californie perpétuelle où il a creusé tant de sillons heureux, tout cela a produit des monceaux d'or qui ont disparu comme la fumée vaine d'un creuset d'alchimiste.

Ses meilleurs amis, ceux qui le voient de plus près, ceux qui vivent dans son intimité, ne peuvent comprendre qu'à peine ce système de dilapidations auquel le Pérou, le Mexique, ne résisteraient pas.

Il y a un assez grand intérêt, ce me semble, à tenir note de ce genre de vie qui a produit un si grand résultat : la ruine radicale d'un homme né avec une grande fortune, possesseur d'une plume magique avec laquelle il battait monnaie sans fin et sans relâche; il est curieux de savoir comment il a fallu s'y prendre pour engloutir châteaux, terres, fermes, vignes, forêts, hôtels, rentes, et arriver de plain-pied à ce grand zéro qui remplace ces chiffres énormes.

Or donc voici quelques renseignements puisés à bonne source :

M. de Lamartine a la manie des chevaux. Il en a eu à Paris jusqu'à dix-huit, dit-on, et des voitures à l'avenant. Une semblable cavalerie à son service se trouvait à Mâcon, à Saint-Point et je ne sais où encore; si bien que cet escadron de quadrupèdes, mangeant à une foule de râteliers, entraînait une dépense fabuleuse de cochers, garçons d'écurie, piqueurs; et si l'on y joint le fourrage, les harnais et tous les accessoires, on comprendra qu'il y a toujours eu là un puissant agent de ruine. Quatre habitations au moins, toutes meublées, armées de domestiques; des jardins, des terres royalement entretenus avec un personnel à l'avenant, c'est

encore une occasion de dépenses non moins entraînantes; et si de cet entourage dispendieux on arrive à l'homme lui-même, on trouvera dans ses habitudes privées une nouvelle source de ruine. En effet, le grand poète affecte une recherche suprême dans ses ajustements; il a conservé le costume collant qui allait si bien à ses formes aériennes; fidèle aux modes de sa jeunesse, il oublie que tout a changé autour de lui comme en lui; il a des airs d'un amoureux du Gymnase, il pose pour les Céladons ou les Oscars. Une vraie coqueluche de pensionnaire de Saint-Denis! Le vieux beau veut toujours être admiré; ses airs inspirés se sont en vain démolis peu à peu; une main savante recrépit ou badigeonne à souhait cette façade qui se lézarde ou se tasse. Rien ne peut avertir le héros d'un changement nécessaire; le temps ne lui dit rien, ou, du moins, il ne l'écoute pas, ce qui revient au même; il se figure que lui seul a le privilège de survivre au jeune âge, de le continuer sans altération, et il étale les splendides débris d'un monument qu'il veut croire éternel. Est-ce un parti pris, une illusion? Nul ne le sait, mais l'homme agit comme s'il avait fait un pacte avec le temps et qu'il fût assuré contre sa faux.

Mais allons un peu plus loin, descendons de ces hauteurs, voyons le poète en son déshabillé ou en robe de chambre.

On m'a raconté qu'un jour, en 1848, alors que M. de Lamartine était tout-puissant, il aperçut chez un tailleur du boulevard des Italiens une magnifique étoffe de velours. Il entre chez l'artiste, examine ce précieux tissu et dit avec la plus grande simplicité : « Envoyez-moi douze gilets de ce velours. » Et tout à l'avenant!

Dans sa jeunesse, M. de Lamartine, étant garde du corps, a eu un pied presque écrasé par son cheval. Il en est résulté une sorte de difformité qui rend sa chaussure très difficile. Quand un cordonnier apporte

une paire de bottes ou de souliers, le premier soin de notre grand homme est de donner un large coup de canif qui met à l'aise le point douloureux. Un ami a compté dans un petit salon plus de cent cinquante paires de chaussures quelconques. Un ouvrier lui apporte un jour des claques destinées à garantir le pied de l'humidité; il se récrie contre cet appareil, le trouve hideux; mais le fabricant lui démontre le contraire et bientôt notre poète convaincu s'écrie : « Apportez-m'en douze paires ! » C'est son chiffre; tout à la douzaine. Il gâche, en terme de ménage, bien plus qu'il n'use, et cependant, au milieu de ce désordre apparent, il sait se rendre compte de ses affaires. Mais il déploie une magnificence naturelle dans les moindres occasions. Un jour, aux Champs-Elysées, une pauvre femme l'aborde en pleurant, lui demande la charité; il se sent ému, l'interroge, découvre l'adresse de la famille, constate un désastre profond, et donne de la main à la main trois mille francs, le seul argent qu'il eût chez lui à cette époque.

M. Chaix d'Est-Ange (1) a l'occasion de plaider une affaire dans laquelle se trouve impliquée une pauvre couturière dont la mère avait été la femme de chambre de Mme de Lamartine; l'avocat écrit un mot de recommandation pour cette personne digne d'intérêt; notre poète reçoit la lettre et donne aussitôt deux mille francs à cette infortunée.

A quelque temps de là, M. de Lamartine rencontre

(1) Chaix d'Est-Ange, grand avocat, devint magistrat et homme politique. Remarqué, sous la Restauration, pour l'accent d'opposition de certaines plaidoiries retentissantes, celle pour Cauchois-Lemaire entre autres, ayant, du reste, applaudi à la révolution de 1830, il fut élu député en 1831 à Reims, sa ville natale. Il siégea parmi les ministériels modérés. L'Empire cependant l'attira à lui. L'ancien libéral accepta les fonctions de procureur général près la Cour de Paris. Il devint ensuite membre, puis vice-président du Conseil d'État. Il était sénateur en 1870. Il mourut en 1876.

M. Chaix d'Est-Ange à la Chambre et lui dit : « J'ai vu cette pauvre femme pour laquelle vous m'avez écrit. — Eh bien? — Je lui ai donné deux mille francs! — Comment! Mais je vous les dois; alors je vais vous rembourser! — Pourquoi donc? — Mais y pensez-vous? Je la connais à peine. Je me garderai bien de jamais vous recommander personne! »

On pourrait citer de lui mille traits de ce genre.

Comment arranger ce luxe de pensée et d'allure avec sa vie ordinaire?

Il travaille dans un petit cabinet qui lui sert de chambre à coucher; il a un lit en bois peint, vraie couchette d'étudiant, ornée d'une couverture frangée par les dents de son chien, par le bec de son perroquet; vrai grabat de séminariste. De plus, une vieille commode à dessus de marbre noir, puis un bureau dont le cuir taché d'encre s'en va en lambeaux sous les coups de canif du rêveur. Un seul fauteuil éreinté figure dans cette pièce, et les visiteurs qui veulent s'asseoir vont chercher une chaise dans le salon voisin quand ils n'osent pas se placer sur le lit. C'est là que se fabriquent les mille productions du poète-historien, ces petits ouvrages périodiques, librairie au rabais, feuilles légères plus légèrement remplies, pâture des oisifs, récits d'un conteur perpétuel qui tourne à volonté le robinet d'une faconde inépuisable. Romans, biographies, souvenirs de la vingtième année, conseiller du peuple, articles de journaux, feuilletons sur les révolutions récentes ou plus anciennes, vaste fouillis que remue sans cesse cette plume ardente, tout cela est créé sur cette table boiteuse, sur ce bureau d'hôtel garni; et en voilà pour des centaines de mille francs qui tombent l'un après l'autre dans le gouffre d'un déficit sans fond.

Une personne m'assure que M. de Lamartine a une prodigieuse mémoire pour ses dettes, ce qui doit pa-

raître étonnant; car, pour un honnête homme, devoir est un supplice continuel; il faut supposer la facilité de l'oubli, ce qui rend bien compte de la quiétude de ceux qui ont beaucoup de créanciers. Mais enfin, on me l'a dit, il a de la mémoire; je l'accepte. Un jour, on le vit soulever le marbre de sa commode et tirer de cette cachette un paquet de quarante billets de mille francs que venait réclamer un homme d'affaires. Personne ne s'attendait à cette découverte, qui paraissait des plus improbables. Ce manège si misérable, et qui ne devrait pas être toléré par Mme de Lamartine, est le fait du vouloir de ce maître impérieux. Et cependant on le dit très bon pour sa femme; cela n'empêche pas des boutades qui ont sans doute leur source dans les mille embarras qui pèsent sur cet esprit à la gêne, sur ce génie accroché à une foule de difficultés matérielles indignes de lui; triste cortège de la folie glorieuse, maladie des caractères qui manquent de justesse et de coup d'œil. Donc, il arrive que le grand homme laisse exhaler tout à coup des soupirs, langage muet de son malaise intérieur. Par exemple, un jour, à table, un monsieur et sa femme, amis de la maison, dînaient avec M. et Mme de Lamartine. Au milieu de ces mille propos qui remplissent le dîner, le poète s'écria tout à coup : « Madame P..., vous êtes une honnête femme; du moins on le dit et j'en suis certain, puisque vous êtes reçue par Mme de Lamartine. Eh bien, si vous preniez un amant, Mme de Lamartine cesserait de vous voir; je crois même qu'elle ne recevrait plus votre mari, que nous aimons tous, car enfin votre conduite blâmable serait un motif excellent pour rompre toutes relations à l'avenir. Eh bien, que diriez-vous de ce fait qui est certain? Mme de Lamartine, si rigide, a cru devoir faire une visite de condoléance à un vieillard illustre, à l'occasion de la perte faite par lui d'une dame à laquelle il était lié par un double

adultère! Il est vrai que tout le faubourg Saint-Germain a cru devoir faire une semblable démarche envers ce vieillard si honteusement lié avec cette femme morte récemment. Peut-être considérait-on cette double faute comme une circonstance atténuante! » Cette sortie faite à brûle-pourpoint, d'un ton doux, sans préparation aucune, sans à-propos, est assez familière au grand poète; il a des explosions très dures à digérer, il ne ménage pas sa femme, au contraire, et cependant le plus souvent il se montre très bienveillant pour elle. Il est assez moqueur, et dernièrement, à l'occasion d'une description enthousiaste de certain merveilleux trousseau d'une mariée du grand monde, il s'est mis à plaisanter la dame sur la poésie des camisoles, des bonnets de nuit et des cachemires. En pareil cas, il est plein de verve; le trait est vif, acéré, lancé sans ménagement; la courtoisie apparente de l'expression et du ton ne dissimule qu'imparfaitement la pointe, qui blesse jusqu'au sang.

C'est un homme vivant dans un monde à part, profondément enfoncé dans ses idées, sous le coup perpétuel d'une triste préoccupation, envisageant malgré lui les dures réalités de la vie, éprouvé par des déboires affreux, entraîné dans bien des voies périlleuses où sa probité en échec n'a pas failli ouvertement, mais enfin où l'homme a laissé bien des lambeaux de sa tunique dorée aux ronces du chemin. En somme, M. de Lamartine est plein de bonté, mais cette bonté ne l'empêche pas de laisser souffrir tout ce qui l'entoure; son dévouement se combine si bien avec son égoïsme que ces deux extrêmes dominent tour à tour, suivant l'impulsion du moment, produit bâtard d'un mélange où le bien n'a pas plus de part que le mal. La volonté ferme ne tient pas le gouvernail. Le but honnête vers lequel toute boussole doit tendre, comme l'aiguille aimantée vers le pôle nord, oscille sans cesse au hasard; tant mieux

quand le bon vent pousse la barque au port, tant pis quand il mène au naufrage. Nature molle subissant les empreintes de la puissance extérieure, âme agitée par le souffle des passions intimes, en proie à des tempêtes dont l'amour-propre est le germe décisif; vanité de la pensée, vanité de la gloire, vanité de tout, réalisant l'axiome de Salomon, montrant jusqu'où peut s'égarer celui qui s'admire et qui s'aime.

16 juillet 1854.

Hier, journée intéressante et bien employée.

A neuf heures, la voiture de M. Lacretelle nous attendait, J. Janin et moi. Deux beaux chevaux nous menèrent grand train sur la route du Charolais, et à dix heures nous étions au perron du château de Monceaux, qu'habite M. de Lamartine. La maison a une tournure assez princière. Elle est grande, vieille, avec quelques parties modernisées, en somme bien placée dans un charmant pays. Un domestique nous annonça et bientôt nous fûmes introduits chez Mme de Lamartine que nous trouvâmes seule. Bonne réception, mais le maître du logis est au lit, où le retient un accès de rhumatisme plus ou moins goutteux. Après quelques mots échangés, la dame nous mène à l'appartement de son mari et nous voici en présence du dieu.

Nous traversons quelques pièces obscures, des couloirs coupés de petits escaliers : ceux-ci ont une bande de tapis; et enfin nous arrivons à une sorte de chambre ayant pour tout meuble une longue table de bois blanc sur laquelle sont rangées en ordre symétrique une centaine de paires de souliers de toutes les formes. Les escarpins dominent, et, si je m'en rapporte à mon coup d'œil, le poète n'a pas le pied petit, ni bien régulier. Comme il est goutteux, il aime les chaussures molles et

larges. Nous entrons dans une grande chambre dont le parquet est recouvert d'un tapis commun. Il y a deux étagères en bois blanc chargées de livres jetés pêle-mêle, et d'une masse énorme de cahiers de papier à lettres, de paquets d'enveloppes et d'autres objets analogues. Sur un de ces rayons se trouve une assiette pleine de compote d'abricots; à côté, je vois un gros morceau de pain bis, un couteau, des morceaux de sucre dans un papier gris, un fouet de chasse et quelques autres objets d'usage vulgaire. Une grande table ancienne à pieds contournés, recouverte d'un tapis noir en laque, porte un encrier de porcelaine inondé d'encre qui s'est cristallisée sur ses bords et même plus bas. J'affirmerais que ce réservoir n'a jamais été nettoyé.

Le fauteuil du maître est un de ces vastes instruments bas sur pieds, avec son enveloppe de cotonnade à raies rouges, vaste housse dont le côté droit, celui qui se trouve sous la main de l'écrivain, est largement taché : c'est là que l'écrivain essuie sa plume encombrée d'encre épaisse. Ces lignes sont longues et fortes; on dirait un coup de sabre porté au hasard, vaste balafre destinée à détruire un obstacle, mouvement énergique d'un homme qui se débarrasse d'une gêne. Je note cette particularité que j'avais remarquée chez M. Orfila, rapprochement singulier, eu égard à la différence de ces deux esprits. Le lit est un grand meuble en bois blanc peint en jaune rouge. Les gros pieds ronds portent des roulettes comme un lit d'auberge. Une table de nuit, également peinte en acajou, de la plus petite dimension, supporte une carafe pleine de tisane de chiendent et une tasse à café sans soucoupe. Le lit est bas, garni de couvertures d'un vert brun, en désordre, ce qui tient à ce que d'habitude trois à quatre chiens s'y tiennent dans toutes les postures. Cependant, comme la goutte a élu domicile sur les

pieds du poète, les chiens ont dû lui céder la place, à regret sans doute, car le maître de cette meute tient à la main une cravache destinée à prévenir les invasions de ces charmants animaux. Ceux-ci, désolés de cette dépossession, sont couchés sur le tapis et sur les fauteuils. Trois beaux lévriers presque blancs ont choisi la peau de mouton qui est étendue sous le bureau; un superbe épagneul, couché sous le lit, allonge son museau et dort sans souci. Ces quatre amis, les privilégiés du poète, n'ont pas dit un mot à notre arrivée. Ils sont bien élevés et ne font pas plus de bruit que des enfants dociles.

Mme de Lamartine a soulevé le rideau qui protégeait son mari contre le jour, et elle nous a présentés l'un après l'autre, nominativement; la réception a été cordiale et chaude à l'égard de J. Janin, gracieuse et bienveillante pour moi. Nous nous sommes assis auprès du lit et la conversation a roulé tout naturellement sur la maladie qui cloue dans sa chambre le maître de la maison. Il a exprimé très vivement le regret qu'il éprouve de ne pouvoir nous conduire partout, de nous mener à Saint-Point et à Milly, deux terres bien plus intéressantes à voir que Monceaux, lieux de prédilection pour lui, solitudes austères et riantes tout à la fois, etc. J'ai eu la chance de parler médecine avec ce malade et mes façons de penser et de dire m'ont valu un compliment qui m'a flatté, de sorte que la connaissance a dépassé aussitôt les étroites limites d'une présentation.

Nous causions ainsi depuis plus d'une demi-heure, lorsque Mme de Lamartine est venue nous rejoindre. Notre installation dépassait évidemment les limites d'une visite ordinaire. La dame s'est approchée de son mari, lui a dit deux mots presque à l'oreille, et aussitôt M. de Lamartine a dit : « Mais certainement, ces messieurs vont déjeuner avec nous. » Et aussitôt la maî-

tresse de la maison, se tournant vers nous, a demandé ce que nous voulions manger. Œufs, chocolat, café, on nous a offert le même ordinaire. J. Janin a demandé qu'on nous apportât la moindre chose dans la chambre du malade, là, sur un coin du bureau; mais les époux ont dit qu'il fallait descendre et que nous trouverions là M. et Mme d'Argos et une sœur de M. de Lamartine. Nouvelle sortie de Mme de Lamartine, et après une demi-heure d'attente, elle revint, puis un domestique annonce que madame est servie. Madame prend le bras de J. Janin. Mais alors on nous fait descendre par un escalier de bois, espèce d'échelle que l'on a collée au mur, vrai casse-cou qui tremble sous le poids de mon gros J. Janin. C'est un moyen simple de descendre au jardin sans parcourir le labyrinthe dont j'ai parlé, et vraisemblablement M. de Lamartine n'en prend jamais d'autre.

Au bas de cette échelle nous trouvons une porte qui donne dans le salon, et nous voici en présence des deux dames et du monsieur dont j'ai parlé. Présentation nouvelle, saluts, compliments. M. d'Argos est un auteur. Il a traduit en vers le livre de Job; il a fait quelques ouvrages de philosophie et d'histoire. Sa femme est d'un âge mûr. Elle n'a jamais été jolie, mais elle cause très agréablement. Je lui offre mon bras et nous passons à table. Mme de Coppens, la sœur de M. de Lamartine, est grande; son visage rappelle celui de son frère, mais elle a un assez bel embonpoint qui manque tout à fait au poète. Elle a les cheveux très blancs et d'énormes papillotes; deux rouleaux un peu bouffants encadrent son visage régulier. La table est servie. Je suis à la gauche de Mme de Lamartine, Janin à sa droite, M. d'Argos auprès de Janin, et les deux autres dames sont voisines. Nous sommes assez espacés, car la table suffirait à dix convives. Les propos échangés ne m'ont rien présenté de mémorable, de

sorte que ma sténographie n'a pas trouvé d'emploi.

Après le repas, retour au salon, où j'admire quelques bons tableaux. Mme de Lamartine peint beaucoup. En ce moment, elle peint sur porcelaine d'assez grands plats destinés à garnir un magnifique dressoir en bois de chêne sculpté, qui tient tout le fond de la salle à manger. Plusieurs de ces pièces achevées indiquent un talent remarquable, et d'autant plus que les fleurs choisies par l'artiste ont été cueillies dans le jardin du château. Il y a sur les murs de ce salon deux ou trois grands tableaux à l'huile : ce sont des copies faites par Mme de Lamartine, d'après des ouvrages modernes. Une grande Madeleine éplorée, puis un ange gardien qui veille sur une mère et son enfant. Il y a un tableau peint par Eugène Sue, d'après Gudin (1) : c'est l'incendie en mer d'un vaisseau anglais à bord duquel se trouvait un parent de Mme de Lamartine. Il y a un petit tableau de Carlo Dolci, peintre florentin : c'est un désert au milieu duquel est un couvent de capucins; sur le premier plan sont deux moines assis et méditant. La tristesse de la solitude est bien rendue, mais peu de charme dans l'exécution, en un mot rien qui ressemble aux compositions si gracieuses de Carlo Dolci, que j'ai admirées à Florence, à Rome et ailleurs. J'ai peine à croire que cette toile si peu agréable soit de lui.

Quoi qu'il en soit, j'ai examiné tout avec soin; j'ai surtout étudié une tête du Tasse, copiée par M. de Lamartine, d'après un portrait original d'Allori. Je n'avais jamais vu cette figure. C'est bien un fou. Ce front bombé, ce visage pointu par le bas, ces lèvres minces, tout indique le désordre de la pensée; les maisons d'aliénés sont peuplées de têtes analogues; il y a

(1) Gudin, né à Paris le 8 août 1802, mort à Boulogne-sur-Mer le 11 avril 1880, se distingua comme peintre de marine.

évidemment du génie, mais aussi de la souffrance, une forte contention d'esprit, avec désordre; la puissance de voir au fond de toutes choses, de créer un monde, d'animer le passé, de prédire l'avenir : facultés immenses qui accompagnent le délire, trouble profond que révèlent la fixité du regard et la roideur de la pose. Pauvre Torquato! Qu'il a dû souffrir! Mais le génie n'est-il pas presque toujours un don fatal à celui qui l'a reçu?

Il était question de promenade. Après que les dames eurent lissé leurs bandeaux, se furent gantées et armées d'ombrelles, nous sommes sortis et nous voici flânant sous de beaux ombrages de marronniers. Nous avons escaladé une colline couverte de vignes; on a tracé une allée qui serpente doucement sur le flanc de ces riches coteaux; et, bientôt arrivés à une partie plus escarpée, les dames ont repris le chemin du château. Les trois hommes ont continué la promenade, devisant de mille choses, surtout du poète; et moi j'écoutais de la bouche des amis du maître les étranges confidences, et je les recueillais avidement.

Nous sommes allés nous asseoir dans un petit pavillon rustique d'où l'on a une vue charmante. La campagne est superbe. Il y a au bas de ce coteau une vallée qui se prolonge fort loin; elle est couverte de maisons bourgeoises, de petits castels que les propriétaires habitent pendant l'été. Puis nous voici de retour à Monceaux. M. d'Argos nous propose de visiter le château. Nous passons successivement en revue un assez grand nombre de pièces, quelques-unes passablement meublées à l'ancienne mode, avec des tableaux de peu de valeur. J'ai vu dans le grand salon du premier deux bustes de M. de Lamartine : un en marbre de M. Brian, l'autre en plâtre de M. le comte d'Orsay. Ce dernier est théâtral, prétentieux et médiocrement ressemblant. L'autre est un bon travail. Nous avons visité la cha-

pelle qui est assez grande, un peu nue, mais plutôt bien.

Dans le vestibule d'un autre salon, j'ai trouvé un groupe que l'on attribue à Mme de Lamartine. Trois petits enfants sont réunis autour de la croix; ils ont l'air de la soutenir, de la porter, de l'élever. Ce groupe, assez harmonieux, est au-dessus d'un bénitier. On l'a exécuté en marbre pour l'église Saint-Germain-l'Auxerrois. C'est un travail estimable, mis au point par Jouffroy, exécuté sans doute sous les yeux du statuaire, et qui, avec ces arrangements, a pris un certain rang dans le monde artistique. On regarde Mme de Lamartine comme un sculpteur inspiré, un peintre de talent, deux qualités brillantes dont je ne puis me rendre garant, car on sait trop comment les amateurs exécutent ces œuvres admirées. A noter encore dans la chapelle, au-dessus du portail, un petit groupe de trois figures représentant la Sainte Vierge soutenue par deux saints; le tout en bois, mais de la main de Mlle de Fouveau. Ceci est une autre affaire. Cette artiste a donné de nombreuses et éclatantes preuves de son mérite.

Ce voyage dans les appartements de Monceaux nous a ramenés auprès du lit du poète. Là, une conversation assez vive a saisi mes deux oreilles et je vous en rendrai bon compte. Mais il nous arrive du nouveau. Outre Mme de Lamartine, Mme d'Argos, il y avait Mme de Coppens, la sœur du poète, la dame aux grandes papillotes blanches dont je vous ai déjà parlé. Il survient deux nouveaux visages : une grande demoiselle, appelée Mlle Valentine, la nièce du poète, charmante et superbe, d'une taille admirable, légèrement vêtue; puis sa sœur, une dame déjà veuve, non moins grande que la première, et toutes deux filles d'une autre sœur de M. de Lamartine. Ces dames habitent une maison très voisine de Monceaux; elles pas-

sent leur temps chez leur oncle et sont le principal ornement de ce lieu. Ce renfort de beau sexe n'a pas ralenti la conversation. Mais puisque je veux me rappeler tout ce que j'ai entendu dire d'un peu saillant dans cette visite, procédons par ordre et tâchons de ne rien oublier.

Mme de Lamartine nous annonça elle-même à son mari. Celui-ci, qui était couché de manière à ne pas nous voir, écarta le rideau qui lui dérobait le jour d'une fenêtre voisine et dit à Janin : « Bonjour, mon cher ami. Je suis heureux de vous voir, mais bien fâché d'être dans l'impossibilité de m'occuper de vous directement. Je suis pris par le pied. J'ai un rhumatisme qui me retient au lit depuis deux jours. — Voyez comme cela se trouve, réplique J. Janin : je vous amène un des meilleurs médecins de Paris, le mien, mon ami, le Dr P. Ménière, et je vous assure qu'il ne voudra pas vous guérir. — Soyez le bienvenu, monsieur le docteur, dit le malade; mais, hélas! je ne suis pas curable; et d'ailleurs, je ne voudrais pas être guéri. » La conversation entamée sur ce sujet, il fut reconnu que le pauvre patient avait eu la goutte il y a vingt-cinq ans et plus, que depuis longues années il y a des retours de cette affection désignée plus agréablement sous le titre de rhumatisme et mieux encore sous celui de névralgie. C'est le mot choisi par Mme de Lamartine. Quel que soit le nom, la chose existe, le pied est pris. Il y a douleur, gonflement; la marche est impossible; le goutteux est au grand complet. Il faut s'y résigner, et c'est ce que me semble faire très résolument le poète. J. Janin, qui est un goutteux de grand style, a raconté ses misères, mais il a insisté sur les avantages de cette maladie qui laisse la tête libre et permet de travailler, d'étudier, de lire, de dicter; il s'en félicite si bien qu'il se propose d'écrire l'éloge de la goutte comme Erasme a fait celui de la folie. M. de Lamartine n'est pas

aussi enthousiaste. Cependant il convient que cette maladie préserve de beaucoup d'autres affections. « Dans l'Orient, dit-il, quand un Arabe a son premier accès de goutte, tout le monde vient lui en faire compliment, le féliciter. C'est, comme l'asthme, dit-on, un brevet de longue vie. » J'étais là sur mon terrain; les malades aiment à parler médecine. Il fut convenu que le grand-père de M. de Lamartine était goutteux, qu'il y avait hérédité.

Le malade boit pour tout médicament une tisane de chiendent et de réglisse; une carafe pleine de coco est sur la table de nuit. Il y a de plus, comme je l'ai dit, une petite tasse à café en porcelaine sans soucoupe, et ce breuvage que j'approuve de toute la hauteur de mon bonnet doctoral est très fréquemment attaqué; mais la main distraite verse à côté du vase; celui-ci, pris sans précaution, verse une partie du liquide sur le drap, sur la couverture, sur la chemise, et si l'on joint à ce gribouillage le tabac à priser qui inonde le lit, on aura un coup d'œil peu agréable. Le malade parle beaucoup, d'une bonne voix sonore, un peu grave, bien accentuée et plaisante à écouter. La tête, très relevée sur un oreiller et un gros traversin, est recouverte d'une sorte de réseau brun, formant un rudiment de bonnet, une petite calotte en tricot de soie, je crois, laissant échapper quelques mèches de cheveux gris. Les tempes sont creuses, les sourcils bien arqués, grisonnants, l'œil beau, en amande, doux, le regard assez ferme et droit. Le nez est assez grand, bien fait, droit, mince et un peu busqué. Les narines sont peu ouvertes, mais échancrées entre le lobule et l'aile du nez. Ajoutons que le tout est barbouillé de tabac. Le linge de corps est peu soigné. On entrevoit un énorme gilet de laine, couvrant mal la poitrine débraillée. La main est grande mais belle. Elle est armée d'une cravache, nous avons dit pourquoi.

« Que faites-vous, Janin ? demande le poète. — Mais, répond l'ami, je poursuis mon *Histoire de la littérature dramatique;* les troisième et quatrième volumes sont sous presse. Il y en a encore deux, peut-être trois, de sorte que j'espère réunir tout ce qui a été fait dans ce genre depuis trente ans. — Fort bien. L'époque est intéressante; la tragédie morte, le drame ressuscite. Quel âge avez-vous ? — Mais le 21 décembre prochain j'aurai cinquante ans. — Que vous êtes jeune ! » dit le poète avec un gros soupir. Puis il reste abîmé dans ses réflexions pendant quelques instants.

« Pour moi, reprend-il, je travaille à mon *Histoire de l'empire ottoman.* Déjà deux volumes sous presse. Il y en aura six, huit peut-être. Il m'en eût fallu douze pour achever cette œuvre à laquelle je travaille avec passion. Tous les jours, je me lève à cinq heures, j'écris jusqu'à dix, puis c'est fini pour toute la journée. Je déjeune, nous partons pour la promenade avec ces dames, surtout avec mes nièces. Quand nous sommes las de marcher, des chevaux envoyés d'avance nous prêtent leur dos pour continuer le voyage, et enfin, quand nous sommes assez loin, assez fatigués, une voiture qui nous attend nous ramène au logis. On dîne, on cause. Quelques visites des environs nous aident à tuer le temps, et à dix heures je me retire. Voilà ma vie avec ces cinq heures de travail matinal. Je veux faire un volume par mois. Mon accident va me retenir trois jours, plus peut-être, ce qui me retardera ; j'en suis contrarié, car ce travail me charme, me ravit. On m'a donné 150,000 fr. pour ces six volumes. Je vous assure que cette histoire sera très intéressante : ce sont *les Mille et une nuits* de l'histoire. Je connais le pays, j'ai vécu en Orient. C'est mon pays d'adoption, celui qui convient le mieux à ma nature physique et morale. C'est là que je me retirerai plus tard pour y mourir. Si la politique me chassait de France, je partirais pour Beyrouth, Jaffa ou

Brousse. La guerre actuelle me gênerait, mais je trouverais bien quelque coin où je vivrais à mon aise, comme un Arabe. Il me faut peu de choses! Monter à cheval, c'est pour moi un besoin instinctif. Je puis galoper une journée entière. Je n'ai jamais vécu sédentaire. Dès ma première jeunesse, j'ai voyagé en Italie; j'y ai vécu longtemps. Je ne sens pas bien ce que l'on appelle la patrie. Je ne me trouverais pas malheureux d'être campé; cela me semble chose toute naturelle. Dans les auberges, le moindre trou, un grenier, tout m'est bon. Je dors sur la terre, je mange ce qui se trouve; il n'y aurait pas pour moi de grandes privations dans l'exil.» J'écoutais tout cela avec soin; ces paroles ne tombaient pas dans l'oreille d'un sourd.

J. Janin a parlé de Victor Hugo, qui est toujours à Jersey. Il s'ennuie affreusement; ses colères ne suffisent pas pour le distraire. Il a beau travailler à épancher sa bile, l'exil l'assomme. Il avait besoin de la vie factice de Paris, de cet entourage frelaté qui lui composait un cortège bizarre, mais amusant. Hors de Paris, il souffre. Il est absolument citadin; il lui faut un auditoire, des encenseurs; il ne peut se passer de ces planches sur lesquelles il joue la comédie. Mme Hugo a écrit tout récemment à J. Janin pour le remercier de ce que celui-ci a dit de son mari sur la tombe de la pauvre Rebecca, la sœur de Rachel. Sanson, le doyen des sociétaires du Théâtre-Français, avait dit quelques mots qui étaient froids et durs pour la défunte et les vivants. J. Janin a pris la parole et a hautement proclamé les mérites du tragédien et de la tragédienne. Mme Hugo, sur ce sujet, a écrit une lettre charmante. «L'exil, dit-elle, est le seul lieu où l'on ne fasse pas de projets. Où est l'avenir pour nous? Ces murs, ce petit jardin, tout cela a un faux air de patrie qui me navre. Victor se promène en rêvant, ma fille travaille et soupire; mon fils, couché sur un canapé, fume et gémit. La fortune di-

minue peu à peu dans cette situation si triste; nous vivons comme des gens qui n'ont pas d'espoir, etc.» M. de Lamartine a parlé des *Châtiments;* il a blâmé ce recueil d'injures. «Je conçois une imprécation de deux cents vers, mais un volume, c'est trop; cela sort de toutes les limites; il se trouve forcé par là de faire violence à la haine, à la fureur; il abuse de la langue, il la torture. Sans doute il y a un immense talent dans ces vers, mais ces imprécations si longues n'iront pas à la postérité!» J'ai dit mon mot sur cette matière délicate; vous connaissez mon opinion à ce sujet; je ne me suis pas gêné pour abonder dans le sens de M. de Lamartine; nous avons guerroyé contre J. Janin qui admire tout ce qui vient de Jersey.

Il a été question de M. Villemain, de son dernier livre sur M. de Narbonne, un long historique du plus haut intérêt, lu avec avidité par notre société qui court après les épigrammes, les mots sous-entendus, les malices du spirituel académicien. Cet ouvrage, qui est à sa seconde édition, n'a presque rien rapporté à son auteur. Il est vrai qu'il ne veut pas qu'on lui donne la publicité des journaux. Si l'on avait mis cet ouvrage en feuilleton, il en aurait tiré un prix considérable. M. de Lamartine nous dit que Mme de Lamartine, qui est allée tout récemment à Paris pour porter le manuscrit des deux premiers volumes de l'*Histoire de l'empire ottoman*, a fait ce voyage plus particulièrement pour empêcher M. Mirès (1) de publier son travail dans *le Constitutionnel*, comme il en avait le droit aux termes de son traité. Cette affaire a été débattue et les éditeurs ont changé leur mode de publication. Ils donneront l'ouvrage en prime à ceux qui viendront s'abonner pour

(1) Jules-Isaac Mirès, né à Bordeaux en 1807, mort en 1871 à Marseille, où il entreprit et mena à fin de vastes travaux, parmi lesquels la création d'un port. Financier audacieux, il acheta plusieurs journaux, dont la publicité servit ses opérations. Il possédait en

un an et payer l'abonnement en entier. Cette combinaison leur va très bien. Ils ont la certitude de faire une affaire excellente, et à cet égard M. de Lamartine, qui n'entre dans aucun détail, nous apprend que ses éditeurs ont gagné plusieurs millions avec lui; aussi sont-ils disposés à lui être agréables. Il raconte tout cela avec beaucoup de naturel. On voit qu'il a l'habitude de penser beaucoup de bien de lui-même et de le dire. On a parlé un peu de la situation présente, de cet immense appareil guerrier qui se déploie partout sans coup férir jusqu'ici.

« Tout cela est bien exagéré, dit-il, et pourrait finir très mal. Les esprits n'ont pas trop de tendance à guerroyer; la force brutale, le canon, les épaulettes ne sont pas si sympathiques qu'on veut bien le dire à la nation, aux familles, qui voient au bout de tout cela la conscription et des décès nombreux.

« L'Empire! Quelle chose stupide, quel abus de tout ce qui n'était pas l'intelligence! Et comme Bonaparte était l'ennemi de tout ce qui pensait! J'écrirai un jour l'histoire de ce temps de violence et de bêtise; ce sera ma clôture; je me reposerai après, et l'on verra ce que c'est que ce temps où un caporal pesait plus dans la balance qu'un orateur et un poète. »

Voilà comme M. Josse se retrouve partout, comme on juge toujours à son point de vue, comme l'égoïsme sort par tous les pores humains! A propos, je remarquai que, pendant la conversation de ces deux célèbres interlocuteurs, chacun semblait se parler à lui-même, écoutant peu son voisin, ramenant à lui la couverture; ce qui, pour le dire en passant, est la vraie manière de causer d'un certain monde artistique. La gloire que l'on poursuit ne s'attrape guère que par des efforts inces-

1854, outre *le Constitutionnel*, dont il est ici question, *le Conseiller du peuple*, auquel collabora Lamartine.

sants. Il faut la viser toujours pour l'atteindre, y penser sans cesse; c'est pour cela que les compétiteurs paraissent ne s'occuper que d'eux-mêmes; le temps donné au voisin est regardé comme perdu. M. de Lamartine a très vivement remercié J. Janin d'un joli article inséré il y a deux mois dans *les Débats*, à propos d'un petit volume formé de fragments recueillis dans tous ses ouvrages poétiques, historiques et autres. Notez que l'éditeur, qui a payé ce fouillis très cher, a voulu purger ce recueil de tout sentiment trop vif; on a supprimé l'amour et tout ce qui s'y rattache dans le but de faire un livre classique, bon à mettre aux mains des jeunes gens des deux sexes. Il a fallu pour cela changer des vers, des pensées; par exemple, dans la pièce intitulée *le Lac*, il y a, tout à la fin du morceau, ce petit vers qui le résume :

Tout dise : ils ont aimé!

Le poète a eu le courage de changer cela et de dire : «Ils ont passé!» C'est absurde et malheureux. Aussi Mme Emile de Girardin, qui a vivement critiqué cette mutilation, a dit que pour parler plus régulièrement, plus dans le sentiment de la jeunesse actuelle, il aurait fallu écrire : «Tout dise : ils ont fumé!»

M. de Lamartine, qui a su cette correction si fine, en a ri de tout son cœur. Il y en a d'autres analogues, mais je les ai oubliées. Maintenant, allons nous promener dans le domaine réel du poète. Le jardin est très soigné; il a d'assez beaux orangers en caisse; un petit perroquet sur son balcon crie comme un brûlé parce que le temps menace et qu'il voudrait être à l'abri de cette pluie d'orage qui va venir. Dans une cage du salon se trouve un beau cardinal, superbe oiseau aux couleurs éclatantes, grand chanteur, rapporté de Paris par M. de Lamartine tout récemment; la dame ne fait

guère de voyage semblable sans rapporter pour son mari quelque bête, chien ou oiseau, tant il est amateur. Nous marchons, nous trouvons une allée bien sablée qui serpente le long de la colline couverte de ceps. M. d'Argos, qui nous sert de cicerone, nous parle de la valeur de la propriété où nous sommes. Elle devrait rapporter 32,000 livres de rente (un voisin de campagne ne l'évalue cependant qu'à 25,000); le terrain est très cher, et cette petite allée, qui a supprimé un certain nombre de vignes, a coûté 1,200 livres de rente. Mais le propriétaire ne regarde pas de si près. M. d'Argos nous a dit que M. de Lamartine achetait souvent de tous les paysans voisins leur vin à raison de 80 à 100 francs la pièce, mais payable dans un an. Quand il y a une grande quantité de pièces, il vend tout en bloc à un marchand qui paye comptant, souvent au-dessous du prix d'achat. Mais le poète a les produits de sa plume; dans le cours d'un an, il a bien des ressources éventuelles. C'est un trafic auquel il perd presque toujours; mais il paye, les paysans l'aiment et ont confiance en lui. C'est un courant d'affaires qu'il chérit, qui lui convient, qui bouche un trou béant pour en ouvrir un autre à combler, mais plus tard; il y a du temps à gagner, et qui sait ce qui peut survenir?

On a parlé de Milly et de Saint-Point, deux terres qui sont dans la montagne, à quatre ou cinq lieues de Monceaux; on y va en deux heures avec les chevaux du château. Ces terres sont fort isolées. Il n'y a de voisins qu'à une assez grande distance, il y a de beaux arbres, des bois, des fontaines, tout ce qui donne du prix à ces manoirs solitaires. M. de Lamartine aurait voulu nous mener là, nous promener dans ces vallons, sur ces coteaux, pays peuplé de souvenirs d'enfance. Tout en causant ainsi de mille choses, nous sommes rentrés au château, et bientôt après nous étions instal-

lés près du lit du malade. Il buvait toujours sa tisane, et, à propos de chiens, sont venues les histoires merveilleuses de ces animaux si intelligents. Un certain roquet à robe fauve, petit grognard à l'air malin, a conquis l'estime de son maître par un trait fort remarquable. Amené d'Ecosse par un gentleman anglais qui avait été chargé de le remettre à M. de Lamartine, il est resté cinq à six jours renfermé dans la chambre de son nouveau propriétaire, puis, ayant trouvé la porte ouverte, il s'est enfui. Deux jours après, un employé du chemin de fer du Nord a ramené le roquet qu'il avait trouvé caché dans un wagon. Son collier annonçait sa maison. Il a été remis dans la chambre du poète, et depuis il s'est attaché à sa condition; mais il préfère les chevaux : il vit le plus souvent à l'écurie, et ne se laisse caresser que par le cocher et M. de Lamartine. Comment a-t-il calculé que ce wagon le ramènerait en Ecosse? Comment est-il arrivé au chemin de fer du Nord qu'il n'avait vu qu'en arrivant à Paris? Ce sont des mystères que les savants ne se chargent pas d'expliquer. De là sont venues des histoires exaltant l'esprit de ce quadrupède. En voici une assez amusante.

M. Ampère, le fameux physicien, était inspecteur général des études. Un soir qu'il était en tournée dans le midi de la France, il arriva dans une auberge. On tordit le col à un poulet à son intention et, celui-ci embroché, il ne fallait plus, pour tourner la broche, qu'un chien destiné à marcher dans une roue creuse. C'est un ancien procédé presque oublié de nos jours. Un chien dormait sous le manteau de la cheminée; la cuisinière le saisit, mais il résiste. Débat animé. M. Ampère se mêle à cette discussion. Il prend le parti du chien, et la femme s'écrie : « Ne le plaignez pas tant, ce beau monsieur; il est paresseux, et comme il sait que ce n'est pas son tour, il ne veut pas qu'on le dérange. » M. Ampère, grand philosophe, est frappé de

ce mot : « Ce n'est pas son tour ! » Il s'informe et apprend qu'il y a un autre chien avec lequel le récalcitrant partage la corvée. On va chercher l'autre. On le trouve. Il monte dans le tour sans se faire prier, et au bout d'une demi-heure de service il cède la place à l'autre qui remplit son devoir sans objection. Il y a de quoi réfléchir sur cette affaire. M. de Lamartine en est tout ému.

Janin raconte le trait de ce chien d'invalide à qui l'on refusait l'entrée dans l'hôtel. Il avait remarqué que les entrants boitaient ; il fait le boiteux, marche sur trois pattes, et obtient ainsi du gouverneur le privilège refusé aux autres individus de son espèce.

Puis le chien de Daubenton ; puis celui de cet aveugle, qui, après la mort de son maître, continue de se tenir à son poste avec sa sébille au museau, reçoit la charité, amasse un trésor et achète une maison à l'aide de son épargne ! ! !...

On va loin en pareille matière. La belle Valentine riait aux éclats à l'audition de ces merveilles ; elle avait reçu dans son giron, sur une belle robe de mousseline légère, deux lévriers blottis en si belle place. Je n'aime pas cette passion et ces bêtes sur les genoux des dames.

Je ne sais à l'aide de quelle transition on arriva de plain-pied des chiens aux héros, aux grands hommes, à ceux que la nature a le plus favorisés sous tous les rapports. Il y avait là un à-propos flagrant. On parla de la belle tête de feu Arago, de celle de Gœthe si colossale, de Jupiter Olympien et autres boules privilégiées que la statuaire a immortalisées.

J'étais resté très près de Mme de Lamartine ; elle ne manqua pas d'appliquer l'allusion à son mari. Elle me dit en se penchant vers mon oreille : « Qu'est-ce donc quand le génie couronne tous ces dons ? » Je ne pouvais refuser mon assentiment. Je le donnai avec complaisance. La dame me sut gré de rendre hommage à la

vérité, et elle ajouta que ces hommes si rares devraient gouverner le monde, qui n'en irait certainement pas plus mal. Je ne pouvais m'inscrire en faux contre une pareille proposition. J'eus même la faiblesse galante d'y ajouter quelque assentiment poétique et politique; aussi Janin prétend que ces confidences m'ont valu un coup d'œil encourageant de la dame. Je proteste! On m'a dit que Mme de Lamartine, issue de sang royal (de la main gauche), touchait en cette qualité une pension viagère de 50,000 francs.

Elle n'est pas du tout belle. Grande, mince, assez de distinction, froide, blonde et pâle, elle parle doucement et avec un calme tout britannique. Elle a le nez blanc décoloré, comme si la peau était gelée, tant elle est d'une teinte extraordinaire; si le vin de Mâcon produisait un tel phénomène, ce serait dérouter toutes les traditions du cru. On a parlé de Béranger, d'Alfred de Musset, en fort bons termes. Il est avéré que M. de Lamartine ne comprend pas La Fontaine, en dit du mal, ne fait aucun cas de son talent, lui refuse le don poétique. Cela vient peut-être de ce que notre célèbre contemporain ne possède pas le genre naïf. Il n'y a rien dans son talent qui ait quelque analogie avec l'admirable simplicité du fabuliste.

En quittant Monceaux, nous sommes allés rendre visite à M. de Rambuteau, ancien préfet de la Seine. Sa terre, située à moitié route de Monceaux à Mâcon, se nomme Champgrenon.

Le château est plus considérable que celui de M. de Lamartine. Nous étions attendus de la veille. Le seigneur de ce manoir est venu au-devant de nous jusqu'au bas de son escalier, et nous a introduits dans un vaste salon ou cabinet dont les quatre murailles garnies d'armoires vitrées forment une immense bibliothèque. Il y a de plus un superbe piano à queue, et c'est tout, car il n'y a plus de place que pour des fauteuils,

canapés, causeuses, pliants et autres meubles analogues. M. de Rambuteau est affecté de deux cataractes qui mûrissent peu à peu. Il voit à peine, mais dans sa maison, dont toute la disposition intérieure lui est familière, il marche sans hésitation et nous a servi de guide dans une promenade qui a duré plus d'une heure. La cécité qui arrive lentement est un chagrin pour ce personnage, mais là encore j'ai trouvé une condition particulière de bon accueil. Mme de Rambuteau, qui a su mes accointances avec la Faculté, m'a posé bien des questions que j'ai résolues dans le même sens que les professeurs Chomel et J. Cloquet, médecin et chirurgien de la famille Rambuteau. Ce rapprochement de doctrines a été d'un bon effet. J'ai traité haut la main certains guérisseurs patentés, effrontés, charlatans bien et dûment prônés et patronnés par les gens du grand monde, ces trompettes de la médecine industrielle. Et puis sont venus les gens de connaissance mutuelle : mon ami Daugustin, longtemps président du conseil municipal de Paris; mon ami Possoz, secrétaire de ce même conseil, gens qu'estime beaucoup M. de Rambuteau; puis le souvenir de M. Orfila et bien d'autres, de sorte que la conversation est devenue fort intime.

Il a été promptement question du dernier livre de M. Villemain, *les Souvenirs historiques*, dans lesquels M. de Narbonne joue un rôle si considérable. Or, ce M. de Narbonne est le propre père de Mme de Rambuteau. Bien m'en a pris d'avoir lu ce livre tout récent, j'ai pu en parler en pleine connaissance de cause. M. Villemain a consigné dans son travail beaucoup de documents puisés dans les archives de la famille; M. de Rambuteau a fait copier les originaux et a envoyé ces copies à M. Villemain qui en a usé à sa manière, mais pas tout à fait comme l'eût voulu la famille.

M. et Mme de Rambuteau sont très touchés de la manière dont l'auteur a parlé de son héros, des détails qu'il a donnés sur sa vie privée, des paroles qu'il lui a prêtées, et qui, vraies au fond, ont revêtu sous la plume brillante de l'académicien un éclat si merveilleux. On eût désiré qu'il mît plus en relief certains faits qui se trouvent fondus dans sa narration générale et qui n'eussent rien perdu à être isolés. Il est résulté de cette discussion un incident très attachant. Pour prouver à quel point M. de Narbonne était un esprit distingué, un cœur affectueux et dévoué, Mme de Rambuteau nous a communiqué deux pièces autographes de la plus grande valeur. La première est la lettre écrite par son père à l'empereur. En voici le sens : « Sire, je tiens par ma naissance aux plus anciennes familles de France; j'ai un duché, une grande fortune; j'ai été ministre de Louis XVI ; je n'ai quitté ce prince que quand il a eu cessé de vivre; c'est vous dire à quel point je suis dévoué à mon pays. Aujourd'hui, le passé ne réclame plus rien de moi; je crois devoir servir le présent. Si ce que j'ai été jusqu'à ce jour vous paraît une garantie suffisante, je viens vous offrir mes services, etc. » Cette pièce est d'une grande élévation de style et de pensée; il y a quatre à cinq pages d'une belle écriture, et si je l'avais lue moi-même, si j'avais eu le loisir de l'étudier, je me la rappellerais sans doute presque mot à mot, car ce sont de ces choses qui frappent fortement.

Je ne saisis pas pourquoi M. Villemain ne l'a pas insérée textuellement dans son travail. Peut-être a-t-il craint le voisinage d'un morceau aussi magnifique de fond et de forme. Il a préféré mettre la chose en narration, mais le public y a évidemment perdu. La seconde lettre est plus intime; elle est à l'adresse de sa fille, Mme de Rambuteau, et datée de la désastreuse entrée en campagne de 1812. Le père, qui appelle sa fille : « Chère petite, » se sert constamment

des formes les plus gracieuses, les plus enjouées. Par exemple :

« Ma chère enfant, je quitte la diplomatie pour le service de l'armée. Je ne suis plus ambassadeur, mais aide de camp. Nous allons voir des réunions de troupe par centaines de mille se faire des niches avec quelques milliers de canons, jusqu'à ce que mort ou victoire s'ensuive. Mille amitiés à ton mari qui fait merveille dans son département (le Mont-Blanc ou le Simplon ; M. de Rambuteau était préfet dans ces départements formés aux dépens du Piémont), etc. Je t'écrirai après chaque bataille, etc. » Hélas ! le pauvre homme n'écrivit pas longtemps ; il mourut du typhus à la suite de la grande affaire de Dresde ou de Leipzig. Cette lettre est très spirituelle. Il y a beaucoup de petits mots très jolis ; c'est un habile conteur, écrivain facile, gai, gracieux. Quel dommage que ses lettres n'aient pas été imprimées !

Ensuite nous avons été introduits dans la chambre de Mme de Rambuteau, où se trouve un magnifique portrait de M. de Narbonne, peint par Gérard. C'est un vrai chef-d'œuvre. La tête est belle, l'œil scintillant, la bouche spirituelle, l'air ouvert et gracieux ; Mme de Rambuteau lui ressemble beaucoup ; on sait qu'elle a été fort jolie et il est impossible de ne pas être frappé de l'air de famille en voyant ces deux figures l'une près de l'autre. Il y a dans cette chambre un grand nombre de portraits de famille, beaucoup en miniature, quelques-uns d'Isabey avec la fantaisie à la mode sous l'Empire. M. de Rambuteau nous a promenés dans toutes les pièces principales de sa vaste habitation. J'ai vu là bien des souvenirs, des gravures, des tableaux de maîtres, des dessins faits par Visconti, représentant les fêtes de la ville de Paris au mariage du duc d'Orléans, et une foule de choses de prix. Tout en parcourant ce beau séjour, le maître du lo-

gis nous racontait en foule des anecdotes se rapportant à chaque objet de notre attention. Il y a un vif intérêt à recueillir ainsi des particularités qu'on voudrait ne pas laisser perdre en de vagues souvenirs.

J'ai souvent avoué mon goût pour ces choses saisies au vol, échappées à l'occasion de n'importe quoi, vrai canevas de l'histoire contemporaine, petits faits caractéristiques négligés par les écrivains qu'on croit grands, qu'on appelle sérieux, philosophes, espèce peu digne de foi, généralement encline à substituer ses vues rétrospectives, ses jugements systématiques aux réalités moins belles, arrangeurs symétriques d'une sorte de dessert de convention, mais que ne remplace pas pour moi le plat de résistance, celui qui doit rassasier la faim de l'homme affamé de vérité. M. de Rambuteau a été en position de voir bien des choses intéressantes. Il a été chambellan de l'empereur, puis préfet, puis député, enfin préfet de la Seine et pair de France pendant de longues années. Il a dû, en ces diverses qualités, se trouver mêlé à toutes les grandes affaires de l'Empire, des deux Restaurations et du gouvernement de Juillet. Donc il devrait écrire ses Mémoires; il a en main d'immenses matériaux fort importants, mais il a un dada : c'est la préfecture de la Seine, la ville de Paris, ses finances, les embellissements, les affaires en général et en particulier. Il revient sans cesse sur ce vaste chapitre contemporain.

Ce qui se fait aujourd'hui à Paris est un puissant stimulant pour lui. Pour atténuer ce dernier terme de comparaison, il démontre que pendant quinze années de préfecture la ville a dépensé deux cents millions en embellissements et travaux d'utilité publique, mais qu'alors il y avait un conseil municipal élu, des Chambres, un budget rigoureux, tout autant d'obstacles à de plus grandes entreprises. On voit qu'il se défend en quelque sorte du reproche qu'on pourrait lui faire de ne

pas avoir travaillé comme M. Berger ou M. Haussmann; mais, hélas! personne ne songera à l'attaquer, ce brave et digne homme. Chacun sait combien le conseil était parcimonieux, bourgeois, rétréci dans ses vues, pointilleux et hargneux dans ses prétentions et privilèges.

Chacun de ses membres se prenait pour un vrai préfet, tranchait du maître et rejetait impitoyablement ce qui aurait donné quelque influence à l'Etat, ce qui eût paru une trop grande faveur à tel arrondissement rival. La rive gauche était endiablée contre la rive droite, et *vice versâ*. Aujourd'hui les affaires marchent autrement et le public ne peut qu'y gagner sous certains rapports. Nous verrons plus tard le grand chapitre de la Dette. Donc ce bon M. de Rambuteau nous raconte, chemin faisant, les œuvres innombrables de son administration, la régularité de son budget, qui a toujours mérité les éloges de la Cour des comptes; le talent de quelques vieux employés qui ne restaient aux bureaux que par amitié pour le préfet et se sont empressés de jouir de leur retraite dès que la nouvelle administration a été établie. Il nous dit qu'il a planté à Paris je ne sais combien de centaines de mille arbres bien poussés aujourd'hui, constituant une vraie forêt qui ajoute à l'agrément et à la salubrité de la ville.

Le cher monsieur n'a pas fait moins pour ses propres domaines. Il est grand partisan des arbres; il aime le bois, le feuillage, et il faut lui en faire compliment, car c'est chose excellente.

Les églises, les fontaines publiques ont dû beaucoup au zèle de notre ex-préfet. Encore bien des remerciements de ce côté.

M. de Rambuteau est un collectionneur zélé. Il a entassé à Champgrenon et à Rambuteau une masse immense de documents de toute espèce : livres, brochures, cartes, dessins, caricatures, publications officielles, comptes rendus financiers et autres, de sorte

qu'il possède trois ou quatre bibliothèques spéciales que l'on serait tout étonné de trouver dans cette solitude. Il a une collection de tous les ouvrages dramatiques représentés avec succès à Paris depuis cinquante ans. Il réunit à ces œuvres théâtrales les costumes du temps, les caricatures, si bien qu'à l'aide de cet énorme mémento on peut retrouver tout à coup l'histoire d'une époque déterminée. C'est de l'esprit d'ordre, de la prévoyance, quelque chose qui ne brille guère que par l'utilité, mais enfin c'est toujours cela; tant d'autres n'ont même pas ce talent!

M. de Rambuteau parle avec une extrême facilité; je le savais déjà, et sous ce rapport sa faconde n'a pas peu servi sa fortune. Il a toujours su se tirer d'affaire dans les occasions où il était utile de prendre la parole; la phrase, un peu monotone, est abondante, coulante, sans beaucoup de relief, mais assez correcte; et, à ce sujet, je ne puis me dispenser de traiter un petit chapitre de chronique contemporaine. Comment se fait-il que M. de Rambuteau, bon gentilhomme, élevé avec soin en toute chose de bonne compagnie et toujours occupé de grandes affaires dont il se tirait honorablement, comment se fait-il qu'un personnage de cette valeur ait été en butte à une accusation d'incapacité intellectuelle, d'éducation incomplète, au point qu'on ait mis sur son compte tant d'anecdotes désopilantes?

Les petits journaux ont prêté au préfet de la Seine des fautes d'orthographe fort singulières que je ne voudrais pas répéter ici, car ces sortes de calomnies plaisantes laissent toujours une trace, et, à mon avis, il n'est pas bien de leur donner de la consistance par une publicité de mauvais aloi. Pour mon compte, je n'ai entendu sortir de la bouche de ce personnage aucun mot altéré dans sa forme ou sa prononciation; je n'ai constaté aucun accident de langage, même alors

que la familiarité eût pu le porter à se départir des rigueurs de la grammaire. Mais il a été un temps à Paris où les petits journaux travaillaient avec ardeur et persévérance à démolir tout pouvoir.

Qui ne se rappelle les quolibets sur la parcimonie de Louis-Philippe, cet éternel sujet de médisances envenimées que l'ennemi répétait chaque jour et qui préparait de loin les catastrophes de la République? M. de Rambuteau a subi cet affront, qu'il partageait avec le roi, avec M. Dupin, M. Leguier; le malin public littéraire prêtait à l'un des fautes d'orthographe, à l'autre des actes d'avarice, à celui-ci des calembours, à cet autre des propos grivois, de sorte que ces chefs de l'Etat, de la ville, du barreau et de la magistrature, sans cesse attaqués, bafoués, perdaient peu à peu tout pouvoir sur les masses et devaient bientôt disparaître dans la tempête qui engloutissait l'Etat et ses meilleurs serviteurs. M. de Rambuteau nous a dit qu'il avait fait bien des avances aux journalistes, mais uniquement dans l'intérêt de la ville. Il désirait qu'on rendît compte de tout ce qui se faisait pour Paris. Jamais il ne lui arriva de réclamer pour une allégation qui ne touchait que lui.

Il dit aussi qu'il n'a jamais refusé sa porte à personne dès l'instant qu'il s'agissait des affaires de la capitale, à quelque degré que ce fût. Le plus souvent il se promenait seul ou avec l'une de ses filles, dès le matin, dans les quartiers les plus populeux, là où l'on faisait des travaux; il écoutait tous ceux qui voulaient lui parler; il recueillait ainsi des renseignements sur les choses en projet, renseignements souvent entachés d'égoïsme, chacun prêchant pour son saint, mais qui se contrôlaient mutuellement et, en somme, servaient souvent de base aux plus importantes décisions prises par le conseil municipal. On sent en M. de Rambuteau une sorte de sultan comme Haroun-al-Raschid des *Mille et une nuits*, voulant tout voir, se prenant au sérieux

comme seigneur et maître de la ville de Paris, disant mes ponts, mes quais, mes hôpitaux, mon octroi; et tous ces pronoms possessifs n'ont rien de ridicule dans la bouche de cet administrateur zélé et paternel. Si j'avais la mémoire des chiffres, je pourrais consigner ici bien des choses importantes qui jaillissaient en foule dans les souvenirs de M. le préfet; mais espérons que ce digne homme donnera un jour quelques chapitres substantiels de l'histoire municipale. Il y a surtout un point intéressant que j'aurais voulu retenir avec exactitude.

Ainsi les recettes journalières de l'octroi de Paris, le chiffre des engagements au Mont-de-Piété, sont deux grands avertisseurs de la situation physique et morale de la capitale. Cela annonce l'activité des travaux, la gêne ou l'aisance des ouvriers, la nécessité de faire des travaux publics, de stimuler l'industrie particulière ou de ralentir cette source de produits quand il y a surabondance. Mais assez d'économie publique et locale. Je voix que je tourne au municipal, et, comme je ne me sens aucune vocation pour tout cela, je passe outre. M. de Rambuteau a la passion des fleurs; il m'a montré les serres chaudes, dans lesquelles j'ai trouvé beaucoup de plantes rares. On voit que le seigneur châtelain est en rapports avec Cels, Kesler, Lemiche et autres horticulteurs de première volée.

Les serres tempérées ne sont pas moins grandes et bien meublées; enfin il y a en plein air en ce moment une masse énorme de plantes, d'espèces, de variétés, tout ce qui constitue la joie de l'amateur, des roses à n'en plus finir, des azalées, des rhododendrons, des fuchsias, des bruyères, des calcéolaires, enfin tout le bagage de nos florimanes parisiens. Il a paru enchanté de trouver en moi un admirateur passionné à l'occasion de ces belles choses. Il m'a débité avec un imperturbable sang-froid une foule de noms techniques,

latins ou grecs, dont je ne garantirais pas l'exactitude, mais qui prouvent du moins un goût réel pour cette végétation exotique ou indigène. Il est à noter que M. de Rambuteau, qui a presque besoin d'un guide partout ailleurs que chez lui, marche d'un pas ferme dans ces serres tortueuses, franchit sans hésiter une foule de petits escaliers où j'avais quelque peine à trouver ma route; enfin, j'ai vu que ces serres sont un séjour de prédilection pour lui, et je lui en fais bien mon compliment. A propos de ses sept ou huit mille volumes sur toutes les parties de la littérature, nous avons su que ce voisinage était largement mis à profit par M. de Lamartine. Celui-ci n'a pas de livres. Il emprunte aux bibliothèques publiques et particulières les auteurs dont il a besoin. Dès qu'il s'est agi de l'*Histoire de l'empire ottoman*, il a été fait un appel aux collections de l'ancien préfet, et Champgrenon a expédié à Monceaux une masse d'ouvrages de voyages, de récits sur les affaires d'Orient. M. de Rambuteau, en me citant Chardin, Tavernier, Belon, Tournefort et une foule d'autres orientalistes, m'a prouvé qu'il connaissait les sources où devait puiser son voisin, et en diverses autres matières j'ai pu voir que le respectable préfet de la Seine était plus véritablement instruit que la plupart des gens qui s'amusaient à ses dépens.

Comme trait de caractère, je ne veux pas omettre ce fait : il y a près des serres une basse-cour bien peuplée; or, ces volatiles connaissent si bien leur maître, que tous accourent dès qu'ils le voient, viennent manger dans sa main le pain qu'il leur égrène; confiance qui implique une habitude bienveillante, un soin paternel de bon fermier connu de toutes ses bêtes, également attentif à leurs besoins, et chéri en proportion de sa bonté tutélaire.

Le verger, le potager, sont superbes. Du milieu d'une

belle allée, on aperçoit un vaste horizon qui comprend Mâcon et jusqu'aux montagnes des Alpes. Souvent, par un beau jour, on aperçoit la cime du mont Blanc et ses neiges éternelles teintes en rose par les premiers feux du jour. Et cependant il y a bien quarante lieues de Champgrenon à Chamonix !

La promenade dans le parc a duré longtemps, nous avons visité beaucoup de belles choses : une glacière superbe couronnée d'un pavillon rustique de la plus grande élégance, une petite chapelle où M. de Rambuteau a été baptisé, où il a fait sa première communion, où il a été marié, je crois; séjour heureux peuplé de ses plus chers souvenirs. J'y ai vu, soit dit en passant, un bon tableau de Pérugin, le maître de Raphaël, représentant une *Sainte Famille.* Tout cela est bien tenu, soigné. On voit que la famille est là; tout y atteste la présence habituelle des maîtres.

Enfin nous avons pris congé de notre cher préfet, emportant de bonnes paroles, une invitation pressante de revenir passer quelques jours à Champgrenon l'an prochain.

On a dit que M. de Lamartine, poursuivi par des créanciers tenaces, aurait dû être l'objet, de la part du roi Louis-Philippe, d'un acte de munificence souveraine ou d'un calcul privé : cinq cent mille francs donnés à propos auraient pu dans un moment opportun rattacher le poète à la cause du gouvernement constitutionnel de Juillet. Il fallait à tout prix enlever ce génie embarrassé aux séductions de l'opposition factieuse; il fallait lui ôter tout prétexte à des actes compromettants; un tel homme qui brûle ses vaisseaux, c'est un malheur pour lui, pour tous; c'est un ange qui va tomber : il faut le relever à ses propres yeux, l'arracher à la tentation du tribun populaire. On ne sut pas agir auprès de M. de Lamartine alors qu'il en était temps, qu'il y avait urgence; les dettes se sont accu-

mulées, les besoins sont devenus plus impérieux; il n'est plus resté que la ressource des aventures; le trouble public était un refuge pour ce naufragé. Aussi, quand le moment est venu de se prononcer, quand, en février 1848, à la Chambre des députés, Mme la duchesse d'Orléans se réfugiait au milieu des représentants de la nation; quand d'un mot on pouvait donner un trône, le poète, qui occupait la tribune, qui était le maître de la situation, ne dit pas ce mot; il retint l'enthousiasme des députés, il insinua qu'il fallait se défier des entraînements du cœur, et la République fut proclamée à l'instant. Qui l'a poussé à cette action? Etait-ce, comme l'ont dit ses ennemis, pour sortir de ses embarras?... misérables liens des héros de Lilliput, retenant captif le géant endormi.

Hélas! si cette assertion était vraie, qu'il y aurait un terrible compte à rendre pour l'homme en question, et que la postérité lui devrait de malédictions! Combien je préfère l'opinion qui laisse à l'homme toute son auréole! L'ambition me paraît un plus noble but; le poète sentait la faveur populaire, les élections lui promettaient merveilles, il voyait grandir son influence, la gloire parlementaire le conduisait à tout; plusieurs millions de suffrages l'enivraient de leurs acclamations; il entrevoyait le trône; il allait succéder aux fils de saint Louis et de Charlemagne, une nouvelle race allait gouverner la France. C'étaient le génie, la beauté, le talent et l'audace qui plaçaient sur une seule tête la plus belle couronne du monde; donc il faut pardonner cet éblouissement auquel nul homme n'eût pu résister.

Il a toujours cédé à des mouvements soudains, éclairs spontanés de sa nature aventureuse, hasards auxquels il s'abandonne avec délices, persuadé que le destin a fait un pacte avec lui et qu'il ne peut tomber dans aucun précipice, tant les bons anges le protègent. Il a foi

en son étoile, et c'est là l'excuse des héros illuminés. Il ne croit pas pouvoir faillir, tant sa nature exceptionnelle a droit à des privilèges. « Dieu, disait Bassompierre, regardera à deux fois avant de damner un homme comme moi. » M. de Lamartine est convaincu que la postérité n'osera le blâmer, à plus forte raison ne le condamnera pas. Faut-il donc se contenter d'applaudir le bien et de pallier ce qui est mal? Le grand homme serait fort étonné que l'on procédât autrement. Il compte sur les immunités du talent et du génie; il se réfugie peut-être dans le sanctuaire de ses intentions. Or, qui osera le poursuivre jusque-là, scruter ce domaine sacré? Pour moi, je consens à m'abstenir par égard pour un Français qui vaut mieux que sa réputation, qui a toutes les naïvetés de l'orgueil, tout l'enfantillage du génie. Rien ne l'étonne de ce qui lui arrive : les succès sont choses dues, les revers sont une vengeance du destin, le monde et Dieu ne s'occupent que de lui, l'humanité gravite en silence dans son orbite; soleil radieux qui entraîne ses satellites, comment voulez-vous que les lois éternelles de la matière puissent déranger sa marche triomphante? J'aime assez, je l'avoue, cette confiance en soi. C'est un type achevé, quelque chose d'absolu, Satan lui-même, qui ne peut reconnaître une tête plus haute que la sienne. Mais en voilà assez. Je cesse mon analyse, tout prêt à la reprendre l'un de ces jours.

Dernièrement, un journal, je ne sais lequel, s'est avisé de confier à ses abonnés, avec l'injonction : « Qu'on se le dise! » que M. de Lamartine venait de recevoir par acte authentique un don de vingt-cinq mille livres de rentes. Cette nouvelle trouva des crédules. On ajoutait que le poète, voulant faire une bonne œuvre, disposait d'une somme de cent mille francs en faveur des pauvres. C'était superbe, comme on le voit. Rien n'y manquait que la vérité. Cela a eu un tel éclat que depuis

son éclosion M. de Lamartine a reçu chaque jour un certain nombre de lettres, ayant pour but de lui demander une part du cadeau destinée aux nécessiteux. Pendant que nous causions auprès de son lit, un valet de chambre apporta un de ces plis intéressés; M. de Lamartine flairant la pétition nous dit : « Encore un demandeur! Encore un amateur! Si, du moins, ils prenaient la peine d'affranchir leur lettre! mais ce serait prouver qu'ils ne manquent pas d'argent! » Et la lettre fut remise non ouverte sur la table de nuit.

Cela me rappelle qu'à l'époque où M. Orfila fit don d'une somme de cent vingt mille francs à diverses corporations savantes, on lui écrivit de toutes parts des lettres contenant ce bel argument : « Puisque vous êtes assez riche pour donner tant d'argent, vous devez l'être assez pour m'en donner, à moi, qui en ai si grand besoin, etc. » M. de Lamartine ne prend pas de grands airs en parlant de ce canard à son intention, mais il ne m'a pas paru fâché d'être ainsi mis en scène. Les hommes habitués à occuper le public ont besoin qu'on parle d'eux, n'importe à quelle occasion; absurde ou non, ce bruit leur plaît, et ils supportent mal le silence. Si la Renommée a cent trompettes, ils souffriraient à ce compte de n'en occuper que quatre-vingt-dix-neuf, tant est grande la soif de gloire, de publicité; tant il y a de séduction dans cette tendance de la foule à se porter vers un lieu dont on est le centre. En somme, je suis enchanté de ma visite à Monceaux; elle m'a mis à même de voir de près un homme qui a joué un rôle considérable dans notre histoire politique et littéraire depuis vingt-cinq ans, un homme qui aura une place importante dans la galerie des illustrations contemporaines.

Dirai-je que j'ai trouvé en M. de Lamartine quelque chose de mieux que ce que j'avais prévu, un motif suffisant pour amender ma manière de penser à son égard? Non, sans doute, je n'ai rien à retrancher de mes juge-

ments, si rigides qu'ils soient, mais enfin il doit m'être permis de dire que cet homme, d'une grande et belle organisation, a les qualités de ses défauts, et réciproquement. Le poète est son trait dominant, il ne voit que le côté brillant des choses; il met de l'imagination partout, il colore les objets pour les admirer, il exhausse tout, afin de mettre tout de niveau avec son propre piédestal.

La vérité des faits, la réalité des choses, ne passent qu'après l'effet qu'il cherche dans le rapport des idées ingénieuses ou saillantes. Il aime mieux sa propre création que celle qui se trouve toute faite dans la série des événements contemporains. Il se croit volontiers historien lorsqu'il n'est que romancier, comme il se croit homme politique quand il n'est qu'acteur, s'improvisant un rôle brillant, posant devant le public et cherchant à faire le plus d'effet possible. En tout il a des impressions fugitives. Il n'a jamais eu d'amour, mais il a eu beaucoup de caprices, de fantaisies, ou plutôt il s'est laissé aimer, adorer, bien convaincu que ce culte dont il était l'objet n'était qu'un légitime hommage rendu à ses mérites. Nature expansive, sans passion, le cœur logé dans la tête, langue dorée au service d'un esprit taillé à mille facettes, miroir rayonnant où viennent se prendre les femmes, les alouettes, le peuple et les papillons. On le dit bon, généreux, humain, quand il y pense et qu'il en a le temps; mais cet homme, qui a tant de rivaux et pas un égal, est jugé si diversement qu'on doit accueillir avec une réserve extrême ces opinions hostiles jusqu'à la calomnie ou favorables jusqu'à l'adulation. Enigme pour la plupart, peut-être pour lui-même, il vaut suivant les circonstances, le moment, l'inspiration, tantôt grand comme les cèdres antiques, tantôt humble et rampant comme l'hysope du roi Salomon.

3 octobre 1854.

Mgr Clausel de Montale, qui a plus de quatre-vingt-dix ans, vient de publier une brochure pleine de verve. Elle est adressée au pape à propos de l'empiétement des ultramontains; c'est le langage sévère d'un pasteur de l'ancienne Eglise anglicane, et M. le chancelier a fait un chaud éloge de cette œuvre nouvelle du vénérable personnage. Les Clausel étaient trois frères : celui-ci, un autre qui a été général des trappistes en Espagne et enfin M. Clausel de Coussergues, député sous la Restauration, ardent légitimiste; en somme trois têtes de l'ancien régime, originaires de l'Aveyron comme les Bonald et autres écrivains de cette trempe. Il a été question de ce concile assemblé à Rome en ce moment pour s'occuper d'une question délicate; des gens sincèrement pieux regrettent cette occasion de controverses irritantes, les journaux s'occupent de ces matières scabreuses; *la Presse*, tout récemment, a publié un article déplorable; les *Débats* en ont imprimé trois, assez sages, il est vrai, mais qui suffisent pour montrer toutes les difficultés d'une affaire semblable.

3 octobre 1854.

L'autre soir après dîner chez M. le chancelier, le maître de la maison est venu de mon côté; il m'a dit : «Que cherchez-vous là?» Et comme je lui montrais un magnifique exemplaire de mon favori, Horace, il l'a pris et a dit avec sensibilité : «Je ne puis plus lire, malheur auquel il faut s'habituer, mais j'ai encore un grand bonheur à me promener dans cette pièce; je tâte, je sais encore où trouver mes amis les plus chers, je me fais lire quelques passages, et, en sentant sous ma main ces beaux ouvrages que j'ai tant feuilletés, je

me trouve heureux. Il n'y a pas d'ennui, de chagrin qui résiste à ce remède. La première chose que j'ai faite en achetant cette maison, ç'a été de m'occuper du logement de mes livres; j'ai voulu qu'il fût beau, digne d'eux; je ne venais ici qu'en seconde ligne. »

M. Pasquier aime le whist. Une table a été installée et le sort m'a fait son partner. Il joue bien, le jeu l'amuse, et quand, après partie, revanche et belle, nous avons encaissé 60 centimes, prix de six fiches gagnées à la pointe de l'épée, il s'est montré très satisfait de mon talent, a-t-il dit, mais plus encore, je le sais, de mon attention à lui indiquer les cartes qu'il voit à peine. Et puis, le thé se trouvant servi, le duc a prié Mme de Gisors d'en faire les honneurs; nous avons pris place dans le petit boudoir, où la causerie a été vive et gaie.

3 octobre 1854.

Nous allions rentrer dans le salon, lorsque le chancelier, me prenant par le bras, m'a dit : « Voulez-vous, docteur, me faire le plaisir de lire un petit travail que je viens de dicter ces jours passés ? » Sur ma réponse empressée, le duc a envoyé prendre dans son cabinet un grand portefeuille d'où il a tiré divers cahiers manuscrits. J'ai lu les titres, et il s'est arrêté à un morceau intitulé : *De l'Influence du règne de Louis-Philippe sur les premiers temps de la révolution de 1848.* Fort heureusement, l'écriture, assez grosse, est lisible. Je jette un coup d'œil sur ces grandes pages, je constate qu'il y a points et virgules, de grandes lettres au commencement des phrases, bref tout ce qui sert de points de repère au lecteur novice.

Bien assis près d'une table, avec deux bougies ornées d'abat-jour, je commence, ayant tout près de moi l'auteur de cet ouvrage qui m'écoute avec une attention

non moins grande que celle de nos autres auditeurs. Il s'agit dans ce travail de démontrer que la révolution républicaine de 1848 n'est pas devenue réactionnaire et sanglante parce que les démagogues arrivés si subitement au pouvoir ont subi sans s'en douter l'influence des habitudes d'humanité, de douceur, qui étaient dans le cœur du roi Louis-Philippe et qui ont prévalu contre les sévérités de la justice. Il n'y a eu, en dix-huit ans de complots contre la vie du roi, que cinq exécutions capitales : Fieschi et ses deux complices, puis Alibaud et Lecomte, et ces choses ont été si justes, si nécessaires, que personne, après 1848, n'a récriminé. On n'a jamais attaqué les jugements de la Cour des pairs. Tout le monde a su qu'il a fallu faire subir une sorte de violence morale au roi pour l'empêcher d'user de son droit de grâce. Il a sauvé la vie de Barbès, et cela tout simplement parce qu'il avait une répugnance extrême à faire couler le sang, lors même que le crime du condamné était digne du supplice.

Cette mansuétude a si bien prévalu qu'elle est devenue coutume, on s'est habitué à ces douceurs si charitables, et les républicains, arrivés au pouvoir, ont trouvé un pays qui répugnait aux violences, même légales. Les hommes ardents qui régnaient alors, et qui auraient volontiers frappé de grands coups pour réduire les partis contraires, n'ont pas osé en venir à des violences; ils sentaient que ces manières soulèveraient des répugnances et leur feraient tort. M. le chancelier, qui, en qualité d'ancien président de la Cour des pairs, avait condamné tant de complots, devait craindre une réaction toute personnelle, aussi jugea-t-il prudent de quitter Paris. Réfugié à Tours, il n'y fut pas inquiété, et il ne tarda pas à voir la preuve de cette influence de la bonté du roi Louis-Philippe.

M. le chancelier a soutenu cette thèse avec un talent réel; on trouve dans ses appréciations de la netteté,

de la précision, même de la vigueur, et de temps en temps le style s'élève, la phrase est généralement abondante et nourrie, les idées sont méthodiquement rangées, bien enchaînées; la démonstration gagne en force et en clarté à mesure que l'on arrive vers la fin de ce travail; c'est évidemment l'œuvre d'un esprit lucide, méthodique; il n'y a ni dureté ni véhémence; on sent à travers tout cela un calme sage, une prudence maîtresse de son sujet et d'elle-même; on voit que la tête est d'aplomb, et le talent d'écrivain, qui n'affecte ni recherche ni prétention, est de la meilleure école.

Le peuple, délivré de douze cents ans de servitude, s'agite, brise tout, dévore ceux qu'il considérait comme ses ennemis. Mais, à partir de ce moment, son caractère féroce se calme, l'éducation politique améliore sa nature impétueuse et barbare; on commence à douter du droit de tuer, on respecte la vie des hommes, les mœurs se perfectionnent, le Code pénal s'adoucit. L'empire occupe tout le monde à la guerre, mais quand cesse cette tuerie savante, la Restauration s'installe; la politique réactionnaire et sanglante se retrouve encore à Avignon, à Toulouse, à Saumur, seulement cela n'a qu'un temps et le règne de Louis-Philippe efface pour jamais ces violences légales ou non. Dix-huit ans de douceur détruisent ces traditions vengeresses. On soigne les prisonniers, on fait de l'humanité en excès peut-être, mais enfin ce sentiment charitable domine la société, et dès lors il n'y a plus moyen de jouer avec le glaive de la loi. Les socialistes les plus ardents, s'ils avaient tenu le pouvoir, n'auraient pu frapper leurs ennemis; le sentiment public eût fortement répudié ces cruautés; Barbès lui-même eût été contraint de reculer devant cette tendance des esprits à la bienveillance.

Un ancien secrétaire de M. Pasquier, l'un de nos

convives, employé au ministère de la justice, nous raconte qu'appartenant dans ce ministère à la division des grâces, il a eu l'occasion de voir tous les dossiers des gens condamnés à mort. Le roi Louis-Philippe a très souvent usé de son droit de grâce ou de commutation de peines. Il examinait attentivement toutes les pièces, les annotait de sa main, et souvent, dans ce travail, il a montré non seulement un esprit de charité des plus vifs, mais encore une sagesse merveilleuse, appréciant les actes, leurs intentions, leur moralité; indiquant les excuses, les circonstances atténuantes; modérateur suprême des rigueurs légales, cœur généreux, compatissant aux misères, aux faiblesses de l'humanité, toujours prêt à pardonner, surtout quand il était personnellement en jeu.

Jamais homme n'a porté plus loin ce sentiment d'indulgence; et s'il était permis d'argumenter ainsi, si les procédés habituels d'un homme pouvaient être appréciés à ce point de vue, on pourrait dire que le roi avait bien souvent failli, puisqu'il était si indulgent pour autrui; il devait sentir le besoin du pardon, lui qui l'accordait si aisément aux autres; il avait donc beaucoup à se reprocher, puisque les criminels étaient à ses yeux si facilement excusables.

Le succès de la première lecture a engagé M. le chancelier à en tenter une seconde. Il a tiré de son portefeuille un autre morceau intitulé : *la Vérité sur l'affaire du marquis de Favras.* Voici ce dont il s'agit. Au commencement de la grande Révolution, un gentilhomme du nom de Favras fut pendu sur la place de Grève pour avoir comploté contre la sûreté de l'Etat. Il voulait délivrer Louis XVI alors prisonnier. Il avait, dans ce but, enrôlé un certain nombre de volontaires destinés à composer une sorte de légion, pour sauver

le roi et la monarchie. Cette organisation avait dû se faire avec l'assentiment de Monsieur, frère du roi (depuis Louis XVIII); mais celui-ci, au dire de M. Droz, de l'Académie française, aurait nié toute participation à cet acte et aurait ainsi abandonné son agent à la rigueur de la loi.

Il y a eu à ce sujet plus d'une polémique ardente de 1815 à 1820, et c'est pour éclairer cette affaire que M. le chancelier a écrit un chapitre d'histoire rétrospective. Ce travail a été lu par l'ancien secrétaire, qui s'en est fort bien acquitté. M. Pasquier dit à peu près ce qui suit : « Il y avait à Paris, en 1787, un gentilhomme nommé de Favras, sans fortune, ambitieux, remuant, une sorte de chevalier d'industrie, en quête des moyens de se faire une position. A cette époque, il avait été question de transférer l'Hôtel-Dieu à l'île des Cygnes, vers le Gros-Caillou. Cette mesure était l'objet de vives controverses. Le marquis de Favras avait chaudement épousé ce projet, il en parlait sans cesse, et, comme l'édit qui devait ordonner cette mesure devait être enregistré au Parlement, notre homme visitait tous les membres de ce corps judiciaire. Il vint quelquefois chez mon père, dit M. le chancelier; je me rappelle avoir dîné à côté de lui, et quand le repas était fini, il étalait sur une table du salon des plans du nouvel édifice, exposant avec beaucoup de chaleur les avantages qui devaient en résulter suivant lui. Ces visites le mirent en relation avec des hommes influents, et comme la Révolution, qui éclata bientôt, anéantit ce grand projet de l'Hôtel-Dieu, le marquis de Favras dut songer à autre chose. Le roi Louis XVI, contraint de venir habiter les Tuileries, tomba bientôt entre les mains de ses mortels ennemis. Les gens un peu clairvoyants apercevaient sans peine la fatale issue de ces violences démagogiques.

Le marquis de Favras, très ardent royaliste, conçut

le projet de venir en aide au souverain menacé, et tout porte à croire qu'il soumit son plan à Monsieur. Les enrôlements commencèrent, mais comme il fallait s'adresser à beaucoup de gens dont la prudence et l'honnêteté n'étaient pas des plus grandes, la chose fut bientôt dénoncée et le pauvre marquis fut mis en prison. A cette époque, le pouvoir judiciaire fonctionnait encore d'après les anciennes coutumes. Il y avait au Châtelet un tribunal investi du droit de juger sans appel les causes ayant pour objet les complots contre la sûreté de l'Etat, et comme le président de cette cour exceptionnelle était un homme d'une intégrité parfaite, on le destitua et on nomma à sa place un M. Talon, conseiller au Parlement, homme avide de considérations, de mœurs faciles et fort disposé à l'intrigue. Le procès du pauvre marquis fut fait, et une condamnation capitale semblait imminente; pourtant l'accusé, se faisant illusion sur sa position, croyait à l'intervention efficace de Monsieur. Il écrivit un mémoire dans lequel il exposait sa conduite, ses rapports avec le prince; mais, avant de le produire devant le tribunal, il eut la pensée de le communiquer au président Talon, qu'il savait royaliste. Celui-ci détermina M. de Favras à ne pas lire sa défense, à lui confier son mémoire sous prétexte de le montrer au prince; ce qu'il fit en effet.

Monsieur, se trouvant très compromis par cette déclaration, alla aussitôt à l'Hôtel-de-Ville et rejeta énergiquement devant l'Assemblée municipale toute participation aux menées du marquis. La condamnation eut lieu. Mais il faut ajouter que le marquis de Favras n'était pas le seul inculpé par-devant le Châtelet. M. de Bezenval, secrétaire des commandements de la reine (1), et un M. Audouard (je crois), tréso-

(1) Le baron de Besenval, général suisse au service de la France, né à Soleure en 1722, mort en 1771, dut sa brillante fortune à la protection de Marie-Antoinette.

rier de l'Epargne du roi, avaient été incarcérés comme conspirateurs en même temps que le marquis. Or, ces deux personnages (dont je ne mets peut-être pas bien les noms et dont j'estropie les qualités) étaient l'objet de démarches très instantes auprès des juges; ils avaient des amis puissants, mais le tribunal, dominé par la pression révolutionnaire, comprenait la nécessité de se montrer sévère pour ces ci-devant privilégiés.

Des trois prisonniers, le moins connu, le moins intéressant, le moins recommandé était le pauvre marquis; aussi porta-t-il l'endos de ces misères. Le jour venu, il fut conduit en Grève, et là, devant l'Hôtel-de-Ville, des magistrats placés suivant la coutume reçurent les derniers aveux de celui qui allait mourir. M. de Favras espérait toujours, il prolongeait ses révélations aux juges; la scène dura deux heures; enfin, rien ne venant, le bourreau fit son office. Quand on annonça au prince l'exécution du marquis, il s'écria : « A-t-il parlé? » Et sur la réponse négative, il poussa un long soupir de contentement. Ainsi finit ce pauvre diable, sacrifié par ceux qui auraient dû l'aider, victime obscure de quelques lâchetés.

Ce M. Talon avait une fille qui fut Mme du Cayla. Elle plaida en séparation avec son mari, devint l'amie de plusieurs personnages; elle était charmante et spirituelle. Au mieux avec le duc Decazes, elle fut présentée par lui à Louis XVIII, et c'est d'elle que l'on a dit : « Entrée en suppliante dans le cabinet du roi, elle en sortit en souveraine. » Mme du Cayla a conservé assez longtemps les bonnes grâces du monarque; elle s'en servit habilement pour sa fortune et celle de sa famille. Elle eût voulu réhabiliter son père, mais le roi avait de trop bonnes raisons pour ensevelir cette affaire dans le silence.

7 octobre 1854.

J'ai dîné mercredi chez Mme de Boigne. J'ai trouvé chez elle le chancelier fort bien portant, très gai, de bonne humeur, fort agréable convive sous tous les rapports. Mme la duchesse de Galliera était là, et comme j'étais son voisin à table elle a bien voulu rappeler notre précédente entrevue à Trouville avec beaucoup de bonne grâce. Cela m'a mis à l'aise. J'ai beaucoup causé avec la noble dame, sur un ton de gaieté qui me va fort, de sorte que l'heure consacrée à ce banquet m'a paru bien courte. Il y avait aussi Mme la comtesse de Flavigny, femme très aimable qui a publié, dit-on, un joli livre d'éducation à l'usage de sa fille. J'ignorais cette particularité, malheureusement, car j'en aurais profité; mais nonobstant j'ai causé avec cette dame, qui est grosse et grasse, très vive, gaie, rieuse et de fort bonne compagnie. Elle est, dit-on encore, dans des sentiments de haute piété, mère et grand'mère, et vraiment charmante. Elle est de Fezensac, fort apparentée avec tout le faubourg Saint-Germain; son mari est député actuellement; il a été un peu dans la diplomatie, et je serais bien trompé si la dame n'est pas un bien meilleur ambassadeur que son époux. Cela se voit très souvent ainsi. Je crois que les femmes ont généralement plus de finesse d'esprit, de pénétration que les hommes. Ces deux dames et la maîtresse du logis, voilà tout pour le beau sexe. En hommes, il y avait M. le chancelier, M. de Gisors, un monsieur dont je ne sais pas le nom, fils d'un ancien ami de M. le duc Pasquier.

En arrivant, Mme de Boigne (1) m'a tendu la main,

(1) Comtesse de Boigne, née à Paris en 1780, morte en 1866. Son salon, de même que ceux de Mmes Récamier et de Rumford, fut longtemps le rendez-vous d'une élite. Guizot a écrit : « Avec moins d'appareil mondain que Mme de Rumford et par l'agré-

assez grande faveur, paraît-il, dans ce monde haut huppé. La comtesse m'a reproché doucement de l'avoir négligée depuis notre voyage de retour; je me suis défendu en disant que j'étais venu savoir de ses nouvelles deux jours après son arrivée à Paris; j'avais parlé à son valet de chambre, et il avait été chargé par moi de présenter mes hommages à sa maîtresse.

« On ne me l'a pas dit. — J'en suis désolé, mais je ne suis pas coupable. » Ces petites hostilités ont amené une bonne paix. Quand on a annoncé le dîner, Mme de Boigne m'a pris le bras, et elle m'a placé à sa droite à table. J'étais donc évidemment le favori. Je m'en suis aperçu aux gracieusetés des dames. En somme, la soirée a été bonne pour moi, et le dîner excellent. Les domestiques me connaissent, ils sont charmants pour les convives en faveur auprès des maîtres. Après le festin, on est passé au salon, charmante petite pièce bien confortable où nous avons causé; je me suis assis sur le petit divan de la dame, tout près d'elle; j'ai admiré un beau groupe représentant Jeanne d'Arc à cheval, venant de terrasser un Anglais, œuvre de la princesse Marie. Il y avait sur la cheminée deux groupes de vieux sèvres, pâte tendre, avec des médaillons des plus délicats; c'est chose rare et précieuse, qu'on ne trouve guère que dans ces maisons : cela doit être un cadeau royal. Ajoutez des tableaux de choix, des pièces d'argenterie très bien ciselées, des émaux, des bronzes, tout

ment de son esprit, à la fois sensé et fin, réservé et libre, la comtesse de Boigne attirait un petit cercle d'habitués choisis et fidèles. Élevée au milieu de la meilleure compagnie de France et d'Europe, elle avait tenu pendant plusieurs années la maison de son père, le marquis d'Osmond, successivement ambassadeur à Turin et à Londres. Sans être le moins du monde une femme politique, elle prenait aux conversations politiques un intérêt aussi intelligent que discret; on venait causer de toutes choses avec elle et autour d'elle, sans gêne et sans bruit. » (*Mémoires pour servir à l'histoire de mon temps*, t. II, p. 241.)

ce qui fait l'ornement des maisons anciennes et nobles.

M. Pasquier, qui a vu naître Mme de Flavigny, l'a beaucoup plaisantée et taquinée sur la passion qu'elle a inspirée à M. de Salvandy. Celle-ci s'y est prêtée de la meilleure grâce. Elle a raconté que tout récemment, allant voir M. Molé à Champlâtreux, M. de Salvandy a voulu absolument la conduire dans sa voiture, voiture excellente, cheval *idem*, devant aller chez M. Molé en deux heures à peine. Hors de la barrière le cheval se cabra, devint si rétif qu'il fallut le conduire par la bride pendant un temps infini, si bien qu'il y eut un retard de plusieurs heures. J'ai prétendu que c'était chose arrangée d'avance, que M. de Salvandy voulait prolonger le tête-à-tête; M. Pasquier a dit là-dessus des choses fort piquantes et très aimables.

Mme de Flavigny se défendit avec ardeur, mais nous avons tant ri de cette aventure que le complot du grand ministre a été regardé comme constant. Nous avons beaucoup parlé de M. Bretonneau, célèbre médecin de Tours. Mme de Flavigny, qui a une terre à quelques lieues de cette ville, a eu souvent l'occasion de recourir aux conseils de cet excellent praticien, aujourd'hui chargé d'années; il ne veut plus faire de médecine. Il est à peu près inaccessible aux consultants et élude les visites par mille moyens des plus originaux; on ne peut parvenir à lui parler maladie, et de là des scènes fort plaisantes. Mme de Flavigny est un peu entichée de l'homéopathie; elle avouait un jour sa faiblesse au vieux médecin de Tours, qui lui dit : « Je respecte vos croyances, madame, faites-moi grâce de vos crédulités ! » J'ai trouvé dans cette tête intelligente un singulier mélange d'idées justes et de spéculations sans base.

Tous les gens du monde, même les mieux doués, sont enclins à glisser sur cette pente, à accepter le bon et le mauvais avec une faveur égale. Demandez donc

de la raison au peuple? La dame fait beaucoup de médecine dans sa terre, elle donne à la fois la consultation et le remède. Tout récemment, une pauvre vieille venue pour demander aide reçut un petit paquet de je ne sais quelle drogue; fouillant dans sa poche, elle demande à la dame ce qu'elle lui devait. « Un *Pater* et un *Ave*, ma bonne mère, c'est tout ce qu'il me faut. » Ces guérisseuses sont convaincues qu'elles font une bonne œuvre en frappant ainsi à tâtons sur la maladie et plus souvent encore sur le malade. Si on leur fait la guerre à propos de cet exercice illégal de la médecine, elles se réfugient derrière leurs bonnes intentions.

La charité s'aveugle elle-même. Les religieuses hospitalières dans les campagnes tuent pieusement bien des pauvres gens qu'un bon avis eût rendus à la santé. Blâmez ces pratiques, on crie à l'intolérance; vous attaquez de saintes femmes qui, sous prétexte de soins gratuits, ruinent les médecins de la localité et contribuent à rendre les maux incurables. J'ai discrètement touché cette corde avec la noble dame, mais allez donc convertir une personne qui s'absout elle-même et croit faire œuvre pie. Il n'y a pas longtemps, Mme de Flavigny, après mille pourparlers, obtint une audience de M. Bretonneau. Il s'agissait d'un cas grave : le jeune fils de la dame, âgé de quinze ans, était menacé de maladie de poitrine; sa voix, altérée profondément, indiquait une affection du larynx, une phtisie.

M. Bretonneau surprit énormément la dame en lui annonçant que le jeune homme n'en mourrait pas, que sa voix muait... « Je n'avais, jusque-là, élevé que des filles, me dit la dame, je ne connaissais pas ce changement. Le docteur s'est moqué de moi tout à son aise. » L'anecdote m'a paru caractéristique.

J'ai appris par Mme de Flavigny que mon cher marquis (M. de Saint-Aulaire), appelé à Etiolles par dépêche, était arrivé hier chez son père. L'état singulière-

ment grave de Mme de Langsdorff est la cause de ce voyage précipité.

Enfin j'ai bien jasé avec cette dame, qui est encore fort bien, quoique un peu chargée d'embonpoint; elle a beaucoup de vivacité, d'animation, de mouvement dans l'esprit; elle est rieuse, aimable et très bonne personne, disent les gens qui la connaissent.

J'ai moins causé avec Mme de Galliera, qui est plus jeune, plus sérieuse, mais non moins aimable. Son mari, qui est Génois, a hérité d'une fortune colossale, grâce à la parcimonie proverbiale de son père. Le fils est, dit-on, fort laid, mais il est lié avec tous les financiers de l'époque; il ne se fait nulle part une grande opération sans qu'il s'en mêle; il est de toutes les grandes lignes de chemins de fer, de toutes les grandes entreprises qui rapportent de gros bénéfices. C'est ainsi qu'il est parvenu à entasser une jolie collection de millions. Je ne l'ai pas vu, ce crésus, ce nabab, et je ne tiens pas à le rencontrer.

M. le chancelier nous a raconté bien des choses soigneusement enregistrées suivant mon habitude. J'ai pris mes notes en dedans, casant dans les petits coins de ma mémoire ce qui me semblait plus intéressant. Nous nous extasiions sur un vrai prodige de mémoire à propos d'un fait remontant au déluge, c'est-à-dire avant la Révolution. « Et cependant, nous dit le duc, jamais je n'ai pu mettre une date, un chiffre dans ma tête. Elevé au collège de Juilly, je ne pouvais apprendre par cœur comme la plupart de mes condisciples. Il me prit un goût très vif pour les mathématiques. La première et la seconde année, je passais pour un des bons élèves de la classe et M. Bezout, qui venait en fin d'année nous examiner, me donna de très bonnes notes, ajoutant que je devrais entrer dans la marine. Plus tard, j'ai si complètement oublié ces choses qu'il m'a toujours été impossible de m'en faire

une idée quelconque. Les calculs ordinaires me trouvent très inhabile, à tel point qu'après une vacance passée à Coulan chez mon grand-père, celui-ci écrivit à mon père que j'étais un bon garçon, mais faible, mou et capable de peu de chose. Je me flatte d'avoir un peu démenti le pronostic de ce juge sévère. Devenu député, j'ai commencé à jouer un certain rôle à propos de la loi d'indemnité, puis je suis devenu ministre de la justice une première fois; plus tard, j'ai encore eu ce même portefeuille. J'ai aussi été ministre des affaires étrangères, président de la Chambre des députés, enfin pair de France et chancelier, tout cela dans des circonstances dont j'ai gardé le plus vif souvenir, mais sans pouvoir me rappeler les dates de chacune de ces entrées aux affaires. Il m'a toujours été impossible de dire quand a eu lieu tel changement de ministère, alors que je jouais le premier rôle dans cette crise politique; je puis raconter aussi bien que qui que ce soit les causes qui ont amené ces révolutions de cabinet, faire l'histoire des idées représentées par les hommes nouveaux arrivés au pouvoir, mais jamais il ne m'a été possible de dire le ministère du 11 mars, du 20 décembre, du 5 mai, etc.

« J'ai écrit avec une grande exactitude la date de la naissance et de la mort d'Etienne Pasquier, mon bisaïeul; j'en ai fait autant pour mon grand-père, pour mon père, pour mes frères et ma sœur, et pourtant ces dates que je connais, que j'ai vues cent fois, ne peuvent se caser dans ma mémoire.

« Quand j'étais député, ministre, il m'est arrivé mille fois de citer des lois, des arrêts, des ordonnances; je n'osais en désigner la date, il me fallait dire des à peu près qui me sauvaient du reproche d'inexactitude. La mémoire est une arme précieuse pour les hommes qui sont aux affaires, il y a là une force qui, employée à

propos, produit des triomphes. J'ai connu bien des hommes qui ne devaient leur position, leurs succès, qu'à cette qualité, dont je suis absolument dépourvu. Mais j'ai des souvenirs d'une autre espèce. Je me rappelle à merveille les noms de certains individus que je n'ai vus qu'une fois, et souvent dans les circonstances les plus insignifiantes.

« L'éducation de famille est la meilleure de toutes. Chez mon père, je voyais tous les jours à sa table ou dans son salon des conseillers du Parlement qui parlaient toujours des affaires soumises à la haute juridiction de ce grand corps. J'écoutais ces histoires, j'étais familier avec ce langage du Palais avant de songer à prendre la carrière de la magistrature. C'est un immense avantage pour un jeune homme de vivre au milieu de gens qui sont des maîtres pour lui, et des maîtres d'autant mieux écoutés qu'ils n'ont pas la prétention de professer. Un médecin, un artiste, quand ils ont le bon esprit de maintenir leur fils dans la voie paternelle, lui donnent prématurément une foule de connaissances qu'un nouveau venu n'acquiert qu'avec une peine extrême. »

11 décembre 1854.

Hier, je suis allé à la salle de Hertz. On exécutait, sous la direction de Berlioz, un *oratorio* dont il a composé les paroles et la musique. Cet ouvrage est intitulé : *la Fuite en Egypte*. Il y a des chœurs, des soli, des duos ; en un mot, c'est une œuvre dramatique où la musique joue le principal rôle.

Le compositeur Berlioz, qui est un des rédacteurs du *Journal des Débats*, est né à la Côte-Saint-André (Isère). Il est le fils d'un médecin renommé de ce pays. Il fut, après ses études terminées, envoyé à Paris comme étudiant en médecine. Il suivait les cours, les hôpitaux,

les amphithéâtres; mais sa vocation l'attirait ailleurs; cédant à l'entraînement artistique, il était plus assidu aux leçons du Conservatoire qu'à celles de la Faculté. Et un beau jour, au lieu du bonnet de docteur, il obtint le grand prix de composition musicale. Son père se fâcha. Il lui refusa l'argent nécessaire. Mais l'autre sut s'en passer. Il fit son chemin, en dépit des ennuis que lui causa son mariage avec miss Smithson, célèbre actrice anglaise. Il a mis en musique divers opéras, mais surtout il a composé des morceaux isolés, fort appréciés d'un certain nombre de connaisseurs.

Berlioz a beaucoup plus d'admirateurs en Allemagne et en Angleterre qu'à Paris. Il a fait *les Francs-Juges* et je ne sais quelle autre œuvre, un très beau morceau, pour le retour des cendres de Napoléon, etc. Son nouvel ouvrage est d'un ordre très relevé. Il y a une orchestration savante, des airs délicieux, quelque chose de grand, de passionné, de tendre, en un mot une composition très remarquable. La salle de Hertz contenait tout ce qui brille à Paris aux premières représentations. J'y ai vu bon nombre de gens que j'aime, toute la presse, les grands musiciens, les grands chanteurs. J'étais à côté de Duprez, de Mme Viardot. Enfin j'ai passé là deux bonnes heures qui ne m'ont point paru longues, on le croira sans peine.

— Parmi les hasards de ma vie, un des plus singuliers, sans contredit, c'est la présence à Blaye de deux hommes qui ont joué un rôle si considérable dans les destinées de la France, et l'amitié dont ces deux personnages ont bien voulu m'honorer. Bugeaud, alors général de brigade, et Saint-Arnaud, simple lieutenant de grenadiers dans le 64e régiment de ligne, ont franchi rapidement les degrés de la hiérarchie militaire; tous deux sont devenus maréchaux de France; tous deux ont illustré leur vie par une grande victoire, et tous

deux n'ont pas survécu longtemps à cette journée glorieuse qui aura immortalisé leurs noms. Bugeaud, à Isly, a véritablement donné l'Algérie à la France, et Saint-Arnaud, aux bords de l'Alma, aura porté à la Russie un coup qui assure la chute de l'empereur Nicolas. Que le général Canrobert s'empare de Sébastopol, je l'en féliciterai, mais la route qui y mène aura été ouverte par Saint-Arnaud. L'armée moscovite a été abattue par ce pauvre ami.

Parmi les détails que j'ai pu recueillir sur la vie privée de Saint-Arnaud, je note d'abord qu'il est né en août 1810 à Paris, qu'il a été élevé au collège Henri IV, alors lycée Napoléon; qu'il a fait partie de l'expédition du général Fabvier en Grèce, qu'il a été incorporé plus tard dans le 64e régiment de ligne et qu'il a fait la guerre de la Vendée contre la duchesse de Berry. Son bataillon fut désigné pour tenir la garnison du fort de Blaye quand on eut assigné ce fort pour prison à la princesse devenue captive. Saint-Arnaud, à cette époque, 1832-1833, était marié; il avait épousé, à Brest, la fille d'un capitaine de vaisseau retraité, M. Pasquier, et son fils était déjà né au moment de l'internement de la duchesse de Berry.

Après la mise en liberté de la princesse, le 64e régiment fut désigné pour aller en Algérie. Saint-Arnaud, qui était devenu l'aide de camp du général Bugeaud, et plus encore son ami, obtint de l'avancement; il assista à la prise de Constantine, il y fut blessé, se rétablit et parvint aux plus hauts grades.

Il eut en Afrique divers commandements; l'appui du général Bugeaud le suivait partout, et quand, après la bataille d'Isly, celui-ci fut devenu maréchal gouverneur général de l'Algérie et tout-puissant auprès du roi Louis-Philippe, il confia à son élève, son ami, des postes de choix où le jeune officier supérieur déployait les plus brillantes qualités de l'esprit. Son cou-

rage était à toute épreuve, il brilla même à côté de Lamoricière, de Morris, de Renaud, de Changarnier. J'ai vu tous ou presque tous ces hommes de guerre chez le maréchal; tous reconnaissaient sa supériorité, son génie militaire; tous s'honoraient de servir sous lui, d'être ses élèves; mais quelques-uns n'ont pas conservé pour ce guerrier illustre les sentiments de reconnaissance qu'ils lui devaient à tant de titres. Saint-Arnaud, lui, ne s'est jamais démenti. Bugeaud était pour lui un père, mais le fils ne fut pas un ingrat, et jusqu'à son dernier jour il a gardé dans son cœur le souvenir de cet homme qui l'avait tant aimé.

Peu d'individus possédaient à un plus haut degré la séduction qui entraîne, l'esprit qui charme, le caractère qui subjugue; Bugeaud était complètement entraîné, charmé; Saint-Arnaud s'emparait de lui complètement, subitement; le général avouait cette faiblesse; il ne s'en défendait pas, au contraire, il se sentait heureux d'être ainsi subjugué. Le général reconnaissait volontiers les imperfections de son favori; il le grondait doucement de son luxe, de ses dépenses folles, mais en même temps il convenait volontiers que personne ne savait mieux mener la vie élégante et qu'elle ne convenait à personne mieux qu'à son cher Saint-Arnaud. Il était né grand seigneur, prodigue, brillant, généreux, fait pour rendre heureux et content son entourage, pour attirer dans sa sphère élégante une foule d'étoiles secondaires, satellites obligés de cet astre brillant qui aurait dû ne se coucher jamais.

Saint-Arnaud était devenu veuf avec un garçon et une fille fort jeunes tous deux. Sa femme, morte à Nogent, au-dessus de Vincennes, fut vivement regrettée, sincèrement pleurée; puis la guerre africaine remplit tous ses instants. Appelé à Paris en 1848, il faillit être tué sur le quai Pelletier, près la Grève, par les émeutiers, qui le conduisirent à l'Hôtel-de-Ville, par-

devant les citoyens du gouvernement provisoire en permanence. On voulait le fusiller comme ennemi du peuple, mais il se tira d'affaire par sa fermeté et sa présence d'esprit. Quelques mois après, il se remaria avec Mlle de X..., sœur de la femme de son frère, puis il partit de nouveau pour l'Afrique, emmenant avec lui sa jeune femme, qui ne l'a jamais quitté depuis. Il n'a pas eu d'enfant de ce second mariage.

Vint plus tard l'expédition de la petite Kabylie, dont il eut le commandement en chef, et qui fournit une preuve nouvelle de sa prudence comme général, de sa bravoure, enfin de ses qualités militaires. Tout cela le désignait bien comme un homme habile, un général capable de grandes choses, mais il fallait une circonstance particulière pour le rapprocher du chef de l'Etat, pour mettre en relief les qualités de son esprit, pour lui ouvrir enfin la voie des honneurs et de la fortune.

Le prince Louis-Napoléon, lorsqu'il vivait à Londres, avait pour ami M. Fleury, jeune imprudent qui avait cherché là un refuge contre des créanciers trop exigeants. Ce jeune prodigue s'attacha moins à la fortune qu'à la personne du prince, différent en cela de M. de Persigny, qui, dit-on, aimait moins le prince que sa fortune, son nom, son étoile; qui avait plus de confiance dans l'avenir du neveu de Napoléon que ce neveu n'en avait eu lui-même. M. Fleury, qui fut un homme parfait, vint en France avec Louis-Napoléon; il fut son aide de camp inséparable, avec une abnégation complète, et quand la présidence fut décernée au prince, il songea à rentrer dans l'armée. Il alla en Algérie, fut incorporé dans les spahis; il se trouva sous le commandement de Saint-Arnaud. Celui-ci découvrit bientôt dans le jeune soldat les indices d'un avenir brillant; il le poussa, le mit en mesure de se faire valoir. M. Fleury monta en grade, et bientôt revint à Paris auprès de son patron.

Arrivèrent les folies du Parlement, les violences de l'opposition; il fallait arrêter la catastrophe qui était menaçante, il fallait avoir près du maître futur un homme dévoué, actif, intelligent, et ce fut alors que M. Fleury conseilla au prince de se confier à Saint-Arnaud. Celui-ci fut mandé à Paris, où un commandement lui était offert; mais ce poste était loin de valoir ce que Saint-Arnaud laissait en Algérie, aussi se fit-il prier pour quitter l'Afrique. Enfin il vint, le prince apprécia les mérites du général, il s'ouvrit à lui, lui confia un poste plus relevé, le nomma ministre de la guerre, et bientôt le personnage placé à ces hauteurs donna la mesure de ce qu'il valait. Il se distingua à la tribune, déploya une prodigieuse activité dans la réorganisation de l'armée, introduisit de nombreux changements dans le service et montra son aptitude au travail administratif.

Bien secondé par le colonel Trochu, l'ancien aide de camp du maréchal Bugeaud, il porta dans toutes les branches du ministère de la guerre des lumières nouvelles, et l'on s'étonna de voir sortir tout à coup de ses bureaux des mesures que les plus expérimentés n'avaient pas osé prendre. Enfin, éclata le 2 Décembre, œuvre hardie, où il fallait une tête pour penser, un bras pour agir, et où, par aventure, se rencontrèrent pour cela deux hommes ayant une parfaite analogie de caractère. Aussi le succès fut-il complet et la récompense aussi. Saint-Arnaud fut nommé maréchal de France; sa fortune politique, jusque-là si précaire, fut désormais assise sur une base solide, et nous avons vu qu'il sut conserver dans cette position si brillante toute la bonté de son cœur, tout le souvenir de ses anciennes camaraderies.

L'expédition d'Orient ne pouvait avoir un chef plus habile; ce poste au danger lui revenait de droit; il partit, organisa cette immense armée et débarqua en

Crimée. Il vainquit l'ennemi à la première rencontre; hélas! ce devait être la dernière pour lui, et les lauriers du vainqueur sont couverts de crêpes de deuil. Mais on ne pouvait pas mieux mourir, la gloire lui est apparue, elle l'a consolé, il a dû mourir sans regret.

14 décembre 1854.

A en croire les survivants, le monde parisien sous Napoléon fut loin d'être gai. On organisait bien des fêtes, mais tout cela se faisait par ordre, et comme le disait un ami de M. de Sainte-Aulaire, les réceptions n'étaient pas autre chose que des revues où il y avait des dames. Et ce qui rendait surtout froide et triste la moindre réunion, c'était la variation d'humeur chez le maître. Tantôt préoccupé par quelque plan nouveau, ou simplement par un démêlé de famille, il demeurait morose, silencieux, ne cessant de parler affaires que pour lancer une boutade déplaisante.

Tantôt, au contraire, il semblait redevenu un simple cadet, causant, riant, plaisantant même; mais alors, comme on n'était point habitué à ces nouvelles façons et qu'on trouvait même un peu de sécheresse dans cette gaieté, elle ne devenait jamais communicative, et personne n'osait se mettre à l'unisson.

L'empereur ordonnait à ses maréchaux de recevoir beaucoup. Il se rendait lui-même souvent à leurs fêtes, et, je le répète, tout cela se faisait par ordre; quand l'empereur était content, les maréchaux se félicitaient entre eux, comme s'ils eussent été sur le champ de bataille : « Tant mieux! l'empereur est content, notre manœuvre a bien marché. »

Un soir, — le chancelier tenait ces détails d'un témoin oculaire, — dans une fête particulièrement brillante chez l'archichancelier, l'empereur tint un cercle

privé, c'est-à-dire qu'il se reposa quelques instants de la chaleur dans une pièce écartée. Il était fort gai, très animé, et voulait rire avec tout le monde. Il vint à parler de la mauvaise humeur, puis de là disserta sur la colère. « Je n'admets point les chefs irritables et qui le laissent voir, dit-il; les impressions sont contagieuses, et même dans les circonstances les plus terribles le véritable chef doit paraître à son aise, dominant la situation. Cette égalité d'humeur, personne ne la possède d'ailleurs, et moi-même, bien des fois, je me suis fait violence pour apaiser un emportement trop subit et trop ardent. Larrey, qui est là, à ne rien dire, en sait quelque chose. »

Eh bien, le témoin de cette conversation s'étant informé, il apprit cette chose extraordinaire que pendant la campagne d'Autriche Larrey avait failli être fusillé. Des hommes d'un régiment avaient été tous blessés de la même façon à la main, et pour les chefs il n'y avait aucun doute que ce ne fussent là des mutilations faites à dessein pour ne plus combattre. Or, c'était un chapitre sur lequel le maître n'entendait pas plaisanterie. Quand Larrey vint lui dire que, de l'examen des plaies et de l'enquête faite par lui, il résultait que le fournisseur des fusils seul était coupable, Sa Majesté se mit dans une colère terrible. M. de Larrey, quoique très bon, est du Midi; il s'emporta de son côté, et la chose eût pu finir très mal si, à la réflexion, et après de nouvelles recherches, on n'eût pas trouvé que Larrey avait raison et que les fusils, comme il le disait, avaient éclaté, par suite de mauvaise fabrication, dans la main des soldats.

20 décembre.

J'ai dîné hier chez Mme de Boigne, fort agréablement, mais en petit comité.

M. le chancelier nous a dit qu'il avait assisté le matin à la séance de l'Académie française, qu'il y avait vu M. Thiers, lequel y vient rarement, et que le susdit Thiers a pris un si gros embonpoint qu'il ressemble à une boule. Il est jaune en proportion, mais cela ne l'empêche pas de parler; il a été très vif, très amusant à cette séance et particulièrement aimable pour M. le chancelier. M. le duc de Noailles, qui est à Maintenon en ce moment, vient aussi à l'Académie; grâce au chemin de fer qui le dépose à sa porte, il peut assister à la séance et retourner dîner chez lui. Ce personnage, qui n'est pas beaucoup plus grand que M. Thiers, devient fort gras. Et là-dessus on se récrie sur ces grosses bedaines si mal placées au milieu d'hommes de petite taille. « Si pareille aventure arrivait à monsieur le chancelier ! dit quelqu'un. — Oh ! moi, je n'ai jamais pu m'arrondir, et désormais je n'en aurai guère le temps. A mon âge, maigrir est l'indice d'une souffrance; mais, par bonheur, je conserve ma tournure intacte. J'ai beaucoup chassé dans ma jeunesse; je marchais intrépidement et j'ai toujours été fort leste. J'ai couru des journées entières avec un fusil et un chien, sans me plaindre de la fatigue. »

— On a lu à l'Académie une lettre adressée par M. Villemain à M. Berryer, à propos du discours de réception de celui-ci. Depuis dix-huit mois que M. Berryer est membre de l'Académie, il n'a pas encore eu sa séance d'admission publique, et cela parce qu'il ne veut pas faire de discours. Les grands orateurs n'aiment pas écrire. M. Berryer refusant toujours s'est tiré d'affaire par ce mot singulier : *Je ne sais ni lire ni écrire!* Les habitudes d'avocat sont pour l'improvisation perpétuelle; comment consentir à composer un morceau qui devra être lu et qui sera écouté de façon à effrayer un peu l'auteur de cette pièce solen-

nelle? Le lendemain, les journaux doivent la reproduire, et en pareille affaire le public a le droit de se montrer difficile. On comprend combien ces formes nouvelles répugnent au grand parleur; il ne s'agit plus ici de se laisser aller aux caprices de cette faconde inépuisable qui remplit le prétoire d'une cour d'assises ou la salle des députés, il faut soigner son style, châtier l'expression, dire bien, bien penser et surtout suivre logiquement un sujet qui vous resserre dans des limites plus ou moins étroites. C'est en ce sens que M. Berryer a dit avec finesse qu'il ne savait ni écrire ni lire.

Quand il faudra lire son discours, il se trouvera enfermé dans une phrase, il ne pourra s'abandonner aux hasards de l'inspiration, remplacer par un geste brillant, un éclat de voix sonore la pensée absente, en un mot faire de l'avocasserie, métier commode pour les initiés, mais qui n'est pas de mise au sein de l'Académie. Cédant à une crainte bien motivée, il est parvenu à reculer le terme fatal, mais il faut en finir, il n'est pas possible d'esquiver cette redoutable séance, il faut que le public soit mis à même de connaître le nouvel académicien.

M. Villemain, secrétaire perpétuel de cette savante compagnie, a été chargé de poursuivre l'affaire; il y est parvenu à son honneur. Voici comment il a manœuvré. Evidemment, le plus anciennement nommé doit parler le premier, mais comme ce premier qui est M. Berryer ne veut rien dire, les autres seraient forcés de se taire, si l'on ne parvenait pas à vaincre cette résistance déjà si longue.

Mgr Dupanloup est prêt, il demande à payer son tribut, mais M. le secrétaire perpétuel a écrit à l'avocat muet : « Mon cher confrère, si vous voulez céder votre tour à Mgr d'Orléans, celui-ci en sera très reconnaissant, mais il ne consent à accepter ce sacrifice de votre part qu'autant que vous aurez désigné vous-même

l'époque où vous comptez paraître en séance publique, etc. » M. Berryer a dû s'exécuter; le jour a été pris par lui, il s'est engagé formellement vis-à-vis de ses confrères, et c'est victoire remportée. M. Berryer s'est mis dans une position désavantageuse. Un si long temps écoulé donne à chacun le droit d'exiger un chef-d'œuvre; s'il échoue, on se moquera de lui, mais il est probable qu'il se tirera d'affaire. Il doit écrire l'éloge de M. de Saint-Priest qui était un homme de beaucoup d'esprit et qui a publié une histoire de la conquête de Naples par je ne sais plus quel roi ou prince.

Ce M. de Saint-Priest est né à Moscou, pendant la Révolution, — la première; il vint en France lors de la Restauration, fut envoyé en Portugal comme ministre, puis au Brésil, puis en Suède, puis je ne sais où encore, et toujours avec des missions diplomatiques dont il s'acquittait à merveille. Il a publié une histoire de la royauté, sans beaucoup de succès, bien que ce livre lui eût coûté un travail énorme.

Enfin revenu à Paris, où il s'occupait exclusivement de littérature, il dut retourner à Moscou pour des affaires d'intérêt. Il appartenait à l'Académie française depuis deux ans à peine, il avait succédé à M. Vatout, le bibliothécaire et surtout l'ami intime du roi Louis-Philippe (1).

Arrivé en Russie, il est atteint subitement de maladie, et par une singulière fatalité il meurt à quarante et quelques années, dans la chambre où il est né, et il a été enterré dans l'église où il reçut le baptême.

Voilà l'homme dont M. Berryer est chargé de parler à l'Académie, cela n'est pas embarrassant, il y a de quoi donner carrière à son talent, mais enfin il faudra

(1) M. Vatout, nommé quelque temps avant la révolution de Février 48, n'eut pas sa séance publique; il ne siégea pas et mourut presque subitement à Claremont (Dr P. M.).

savoir comment il va s'en tirer. Le tour de M. de Sacy, des *Débats*, viendra ensuite et alors on procédera au remplacement de M. Ancelot. Les compétiteurs sont nombreux, les chances, dit-on, sont en faveur de M. Ponsard; d'autres disent qu'Emile Augier pourrait bien passer; on parle aussi de M. Legouvé, mais son procès avec Mlle Rachel à propos de sa tragédie de *Médée* lui fait tort dans l'esprit de ses futurs juges qui n'aiment pas les succès obtenus par arrêt de la cour. Bref, ce doit être un poète, et surtout un poète dramatique; leur tour est arrivé, car ces nominations se font ainsi, tantôt les historiens, les orateurs, les poètes, tantôt les grands personnages politiques qui ne sont le plus souvent que cela, mais il est de tradition dans la docte compagnie de recueillir les célébrités lors même qu'elles sont peu littéraires.

— M. Pasquier dit à Mme de Boigne qu'il avait vu le matin M. Franck-Carré, le premier président de la cour impériale de Rouen. « Vous savez que c'est lui qui portait la parole en qualité de procureur général contre le prince Louis-Napoléon à propos de l'attentat de Boulogne ou de Strasbourg, je ne sais lequel des deux. »

C'est un homme de grande taille, une tête haute, sévère, un magistrat représentant fort bien, orateur véhément, austère, ardent, et qui fut extrêmement chagrin de quitter ses fonctions de procureur général pour être nommé premier président à Rouen.

Je lui rappelais ce fait, et il m'a dit : « C'est vrai, mais l'avenir m'a consolé. Si je fusse resté procureur général, on m'aurait destitué sans scrupule, tandis que mon inamovibilité m'a sauvé. Au reste, a-t-il dit, l'empereur n'a pas de rancune. L'an dernier, à Dieppe, je fus présenté à Sa Majesté qui me reçut à merveille et me présenta elle-même à l'impératrice. Le soir à un grand bal, l'orchestre préludait, je me promenais dans

un des salons, lorsque je vois venir à moi un des chambellans de service :

— Mais, monsieur le premier président, que faites-vous là ? On vous cherche partout.

— Et pourquoi faire ?

— Vous faites partie du quadrille de Sa Majesté.

— Moi ?

— Oui, vous.

— Je ne danse pas.

— Cela ne fait rien. »

Bref, le magistrat se rendit à cette invitation un peu forcée, il figura dans cette contredanse, et Mme Franck-Carré, placée à une tribune, ne pouvait en croire ses yeux en voyant son mari se livrer à cet exercice inaccoutumé. Le fait est que cette grande figure pâle ou plutôt jaune, s'agitant en cadence, devait paraître bien curieuse. Et quel spectacle aussi pour le sceptique ! Si j'eusse été là, je me serais fort diverti. Voir le magistrat qui avait requis contre le prince Bonaparte faire vis-à-vis dans une contredanse à la femme de l'empereur Napoléon, quelle aimable ironie, quel rapprochement, et comme nos révolutions nous réservent des choses imprévues, des scènes vraiment savoureuses !

Je tiens de M. Rouland, procureur général de la cour impériale de Paris, qu'un certain personnage carliste arrêté dernièrement à Paris, chargé de messages pour la cour de Frohsdorff, avait entre autres une lettre dans laquelle on s'occupait de la prochaine élection à la place vacante de M. Ancelot. Il est digne de remarque que le comte de Chambord, du sein de son exil, trouve le moyen de s'occuper des élections de l'Académie française ; le parti carliste fusionné exerce un haut patronage sur l'Académie, ce qui offusque beaucoup le pouvoir actuel. Il est certain que l'esprit de parti qui règne parmi ces vétérans de la littérature est fort hostile à notre gouvernement actuel. M. Ber-

ryer a été nommé sous l'influence de cette coterie dynastique, M. de Noailles, Mgr Dupanloup lui-même et bien d'autres encore, de sorte que cette institution éminemment littéraire se trouve tout à fait viciée dans sa base et son principe. Il pourrait bien arriver que le pouvoir ne supportât pas cela plus longtemps et qu'un beau matin il intervînt un décret réformant cet abus. On rétablirait un règlement que le temps a abrogé peu à peu, et alors la littérature proprement dite, et non la politique, serait un titre pour devenir l'un des quarante.

Je demandais récemment à M. Pasquier s'il avait beaucoup travaillé ces temps derniers : « Non, je n'ai rien fait. C'est si difficile quand on a besoin d'employer à chaque instant les yeux et la main d'un secrétaire! Feuilleter un livre, un journal, il faut y voir clair; on saisit au passage un mot qui vous convient, un fait, une date aperçue en courant; comment un autre peut-il faire cela comme on le fait soi-même? C'est une grande privation pour moi, mais il faut bien s'y résigner. — Cependant M. Augustin Thierry a beaucoup travaillé aveugle. — Pas tant que vous croyez. M. Thierry avait énormément lu, classé, arrangé avant de perdre la vue; il n'a plus que rédigé quand ses yeux lui ont fait défaut. Il brille surtout par le style, et cela se dicte, se corrige, se perfectionne sans y voir. Remarquez que depuis longtemps il refait toujours la même chose, ses derniers travaux ne sont que la paraphrase des premiers, et cela lui est inspiré par la nécessité de se faire continuer le prix de dix mille francs donné par l'Académie française. Et puis M. Thierry ne va pas dans le monde, il a toujours vécu très retiré, il est républicain démocrate; le vieux révolutionnaire se retrouve partout, il y a là un levain d'aigreur jalouse qui gâte ses meilleures productions. Il est homme de parti avant tout, aussi il adopte les Saxons et critique perpétuellement les Normands, et cependant avec ceux-là

se trouvaient l'intelligence, la civilisation. Tous ses ouvrages sont empreints de cet esprit violent et passionné qui gâte son œuvre, sans cependant lui ôter son éclat, sa précision, sa justesse. Chacun a sa nature; il me serait impossible de travailler dans ce genre isolé, systématique.»

On a parlé de l'*Histoire de l'empire ottoman* de M. de Lamartine. «On est venu l'autre jour m'apporter la quittance de mon abonnement au *Constitutionnel*, dit le chancelier. Le facteur m'a déclaré que si je voulais payer l'année entière, on m'apporterait les six volumes de cet ouvrage. Cela paraissait faire plaisir à mon secrétaire. J'ai donc eu ces volumes faits à la hâte de fragments assez bien cousus, remplis d'anecdotes, de pages déclamatoires, sans aucune des qualités exigibles d'un historien. Il ne juge pas, il raconte; ce sont des scènes plus ou moins romanesques, habillées d'un style coloré; en somme, rien qui puisse rester. Un pareil travail n'est pas digne de l'attention des gens sérieux.»

Et les mémoires de Mme George Sand? «Oh! c'est encore bien moins intéressant. La réputation singulière de cette femme, sa vie étrange, l'éclat de son mérite littéraire, peuvent bien attirer les curieux; on s'attend à des confidences un peu drolatiques, mais il paraît que la dame amphibie tient à ne compromettre que son prochain. Au reste, bien que son œuvre soit déjà longue, elle ne parle encore que de son père, de sa mère, de son grand-père, le maréchal de Saxe. Tout en affectant des sentiments très républicains, elle se vante de son origine princière de la main gauche, revendiquant une sorte de noblesse fort illégitime, mais qui ne lui plaît pas moins; affectant un superbe dédain démocratique pour ces distinctions sociales, elle ne perd aucune occasion de se vanter de ses aïeux. Elle pourra faire ainsi deux ou trois volumes avant de par-

ler de sa naissance, toujours en vertu du droit qu'ont ces auteurs modernes de faire des livres à la toise, d'en donner beaucoup, au lieu d'en faire de bons. »

A ce propos, Mme de Boigne avoue qu'elle a parcouru avec plaisir le quatrième volume des Mémoires de Véron; elle n'a pas lu les trois premiers, mais elle s'est déclarée amusée par ce quatrième. Cela ne me donne pas plus envie de parcourir tout ce fatras. En vérité, je ne reconnais pas à M. Véron, à Mme Sand, à M. Alexandre Dumas le droit de nous raconter l'histoire contemporaine à leur unique point de vue. M. de Chateaubriand, dans les *Mémoires d'outre-tombe*, n'a pas même réussi à nous intéresser en se faisant ainsi le pivot sur lequel roulait la société française pendant cinquante ans; il n'appartient à personne de se poser comme l'axe du monde.

On publie en ce moment les lettres de Mme de Maintenon sur l'éducation. Un M. Th. Lavallée, qui a fait l'*Histoire de Saint-Cyr*, a retrouvé un grand nombre d'écrits de la main de Mme de Maintenon. On dit qu'il a existé dans la bibliothèque de Saint-Cyr plus de quarante volumes manuscrits de cette femme célèbre. Cette publication, commencée tout récemment, sera poursuivie; alors seulement on connaîtra la dame sur le compte de laquelle on se trompe complètement. Elle a été calomniée par son principal historien, La Beaumelle, qui a publié une quinzaine de volumes vers 1775 dans lesquels il a sciemment altéré les documents qu'il avait pu se procurer. Ce que j'ai lu du travail de M. Lavallée m'a vivement intéressé. M. le chancelier veut se le faire lire et Mme de Boigne en prendra connaissance.

25 décembre.

M. le chancelier a raconté une histoire très singulière et que voici. Je le laisse parler. « En 87, le Par-

lement dont je faisais partie eut maille à partir avec le ministre de ce temps-là. Un ordre d'exil était menaçant, je me réfugiai à la campagne, à Croissy, et là, je vivais assez douloureusement; le seigneur de l'endroit était un M. de X..., fort riche, très charitable, et nous avions pour curé de la paroisse un abbé Z..., excellent homme, adoré de ses ouailles, humain, doux et complaisant, de sorte que notre vie champêtre était fort agréable. Cependant, il faut dire, pour l'exactitude historique, que la servante de ce bon pasteur n'était pas absolument à l'abri de la critique; il y avait bien un certain poupon sur le compte duquel les mauvaises langues s'exerçaient, mais on aimait tant le curé que l'on ne s'en inquiétait pas davantage. La Révolution éclata : les prêtres supportèrent de rudes épreuves; le curé fit sa soumission, prêta serment de civisme, renonça à l'exercice du culte et se maria avec sa servante. Et voyez combien le caractère de l'homme résiste à tout : ce prêtre défroqué resta dans la commune, s'y conduisit de telle façon qu'il ne perdit rien de l'affection que tout le monde lui témoignait.

M. de X... émigra, mais personne ne se présenta pour acheter ses biens qui furent administrés par le prêtre défroqué. Sur ces entrefaites, la persécution prit des développements énormes; l'abbé Y..., supérieur de Saint-Sulpice, particulièrement connu de M. Pasquier, se réfugia, d'après son conseil, à Croissy; il fut caché par l'ancien curé et si bien gardé pendant la Terreur qu'il sortit de là sain et sauf. Il est devenu évêque de Vannes et est mort en odeur de sainteté. Le marquis de X... revint de l'émigration et retrouva son patrimoine intact, grâce à notre prêtre apostat. Or, un jour, Mme Pasquier reçut une lettre du supérieur de Saint-Sulpice ainsi conçue : « Madame, j'ai à vous demander une grâce; notre ami, l'ex-curé, est devenu père ces jours derniers, il s'agit de faire un chrétien de cet

enfant; or, si vous consentez à être sa marraine, M. le marquis de X... sera le parrain et moi je ferai le baptême, etc. »Tout cela fut fait et bien fait.

Je ne saurais dire comment les assignats vinrent sur le tapis, mais le chancelier, reprenant la parole, conta ce qui suit : « Au plus fort de la Terreur, alors que les assignats avaient cours dans la province, ils étaient tombés dans un discrédit complet à Paris. A Croissy, nous nous servions toujours de ce papier; il me fallut venir à Paris pour je ne sais quelle affaire, et quand j'eus fini je m'acheminai vers les Champs-Elysées afin de prendre au passage une sorte de voiture publique qui allait à Saint-Germain.

« En attendant, je pris une chaise, et bientôt une femme vint me demander le prix de ma location. Je lui donnai un assignat de cinq sous, elle me dit que cela n'avait plus cours à Paris et qu'il lui fallait de l'argent. J'en étais complètement dépourvu. Je voulus parlementer, elle n'entendait pas raison et l'affaire se termina par un torrent d'injures à mon adresse. Elle aurait volontiers pris ma montre, mais je m'en tirai sans cette avarie. — N'est-ce pas la même montre que vous portez toujours? dit Mme de Boigne? — Certainement, et la voilà, mais elle a subi des changements depuis ce temps-là. Il y a bien soixante-dix ans que je l'ai. Elle me fut vendue par un bon horloger nommé Lévêque. Elle avait une double boîte en or et un dessus en verre; j'avais à cette époque le goût du jardinage; le curé de Croissy, qui était un excellent horticulteur, m'avait donné des leçons de taille, mais en montant l'échelle je brisai le verre de ma montre, et comme je me lassais de cette réparation, je fis faire la double boîte fermée que voici et l'accident fut désormais impossible. J'aime cette montre qui ne va jamais bien, parce que je vois facilement l'heure. Jamais aucun horloger n'est parvenu à la régler, mais tous m'ont dit

que c'était un bon ouvrage. Je ne suis pas fâché que ma montre retarde. Le temps va si vite. S'il pouvait retarder comme ma montre ! »

Mme de Boigne, qui a fait des visites dans la matinée, n'a trouvé personne, dit le chancelier, probablement parce que tout le monde avait voulu profiter du beau temps pour en faire. Mme de Boigne dit qu'elle ne peut se reconnaître dans les nouveaux quartiers; ce n'est plus Paris, c'est une ville nouvelle, chose assez fâcheuse pour les gens habitués à savoir où ils vont. M. le duc Pasquier dit : « C'est bien vrai ! Il n'y a pas longtemps que passant dans le quartier Latin j'ai cherché en vain un petit café borgne où dans ma jeunesse j'ai pris bien des bavaroises au chocolat. Jamais depuis je n'ai bu d'aussi bonnes bavaroises au chocolat que dans ce petit café. — La dame du comptoir y était peut-être pour quelque chose, dit Mme de Boigne. — Pas du tout, réplique le chancelier, la gourmandise était alors mon seul péché capital. — Est-il resté longtemps isolé ? — Mais, en vérité, c'est une inquisition, etc. » Il y a eu là un petit jeu très piquant et dans lequel M. le duc Pasquier s'est montré gai, vif et d'humeur charmante.

Pendant la soirée, il nous est venu M. Ludre, un ancien député du temps de la royauté constitutionnelle; puis M. Vitet, de l'Académie française; puis M. Mérimée et je ne sais quel autre personnage, et la conversation a pris un caractère moins confidentiel.

Je ne doute pas que l'on ne fît des mémoires contemporains très intéressants en prenant à tâche de récolter les mille propos qui se croisent dans certains salons. Je comprends le succès d'anciens recueils intitulés *le Spectateur*, ouvrages remplis de ces petites histoires prises au vol, chose que l'on répand d'une main libérale et qui trop souvent sont perdues pour tout le monde, car les gens qui les ont entendues les ont bientôt oubliées.

Il y a pour les anecdotes des salons privilégiés. Celui de Mme de Boigne en est un, et il n'en reste pas beaucoup de ce genre. Autrefois celui de Mme Récamier était fort renommé, puis celui de Mme de Lieven (Mme Guizot, dit-on), et enfin celui de Mme de Courbonne. Quiconque avait le précieux avantage d'être admis dans ces cénacles appartenait désormais à des coteries puissantes; on arrivait par là à l'Académie française, aux places de secrétaire d'ambassade, à la députation; enfin ces dames gouvernaient un grand coin de la société parisienne. Mais la dame de l'Abbaye-au-Bois est morte (Mme Récamier). La vieille Egérie russe de M. Guizot a dû quitter Paris pour conserver la pension de 40,000 francs que lui fait Nicolas. Mme de Courbonne est presque réduite à l'état de momie; elle reçoit encore, mais sous les quadruples rideaux d'un salon où le jour n'arrive pas; quant à Mme de Boigne, elle a toujours son cercle, mais sa santé chancelante rend ses soirées moins nombreuses et moins vives; souvent la dame ne se lève qu'à huit heures du soir pour venir s'étendre sur sa chaise longue et dire quelques mots bienveillants aux visiteurs.

10 janvier 1855.

Les gens de lettres sont assez étranges d'une manière générale, mais les auteurs dramatiques sont les plus bizarres de l'espèce. On ferait de jolies comédies avec les mille petites scènes qui se passent chaque jour dans les coulisses et, encore mieux, dans le cabinet du directeur d'un théâtre. M. Empis, qui se trouve aujourd'hui à la tête des Français, et qui, dans son zèle nouveau, veut tout voir et tout faire, M. Empis, fort brave homme du reste, très poli, de manières douces, est assailli par les mille auteurs qui avaient à se plaindre de son prédécesseur. Tout homme qui a

commis un drame, une comédie, une tragédie, et qui a vu son œuvre rejetée par le comité de lecture, s'en prend à tout le monde de cette monstrueuse injustice. Le directeur est sa bête noire, et dès qu'il y en a un nouveau, il s'imagine que l'on reviendra sur le jugement dont il se plaint avec tant d'amertume. Donc, ce cher M. Empis est près d'expirer sous une avalanche de pièces à épuiser tous les comédiens de tous les théâtres de Paris et de la province.

Par exemple, il lui arrive un billet doux conçu en ces termes : « Monsieur, je lis dans les journaux que le Théâtre-Français succombe sous les mauvaises pièces. J'en ai quatre en portefeuille, et excellentes. Je vous les envoie, et dès qu'on les répétera, écrivez-moi, j'arriverai. » On ne saurait imaginer les ressources prodigieuses que possèdent les auteurs pour arriver jusqu'au directeur ou au comité de lecture. Le trou d'une serrure suffirait pour laisser passer un poète et son manuscrit. Ces deux objets, l'un portant l'autre, éclosent comme des champignons partout où siègent les juges dont on a besoin en pareille affaire.

J'avais chez moi tout à l'heure M. Guillaume Guizot, le grand ami de M. About, le malencontreux créateur de *Guillery*. M. Guillaume Guizot aime About. Il ne connaît personne qui ait autant de verve spirituelle, d'étude, de réflexion. Ce jeune About, après avoir été interne dans je ne sais quel lycée, puis élève de l'Ecole normale, est parti de là pour aller à Athènes suivre les cours de l'Ecole française. Il a beaucoup étudié, réfléchi, mais il n'a pas vécu dans le monde. De sorte qu'il offre le plus singulier mélange d'idées préconçues et de vues ingénieuses. Il sait par cœur Rabelais et Molière, il saisit à merveille le côté ridicule de tout; mais il ne sait pas tâter la fibre sensible, la peau humaine, il égratigne en caressant, il écorche ceux qu'il croit chatouiller. Ce jeune homme

a débuté dans le monde par un coup de pistolet. Chacun lui reconnaît un esprit des plus vifs, des plus rares, nourri de lectures, mais dépourvu de science pratique et un peu audacieux comme ceux qui ne connaissent pas le danger.

Or, ce jeune About est fort lié avec le fils de M. Ach. Fould. Il a eu le talent de faire croire à ce jeune homme qu'il était presque son collaborateur dans cette pièce en question. Le fils a prié son père de dire deux mots à M. Camille Doucet, le chef de la division dramatique. Celui-ci a parlé au directeur du Théâtre-Français; le directeur est intervenu officieusement auprès du comité de lecture. Une jolie petite actrice, au mieux avec le fils Fould, a pris le principal rôle... et voilà comment la chose, si bien menée, a abouti à une chute. Le jeune About s'est cassé le cou (1).

— Jeudi dernier, Mgr Dupanloup a lu son discours de réception à l'Académie. Son succès a été des plus vifs. M. de Salvandy, qui lui a répondu, a été moins heureux; cet écrivain ne sait pas s'arrêter à temps; il est doué d'une stérile abondance qui fatigue la patience même de ses amis, et comme le hasard a fait qu'il s'est trouvé chargé de répondre à des discours de plusieurs académiciens récemment nommés, le public l'a baptisé du nom de secrétaire *perpétuel*. M. de Salvandy, qui savait que son œuvre serait longue, employa toute son influence pour que la séance commençât à une heure et non à deux, suivant l'usage; il aurait ainsi gagné du temps, mais la coutume prévalut et l'orateur fut forcé de faire des coupes dans cette forêt luxuriante; il dut sacrifier bien des pages qui lui tenaient au cœur; et cependant, même après ces retranchements douloureux, il a encore lu pendant une heure et demie.

(1) On sait que *Guillery* fut un échec éclatant.

Les auditeurs se lassaient, on faussait compagnie. Tout doucement, les rangs s'éclaircissaient, mais cette faconde inépuisable ne s'arrêtait pas. Ce sera encore M. de Salvandy qui répondra à M. Berryer et probablement aussi à M. de Sacy. Vraiment, ces messieurs n'ont pas de chance et Salvandy en a trop. S'il pouvait s'enrhumer; mais, hélas! il l'est toujours; sa voix rouillée paraît prête à s'éteindre, vain espoir, elle résiste à cet exercice dangereux et reparaît toujours, aussi enrouée, aussi sourde, mais elle ne meurt pas.

On a dit hier que Mgr de Bonnechose, évêque nommé d'Evreux, n'acceptait pas. Il paraît qu'il y a là contre Mgr Ollivier ce qu'il y avait à Meaux du temps de Bossuet, des rancunes tenaces, de sorte que le prochain successeur aura fort à faire pour remettre les choses sur un bon pied.

Parmi nos convives d'hier, il y avait Mme de Salvo et son mari, M. et Mme de Gisors, M. le comte Portalis et quelques autres personnages dont je ne sais pas le nom. Après le dîner, M. le chancelier m'a mené dans un petit boudoir pour me montrer plusieurs belles gravures qu'il a réunies, et qui, suivant ses propres paroles, composent un personnel qui l'intéresse particulièrement. Deux magnifiques portraits en pied de Louis XVI et de Marie-Antoinette, en grand costume de cour; Louis XVIII, par Gérard, en tenue royale; un beau médaillon de Napoléon, puis la revue du Premier Consul au Carrousel et le grand Congrès de Vienne par Isabey; le commencement et la fin du grand Napoléon, avec son cortège de guerriers, de diplomates, de personnages qui ont joué un si grand rôle dans nos cinquante dernières années. « J'ai vécu avec tout ce monde, a dit le duc, chacune de ces figures me rappelle une époque importante de ma carrière politique, je me trouve heureux au milieu de ces souvenirs. » Je lui ai demandé s'il avait lu dans le *Moniteur* de ces jours

derniers un article sur les finances de M. d'Audiffret.
« Certes, je l'ai lu, et l'article est bien fait; l'auteur en a déjà publié plusieurs sur les principaux ministres des finances de l'ancienne et de la nouvelle France.

« Ecrivain de talent, il puise aux bonnes sources, mais je ne souscris pas complètement à l'éloge qu'il a fait de M. le baron Louis. Certes, ce financier a tiré la France de plusieurs mauvais pas, il a fait prévaloir un principe tutélaire pour notre crédit : c'est qu'il faut absolument payer ses dettes, et que les Etats comme les simples particuliers doivent acquitter même leurs sottises. Mais, avec cette loyauté qui nous a sauvés à deux reprises différentes, M. Louis a commis plusieurs fautes qui ont coûté cher à la France.

« Lors de la première Restauration, il voulut faire des économies, il imagina les demi-soldes, renvoyant tout à coup des milliers d'officiers habitués à une vie agréable, les réduisant au strict nécessaire, et même à moins; aussi je m'empressai de lui dire qu'en créant ces mécontents, dès qu'apparaîtrait un petit bout de drapeau tricolore tous les militaires ne manqueraient pas d'y courir. Cela s'accomplit, et les Cent-Jours coûtèrent quinze cents millions à la France.

« Mais les finances de M. Louis ne furent pas les seules causes de ce grand événement. M. de Talleyrand avait eu le grand tort de confier le ministère de la guerre au général Dupont, à l'homme de Baylen, à un soldat amoindri par un jugement; ce nouveau ministre, homme d'esprit, lettré, mais rancunier, d'âme non moins laide que son visage, se laissa aller aux réactions haineuses contre l'armée; il voulut envoyer dans les garnisons lointaines les régiments de l'ancienne garde qui avaient le privilège de rester à Paris, il créa des mécontents et facilita la catastrophe du 20 mars. M. Louis, plus tard, voulut encore faire des économies; il me refusa 28 millions nécessaires pour réparer les

routes, les ponts, les canaux, abîmés pendant les Cent-Jours, il ne voulut donner que 12 millions, et ces 15 millions d'économies au bout de quatre ans se transformèrent en une dépense obligatoire de plus de 80 millions.

« Je pourrais citer plusieurs faits analogues qui montrent à nu les inconvénients de certaines bonnes qualités. Du reste, M. Louis était le plus honnête homme que l'on pût rencontrer. Relativement au général Dupont, je ne comprends pas comment M. Thiers a eu la pensée de chercher à réhabiliter ce général, de démontrer que l'empereur avait eu tort de flétrir sa conduite, que ce n'était pas la faute du général. C'est là un paradoxe historique malheureux. Il y a des jours où le courage s'évanouit; les Espagnols ont cette expression heureuse : « Il fut brave tel jour. »

« Ce Dupont avait fait plusieurs belles actions, démontrant tout son courage, mais dans cette triste affaire de Baylen il faillit; tant pis pour lui. Tout le monde n'a pas le droit de se montrer au-dessous de sa tâche. Napoléon, à la déroute de Moscou, abandonna son armée et revint seul à Paris, mais il pouvait se permettre cette action qui eût compromis un autre homme. Lui, avec le privilège du génie, des grands intérêts à conserver, put songer au plus pressé; il céda devant un destin plus fort et personne peut-être n'a le droit de l'accuser. Il n'en est pas de même en tout cas de Dupont, et l'arrivée au ministère de ce personnage si antipathique à l'armée fut une lourde faute. On l'a bien vu. »

20 janvier 1855.

C'était hier la Sainte-Adélaïde. Mme J. Janin, qui se nomme Adèle, m'avait invité à dîner sous prétexte qu'un festin de convalescents ne pouvait se passer d'un

docteur. En conséquence, à six heures, j'étais rue de Vaugirard, 20, et les convives ne tardèrent pas à se trouver au complet.

Le principal était notre ami Ponsard, le poète, qui va être prochainement élu membre de l'Académie française. Puis venait Michel Lévy, le libraire-éditeur de ces messieurs de la littérature moderne, excellent homme qui est de toutes les fêtes, et enfin les deux oncles de Mme J. Janin, tous deux braves gens de loi, avoués habiles, ayant une bonne position dans l'enragée boutique à procès de la Cour de Paris. Une réunion de sept personnes n'était pas trop considérable. Mme Jouanne, la cuisinière, avait eu soin de son dîner. Aussi fut-il mangé avec force compliments à l'adresse de cette artiste en fines sauces. Julie servait lestement, et le repas fut entrecoupé de menus propos assez délectables. Ponsard est un bon garçon, naïf, un peu langoureux, aux formes polies et câlines; il est très lié avec J. Janin, qui lui a été souvent bien utile. Nous savons sa vie privée par cœur. Il est un peu sujet à caution sous le rapport des amourettes, qu'il voudrait élever à la hauteur d'une passion. Aussi est-il facile de le taquiner, de l'embarrasser, ce que ne se refuse pas la maîtresse de la maison; et c'est chose plaisante de voir les confusions du personnage, ses excuses, ses explications devant toute cette artillerie de la dame qui bouleverse sans pitié son adversaire.

Il a été longuement question des affaires de l'Académie. M. Berryer a enfin achevé son grand discours de réception, mais M. de Salvandy qui doit y répondre demande, dit-on, deux mois pour achever ce travail. Il en résultera que la séance de ce grand orateur sera encore retardée, mais il s'agit de savoir si l'on fera l'élection à la place vacante avant ou après cette séance. Ce point intéresse beaucoup M. Ponsard; mais, en tout cas, il paraît devoir réunir en sa faveur une assez belle

majorité. M. Guizot a voulu soulever la candidature politique de M. le duc de Broglie; mais elle paraît mal accueillie par ce que l'on appelle dans l'Académie le parti purement littéraire. Il y a des gens qui croient que, pour être académicien, le vrai titre, c'est d'avoir été ministre, ambassadeur, pair de France ou même archevêque. Ce système, qui a prévalu à l'égard de M. de Noailles, de M. Molé, de M. Pasquier et de quelques autres, n'est pas du goût des personnages qui n'ont fait que des tragédies, des comédies; des historiens qui ont passé leur vie à écrire, sans avoir besoin pour cela de secrétaires, d'amis complaisants, de ces faiseurs que tout le monde connaît.

Ainsi, M. de Broglie a pour travailleur un certain M. Doudan (1), le précepteur de ses fils, homme d'un grand mérite, écrivain habile, qui serait l'auteur de tous les travaux du duc, soit à la Chambre des députés, soit à celle des pairs. Il y a bien des choses de ce genre dans le grand monde politique, mais on ne s'en vante pas. A la vérité, ce n'est pas une raison pour entrer à l'Académie française, mais le même Doudan sera encore là pour faire le discours de réception, et le reste ira tout seul. Les politiques voudraient pousser en avant M. de Falloux; d'autres vantent Emile Augier.

(1) Ximénès Doudan, né à Douai en 1800, mort à Paris en 1872, débuta par les fonctions modestes de répétiteur au collège Henri IV. Choisi pour précepteur de Louis-Alphonse de Rocca, né du second mariage de Mme de Staël, il sortit bientôt de l'obscurité. En 1830, il devenait chef de cabinet du duc de Broglie, ministre de l'instruction publique; il le suivait, cinq ans après, en la même qualité, au ministère des affaires étrangères. Il a fait l'éducation de Paul et d'Albert de Broglie. On sait la brillante carrière littéraire et politique de ce dernier. Paul de Broglie, dont on n'a pas oublié la fin tragique, avait donné sa démission de lieutenant de vaisseau pour entrer dans les ordres. Des lettres de X. Doudan et quelques articles ont été réunis en volumes. On y reconnaît une fine culture et un goût délicat.

On parle aussi de M. Legouvé, auteur du *Mérite des femmes.* Il y a M. Mazères et je ne sais qui encore, car la foule est toujours aux avenues de la coupole de l'Institut. En France, cette distinction suprême n'a rien perdu de son prestige. L'Académie française est toujours la consécration souveraine des grandes intelligences, des talents hors ligne. Tous les chefs des diverses branches de la littérature ont un droit de place à cette haute cour du beau langage et du style heureux. Mais il n'y a que quarante fauteuils, et ce petit nombre d'élus est la preuve du mérite de ceux qui vont s'asseoir sous ces voûtes éloquentes. Il arrivera un moment, je l'espère, où mon cher J. Janin trouvera sa place au milieu de cette élite de bons écrivains.

22 janvier 1855.

J'ai dîné samedi dernier en compagnie de M. Billault, ministre de l'intérieur, et comme nous étions en petit comité, huit personnes seulement, tous ou presque tous Angevins et Nantais, Son Excellence s'est montrée fort gracieuse. J'ai déjà vu bien des fois ce personnage, j'en puis parler en pleine connaissance de cause. M. Billault est un tout petit homme, doué d'une figure très agréable, il est même, on peut le dire, très joli garçon. Il est Bas-Breton, du Morbihan, sans fortune patrimoniale, sans autre appui que son travail et son talent. Il a débuté à Nantes, jeune avocat sans causes, et samedi dernier il nous racontait avec une gaieté douce qu'il a gagné ses premiers soixante francs à faire des plaidoyers pour un avoué de Beaupréau (Maine-et-Loire). M. Billault et un de ses amis travaillaient pour les avoués de ce tribunal; ils plaidaient l'un pour, l'un contre; ces plaidoiries étaient expédiées aux gens de loi qui les prononçaient, aux grands applaudissements du public de cette petite ville; puis MM. les avoués gros-

soyaient, comme on dit, faisant payer aux clients et la parole et les écrits, et enfin il en revenait quelque chose aux pauvres jeunes gens qui vivotaient à Nantes. « Ah! le bon temps, que ce temps de misère! disait M. Billault, mais qu'il est dur quelquefois de ne pas avoir un sou dans sa poche! » M. Billault s'est marié à Nantes, étant encore fort jeune, à une demoiselle Bourgault, fille d'un armateur riche, et dès lors sa fortune commença à poindre; il était un des avocats les plus répandus de Nantes et de toute la Bretagne, mais l'ambition lui vint, comme à tant d'autres; il fut élu par le collège électoral d'Ancenis, il vint à Paris et se rangea tout naturellement dans l'opposition, c'était la seule marche à suivre pour les hommes d'avenir.

« J'étais bien jeune alors, nous disait-il, j'avais un vif désir de me faire un nom; je regardais les orateurs, ceux qui avaient le plus d'influence sur la Chambre, et quand j'ai vu M. Odilon Barrot, la main dans son gilet, le front haut, gourmander le ministère, faire la leçon aux députés, je pensai que c'était la vraie manière d'agir et je ne tardai pas à trouver l'occasion d'en user. Mais, hélas! quel fiasco! il me fallut quitter la tribune, et en regagnant mon banc j'entendais des collègues dire : « Bon! en voilà encore un de coulé! »

« Je suis revenu à flot, en dépit de ce pronostic. J'ai fait une rude guerre à M. Guizot. Il est tellement nerveux, si peu maître de son visage, que cent fois dans ma carrière parlementaire j'ai usé du procédé suivant pour savoir ce que je voulais connaître. Les ministres étaient là, au premier banc, en face de la tribune, l'orateur se trouvait face à face avec eux. Il m'avait toujours paru facile de lire la physionomie de M. Guizot; quand je voulais savoir une chose sur laquelle j'avais des doutes, je m'adressais directement à lui, je lui disais en le regardant : « Auriez-vous osé faire ceci, dire cela, prendre telle mesure? » Si cela n'était pas, M. Gui-

zot se redressait vivement et dans sa personne repoussait ma supposition. Dans le cas où j'avais touché le but, je voyais sa physionomie s'altérer, sa tête s'incliner, et alors, sûr de mon fait, je m'écriais : « Eh bien, ces « choses, vous les avez commises, j'en suis certain, je « les affirme, osez me démentir ! » Il s'est constamment laissé prendre à ce piège. C'est un personnage trop émotif pour avoir beaucoup de courage ! »

J'ajoute ceci (moi). Dans ces derniers temps, un pauvre écrivain vivant de scandale a fait une biographie de M. Guizot; il a pénétré dans sa vie privée; son pamphlet envenimé a eu un grand retentissement, surtout à l'étranger, et M. Guizot n'a pas réclamé; il n'a pas fait un procès à son insulteur, espérant que le mépris ferait justice de ces infamies. Les gens bien informés prétendent que cette conduite de M. Guizot est un parti pris, il fuit ces luttes où il est en jeu trop directement, il laisse des propos calomnieux sans réponse. Ce silence est pris pour un aveu, ce qui lui fait beaucoup de tort. On a dit, par exemple, que son mariage avec Mme de Meulan n'était qu'une spéculation; qu'il ne corrompait pas lui-même les électeurs, mais que son chef de cabinet était un corrupteur actif, agissant sous le patronage avoué de son maître. C'est là une injure énorme qui devait être déférée aux tribunaux, mais M. Guizot se croit au-dessus des atteintes des pamphlétaires, et il a tort. Revenons à M. Billault.

« Il y a du plaisir à être le fils de ses œuvres, à faire sa fortune, à ne rien devoir qu'à soi-même. Je ne comprends pas qu'on puisse oublier son origine, c'est se priver du plaisir de raconter ses misères et ses luttes, les obstacles vaincus, les triomphes, les déboires, tout ce drame qui vous tient au fond des entrailles. »

Un de nos convives, conseiller à la Cour de cassation, camarade d'enfance et d'études de M. Billault, le taquinait sur ses succès dans le monde, sur les tenta-

tions qui doivent l'assaillir aujourd'hui. Par exemple, M. le ministre de l'intérieur ne veut pas recevoir de dames, et quand il sort, il dit toujours où l'on peut le trouver, car à chaque instant on lui apporte des dépêches. Il nous parle très gaiement de sa vertu, de sa maison de verre, de la nécessité de ne cacher aucun de ses actes. On a un peu cancané sur les hommes publics, sur M. de Rémusat, grand doctrinaire et de vertu très huppée, lequel, pendant son ministère, disparaissait deux heures chaque jour et n'était plus accessible pour personne. M. Duchâtel, attaqué un jour par M. Martin du Nord sur le chapitre des mœurs, devant la reine, qui était fort sévère, se vengea cruellement du susdit Martin. La police lui fournit sur la conduite privée de M. le garde des sceaux une chronique tellement scandaleuse que la chose ayant été mise sous les yeux de la reine, M. Martin fut vivement chapitré. Il en conçut un tel chagrin qu'il se retira à la campagne et mourut peu de temps après, au désespoir d'avoir été dévoilé. Il faut bien le dire, les chefs des grandes administrations ont une si forte part du pouvoir qu'il leur est facile de profiter de cette position pour commettre des abus intimes, mais c'est toujours le cas de dire : l'homme n'est pas parfait. M. Billault nous a conté avec un vif esprit les procès d'un certain M. Faunier contre sa femme. Le ministre a été l'avocat de la dame qui était fort jolie et des plus élégantes. Il est impossible de débiter une histoire un peu décolletée avec un plus heureux choix d'expressions, avec un tact plus parfait, de toucher plus légèrement des situations scabreuses; nous avons ri et vivement applaudi le conteur.

27 janvier 1855.

J'ai vu chez Marchand, en manuscrit, presque toutes les poésies de M. de Lamartine. Je ne sais comment

elles sont venues là, mais on m'a dit qu'elles provenaient probablement de Gosselin, le libraire-éditeur de cette partie des œuvres du grand poète. J'ai vu une belle lettre de Mirabeau à propos d'une jeune fille de ses parentes, affectée subitement d'une grave maladie. Mirabeau s'étonne de voir un pareil mal attaquer une personne si saine, si sage, vivant si doucement au sein de sa famille.

« Encore, dit-il, si cela m'arrivait, à moi, que tant de passions agitent, que tant d'excès devraient tuer; mais non, je reste comme un roc inébranlable au milieu des tempêtes; la vie gronde autour de moi; rien ne m'émeut, tandis que cette enfant si pure, si calme, porte en elle le germe d'une effroyable décomposition. »

Cette lettre est pleine de mouvement et de sensibilité, elle m'a fait connaître un coin ignoré de cet homme qui a joué un si grand rôle au début de la Révolution. Les mécréants de cette espèce, ces *viveurs* excessifs, entraînés par un tempérament fougueux, sont sans doute très blâmables, mais aussi un peu à plaindre, car ils portent un fardeau complètement épargné à d'autres. Dieu, qui nous donne des organes, nous donne aussi les passions qui en naissent. La volonté a fort à faire chez ces athlètes, quand il s'agit de contrebalancer des entraînements impérieux et d'écouter la raison froide et calme qui lutte si péniblement contre la passion qui crie et fait rage. Cependant Mirabeau, au milieu de ces ouragans qui ont grondé dans sa tête, n'a jamais manqué de cœur. Il était tendre, il adorait les enfants; il subissait les lois de la faiblesse; et le lion qui rugissait à la tribune, qui eût vu crouler autour de lui le monde entier sans pâlir, cédait aux insinuations d'une pauvre femme, s'attendrissait à la prière d'un enfant; noble nature que la pitié pouvait amollir, âme sensible qui se laissait toucher par la tendresse.

Mais laissons là Mirabeau, que je ne prétends pas excuser, mais seulement expliquer.

27 janvier 1855.

Un jeune élève de l'Ecole d'Athènes nous disait ceci l'autre soir, à propos de Jérusalem : il avait fait ses promenades dans la ville sainte et dans les environs, ayant en main l'itinéraire de Chateaubriand et le voyage de M. de Lamartine. Ces deux personnages, également poètes, ont vu les mêmes objets, chacun à sa manière : le premier, avec tout le prestige de son génie chrétien; le second, avec une légèreté qu'on pourrait regarder comme du scepticisme, si l'on allait jusqu'à suspecter sa foi. Mais M. de Lamartine, tout à fait Turc, a mis au bénéfice de la Turquie bien des choses qui ne lui appartiennent pas. Il n'a pas su distinguer des accessoires récents qui masquaient le principal antique; il a regardé comme impossibles des faits traditionnels, faute d'un examen assez complet, et il s'est laissé entraîner à des jugements absolument faux.

Ainsi le prétoire où Jésus fut conduit après le jugement a été regardé par lui comme une construction turque, tandis qu'elle est vraiment romaine. Il a omis de voir ce qui pouvait être vu. En archéologie, le poète est sans connaissances spéciales, et cependant c'est sur ces impressions fugitives qu'il a basé des appréciations historiques de la plus grande gravité. On croirait que M. de Lamartine, arrivé croyant à Jérusalem, en est sorti sceptique, tandis que s'il eût pris la peine de voir, d'examiner, il fût arrivé à des conclusions contraires. Ainsi M. de Chateaubriand a mieux vu, plus simplement et plus justement. Volney est un guide infidèle. M. de Saulcy, voyageur plus récent, a une grande tendance à découvrir des choses qui l'ont été longtemps avant lui, il va beaucoup trop loin dans ses affirma-

tions, il se trompe évidemment, mais ses erreurs n'ont aucun inconvénient pour le fonds de l'histoire religieuse.

27 janvier 1855.

Jérusalem est en proie à des luttes perpétuelles entre les diverses sectes qui prétendent à la possession exclusive des lieux saints. Toute la guerre actuelle a son point de départ dans des disputes de préséance. Les moines grecs, les moines arméniens et les catholiques des diverses églises se disputent certains droits, et de là des scandales perpétuels qui ajoutent peu au prestige de ces combattants. Il en a toujours été ainsi, mais peut-être l'issue de la bataille de Sébastopol sera-t-elle favorable à la cause de la vraie chrétienté.

31 janvier 1855.

J'ai vu lundi une agréable représentation intitulée : *le Masque de poix*. Un monsieur cruel veut se défaire d'une jeune héritière qui le gêne. Il veut l'étouffer pendant son sommeil en lui couvrant le visage d'un emplâtre bien conditionné. Mais la propre fille de ce cruel a pris la place de la victime, histoire de changer de lit, comme cela se pratique entre jeunes pensionnaires. Vous jugez quel charme il y a dans cette scène. Notez que la chose se passe en Russie, que les Russes sont dépeints comme des scélérats fieffés, qu'on mange du Cosaque tout cru, en un mot que la Russie fait les frais des amusements du boulevard. Cela n'est ni délicat, ni généreux, mais cela paraît bien artificiel, et puis il est probable qu'on en fait autant à Saint-Pétersbourg et à Moscou.

9 février 1855.

L'autre soir, chez Mme de Boigne, nous étions réunis au salon et la conversation a mis sur le tapis Mme la princesse de Belgiojoso. Cette dame a été l'objet d'un long entretien, et comme elle en vaut la peine, on trouvera bon que je consigne ici les détails d'une biographie bien incomplète sans doute, mais assez intéressante. Cette princesse est née Trivulce, d'une des plus intéressantes familles de Toscane, et son mari est lui-même de naissance non moins distinguée. Tous deux, beaux, très riches, se sont mariés sous les plus riants auspices; jamais couple ne réunit plus d'éléments de bonheur, et jamais union ne tourna plus mal. La princesse, douée d'un esprit ardent, curieuse de toutes choses, quitta bientôt l'Italie.

Arrivée à Paris, elle étonna le monde par sa beauté singulière, par le charme de son esprit, par la vivacité de son intelligence; mais les variations de son caractère la mirent à l'index, et, comme elle avait trempé dans les complots de la jeune Italie, on mit le séquestre sur ses biens. De là ses liaisons avec M. Mignet, qui était bien en cour, bien surtout avec la diplomatie, et qui, grâce à ses puissantes recommandations, parvint à faire rendre à la belle dame plus de 200,000 livres de rentes. Elle avait un hôtel charmant dans le faubourg Saint-Honoré, elle y donnait asile à son mari, dans une petite pièce au-dessus des remises, quoique les époux fussent séparés de corps et de biens.

Mme de Belgiojoso s'occupa de hautes études philosophiques ou religieuses. Elle a publié un traité sur les Pères de l'Eglise, œuvre remarquable, dit-on. Elle était alors fort liée avec un théologien, et les mauvaises langues prétendent que le savant homme avait mis la main à ce travail. Pourtant il y a des gens bien

informés qui disent le contraire et soutiennent que la dame n'avait besoin de personne pour étonner le public par un mérite si étranger aux habitudes du beau sexe. Donc ce traité de philosophie lui a fait beaucoup d'honneur. Mais les favoris se succédaient, le bruit grandissait. Liszt, le pianiste, tête folle s'il en fut, devint son hôte assidu, puis M. Libri, puis celui-ci, puis celui-là; bref, il y eut de quoi défrayer la chronique parisienne pendant des années entières. Je me rappelle avoir vu dans l'atelier d'un jeune peintre, élève de M. Ingres, un magnifique portrait de la susdite princesse. Elle était entièrement vêtue de blanc comme une vestale, et sa figure, d'une pâleur mate, donnait assez bien l'idée d'un spectre. C'était on ne peut plus distingué, mais, suivant moi, on ne peut moins agréable. Jamais la fantaisie ne s'est donné de plus franches coudées. C'était un défi jeté à tout, et l'artiste, fou de son modèle, avait secondé de toute la magie de son talent les excentricités de la dame. Tout lui était bon, pourvu que cela fît du bruit; il lui fallait être toujours en évidence, tant était grande sa soif de renommée. Mme de Boigne, qui l'a beaucoup connue et qui en a parlé avec un vif sentiment de regret, nous a dit en propres termes : « Les jeunes femmes qui prêtent à la critique sont souvent bien à plaindre. Jetées tout à coup dans le tourbillon mondain par leurs maris, elles ne peuvent y être respectées. Bientôt elles sont mises en vedette par ceux-là mêmes qui étaient les plus intéressés à les protéger. Neuf fois sur dix, c'est là l'histoire de ces pauvres abandonnées. Je ne veux pas excuser la princesse de Belgiojoso, son insatiable curiosité lui a fait parfois dépasser les bornes; mais soyez sûrs que tous les torts ne peuvent pas lui être imputés. »

La princesse Belgiojoso, après la révolution de 1848, rentra en Italie. Elle courut à Rome, où elle contribua beaucoup au succès des républicains. Sa con-

duite à l'égard du pape est des plus blâmables; elle trempa dans toutes les horreurs qui précédèrent et suivirent l'assassinat du comte de Rossi. Mais l'intervention française mit un terme à ces intrigues, et la princesse dut quitter l'Italie. C'est alors qu'elle partit pour l'Orient; elle alla à Constantinople, à Brousse, dans l'archipel grec, en Palestine et je ne sais où encore. Il y a, dans le dernier numéro de la *Revue des Deux Mondes*, un article intitulé : *la Vie nomade, les Turcs*, etc., où l'on trouve des détails curieux sur le pays et les habitants de l'Asie Mineure, de la Cappadoce et de quelques contrées voisines. C'est même à propos d'une question que je fis à Mme de Boigne sur ce travail qu'est venu cet article de biographie intime. C'est là le plaisir de certaines sociétés : une question, si peu importante qu'elle soit, entraîne des éclaircissements précieux. Mme de Boigne, qui déjà en 1815 tenait sa place dans le monde, a beaucoup vu et observé pendant ces quarante années, et sa mémoire fidèle abonde en anecdotes sur tout ce qui s'est passé d'un peu remarquable pendant cette longue période de temps.

— Le chapitre des dames est toujours à l'ordre du jour : on a parlé de la princesse Mathilde et de son mari, le prince Demidoff. Il a été établi qu'elle l'aimait en l'épousant, qu'elle était belle et charmante, mais que ce Cosaque avait eu bientôt pour elle des procédés blessants que l'amour-propre d'une femme ne supporte pas, et qu'à moins d'une patience héroïque elle devait le quitter avec éclat.

— Il a été dit encore plusieurs choses assez intéressantes sur le compte de M. de Morny, le président actuel du Corps législatif. On sait positivement qu'il est le frère de l'empereur; tous deux sont les enfants de la reine Hortense; mais le premier se trouve seul dans les conditions régulières. Des raisons d'Etat ont empêché que le second ne fût reconnu. Aujourd'hui, il

paraît que M. de Morny songe à réclamer contre une suppression d'état civil qui lui fait tort, et d'autant plus que son frère, l'empereur actuel, n'ayant pas d'enfant, il pourrait arriver telle circonstance qui serait d'un immense intérêt pour le puîné. On dit même ici, depuis quelque temps, que l'empereur, dont la prévoyance va loin, songe à attribuer la régence à M. de Morny, dans le cas où il viendrait à mourir. On dit aussi que le prince Napoléon, si malheureux dans ses campagnes d'Afrique et de Crimée, se trouve, à cause de cela, prodigieusement démonétisé, et que la succession au trône pourrait bien passer à un jeune prince, fils de Lucien Bonaparte. En ce cas, M. de Morny serait le régent ou du moins le conseiller intime de ce futur régent. Ces bruits ont pris beaucoup de force depuis quelque temps. Reste à savoir en quoi ils sont fondés.

— S. M. l'impératrice a acheté pour sa sœur, la duchesse d'Albe, le palais que s'était fait bâtir M. le duc de Lauriston, aux Champs-Elysées. Cette habitation charmante est devenue bien plus belle encore par l'adjonction de la maison et du jardin de M. Emile de Girardin au coin de la rue de Chaillot; l'ensemble constitue un vrai bijou. Tout cela a été payé fort cher, mais que peut-on se refuser quand on est impératrice? La princesse Mathilde a également fait l'emplette d'un hôtel. La famille se crée des apanages, comme autrefois, sans se souvenir que tout cela disparut un jour en 1815. Mais les leçons du passé servent-elles jamais à quelque chose? Grand argument contre la perfectibilité indéfinie de l'homme!

— Il a été question aussi chez le chancelier d'un certain docteur Koreff, médecin prussien, venu en France en 1815, et qui a longtemps fourni à son gouvernement des notes sur tout ce qui se passait à Paris. Il avait de l'esprit, c'était un causeur inépuisable, et M. de Talleyrand disait de lui : « Ce diable de Koreff, c'est un puits

de science; il sait tout, même un peu de médecine!»
Je l'ai beaucoup connu. Il faisait une cour assidue à M. Dupuytren, et même à ceux qui étaient bien avec ce maître, si petits qu'ils fussent. Or, j'étais un des internes que ce grand chirurgien traitait avec le plus de bienveillance. Koreff a fini par se faire attraper par une femme plus fine que lui et qui s'est fait épouser en dépit de ses roueries, de ses subterfuges. Tout le monde a ri en voyant ce vieux renard tomber dans le piège de cette poule. Ce drôle, associé à un certain docteur Wolowsky, avait modestement demandé 200,000 francs d'honoraires au duc de X..., pair d'Angleterre, dont il avait soigné la fille. Un procès scandaleux s'ensuivit, et il le perdit, ainsi que le reste d'une réputation usurpée.

12 février 1855.

Le courant de la conversation nous a entraînés vers un certain marquis de M..., mort en 1830, et dont j'ai connu la veuve. Ce M. de M... a été ambassadeur de la Restauration en Allemagne et à Madrid. Une personne des mieux informées nous a dit : « C'est le seul homme vraiment méchant que j'aie jamais connu, car il l'était même contre tous ses intérêts. Il faisait le mal pour le plaisir de le faire. Il était terrible pour les secrétaires d'ambassade, pour les attachés et autres jeunes diplomates placés sous sa direction. Il ne perdait aucune occasion de leur nuire; il en inventait même, et quelquefois ses dénonciations étaient horriblement calomnieuses. M. de Damas, alors ministre des affaires extérieures, homme excellent, mais crédule et sans esprit, aurait accueilli ces notes sans chercher à les vérifier, si une personne placée près de lui ne l'eût engagé à ne pas se contenter d'une parole sans preuves. Par exemple, M. de Bourquenay et M. de

Bonneval ont été l'objet d'imputations odieuses, et le dernier surtout a failli voir sa carrière brisée par un rapport mensonger de son chef, M. de M... Celui-ci disait au ministre qu'il convenait de placer M. de Bonneval dans une autre légation, mais sans lui dire le motif de ce changement. Bien loin de suivre ce conseil perfide, l'affaire fut instruite, la calomnie prouvée, et M. de Damas traita du haut en bas l'ambassadeur coupable. M. de M... regimba, mais le ministre lui écrivit un billet ainsi concu : « Je maintiens « les termes de ma lettre; si vous n'êtes pas content, « vous savez où je demeure, je vous en rendrai raison « quand vous voudrez. » C'est assez roide pour un ministre parlant à son inférieur. Depuis, ce même M. de Bonneval a menacé de soufflets son accusateur, et cela en public, au spectacle. Plus tard, à Madrid, le même ambassadeur, venant remplacer je ne sais quel diplomate rappelé, dit gracieusement à celui-ci : « Je viens « faire ici le contraire de ce que vous avez fait. » L'autre lui répondit : « J'ai agi suivant mes instructions, à « moins que vous n'en ayez d'autres, il vous sera difficile « de détruire les relations établies. — Oh! dit M. de « M..., ce n'est pas le gouvernement, mais bien mon « parti, qui m'envoie en Espagne. » Cela était vrai, mais ce parti ne resta pas longtemps le maître, et un beau jour M. de Villèle rappela par le télégraphe M. de M..., qui arriva furieux à Paris. Il ne fut plus envoyé nulle part et mourut de chagrin en 1830. »

— Je viens de recevoir une visite qui m'a donné des renseignements nouveaux sur M. de Morny. Ce personnage est bien le fils de la reine Hortense, tout le monde le sait; mais son vrai père se nomme M. de Flahaut. Il a été élevé par Mme de Souza. Des actes suffisants furent produits lorsqu'il fut nommé député sous Louis-Philippe. Il a toujours montré beaucoup de talent, d'esprit, de fermeté dans toutes les circons-

tances singulières de sa vie politique. Audacieux spéculateur, il a fait et défait sa fortune à plusieurs reprises; il est aussi grand seigneur que possible, ne comptant jamais, naviguant toujours, toutes voiles dehors, sur l'océan industriel, subissant les revers avec une rare philosophie et ne s'enorgueillissant pas des succès; brave et dévoué, plein d'entrain en toutes choses, ambitieux en riant, et peut-être ne reculera-t-il pas dans la revendication de son état civil, même avec la certitude de déshonorer sa mère. Les grands intérêts étouffent tout autre sentiment. Il a eu un beau moment dans sa carrière publique; c'est celui où il se sépara violemment de son frère, le président de la République, alors qu'il était son ministre. C'était à propos de la confiscation des biens de la famille d'Orléans. Il y avait là du courage, de la justice; mais cet acte d'indépendance ne l'a pas brouillé avec le maître. Aujourd'hui, M. de Morny, président du Corps législatif, est concessionnaire ou directeur de la plupart des branches nouvelles de chemins de fer; il tient en ses mains la moitié des finances de la France; il est tout-puissant. Qui sait si, un jour, il ne portera pas le nom de Napoléon IV? Etrange roman que la vie de ces deux enfants de la reine Hortense, frères de mère, et tous deux, dit-on, étrangers au mari de cette mère!

— La grande exposition sera une vraie merveille, je vous l'assure; rien que la section des beaux-arts compte plus de quinze mille numéros. Il est décidé que l'on payera plus ou moins, suivant les jours et les heures, mais on payera toujours. La méthode anglaise l'emporte, et c'est assez bien vu. Le plaisir ne doit-il pas toujours s'acheter?

18 février 1855.

Mon pauvre J. Janin est toujours souffrant; ce rude hiver l'éprouve fort. Il a les bronches très embarras-

sées, la peau irritée, la goutte voltige autour de ses pieds, et cet ensemble est assez fâcheux pour le retenir au gîte. Ainsi s'avancent les incommodités de l'âge et de cette constitution si replète. Il ne peut sortir, marcher, faire de l'exercice, prendre l'air, toutes choses très utiles à son hygiène, et ces privations ont pour lui beaucoup d'inconvénients. La cinquantaine avec un pareil embonpoint constitue une véritable difficulté de vivre, et le cher ami prend ses maux en patience admirable. Il se console en travaillant, en lisant; il est fort entouré; les amis lui sont fidèles. Mais tout cela ne vaut pas un rayon de soleil et une promenade à pied sur le bitume des Tuileries.

Sa réputation d'écrivain est si bien établie qu'il est à ma connaissance positive que tout récemment le directeur d'un grand journal lui a offert 15,000 francs par an pour faire le feuilleton du susdit journal. Janin a refusé tout simplement; rien ne pourrait l'enlever aux *Débats*, qui lui donnent à peine la moitié de cette somme. Ce sont là des façons d'agir que personne ne sait, mais qui montrent bien la valeur réelle d'un homme comme lui. Ah! si jamais j'ai l'occasion de rendre justice à ce caractère, je ne la perdrai pas. Le public saura tout ce qu'il y a de noblesse et de désintéressement dans ce cœur qui a été jugé si mal, qui est si peu connu et qui ne cède jamais qu'à de bonnes et pures impulsions.

19 février 1855.

Hier, dans l'après-midi, je suis allé faire visite à M. le chancelier. Les rigueurs de cet hiver le retiennent chez lui, ses amis lui font compagnie, je le trouve toujours fort entouré, et par exemple j'ai compté au moins onze visiteurs au moment où je suis arrivé au-

près de l'illustre vieillard. Mme de Boigne était là, bien établie dans un fauteuil, animant de sa douce gaieté cette réunion de fidèles. Une femme en pareil cas est une bénédiction. La chambre d'un malade est le vrai domaine où règnent ces anges; leur présence dissipe les ennuis, calme les douleurs, rend la vie plus facile. Et voyez comme le public adopte les liaisons exceptionnelles dont Paris offre d'assez nombreux exemples! Ces sortes de mariages philosophiques, extra-légaux, prennent aux yeux du monde, si sévère d'ordinaire pour ces arrangements à l'amiable, un caractère de bonne grâce, de politesse, qui les rend presque respectables et dont personne ne songe sérieusement à s'offusquer. Souvent même ces associations existent du vivant et de l'aveu tacite des titulaires du ménage. On ne veut plus voir en cela qu'une sympathie tendre, un concours intelligent de deux âmes que le sacrement n'a pu réunir à temps. Les vieilles amitiés comme celle dont je parle et qui peut servir de modèle en ce genre sont un des plus forts arguments pour ou contre le mariage : pour, quand elles se trouvent par-devant M. le maire; contre, si M. le curé n'a pu les bénir. Hélas! que ces douceurs de la tendre amitié sont rares! Quelle perfection quand on les goûte! Quelle amertume quand elles sont absentes ou perdues, quand rien ne peut les rappeler! Mais laissons la théorie, voyons ces cœurs privilégiés à l'œuvre et, par exception, pénétrons dans ce sanctuaire où le chancelier et Mme de Boigne cultivent depuis si longtemps l'intimité discrète d'un commerce si doux.

Je ne vous ferai pas l'histoire de cette liaison, que le temps a consacrée et presque légitimée. Ces deux vieillards, attachés l'un à l'autre, se soutenant mutuellement dans le rude sentier de la vie, présentent le modèle accompli de ce que devrait être un bon ménage. Ils sont tous deux intelligents, riches, de grande race; tous deux

honorés dans le plus grand monde, ils se prodiguent sans cesse les plus délicates attentions, ils se parlent toujours comme devraient se parler les vrais époux, et ce commerce de politesse exquise, de tendresse amicale, n'a rien de la fadeur des *mamours* de certains maris qui trompent leurs femmes en les cajolant, de certaines femmes qui n'en sont pas moins coquettes tout en disant : *mon chou*, *mon gros père* ou tout autre vocable de M. et Mme Denis. Je m'arrêterai ici ne voulant pas pousser plus loin la comparaison.

M. le chancelier et Mme de Boigne ne sont pas les seuls qui aient atteint ce degré de perfection. M. le comte M..., dit-on, et Mme de C... ne leur cédaient en rien sur ce chapitre. M. de Chateaubriand et Mme Récamier appartenaient à la même classe d'heureux amis. Il en est d'autres encore que je pourrais citer, mais cela suffit. Je dois faire observer que ces alliances ont besoin de l'action du temps; que lui seul leur donne cette puissance et cet éclat; que la vieillesse peut réclamer ces sortes de privilèges, parce que, seule, elle donne à ces couples une exemption de motifs non avouables. L'âge épure tout.

Il n'y a plus au déclin de la vie ni passions grossières, ni petites intrigues. M. le chancelier est rentré dans le giron de l'Eglise; il pratique, il est au mieux avec le curé de sa paroisse. Pense-t-on que celui-ci aurait songé à demander la rupture d'un lien que la morale réprouve, si la parfaite connaissance de cette union si douce lui eût paru mériter un reproche? Mais n'allons pas plus loin dans cette voie de recherches intimes; laissons chacun dans sa liberté plénière et passons à un autre chapitre.

Parmi les personnes qui se trouvaient auprès de M. le chancelier, j'avais remarqué un grand colosse blond connu de longue date, M. Arthur Beugnot, membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres,

ancien député et peut-être même, encore aujourd'hui, faisant partie du Corps législatif ou du Conseil d'Etat. C'est un homme à peu près de mon âge et que j'ai vu quelquefois en l'an de grâce 1825 ou 1826. Son père, qui a occupé de grands emplois lors de la restauration des Bourbons, a offert cette particularité qu'il a poursuivi de ses vœux les plus ardents la pairie de ce temps-là, qu'il a enfin obtenu ce titre désiré et qu'il n'a pu siéger au Luxembourg parce que la révolution de Février a chassé la branche aînée.

Je connaissais la plupart des faits de cette singulière biographie, mais M. le chancelier, qui est le répertoire vivant de toutes les traditions de ces temps reculés, m'a dit : « Ce pauvre Beugnot ! il en a été pour ses frais de costume, de manteau. Il a prêté serment à la séance royale de la rentrée des Chambres, mais les diverses formalités de son admission n'ayant pu être remplies à temps, la débâcle de Juillet est arrivée, et il n'a pu siéger une seule fois au Luxembourg. » Il a eu cela de commun avec M. de Vitrolles.

— Il s'est passé l'autre jour une chose énorme. D'après la constitution de notre Eglise gallicane et le Concordat, un bref du pape ne peut être publié en France que quand il a été examiné par le Conseil d'Etat et approuvé par le gouvernement. Or, le bref de l'Immaculée Conception est en ce moment soumis à ce Conseil; mais, en attendant la décision, l'archevêque de Paris a fait la publication officielle, et il a ainsi brûlé les quatre fameux articles des libertés de l'Eglise gallicane. Bossuet et la grande assemblée du clergé français sont foulés aux pieds; c'est une révolution des plus radicales qui sera sans nul doute l'objet de réclamations passionnées de la part d'un certain nombre d'évêques. Il paraît que Mgr Sibour a fait sa paix avec le pape, qu'il a accompli toutes les soumissions nécessaires et qu'il a pleinement reconnu la su-

prématie du pape sur les conciles, c'est-à-dire l'infaillibilité du Saint-Père. *Amen!* Je ne m'occupe pas de ces matières; je consigne ici seulement ces aventures contemporaines, remarquant toutefois que cet étrange phénomène s'est effectué sans secousse, tandis que, si Mgr de Quélen, Mgr Affre ou tout autre eût fait pareil tour sous les gouvernements constitutionnels, il y eût eu bien certainement une révolution dans les Chambres, un vaste procès au Conseil d'Etat ou à la Cour de cassation. Personne n'a dit mot, comme si cela n'intéressait personne. Est-ce que, par hasard, on ne se soucierait plus de ce qui touche à la conscience? S'il en est ainsi, concluez.

— Il a été question ensuite de ce bruit de départ de l'empereur pour la Crimée, bruit qui prend de la consistance. Le vieux général présent à cette conversation a dit que ce voyage lui paraissait inutile; que l'empereur n'avait rien à faire là, si ce n'est d'encourager par cette visite nos troupes de toutes armes; mais là encore se rencontre une grande difficulté : que dira l'Angleterre? Le prince Albert ne se croira-t-il pas obligé d'aller aussi effectuer cette promenade lointaine, et alors la reine aura peur de rester veuve. On dit que notre chef veut emmener sa femme. On est consterné au château. Tout le service du maître redoute cette équipée; on m'a dit que M. Rayer, le premier médecin, avait reçu l'ordre de se tenir prêt à partir.

Et puis le grand fiasco du prince Napoléon a beaucoup contrarié l'empereur; il veut en quelque sorte réparer cet échec de l'un de ses parents. On dit même que le conseil de régence est nommé; le roi Jérôme le préside, puis M. de Morny, puis les présidents du Sénat et du Corps législatif, etc. Moi, je trouve que l'empereur ferait bien. Il montrerait qu'il comprend les obligations de son titre, qu'il est jaloux de l'honneur de la France et que rien ne lui coûte quand il s'agit

des intérêts de la nation. Et puis, c'est insolite, c'est nouveau, et comme il a toujours réussi en faisant tout le contraire de ce que l'on fait quand on est sur le trône, je suis assez partisan de cette mesure aventureuse. Ce sera le pendant de la campagne d'Egypte de son oncle, — un nouveau drame oriental !

22 février 1855.

Je viens de recevoir la visite de M. le chancelier; fruit rare, mais bien délicieux, la visite d'un pareil malade. Après avoir parlé santé, l'aimable vieillard en est venu aux choses de l'Algérie. Il pense que rien n'assurerait davantage notre sécurité là-bas qu'une plus grande extension de notre influence au Maroc. Ce mot nous a conduits immédiatement à évoquer nos souvenirs sur mon cher maréchal Bugeaud. Je lui ai dit que ce grand ami m'avait écrit une lettre après la bataille d'Isly. Il a aussitôt demandé à la voir, et j'ai dû la lui lire, car ses yeux ne sont plus très bons. « Il est fâcheux, m'a-t-il dit, que cette page du maréchal demeure inconnue, elle appartiendrait à l'histoire. » La conversation a tourné ensuite sur mille sujets.

Mon visiteur parti, j'ai eu l'idée de consigner cette lettre dans mes papiers secrets. Puisse ce pieux souvenir de mon cher maréchal arriver un jour à mes enfants ou petits-enfants.

« Mon cher Ménière, j'étais sûr d'avance que vous ne partageriez point l'inquiétude générale sur les résultats de notre lutte avec l'armée marocaine. Vous pensiez, avec raison, que nos admirables soldats de l'armée d'Afrique feraient une éclatante application des principes que vous m'avez entendu proclamer si souvent sur l'avantage des armées bien constituées, bien disci-

plinées et manœuvrant à la voix d'un seul chef, contre les multitudes désordonnées, *fussent-elles dix fois supérieures en nombre.*

« J'avais eu soin de pénétrer de ces vérités indiscutables jusqu'au dernier de mes soldats; je les avais préparés, longtemps à l'avance, à la grande action que nous allions livrer : chaque chef savait le rôle qu'il avait à jouer, suivant les différents incidents de la bataille; chaque soldat savait la place où il devait combattre; chacun comptait sur son voisin et tous, je puis bien vous le dire sans que vous me taxiez de présomption et d'orgueil, avaient confiance dans leur général en chef.

« Si vous eussiez été témoin, mon cher Ménière, de l'allégresse de ma petite armée quand elle aperçut, le 14 au matin, l'immense cavalerie marocaine rangée en bataille en avant de plusieurs villes de tentes, qui devaient être le prix de notre victoire; si vous eussiez vu sa noble contenance lorsqu'elle se déploya en ordre de combat sous les premières attaques de nos ennemis et lorsqu'elle s'avança, majestueuse, au milieu de ces masses, méprisant sur son chemin les chocs mille fois répétés des cavaliers les plus renommés du Maroc; si vous eussiez vu enfin l'impétuosité de notre cavalerie lorsqu'elle s'est élancée à la charge, son courage et son sang-froid quand elle eut à combattre un contre dix; si vous eussiez vu toutes ces choses, votre cœur eût tressailli de plaisir. Il fallait bien qu'il en fût ainsi, car il y allait pour nous ou d'une victoire, ou d'une ruine complète; si nous nous fussions montrés faibles sur un seul point, nous eussions tous été dévorés, depuis le plus petit soldat jusqu'à votre cher maréchal, et qui plus est, c'en était fait de toute l'Algérie. Dans cette alternative, il était donc indispensable de vaincre, et c'est ce que nous avons fait.

« Je n'ai pas besoin de vous dire, mon cher Ménière,

quel plaisir votre lettre m'a fait éprouver; j'ai reçu vos félicitations avec bonheur, et je vous en remercie avec toute l'effusion de mon cœur. Recevez, etc.»

«Maréchal BUGEAUD.»

24 février 1855.

Dans ces derniers temps, je crois vous l'avoir dit, j'ai eu *l'honneur* de dîner avec notre grande tragédienne, la fameuse Rachel. Ah! celle-là n'achètera pas au poids de l'or le droit de se faire enterrer dans la vallée de Josaphat, aux bords du Cédron ou dans tout autre lieu consacré par les souvenirs des enfants d'Abraham. La susdite ne me plaît guère. Je n'estime pas même son talent, c'est-à-dire que j'ai peu de sympathie pour ce jeu concentré, rentrant, cette froideur amère qui ne convient guère qu'à un petit nombre de situations dramatiques. Mais il ne s'agit pas de mon goût, ni de sa manière de jouer Phèdre, Hermione, Pauline et tout autre rôle de nos chefs-d'œuvre du grand théâtre. Parlons un peu de la femme au point de vue pittoresque, comme objet d'art.

Elle est d'une maigreur proverbiale, mais on ne pourrait sans injustice lui refuser une distinction extrême, une élégance de tournure, qui la feront remarquer partout, qui lui attireront infailliblement tous les hommages. C'est là, il faut en convenir, l'heureux privilège de sa nature intelligente et délicate. En quelque lieu qu'elle se présente, elle attire l'attention, elle excite la curiosité, même quand on ignore son nom, soit que cela tienne à ses grands airs de tête, à sa mise d'une suprême élégance, à sa voix grave, austère même, espèce de contralto nerveux et doux, harmonieux et pénétrant. Quoi qu'il en soit, en la voyant, on est

bientôt sous le charme, et le triomphe de la dame est d'autant plus assuré que sa conversation est attachante, que le mot est vif, juste, l'idée souvent heureuse, que tout dans cette créature privilégiée se rapproche davantage des perfections qu'on recherche chez la femme. Dans cette entrevue, qui a été longue, je l'ai écoutée avec soin et, je dois le dire, elle s'est montrée bonne princesse. Elle a fait les honneurs de sa personne avec une grâce infinie, traitant ses débuts sans pédanterie, sans modestie affectée. Ainsi, nous a-t-elle dit, à l'époque où elle a songé à la tragédie, il lui est arrivé bien souvent de se draper l'épaule avec le petit tablier qu'elle ôtait à sa ceinture, déclamant, gesticulant dans l'espèce de grenier qu'occupait la famille, pendant que sa mère, occupée à la lessive de chaque semaine, lui reprochait de perdre un temps qui eût été mieux employé à laver ses hardes ou à repriser ses bas.

Cependant cette vocation avait grandi. La mère se décida à faire une visite à M. Samson, de la Comédie française, professeur de déclamation au Conservatoire. Mais cette enfant malingre, chétive, avait besoin de tout. La mère la conduisit au Temple, lui acheta une défroque complète, et comme la maigreur de la fillette lui paraissait un obstacle au bon accueil du maître, elle lui bourra son corsage de façon à lui donner un air étoffé peu en rapport avec le reste. Samson, en voyant cette enfant ainsi rebondie, s'écria : « Mais c'est une naine, elle ne grandira plus, la voilà toute formée, il n'y a rien à faire, etc. » La mère s'efforçait de rassurer le professeur en lui disant que l'enfant grandirait. Le maître n'en voulait pas démordre; mais, vaincu par les prières de ces deux personnes, il indiqua un passage à étudier, ajournant la future tragédienne à la semaine suivante. La mère présenta alors sa fille au naturel, comme une volige nouvellement rabotée, et le père Samson, enchanté de son talent naissant, le

loua d'autant plus qu'il comprenait la possibilité d'une croissance si nécessaire. Elle a tenu parole, cette enfant; elle est devenue assez grande, mais ses formes si fines, si minces, n'ont pas pris d'ampleur. C'est toujours une tournure fantastique, quelque chose d'aérien, comme il conviendrait à une apparition au clair de la lune dans les ruines d'un monastère sicilien (voir le quatrième acte de *Robert le Diable).* Mais l'avenir est venu, la célébrité aussi. Seulement la piètre éducation de cette reine des planches tragiques n'était pas à la hauteur de ces destinées souveraines. Rachel nous a raconté une petite aventure où sa vanité reçut une leçon qui lui profita beaucoup. Un jour, dans un cercle nombreux, on annonça un M. Millot, artiste peintre ou sculpteur, je ne sais lequel; et comme, à cette époque, on parlait beaucoup de la Vénus de Milo, Rachel, voulant faire l'aimable et montrer son bon goût, salua le Millot en question et lui fit un grand compliment sur le mérite de sa statue. Vous jugez si l'on rit.

Ces histoires, vieilles comme le monde, sont toujours de mode. Le singe qui prend le Pirée pour un homme ne manquera pas de descendants, mais les esprits bien faits profitent d'un quiproquo ridicule pour s'instruire, pour étudier, pour écouter et ne parler qu'en pleine connaissance de cause. Ces modestes débuts ouvrirent à l'artiste un rapide chemin à la fortune. Aujourd'hui Rachel a plus de cent mille francs de rente, et elle grossit sans cesse son trésor. Apre au gain, elle entasse ses richesses, non pour en jouir, mais pour le plaisir d'en contempler l'amoncellement. On la dit bonne pour sa famille. Sa mère, ancienne revendeuse à la toilette, a l'air d'une duchesse; ses sœurs ont toutes été placées par elle. Rebecca est morte sociétaire du Théâtre-Français; Lia est je ne sais où; Raphaël est son homme d'affaires, il s'intitule lui-même directeur des congés de Mlle Rachel, il se charge de

débattre ses intérêts, et il le fait en homme avisé. Avec ses instructions secrètes, il a l'air d'agir de son plein gré; en vain on s'adresse à la dame, elle répond que cela ne la regarde pas, qu'il faut voir son frère, et celui-ci se montre Arabe au superlatif. C'est lui, dit-on, qui a fait le fameux marché américain et stipulé qu'en cas de mort de l'actrice, le Barnum de New-York serait autorisé à exhiber la carcasse de la susdite, mais convenablement préparée, jusqu'à la fin du temps de l'engagement. Il avait fait de non moins bonnes affaires à Saint-Pétersbourg, d'où la grande tragédienne a rapporté près d'un million en or, en diamants, bijoux, etc. On n'a jamais battu monnaie avec plus de talent et de succès. Le marché américain est fixé à douze cent mille francs pour deux cents représentations. Elle prétend qu'elle aura donné ces deux cents séances en sept à huit mois, et que, partant au mois d'avril, elle sera de retour à la fin de l'année et même plus tôt. Elle en est bien capable. En attendant, elle règle ses comptes avec le Théâtre-Français.

J'ai entendu A. Houssaye, le directeur de ce théâtre, nous affirmer qu'elle voulait avoir une représentation à son bénéfice avant de partir, qu'elle en mettrait les places à vingt francs et qu'elle récolterait facilement vingt mille francs dans sa soirée. Elle prétend qu'elle a des droits de retour à exercer sur des comptes anciens et qu'elle ne fera pas grâce d'un centime à la caisse obérée de la Comédie française. La moitié de ses camarades sociétaires est dans la « débine »; elle seule absorbe tout, et cela lui suffit à peine. Et cette femme gorgée d'or refuserait de jouer au bénéfice de n'importe qui. Jamais elle ne fait rien pour les pauvres, bien différente en cela de Jenny Lind, qui a donné six cent mille francs pour fonder un hôpital à Stockholm; bien différente d'Alboni, qui s'est montrée si généreuse en tant d'occasions diverses. La fibre sensible manque à ce

cœur; une affreuse avidité la pousse à ces accaparements d'écus qui sont une preuve de sa rapacité. C'est le type de l'avarice incarnée. A propos de *la Czarine* de M. Scribe, elle en a dit beaucoup de mal, et, ce que je croirais volontiers, elle a prétendu que l'on ne venait à cette pièce que pour voir ses costumes, qui sont merveilleux. M. Scribe est furieux contre elle, d'abord pour cela, et puis à cause de son départ prochain. « Un si grand succès ! » dit-il. Je n'ai pas vu ce chef-d'œuvre. Les gens les plus sensés disent que la pièce ne vaut rien, qu'il y a des allusions sans délicatesse, des attaques odieuses contre la Russie. Il est certain que l'empereur, à la première représentation, s'est montré fort irrité de cette grossière littérature.

30 février.

M. Eugène Pelletan est un esprit de forte trempe, on peut blâmer ses opinions, mais non son caractère; chacun le tient pour un galant homme, un écrivain sérieux, un philosophe, et les gens du pouvoir n'attaquent pas ses articles, quelque acrimonieux qu'ils soient, parce qu'on honore une conviction solide.

— *Le Siècle*, pour plaire à la foule de ses lecteurs, ne néglige pas le feuilleton; il sait que, parmi les gens qui s'abonnent à un journal, il y en a bon nombre qui lisent peu les articles de fond et s'arrêtent bien plus volontiers aux faits divers, aux procès scandaleux (comme celui de Mlle Doudet, qui agite toute la France en ce moment) et surtout au feuilleton. Or, *le Siècle* a acheté une histoire de M. Eugène Sue en je ne sais combien de volumes, et dont le titre même m'échappe. Ce diable de feuilleton a scandalisé si fort tout le monde que le parquet a fait saisir le journal et qu'un procès doit s'ensuivre. Il s'agit là d'un écrit blessant les mœurs, et le journal, qui avait jusque-là poursuivi

cette détestable publication, se trouva fort empêché par cette rigueur de la justice. Or, hier soir, dans la maison où je dînais, se trouva M. Rouland, le procureur général, et quelques autres personnes non moins considérables. Le maître du logis, lié avec tout *le Siècle*, avait dit au gérant du journal de venir passer une heure chez lui, afin de lui ménager une entrevue avec M. le procureur général. J'ai été témoin de cette conversation, et voici mon résumé : le procureur général a dit à M. Thillot, le gérant, — par parenthèse, ce quidam est un ancien marchand de bonnets de coton de Rouen, un vrai Normand pas malhabile, retors et occupant ce poste important parce qu'il était un fort actionnaire du *Siècle;* — donc, M. Rouland lui a dit :

« Votre journal fait de l'opposition, c'est son droit, nous le laissons faire, et même vous avez dû remarquer que nous laissons passer des choses qui pourraient être attaquées; nous voulons donner cette vaine satisfaction aux esprits assez naïfs pour croire à la nécessité d'une liberté de la presse. Mais je ne laisserai pas publier des articles qui blessent la décence, qui froissent tous les sentiments honnêtes, qui sont une honte pour les écrivains capables de publier de telles turpitudes. M. Eugène Sue est le père de tous les socialistes, il a toujours courtisé les mauvaises passions, il a enflammé toutes les convoitises de ceux qui n'ont rien. Il désigne les riches à la haine des pauvres, il remue les égouts de la société pour en dégager des vapeurs empestées; c'est l'homme le plus dangereux, celui qui a le plus fait pour amener les journées de Juin 48. Par conséquent, mon devoir est de lui ôter le pouvoir de recommencer cette belle besogne. Je vous ai fait saisir parce que le dernier feuilleton contient la plus forte excitation à la haine de ceux qui souffrent envers ceux qui jouissent, parce que ces tableaux d'orgie, ces stupides débauches frappent les esprits et font croire

qu'il y a des réalités de ce genre, alors qu'elles ne sont qu'un enfantement monstrueux d'une imagination en délire. Vous aurez un procès, et vous le perdrez, parce que la conscience publique indignée vous condamnera avec nous. Mais je ne veux pas tuer *le Siècle*. Je puis arrêter les poursuites; il me faut pour cela l'engagement formel de cesser toute publication venant de la plume d'Eugène Sue. Voyez si vous voulez souscrire à cette condition, et vous en serez quitte pour la peur. » Tout cela a été dit avec une fermeté singulière et aussi avec un accent de bonhomie, de franchise très caractéristique.

M. Rouland est pour moi la vraie incarnation du bon sens; jamais je n'ai trouvé une nature qui me fût plus sympathique, un esprit plus droit et plus naïvement juste. « Sous tous les gouvernements, disait-il, étant procureur général, je poursuivrais un écrit comme celui-ci. Je ne fais pas de la politique, je garde la société; en tout Etat, un feuilleton comme le vôtre est un crime; c'est un brandon allumé jeté au milieu des poudres; il faudrait être aveugle pour ne pas voir le danger de ces publications, et cependant j'ai reçu hier la visite d'une sénateur âgé, homme haut placé, qui venait me parler de ma saisie et qui trouvait que j'étais bien sévère. Cet écrit lui semblait moral, puisque en peignant la débauche il la faisait haïr. Il y a des gens qui ont l'esprit singulièrement tourné. Comment croire que de pareils récits n'enflammeront pas les cœurs des jeunes gens sans expérience? Mais il ne s'agit pas des apologies de ce sénateur. Le public n'a pas sa naïveté, et, pour ma part, je fais comme le public. » La conversation a duré longtemps. Le Thillot me paraissait assez abasourdi; il n'était pas préparé à une argumentation aussi directe, aussi nerveuse; il se défendait en disant que jamais les publications d'Eugène Sue n'avaient été l'objet de poursuites. « C'est pour cela

que je commence, riposta M. Rouland ; les faiblesses du pouvoir ou l'aveuglement du parquet ont pu servir de notable encouragement à ce monsieur ; mais, moi, je ne veux pas tremper dans ces lâchetés. Ainsi tenez-vous-le pour dit. » Il y a lieu de croire que M. le gérant ira faire sa soumission devant le parquet et prendre l'engagement qu'on lui impose.

Ce Thillot ne m'a pas plu, mais à juger sur la mine on se tromperait souvent. Quoi qu'il en soit, j'ai assisté ce soir-là à un des actes les plus exorbitants. Un magistrat se substituant à la loi, jugeant dans son omnipotence, arrête une poursuite commencée, condamne un délinquant à une amende (l'ouvrage de M. Sue a été payé 80,000 francs par *le Siècle*) et porte une atteinte des plus graves à la liberté d'un citoyen en l'empêchant de publier à ses risques et périls un ouvrage qu'il estime dangereux pour la société. C'est là une chose énorme, un abus de pouvoir, une violation du droit et de la loi, une prévarication qui a d'autant plus de gravité qu'elle part de plus haut. Le chef du parquet, celui à qui il appartient de poursuivre les délits contre la société, qui est chargé de la vindicte publique, ce magistrat, investi de devoirs redoutables, met tout cela de côté, se transforme en juge suprême ; il agit comme faisait saint Louis au pied du chêne de Vincennes. Il est à la fois le juge, la loi, le maître absolu de la liberté d'un journal et de ses rédacteurs, et tout cela me semble, à moi, un argument sans réplique en faveur du pouvoir absolu. Un honnête homme, un cœur loyal et droit, un esprit éclairé, ferme, quand il a le pouvoir en main, peut en user suivant l'impulsion salutaire de sa conscience. Il simplifie les formes judiciaires, il les confisque au bénéfice de tout le monde, et il n'est pas un honnête homme qui puisse y trouver à redire.

Heureux le pays où toutes les affaires de ce genre pourraient avoir une solution aussi prompte et aussi

conforme à l'équité. Je sais bien que la justice expéditive du procureur général n'offrirait pas en tout cas une garantie suffisante, car les hommes ne sont pas parfaits. Après M. Rouland, peut venir un magistrat moins probe, moins bien intentionné, et ces façons sommaires auraient un grand danger si la vérité ne présidait pas à des actions de cette espèce. Pour moi, je me félicite d'avoir vu de près un acte aussi honorable pour le personnage qui l'a accompli. Ne vaut-il pas mieux, cent fois, transiger ainsi, sans bruit, sans scandale, obtenir en définitive le seul résultat désirable, c'est-à-dire la cessation du mal, que de faire un procès devant occuper le public, excitant l'attention de tout le monde, réveillant des hostilités et la curiosité des méchants et des niais.

Ce sont de petits chapitres de notre histoire contemporaine; reste à savoir si nos successeurs vaudront mieux ou moins que nous!

5 mars 1855.

J'avais reçu samedi un petit billet ainsi conçu : « Si M. M... n'avait rien de mieux à faire et s'il voulait venir dîner avec moi demain dimanche, il me ferait un véritable plaisir; mille et mille compliments. — PASQUIER. » A six heures précises, j'arrivais hier chez M. le chancelier, espérant presque un tête-à-tête, mais, au lieu du petit entresol, son refuge habituel en temps de maladie, le seul qu'il ait eu depuis près de deux mois, le suisse me dit de monter au premier, et j'entre dans le salon bien éclairé. Je trouve le vénérable duc sur pied, en grande toilette, bien chaussé, la grande plaque de la Légion d'honneur sur son habit noir, et je suis reçu par un : « C'est bien aimable à vous de venir ainsi après une invitation à bref délai. » Nous étions seuls, nous avons un peu parlé médecine, j'ai

fait mon compliment au chancelier sur sa convalescence, sur sa tenue. « C'est un enfantillage, dit-il, mais vous ne sauriez croire le plaisir que j'ai eu à m'habiller aujourd'hui; il y a deux mois que je n'en avais fait autant, et les journées m'ont quelquefois paru longues. » Puis est arrivée une belle dame qui a dit au duc : « Bonjour, mon oncle! — Où est votre mari? — Mais son service le retient, l'empereur arrive à sept heures; il a dû rester au palais. — Tant pis pour lui, nous n'en dînerons pas moins. » Le chancelier était gai, il arpentait son salon, me montrait divers objets d'art, puis sa bibliothèque, des livres nouveaux.

Mais on annonce M. et Mme Lebrun, M. Lebrun, de l'Académie française, l'auteur de *Marie Stuart;* — la dame a dû être jolie, elle est fort gracieuse, mais elle a trop d'empressement auprès du chancelier, qui l'entend mal; — puis M. de Ludre, un ami de la maison, et enfin M. Mérimée, notre ancienne connaissance de Trouville. Il y avait en outre M. Pasquier d'Audiffret, le fils adoptif de M. le chancelier, qu'il appelle « mon père ». C'est un aimable homme, jolie tête bien faite, parole facile et agréable, charmante aisance que donne l'habitude du plus grand monde. Si vous joignez à cette société l'ancien secrétaire du duc, un bon jeune homme que tout le monde aime ici, vous aurez le catalogue complet de ce cercle que je ne croyais pas trouver si nombreux. Mais le chancelier célébrait presque ses relevailles. Mme de Boigne est souffrante en ce moment, elle a un petit catarrhe qui la retient au lit. Il était sept heures quand on a pris place à table. Je ne détaille pas le menu; on dîne toujours à merveille chez M. le chancelier; j'étais à côté de Mme Lebrun et du secrétaire. Et maintenant voici des menus propos, de ceux qui voltigent autour d'une table. M. Mérimée, placé du côté de la bonne oreille du duc, lui dit : « Vous avez su qu'Alfred de Musset n'est pas venu

voter à nos dernières élections. — Pourquoi? demanda M. Pasquier. — Parce qu'il s'est *absinthé.*»

Alfred de Musset se grise avec de l'absinthe, et cela si souvent, avec une persévérance si malheureuse, qu'il est arrivé peu à peu au dernier degré de cette ivrognerie qui est un objet de dégoût et de mépris dans le monde des honnêtes gens. Cette plaisanterie de M. Mérimée (il en est le colporteur, car je l'ai déjà entendue) a beaucoup amusé M. le chancelier, qui nous a raconté qu'un jour, ayant invité à dîner Alfred de Musset, récemment nommé à l'Académie française, il avait cru devoir le faire surveiller par un voisin de table; ce qui ne l'empêcha pas de se griser en buvant de tout et beaucoup. Et après le repas, quand, dans le salon, on lui eut présenté le café, il demanda au domestique de l'eau-de-vie pour faire un gloria. C'est un homme qu'on ne peut recevoir nulle part. Il lui arrive souvent de disparaître de chez lui pendant quinze jours; on ne sait ce qu'il est devenu, et l'on finit par le trouver dans quelque mauvais lieu, où il laisse à la fois sa dignité, son esprit et sa raison. On dit qu'un jour Sainte-Beuve lui reprochant ses habitudes vicieuses, il lui répliqua : «C'est vrai, mais vous-même, n'allez-vous pas dans ces maisons? — Cela est possible, dit le critique, mais, au moins, je n'y demeure pas!» On dit qu'Alfred de Musset a une vieille bonne qui l'a presque élevé, qui lui est dévouée on ne peut plus, qui pleure sur les égarements de son maître et cherche en vain à le ramener à une vie plus régulière. On a beaucoup parlé de ce malheureux défaut d'ivrognerie, si rare aujourd'hui, si commun autrefois. M. de Musset a quelques rivaux en ce genre, mais il est le chef de la bande. Vice sans excuse, quand bien même on dirait en faveur de ce poète qu'il a fini par confondre le spiritueux avec le spirituel.

5 mars 1855.

L'empereur, M. de Morny et quelques autres personnages de cette famille sont fréquemment sur le tapis. Or, le père Baudelocque a accouché la reine Hortense de tous ses enfants. Un premier garçon est mort très jeune du croup, ce qui inspira à l'empereur la pensée d'offrir un prix de 100,000 francs à l'auteur du meilleur traité sur cette affreuse maladie. Un second fils a été tué en Italie dans une émeute, et enfin le troisième est Louis-Napoléon, l'empereur actuel. Chacun de ces accouchements était payé d'une somme de 10,000 fr. en billets de banque, renfermée dans une boîte d'or enrichie de diamants, ceux-ci valant bien 10,000 francs encore. Cette dernière naissance fut, comme les deux précédentes, saluée par le canon des Invalides; mais déjà le roi de Hollande avait à se plaindre de sa femme. Une série interminable de tribulations lui fut réservée, jusqu'au jour où il écrivit à l'empereur ce fameux billet : « Sire, je rends à Votre Majesté le royaume, la femme et les enfants qu'elle m'a donnés, etc. » Elle ne fut pas, de son côté, exempte de peines. Peu de femmes ont souffert plus que cette charmante Hortense de Beauharnais que les grandeurs de son beau-père ont entraînée dans une sphère qu'elle n'ambitionnait pas. Sa meilleure amie, Mme de Brock, tomba sous ses yeux dans un précipice, près d'Aix en Savoie, et y périt misérablement. Mais je n'ai pas à tracer la biographie de la reine Hortense; ses faiblesses et ses douleurs sont connues; je ne veux que raconter quelques faits accessoires.

M. Baudelocque, le célèbre accoucheur, donnait des soins à toute la famille impériale. Mme de Beauharnais était venue chez lui pour le consulter, et plus tard, après son veuvage, devenue la femme du général Bo-

naparte, elle avait conservé pour son médecin une vive et chaude affection. Joséphine était vraiment une femme très remarquable. Sa fille Hortense, une enfant alors, fut élevée par Mme Campan, et, quand elle devint la femme de Louis Bonaparte, quand elle fut obligée de partir pour la Hollande, elle ne cacha pas ses regrets de quitter Paris et ses amis pour aller dans un pays si peu attrayant, avec un mari que la politique seule lui avait donné. Triste vie que la sienne, et ses malheurs doivent du moins être pour elle une excuse.

Murat, celui qui, plus tard, devint roi de Naples, aimait beaucoup M. Baudelocque; il adorait les enfants, et les moutards du docteur étaient ses favoris. Un jour, chez M. Baudelocque, il prit sur ses genoux un petit garçon de quatre à cinq ans et lui dit : « Que veux-tu ? » Le moutard répond : « Moi, je veux voir le général Bonaparte. » Celui-ci était déjà premier consul. « Eh bien, je te le ferai voir demain; viens à midi chez moi avec ta bonne, tu le verras ! » Il y avait le lendemain revue de la garde des consuls au Carrousel. Murat demeurait dans une espèce d'hôtel qui a été remplacé depuis par le prolongement du Louvre, le long du Carrousel. Le premier consul devait déjeuner chez Murat après la parade. L'enfant et sa bonne furent exacts au rendez-vous. Bonaparte arriva, et son premier mouvement en voyant ce petit garçon fut de le caresser et de demander son nom. Murat le lui dit.

Alors le premier consul le combla de caresses, l'embrassa et, voyant près de la cheminée un petit cadre doré contenant un portrait de lui en biscuit de Sèvres, il le décrocha, le donna à l'enfant en lui disant : « Tiens, le voilà, le général Bonaparte, je te le donne. » M. Baudelocque a encore ce portrait. Quelques heures après, de retour chez son père, l'enfant reçut une grande caisse dans laquelle se trouvait un buste du

premier consul et une multitude de joujoux de toute espèce. Ce buste a été précieusement conservé par M. Baudelocque, qui l'a toujours dans son cabinet.

A quelque temps de là, Murat, trouvant le même moutard avec un air renfrogné, lui demanda ce qui le chagrinait ainsi. « Je veux une toupie ! » dit le gamin. Dans la journée arriva une cargaison de toupies de toutes les formes. M. Baudelocque, qui est un vrai conservateur, possède encore l'un de ces jouets. Il y a dans ces petites histoires une chose qui me touche, c'est cet amour des enfants que je considère comme un signe favorable; les âmes tendres sont les meilleures. Quand, au milieu de la vie, au sein des splendeurs du trône, on conserve cette passion pour les petits enfants, il y a nécessairement un cœur sous cette enveloppe, et cela me touche vivement. Napoléon à Sainte-Hélène aimait à s'entourer d'enfants; ceux-ci l'adoraient, et pour mon compte, je fais grand cas de ces natures affectueuses.

M. le nouvel académicien Berryer a fait les frais d'un long entretien. Généralement on l'a assez maltraité. Son discours a été sévèrement épluché, on l'a trouvé trop long, trop emphatique, trop orgueilleux; mais on a encore plus blâmé M. de Salvandy de son gigantesque encensoir balancé devant le nez de son nouveau confrère. Il y a des bornes à la flatterie académique, et M. de Salvandy les a franchies sans réserve, sans pudeur. En somme, ces deux discours font peu d'honneur à leurs auteurs. On a dit que M. Berryer en avait fait deux ou trois avant celui-là, et que toujours le conseil académique les avait repoussés comme impossibles en raison de leurs allusions politiques. Enfin, on s'est arrêté au dernier, et encore a-t-il fallu le mitiger en bien des passages.

Après tous ces propos, M. Mérimée nous a dit ceci : « Voici une histoire que je ne garantis pas, mais je cite

mon auteur. C'est la princesse Mathilde qui m'a raconté le fait, je vous l'offre comme il m'a été donné, sans en retrancher, sans y ajouter un mot. M. Berryer aurait écrit à M. Mocquart, le secrétaire intime de l'empereur, un billet ainsi conçu : « Monsieur, l'empe-
« reur et moi nous nous connaissons depuis longtemps;
« une nouvelle entrevue ne peut être d'aucune utilité.
« Faites donc que je sois dispensé de cette *corvée*, etc. »
Il est d'usage que le nouvel académicien soit présenté au souverain, tel quel, par le bureau de l'Académie; c'est un cérémonial obligé, et M. Berryer aurait voulu s'y soustraire. On a trouvé cette lettre fort inconvenante, d'autant plus que la formalité ne regarde que le bureau de la compagnie; c'est lui qui demande l'audience, qui prend les mesures nécessaires, et M. Berryer, conduit par ses parrains, pouvait se borner à des salutations, simple affaire de forme. M. Lebrun a très vivement pris la chose. Il trouve que M. Berryer a compromis l'Académie, qu'il a manqué de déférence à l'égard du directeur et que sa démarche individuelle est on ne peut plus blessante pour ses collègues. On n'a pas dit un mot des deux nouveaux élus, seulement on s'est un peu amusé de M. Legouvé et de sa tragédie de *Médée*. Il a gagné son procès, il peut se faire jouer par arrêt de la cour, mais le public ne ratifiera pas cette sentence. Je suis bien fâché que mon pauvre Ponsard ait été vaincu dans cette lutte. Espérons qu'il sera nommé à la place de Baour-Lormian, qui est vacante.

Mais, il faut le dire, l'Académie est dans une mauvaise voie. Ses choix sont tout à fait politiques, il y a parmi les quarante un système d'opposition très énergique. Reste à savoir si l'empereur tolérera longtemps ces élections qui se font à Frohsdorff. A propos de je ne sais quoi, le nom de Royer-Collard a été prononcé, et M. le chancelier en a dit deux mots. « Royer-Collard était fort tendre. On lui a connu plusieurs affec-

tions vives. — Témoin celle qu'il a toujours eue pour Danton, — observe un interlocuteur. — Cela a besoin d'éclaircissement, a dit M. le duc, et voici l'explication :

« Royer-Collard et Danton s'étaient connus à l'assemblée des électeurs auprès de la Commune de Paris; ils s'étaient liés, et cela ne surprendra pas ceux qui ont connu Danton. Cet homme que l'on tient pour un monstre, un tigre, avait au contraire beaucoup de cœur. Il y avait en lui la fibre humaine à un très haut point; il était très susceptible d'émotions douces; quand on savait attaquer son cœur, il pouvait s'attendrir à un point extrême. Et tenez, monsieur Ménière, c'est en le touchant ainsi qu'on a obtenu de lui l'élargissement de l'abbé Sicard, uniquement parce qu'il était l'instituteur des sourds-muets. Eh bien, M. Royer-Collard, en apparence si froid, avait un point de contact avec Danton. Il savait qu'il était sensible, et ce côté de l'homme qui a fait verser tant de sang était bien apprécié par le philosophe austère. Ce personnage, qui a joué un rôle éminent dans la France constitutionnelle, était le plus tendre père, le mari le plus affectueux, en un mot l'homme le plus humain qui fût. »

M. le chancelier nous a raconté l'anecdote suivante : « Il y a bien longtemps, plus de vingt ans, je dînais un jour chez M. le professeur Andral, lequel a épousé la fille de M. Royer-Collard. Mme Andral, après le dîner, tenait sur ses genoux son fils, aujourd'hui avocat à la Cour impériale, et pendant que je jouais avec ce moutard, la mère, à qui je parlais de son illustre père, me dit ces mots : « Vous le croyez si grave, si « solennel; mais combien vous êtes dans l'erreur! Ce « matin, j'étais chez mon père; il tenait cet enfant dans « ses bras, et l'enfant s'amusait à lui enlever sa per« ruque et à la jeter dans le jardin; cette espièglerie le « faisait rire aux éclats. Un domestique allait chercher « la perruque, on la replaçait sur la tête de mon père,

« et l'enfant gâté recommençait sa plaisanterie. Cela « s'est renouvelé dix fois peut-être; le cher grand-père « se prêtait à ce jeu avec une douceur merveilleuse. Ma « sœur et moi, nous lui en avons fait bien d'autres quand « nous étions petites, et jamais cœur plus doux, esprit « plus aimable n'a toléré nos espiègleries, ne s'est prêté « plus complaisamment à nos malices. »

Le duc a dit que Robespierre était sans cœur, sans entrailles; que ce personnage était tout à fait en dehors de l'humanité, qu'il n'était accessible d'aucun côté. — M. Boulay de la Meurthe, le père, l'ami de Sieyès, était un homme très violent. C'est lui qui a fait le fameux rapport sur la proscription en masse de la noblesse. En dépit de l'émigration, il restait encore en France, en 97 ou 98, beaucoup de nobles que l'on voulait attaquer. Il y eut un projet de loi portant confiscation des biens de tous les ci-devant, et ces biens devaient être employés à payer les frais de la guerre, à éteindre la dette publique. Ce qui serait resté aurait servi à donner à chaque noble proscrit une petite pacotille d'objets manufacturés en France et qui leur aurait servi de ressources à l'étranger. Le rapport de Boulay de la Meurthe est un des actes les plus odieux de ces temps de violences. « Il me coûta plus de cent mille francs, dit M. Pasquier, car, sous le poids de cette menace, je vendis à la hâte et fort mal une terre afin de pouvoir emporter un peu d'argent comptant. Plus tard, quand j'entrai au Conseil d'Etat, sous l'empereur, la figure de ce Boulay me causa une horreur profonde. J'en dirai autant de Martin de Douai, le régicide, et de Treilhard, autre régicide. Ce dernier était une sorte d'homme de loi qui avait été chargé de contribuer à la rédaction du Code pénal. Treilhard est mort pendant l'opération de la pierre. Il a son fils encore vivant et son petit-fils est sous-préfet dans la Normandie, pas loin de Trouville. »

5 mars 1855.

La mort de l'empereur Nicolas Ier a beaucoup occupé le cercle de M. le chancelier. Les malins, qui seraient bien fâchés de voir les choses au naturel, affirment que ce trépas si prompt, si inattendu, est le résultat d'une violence, mais rien ne le prouve. M. Guizot avait reçu de Mme de Lieven une lettre annonçant une maladie grave, datant déjà de dix à douze jours. Puis il y a eu des adieux solennels, une bénédiction, une communion; toutes choses qui éloignent l'idée d'un meurtre. Mais, encore une fois, le public, qui est pour les romans, adopte un assassinat, un empoisonnement, bien plutôt qu'une fluxion de poitrine. Quoi qu'il en soit, les gens les plus éclairés regardent ce fait comme une chance en faveur de la paix. L'élément guerrier principal a disparu, il va devenir possible de traiter sur des bases nouvelles; on doit donc espérer qu'un arrangement se réalisera. M. Pasquier pense que l'Angleterre a le désir d'arrêter les hostilités; elle a joué dans cette guerre un si triste rôle qu'elle doit incliner à sortir de cette situation le plus tôt possible.

Reste à savoir si l'Autriche et son jeune empereur s'arrangeront de cela. Ils attendent de cette campagne les plus grands avantages. Ils avouent les plus ambitieuses prétentions à l'agrandissement de territoire. Il est donc à craindre que le cabinet de Vienne ne se prête pas à une pacification qui lui ôtera les profits de la lutte et lui laissera les rancunes de la Russie. Quant à notre maître, voudra-t-il déposer les armes à une époque où elles ont pris un nouveau lustre, alors qu'il est prouvé encore une fois que le soldat français n'a pas de rival au monde, quand les nations voisines reconnaissent chez nous une supériorité incontestable? Il y a dans ces circonstances nouvelles un vif stimulant

de notre orgueil national. On peut craindre les éblouissements de la gloire; le nom de Napoléon porte avec lui ses entraînements. Là se trouve un obstacle à la solution pacifique si vivement désirée par l'empereur, et ce sera peut-être l'écueil où ira se briser notre souveraineté moderne.

7 mars 1855.

La *Revue des Deux Mondes* contient un article de M. Guizot, intitulé *l'Amour dans le mariage ou Lady Russel*. — Je ne l'ai pas lu. Samedi, M. de Sainte-Aulaire me disait chez moi que ce nouvel écrit du célèbre personnage l'avait vivement touché, lui avait arraché des larmes. Hier, tout le monde se moquait un peu de cette histoire romanesque, affublée d'un titre prétentieux. Il est vrai que ce titre est attribué au directeur de la *Revue*, lequel a voulu faire de l'effet et attirer l'attention. M. Pasquier trouve cet article beaucoup trop long, trop diffus, surchargé de lettres qui ne sont pas toutes également dignes d'intérêt. « Il est si difficile d'être court, » ai-je dit. « Vous avez bien raison, il faudrait se montrer plus économe du temps des lecteurs. » M. le chancelier, comme les gens de grande expérience, aime les écrits substantiels. Quand on sait tout, on abrège tout, a dit Napoléon Ier. M. Pasquier en est là; il blâme les longueurs, et je le comprends facilement. Je lui ai, à ce propos, rappelé ses petits articles, si pleins de faits, touchant le chevalier de Favras, qui fut pendu grâce au lâche abandon de M. le comte de Provence.

Mirabeau n'était pas aussi étonnant orateur qu'on a voulu le faire croire. Il ne montait jamais à la tribune sans notes, et ces notes, très détaillées, étaient rédigées par ses deux ou trois secrétaires. L'un d'eux, que l'on avait pris pour un homme de grand talent, fut consulté,

quand Mirabeau fut mort, par les puissants d'alors à l'occasion des vues politiques de ce grand homme. Ce monsieur fit un mémoire d'écolier et l'on se moqua de lui. Il quitta la France et s'établit en Autriche. Les Français, en entrant à Vienne pour la deuxième fois, le trouvèrent là; M. le duc de Bassano le ramena à Paris, où il végéta dans quelques emplois sans importance. Mais c'était un travailleur, un croque-notes. Il chassait, ou plutôt il faisait lever le lièvre que tuait Mirabeau. Ces agents subalternes sont très utiles, et beaucoup d'hommes qui sont en possession de la faveur publique doivent la plus grande partie de leurs succès à ces piocheurs perpétuels. Il faut toutefois reconnaître que la mise en œuvre est la chose la plus importante.

7 mars 1855.

J'ai dîné hier soir à côté de M. Havas, celui qui est le mieux en mesure de donner des nouvelles aux journaux. Ce monsieur est, je crois, d'origine belge. Il a bien soixante-dix ans; c'est un beau vieillard, alerte, solide, vivace, d'une activité prodigieuse. Il a fondé une agence générale des nouvelles politiques. Il concentre dans ses mains les correspondances de toutes les capitales et il publie chaque jour des « Bulletins » qui sont la source où puisent les feuilles publiques. Il se trouve ainsi nécessairement en relations suivies avec les ministres, l'empereur lui-même, et il est devenu, grâce à cette agence, un personnage important.

Il a l'air d'un bon homme, il cause assez bien; je lui trouve du bon sens, il ne s'en fait pas trop accroire. Il m'a dit que M. Guizot, avec qui il avait encore de fréquents rapports, était l'homme le plus clairvoyant de l'ancienne monarchie, qu'il reconnaissait, en tête à tête, la valeur de notre chef actuel, l'immense service

qu'il rendait à la cause générale de la civilisation en comprimant l'ennemi social. Et puis, il nous a dit que l'empereur partirait nécessairement et bientôt, que l'armée avait besoin de lui, que personne là-bas n'avait assez de prépondérance pour conduire une aussi grande affaire, que la main du maître était indispensable pour prévenir un conflit fâcheux. Le général Canrobert a toujours été sous les ordres de M. Pélissier; il ne peut guère commander aujourd'hui à son ancien chef. Puis lord Raglan est insuffisant de son côté. En somme, il faudra bien que Sébastopol saute, ce qui n'arriverait pas si l'on voulait traiter de la paix. Or, la France, l'Angleterre, les armées alliées ne peuvent pas quitter la partie sans avoir démoli cette place.

15 mars 1855.

L'histoire vraie est dans les détails intimes que les grands écrivains ne croient pas devoir consigner dans leurs pages solennelles. On veut voir les choses de haut, comme on dit, et, à force de dominer le théâtre, les acteurs disparaissent. On a la prétention de peindre, non pas l'homme, mais bien l'humanité, comme si la masse ne se composait pas d'unités, comme si les individus, du moins quelques-uns, ne devaient pas être considérés à l'égal des types immortels en qui se résume l'espèce. Mais j'ai déjà dit sur ce sujet tout ce que j'en pense; je suis peu disposé d'ailleurs à rabâcher sur cette théorie; mon temps sera mieux employé à consigner ici des anecdotes.

J'ai trouvé M. le chancelier en tête à tête avec M. Saint-Marc-Girardin, son confrère à l'Académie. Ces messieurs les immortels doivent se voir fréquemment, car dans huit jours aura lieu le vote pour remplacer Baour-Lormian, Mais il était question d'autre

chose entre ces deux personnages; aussitôt après les salutations, M. Pasquier m'a dit : « Docteur, nous parlions d'un ouvrage que vous n'avez peut-être pas lu, les *Mémoires* de M. le comte de Rœderer. La fameuse correspondance du roi Joseph, publiée l'an passé, a, sans contredit, un peu rapetissé le comte, qui était un homme de talent, laborieux, habile, etc. Or son fils, voulant réparer le tort fait à son père, a pris le parti de publier en trois volumes les papiers laissés par l'ancien ministre, et le troisième tome, qui vient de paraître, est rempli de documents du plus grand intérêt. Ce sont des conversations privées entre l'empereur et Rœderer, des choses très intimes, confidentielles, qu'on dit dans un cabinet, en tête à tête, mais qui, dès qu'on a franchi la porte, sont devenues un secret. Certes, l'empereur ne savait pas qu'il avait affaire à un ancien journaliste du *Journal de Paris*, ayant toujours la plume à la main, un écrivain perpétuel (je connais des gens comme cela); car, sans ce goût si vif, ces particularités de ménage seraient restées inconnues. Mais nous voici admis à ces entretiens, et certes, pour ma part, je n'aurais jamais eu le courage de publier ces comptes rendus de séances où le procès-verbal n'est pas de franc jeu. Mais enfin la chose est faite et le public peut y mettre son nez.

M. Saint-Marc-Girardin :

— J'ai vu là, monsieur le chancelier, reproduit à diverses reprises, un mot de l'empereur que nous connaissions déjà; celui-ci : « Il faut savoir être lâche à propos ! »

— C'est vrai, reprend le duc, il n'en faisait pas de mystère. Il a été lâche en Egypte, en plantant là Kléber et toute l'armée française; il l'a été au retour de Russie, quand il a abandonné les troupes en retraite, pour revenir presque seul à Paris; il l'a été encore ailleurs, obéissant à des intérêts supérieurs.

M. Saint-Marc-Girardin ajoute :

— Et à la Malmaison, après la bataille de Paris, quand il est tombé dans un abattement si grand, qu'il n'avait plus d'idées, de paroles, qu'il paraissait au-dessous même de l'humanité.

— On ne tient pas assez compte, a répliqué le chancelier, de la faiblesse humaine, on ne veut voir dans certains hommes que les côtés héroïques, comme s'il n'y avait pas de place pour autre chose. Je tiens de Corvisart certaines particularités peu connues et qui n'en sont que plus intéressantes. Par exemple, l'empereur avait toujours peur du poison, et, quand il habitait les Tuileries, la police du château, organisée par le duc de Rovigo, était montée sur un pied merveilleux. On ne voyait aux portes que quelques sentinelles, mais dans l'intérieur du palais la surveillance était d'autant plus parfaite qu'elle ne paraissait pas. Les cuisines étaient bien gardées, je vous en réponds, et cependant l'empereur était sans cesse tourmenté par des craintes que rien ne justifiait.

— Je tiens (moi) de bonne source que Corvisart, consulté par l'empereur sur le goût des poisons, lui avait recommandé de rejeter aussitôt tout aliment ou boisson paraissant amer, âcre, d'un goût insolite, de même que ceux qui lui sembleraient trop doux et, sur ce point, en désaccord avec les sensations accoutumées.

— A plusieurs reprises, l'empereur, éprouvant des crises d'estomac, auxquelles il était assez sujet, s'imaginait qu'il était empoisonné. Il s'introduisait les doigts au fond de la bouche et provoquait ainsi des vomissements violents. Quand il ne pouvait vomir, il se roulait sur les tapis de son appartement, criait, se lamentait, perdait toute mesure; ou courait après Corvisart, qui arrivait et le trouvait en proie à ces accès de colère ou de découragement. Et alors le médecin, qui avait son

franc-parler avec le maître, le traitait fort rudement, le poussait du pied, lui disant : « Relevez-vous ! c'est honteux, c'est de la lâcheté ! Relevez-vous ! vous n'avez rien que des crampes d'estomac, des douleurs nerveuses, etc. » Et le malade se relevait et se calmait peu à peu. Oui, Corvisart me l'a dit en propres termes, il le *poussait du pied*, lui montrant son mépris pour des faiblesses aussi coupables.

M. Saint-Marc-Girardin et moi, nous écoutions avidement cette particularité si caractéristique de la vie d'un homme comme Napoléon, et le chancelier nous a donné à cet égard l'assurance que rien n'était plus exact. Ces crises d'estomac furent un jour l'objet d'un entretien confidentiel entre Corvisart, le duc de Rovigo et M. Pasquier. Ces deux messieurs questionnaient le célèbre docteur dans le but de savoir à quoi s'en tenir sur le chapitre de cette santé précieuse, et le médecin leur dit ceci : « Il en a bien encore pour une dizaine d'années (c'était en 1815). L'estomac et les intestins sont malades, il y a là quelque chose d'organique qui finira par un squirre ou un cancer; plutôt un cancer, car son père en est mort. »

M. Pasquier, très occupé de ces paroles solennelles, sachant que le père de l'empereur était mort à Montpellier, fit prendre des informations auprès du chef de cette faculté. Il acquit la preuve qu'en effet ce personnage avait succombé après une longue maladie, que l'ouverture de son corps avait été faite et que l'on avait constaté une dégénérescence cancéreuse. Il est à remarquer que Napoléon est le seul de ses enfants qui ait eu la même maladie, mais il y a tant de raisons qui peuvent changer l'hérédité !

— Et à propos de ces révoltes de son estomac, je me souviens, poursuit le duc, de son antipathie pour l'oignon. Il ne pouvait en manger sans être fort incommodé, et, plusieurs fois, de graves accidents ont eu

pour cause cette cuisine de hasard que les empereurs eux-mêmes sont forcés de subir. Voici un fait considérable qui a été causé par un de ces oignons égarés : après la bataille de Dresde, l'empereur improvisa un grand mouvement stratégique, qui devait avoir pour résultat de couper le centre des armées ennemies et de détruire la ligne de défense des Autrichiens. Il fallait pour cela pénétrer en Bohême, s'emparer des défilés de cette province. En conséquence, l'ordre de départ est donné. Le général Vandamme commande l'avant-garde, il s'avance, espérant tourner et surprendre un corps d'Autrichiens; l'empereur part le lendemain matin, Corvisart le suit peu de temps après. Mais il était à peine à deux lieues de Dresde quand il rencontre les fourgons de l'empereur qui rétrogradent. Etonné, il s'avance et trouve Sa Majesté arrêtée dans une auberge, en proie à des accidents terribles, se croyant empoisonnée, mais au fait ayant mangé une soupe dans laquelle il y avait de l'oignon. Il résulta de ceci qu'il fallut revenir à Dresde. Le général Vandamme, allant de l'avant et non soutenu, au lieu de prendre, fut pris; la grande manœuvre n'eut pas lieu, et les Autrichiens se rallièrent; ce qui rendit la guerre plus longue et plus terrible. Encore un grave événement dû à une petite cause, et il y en a bien comme cela dans l'histoire des empires.

— C'est le grain de sable qui arrêta Cromwell, dit Saint-Marc-Girardin, faisant allusion à un mot sublime de Bossuet dans l'oraison funèbre de la reine d'Angleterre. Ici c'est un misérable oignon (ma bête noire), c'est un dégoût naturel qui vient contrarier les grandes vues d'un homme de génie. N'est-il pas singulier que la plupart des grands événements de l'histoire se soient trouvés à la merci d'une indigestion? Que de belles choses en littérature, dans les arts, ont tenu à ce que l'homme qui faisait ce chef-d'œuvre se

portait bien quand l'inspiration lui est venue? Le moral a grand besoin du physique, en vérité, et quand ce dernier fait banqueroute, l'autre est bien près de faillir. Il y avait bien des réflexions philosophiques à faire sur ce sujet, mais passons; j'ai à prendre note d'un autre accident non moins bizarre.

M. Saint-Marc-Girardin a dit au chancelier : « J'ai vu dans les *Mémoires* de Rœderer un fait qui m'a paru singulier. C'est l'indication du sentiment de jalousie que l'empereur éprouvait à l'égard de son frère Joseph. Marie-Louise, courtisée par Joseph, qu'y a-t-il de vrai là dedans? Je n'en avais jamais entendu parler jusqu'ici. — Le fait est certain et je l'ai écrit quelque part, mais non publié. C'est là une des indiscrétions de Rœderer, mais elle eût pu venir d'autre part. Voici ce que je sais de positif sur ce point :

« En 1815, alors que l'armée des ennemis alliés était aux portes de Paris, le soir même où nous devions aller au camp des souverains pour traiter officiellement de la reddition de la capitale et afin d'obtenir des conditions aussi favorables que possible (j'étais alors préfet de police), je vis entrer chez moi le duc de Rovigo, portant un grand portefeuille. Il me dit : « Gardez cela, cachez cela, c'est très important. — Mais, « lui dis-je, tout à l'heure mon hôtel va être occupé « militairement. Mettez ce portefeuille chez vous. — Ma « maison sera également gardée, je ne sais où je pour- « rais cacher ce dépôt. — Mais qu'est-ce que c'est? — « C'est ma correspondance intime avec l'empereur. Au « surplus, si vous apercevez un danger pour ce dépôt, « donnez-moi votre parole d'honneur que vous le brû- « lerez. » Je le promis et il s'en alla. Nous devions partir à dix heures du soir pour nous rendre au camp des alliés, mais il y eut des retards tels que j'attendis jusqu'à deux heures du matin. Pendant ces longues heures de solitude, j'eus la pensée de visiter ces papiers. Je

tombai sur une des dernières lettres écrites par l'empereur et elle avait trait à cette jalousie. Le maître faisait de vifs reproches à Rovigo de son manque de surveillance; il citait notamment une occasion dans laquelle Joseph et Marie-Louise étaient restés seuls plus d'une demi-heure!

« Ce fait, nouveau pour moi, me frappa; il m'expliquait certaines choses que je n'avais pu comprendre, et j'en tins bonne note, mais je n'en ai jamais parlé. Je peux le faire aujourd'hui (1), puisque le voilà imprimé tout au long. Au reste, il y a une autre confirmation venant de source non moins authentique. Vous savez que tout récemment l'on a résolu de refaire l'histoire de Napoléon à l'aide de documents officiels, et pour cela on a cherché partout des renseignements dans les archives publiques et même dans les tiroirs les plus secrets des bibliothèques particulières. Le gouvernement a prié les personnes possédant des pièces de quelque valeur de les communiquer à une commission nommée à cet effet. Or, la famille de M. de Menneval, poussée par un motif quelconque, a cru devoir remettre à cette commission une immense quantité de papiers de la plus haute importance; car M. de Menneval était le secrétaire intime de l'empereur; il avait la connaissance parfaite de toutes les choses privées, et il se trouve dans sa correspondance, qui a été étudiée par M. Mérimée avant d'être remise, des choses très positives sur cette jalousie de l'empereur contre son frère Joseph. Ainsi, ce fait ne peut être contesté, il y a à cet égard des témoignages très concordants. Ce n'est pas, d'ailleurs, un grand bénéfice pour la postérité, de connaître ces misères des hommes les plus haut placés sur la scène du monde. »

(1) Le fait se trouve, en effet, relaté dans les *Mémoires du chancelier Pasquier*, t. II, p. 232 et 238.

M. Saint-Marc-Girardin a pris congé du duc en le remerciant vivement de tous ces détails si pleins d'intérêt. Les hommes qui écrivent, qui ont à la fois un journal comme celui des *Débats* et une chaire à la Faculté des lettres, ont souvent recours à ces répertoires universels, à ces survivants des anciens temps qui ont tout vu, tout su, tout recueilli; à ces sources fécondes ils puisent des anecdotes, des histoires qui jettent un grand jour sur beaucoup de personnages, et je ne serais pas étonné que le susdit journaliste-professeur tirât bon parti de ces récoltes faites en causant.

Ainsi M. Saint-Marc-Girardin prépare peut-être un article critique sur le livre de M. Rœderer, et nous verrons bien. Les maîtres eux-mêmes font comme moi; ils écoutent ces oracles d'un autre siècle, ils s'enrichissent des miettes tombées de la table de ces convives fameux. M. le duc Pasquier est sans contredit le plus riche de ces hommes d'Etat, et, pour moi, je voudrais être appelé à tenir la plume sous sa dictée pendant un an. Je suis assuré que le public y gagnerait beaucoup, mais le célèbre chancelier n'entreprendra pas une pareille besogne. Il se sera contenté, vraisemblablement, de traiter avec détail certains points essentiels, mais il l'aura fait en publiciste, en historien, non en chroniqueur, et le monde sera privé de ces choses de haut goût qui font si bien passer la fadeur des affaires sérieuses. Pour moi, j'aime mieux la truffe que le dindon!

L'autre soir, chez Mme de Boigne, il y avait une dame dont je ne sais pas le nom, contemporaine ou peu s'en faut de la maîtresse de maison. La susdite dame a une levrette charmante, bien abritée sous un joli paletot bleu, et cette petite bête est au mieux avec Mme de Boigne. Celle-ci ayant soulevé le couvre-pied en dentelle, la levrette s'est élancée sur le lit et a pris place en habituée de ces lieux. « Ah! ma chère, vous

pouvez la laisser monter sur votre lit... on lui a fait les ongles ce matin... ça m'a coûté cinq francs. Ainsi ne craignez rien pour votre couvre-pied. » Nous avons ri de la précaution, mais la maîtresse de la chienne nous a démontré qu'il y avait économie à payer le pédicure, car, sans ce soin, la bête déchirerait bien des choses d'un plus grand prix. Singulier exemple de la servitude volontaire qu'on subit de la part des bêtes familières.

Dîner hier chez M. de X... — Le maître de la maison nous a dit : « J'avais ce matin une audience de l'empereur. Devinez qui j'ai trouvé dans le salon d'attente ? » Personne ne devinait. M. X... a dit : « Eh bien c'est M. le vicomte de Cormenin, ce grand ennemi de la royauté constitutionnelle de Louis-Philippe, celui qui a tant fait de mal par ses pamphlets, sous le pseudonyme de Timon, le grand adversaire de la liste civile de l'ex-roi ; oui, M. de Cormenin, qui est devenu si républicain en 48, qui aujourd'hui fait sa cour au chef de l'Etat.

Ces variations bizarres sont choses communes en ce temps. Ainsi, M. Lebrun de l'Académie française a longtemps fait chorus avec les ennemis de l'empereur, et puis, tout à coup, on a su par le *Moniteur* qu'il était nommé membre du Sénat. Cela a fait jeter les hauts cris aux personnes qui l'avaient vu et entendu partager leurs sentiments hostiles ; M. le chancelier lui-même en a été assez suffoqué. Mais on a fini par en prendre son parti, et le susdit sénateur, converti par ses trente mille francs de traitement, va dans le monde, où il rencontre bien des gens de son calibre. Que d'autres ne demanderaient pas mieux que d'en faire autant, mais au même prix !

M. Camille Doucet, un galant homme, et fort spirituel, est chef de la division des Beaux-Arts au minis-

tère d'Etat. Il disait à J. Janin qu'un grand nombre de prétendus opposants à l'empire actuel étaient les pensionnaires du gouvernement, recevaient des encouragements, des subventions ministérielles; de sorte que je me croyais en droit de conclure de tout ceci que les opinions servaient de masque à des intérêts. C'est assez triste à dire, mais à quelle époque l'espèce humaine a-t-elle mieux valu? Quand a-t-on vu régner la vertu, l'indépendance, la générosité, le désintéressement?

Ce pauvre Sainte-Beuve a été nommé professeur de poésie latine à la Faculté des lettres. Mais ce n'est pas le tout d'avoir un brevet en poche; il faut monter en chaire, professer devant un nombreux auditoire, et, il faut bien le dire, cet auditoire a les passions extrêmement vives. Il y a parmi MM. les étudiants des susceptibilités étranges, des rancunes politiques, et les antécédents de M. Sainte-Beuve sont tels qu'on devait craindre des rumeurs qui n'ont pas manqué d'éclater à sa première séance dans l'amphithéâtre de la Sorbonne. M. Sainte-Beuve, ancien rédacteur de la partie littéraire du journal *le Constitutionnel*, sous Véron, était un ferme appui du gouvernement impérial. Il a, en cette qualité, frappé rudement quelques-uns des hommes les plus éminents de la littérature. M. Villemain, M. Cousin et quelques autres ont été l'objet de ses attaques, ce qui lui a valu des haines violentes.

Plus tard, il a quitté Véron pour le *Moniteur*, il est devenu encore plus l'homme du pouvoir, de sorte que la jeunesse turbulente, menée un peu par des hommes qui la poussent, a pris le parti de siffler le nouveau professeur, et ce beau projet a été exécuté sans le moindre scrupule. Il faut dire que M. Sainte-Beuve parle difficilement; le mot ne lui arrive pas; il lui faut le loisir du cabinet. Encore tâtonne-t-il avant de pouvoir toucher le but. Ce n'est pas un improvisateur, au contraire,

et il n'a jamais eu de succès dans l'enseignement. Donc, dans sa première leçon, quand il a cru devoir faire l'apologie du chef de l'Etat et du ministre de l'instruction publique, quand il a dit que, dans notre nouveau gouvernement, *l'épopée* et le conseil avaient un égal mérite, les auditeurs ont sifflé outrageusement et le professeur n'a pas pu aller plus loin. En pareil cas, les violences se répètent; la seconde leçon a été plus orageuse encore. L'autorité a pris des mesures; on a arrêté deux perturbateurs, et alors il a fallu procéder contre eux. J. Janin, qui a vu Sainte-Beuve le lendemain de cette affaire, a conseillé au professeur malheureux d'écrire au procureur général pour demander l'élargissement des prévenus, et, en effet, la lettre a été placée dans le dossier de l'instruction, de sorte que le magistrat chargé de questionner le jeune coupable pourra lui montrer cette preuve de la bienveillance de celui qu'il a si gravement injurié. Tout cela est fâcheux. Le *Journal des Débats* a publié un petit article assez aigre contre M. Sainte-Beuve. Celui-ci est furieux contre M. de Sacy, qui a laissé passer l'article. Il y a eu une entrevue chez M. Fortoul, le ministre; on a échangé des mots très durs, et l'on ne sait pas trop comment cela finira.

— Le gouvernement est en éveil; on a dû arrêter, l'autre nuit, cinquante ou soixante individus vers le clos Saint-Lazare. On savait qu'il y avait de ce côté des dispositions violentes contre l'empereur. C'est toujours le socialisme de juin 48 qui veut se débarrasser de l'obstacle principal. Les réfugiés en Belgique ne sont pas étrangers à cette agitation. Tout récemment, on a pincé un certain Callet qui a introduit en France des libelles dangereux. Ce quidam fut soudoyé successivement en qualité de républicain par le comte de Chambord et par le duc de Nemours. Le tribunal a été

assez sévère, parce que l'intention coupable était manifeste et que le fauteur de ces désordres espérait se mettre à l'abri à l'aide d'un subterfuge, derrière un texte de loi faussement interprété.

Certains journaux font une assez rude guerre. *Le Siècle* est à la tête de cette opposition; il compte parmi ses rédacteurs quelques hommes de talent. Mais il y en a plusieurs qui ont joué un rôle bien autre, anciens salariés du gouvernement, anciens écrivains des journaux ministériels et, par conséquent, sans crédit sur le public. Mais ce journal a besoin de ses trente ou quarante mille abonnés; il est retenu par les énormes bénéfices qu'il réalise; les actionnaires ne veulent pas perdre; en conséquence, ils font la loi aux rédacteurs, et le ton de la polémique perd de son acrimonie. De là l'éloignement volontaire ou forcé de M. Eug. Pelletan, le chef des doctrinaires républicains, celui qui est à la fois philosophe et poète, celui qui enveloppe ses plus amères invectives dans des phrases emmiellées et qui paraît toujours poursuivre de brillantes utopies, lors même qu'il attaque plus énergiquement les faits matériels qui blessent ses convictions. Et voyez comme sa plume est dangereuse! C'est un récent article de M. Eug. Pelletan qui a mis le sifflet aux lèvres des auditeurs de M. Sainte-Beuve. Le journaliste a attaché au dos du critique un écriteau que le public lit, commente, et de là toutes les violences de la Sorbonne. Figurez-vous une mouche à laquelle un écolier malicieux a mis une paille quelque part, qui traîne ce supplice et qui ne peut s'en débarrasser.

Ce M. Eug. Pelletan est un homme d'un grand esprit et, dit-on, d'un grand cœur; il a beaucoup de style, de couleur, de chaleur; c'est sans contredit un des meilleurs écrivains de notre temps, mais il a beaucoup d'ambition, il a la conscience de son mérite, il

sent ce qu'il vaut, il se fait une belle part dans l'avenir. Il est honnête homme et il ignore que ses vertus privées seraient un obstacle à ses succès si le parti rouge triomphait. Son caractère chevaleresque, peu pratique, s'accommoderait mal des réalités brutales que ses amis feraient prévaloir. Il serait à l'instant dépassé, on le prierait de laisser faire, et, s'il voulait arrêter le torrent, le torrent le briserait en l'entraînant. Et voilà ce que nous réservent les hommes qui ont la prétention de nous rendre ce qu'ils nomment la liberté! Ces jours derniers, le parquet a fait saisir un livre de Théophile Gautier, *les Larmes du Diable*, et l'auteur, éperdu, sachant bien que J. Janin est en bons termes avec M. le procureur général, est venu prier son confrère le journaliste de le protéger auprès du magistrat vengeur de la morale outragée.

J. Janin, qui a peu de relations avec Th. Gautier, celui-ci étant écrivain gouvernemental, et l'un des rédacteurs du *Moniteur*, J. Janin, dis-je, n'a pas hésité à prendre fait et cause pour le poursuivi, et M. Rouland a bien voulu arrêter les poursuites judiciaires. Mais il fait saisir et supprimer le livre, qui est, dit-on, immoral. Et voyez la singularité du fait! Ce livre en est à sa troisième édition; il a paru d'abord sous le règne de Louis-Philippe, on en a parlé dans les journaux, mais l'autorité n'y a pas pris garde, et il a fallu aujourd'hui qu'un juge d'instruction, grand liseur de toutes choses, mît le nez dans cette débauche d'esprit et de fantaisie pour y trouver le corps d'un délit justement punissable. Voilà le motif qui a fait incliner M. Rouland à l'indulgence; il a pu y avoir bonne foi dans cette réimpression, qui n'avait pas été attaquée par la justice. Mais enfin, comme l'ouvrage est blâmable, on le supprime.

27 mars 1855.

J'ai vu hier M. le chancelier, qui m'a prié très gracieusement de venir dîner aujourd'hui avec lui. Je lui ai dit que pareille proposition me faisait à la fois tant d'honneur et de plaisir que je l'acceptais avec empressement et reconnaissance. Et comme il était question de nos amis communs, la famille de G..., si rudement éprouvée dans ces derniers temps, le chancelier s'est écrié :

« Ah! les joueurs! quelle race maudite! Les plus grands crimes ont souvent leur point de départ dans cette passion furieuse. A l'époque où j'étais préfet de police, la ville de Paris était pleine de tripots, de roulettes, et comme il survenait à chaque instant des ruines, des suicides, des meurtres, des vols, on résolut de mettre un terme à ces désordres; l'empereur nomma une commission d'enquête, on produisit des documents non moins effrayants qu'authentiques, et, par des mesures vigoureuses, on supprima les trois quarts de ces maisons abominables. Le Palais-Royal, Frascati, furent à peu près les seuls endroits tolérés et surveillés, et cependant le mal fut à peine un peu atténué. La ville de Paris percevait une assez forte somme sur ces maisons, quelque chose comme cinq ou six cent mille francs, et quand, bien plus tard, il s'agit de supprimer tout à fait la roulette, certains conseillers municipaux, grands économes des revenus de la ville de Paris, faillirent faire rejeter par la Chambre des pairs la loi qui avait été adoptée par la Chambre des députés.

« J'étais à travailler dans mon cabinet, au Luxembourg, lorsqu'on vint me dire que la loi contre les jeux allait probablement être rejetée, justement parce que plusieurs pairs, membres du conseil municipal, lui faisaient une opposition énergique. Je courus à la

Chambre, je pris la parole comme pair, laissant la présidence à un de mes vice-présidents, et j'exposai ainsi le motif de mon intervention en faveur de la loi :

« — Avez-vous donc oublié, messieurs, que le jeu est une mine féconde de malheurs, de crimes, d'attentats les plus horribles ? Ne vous souvient-il plus de Fieschi, de cet homme qui a fait tant de victimes autour de la personne auguste qu'il n'avait pu atteindre ? Eh bien, Fieschi est devenu un grand coupable parce qu'une maison de jeu l'a reçu, l'a dépouillé, parce que la ruine qu'il y trouva l'a poussé aux mains des conspirateurs. Ecoutez son histoire, puisqu'elle n'est plus présente à vos souvenirs. Fieschi, poussé par la misère, travaillait à la canalisation de la Bièvre. Son activité, son intelligence, le firent remarquer par M. X..., entrepreneur de ces travaux; il lui confia une sorte de contrôle; il en fit un contremaître; puis, pendant le choléra, Fieschi prodigua des soins si attentifs à son patron, atteint par le fléau, que celui-ci, plein de reconnaissance, le choisit pour caissier, pour payeur. Tout alla bien pendant quelque temps. Mais un jour le payeur ne solda pas ses hommes, il les fit attendre; une seconde semaine sans payement vint accroître la dette.

« Enfin, il fallut s'expliquer, et Fieschi avoua qu'il avait joué et perdu l'argent destiné au salaire des ouvriers. Renvoyé à cause de cette infidélité, le malheureux se trouva en rapports avec Morey et fut affilié aux projets de ce conspirateur. Il proposa une machine de son invention; elle fut acceptée, et vous savez ce qu'il advint. » Ces motifs eurent le pouvoir d'entraîner la majorité de la Chambre des pairs, et j'eus à m'applaudir d'avoir contribué au succès d'un projet qui me tenait à cœur. »

M. le chancelier nous dit encore :

« Les maisons de jeu ont toujours été un lieu où la

police faisait d'importantes captures. En voici une assez singulière. Un peintre en miniature était parvenu à copier un billet de banque de cinq cents francs. La copie était si parfaite que le billet fut donné en payement et reçu. Un second, un troisième, réussirent également; mais la banque découvrit le faux, et l'on dut rechercher d'où il venait. Un nouveau billet fut présenté au n° 113. Le joueur engageait dix francs, vingt francs... on lui rendait la monnaie de son billet. Mais le croupier avait vu le joueur, il le fit suivre, et l'on sut et son nom, et sa demeure. On vint m'avertir, et il fut décidé qu'on laisserait au peintre le temps de fabriquer une autre pièce. Il fallait pour cela du temps, car le travail était des plus délicats. Un jour, on saisit le monsieur à l'instant où il allait rentrer chez lui. On monte dans son atelier, on fouille partout, sans rien rencontrer, lorsqu'un des agents de police — c'était précisément Vidocq, devenu depuis si célèbre dans son genre — suit un coup d'œil du peintre, dirigé vers son poêle, et, sur cet indice, trouve sous la pierre de ce poêle un billet aux trois quarts terminé, avec les pinceaux, l'encre de Chine et le bon billet servant de modèle. Il était question de traduire cet homme devant la cour d'assises; mais la Banque s'y opposa par le motif que la publicité, inévitable en pareille matière, provoquerait des tentatives d'imitation. En conséquence, on mit le peintre à Vincennes, d'où il sortit en 1814, avec plusieurs autres individus retenus là par raison d'Etat. »

Le chancelier nous a parlé, l'autre soir, d'un ouvrage curieux : le *Voyage à Coblentz*, du roi Louis XVIII. « Quand parut ce petit livre, un journal, *le Constitutionnel*, je crois, au lieu de consacrer un long article à l'analyse de cette production littéraire, se borna à imprimer la ligne suivante : « Si ce petit ouvrage est du

« roi, il est au-dessus de la critique; s'il n'est pas de « lui, il est au-dessous. » Il était de lui certainement. Je tiens le fait de l'éditeur lui-même, et je tiens aussi de la même source que la phrase ci-dessus rapportée causa un violent mouvement de colère dans l'âme du royal écrivain. »

Ces illustres vieillards, comme M. le chancelier, qui représentent parmi nous un monde à peu près effacé, les derniers restes du dix-huitième siècle, portent avec eux un enseignement salutaire. Ils ont gardé les traditions d'une société désormais historique; ils ont vu la monarchie de Louis XIV, défaillante, il est vrai, prête à disparaître dans un gouffre où la France tombait avec elle; ils ont connu un autre monde, des mœurs diverses, et, quand ils ont conservé la mémoire de ces époques de deuil, il y a un merveilleux attrait à les entendre. Pour moi, je les écoute avec une ardeur singulière. J'aime cette histoire vivante, incarnée dans ces intelligences qui ont résisté à tant de désastres imprévus; j'aime à recueillir leurs moindres paroles, et je voudrais qu'on attachât des sténographes à leur personne.

Hier soir, j'ai entendu traiter assez vertement M. le comte de Corbière (1), ancien ministre de la Restaura-

(1) Né aux environs de Rennes en 1767, mort dans cette ville en 1853. Il y avait débuté, sans grand succès, comme avocat. Son mariage avec la veuve de l'ex-constituant Chapelier fut le commencement de sa fortune. Riche et en possession de très utiles relations, il devint influent sous le Consulat et l'Empire, et lia partie avec les royalistes mécontents. La Chambre dite « des Introuvables » (1815) le compta parmi ses *ultras* les plus décidés. Il s'attacha à M. de Villèle comme l'un de ses principaux lieutenants, et jusqu'à la révolution de Juillet, qui le rendit à la vie privée, il soutint la politique royaliste extrême. Ministre d'État et président du Conseil royal de l'instruction publique en 1820, il se signala

tion. M. le chancelier Pasquier, habituellement si plein de bienveillance, s'est montré sévère à l'égard de cet ancien royaliste ultra, lequel a joué un rôle important sous le règne de Charles X. Je ne sais trop à quelle occasion le nom de M. de Corbière est venu sur le tapis. Pardon, j'y suis! C'est à propos de dents. Les dents sont utiles et même de première nécessité; leur absence est la source de bien des maux, il faut les remplacer, et les pièces artificielles que l'on fait aujourd'hui avec tant de talent rendent d'immenses services à des gens dont la vie serait vraiment misérable sans elles. J'ai cité à l'appui de ces propositions des faits considérables : des folies, des hypocondries, des dépérissements, qui n'avaient pas d'autre cause que l'altération des dents et qui cédaient comme par miracle à l'ablation des parties malades, remplacées par un appareil postiche.

« Tout cela est certain, dit M. le duc, et tenez, voici une petite histoire qui date de loin. Dans ma jeunesse, j'avais fait connaissance avec un jeune médecin nommé Vigaroux, dont le père occupait à Montpellier une haute position médicale. Nous nous étions fort liés. Il avait autant d'esprit qu'un homme en peut avoir, et, par suite de son ardeur à l'étude, il avait résolu de visiter l'Angleterre. C'était en 1788. Diverses causes prolongèrent son séjour à Londres, puis la Révolution éclata, et bientôt il tomba sous le coup de la loi contre les émigrés. Ses biens furent confisqués, et il se trouva fort embarrassé. Par l'entremise de quelques personnes bien placées, il me fit prier de faire des démarches en sa faveur, surtout auprès de Cambon, son compatriote. Je vis ce terrible homme, qui me dit tout crûment : « Qu'il « revienne, s'il a envie d'être guillotiné! » Ce propos

par des révocations impitoyables, sans égard pour les services rendus et même pour le royalisme fidèle de tels fonctionnaires, assez *ultras* à son gré.

aimable le retint chez nos voisins d'outre-Manche, mais il comprit dès lors la nécessité de se faire une position. Son habileté, son esprit, lui valurent bientôt une bonne clientèle. Il gagna beaucoup d'argent, surtout quand il eut guéri lord C…, qu'une hypocondrie tuait peu à peu. Il le guérit rapidement en lui faisant arracher plusieurs dents et en les remplaçant par une pièce artificielle.

« Cette cure eut un grand retentissement et fut cause de la fortune d'un fameux dentiste anglais. Plus tard, Vigaroux revint à Paris, et pendant une grande maladie dont je fus atteint il venait trois fois par jour pour me voir, mais non pour me soigner, car j'étais en bonnes mains; j'avais pour docteur Moreau de la Sarthe, habile homme, que je fis nommer bibliothécaire de la Faculté de médecine. Il fut destitué brutalement par M. de Corbière, sans motif, uniquement par malveillance, pour placer là un homme de sa couleur politique.

« Personne n'a jamais poussé plus loin la brutalité dans les destitutions que ce personnage; et cependant il n'était pas méchant, mais entêté, partial. Ses vues étroites n'ont jamais dépassé les limites de ses petites rancunes; il n'avait aucun égard au droit, au mérite, aux titres acquis; tout devait céder à son obstination diabolique.

« A Rennes, son pays, où sa position assez obscure ne le désignait guère aux suffrages des électeurs, il fut cependant choisi parmi les royalistes et envoyé à la Chambre dans les premières années de la Restauration. Il prit part, dans les bureaux, à la discussion de la loi de l'amnistie, fut nommé rapporteur et commença dès lors, par la violence de ses opinions, à franchir les premiers échelons du pouvoir. Il était partisan des catégories et ne demandait pas mieux que de bouleverser la France. Lié avec M. de Villèle, qui ne valait pas beaucoup mieux que lui, il entra au ministère. J'en faisais partie avec M. de Richelieu, et nous apprîmes

bientôt à connaître ses violences réactionnaires. Il lui fallait des places, il voulait des destitutions, sans autre motif que de caser ses amis politiques; il privait le pays de serviteurs excellents, éprouvés, pour nous donner des médiocrités. Aussi luttions-nous énergiquement pour empêcher ces désastres. Il se sépara alors de nous et devint notre ennemi acharné. Il n'avait ni tournure, ni talent; il parlait mal, avait l'air d'un cuistre à la tribune, mettait sur le bureau sa tabatière d'un côté et de l'autre son mouchoir à carreaux rouges; il vidait ainsi ses poches en commençant son discours et prêtait à rire à tous ceux qui en avaient le courage.

« M. de Villèle était ignorant comme une carpe en tout ce qui n'était pas finances, mais il avait une extrême facilité de travail, une mémoire imperturbable et avec cela il éblouissait son auditoire. Hors de ces choses apprises tout exprès, il n'avait pas une idée de politique relevée, pas une appréciation juste des faits et des situations. Ces deux hommes ont fait beaucoup de mal au pays. M. de Corbière était le fils d'un laboureur, mais il avait fait de bonnes études pour être prêtre. Il quitta le séminaire pour se faire avocat. Il était très lettré, bon humaniste, bouquiniste passionné; il passa sa vie au milieu de ses livres, et c'est là une agréable manière de vieillir, ajoute M. le chancelier, dans l'étude et la retraite. Comprend-on qu'il y ait des misanthropes? Ceux qui fuient les hommes sous prétexte qu'ils sont méchants, faux, ingrats, etc., n'ont-ils pas la meilleure preuve qu'il y en a de bons, en lisant les ouvrages excellents que nous ont laissés les anciens et même les modernes? »

Il a été question du général Cavaignac. Voici quelques détails sur ce personnage :

M. Cavaignac est né avec le siècle; il est de bonne famille et a reçu une belle éducation. Quand il quitta

le pouvoir, après avoir assez bien résisté aux spéculations matrimoniales de certains intéressés, il paraissait voué au célibat. Ses rapports avec la famille Odier n'avaient aucun caractère d'intimité, mais il se trouvait là une jeune fille qui n'était pas indifférente au mérite du général. Un jour, dans une conversation familière, celui-ci dit assez nettement qu'il ne se marierait jamais avec une femme beaucoup plus jeune que lui. Ce propos causa une telle émotion à la demoiselle qu'elle se trouva mal; il fallut l'enlever, la secourir. Plusieurs personnes remarquèrent cette petite scène, et il en résulta le mariage si fort en contradiction avec les principes du général. Il y a près de trente ans de différence d'âge. Nonobstant, cette union est fort heureuse. Ils ont une petite fille qui vient bien. Le lieutenant général Cavaignac, ancien pair de France, oncle du marié en question, mort tout récemment, lui a laissé cent cinquante mille francs. Mlle Odier a déjà perdu plusieurs de ses parents, et entre autres une grand'mère, Hollandaise, qui laisse une fortune de dix millions.

Ce couple finira par être très riche. M. Cavaignac a peut-être le tort de ne pas se contenter de la singulière fortune d'avoir gouverné la France pendant plusieurs mois. Il ne semble pas croire qu'un pareil honneur suffise à la gloire d'un nom, que cette page dans l'histoire soit assez belle, assez rare, pour ne plus laisser de place à toute autre ambition. Il n'éconduit pas avec assez de décision les intrigants qui le flattent; on fait luire à ses yeux des perspectives glorieuses; il cède à ces suggestions insensées, comme si sa royauté passagère devait renaître bientôt et se perpétuer. Pourquoi pas une dynastie? On s'étonne de trouver de pareilles idées chez un homme qui a montré tant de sagesse dans des jours où les têtes les plus solides pouvaient vaciller. Il y a eu en Belgique un homme que les hasards de la Révolution portèrent au pouvoir su-

prême; il le quitta sans regret, sans retour, et plus tard, quand on lui proposa de nouveaux honneurs, il refusa, alléguant qu'après avoir occupé le premier rang il ne pouvait descendre, qu'il se devait à lui-même de respecter l'élu de la nation. Belle conduite, noble sentiment, qu'on regrette de ne pas reconnaître chez cet excellent M. Cavaignac.

2 avril 1855.

Hier j'ai vu M. Hetzel, un ex-homme politique de 48 exilé en Belgique, fort lié avec tous les héros de ce temps de misères. Il nous a dit de M. de Lamartine une petite chose bonne à noter. Pendant que le poète était ministre des affaires étrangères, M. Hetzel, un de ses principaux employés, désirant lui présenter un personnage quelconque, l'avait prévenu de cette visite; il l'avait surtout averti du mérite réel de ce monsieur, de sa compétence en je ne sais quelle matière. Or, le lendemain, M. de Lamartine lui dit : « J'ai vu votre homme, c'est un sot! Il m'a parlé sans émotion!... »

M. de Lamartine avait vendu à Perrotin, libraire-éditeur, une histoire de la révolution de Février 48. Suivant son usage presque constant, il s'était fait payer d'avance la modeste somme de quarante mille francs, et quand le libraire, pressé de tenir son manuscrit, priait l'auteur d'y travailler, celui-ci, embarrassé, disait qu'il ne pouvait fournir que des notes, qu'il ne pouvait travailler à cet ouvrage, etc. Perrotin eut recours à J. Janin pour cette affaire; il le pria d'intervenir auprès du grand homme, et la réponse fut la même. Des notes! seulement des notes sur l'affaire de 48! Et comme on lui faisait des reproches sur cette manière d'agir, sur la grosse somme reçue, il s'écria : « Que ne ferait-on pas pour éviter Clichy!... » Ce sont là des petits faits à ajouter à la biographie du pauvre poète

qui a trop occupé sa vie « à ferrer les cigales », suivant l'expression de maître Rabelais.

5 avril 1855.

Le voyage de M. Drouyn de Lhuys à Vienne est un fait considérable. Le ministre des affaires étrangères ne se déplace pas ainsi sans motif grave. La vraie raison de cette course, c'est que M. de Bourqueney, notre ambassadeur à Vienne, est devenu très puissant; il correspond directement avec l'empereur, cela offusque M. le ministre, qui ne veut pas que de si grandes affaires se traitent par-dessus sa tête. Cette fortune de M. de Bourqueney est fort remarquable. Ancien rédacteur du *Journal des Débats*, il est devenu diplomate un peu à son corps défendant. Puis, bien poussé par les Bertin, sous le ministère Guizot, il a fait un chemin rapide. Il a bien tenu son emploi à Constantinople, à Rome et ailleurs, et quand est venu l'accident de 48, il a été mis presque à la porte par M. de Lamartine.

Mais il n'a pas lâché prise, on l'a replacé, et bientôt il est devenu ambassadeur en Autriche, justement à l'époque où la guerre d'Orient entraînait les plus sérieuses complications avec l'Allemagne. Tout notre espoir est là; si M. de Bourqueney parvient à obtenir la paix, il aura rendu un immense service à son pays et les plus hautes récompenses lui sont réservées. C'est un bel exemple de la faveur du sort. Mais M. de Bourqueney est un homme de mérite, et c'est justice que le succès vienne couronner des efforts généreux.

M. de Sainte-Aulaire m'a raconté un charmant poisson d'avril qui a mis en rumeur la haute société de Paris.

Dimanche matin, Mme de Bering reçut un billet de M. Ach. Fould, lui annonçant la prise de Sébastopol.

La lettre était signée, elle était cachetée au nom du ministre d'Etat. La dame, enchantée, répond à la hâte : « Merci de votre bonne nouvelle, venez dîner avec nous, etc. » M. le ministre ne voit là qu'une invitation à dîner, sans trop prendre garde au reste. Il va chez la dame, trouve nombreuse réunion ; tout le monde est dans la joie, et quand on en vient aux éclaircissements il se trouve que c'est un *poisson* des mieux conditionnés. La lettre est fausse, imitée, mais le cachet est vrai. M. Fould est d'autant plus vexé que cette plaisanterie lui coûte fort cher à la Bourse. La dame, qui a expédié la grande nouvelle en Angleterre et ailleurs, se trouve mal. Bref, la ruse a complètement réussi.

Mais, chose singulière, M. de Morny a été non moins bien mystifié par une dépêche arrivant du ministère de l'intérieur, signée Billault, cachetée officiellement. Et, à la réception de l'heureuse nouvelle, M. de Morny, ouvrant son salon, où l'attendaient vingt visiteurs, fait part à tout le monde de cette dépêche officielle. Mais ce n'était qu'une plaisanterie, et vous jugez des inconvénients de cette bourde.

M. de je ne sais plus qui, un personnage de haute dignité, a été également trompé, de sorte que l'empereur irrité a donné des ordres sévères afin que l'on découvrît la main coupable pour la punir. Pourra-t-on y réussir ? En tout cas un « poisson d'avril » mettant en mouvement le grand appareil de la justice, cela méritait d'être retenu, n'est-il pas vrai ?

8 avril 1855.

Dans ces derniers temps, on avait trouvé dans les boîtes qui sont à la porte des ministères et des hôtels occupés par les grands fonctionnaires de l'Etat des cartes de visite portant des noms différents, mais tous appartenant à l'aristocratie du faubourg Saint-Ger-

main. Sur ces cartes se lisaient de grossières injures, adressées soit à l'empereur, soit à l'impératrice, et la variété de ces injures témoignait d'une singulière fertilité d'invention. Il se trahissait là une haine violente pour laquelle toutes les formes d'injure étaient bonnes, et même, en ce genre d'attaques, toutes les bornes étaient dépassées. L'auteur empruntait au vocabulaire des Halles, aux locutions de la plus vile canaille, tout ce qu'il y a de plus ignoble, de plus ordurier. Une même main avait tout écrit. Quand on eut recueilli un certain nombre de cartes portant les noms les plus distingués de la noblesse carliste, on s'étonna de cette singularité. La police conclut de cet examen que l'auteur de cette brutale impertinence devait être un des hommes les plus répandus dans cette société choisie, recevant des cartes de visite et se servant de ces cartes pour placer ainsi sous l'abri de ces noms des injures anonymes de la plus détestable espèce. On prit donc des mesures en conséquence, et l'un de ces jours derniers un agent de police arrêta un monsieur qui venait de jeter une carte dans la boîte du cercle impérial. Vérification faite, on trouva dans cette boîte une seule carte, celle qui venait d'être jetée, et cette carte, qui ne portait pas le nom de la personne qui l'avait jetée dans la boîte, était couverte de grossières paroles, de la même écriture que celles saisies jusque-là.

Le personnage fut conduit au dépôt de la Préfecture de police. Il y resta vingt-quatre heures en compagnie des voleurs, des filous arrêtés, et quand le magistrat instructeur procéda à son interrogatoire, il fut constaté que le susdit se nommait M. le comte de ***, zélé royaliste, écrivant assez souvent dans *la Gazette* ou dans *la Quotidienne*. On tenait le coupable, et l'évidence des preuves était telle, qu'il se vit contraint de faire les aveux les plus explicites. « C'est vrai, dit-il, j'ai fait ce que l'on appelle une

«cochonnerie», mais soyez généreux, je ne recommencerai pas.» La chose ayant été rapportée à l'empereur, son premier mot fut : «Mettez-le en liberté!» Mais, quand on lui eut fait voir les pièces du procès, il baissa la tête et s'éloigna du préfet en disant : «Qu'on ne m'en parle plus.» Les amis politiques du coupable, avertis de son arrestation, firent des démarches actives pour lui venir en aide; mais quand on eut fait venir les personnes dont les noms se trouvaient sur les cartes, quand elles eurent vu les choses écrites par M. de *** et mises ainsi à la charge des titulaires de ces cartes, il y eut stupeur parmi ce monde, et l'on comprit que pareille affaire ne pouvait être ensevelie dans un silence protecteur. La justice suivra donc son cours.

Le coupable, voyant son procès se gâter, a changé d'attitude; il est devenu arrogant. «On veut, s'est-il écrié, me donner de l'importance... Eh bien, j'accepte mon rôle... nous verrons!» Voilà donc un procès qui viendra prochainement à la police correctionnelle. Il ne peut manquer de faire beaucoup de bruit; mais on sait déjà que le parti carliste est désolé de cet éclat, vu la nature du délit, son caractère de grossièreté, qui rend odieux le coupable. Notons que ce monsieur a été condamné autrefois pour injures contre le roi Louis-Philippe. Le personnage est, on le voit, fidèle à ses amours et à ses haines, mais son tact ne va pas jusqu'à distinguer ce qui est permis de ce qui est illicite, ce qui est convenable de ce qui est odieux.

Un des plus éminents magistrats de la Cour impériale de Paris donne une prise singulière à la critique. Il est au mieux avec la femme d'un avocat, et, usant des privilèges de sa place, procure à cet avocat toutes les affaires dont il peut disposer, et, qui pis est, il lui donne toujours gain de cause. Il y a là un forfait énorme, et l'on dit que beaucoup de membres du barreau, outrés de ces injustices flagrantes et si hautement

scandaleuses, veulent en référer au garde des sceaux, ou du moins avertir le confrère, qui ne se doute pas des motifs de la partialité du personnage en question.

28 mai 1855.

Le fameux pianiste Liszt est à Paris; il est venu déjeuner chez J. Janin. Il a joué chez Mme Erard et son talent est toujours suprême. Il a dîné aux Tuileries et a joué une célèbre valse de Chopin. Il a vu Rossini, lequel lui a confié un grand nombre de compositions pour le piano. Mais le maître, toujours bizarre, a donné un singulier titre à cette musique. En qualité de gourmand, il a désigné certains morceaux sous le nom de potage; puis viennent les hors-d'œuvre, le premier service, les entremets, le second service, le dessert, etc., une cuisine complète d'assez mauvais goût. Mais Rossini sort à peine de cette mangeaille. Tout étranger qui lui est présenté, fût-ce un grand musicien, n'obtient guère de lui d'autre conversation que ce qui est relatif aux mets de son pays. Il disserte à fond sur les sauces, sur le poisson, enfin cela ressemble à un parti pris, comme s'il voulait éviter tout entretien sur des sujets plus dignes de son talent et de sa renommée.

9 juillet 1855.

Il y avait grande fête, l'autre soir, chez Jules Janin, à Passy : illuminations avec lanternes chinoises, bal dans un salon plein de verdure et de fleurs, un buffet élégamment servi, un bon orchestre et même un souper pour les malheureux estomacs de ces pauvres femmes qui ont toujours faim quand elles ne craignent plus de nuire à leur toilette. Donc, ce grand gala devait être

illustré par la présence de la femme qui excite aujourd'hui au plus haut point la curiosité parisienne. Mme Ristori est une femme de trente ans, de moins peut-être, car les Italiennes ne conservent pas longtemps l'air jeune. Elle est grande, mince, d'une extrême élégance de formes; elle marche à merveille; sa tenue est des plus distinguées. Son visage, un peu long, respire l'intelligence douce et contenue; sa bouche est très mobile, ses yeux brillants. Tout cela fait un ensemble des plus séduisants.

La grande tragédienne a récité deux scènes de son répertoire : Marie Stuart sortant de prison, saluant la liberté, admirant la nature, souriant aux fleurs, à la verdure, aux nuages qui roulent dans l'espace, enfin une admirable explosion de tendresse et de grâce; puis la scène de Jeanne d'Arc, quand, obéissant à l'inspiration divine, elle dit adieu aux champs de Vaucouleurs et raconte les paroles prophétiques de l'Ange : « Va, jeune fille, où la Patrie t'appelle, tu verras fuir l'ennemi de la France, tu assureras le triomphe de la bonne cause, tu chasseras l'Anglais de ton pays; mais tu ne jouiras pas longtemps de tes succès : ta vie payera cette victoire, etc. »

Elle a dit tout cela avec un accent si vrai, si noble, son visage exprimait si bien l'enthousiasme, que tout le monde a éclaté en applaudissements.

Depuis, j'ai été entendre cette Ristori dans son beau rôle de Marie Stuart. J'en ai été enchanté. La Rachel enrage. Elle fait tout ce qu'elle peut pour contrecarrer sa rivale triomphante, mais le public est pour l'Italienne, et l'autre, en dépit de ses manœuvres, ne peut arrêter l'élan de la foule qui se porte au théâtre Ventadour. Et moi, si blasé en fait de spectacles, je me laisse prendre au charme nouveau de ce talent admirable; je me sens tout vif, tout ardent pour cette femme qui est vraiment intéressante. J'ai causé avec

elle; sa simplicité gracieuse est très attachante. Son mari est un gentilhomme de fort bonne maison; elle a deux petits enfants très gentils qu'elle adore, qu'elle soigne avec un zèle maternel. Enfin j'en suis tout transporté, et, s'il faisait moins chaud, je ne manquerais pas une représentation.

20 août 1855.

Voici une petite anecdote dont je garantis l'authenticité :

On demandait à un sourd-muet comment il comprenait les diverses formes de gouvernement. Il se tira bien d'affaire pour la royauté absolue; mais, quand il en vint au gouvernement constitutionnel, il réfléchit. Puis, tout à coup, avisant le maître de la maison assis en son fauteuil, il le prend par la main, le force à se lever, le conduit à la porte du salon, ouvre cette porte, le met dehors avec un coup de pied au derrière, et revient s'asseoir à sa place. Pouvait-on mieux dire?

29 août 1855.

Le chancelier nous a rapporté ce trait de Voltaire : un jour, à Ferney, un personnage quelconque causait avec le philosophe. On vint à parler de Haller, un savant de premier ordre. Voltaire le loue en ces termes : « C'est un grand homme, il est savant, philosophe, poète! » L'interlocuteur dit à Voltaire : « Vous avez d'autant plus de mérite à le juger ainsi qu'il est loin d'être aussi juste à votre égard. — Peut-être nous trompons-nous tous deux, » riposta aussitôt Voltaire.

3 septembre 1855.

Mon ami Schedel a bien connu Mme Rossini, que j'ai vue moi-même il y a bien longtemps, au jour de ses

succès et de ses splendeurs. Mon ami m'a donné des détails curieux sur cette femme, que Balzac a cru adorer, qu'il aurait dessinée dans un de ses romans, *la Peau de chagrin*. A cette époque, je voyais Balzac très souvent. Le célèbre conteur luttait pour la vie. Il courtisait Mlle Pélissier, qui avait alors un vrai salon de haute volée, rue Neuve-du-Luxembourg. Elle recevait M. le duc de Fitz-James et bien d'autres personnages politiques. Elle possédait 25,000 francs de rentes, sans compter les accessoires, et le cher écrivain eût volontiers associé sa vie à celle de la dame, qui avait beaucoup d'esprit et d'entregent. Mais elle dédaigna le romancier, qui, toute sa vie, garda du refus une vive amertume.

Comme cette personne avait une belle voix, elle se fit donner des leçons de chant par Rossini. Plus tard, au cours d'un voyage en Italie, elle revit son professeur et lui exposa un jour qu'elle avait plus de trente mille livres de rentes. Cela rend toujours les mariages faciles; l'union fut conclue, et je ne doute pas que le couple ne soit heureux.

6 septembre 1855.

Verdi est un grand maître — aux antipodes de Rossini; mais on va à la gloire par tant de routes diverses qu'il faut bien accepter les arrêts du siècle. Seulement, il se peut que la postérité en casse un bon nombre. Si peu de noms surnagent sur l'océan profond, et ses abîmes engloutissent tant de générations obscures!... Et puis, ce qu'on nomme la gloire vaut-il qu'on se donne tant de peine pour l'acquérir?

Rossini a été, vingt ans, l'enfant gâté de la Renommée, et puis, un beau jour, s'apercevant que Bellini se faisait écouter et applaudir, il s'est presque fâché de cette ingratitude du public. Il a boudé. Alors sont

venus les succès de Donizetti, et enfin ceux de Verdi, et désormais sa vie a été empoisonnée. Il a renoncé à écrire, il est tombé dans l'ennui, il est devenu peureux, surtout depuis la révolution de Bologne.

Il est assiégé de terreurs continuelles, il ne veut pas aller en chemin de fer, des craintes puériles le tourmentent; il est toujours à la piste d'un moyen de sauver sa santé chancelante. Dernièrement on lui a conseillé les eaux de Spa. Pour aller les boire, il eût fallu monter en wagon; à quoi il n'a point voulu se risquer. Il fait venir de ces eaux chez lui, il les boit scrupuleusement, et, qui pis est, il les boit *gratis;* car il est le plus avare des hommes. C'est lui qui, voyageant avec Aguado, partit de Paris avec vingt francs dans sa poche, parcourut une grande partie de l'Espagne, revint à Paris, ayant encore ses vingt francs et se vantant de ce tour de force en ladrerie. J. Janin prétend même qu'il avait vingt et un francs, ayant gardé pour lui une pièce de vingt sols qu'Aguado l'avait chargé de donner à un pauvre.

11 septembre 1855.

Dimanche soir, je dînais chez Cohen, à Castel-Madrid, dans le bois de Boulogne, en assez nombreuse compagnie. M. Haussmann, préfet de la Seine, était au nombre des convives, ainsi que sa femme et ses deux filles, et là nous avons pu avoir des détails sur l'attentat de la veille, l'attentat Delmarre, au Théâtre-Italien. On ne comprend pas la maladresse des assassins, pas plus que leur audace, leur folie, cette stupide rage qui leur met à la main une arme dont ils ne savent pas se servir!

Pendant que nous dînions en grand gala, il arrivait au chemin de fer de la rive gauche un accident des plus graves. Les victimes sont nombreuses; mais qui peut tout prévoir?

Voilà donc deux jours néfastes; le ciel nous devait un dédommagement. Aussi a-t-il été magnifique. Lundi est une journée triomphante; nous sommes vainqueurs en Crimée, la boucherie humaine est close, on va vivre sans ce bruit mortel du canon. Il y a relâche, répit; les pauvres soldats vont dormir tranquilles. Que béni soit le Dieu des armées! seulement je souhaiterais, si cela pouvait m'être permis, qu'il se privât de ce titre guerrier et prît en pitié la pauvre espèce humaine, si durement moissonnée par la grande faux de la guerre.

9 octobre 1855.

On n'a pas oublié la fameuse expédition américaine de miss Rachel, la grande tragédienne, à la tête de sa nombreuse famille. Cette virtuose, poussée par la rage du gain, espérant retirer des millions de ce pays où les artistes ont fait de si belles récoltes, a transporté à New-York Corneille et Racine, les élégances infinies du plus beau langage, des plus nobles sentiments; véritables perles jetées devant des hommes qui vendent du sucre ou du coton tout le jour, qui se grisent invariablement le soir et vont hurler leurs *hourras* en l'honneur d'un personnage exotique qui leur demande des applaudissements et des dollars.

Les premières représentations de l'illustre troupe ont paru avoir quelque succès. Mais là-bas on comprend si mal le français et bien moins encore les délicatesses de la langue, les sentiments raffinés ou sublimes, la quintessence des plaisirs les plus purs, que l'on s'est promptement lassé de cette rhétorique du temps de Louis XIV. Un journal américain, et des plus accrédités, a dit que le jeu de Mlle Rachel faisait passer les *stupidités* de Corneille, et bientôt la défaveur s'est manifestée. A la quatrième représentation, il n'y a pas

eu deux cents spectateurs, bien que l'on eût baissé les prix, et, en somme, c'est un immense fiasco. Il y aura pour Rachel une énorme perte d'argent, car cette affaire a été montée par elle à son bénéfice, mais aussi à ses frais.

On a repris *l'Honneur et l'argent*, de M. Ponsard, et avec un plein succès. Le théâtre de l'Odéon a donné cette pièce deux cent cinquante fois au moins, et les recettes ont atteint 600,000 francs, dont le tiers à peu près est revenu à l'auteur. Il aurait trouvé là une petite fortune, l'indépendance, car, avec 10,000 francs de rentes, un homme jeune, garçon, de l'Académie française, pouvait se dire le maître du monde. Hélas ! cette pauvre tête, toujours dans les nuages ou dans la crotte, a laissé perdre cette mine d'or. M. Ponsard a des dettes, et des plus criardes ; il vit en vrai bohémien, gaspillant son talent si rare, tombant peu à peu dans une défaveur qui serait méritée si l'on voulait n'être que juste. Mais l'indulgence est due à ces génies pour qui les règles ordinaires sont impuissantes ; il faut à ces brebis mesurer le vent, ne pas user de rigueur et attendre le jour de la résipiscence. Ainsi je fais à son égard ; il est charmant, câlin, enfant, doux et sans prétention, mais faible comme le roseau qui ploie au moindre souffle de la brise. Jugez de ce que doit faire l'aquilon !

19 octobre 1855.

Tout le monde ici veut aller dîner au grand hôtel du Louvre. La salle à manger contenait hier plus de trois cents convives ; ce n'est que la moitié de ce qu'il faudrait pour la remplir. On paye six francs par tête. Le service est magnifique, comme le local, et les amateurs si nombreux, bien que la chose ne soit pas terminée, qu'il faut aller se faire inscrire le matin. Presque

tous les appartements sont retenus. Il y a des chambres à deux francs par jour, à trois francs, etc. Ce sera une merveille, et les petits hôtels vont se trouver bien à plaindre. Cet hôtel a coûté plus de dix millions à bâtir et à meubler. Les gens de service ont des chaussures doublées de liège, on n'entend aucun bruit, les sonnettes sont remplacées par un appareil électrique à l'aide duquel on peut, dans chaque appartement, demander au directeur ce que l'on veut. Tout cela est comme une sorte de palais enchanté. Il y aura dans les grands escaliers une mécanique destinée à porter les locataires du rez-de-chaussée à tous les étages. La bonne chose que de ne pas monter des centaines de marches, et quelle économie pour les gros ventres et les cœurs palpitants!

24 octobre 1855.

Hier soir, nous avons beaucoup jasé avec M. Ponsard. On connaît son laisser aller, sa gaieté, sa folie. Il est amusant, surtout quand J. Janin le stimule. Or le susdit J. Janin est un terrible stimulant lorsqu'il s'en donne la peine. Il vaut un essaim d'abeilles pour les piqûres; il mettrait au galop le cheval de bronze de Henri IV. Aussi le bon Ponsard prend-il le mors aux dents quand l'autre le fouette. Cela est fort amusant à voir et à entendre. Ponsard est très épris d'une grande dame, et il incline à vivre avec elle en dehors des lois, en dehors des convenances. Il n'a pas la force de vouloir le bien quand le mal lui plaît. J. Janin, qui est passé maître en ces sortes d'irrégularités, lui a fait un tableau des ennuis de ces espèces de liaisons; il lui a montré, d'une façon plaisante et sérieuse tout à la fois, les inconvénients de ces crimes sociaux. Mais je crains bien que le sermon de notre Bossuet n'échoue contre les séductions d'une femme très dangereuse.

12 novembre 1855.

Dîner hier chez Mme de Boigne, en assez petit comité, — six convives, — mais avec assez grand appareil. Le chef s'était distingué, et le festin était beaucoup plus recherché que d'ordinaire. M. de Flavigny, M. de X..., du corps diplomatique, et M. Marmier, le voyageur, étaient les invités. Je ne compte ni M. le chancelier ni moi. La salle à manger est petite, mais bien décorée; le domestique est nombreux, en grande livrée, le service élégant; tout a bon air, grande tournure, de sorte que j'aime assez ce cérémonial. Mme de Boigne a un beau gobelet de cristal recouvert de sa capsule d'argent, ciselée, armoriée, et portant à l'anse un petit hibou, symbole de la sagesse, l'oiseau de Minerve, indiquant qu'il faut boire avec modération. L'argenterie est belle, ancienne et fort abondante, les vins choisis, la conversation élégante, fine, aiguisée, en somme, l'aristocratie se reconnaît à des signes évidents.

Le chancelier est placé à la droite de la dame, et moi à la droite du monsieur, avec désignation expresse. Par malheur, M. Pasquier entend de moins en moins, surtout à table; il ne peut prendre aucune part à la conversation. Il faut lui parler de près, et nettement, pour qu'il saisisse un mot, un trait, une histoire. Il a bien ri de celle-ci :

A Rome, pendant l'ambassade de M. de Sainte-Aulaire, on reçut une dénonciation dirigée contre le consul de France dans cette capitale. Il était dit que ce personnage avait dans son salon un portrait du *tyran* Charles X. M. de Sainte-Aulaire chargea un de ses secrétaires d'écrire à ce monsieur de faire attention à cela; que, puisqu'il était fonctionnaire français, il ne devait pas manifester d'opinions hostiles au gouvernement établi. Le consul répondit qu'il avait, en effet,

ce portrait chez lui, mais que, comme tous les rois se ressemblaient, il avait effacé le nom de Charles X et mis celui de Louis-Philippe à la place. On a beaucoup ri de ce trait, et M. le chancelier s'en est infiniment amusé.

M. de Flavigny, qui a sa terre près de Tours, nous a dit que M. Bretonneau, le célèbre docteur, écrivait ses Mémoires, et que la médecine n'y jouerait pas le rôle principal. M. Bretonneau est un homme de beaucoup d'esprit, fort excentrique, très vieux. Il a vu beaucoup de monde, et du plus grand, et nul doute qu'il ne fasse un livre amusant. Il est érudit, mais fantasque, et aujourd'hui on ne peut obtenir une consultation que quand on le rencontre chez un pharmacien de ses amis où il fait d'assez fréquentes stations.

1er décembre 1855

Rencontré chez M. le chancelier un nouvel hôte, c'est M. le marquis de Pastoret, aujourd'hui sénateur, après avoir été tout autre chose. C'est un personnage de l'ancienne cour, fils d'un chancelier de France sous Charles X, tenant au parti de la Restauration par des liens très serrés, mais qui se sont brisés tout récemment par suite de circonstances que l'on ne peut pas trop expliquer en ce moment. Quoi qu'il en soit, M. de Pastoret est un homme grand, bien tourné, de belles manières; sa figure est bien faite, mais l'âge a neigé sur les sommets. Je suppose que ce marquis a bien soixante-sept ou soixante-huit ans, ce dont il enrage probablement, et je l'en excuse; car, à sa place, j'en ferais tout autant. Donc ce nouveau marquis de ma collection est fort instruit. Il fait partie de l'Institut (Académie des inscriptions et belles-lettres); il a fait quelques livres; entre autres, je crois, *le Duc de Guise à Naples*. Il a toujours vécu dans le plus grand monde, et cela se

voit, avec les plus belles dames, et cela se voit mieux encore.

Et, à ce propos, nous parlions tout à l'heure de Victor-Emmanuel, roi de Piémont, qui est un peu trop soldat, un peu trop rude, et dont le tendre cœur a supporté sans sourciller la perte de sa femme, de sa mère, de ses deux enfants, de son père et d'un frère. Mais ce monarque ne s'émeut pas pour si peu. Il se campe sur ses hanches, cambre sa taille, fait ondoyer sa moustache, se rengorge sous un uniforme gris de garde nationale piémontaise, aussi peu élégant que possible, et croit tous les amours attentifs à voltiger autour de sa tête. En somme, il a l'air d'un vrai troupier.

On en est venu à parler de la beauté physique des rois. Ainsi Louis XV était beau; son œil noir lançait des éclairs. M. de Pastoret, qui faisait un jour compliment à Louis XVIII de la beauté de son regard, en reçut cette réponse : « Qu'auriez-vous dit, si vous aviez vu les yeux de mon grand-père? Bien que nous fussions habitués à vivre en sa présence, quand il relevait la tête et dardait son regard sur nous, il nous faisait trembler. »

On m'a raconté qu'un jour à dîner le roi Louis XVIII dit à un gentilhomme de sa cour (à M. de Pastoret lui-même, le mien, celui que je tiens en ce moment) :

— Monsieur le marquis, je vous envoie un verre de vin de Tokay.

— Sire, je ne bois pas de vin, répliqua le jeune homme.

— Je ne vous dis pas de le boire, s'écria le roi de sa grosse voix...

Et la leçon ne fut perdue pour personne.

M. Pastoret a vu l'empereur Nicolas, et il dit que c'était un des plus beaux hommes qu'on puisse admirer. Le père du roi de Piémont, Charles-Albert, était un

homme de peu de mérite, sans goût pour les arts, sans esprit. Trop souvent les puissants de la terre sont au-dessous des besoins de leur position. Notre empereur a un grand air, quand il veut s'en donner la peine, et, mercredi, au bal de la Ville (1), le roi de Piémont avait l'air d'un simple soldat auprès d'un maréchal de France.

Quand on a vécu longtemps, on a vu beaucoup de choses, on se souvient, et, dans cette revue de choses passées, il y en a de bien singulières. Par exemple, voici un nom, celui de Fontan, qui a eu un moment de célébrité sous le règne du roi Charles X, et même sous celui de Louis-Philippe. Il y avait, en 1828, des écrivains d'assez peu de talent, si on les juge aujourd'hui, mais qui, placés au centre d'une société bien différente, s'étaient acquis une sorte de renommée. De petits journaux faisaient alors une guerre acharnée à la Restauration. *Le Nain jaune*, *le Figaro*, *l'Album*, *les Tablettes*, etc., et quelques autres sifflaient et persiflaient les puissants de cette époque. La liberté de la presse régnait avec certaines restrictions, mais enfin on écrivait beaucoup. A défaut de grands talents, il y avait de la malice, et ce fut au milieu de cette guerre acharnée que parut un jour un article intitulé : *le Mouton enragé!* Fontan était l'auteur de ce brûlot, et le *tyran* Charles X désigné à l'exécration des races futures pour je ne sais quels méfaits de ses ministres ou de sa police. Il y avait beaucoup de fiel dans cet article, qui fit grand bruit. Fontan se réfugia en Belgique avec une amie qui, dit-on, lui était fort attachée.

Mais bientôt les ressources manquèrent, et le couple revint à Paris. Fontan fut saisi, jugé, condamné et envoyé à Poissy. A cette époque, il n'y avait pas de che-

(1) Victor-Emmanuel était venu voir, à Paris, Napoléon III.

mins de fer. Le criminel fut dirigé à pied sur le Dépôt et attaché à un forçat qui avait la gale. Cet accouplement fit jeter les hauts cris à toute la presse. Une polémique ardente s'éleva à cette occasion, l'opposition en parla à la tribune, de toutes parts on cria à l'atrocité, à l'injustice, et Fontan fut proclamé martyr. Il s'agissait d'obtenir sa grâce. Deux de ses amis, Frédéric Soulié et Jules Janin, rédigèrent une supplique au roi, afin d'attendrir le susdit tyran : « Sire, je me jette à vos pieds !... » Jamais il ne voudra signer cela. — Tu crois ? — Certes ! — Eh bien : « Sire, j'embrasse vos genoux !... » — C'est encore trop humble ! — Diable ! Comment donc dire ? »

On finit par rédiger une lettre que Janin proposait de commencer par « mon cher ami » ! Mais c'était encore trop royaliste et cette fameuse requête était tout juste aussi polie que de nécessité. Fontan, à qui on la montra, la déchira héroïquement et ne voulut rien entendre. On aurait dit qu'il pressentait la liberté prochaine. La révolution de Juillet éclata, la prison s'ouvrit, et il faut le dire, parce que c'est la vérité, le nouveau roi, populaire, protégea Fontan, lui donna de l'argent et, somme toute, le tira de la misère.

Bien des histoires ont couru sur ce personnage qui est mort sans gloire, bien que le roi Louis-Philippe lui eût donné la croix d'honneur. On peut contester l'à-propos de cette récompense, mais l'esprit de parti aveugle les meilleurs esprits.

Les recueils de ces petits journaux qui empêchaient de dormir MM. de Corbière, de Peyronnet, sont illisibles ; on ne comprend pas facilement à quel point ils avaient de l'influence sur les hommes du pouvoir. Mais l'espèce humaine est ainsi faite. On dit que Mme de Staël était aux abois quand un petit article du *Nain jaune* la prenait à partie. J'ai vu Dupuytren très malheureux quand un misérable petit journal s'avisait de

le critiquer; et ces mêmes personnages sont assez peu sensibles au bien que l'on dit d'eux.

7 décembre 1855.

J'ai encore entendu parler assez longuement de Rossini par Panseron, professeur au Conservatoire de musique. Ce brave Panseron est un bon musicien praticien, il a fait beaucoup de romances, mais surtout des solfèges, des méthodes pour piano et chant, il a arrangé beaucoup de musique à l'usage des élèves; il tient bien sa classe. Bref, c'est une *utilité*, sans la moindre trace de génie. Le petit bonhomme a été complètement oublié à la distribution des nez; il a au milieu du visage une sorte de petit tubercule retroussé, et, pour faire croire que c'est un nez ordinaire, il le bourre de tabac et se mouche bruyamment; mais ces démonstrations sont vaines. On dit même que ce brave Panseron ne s'est marié que pour entendre dire qu'il avait «un nouveau-né». Le Conservatoire est plein de mots de ce genre à l'adresse du «maëstro néanmoins». Mais je reviens à mon narré.

Donc, maître Panseron, qui est fort lié avec Rossini, nous racontait sa visite toute récente à l'illustre compositeur. «Tu m'as donc tout à fait oublié? (On sait que les artistes sont voués au tutoiement.) Tu ne m'aimes donc plus, ingrat? — Comment! je ne t'aime plus... Comment! je t'ai oublié!... demande à ma femme si je ne l'ai pas cent fois embêtée avec tes *trois* romances que je chante quand je n'ai plus de voix!» Et ainsi se poursuit ce colloque si drôle, si malicieux, du grand homme et en même temps si bon enfant avec son ancien camarade! Rossini est charmant dans ces circonstances. Panseron prétend que Meyerbeer et ses succès tueront le grand maëstro. Il est jaloux, et son cerveau plein de mélodies n'en laisse sortir aucune dans la

crainte que l'autre n'en profite. Il laisse rarement échapper une occasion de lancer une petite épigramme contre le juif allemand. Il retrouve toute sa verve italienne contre le *tedesco ebreo*, deux choses en abomination à tout catholique romain.

M. Meyerbeer est Prussien. Sa famille, très riche, tient à Berlin une banque colossale. Le compositeur a plus de deux cent mille livres de rentes, tandis que Rossini n'en a pas plus de quatre-vingts. Il faut convenir que Meyerbeer est un grand savant en musique; il a aujourd'hui soixante ans, et dès l'âge de quinze à seize ans il était un vrai prodige de science harmonique. Mais, s'il a la force, la patience, le travail passionné, il lui manque ce feu qui abonde chez Rossini, ce charme, cet esprit qu'aucun compositeur n'a possédés à un degré aussi éminent. J'ai rencontré bon nombre de musiciens, mais ce n'étaient pas parmi les artistes ceux que je préfère. M. Batton, qui est mort dernièrement et que je voyais souvent, savait si bien la musique de tout le monde que, quand il voulait composer quelque chose de son cru, il retombait toujours dans des souvenirs que chacun saluait alors comme de vieilles connaissances. Zimmermann était un homme de talent, mais vaniteux et sot, se posant en grand maître et ne sachant bien que tourner la manivelle de son assommant piano. M. Halévy est plus aimable; il cause, il a été bien élevé, il sait écrire; enfin, c'est un compositeur habile, avec des éclairs d'inspiration qui illuminent des œuvres de travail puissant et de science profonde. Il lui manque pourtant ce don divin qui éclate chez Beethoven, Mozart, Rossini et deux ou trois autres.

13 décembre 1855.

J'ai fait une visite hier à M. Pasquier. Toujours un peu souffrant, il aime les médecins. Mme de Boigne et

ses plus proches m'assurent que ma présence lui est agréable, même un peu utile; aussi je m'empresse de lui rendre mes devoirs, qui sont de bons offices. Hier, donc, bien installé près du chancelier, nous avons causé. Je lui ai parlé des deux articles insérés aux *Débats* par M. de Salvandy, à propos de la mort de M. le comte Molé. « Hélas ! il en fera un troisième, un quatrième, peut-être, tant il est inépuisable... Mais quel fatras ! » Je ne sais plus quel personnage, en entendant comparer Salvandy à Chateaubriand, s'écria : « Oui, sans doute, c'est son ombre, mais l'ombre vue au clair de lune ! » Royer-Collard ne l'aimait point. Quelqu'un disait un jour devant lui : « Salvandy est un sot. — Non pas, répondit l'acerbe philosophe, ce n'est pas un sot, mais bien *le* sot. »

« J'ai connu Salvandy tout jeune, a ajouté M. de Pastoret; nous avons été au collège ensemble. C'est un bon homme, qui a de la naïveté dans son amour-propre. Il a dû sa fortune politique et littéraire au *Journal des Débats*, qui l'a adopté de bonne heure, et cela après une certaine brochure politique qui avait eu du succès. Les *Débats* sont fidèles à leurs rédacteurs. Il faut leur rendre cette justice. M. Molé a toujours été soutenu par les *Débats*. A l'époque où MM. Guizot et Thiers se coalisèrent contre M. Molé, ces deux associés passagers furent violemment combattus par les *Débats*, et, plus tard, quand M. Guizot fut devenu ministre, la feuille des Bertin lui dit un jour : « Vous pourrez obte-« nir notre silence, mais jamais notre estime ! » Depuis, ce sentiment s'est modifié. Qu'est-ce qui ne se modifie pas avec le temps ? »

— Ponsard a été nommé membre de l'Académie française, il y a plus de six mois, à la place de Baour-Lormian. Je ne sais quand il fera son discours de réception. Ce maître fou est dans les fers de Mme de Solms, une princesse échevelée qui a été expulsée de

France et qui s'est permis d'y revenir dans ces derniers temps. La police l'a forcée à repartir, et Ponsard, satellite de cet astre, ne reparaîtra sur l'horizon que quand ce stupide amour sera éclipsé. Mais il y a une place vacante parmi les académiciens, c'est celle de M. de Lacretelle, ce charmant vieillard que vous savez. Les compétiteurs sont nombreux.

Emile Augier se présente avec son bagage dramatique, puis Jules Sandeau avec ses romans si gracieux, puis M. Mazères qui a fait quelques bonnes comédies; Théophile Gautier est sur les rangs, poète et de plus romancier, critique distingué, grand connaisseur en beaux-arts. Il y a encore un certain Paul Foucher, le beau-frère de Victor Hugo, qui a fait des drames, des pièces en prose ou en vers; mais celui-là, je ne crois guère à ses mérites. Mme de Girardin, la plus charmante conteuse que l'on ait pu entendre, racontait à merveille la petite histoire suivante : « Un jour, Paul Foucher me faisait visite. En s'en allant, il s'arrêta devant une glace, se regarda avec complaisance et s'écria, en frappant de petits coups sur sa joue : *Et du talent !* apparemment qu'il se trouvait beau! Notez que ce garçon à figure bouffie ressemble à un ange exterminateur sonnant de la trompette. »

Tout le monde ne se rend pas justice comme M. Villemain. M. Ary Scheffer a fait de ce grand écrivain un portrait qui est un chef-d'œuvre (1). M. Villemain, voyant ce portrait, s'écria : « Je suis bien laid, mais si j'étais seulement comme cela! » C'est que le peintre a su mettre dans ce masque de bossu la flamme de l'intelligence, quelque chose de divin dans le regard d'un myope. Je n'ai pas vu ce travail, qui est dans l'atelier de l'artiste. M. Ary Scheffer ne peut pas se séparer de

(1) Ce portrait, l'une des toiles comprises dans le legs Margelin-Scheffer, se trouve depuis peu au Musée du Louvre.

ses productions; il les garde le plus longtemps possible... Il était le professeur de la princesse Marie. Elle lui a légué je ne sais quel objet d'art avec cette douce désignation : « A mon ami Ary Scheffer. » Ce peintre est resté à l'écart depuis 48. Il n'a pas voulu exposer un seul de ses tableaux au dernier Salon. Il a épousé la veuve du général Baudrant, aide de camp du feu roi. Un ancien amour, qui, comme tant d'autres, a mal tourné. Le grand peintre était, je le répète, le professeur de dessin de la princesse Marie d'Orléans. Les goûts artistiques de cette charmante créature avaient établi entre elle et son professeur des relations fréquentes et très amicales. La reine Marie-Amélie faisait le plus grand cas de ce maître, dont le beau caractère est à la hauteur du talent. Personne n'a vécu plus intimement dans la famille royale; personne n'y a trouvé plus de bienveillance et n'a montré plus de gratitude. Il est intéressant d'entendre causer M. A. Scheffer. Il a vu de près ces personnages déjà si loin de nous, que les orages politiques condamnent à l'exil et qui, pour la plupart, sont si dignes de regrets. Voici un fait singulier raconté par lui, et qui mérite une mention spéciale dans ma collection de petites histoires contemporaines.

La princesse Marie était douée d'une imagination très vive, romanesque. Son cœur était tendre, si bien qu'un beau capitaine d'état-major, que des fonctions spéciales attachaient à la cour du roi Louis-Philippe, fut remarqué par la princesse. Les jeunes filles vont vite en pareille affaire; ce sentiment éclos grandit, et la princesse, bâtissant un roman dans sa tête, écrivit tout simplement à l'officier pour lui apprendre le sentiment qu'il avait fait naître et lui dire de préparer les moyens de l'enlever. Le capitaine, tout stupéfait de cette aventure, jugea prudent de se confier au duc d'Orléans. Cette folie fut apaisée par les soins de la

reine. L'officier fut envoyé en Afrique, et bientôt la princesse fut mariée au prince de Wurtemberg. Celui-ci était connu pour un terrible mari, beaucoup trop terrible pour une femme délicate.

Le roi Louis-Philippe, à qui l'on avait soumis cette question, répondit en riant que les femmes ne mouraient pas de cela; mais, plus tard, on se repentit amèrement du parti qu'on avait pris. Tout cela est bien grave. Voici un fait moins sérieux. Un jour, la princesse Marie (elle avait alors dix à onze ans), ayant été très indocile, fut mise en pénitence d'une singulière manière. Comme elle s'était avisée de grimper sur un meuble très élevé, on la força de rester sur ce perchoir, où elle pleurait de toutes ses forces. Ary Scheffer étant arrivé dans cette pièce pour donner la leçon à la demoiselle, celle-ci se mit à crier comme une brûlée, serrant sa robe autour d'elle et disant : « Scheffer va voir mes jambes ! — Elles sont bien trop vilaines pour que je les regarde, » dit le peintre. Il me semble voir ce tableau. On s'imagine volontiers que les enfants des rois sont différents des nôtres. Mais pourquoi ne seraient-ils pas semblables à tous les enfants ?

M. Ary Scheffer est si sincèrement l'ami de la famille déchue, il porte un si grand intérêt à tout ce qui la touche, il a particulièrement une si grande tendresse pour le souvenir de sa chère élève, que de pareils récits ne peuvent être pris en mauvaise part. Il aime cette royale enfant qu'il a pleurée, et quand il raconte des aventures de ce genre, il ne faut y voir que l'expression d'une vérité bienveillante, indulgente, sans la moindre arrière-pensée de blâme. Et c'est ainsi que je transcris ces souvenirs empreints d'un sentiment respectueux.

M. le marquis de Pastoret m'a parlé de l'exhumation des restes de nos rois, jetés dans un coin du cimetière de Saint-Denis après la violation des tombeaux. « M. d'Ambray, chancelier, dit-il, avait été chargé de

ce travail. Je lui fus adjoint, et, comme j'étais jeune et actif, je dus faire presque tout. Il fallut du temps pour recueillir les témoignages des personnes qui avaient assisté à cette violation. Les témoins oculaires furent entendus, mais, parmi eux, se trouvaient des gens qui avaient fait cette belle besogne et qui craignaient les vengeances du pouvoir restauré. Cependant on arriva à savoir le lieu où avaient été entassées pêle-mêle ces dépouilles, et je n'oublierai jamais le spectacle de ce désordre. Ainsi s'évanouissent les gloires passées ! De ces rois, de ces reines, de ces princes qui gouvernèrent la France pendant tant de siècles, de toutes ces splendeurs de l'histoire, il ne restait qu'un débris informe, une masse confuse que Dieu seul eût pu débrouiller en appelant chacun par son nom. Deux squelettes nous furent, à quelques signes, reconnaissables. L'un était celui d'une femme, la princesse Louise, fille de Louis XV, dont les sandales de carmélite n'étaient pas détruites ; l'autre, resté debout, appuyé contre le sol avec un bras étendu, était celui de Louis XIV, encore dans l'attitude du commandement, protégeant en quelque sorte sa dynastie.

« J'ai consigné ces détails dans un écrit que je chercherais en vain ; je ne sais plus où il en reste un exemplaire, mais c'était assez curieux. Le roman n'invente rien d'aussi dramatique que les réalités. » M. de Pastoret a beaucoup vu. Il lui est arrivé de dîner avec deux femmes dont la position est singulière : Madame la Dauphine, fille du roi Louis XVI, et la veuve de Napoléon Ier. Quelles étranges destinées ! et combien il y a d'intérêt à voir de près des personnes qui ont tenu tant de place dans les histoires de notre siècle... M. de Pastoret est arrivé, à force de vivre, au degré d'indulgence que j'ai admiré chez M. Pasquier. Ces grands praticiens de la vie ont assisté à tant de choses, ils ont vu passer tant d'hommes différents, les circonstances

ont eu tant de part à leurs déterminations, qu'il en est résulté chez eux une tolérance parfaite pour ce que la jeunesse est si disposée à blâmer.

20 décembre 1855.

Il me semble que M. le marquis de Pastoret pourra fournir quelques éclaircissements à mon armorial de Blaye. Il a bien connu la principale héroïne de cette histoire, il est au courant d'une foule d'incidents très particuliers, et, si je parviens à le mettre sur cette voie, j'en tirerai profit. En qualité d'ancien tuteur de Henri V, ce marquis doit savoir la vérité sur des points restés obscurs, pour moi et pour bien d'autres. Dans sa dernière visite, j'ai entamé ce sujet. J'ai parlé comme je le devais de Mme la duchesse de Berry, et j'ai pu voir que M. de Pastoret en savait long sur ce chapitre. A propos de la haine que portait la princesse à ce pauvre maréchal Bugeaud, le marquis m'a dit que cette rancune avait cessé, que Madame avait rendu justice à son gardien de Blaye, et que la paix avait été faite. Je ne savais pas cela, et je suis étonné de n'en avoir jamais entendu dire un mot au maréchal.

M. de Pastoret m'a dit que la conduite de Mme la duchesse de Berry pendant sa captivité avait subi l'influence de son entourage, et, s'il a omis de préciser cette sorte d'accusation à l'égard de l'un des conseillers intimes, il a au moins établi que M. le comte de Brissac était un excellent homme; de sorte qu'en procédant par exclusion — et ce procédé est facile — Mme d'Hautefort reste seule chargée de cette partie du procès.

— Voici un joli mot de M. de Salvandy, à propos d'un ouvrage de M. Cousin destiné à éclaircir les ténèbres d'une métaphysique archiobscure. Le susdit Salvandy, qui ne trouvait pas qu'on y vît plus clair,

s'écria : « C'est une bouteille d'encre sur un habit noir ! »

11 janvier 1856.

« Dans les salons, me disait l'autre soir le chancelier, les causeurs sont rares. Les hommes bavardent entre eux et s'occupent peu des femmes, qui les traitent assez mal à cause de cela. » Juste observation. Les leçons que je prends chez cet excellent homme, chez Mme de Boigne, chez M. de Sainte-Aulaire, me sont profitables. Si j'avais trente ans de moins et que je me trouvasse dans la position qui est mienne, je voudrais faire un beau chemin dans le monde. Il ne faut pas oublier que MM. Villemain, Cousin, Mignet, de Rémusat et bien d'autres ont dû une bonne part de leurs succès à ces succès de salons, à cette renommée de causeurs charmants, d'hommes galants auprès des dames, et, ma foi ! c'est un bon moyen de se caser dans le monde. Mais, hélas ! je n'ai plus le temps de recueillir, la moisson sera perdue pour être trop tardive, il fallait semer plus tôt. Je ne le pouvais, j'avais trop à faire. Un poète latin a dit avec un grand sens : « Ceux-là sortent difficilement de la foule qui débutent par la misère... Il faut vivre, on dépense toute son énergie à lutter contre ces premiers obstacles, et, quand on a vaincu, on est las, on s'endort dans cette défaillance précoce... Mais ne nous plaignons pas. »

Le jour même où l'empereur reçut la fameuse dépêche qui lui annonçait l'acceptation par la Russie des préliminaires de paix, il s'est passé un fait assez important et bon à conserver. C'était le matin, à l'heure du déjeuner. Il y avait, assis à la table du maître, cinq ou six personnages des plus intimes, et chacun d'eux regardait l'empereur avec l'attention qu'y peuvent mettre les gens intéressés à savoir les nouvelles. La

figure du maître laissa voir un mouvement de joie facile à interpréter, et bientôt les convives se disposèrent à quitter la salle à manger.

Mais l'empereur les retint près de lui et envoya l'ordre d'afficher à la Bourse cette dépêche, qui pouvait donner lieu à des spéculations énormes. Or, les meilleurs amis de l'empereur, ses familiers, jouaient à la baisse. Aussi la nouvelle de la paix probable, déterminant une hausse considérable, leur fit-elle perdre des sommes très importantes. MM. de Morny, Mirès, le comte de Montguyon et quelques autres ont eu là un rude échec. Mais l'empereur s'est conduit en cette circonstance comme un parfait honnête homme. L'intérêt général l'a seul préoccupé. Et puis, il a dû être content de punir ses amis, qui ont assez peu de confiance en son gouvernement pour jouer à la baisse, c'est-à-dire pour parier contre lui. La leçon a été forte, mais les spéculateurs sont tout à fait incurables.

Voici une anecdote que je tiens de bonne source. M. Drouyn de Lhuys, ancien député sous Louis-Philippe, s'est fortement rallié au gouvernement impérial. Il a été ambassadeur à Londres et ministre des affaires étrangères. Dans ces derniers temps, le susdit personnage, qui est de plus sénateur, avait écrit au maître une lettre pleine de louanges pour sa politique extérieure. Et puis, bientôt après, il a conçu des inquiétudes au sujet de la guerre, craignant qu'il ne s'ensuivît un embrasement de l'Europe prochain et général. Enfin est survenu cet incident de l'article du *Moniteur* reprochant au Sénat son inutilité. Alors M. Drouyn de Lhuys, saisissant la balle au bond, a envoyé sa démission de sénateur. Le maître a, paraît-il, accepté cette démission en disant que sa vengeance était facile, et qu'il n'y avait pas bien du temps écoulé entre les deux lettres, si différentes, de M. Drouyn de Lhuys. Et en même temps qu'il accusait réception de la dernière, il

envoyait au mécontent une invitation au bal de la cour.

On voit par là que ce diplomate s'est trompé de tout point, ce qui arrive souvent à ceux qui sont si pressés d'agir. Le boudeur, le critique a quatre ou cinq cent mille francs de rentes. C'est un grand diable noir, avec une tournure de traître de mélodrame. Il a été aussi ambassadeur en Espagne. Sa femme est une grosse petite boulotte, qui roule plus qu'elle ne marche, assez aimable, du reste, et que j'ai eu l'occasion de voir plusieurs fois.

27 janvier 1856.

Voici un mot d'Alexandre Dumas. Cet écrivain est criblé de dettes et donne force besogne aux huissiers de Paris. Dumas faisait un billet. Regardant la feuille de papier timbré sur laquelle il devait écrire, il s'écria : « Quand on pense que cette feuille vaut en ce moment trente-cinq centimes et qu'elle ne vaudra plus rien du tout dès que je l'aurai signée !... »

3 février 1856.

Les hommes qui vivent de la presse, qui doivent au journalisme toute leur importance, sont hostiles au gouvernement actuel, et cela se conçoit de reste, puisque l'empereur, bien convaincu des excès de la liberté, de ses dangers, a dû restreindre, sinon anéantir, cette même liberté dont on faisait un si mauvais usage. Aussi les journalistes rongent-ils leur frein, disent-ils pis que pendre de la main ferme qui les tient en bride.

Les journaux étaient devenus une puissance dans l'Etat, il fallait compter avec eux. Souvent même certains ministres ont dû reculer devant les menaces d'opposition du *Journal des Débats*, par exemple, à une

époque où MM. Bertin soutenaient le gouvernement du roi Louis-Philippe. Ces messieurs ont contraint M. Guizot lui-même à faire des choses qui lui déplaisaient. A quel titre les *Débats* en agissaient-ils de cette façon souveraine avec des gens aussi haut placés? On a beaucoup parlé là-dessus.

Les subventions accordées à la presse, et qui constituaient un des principaux griefs de l'opposition contre les ministres, ces subventions sont-elles un fait certain, patent et qui, en dépit des dénégations du ministère, doive être accepté comme chose réelle? Une personne en qui j'ai pleine confiance me disait hier avoir eu avec M. le comte Duchâtel un entretien particulier à ce sujet. Voici les propres paroles du ministre : «Il y avait un arrangement pris entre nous et les *Débats*, une allocation régulière convenue, sorte d'indemnité en raison des services rendus, et c'était de toute justice; car ce journal, en nous soutenant, courait par là même certains risques dont nous lui devions la compensation. Ce n'était pas une faveur, mais bien une sorte de remboursement pour ses avances, ses frais, son appui. Je dois ajouter qu'en dehors de ce marché régulier, les Bertin ne voulaient rien accepter. Ainsi, un jour, devant quitter le ministère, et ne voulant pas laisser à mon successeur des fonds secrets qu'il eût employés à mon détriment, je trouvai dans ma caisse cent vingt mille francs, et je priai les Bertin de les accepter. Ils refusèrent obstinément. Bien d'autres n'auraient pas eu les mêmes scrupules.»

6 février 1856.

Voici un chapitre d'histoire contemporaine. J'ai souvent parlé des magistrats et même de la magistrature. Cette grande institution et son personnel jouent un rôle considérable dans les affaires de notre temps. Sous la

Restauration, puis à l'avènement de la branche cadette, les avocats et les juges ont pris une part active à tout ce qui se rattachait au gouvernement, non seulement dans les Chambres, mais au ministère, et les critiques ont pu se moquer de notre époque en constatant que les robes noires nous avaient envahis. On se rend assez bien compte de l'importance que peuvent conquérir des hommes connaissant les lois, habitués aux luttes de la parole, sachant soutenir par une argumentation pressante le pour et le contre, et l'on s'explique leur prépondérance sous un régime de discussion, quand les affaires les plus secrètes, les plus délicates, devaient paraître au grand jour et subir l'épreuve d'une publicité dangereuse. Or, nous ne sommes pas encore débarrassés de cette queue du Palais. Les praticiens du Code n'ont pas renoncé à cette prépondérance qui les flattait et dont ils tiraient si bon parti. Si M. de Morny dirige le Corps législatif, M. Troplong préside le Sénat, M. Billault est à l'intérieur, M. Baroche au Conseil d'Etat, et il ne serait pas difficile de montrer des gens de robe dans bien des postes de grande valeur. C'est la conséquence nécessaire du régime parlementaire, et si M. Roulland devient ministre, ce sera un nouvel exemple de cette élévation des avocats aux grandes charges de l'Etat.

On dit que certaine société secrète, *la Marianne*, a pris un développement formidable. Il s'agit de l'attaquer, et M. Roulland, qui a le croc dur, conviendrait bien à cette dure besogne. Nous verrons.

Il y a des présidents qui ont beaucoup d'esprit. Exemple : à une séance de cour d'assises, le président dit au public : « Vous ne connaissez peut-être pas l'affaire que nous avons à juger. Elle est d'une nature telle que j'invite toutes les honnêtes femmes à se retirer. » Personne n'ayant bougé, le président dit en souriant : « Les femmes honnêtes s'étant retirées, huissier,

faites sortir les autres!» L'autre jour il s'est produit un incident tragique. Dans une petite ville du ressort de Paris, un président du tribunal ayant là ses habitudes, sa fortune, ses alliances, ne voulait pas d'avancement et, par conséquent, faisait obstacle à ceux qui avaient envie de monter plus haut. Un juge, pour lever cet obstacle, s'avisa d'écrire des lettres anonymes, de vilipender le président, si bien que le ministre, averti, dut faire procéder à une enquête. On fut bientôt sur la piste du coupable, et le susdit monsieur trouva à propos de se tuer d'un coup de pistolet. Jolie affaire. C'est de quoi juger les juges.

— Rendu visite hier à Mme de Boigne. J'ai trouvé la comtesse à son poste, bien gracieuse, ayant pour compagne féminine, ce jour-là, la femme du sous-préfet de Pont-de-l'Arche, grosse dame assez aimable que j'ai vue souvent à Trouville. Puis M. Brifaut et M. Mérimée, tous deux de l'Académie française, et quelques autres visiteurs passagers, habitués, conteurs assez aimables. On a beaucoup parlé de l'astre du jour, une jeune dame florentine ou piémontaise, belle à ravir, et qui fait bien des ravages dans les cœurs. L'empereur est fort attentif auprès d'elle, elle est à la mode, comme l'an dernier les deux sœurs polonaises dont on n'a plus ouï parler.

9 février 1856.

L'empereur ne change pas volontiers ses ministres, il veut la stabilité autour de lui; c'est le caractère de son administration. Ainsi, m'a-t-on dit, il n'aime pas M. Fortoul, ministre de l'instruction publique, et, ajoute-t-on, il a de bonnes raisons pour cela, et cependant il le conserve à son poste. Il aime mieux subir l'inconvénient de certains esprits, qui lui sont presque

antipathiques, que de rompre la série des affaires, d'introduire dans l'administration un nouveau personnage qui aurait à faire sa propre éducation. Le préfet de police, M. Pietri, et le préfet de la Seine, M. Haussmann, sont fort mal ensemble, à couteaux tirés. Le maître a essayé vainement de les rapprocher, et, nonobstant cette guerre ardente entre deux fonctionnaires aussi importants, il les garde à son service, toujours par cette haine du changement.

Tout cela rend assez peu probable le passage de M. Billault à un autre ministère, et l'élévation de M. Roulland au poste de ministre de l'intérieur. L'empereur est très bon, il est fort humain; il lui répugnerait de faire quelque chose qui pût affliger M. Billault dans la circonstance malheureuse où il se trouve. Il vient en effet de perdre sa femme. Si M. Billault désirait passer aux finances, comme on l'a dit, à la bonne heure; ce serait de son propre mouvement, par son choix; mais on m'a assuré qu'il était loin de demander cette mutation. Il est donc fort douteux que ces changements s'opèrent. M. Roulland ne semble pas devoir quitter la magistrature, où sa place est marquée à la Cour de cassation en qualité de procureur général. M. de Royer, le titulaire actuel, est insuffisant, on le nommera sénateur, et la place sera pour mon redoutable ami. Voilà du moins ce que disent des gens bien informés. Moi, j'écoute ces propos, je les note, et j'attends que la lumière se fasse.

Il y a eu tout récemment, à la Rochelle, une affaire très grave et qui a donné lieu à des arrestations nombreuses. Un monsieur s'est présenté à la poste, bureau restant, et on lui a remis une lettre à son nom, mais qui évidemment n'était pas pour lui. Elle contenait des indications graves, des mots d'ordre, des mots de passe, l'heure et le lieu de certains rendez-vous; si bien que le monsieur, effrayé de ces révélations, déposa la lettre

entre les mains de l'autorité et fit constater qu'elle ne le regardait pas. Cette lettre fut transmise à M. Roulland, qui en tira si bon parti que l'on arriva sur la piste de cette « Marianne » qui travaille dans l'ombre à tout bouleverser chez nous.

Ma soirée d'hier a été fort agréable. Ponsard a très bien lu sa pièce. Les quatre premiers actes sont charmants; les vers sont bien tournés, remplis de mots heureux; il y a des scènes très vives, très dramatiques. Mais le cinquième acte ne m'a pas plu. On a discuté cette affaire très chaudement et je crois que l'auteur écoutera les conseils des gens qui s'y connaissent et qui lui veulent du bien. *La Bourse* ressemble beaucoup à *l'Honneur et l'Argent*. C'est à peu près la même donnée mais avec des variantes remplies d'intérêt. Cette œuvre est destinée à l'Odéon, et tout fait espérer qu'elle aura un grand succès. L'auteur a travaillé trop vite. Il a besoin d'argent, il a hâte de voir le public accourir en foule à ses nombreuses représentations. Il y a bien des choses à corriger, à perfectionner, mais cet esprit alerte aura bientôt amené son ouvrage au point nécessaire.

12 février 1856.

L'amiral Parseval-Deschêne a cinquante-deux ans de service, et ce demi-siècle s'est écoulé sur l'océan grondeur, presque toujours avec un commandement, c'est-à-dire avec une responsabilité énorme. Aussi la tête qui a si longtemps conduit et les vaisseaux et les équipages, les escadres et les flottes, a-t-elle acquis une gravité que l'on comprend aisément. Il est impossible de voir un visage plus calme, une physionomie plus immobile. Ce personnage a dû s'étudier à ne laisser voir sur son masque aucune des impressions qui agitaient son âme.

Dans mille circonstances, tout ce qui se trouve à bord, officiers et matelots, cherche à surprendre la pensée du chef, et celui-ci doit être impénétrable. Et voyez combien il faut de force et de volonté pour se rendre maître de ces émotions prêtes à se traduire sur la figure, combien il faut de résolution pour empêcher que le sang n'aille colorer la peau, pour prévenir cette pâleur qui naît de l'inquiétude. Quand on commande un vaisseau où s'agitent mille à douze cents matelots, quand il faut que cette foule attentive puise sa confiance dans son capitaine, quel intérêt celui-ci n'a-t-il pas à dissimuler ses impressions et à garder son sang-froid au milieu des incidents terribles d'une navigation... M. Parseval me disait que cet effort lui avait coûté d'autant plus que son système nerveux est plus impressionnable, que, dans son enfance, il entrait dans des accès de colère furieuse, et qu'il fallait l'enfermer dans un petit appartement dont les murs étaient matelassés. La volonté toute-puissante a mis un frein à ces rages.

Peu à peu l'homme a dominé cette nature indomptable et, depuis longtemps, son visage, si expressif, est devenu immobile. Ce personnage a été chargé d'un grand nombre de missions fort importantes dont je n'ai pas à détailler ici les objets divers; ce serait trop de besogne pour un biographe de ma taille. Je me contente de noter que c'est à son bord que M. le prince de Joinville a fait ses premières armes et que l'amiral conserve un pieux souvenir de son élève. Il y a quelques années, pendant un voyage que fit la reine Marie-Amélie à la suite d'une assez grave maladie, M. Parseval eut l'occasion de rencontrer le prince à Aix en Savoie. L'amiral constata, comme je l'ai fait en 1851, l'altération survenue dans la santé générale du prince, sa maigreur, son affaiblissement et surtout cet accablement moral qui résulte d'un chagrin profond, d'un ennui que rien ne peut dissiper.

Le prince, qui avait été positivement exilé en Algérie en 1847, — parce qu'il contrecarrait énergiquement la politique de M. Guizot, — avait dit plusieurs fois à l'amiral que cette politique conduisait à l'abîme et que bientôt la famille royale serait chassée de France. Mais l'autorité paternelle n'avait rien perdu de son prestige; les fils obéissaient, et la catastrophe n'a pas tardé à justifier leurs craintes. Et quand le gouvernement provisoire a sommé les princes de quitter l'Algérie, ceux-ci ont obéi, toujours sous l'influence de la volonté du roi et parce que celui-ci espérait, en ne résistant pas, conserver sa fortune particulière. Le père de famille effaçait le roi. C'est bon, mais ce n'est pas héroïque; c'est bourgeois, et j'ajoute que cela a été parfaitement inutile.

Hier soir, j'ai passé quelques instants avec M. le procureur général. Il nous a dit : « L'autre jour, je suis allé chez M. Billault, et je lui ai demandé pourquoi il ne faisait pas ses paquets, puisque je devais le remplacer, etc. On a beau dire, on a beau fabriquer des nouvelles, elles ne sont pas plus exactes pour cela. Il n'y a qu'une chose qui me convienne : le ministère de la justice. Il est aussi tout à la convenance de Delangle; mais Abbatucci n'a pas envie de nous céder la place. Aussi nous restons chacun à la nôtre. Je ne voudrais pas de l'intérieur; tant de préfets à mener, cela ne me plairait pas. Le garde des sceaux n'a pas tant de besogne; le corps judiciaire est fort bien organisé, il marche tout seul; je m'en arrangerais volontiers. Les bavards, les cancaniers ne se gênent pas, il est vrai, pour susciter à la justice des embarras, en racontant des incidents inventés, par exemple, la fameuse scène où l'impératrice aurait été insultée à l'Odéon par le parterre, qui aurait chanté la complainte du *Sire de Framboisy :* « Tudieu ! madame, que faites-vous ici ? » avec intention d'application blessante. J'étais dans la

salle, personne n'a soufflé mot, et cependant on a dit partout que des chants injurieux avaient été cause d'arrestations nombreuses, qu'un jeune étudiant avait été envoyé à Cayenne, et autres monstruosités semblables. » Je tiens du chef d'orchestre et de Tisserant que cette prétendue chanson est une invention ridicule, et voyez après cela quelle confiance on doit avoir en de telles anecdotes.

L'impératrice a pris pour nourrir son futur enfant une brave Bourguignonne, femme du peuple, nourrice de profession, choisie au bureau. Elle a vingt-huit ans, elle nourrit sa fille qui a deux mois; bien installée au palais, elle attend le futur poupon et trouvera dans cette heureuse circonstance un élément de fortune inattendu. Ce grand événement est toujours pour le mois prochain, du 15 au 20.

19 février 1856.

On m'a assuré que l'empereur avait résolu de mettre un terme à l'exil des trois généraux : Bedeau, Lamoricière et Changarnier, soit à l'occasion de la paix bientôt proclamée, ou bien à l'époque de l'accouchement de l'impératrice. Il paraît que, tout récemment, une lettre du comte de Chambord, adressée à Changarnier, a été interceptée. Remise à l'empereur, celui-ci l'a fait rendre au général, en lui disant que son retour en France ne serait sujet à aucune restriction et qu'il serait libre de vivre où bon lui semblerait. Le comte de Chambord disait au général que ses services, son courage et ses malheurs méritaient une récompense et qu'un jour, quand le trône serait rendu à la branche aînée, le roi saurait s'entourer des hommes qui ont tant fait pour la France.

Il était aussi question de garanties nouvelles don-

nées à notre pays, enfin de beaux projets comme en font toujours ceux qui croient pouvoir non seulement compter sur l'avenir, mais en disposer. Hélas! que de vaines espérances, et qu'il y a de présomption dans ces arrangements! J'ai vu l'impératrice samedi soir, au Gymnase. On donnait la première représentation de *Lucie*, petite pièce en un acte, de George Sand. Ce n'est pas bon, assurément, ni intéressant; mais on se laisse prendre volontiers aux promesses d'un grand esprit, lors même que cet esprit a montré ses défaillances dans un bon nombre d'œuvres dramatiques successivement avortées. Mais j'ai vu l'impératrice en bon état, supportant bien l'appareil imposant de la maternité, comme dit Demoustier, et nous promettant un fils pour le milieu de mars.

29 février 1856.

L'odyssée de Rachel est à peu près finie. La voilà revenue à Paris, mais si malade, si défaite, que sa mère disait hier, en pleurant à J. Janin que la malheureuse était moitié plus maigre que lors de son départ pour l'Amérique. Un échalas devenu baguette! Cela me rappelle le mot de sa cousine Judith. Rachel allait devenir mère. Sa maigreur proverbiale avait si peu changé sous l'influence de cet état intéressant, que la susdite Judith, maligne et un peu envieuse, prétendait que la grande tragédienne ressemblait à un fil auquel on aurait fait un nœud au milieu.

4 mars 1856.

Il s'est passé dans ces derniers temps un fait très considérable. L'évêque de Luçon portait à l'extrême son dévouement à la branche aînée. Il écrivait tous les ans au comte de Chambord pour lui offrir l'hommage

de ses vœux et de ses obéissances; il l'appelait « son roi ». Le ministre, M. Fortoul, qui tient les Cultes dans ses attributions, n'avait rien pu obtenir de ce prélat opposant. Il a fallu recourir à une autorité plus haute. L'évêque a été mandé à Rome; il a dû se démettre entre les mains du pape, et son siège est vacant. Voyez-vous la vigueur de ce coup et combien le temporel est fort, puisqu'il parvient à dominer le spirituel à ce point.

— M. de Polignac disait en parlant de M. de Chateaubriand : « C'est un grand esprit, mais il a une singulière infirmité : il ne peut se tenir tranquille en présence d'une feuille de papier blanc! »

Croiriez-vous que, depuis vendredi ou samedi, la circulation est presque interrompue dans la rue Vivienne par les curieux qui veulent voir la layette du futur poupon impérial? On entre avec des billets chez la lingère, et la queue des amateurs s'étend, d'un côté, jusqu'au perron du Palais-Royal, et de l'autre, jusqu'au boulevard. Et tout cela pour admirer des béguins, des couches, des brassières... Le public parisien est bien amusant. On ne parle que du grand événement; on parie pour ou contre le 20 mars, pour une fille ou pour un garçon. J'ai des renseignements précis, car je vois souvent M. P. Dubois; mais je fais comme le grand accoucheur : j'attends.

M. de Lamartine, poussé par les rigueurs de sa destinée, entreprend une nouvelle publication : un *Cours familier de littérature*, sous forme d'*Entretiens mensuels*, dont le premier numéro vient de paraître. On s'abonne chez lui, rue de la Ville-l'Evêque, n° 43, moyennant une somme de vingt francs. Ainsi, voilà le poète, éditeur, libraire, commissionnaire, faisant lui-même sa besogne afin d'économiser les employés, se faisant payer d'avance les onze livraisons prochaines, et forcé de travailler pour faire honneur à l'engage-

ment pris avec ses souscripteurs. Un homme d'esprit, M. de Custine, appelle cela « le chef-d'œuvre de la mendicité à domicile ». Dernier appel à la charité du prochain, cri suprême du malheureux prêt à mourir de faim.

Lundi dernier, dans son feuilleton, Jules Janin a parlé de la manière la plus touchante de M. de Lamartine, de son désespoir, de ses misères, et cet article a fait grand bruit ici. Il est difficile de mieux dire, de se servir d'un plus magnifique langage pour exposer la situation actuelle de ce grand homme tombé en de telles tristesses, pour le relever à ses propres yeux, pour lui montrer la gloire et toutes les promesses de l'avenir. Ces pages, écrites avec une chaleur de sentiment bien rare aujourd'hui, ont vivement touché le poète; il a envoyé aussitôt à Janin un billet où il le remercie avec effusion. J'ai lu cette petite lettre familière et tendre, pleine de larmes et de joie, félicitant en moi-même l'homme assez heureusement doué pour ressentir de telles émotions, pour les exprimer en termes aussi éloquents, aussi naturels. M. de Lamartine confie à Janin que, depuis le mois de novembre, il a perdu plus de sept cent mille francs; que sa publication actuelle est un dernier effort tenté pour arracher à la ruine une foule de fermiers et de vignerons qui lui ont confié leurs produits et leurs épargnes.

Hier, dans l'après-midi, M. de Lamartine est venu voir J. Janin. Il l'a embrassé et remercié avec chaleur, et, comme ils causaient tous deux dans une pièce : « Vous me sauvez la vie, lui a-t-il dit; vous me ranimez. Je vous dois de ne pas succomber aux chagrins les plus cuisants que j'aie jamais éprouvés. Tout semble se réunir pour m'accabler; les malheurs sont encore moins cruels que le mépris de ceux qui n'estiment que l'argent. Croiriez-vous que Mirès daigne à peine se lever quand j'entre chez lui! — On

vous traitera mieux chez moi, venez... » Et, entr'ouvrant la porte de son cabinet, Janin dit : « M. de Lamartine, messieurs ! » Il y avait là cinq ou six personnes, gens de lettres, artistes, une belle danseuse, et tout ce monde, se levant, a salué le grand poète. Il a souri au maître de la maison, qui a dit : « Ici, monsieur, le génie est toujours roi ! »

Ces petites scènes sont charmantes parce qu'elles sont naturelles, sans apprêt; personne ne pose, et les vrais hommages rendus au talent sont bien faits pour le consoler des outrages des financiers arrogants ou mal éduqués.

Il faut dire, pour être juste, que le susdit Mirès, qui est en affaires réglées avec M. de Lamartine, a compté à ce dernier, depuis deux ans, plus de deux millions. Tout cela a été englouti on ne sait où. Ce sera un singulier problème à résoudre, cette fortune colossale s'écroulant sans cesse, en dépit des efforts surhumains qui la relèvent toujours ! Et l'on ne sait comment disparaît tout cet argent. On prétend que ces sommes fabuleuses servent à payer les intérêts d'innombrables emprunts contractés depuis longtemps à taux usuraire; que, loin d'amortir ce capital, le poète y ajoute de temps en temps, accumulant des charges sous lesquelles il finira nécessairement par succomber. Alors ces grands biens deviendront le partage de créanciers avides et habiles, et ce laborieux et grand écrivain disparaîtra après avoir consumé dans l'angoisse et la gêne une si belle vie. Grand exemple des imperfections intellectuelles : le plus brillant génie associé au manque absolu de sens pratique.

12 mars 1856.

J'ai dîné hier chez Mme la marquise de Sainte-Aulaire, en assez petit comité, comme je l'aime et avec beaucoup d'agrément.

Dans les nobles salons du faubourg Saint-Germain, il est impossible de ne pas parler politique; aussi ne s'en est-on fait faute. Les traditions se perdent difficilement sur ce terrain. L'empereur Napoléon Ier trouvait là ses ennemis les plus acharnés, les plus redoutables; on lui faisait une guerre perpétuelle de coups de langue, de coups d'épingle, et sans trêve ni merci; les belles dames de l'ancien monde criblaient d'épigrammes le héros du siècle. On en fait tout autant aujourd'hui à l'égard de son neveu. On ne peut s'imaginer la vivacité des attaques auxquelles est en butte l'autorité impériale, les malices qui pleuvent à l'adresse des Tuileries. L'esprit français brille de son plus vif éclat dans ces escarmouches; notre langue se ploie merveilleusement aux exigences des rancunes nobiliaires; mais je ne garantis pas qu'il subsiste en tout cela le moindre brin de charité chrétienne.

Mme de Sainte-Aulaire nous a raconté, entre autres choses, la petite histoire suivante :

« Comme Mlle Rachel nous a trompées, Mme la duchesse de Broglie et moi ! Figurez-vous, docteur, qu'un soir, chez M. Lebrun, de l'Académie française (1), Mlle Rachel, dans tout l'éclat de sa jeunesse, de sa beauté et de son succès, nous récita des vers de ses meilleurs rôles, et avec un talent merveilleux. Nous étions charmées, émues, si bien que nous voilà, la duchesse et moi, causant dans un coin du salon avec cette merveille. Si vous saviez quel charme elle mettait dans ses paroles ! « La carrière que je parcours est pleine de « dangers, je le sais; mais avec du courage on peut « s'en tirer. J'espère que Dieu me protégera, car mon « but est de soutenir ma famille, d'assurer l'avenir de « mes parents et de mes sœurs ! » De quel air elle nous disait tout cela ! Nous en pleurions d'attendrissement;

(1) Alors directeur de l'Imprimerie nationale. (P. M.)

nous l'encouragions à bien faire, à persévérer dans ces bons sentiments. Et le lendemain, quand je racontai cette scène si douce à un de nos amis, il se prit à rire aux éclats, se moqua de moi très ouvertement et me raconta combien la perfide s'était agréablement moquée de nous. »

On se préoccupe beaucoup de la maladie du prince Jérôme. On craint une terminaison fatale. Ce personnage est fort inoffensif; il est doux et facile à vivre, aimé de tout son entourage, généreux à l'excès. Sa mort donnerait beaucoup d'importance au prince Napoléon son fils. Celui-ci, devenu premier prince du sang, pourrait bien être un embarras pour tout le monde. Il n'est pas aimé. Sa dureté, son impertinence, son mépris des choses et des hommes, le rendent presque redoutable. Aussi fait-on des vœux pour que le père ne laisse pas son héritage à un fils si peu digne de lui.

14 mars 1856.

Hier soir, chez M. le chancelier, pendant le dîner et pendant la belle soirée qui l'a suivi, j'ai eu de bonnes occasions. J'ai beaucoup écouté, j'ai recueilli des choses utiles à garder, et me voici, au premier instant de loisir, prêt à enregistrer ces souvenirs encore tout récents.

Durant les journées de Février 48, M. le baron James de Rothschild était au chemin de fer du Nord, prêt à monter dans un wagon qui partait pour la frontière. Un de ses amis le prit par le bras et lui dit : « Restez… Si vous partez, vous serez déshonoré. » Le financier resta. On vanta beaucoup son courage, les journaux rouges se servirent de sa présence à Paris pour prouver la sécurité de tous, et ce héros n'eut rien à craindre. Il s'est montré très reconnaissant envers le monsieur qui

lui avait donné ce conseil; il lui a fait faire une fortune assez considérable.

A l'époque où Louis XV mourant laissait le trône à son successeur, les courtisans se portaient avec empressement vers la royauté nouvelle. Mme du Barry, abandonnée et méprisée, voulait en vain lutter contre cette cour ingrate. Il arriva qu'une famille, dont un des membres, condamné à mort, allait périr sur un échafaud ignominieux, courut à Versailles et implora la protection de l'ancienne favorite. On s'indignait, devant la jeune reine Marie-Antoinette, de cette démarche faite auprès d'une femme perdue. La reine s'écria : « Ah ! que je les excuse volontiers ! Pour sauver l'un des miens, je me jetterais aux pieds de Zamor. » C'était le petit nègre de Mme du Barry. M. le chancelier, qui a raconté ce trait, le tient de bonne source et dit qu'il peint à merveille la bonté de cœur de cette princesse infortunée. Cette histoire est tout à fait inédite.

Le grand événement qui se prépare aux Tuileries est l'objet des plus singuliers propos, le public ne parle guère d'autre chose, et Dieu sait tout ce qui se dit sur ce chapitre. L'autre jour, M. le baron Paul Dubois, accoucheur de Sa Majesté, l'a fait rire aux éclats en lui racontant l'anecdote suivante :

Chaque matin, M. Dubois fait prendre à l'impératrice une dose de laudanum, destinée à empêcher que l'accouchement n'arrive avant le vingt mars. Et sur cela l'impératrice dit au docteur : « Vous ne savez pas ce qui se passe ici ?... Eh bien, je vais vous l'apprendre, moi... Il y a dans les caves du palais une douzaine de femmes sur le point d'accoucher. Il y aura là plusieurs garçons parmi lesquels on choisira celui qui doit être mon fils. Cependant, il y a une chose qui m'embarrasse... Je pourrais bien, plus tard, avoir un second enfant, et alors, si celui-ci était un garçon, je

me verrais dans la nécessité d'étrangler le premier ! »

Toutes ces histoires absurdes amusent beaucoup la dame, qui se porte bien. Un de ces soirs, pourtant, dans son petit cercle, comme elle paraissait un peu soucieuse, quelqu'un lui ayant demandé le pourquoi de cet air, elle répondit : « J'ai peur de ne pas avoir assez de courage quand le moment sera venu. » C'est là un sentiment fort naturel, et il n'est guère de femme qui n'ait de pareilles craintes quand vient le terme de sa grossesse. J'ai déjà noté que, pendant plusieurs jours, la rue Vivienne avait été encombrée par les curieux qui allaient visiter chez la lingère la layette du poupon impérial. On se porte en foule à l'Hôtel-de-Ville pour admirer le berceau en argent que donne la Ville de Paris au futur héritier.

Il y avait dans la bibliothèque de M. le chancelier une magnifique tête, avec le col et un fragment d'épaule, le tout appartenant à quelque statue grecque du meilleur temps de la sculpture antique. Mais le nez de cette déesse avait été brisé, ce qui ne laissait pas que de défigurer un peu cette face, si belle du reste. M. Simart a eu le bon goût de restaurer ce visage charmant, auquel rien ne manque aujourd'hui, et M. Pasquier n'a pas tardé à nous faire admirer ce chef-d'œuvre si bien remis en état.

Que de belles choses il y a dans cette bibliothèque, outre les beaux livres qu'on y compte par milliers ! Un joli bas-relief, copié sur les frises du Parthénon volées par lord Elgin, représente une des nymphes de cette procession des Parthénées, et la demoiselle, enveloppée d'une robe flottante, offre le plus singulier et le plus complet contraste avec le genre de toilette si fort en honneur aujourd'hui parmi les dames les plus à la mode. On a beaucoup plaisanté sur cette robe, et le chancelier prétendait qu'aussitôt après les couches de

l'impératrice les tuniques collantes, à la grecque, seraient mises à l'ordre du jour. Pour ma part, je ne demande pas mieux.

— *Le Siècle* s'efforce de prouver que M. de Falloux n'a pas de talent et que son grand-père était épicier. Ces absurdités sont de mode aujourd'hui, bien qu'il doive sembler étonnant que cette feuille archilibérale, démocratique et même ultrarouge ait le droit d'épiloguer sur un pareil sujet. En bonne république, la roture de M. de Falloux devrait être un titre de gloire. On a cherché une querelle semblable à M. de Montalembert, qui, suivant *le Siècle*, n'a pas le droit de porter son nom, car il a accepté la fortune d'un parent qui la lui avait léguée à la condition de porter le nom du légataire. Je ne sais à quel point cette accusation est fondée, mais *le Siècle* a fait grand bruit de ces choses.
M. de Montalembert a paru un instant chez M. le duc Pasquier. Il a causé avec le chancelier, avec M. de Falloux. Sa figure blonde et sans relief n'a pas changé depuis l'époque où je lui ai fait visite rue du Bac, dans son hôtel, et depuis le jour où il est venu chez moi. L'académicien Legouvé a également fait une courte visite. Je ne lui ai rien entendu dire de saillant. Un malin personnage a insinué qu'il avait été nommé de l'Académie à cause de son père, tandis que M. de Broglie l'avait été à cause de son fils. Ce propos est fort piquant, mais assez peu juste. Le jeune prince de Broglie a beaucoup de talent, sans contredit, mais son père a joué un assez grand rôle dans nos affaires publiques, il a parlé et écrit assez pour que sa place soit marquée parmi les Quarante. On dit, à la vérité, qu'il y a près de lui un certain M. Doudan qui est pour quelque chose dans les succès du duc. Mais c'est là un mystère d'intérieur qu'il ne m'appartient pas de tirer au clair.

Pendant que nous admirions la tête grecque si bien restaurée par M. Simart, un amateur d'anatomie faisait remarquer les belles dimensions du crâne et la petitesse relative du visage et surtout de la bouche et du menton. Ces proportions étaient signalées comme caractéristiques de la beauté, de l'intelligence, de l'humanité proprement dite. Un des assistants fit observer que le développement de la mâchoire inférieure, signe de l'animalité, et regardé par les sectateurs de Gall comme l'indice de la fermeté, de la décision, du courage, ne prouvait pas grand'chose; témoin M. Molé, qui offrait un maxillaire inférieur des plus prononcés, et qui n'avait jamais brillé par ces qualités.

M. Molé était tenace dans son indécision; il ne prenait pas volontiers un parti et résistait opiniâtrément aux efforts des personnes qui voulaient l'entraîner vers un but quelconque. Il avait le courage de l'immobilité, mais c'était une vertu passive, disait mon interlocuteur.

L'aïeul de M. Molé avait épousé la fille de Samuel Bernard (1), ce fameux argentier du roi.

J'ai appris depuis que, par suite de la haute position de la famille Molé, le susdit Samuel Bernard n'avait jamais été mis en scène. Sous la monarchie, la censure interdisait toute allusion à cet Hébreu, et aujourd'hui encore cette protection du pouvoir est restée traditionnelle.

Il y a bien longtemps que le vieux Bertin aîné disait à un jeune homme, qui écrivait dans le *Journal des Débats* : « Mon enfant, souviens-toi, si tu veux arriver à bien, de ne jamais parler de Samuel Bernard, à

(1) Samuel Bernard, né à Sancerre le 29 octobre 1651, mort à Paris le 18 janvier 1739, et l'un des soixante-trois notables commerçants qui abjurèrent le protestantisme en 1685. Marchand de drap d'or et de joaillerie, il devint ensuite banquier. Louis XIV l'anoblit, avec cette clause qu'il continuerait son commerce sans déroger. Il devint, sous Louis XV, conseiller d'État.

cause de M. Molé, et de toujours parler de la comtesse de Chateaubriand, maîtresse de François Ier, à cause de notre cher vicomte, qui ne descend pas du tout de cette dame, mais qui est flatté de l'homonymie. » Il y a comme cela, dans le métier de journaliste, certaines ficelles fort importantes à connaître et qui expliquent le succès de quelques hommes, assez médiocres d'ailleurs.

Dans une soirée comme celle de jeudi, M. le chancelier éprouve une satisfaction extrême. Les personnes qui viennent chez lui connaissent la faiblesse de son ouïe, lui parlent avec soin ; on s'arrange de façon à le tenir au courant de la conversation et il peut y prendre une certaine part. Cela le ravit d'aise ; ce commerce intellectuel l'anime et il peut oublier les misères de la vieillesse. Il n'en est pas toujours de même chez Mme de Boigne, où les visiteurs doivent leurs hommages à la dame et s'occupent moins du chancelier. Cependant il faut reconnaître que Mme de Boigne met une complaisance extrême à lui donner l'occasion de causer. Elle lui pose des questions qu'il développe, elle sait à merveille, de sa petite voix si faible et si douce, passer au travers de l'obstacle et arriver jusqu'à cette oreille engourdie par l'âge, et personne ne se fait mieux comprendre qu'elle. Mais, chez M. Pasquier, tout est pour lui.

La belle parole de M. Villemain, si sonore, si accentuée, ébranle agréablement les nerfs acoustiques les plus obtus, la pensée brillante va miroiter dans le cerveau des auditeurs, et M. le chancelier, sollicité par cet excitant, fait sa partie dans ce concert intellectuel, au grand plaisir de ceux qui, comme moi, savent écouter.

Ainsi, nous avons vu un vrai tournoi à armes courtoises entre M. Villemain, M. de Falloux, le chancelier et quelques autres personnages. Il s'agissait de l'Angleterre, qui, suivant M. John Lemoinne, est en

train de modifier profondément ses plus vieilles institutions sociales. M. Villemain ne croit pas à ces changements annoncés comme prochains, nécessaires, inévitables. Il croit à la pérennité des préjugés de caste, des privilèges, de ces formes antiques religieusement conservées par l'aristocratie anglaise. Suivant lui, le contact de nos voisins avec nous n'aura qu'un effet passager, sans portée, sans profondeur; ils reviendront bien vite aux vieilleries coutumières. Il s'est trouvé des contradicteurs, mais la thèse soutenue par M. Villemain avec chaleur et talent a paru faire beaucoup d'impression sur tout le monde.

M. de Falloux a dit avec esprit que les Anglais désiraient la guerre, au moins pendant un an encore, afin de montrer ce qu'ils pourraient faire. Ils sont fâchés de voir le rideau tomber sur un tableau qui ne les flatte guère, et ils espèrent prendre une revanche éclatante. Il est certain qu'ils ont fait des préparatifs énormes; ils ont des canons formidables, tout ce qu'il faut pour écraser les ennemis; mais ces belles choses ont le grand tort d'arriver trop tard. Il est connu qu'après la bataille d'Inkermann un officier général anglais a formellement conseillé à lord Raglan de se rembarquer et d'abandonner l'armée française à la miséricorde des Russes et de Dieu. Faut-il rattacher à cet incident le peu de sympathie qui existe entre les officiers français et anglais, tandis que les premiers sont en si bons termes avec les officiers russes, lesquels, d'ailleurs, ne peuvent sentir les officiers anglais?

La prédilection de M. Villemain pour l'Angleterre tient, je pense, à ce que la liberté civile y règne absolument. C'est le régime parlementaire qui plaît à nos anciens ministres constitutionnels. Ils regardent comme le plus bel effort de l'esprit humain ces combinaisons de majorité ou de minorité qui donnent le pouvoir aux orateurs les plus habiles. L'oubli dans lequel on les

tient aujourd'hui leur est odieux : c'est la négation des droits de l'esprit... Aussi déplorent-ils le régime actuel, mais on nous permettra de ne pas partager leurs regrets. Les journalistes et les avocats ne composent pas seuls le peuple français; il y a d'autres intérêts en jeu que ceux des académiciens à prétentions ministérielles.

Et cependant c'est un beau spectacle que celui des hommes de génie aux prises avec les difficultés des gouvernements modernes luttant contre le flot populaire, cherchant à diriger les masses dans la meilleure voie, ardents compétiteurs des hautes positions sociales, où la gloire est la récompense du bien qu'on a fait à son pays, à ses concitoyens. Mais que d'erreurs chèrement payées!...

17 mars 1856.

J'ai eu des détails très circonstanciés sur l'accouchement de S. M. l'impératrice. M. P. Dubois a raconté à Mme Dubois, qui me l'a redit, le menu détail de ce grand événement. Je me dispense de l'écrire. Cependant je consigne ici que le travail a duré plus de vingt-cinq heures, qu'il a été fort douloureux, le trône ne mettant pas à l'abri de la sentence prononcée par Dieu même à l'occasion de la désobéissance d'Eve. Donc la pauvre femme a gémi, pleuré, souffert, et l'art a dû intervenir d'abord en calmant les douleurs par un peu de chloroforme, puis par des instruments qui ont achevé ce que la nature ne pouvait accomplir.

Le petit enfant était fort affaibli; il ne respirait pas encore, et là encore les soins d'un habile accoucheur étaient nécessaires. Ainsi s'est heureusement terminé un drame traversé par beaucoup de petits incidents cruels, mais que l'on oublie promptement, quand la mère et son enfant sont en bon état. C'est ce que l'on peut dire

aujourd'hui et Dieu veuille que le bien dure longtemps.

M. P. Dubois est pour moi un ami. J'ai été fort heureux du succès obtenu; une grande responsabilité pesait sur lui; l'en voilà débarrassé.

La ville a été brillamment illuminée hier soir. Aujourd'hui, les grâces, les aumônes tombent sur le peuple. La joie du père se mesure à ses largesses; elle est grande, car il est généreux. L'avenir nous apprendra le sort réservé à ce rejeton de la tige impériale. Puisse la fortune de l'empereur rester fidèle à son fils!

— La veille du 2 Décembre, une dame disait à M. de Morny : « On dit que l'on doit balayer la Chambre. De quel côté vous rangez-vous? — Moi, madame, mais du côté du manche! »

— A la naissance du roi de Rome, il y eut des harangues adressées à ce poupon par les grands corps de l'Etat. M. Séguier, alors premier président de la cour impériale, termina son discours par cette phrase :

« Puissiez-vous, monseigneur, vous montrer toujours aussi sourd à la voix des flatteurs que vous l'êtes aujourd'hui au compliment que j'ai l'honneur de vous adresser! »

Le même personnage a fait des allocutions non moins originales au comte de Chambord. C'était un esprit bizarre, doué d'un grand bon sens, mais donnant toujours à sa pensée une forme piquante et inattendue.

20 mars 1856.

Un homme considérable et très véridique a raconté hier devant moi l'historiette suivante :

Un jour, au bois de Boulogne, l'empereur et l'impératrice se promenaient conjugalement dans les allées

presque solitaires qui sont du côté de Longchamps, vers la Seine. Les deux illustres promeneurs rencontrèrent quelques enfants accompagnés de gouvernantes. Parmi ces bambins, brillait surtout un petit garçon à la mine éveillée, au teint fleuri; il plut tellement à l'impératrice qu'elle s'arrêta, causa avec l'enfant, le caressa et l'embrassa tendrement.

— Et moi, cher enfant, dit l'empereur, veux-tu m'embrasser?

— Non!

— Pourquoi cela?

Et comme le petit garçon ne disait rien :

— Sais-tu qui je suis?

— Tu es l'empereur.

— Que fait ton papa?

— Il est sénateur.

— Et pourquoi ne veux-tu pas m'embrasser?

— Parce que papa a dit que tu étais un coquin!

L'empereur laissa là l'enfant en disant :

— Je ne veux pas savoir le nom de ton père.

Voilà un enfant terrible s'il en fut jamais. Donnez donc trente mille francs par an à un personnage qui vous traite ainsi! Le coup a dû être sensible à l'empereur, mais il a bien agi, noblement, en refusant de punir le père de la naïveté du fils. Un ennemi généreux a beau jeu pour se faire pardonner.

Tout va bien aux Tuileries. Les suites du grand événement sont aussi simples que possible pour la mère et pour son enfant; de sorte que la joie règne en ce royal pourpris.

Le sujet du jour est le discours de réception de M. Legouvé. On lui reproche des négligences, un style un peu trop familier, puis des paradoxes, ingénieusement soutenus à la vérité, mais qui n'en sont pas moins des paradoxes. Le nouvel académicien a blâmé les épigrammes, comme s'il n'en avait pas fait lui-même,

et à ce propos on lui a mis presque sous le nez celle-ci, qui est bien de lui :

Sexe qu'on adore et qu'on prône,
Gardez-moi de tout mauvais œil.
Mon père vous a fait un trône,
Faites qu'on me donne un fauteuil !

On composerait un fameux recueil des épigrammes composées par les académiciens contre l'Académie. Il en est une dont les termes ne me reviennent pas, mais dont l'idée est celle-ci. Un zéro ajouté à trente-neuf ne fera jamais quarante. Or, le zéro désigné était un prince du sang royal sous Louis XV. Il fut si fort piqué par ce trait qu'il fit bâtonner l'auteur de ces vers, tant et si bien que celui-ci en mourut.

21 mars 1856.

Quatre à cinq cent mille Français des deux sexes ont reçu un prospectus en faveur du *Cours familier de littérature* de M. de Lamartine. Cette feuille envoyée à tout l'univers contient l'appel le plus pressant, le plus touchant, à la pitié des amis des Lettres, des admirateurs du grand poète. Jamais on n'a tendu la main avec une expression plus poignante, jamais accents plus pathétiques n'ont ébranlé les cœurs, et si le public n'envoie pas des millions à cet illustre solliciteur, il faut désespérer de la charité humaine. Eh bien, le morceau si émouvant se terminait par ces mots : « Le mendiant vous demande l'aumône ! » Il paraît que la famille et les amis les plus intimes ont trouvé l'expression trop forte. Il y a eu de grands débats à propos de ces paroles, auxquelles tenait le poète. M. et Mme de Marcellus se sont jetés à ses pieds et ont enfin obtenu la suppression de cette phrase. Elle était vraiment superflue. L'idée est assez clairement exprimée dans vingt

endroits de cette première livraison, pour se dispenser de la reproduire textuellement. Chacun voit assez la main qui se tend vers le public, décharnée, vide, attendant l'obole arrachée à la pitié.

C'est vraiment une chose terrible ! On ne comprend pas qu'un homme en vienne à ce point d'humilité; les détresses les plus grandes ne comportent pas cette absence de toute dignité. Il est à craindre que cet excès d'abaissement ne soit en pure perte. L'article si touchant de Jules Janin a produit cinq cents abonnés, mais la foule ne va pas rue de la Ville-l'Evêque. La pluie d'or qu'on y attendait n'y tombe pas; cette pétition suprême restera sans résultat. Les annonces absorbent une grande partie des recettes, les prospectus envoyés en nombre prodigieux coûtent fort cher. M. de Lamartine a, paraît-il, envoyé en Amérique un agent chargé de provoquer des abonnements nombreux, mais il a fallu donner trente mille francs à ce monsieur qui va travailler au succès dans le nouveau monde.

Un de nos amis, qui est allé hier rue de la Ville-l'Evêque, a trouvé toute la famille dans les larmes, consternée : Mme de Lamartine, au lit, malade; la belle Valentine, cette nièce charmante que j'ai eu l'occasion de rencontrer, abîmée de douleur. Un coup de sonnette semble toujours apporter vingt francs, mais trop souvent c'est celui d'un créancier. Comment cela finira-t-il ? On sait que M. de Lamartine a eu, de son patrimoine et par des héritages successifs, plus de deux millions; les ouvrages qu'il a publiés lui en ont rapporté plus de quatre; il a reçu de ses amis au moins un million en pur don, et si l'on joint à cela tout ce qu'il a emprunté, on arrive à penser que cet homme a englouti plus de dix millions de francs. C'est un étrange problème à résoudre que celui de l'emploi de cet argent. Personne n'en sait rien, et M. de Lamartine moins que personne. On dit que son voyage en Orient

lui a coûté deux millions. Mais les éditeurs racontent à qui veut l'entendre que *les Girondins* lui ont rapporté deux cent cinquante mille francs; l'*Histoire de Turquie*, presque autant; les *Méditations*, *Jocelyn* et autres poésies ont été payés des sommes énormes; *Raphaël* et quelques autres romans modernes ont coûté fort cher au libraire Perrotin... Fabuleux a été le produit de cette plume infatigable. Malgré tout il faut être indulgent au dissipateur; cette destinée si éclatante, si malheureuse, attache.

On a dit assez méchamment que M. de Lamartine était un grand Alexandre Dumas; l'un dans les nuages, l'autre sur la terre, mais tous deux frappés du même aveuglement; incapables de se conduire, jetant à tous les vents du ciel leur esprit et leur argent, dépourvus du plus vulgaire bon sens, qui consiste à savoir que deux et deux font quatre. Cela n'est pas aussi rare qu'on pourrait le penser. Ainsi Horace Vernet, il y a plus de quarante ans, achetait, moyennant soixante mille francs, une maison qu'il n'a jamais payée. Il a touché bien des centaines de mille francs depuis cette époque, mais il ne lui a jamais été loisible d'acquitter cette dette; il n'a jamais éprouvé le besoin de se débarrasser de ce fardeau; il a payé les intérêts, pas toujours, et très probablement il ne possède pas aujourd'hui un capital disponible suffisant pour éteindre cette créance qui le ronge.

Tout à l'heure, en comparant Lamartine et Dumas, il aurait été juste de tenir compte de la différence des débuts; l'un a reçu de sa famille une grande fortune, l'autre n'a pas eu un sol de patrimoine; le premier, élevé dans le luxe, n'a jamais manqué de rien; le second, enfant du hasard, a connu la misère et les privations. Les premiers vingt francs qu'il a empruntés, il les doit sans doute encore; il les devra toujours. La récolte abondante qu'il a faite a été dispersée par le

vent du caprice, semblable à la paille qu'oublie le moissonneur dans un coin du champ qu'il vient de faucher. Inutile de dire que ces sortes de caractères ne sont pas exclusivement caractères de littérateurs. Je connais des médecins, des avocats, logés à pareille enseigne, favorisés du public, gorgés d'or, et qui trouvent moyen de vivre couverts de dettes; insoucieux de l'avenir, prodigues du temps, de la renommée, ne comptant jamais, comme si le Pactole ne pouvait cesser de couler chez eux, pour eux.

Médisances :

Madeleine Brohan, si belle et si charmante, et dont les débuts au Théâtre-Français ont été si brillants, a voulu se marier, ce qui n'est pas un crime assurément. Mais elle a eu le tort de se mal marier, et aujourd'hui, après des scènes violentes, elle est dans un couvent. Un gros procès en séparation va initier le public à des détails d'intérieur peu édifiants.

23 mars 1856.

Recueilli quelques notes aujourd'hui sur le Congrès dont tout le monde parle (1).

Il comprend d'abord un personnage fort incommode, lord Cowley, l'ambassadeur ordinaire de la reine Victoria. Il lui a été adjoint lord Clarendon, ministre des affaires étrangères de son pays. Lord Cowley, presque annihilé par cette adjonction, a témoigné de l'humeur; il a soulevé bien des questions de préséance; il a été pointilleux sur l'étiquette, et l'on a eu bien de la peine à lui assigner sa place légitime et sa part d'influence dans les délibérations du Congrès. Mais les deux prin-

(1) Le Congrès de Paris où furent réglées les questions qui avaient provoqué la guerre de Crimée.

cipaux membres de cette assemblée sont le comte Orloff et le comte Buol : l'un envoyé de Saint-Pétersbourg et l'autre de Vienne. Ces messieurs sont en hostilité permanente; il y a entre eux un perpétuel échange de mauvais procédés, de récriminations aigres, de réticences presque injurieuses. Aussi le président du Congrès, M. Walewski, a-t-il fort à faire pour les tenir l'un et l'autre dans des rapports convenables. Tout récemment, M. Orloff a été fort irrité et sur le point de demander ses passeports pour quitter Paris. M. Buol a soulevé un incident à propos des forteresses de la ligne du Caucase, dont il voulait la démolition. Cette affaire a failli brouiller les cartes. C'est bien assez de raser le fort de Nicolas, grand crève-cœur pour la Russie. Aussi M. Orloff a-t-il fait une sortie terrible contre le plénipotentiaire autrichien. Il faut savoir que, depuis son arrivée à Paris, M. Orloff ne s'est pas présenté chez la princesse de Liéven, par la raison que cette dame et M. de Kisseleff sont les vraies causes de la guerre avec la Russie. L'empereur Nicolas recevait de ces deux personnes des rapports tels qu'il a marché en avant contre la Turquie.

Mme de Liéven prétendait que notre maître était incapable de faire la guerre, qu'il serait assassiné, et qu'il n'y avait rien à craindre de notre côté. En conséquence, le tsar a poussé sa pointe, et l'on sait le reste. La cour de Saint-Pétersbourg est fort irritée contre les anciens conseillers intimes de Nicolas. Aussi M. Orloff tient-il rigueur à la vieille Egérie de M. Guizot. D'un autre côté, M. le comte Buol fait la cour la plus assidue à Mme de Liéven, il voit tous les jours M. Guizot, et c'est une cause nouvelle de dissidence violente entre les deux ennemis politiques. Quand donc M. Buol a élevé la prétention de démolir les forts du Caucase, le plénipotentiaire russe a bondi comme un lion, il a voulu quitter Paris, et l'empereur, averti par

M. Walewski, a eu beaucoup de peine à retenir le Moscovite blessé.

Tout récemment, chez le garde des sceaux, ces deux personnages se sont trouvés nez à nez, l'un sortant, l'autre entrant. M. Buol s'est coiffé en enfonçant son tricorne jusqu'aux yeux et regardant de travers le Russe, qui s'est borné à hausser les épaules avec un air de pitié. Voilà tout ce que je sais sur le Congrès.

28 mars 1856.

Il me revient un souvenir concernant M. Pasquier. Ayant exposé sa théorie sur les changements d'opinion, il a dit : « Après la destruction du Parlement, en 1790, je restai loin de tout emploi jusqu'en 1806. On me poussa vers les affaires, je ne m'y sentais pas porté; cependant les offres que l'on me faisait étaient séduisantes, et je cédai. Je tenais beaucoup à l'ancien régime; mais enfin seize ans de retraite, cela pouvait compter, et, en acceptant un emploi dans un ordre politique tout nouveau, j'avais l'assentiment de tout le monde et de ma conscience. Depuis, les diverses révolutions ont toujours eu entre elles un certain degré de parenté. Il ne s'agissait pas d'un système absolument neuf, excepté en 1848. Par conséquent, les hommes politiques pouvaient passer de l'un à l'autre sans grande difficulté, quand ils ne se trouvaient pas dans les deux catégories que j'ai indiquées. »

31 mars 1856.

Ainsi le canon est devenu muet, et c'est tant mieux, car il a fait assez de sourds; ainsi la guerre cruelle va céder la place aux arts de la paix, et la vie des hommes

ne sera plus sacrifiée aux vanités des puissants de la terre.

Le 30 mars 1856 est un jour mémorable, et, qui le croirait? l'empereur avait oublié ce que rappelle ce quantième. Le 30 mars 1814, Paris capitulait, l'armée ennemie était au cœur de la France, les alliés étaient sur le point de défiler sur les boulevards. Quel changement singulier! Les mêmes vainqueurs d'autrefois viennent presque demander la paix au vainqueur d'aujourd'hui. La revanche est complète et la France actuelle porte haut une tête qu'humilia si fort autrefois l'Europe coalisée.

Hier matin, au déjeuner, l'empereur annonçait à M. Dubois que la paix allait être signée par le Congrès. Le docteur fit observer quel anniversaire était le 30 mars, et l'empereur avoua qu'il ne s'en était pas souvenu. Mme Dubois, que j'ai vue dans l'après-midi, m'a montré un biscaïen recueilli vers la barrière de Clichy par le vieux père Dubois. Sur ce projectile, on a fait graver une inscription commémorative.

Le canon a retenti hier, mais en signe de réjouissance. On a mis des drapeaux partout, et, le soir, l'illumination a été splendide. Evidemment, le public y mettait de la bonne volonté. Ces sortes de questions, toutes gouvernementales qu'elles soient, appartenant à la haute politique, ont un côté très populaire. C'est la nation qui fournit les hommes. Aussi chacun manifeste son opinion, comme s'il s'agissait d'une affaire personnelle.

La ville était très animée hier. Je me suis promené, j'ai flâné par ce beau soleil; j'étais curieux de voir comment on accueillait la grande nouvelle. Les ministres l'avaient annoncée samedi au Sénat et au Corps législatif, et, ce soir, au Théâtre-Lyrique, où j'étais allé voir *la Fanchonnette*, chacun s'entretenait de ce dénouement si désiré. L'opéra-comique m'a beaucoup

amusé. La veille, j'étais allé entendre la première représentation de *Cervantes;* succès médiocre.

8 avril 1856.

M. Ary Scheffer, peintre éminent, est un de ces esprits rêveurs que l'on comprend et que l'on aime. Il suffit de voir ses tableaux pour deviner son caractère dominant : une tristesse douce et passionnée, une concentration d'idées profondes et graves, une sorte d'aspiration vers l'infini. Ami intime de la famille du roi Louis-Philippe, il avait donné tous ses soins à l'éducation artistique de la princesse Marie, et quand, plus tard, la reine, frappée dans ce qu'elle avait de plus cher, demandait des consolations à tout ce qu'il y a de grand et de bon ici-bas et là-haut, Ary Scheffer fit pour cette infortunée reine des tableaux où son génie a brillé d'un éclat sans pareil. Eh bien, ce même homme qui a le pouvoir de s'abstraire dans une méditation extatique possède à un haut point la verve plaisante et sarcastique de certains artistes; il est moqueur achevé. Il saisit les ridicules avec un talent admirable; il raconte avec un entrain charmant de petites scènes dont le mérite principal est dans le geste, dans l'accent, dans cet air de visage qui anime le récit et lui donne son véritable cachet.

Mais il faut, pour jouir d'Ary Scheffer, bien des circonstances favorables : une société choisie, des intimes ou des familiers. Encore, dans ce cercle, ne doit-il se rencontrer aucun personnage qui déplaise à l'artiste, car alors il est muet comme une carpe. Si tout est propice, le caractère se développe, la gaieté interne vient effleurer la peau, l'œil prend sa petite flamme, feu follet qui se promène entre les cils rapprochés par le rire, et alors les histoires les plus drôles coulent de source.

— M. Delacroix, un de ses amis et le favori des amateurs de couleur, un peintre fantaisiste, mais puissant, hardi novateur en effets de lumière, en dessin tourmenté, M. Delacroix est encore un de ces hommes doués d'une rare intelligence qu'on a du plaisir à voir et à entendre. Au temps de leur jeunesse, c'est-à-dire vers les derniers temps de la Restauration, A. Scheffer et Delacroix, tous deux en proie à cette fièvre de libéralisme qui agitait les esprits, rêvaient la liberté, conspiraient plus ou moins sourdement et se faisaient affilier à ces ventes du carbonarisme qui inquiétaient si fort le pouvoir royal. Tout ce qui était jeune, tout homme occupé d'arts, de science, de professions libérales, se lançait dans l'opposition; on se faisait franc-maçon, carbonaro; on jurait haine aux tyrans, on promettait d'obéir aveuglément aux comités directeurs, qui prescrivaient de sanglants sacrifices. Les hommes placés à la tête de ces sociétés secrètes ont fait à leur profit la révolution de 1830; ils sont arrivés au pouvoir sous le roi Louis-Philippe.

Mais me voici bien loin de M. Delacroix. Vers 1828, le susdit était affilié à une société de carbonari. Il arriva un jour que la *vente* (on nomme ainsi le comité directeur) donna ordre au n° 37 de partir immédiatement pour la Rochelle afin de poignarder je ne sais quel personnage accusé de royalisme. M. Delacroix était précisément ce fameux numéro, et quand son Frère vint lui annoncer la nouvelle de cet ordre impérieux, le carbonaro, tout ébahi, se sentit défaillir et donna les preuves les moins équivoques de l'horreur que lui causait cette mission sanguinaire. « Ah! mais pardon, gémissait-il, je suis fait pour peindre les *belles* actions et non pour les commettre! » Il fallut renoncer à cette grande occasion de montrer son héroïsme. Mais les Frères et amis remplacèrent le défaillant, qui fut seulement tenu de mettre en gage son argenterie, sa

montre, etc., afin de donner quelque argent à ceux qui devaient le remplacer. Notez que la victime de ces anthropophages vit encore et n'eut rien à démêler avec la sainte vehme. M. Ary Scheffer, racontant cette tragique aventure en présence de ce bon Delacroix, est fort amusant.

19 avril 1856.

Béranger, le poète, est une figure intéressante à étudier. Peu d'hommes de notre époque étant aussi populaires, les détails intimes qui le concernent ont de la valeur. Les biographes sauront bien trouver l'histoire de sa vie publique, la date de ses publications, le nombre infini d'éditions achetées par la foule attentive; mais les faits qui se rapportent plus particulièrement à sa vie privée, à son caractère, à ses mœurs, ceux-là sont bons à recueillir. Or, hier soir, j'ai pu causer longtemps avec un homme qui connaît M. Béranger depuis plus de vingt ans, qui a, comme on dit, ses grandes et petites entrées chez le poète et qui sait mieux que personne le juger justement, avec preuves à l'appui. J'ai donc voulu consigner ici ces détails, qui me paraissent dignes d'intérêt.

M. Béranger a longtemps habité Passy. C'est là qu'il s'est lié d'amitié avec le maire de cette grande commune de la banlieue, M. Frédéric Possoz, un de ces hommes de bien que tout le monde aime, estime; un de ces caractères obligeants, droits, affectueux, que chacun connaît et apprécie. Depuis plus de vingt ans, M. Possoz, dans ses fonctions de maire et de membre du conseil général de la Seine, a rendu d'immenses services à Passy et à ses habitants. Il a subi, comme tant d'autres fonctionnaires publics, les vicissitudes de la politique; mais personne n'a cessé de rendre justice à ses qualités éminentes, à son esprit de justice, à son désin-

téressement, et les plus solides amitiés lui sont restées, après comme avant les périls de 1848.

Quand M. Béranger vint habiter Passy, les premiers rapports qui s'établirent entre lui et le maire le furent à l'occasion du bal des pauvres que la commune donne chaque année. On se présenta chez le poète pour obtenir sa souscription; il donna dix francs; mais le lendemain il se présenta chez le maire et le pria d'accepter cinquante francs. Un peu plus tard, au commencement de l'hiver, il pria M. Possoz de l'inscrire pour cinquante francs par mois, afin de secourir les personnes malheureuses non inscrites au bureau de charité. M. Possoz s'aperçut bientôt que le poète n'en continuait pas moins de donner, même à ceux que le maire secourait. Celui-ci s'en plaignit, en lui faisant observer le double emploi, mais Béranger lui dit qu'il était impossible de résister à l'aspect de tant de souffrances. Et notez que cet homme excellent mettait comme condition expresse à ses dons qu'on les tiendrait secrets.

Il lui arriva un jour, après des pertes d'argent assez considérables, de se trouver forcé de restreindre ses dépenses, de quitter Paris, Passy, et d'aller chercher en province une vie plus économique. Il se rendit à Tours, où il trouva ce qu'il lui fallait. En apprenant cette nouvelle, un honorable habitant de Passy, M. le comte de Las-Cases, vint trouver Possoz et le pria d'offrir, de sa part, à Béranger une somme assez considérable. Le cher maire entreprit cette négociation, la mena avec tous les ménagements possibles, mais sans succès, bien que le poète se montrât fort touché de la générosité de M. de Las-Cases. Pendant qu'il vivait à Tours dans cette obscurité volontaire, un Polonais, père d'une nombreuse famille, sollicita sa pitié et en obtint des secours assez importants, et quand le poète revint à Paris, le Polonais et ses six enfants déménagèrent bien vite et suivirent le bienfaiteur. Celui-ci, fort embarrassé,

s'adressa à un homme assez puissant pour l'aider à les soutenir. Le père reçut un emploi, qui fit vivre cette smalah. On pourrait raconter bien des traits de ce genre.

A cette époque déjà si loin de nous, il y avait une feuille de l'opposition — j'ai oublié son nom — rédigée par un publiciste à grand fracas, M. Cauchois-Lemaire (1). L'autorité ayant défendu de vendre ce journal sur la voie publique, il arriva ceci : un matin, le journal paraît avec un article dans lequel on reproche au maire de Passy d'avoir fait arrêter un des porteurs de la feuille et de l'avoir livré aux gendarmes après des violences, etc. L'article est envoyé à Possoz, qui, furieux, se rend au bureau, fait passer sa carte à M. Cauchois-Lemaire en disant que, quand on savait insulter, il fallait savoir répondre, etc. Propos violents, présage de duel... Enfin, le rédacteur arrive et montre à Possoz un article dans lequel il rétracte son accusation. « Vous le voyez, monsieur, le mal va être réparé... Je n'ai pas attendu votre réclamation... J'ai reçu de Béranger la lettre que voici : « Mon cher ami,

(1) Cauchois-Lemaire, qui mourut en 1861, à l'âge de soixante-douze ans, dirigea, sous la Restauration, plusieurs journaux : d'abord le *Journal de la Littérature et des Arts*, dont il fit *le Nain jaune;* puis les *Fantaisies,* et enfin, sous un nom d'emprunt, le *Journal des Arts et de la Politique*. Trois feuilles d'opposition hardie, qui furent vite supprimées. La vivacité de sa polémique attira même à Cauchois-Lemaire une menace de poursuites judiciaires qui le détermina à passer la frontière. Hors de France, l'ardeur de sa plume inquiéta le gouvernement des Pays-Bas, où il se réfugia. Il rentra en France, mais sans désarmer. Il encourut bientôt deux condamnations successives à l'emprisonnement. Inutile de dire qu'il fut de ceux qui protestèrent contre les ordonnances de 1830. Louis-Philippe lui offrit une pension de six mille francs, qu'il refusa, sans doute pour se réserver la liberté d'attaquer le nouveau régime ; — à quoi il ne manqua, dans *le Bon Sens,* dont il devint rédacteur en chef. Il mourut cependant fonctionnaire de la monarchie de Juillet, chef de section aux Archives royales.

« j'apprends que tu as attaqué M. Possoz, maire de « Passy, je ne sais à quel sujet; je n'ai pas lu ton « article, je n'ai pas vu M. Possoz, mais je te prie de « démentir tout ce que tu as pu dire de mal sur lui. « Je réponds personnellement de M. Possoz, il est inca- « pable de rien faire qui puisse lui attirer un repro- « che, etc. » L'affaire est dès lors terminée, la satisfaction complète. Possoz, courant chez Béranger, veut le remercier de son intervention. « Ne me remerciez pas, c'est à Cauchois-Lemaire que j'ai rendu service. »

En vieillissant, Béranger n'a plus voulu avoir de ménage, il a songé à se mettre dans une maison de santé, afin de ne plus s'occuper de ces détails d'intérieur fatigants pour lui et plus encore pour la dame qui lui sert de compagne assidue. Elle a bien soixante-douze à soixante-quinze ans; tout juste l'âge du poète. Aussi se placèrent-ils l'un et l'autre dans une maison de ce genre, qui se trouvait avenue de Chateaubriand, en haut des Champs-Elysées. L'établissement, n'ayant pas prospéré, fut transporté rue d'Enfer, et le vieux couple se laissa déménager avec le mobilier. Mais il ne put s'accommoder longtemps du régime, et aujourd'hui M. Béranger habite rue de Vendôme, n° 5, au Marais. Et comme, tout récemment, je ne sais quel journal littéraire a cru devoir critiquer la vie privée du poète, celui-ci a répondu par la voie de la presse que, quand de vieux amis comptaient, à eux deux, cent cinquante ans (la dame se nomme Judith), on devait bien leur accorder la faveur de se consoler mutuellement des ennuis de la vieillesse et ne pas leur envier le peu de plaisir qu'il leur restait à goûter.

— On m'a raconté une visite faite au poète par Mgr l'archevêque de Paris. Le prélat fut reçu avec une extrême déférence. Il dit à Béranger : « J'ai lu vos chansons. — Quoi, toutes, Monseigneur? — Je les ai lues, vous dis-je. — J'espère que vous en aurez passé

quelques-unes; il y en a sur lesquelles il faut jeter un coin du manteau. » Et comme il y avait sur la cheminée un buste de Lamennais, le prélat le regardait toujours. Béranger lui dit : « Ah! Monseigneur, si vous saviez tout ce que j'ai fait pour le ramener dans la bonne voie! — Vous, Béranger? Hélas! vous n'avez pas fait autant que moi, et vous n'avez pas mieux réussi! — Monseigneur, c'était un homme à l'esprit guerroyant. Si l'on eût attaqué la religion, il l'eût défendue; mais son caractère belliqueux l'a armé contre vous uniquement par besoin de combattre. »

Un jour, l'Académie française eut la pensée de donner un de ses fauteuils à Béranger. Mais l'usage veut qu'on demande cette faveur, que l'on fasse des visites aux trente-neuf immortels. Or, jamais notre poète n'eût pu se résoudre à cette formalité. On lui proposa de déclarer seulement qu'il accepterait; on voulait bien le dispenser de toute autre démarche. Il refusa néanmoins avec autant de bonhomie que de finesse, et les académiciens qui avaient eu cette pensée échouèrent complètement.

Son principal éditeur, Perrotin, un excellent homme, fort délicat, très généreux, fait au poète une sorte de pension viagère qui suffit à ses besoins et assure à sa vieillesse une existence tranquille. M. Béranger le dit à qui veut l'entendre; la reconnaissance ne pèse pas à sa belle âme. J'ai lu une lettre écrite de Tours par le poète à son cher libraire, dans laquelle il parle de la générosité filiale de celui-ci.

— J'ai vu dernièrement un missionnaire français qui catéchise dans l'île de la Trinidad, colonie anglaise. Il dit que les catholiques romains et les protestants vivent là-bas en bonne intelligence; les premiers reçoivent même un subside de la reine d'Angleterre. La tolérance est parfaite entre ces messieurs qui évangélisent concurremment les peuples de cette île et du

continent voisin. Nous ne nous entendons pas si bien que cela en France. Nous nous anathématisons mutuellement, comme au dix-septième siècle, et je ne vois pas que nous ayons fait le moindre progrès en charité. Les hommes croient-ils vraiment être frères?

18 juillet 1856.

J'ai pris hier un petit cabriolet découvert pour me promener, après dîner, au bois de Boulogne. J'étais avec Jules Janin. Le cocher s'est placé assez lestement sur son siège, et, comme nous lui faisions je ne sais quelle recommandation, il nous a dit : « Soyez tranquilles, messieurs, je vais vous mener vivement. Mes quatre-vingts ans passés ne me gênent pas beaucoup. — Comment, vous avez quatre-vingts ans? — Certes, je suis un ancien mameluk... J'ai fait la campagne d'Egypte, j'ai vu empaler l'Arabe qui a assassiné Kléber, etc. »

Ce brave homme est encore vert et assez droit; il a un visage excellent. Il avait gagné de l'argent, mais tout a été perdu dans une faillite de banquier. Il a sa place aux Invalides, mais il préfère travailler. Il est de la Légion d'honneur, et c'est à lui qu'est arrivé ce fait singulier : un monsieur qu'il venait de conduire refuse de le payer suivant le tarif, s'emportant, lui prodiguant les gros mots, bien mieux, en venant aux gestes, le frappant de sa canne. Alors, le cocher lui dit : « Monsieur, vous avez tort, et je vous prie de réfléchir aux suites. Je suis soldat, décoré. Vous me devez une réparation, et je l'aurai, mais payez-moi d'abord. » Cette affaire eut des suites assez graves pour le bourgeois brutal, qui fut blessé.

Un journal de ce matin annonce la mort d'un certain Bohain, personnage fort connu parmi les gens

d'un certain monde. Voici l'histoire singulière de Bohain. Son père, ancien commissaire-priseur, avait amassé une assez jolie fortune. Sa veuve et son fils pouvaient vivre très facilement avec quelques centaines de mille francs, mais le jeune homme avait une tête un peu chaude, beaucoup d'audace et un grand besoin de fortune. Devenu maître de son bien, il entreprit de gagner beaucoup d'argent, et pour ses débuts il acheta, sous Charles X, *le Figaro*, journal très piquant, très hostile à la Restauration, et bientôt, grâce à quelques rédacteurs spirituels et malins, cette petite feuille eut un grand nombre d'abonnés.

Elle donnait de gros bénéfices à son propriétaire. Mais la révolution de Juillet étant venue, l'ennemi étant tué, *le Figaro* n'eut plus autant de lecteurs, et le nouveau ministère, voulant récompenser un auxiliaire utile, nomma Bohain préfet de la Charente. Mais on peut être parfait journaliste et médiocre fonctionnaire. Bohain était un assez mauvais administrateur; à la suite de quelques difficultés, il fut révoqué de ses fonctions et courut dès lors après la fortune. Il avait une sagacité singulière pour se créer des ressources, pour deviner les affaires lucratives. Il fut, avec son ami Dutacq, mort aussi tout récemment, le créateur de la presse à bon marché. Il donna les journaux à moitié prix, se rattrapant par les annonces et par l'immense publicité. Mais, toujours pressé par quelque circonstance, il vendait une affaire en train; elle devenait une source de richesses pour l'acheteur et il avait, lui, bientôt dissipé le prix de la vente. Il a ainsi amorcé une foule de lignes qui ont servi à prendre de gros poissons, mais, quand le poisson mordait, était accroché, Bohain avait cédé l'instrument à un pêcheur habile.

En 1848, il se réfugia en Angleterre pour y créer un journal français qui réussit assez bien (comme le *Galignani's Messenger*, journal anglais, imprimé à

Paris). Il ne put s'entendre avec sa femme et voulut lui faire un procès; il dépensa énormément d'argent pour cette poursuite judiciaire. Quand il allait obtenir gain de cause, il y eut réconciliation et Bohain fut obligé d'aller lui-même en prison pour payer les dettes contractées en cette occasion. Bien d'autres anicroches lui sont survenues depuis, et ce pauvre diable, qui a frisé de près la fortune, qui a eu vingt fois un million, est mort insolvable dans quelque coin ignoré des Batignolles. Singulière destinée et qui résume assez bien le genre de vie d'une grande partie de la bohème moderne.

29 juillet 1856.

Hier soir, après deux heures passées en bonne et nombreuse compagnie, je ramenais à son logis, dans *ma voiture*, un personnage célèbre sous plusieurs rapports, Me Crémieux, ex-membre de l'ex-gouvernement provisoire, ancien ministre de la justice, et nous devisions de choses et d'autres, protégés par notre tête-à-tête, sous la voûte d'un ciel étoilé, bien étendus sur des coussins élastiques et prêts l'un et l'autre à nous faire des concessions mutuelles. La politique est toujours à l'ordre du jour entre gens d'un métier différent. Il ne pouvait me parler médecine; moi, je n'avais garde de parler procès; si bien que le gouvernement de la chose publique était de droit la pâture de notre loisir. Aussi ne nous en sommes-nous pas privés, et voici, en bref, le résultat de cette longue conférence.

Il faut dire, pour l'intelligence du sujet, que Me Crémieux est naturellement enclin à parler du gouvernement provisoire. On peut avec lui partir des quatre points cardinaux de la conversation avec certitude presque absolue de venir aboutir au susdit gouvernement. Or, je ne sais à quel propos, le mot «histoire» ayant été prononcé, Me Crémieux m'a dit : «Je ne crois

plus à l'histoire, pas même à celle de la Révolution, si voisine cependant, depuis que j'ai vu tout ce que l'on a écrit sur la révolution de 48, sur le gouvernement provisoire. Tout cela est d'hier, et il n'y a pas un mot de vrai dans tout ce que l'on a écrit sur des événements contemporains, dont les auteurs principaux sont presque tous vivants. Ainsi Lamartine a fait un roman absurde et faux. Il m'avait dit un jour : « Je veux vous « lire tout ce qui vous concerne, vous verrez quel beau « rôle je vous fais jouer; venez demain. » J'y vais! tout était déjà à l'imprimerie, et quand j'ai lu cette histoire, je n'y ai pas trouvé un mot de vrai. Il prétend que j'étais aux Tuileries quand le roi Louis-Philippe a abdiqué, que Mme la duchesse d'Orléans s'est jetée aux genoux du roi, et c'est une pure invention. Mme la duchesse d'Orléans n'est sortie de son pavillon que quand tout a été terminé; c'est Dupin qui est allé la chercher pour la conduire à la Chambre; je ne m'en suis pas mêlé le moins du monde. Et quand j'ai reproché à Lamartine ces faussetés, il m'a dit encore : « Quel beau rôle je vous fais jouer!... » C'est pitoyable! »

J'ai demandé alors si aucun des membres du gouvernement provisoire n'avait songé à laisser un écrit renfermant enfin la vérité sur ce chapitre si singulier de notre histoire. « Oui, Arago avait fait ce travail, mais on ne sait ce qu'il est devenu. Il n'est pas entre les mains de la famille, et c'est bien dommage, car il m'a dit qu'il avait raconté le tout avec une exactitude scrupuleuse. Garnier-Pagès a aussi fait une sorte de mémoire explicatif et justificatif, mais il l'a fait à son point de vue, cela n'a pas la hauteur nécessaire, c'est son apologie à lui; aussi ne doit-on y avoir que peu de confiance. Il dit d'ailleurs des choses inexactes. Par exemple, il avance que nous avions désigné Pagnerre pour le ministère de l'intérieur; ce qui est faux. Pa-

gnerre, brave garçon, était le secrétaire du gouvernement provisoire, mais il n'avait pas l'étoffe nécessaire pour être ministre. Nous ne l'avions mis près de nous qu'à la recommandation de Garnier-Pagès, son ami, et c'est lui qui a rêvé ce ministère impossible. Ledru-Rollin seul était capable de tenir à un poste aussi difficile. J'étais à la Justice, et j'avais déjà bien assez de peine à maintenir ce côté de nos affaires.

« Ah ! c'est une chose bien singulière ! Pendant quarante ans j'ai nourri une idée qui était celle de tous les hommes de quelque valeur en France, j'ai vu cette idée triompher... et puis, elle est tombée, elle s'est évanouie... et, aujourd'hui, je vois qu'il faut renoncer à cette croyance de toute ma vie, je vois que la France, qui paraissait si jalouse de liberté, d'égalité, se passe parfaitement de ces belles choses, conquises à si grand'-peine par un demi-siècle de luttes. Certes, le roi Louis-Philippe n'était ni un sot ni un malhonnête homme ; il partageait nos idées, il marchait dans le même sens que nous... En voulez-vous la preuve ? Quand nous avons été au pouvoir, on a réuni dans un grand conseil les généraux les plus habiles, les plus expérimentés, afin de savoir en quel état se trouvait l'armée, car nous pouvions être forcés, d'un moment à l'autre, de tirer l'épée. Eh bien, nous eûmes la certitude que nous ne pouvions pas réunir un effectif de soixante-dix mille hommes, que nous n'avions pas quinze mille chevaux disponibles, et quand arriva le chapitre des finances, il fut démontré que le Trésor ne possédait pas de ressources suffisantes pour marcher jusqu'au mois de mars 1849. Voilà quel était le bilan de la France. Aussi fallut-il songer à la paix. Vous voyez que le roi Louis-Philippe ne comptait pas sur l'armée. Il ne s'appuyait que sur la bourgeoisie, sur la classe moyenne ; il croyait à la garde nationale, le malheureux, et c'est par là que tout a croulé sous lui... »

J'interrompis :

— Oui, à cette époque, la France avait perdu toute prépondérance en Europe; il lui arrivait anicroches, avanies, son crédit s'effaçait et la ruine était au bout de tout cela, parce que les journaux démoralisaient l'esprit public, parce que la Chambre sapait le pouvoir et que le gouvernement parlementaire portait en lui des ennemis mortels : la liberté de parler et d'écrire.

— Vous pourriez bien ne pas avoir tort, docteur, ou du moins l'événement a justifié cette opinion, mais ces mêmes causes existaient plus puissantes encore, plus terribles, contre le gouvernement provisoire; aussi avons-nous succombé bien plus rapidement. Et quand la présidence fut donnée à Louis Napoléon, il apparut très clairement que le pouvoir absolu nous absorberait, et cela n'a pas manqué.

— Le nouveau souverain de la France sait son métier; il veut se conserver, et il a le moyen d'y parvenir. Il a pour lui une armée puissante et dévouée, et, de plus, Paris est organisé de telle façon qu'il en est le maître absolu. Il ne s'agit pas de régner à l'ancienne méthode, de chercher le prestige du droit divin, non, il faut la force, et il l'a. Voyez la ville en ce moment percée de grandes voies où manœuvreraient des escadrons de cavalerie, des bataillons de ligne, des artilleurs en foule, et tâchez de relever des barricades. Il y a dans le Louvre une caserne immense, à l'Hôtel-de-Ville, une vraie bastille; en plusieurs autres lieux, des forteresses imprenables; il est bien garanti. Mais ce qui le protège encore mieux, c'est la fermeté, c'est le courage, c'est cette vie au dehors, cette liberté d'allures qui prouve qu'il n'a pas peur. On ne tire pas sur lui parce que cela ne servirait de rien; il affronte les balles et se promène tranquillement au milieu de la foule; aussi la foule le respecte et l'admire.

— Oh! il est bien habile. L'autre jour, on le disait

très malade, fou même, et précisément alors paraissait dans le *Moniteur* un article évidemment de lui, appréciant avec une parfaite justesse les affaires d'Espagne, et cela au moment même où, à la Chambre des communes, on interpellait lord Palmerston sur nos projets d'intervention dans la Péninsule. On ne peut pas se montrer plus à propos. Et huit jours auparavant, n'a-t-il pas publié dans le *Moniteur* ce beau travail sur les inondations, montrant la science de l'ingénieur, de l'économiste, ce qui produit un effet considérable sur les personnes intéressées? Oui, il a la vraie habileté, celle qui consiste à s'occuper des affaires de tout le monde, à montrer que ses idées sont toujours tournées vers l'utilité publique. Et son courage est très vrai. Par exemple, quand il est allé chez vous visiter les ardoisières inondées, il s'est trouvé là, seul, au milieu d'une population éminemment hostile et qui, quelques mois avant, l'aurait mis en pièces. Il sait bien payer de sa personne, il le fait très bravement et avec un bonheur tout à fait surprenant. Quel roman que sa vie! quels prodiges opérés sous nos yeux! Par exemple, je ne répondrais pas de la solidité de nos finances, mais enfin il est certain que le pays a acquis une immense prépondérance en Europe, nous y tenons la tête, chacun compte avec la France, et les Anglais, si fiers, font tout ce qu'ils peuvent pour consolider l'alliance avec nous. Ils nous enverront un million pour nos inondés, chose merveilleuse, et jamais souscription n'aura atteint un chiffre pareil. Il y a déjà plus de six millions, et cela ne s'arrêtera pas là. Et nos idées françaises qui pénètrent dans l'Orient... et l'affaire de ce pacha qui se juge à la française, avec débats publics, avec témoins et enquêtes, et qui va se terminer par la condamnation à mort du coupable... Il a fait tuer cette jeune Grecque, il le payera de sa tête. C'est à ne pas y croire, et cependant cela est.

— Notre guerre d'Orient, faite pour sauver la Turquie, la tue au contraire; l'impuissance du mahométisme est démontrée; c'est une anomalie absurde, et il faudra bien que tout cela tombe. Voilà un grand hôpital fondé à Constantinople; il sera dirigé par des médecins français, servi par des sœurs de charité; les malades y seront bien soignés, on élèvera les enfants, et bientôt la vraie civilisation, qui est dans la charité, se fera jour au milieu des ruines de cet empire turc. Le jeune sultan ne me paraît pas un homme de grande capacité, mais il a encore un pouvoir énorme, et il veut le bien. Ses ministres lui reprochent d'être tout dévoué aux idées de l'Occident; on obéit néanmoins à ses ordres, et si le temps s'en mêle, on finira par voir d'étranges révolutions dans ce pays, voué tant de siècles à l'immobilité. Constantinople est le plus beau pays du monde, mais la ville est dans un état misérable; pas de police, pas de voirie, pas de salubrité... Il faudrait que l'on pût démolir pour rebâtir tout dans de meilleures conditions. Cela viendra.

Voilà, en grande partie, notre causerie depuis Passy jusqu'à la rue Bonaparte, et j'ai recueilli ces paroles singulières eu égard à la source d'où elles provenaient. Me Crémieux a-t-il parlé dans ce sens uniquement par une sorte de condescendance à mon égard? C'est possible. Mais eût-il été bien moins explicite, il y en avait encore assez pour constituer de sa part un genre de profession de foi bien étonnant. Cela tient-il à l'extrême souplesse de parole de cet avocat qui plaide toutes les causes, ou à une vraie aptitude à céler son opinion, ou encore à un grand fonds d'indulgence du personnage pour tout le monde (ce qui est dans son caractère)? Je n'en suis pas moins surpris de ces aveux, de ces éloges, quand il s'agit d'un républicain pur sang. Mais, hélas! l'esprit humain est ondoyant et divers, comme l'a dit un sage, on ne peut pas garder

longtemps la manière de penser, et ces variations ne peuvent surprendre personne.

3 août 1856.

J'ai su hier de la manière la plus positive que M. Abbatucci, ministre de la justice, avait fait proposer un titre de sénateur à Me Crémieux. Celui-ci a refusé, il se serait déshonoré en acceptant, mais je regarde déjà comme une chose presque injurieuse qu'on lui ait fait une telle ouverture. On a dit : c'est un homme avec qui l'on peut tout se permettre, on ne peut le prendre au sérieux. Sa forme grotesque, son esprit léger, ôtent toute dignité à sa personne; les choses les plus hautes deviennent vulgaires en passant par sa bouche. Soit, mais alors pourquoi a-t-on cherché à lui décerner un titre aussi honorifique, une fonction aussi élevée? En réalité, comme il est bon, n'ayant rien de cet aspect grave qui convient au magistrat, tout le monde se met à l'aise avec lui.

C'est fâcheux, mais inhérent à son individu. Il est bienveillant, doux et obligeant, mais on accepte tout, venant de lui, comme un service et non comme une grâce. On lui ferait volontiers porter son bagage; on ne lui demanderait pas une lettre de recommandation.

Ces remarques, qui ont un air de malveillance, n'en ont que l'air, car je ne suis pas hostile à ce pauvre Crémieux, que j'appellerais un brave homme s'il ne fallait pas réserver ce titre à qui est pourvu de qualités plus solides, d'un mérite d'autre nature.

Me Crémieux est très grand amateur de spectacle, c'est un habitué du Théâtre-Français, il sait le répertoire par cœur, surtout la tragédie; cela va à son goût déclamatoire. Il était très bien avec Mlle Mars vers 1825, — avant son mariage, bien entendu, car il n'y a pas de meilleur mari. Mais assez sur cette biographie périlleuse, et passons outre.

9 août 1856.

J'ai vu M. de Gisors. Il est observateur, un peu critique, mais sagace et plaisant. J'ai connu par lui quelques bribes de la chronique scandaleuse du salon et de la plage; j'ai su les monstrueuses crinolines qui encombrent les diligences, ces boîtes ressemblant à d'immenses coffres dans lesquels on logerait une famille. Mais nous arrivons, paraît-il, à la fin de ces amplifications. La récolte de la soie va manquer, il y a plus de soixante-quinze pour cent de perte sur la culture des vers et de leurs produits; par conséquent, les robes vont tripler de prix. Il faudra être bien riche pour se permettre ces superfluités que sont les volants et les sous-jupes.

Voilà les dames prévenues. Qu'elles fassent leurs emplettes en prévision de cette augmentation de valeur; qu'elles ne se laissent pas surprendre par la hausse. La nouvelle est officielle, elle a été l'objet d'une communication très sérieuse à l'Académie des sciences lundi dernier. MM. Dumas, de Quatrefages et autres savants ont donné un avertissement qu'il ne faut pas négliger.

10 septembre 1856.

Aujourd'hui, je vais aller dîner à Passy, chez Mme Orfila, en compagnie d'un grave personnage avec lequel je suis en sympathie. Il se nomme de Kodrosy. Il est inspecteur général des finances, et c'est lui qui a tenu la bourse pendant toute la campagne de Crimée. Il est revenu tout récemment de Constantinople après avoir apuré les comptes, et il sait à un franc près ce que nous a coûté cette guerre. Les Anglais y ont dépensé plus de 80 millions de livres sterling (multipliez cela par 25 et vous aurez le chiffre), et probablement

nous n'en sommes pas quittes à moins. Le Piémont a eu pour sa part à payer 120 millions; voyez ensuite ce que la Russie et la Turquie ont dépensé, et vous aurez un total de 6 milliards en écus et de 4 à 500,000 hommes hors de combat. Les guerres modernes sont dispendieuses. Puisse celle-ci être la dernière.

4 octobre 1856.

Voici deux particularités de la jeunesse du chancelier.

En 1794, poursuivi comme tous les membres des parlements, il fut découvert et arrêté à Amiens, où il s'était réfugié avec Mme Pasquier. Deux membres du Comité de salut public avaient été chargés de cette expédition, et, la capture opérée, ils se mirent en marche vers Paris, chacun avec un prisonnier dans une voiture, afin d'éviter les communications entre ces grands criminels. On marchait lentement, à petites journées; le convoi s'arrêta au château de Champlâtreux. Ce noble édifice appartenant à la famille Molé était transformé en une espèce d'hôpital. Il était question de le démolir, et comme M. Pasquier en déplorait la perte, le commissaire accompagnateur s'écria : « Pour un château qui tombe, je vois s'élever vingt chaumières. » Phrase creuse à la Jean-Jacques Rousseau. Champlâtreux n'a pas été abattu.

Plus loin, en passant au village de Sarcelles, M. Pasquier aperçut une jolie maison, propre, élégante, en bon état, chose rare alors, et il en fit la remarque à son geôlier. « Parbleu, je le crois bien, elle est à Livry, le fermier des jeux. Il gagne assez d'argent; nous venons souvent nous distraire ici de nos travaux si pénibles. » (Or, ce Livry était un ci-devant noble, qui avait mangé son patrimoine et qui, à bout de res-

sources, s'était jeté dans la politique violente; il était plein de civisme.) M. Pasquier dit à son gardien : « Mais ce Livry me doit mille écus. — Comment cela? — Il était locataire chez moi et ne m'a pas payé. — Vraiment! Nous allons régler cela. » Le grand républicain expédia un de ses estafiers au joli castel, il se fit amener le citoyen propriétaire, qui fut un peu ahuri de se trouver en présence de son créancier. Il convint de la dette et la paya séance tenante. Notez que ce personnage, avec sa ferme des jeux, avait du goût pour les danseuses de l'Opéra et qu'il fut contraint d'épouser une virtuose dont il avait eu deux enfants. La chose fut bien régularisée.

Or, vous saurez que ces trois mille francs ont sauvé la vie de M. Pasquier. Le commissaire, flairant cette somme, fit entrer son prisonnier dans une maison de détention située rue Caumartin, et bien en prit au futur chancelier, car, à Saint-Lazare, où il aurait dû être conduit avec ses collègues de la magistrature, il y eut une sorte de complot qui fut découvert et tous les détenus furent mis à mort. A quoi tiennent les destinées de chacun...

Voici un autre fait non moins curieux. En 1797, les suspects n'étaient pas encore réhabilités; il y avait toujours d'actives recherches contre les ci-devant aristocrates, et bien heureux ceux qui pouvaient établir plus ou moins légitimement qu'ils avaient fait dans le temps une sorte de soumission à la république. Il y avait des registres, au ministère de la justice, où l'on avait consigné les demandes des intéressés, et il arriva que M. Pasquier, inquiété par des poursuites, dut songer à se défendre. Un de ses amis parvint à séduire un brave homme, gardien des archives de la chancellerie de ce temps-là. Un registre fut prêté. Il resta entre ses mains pendant une semaine; on effaça, à l'aide de procédés chimiques, des écritures insignifiantes, on y

substitua une pièce régulière, établissant les droits du pétitionnaire, et la chose servit plus tard à établir ses droits au civisme sans lequel la tête tenait peu sur les épaules.

M. le chancelier nous a dit qu'à cette époque terrible la violence des partis avait fait naître la ruse des accusés. On était devenu habile à éluder des lois tyranniques; le mensonge avait sauvé la vie à des milliers d'individus; des personnes dévouées commettaient sans scrupule des faux de tout genre, et le nombre des actes publics ainsi entachés était devenu immense. Ces sortes de crimes, qui sont en quelque sorte de défense légitime, jugent un gouvernement et sont sa condamnation la plus énergique.

Mais assez sur ce triste chapitre de nos misères. Il arriva plus tard que M. Pasquier fut à même de retrouver cet employé infidèle qui lui avait rendu un si grand service. Devenu garde des sceaux, il put conserver dans son emploi ce brave homme, qui est mort très âgé et doyen des fonctionnaires de la justice. Il avait deux fils qui sont encore employés dans le même office.

Il a été question de ce brave M. Lacretelle. M. Pasquier fit connaissance avec lui dans je ne sais quelle prison de la Révolution, et depuis ils ont toujours conservé une douce amitié l'un pour l'autre. « C'était un homme charmant, dit le chancelier, doux et poli, élégant et gracieux, et, avec tout cela, doué d'une fermeté à toute épreuve. Personne n'a eu plus de courage que lui sous la Convention, personne n'a écrit de plus hardies vérités sur les choses et les hommes, à une époque où l'assassinat judiciaire menaçait quiconque tenait une plume hostile. On a beaucoup écrit depuis sur ces journées terribles, et personne ne les a jugées avec plus de justice, de courage et d'impartialité. M. Lacretelle est un de ces esprits rares qui se sont conservés intacts jusqu'à la fin, et il a offert de plus cette particularité

qu'il est devenu poète à près de quatre-vingts ans. Il a fait de bons vers, spirituels, élégants. »

J'ai rappelé au chancelier ce vers charmant, qui termine une pièce adressée à la jeunesse de notre temps, à ces prétendus hommes qui ne savent plus rire et causer, qui lisent les journaux, fument et se disent désabusés de tout. Le poète leur dit :

Si vous n'en faites rien, donnez-moi vos vingt ans !

Ma citation a été bien accueillie, et l'on a fait un éloge bien senti de ce vieillard mort plein de jours et de bonne renommée.

Les dernières nouvelles, reçues le lundi soir, de M. de Salvandy sont désolantes ; il ne doit pas tarder à mourir d'un énorme développement de tumeurs cancéreuses autour du col. J'avais des détails précis par le professeur J. Cloquet, qui l'a vu tout récemment, et j'ai pu faire savoir l'histoire de cette maladie si affreuse.

M. Biot, le nouvel académicien, est tout prêt à être reçu ; son discours est fait. Mais M. Nisard, qui doit lui répondre, n'en finit pas ; de sorte que ces solennités sont ajournées indéfiniment. On ne sait pas non plus quand Ponsard sera en mesure de prononcer l'éloge de Baour-Lormian, à qui il succède à l'Académie. La conversation de table a remis sur le tapis l'esprit sarcastique de cet auteur si vanté en 1812, et qui est tombé depuis dans un profond oubli. Ce que c'est que la gloire quand elle n'est fondée que sur un caprice, une mode ; quand elle n'est pas légitimement basée sur des œuvres irréprochables !

Dans la longue carrière de M. Pasquier, les fonctions de magistrat ont eu une extrême importance. La cour des pairs a fonctionné souvent pour juger des crimes, et ces grandes assises que présidait M. le chancelier reviennent souvent sur le tapis. Le procès du maréchal

Ney a été un des actes les plus importants de cette cour exceptionnelle. Déjà, à plusieurs reprises, j'en ai entendu parler, et lundi il en a été question. M. Pasquier dit que le maréchal Ney a été mal défendu, que M. Dupin, en refusant d'accepter la compétence d'un conseil de guerre, a nui à son client, parce que, devant ce conseil, il eût été facile d'arguer de la capitulation de Paris qui le sauvait. Même devant la Cour des pairs, cet argument, s'il eût été plaidé franchement, aurait eu un grand effet. Mais l'avocat se lança dans des choses de forme et perdit à la fois son procès et la vie de Ney.

Il a voulu, sous le roi Louis-Philippe, faire reviser le procès du maréchal, et déjà l'affaire était menée fort loin lorsqu'elle fut enfin déférée au roi lui-même. Il arrêta tout cela par une simple réflexion : « A quoi bon ? si pareille instance est introduite, il n'y a pas de raison pour que des milliers d'actions semblables ne soient portées devant tous les tribunaux. Moi-même ne suis-je pas autorisé à demander que l'on revienne sur le procès fait à mon père ? Laissons en paix les cendres de tant de martyrs tombés victimes de nos discordes. Qu'il n'en soit plus question que pour les plaindre et se tenir en garde contre les entraînements des circonstances ! »

4 novembre 1856.

Nous voici encore dans la Cour des pairs. Le procès des ministres en 1830 est une des affaires les plus graves débattues devant cette Cour, parce que les passions populaires étaient très surexcitées à cette époque. M. de La Fayette était alors commandant supérieur de toutes les gardes nationales de France. C'était une sorte de royaume à côté de la royauté, un pouvoir exorbitant remis aux mains d'un brave homme sans énergie, et dangereux par cela même, parce que le

vieux révolutionnaire sacrifiait tout au désir d'une populace stupide. Il se flattait d'être le maître du pays par ses charmants soldats citoyens qui se moquaient de lui, et de son cheval blanc, et de sa perruque rousse.

Or, ce procès donna lieu à des mouvements populaires des plus dangereux. Il fallait garder le Luxembourg, où siégeaient les juges; la populace voulait envahir la prison et faire un mauvais parti aux prévenus, et l'autorité du président ne trouvait pas un appui suffisant dans le commandant des légions qui entouraient le palais. Les artilleurs de la garde nationale étaient les plus exaspérés; tous les hommes d'action, les républicains les plus rouges faisaient partie de ce corps, et il y avait beaucoup à craindre de ce côté. Grâce à M. de Montalivet, qui était colonel de la légion des cavaliers, le mal fut empêché et force resta à la loi. Mais M. de La Fayette se montra aussi insuffisant que possible dans ces redoutables conjonctures. Il était débordé de toutes parts et le pouvoir ne pouvait compter sur lui. Le peuple était fort menaçant. M. d'Argout se présenta en uniforme de pair à la grille du Luxembourg, du côté de l'Odéon. Il fut hué et l'on criait : «A mort!» Il était avec M. Zangiacomi et se montra fort effrayé de cet accueil. Le président, qui avait le droit d'ordonner, voulait faire conduire les condamnés directement à Vincennes, mais M. de La Fayette ne le voulait pas; il fallut les mener à la prison ordinaire. C'est là que M. de Montalivet les enleva de sa propre autorité et les fit partir au milieu de la légion de cavalerie.

On sentait la nécessité de se débarrasser de M. de La Fayette, c'est-à-dire de lui ôter le commandement général de toutes les gardes nationales. C'était chose assez délicate. On lui fit proposer de se contenter de la garde nationale de Paris, mais il hésita, il fit attendre sa réponse deux ou trois jours. L'un de ses intimes,

M. Alexandre Delaborde, l'ayant enfin décidé, accourut aux Tuileries annoncer cette acceptation juste au moment où l'on venait de déclarer que le maréchal Lobau aurait cette grande charge. La mine de M. Delaborde fut plaisante, et le vieux La Fayette se trouva très profondément blessé, surtout quand il put être convaincu que ses chers gardes nationaux n'avaient pas songé le moins du monde à protester. Il dut les trouver bien ingrats.

On peut imputer aux mauvaises mesures de M. de La Fayette les troubles qui éclatèrent lors des obsèques du général Lamarque. Il aurait bien voulu solenniser de même les funérailles de Manuel, mais le gouvernement prit des mesures efficaces pour neutraliser ces menées fâcheuses. Vexé d'être ainsi contrecarré, le vieux bonhomme dit avec un singulier dépit : « Je n'ai pas loin à aller, j'espère qu'à mon convoi cela se passera autrement ! » Puis, près de la fin, il revint à de meilleures idées et prescrivit qu'on l'inhumât très simplement auprès de sa femme. Que n'est-il mort en Amérique, quand il fut reçu si admirablement par une nation reconnaissante ? C'était là le bon moment, sa gloire n'eût rien perdu de son éclat. Dire qu'il faillit se noyer au retour...

— M. le chancelier m'a conduit dans sa bibliothèque pour me faire voir cette belle tête grecque colossale à laquelle M. Simart a si bien restauré le nez. Cet artiste a fait faire un socle arrondi, conique, recouvert de velours rouge. La tête ainsi exhaussée a bien meilleure grâce, et c'est en tout un superbe morceau.

— Et puis, sont survenus des détails de famille. M. d'Audiffret arrivait de je ne sais quel château près de Compiègne, où il a vu un vieux gentilhomme âgé de quatre-vingt-dix ans, qui chasse encore presque tous les jours, à cheval, et qui se porte à merveille. J'ai eu le courage de dire que de pareils actes me semblaient

téméraires, et qu'il y avait peu de raison à confier le salut de sa tête aux quatre pattes d'une bête. « Et vous avez bien raison, a repris le chancelier. J'ai beaucoup aimé les chevaux, mais vers l'âge de soixante-quinze ans j'ai renoncé à mes belles promenades. Je ne voulais pas qu'on pût dire, si je me cassais bras ou jambe en tombant : « Pourquoi ce vieil imbécile montait-il à cheval ? »

6 novembre 1856

— On enterre aujourd'hui Paul Delaroche, le peintre célèbre, gendre d'Horace Vernet. Sa femme, qui était charmante et que j'avais vue ravissante jeune fille, en Italie, en 1833, est morte il y a quelques années, laissant, je crois, deux jeunes garçons déjà grands. M. Delaroche avait un talent hors ligne ; on lui doit de vrais chefs-d'œuvre. Agé de soixante ans au plus, il a succombé à une lésion du cœur déjà ancienne. Voilà un homme distingué de moins.

— Nous avons toujours été grands amateurs d'équitation dans ma famille. Mes deux frères en étaient passionnés ; ils restaient à cheval des journées entières, et je me rappelle même une particularité bien plaisante. Mon père avait donné pour précepteur à mes jeunes frères un vieil abbé, fort brave homme, mais un peu sévère. J'ai entendu bien des fois mon père venir sous la fenêtre de la pièce où travaillaient les écoliers dire tout haut : « Avez-vous fini, l'abbé ? La petite jument attend. — Mais, monsieur, la leçon n'est pas terminée, les thèmes ne sont pas faits... — Eh bien, ils feront les thèmes demain, mais il fait beau, et les chevaux sont prêts. » Cela se terminait par un compromis, et l'on montait en selle pour aller courir les champs. Je n'ai jamais été un si grand amateur, je voulais seulement me faire promener et me reposer de mes longues séances d'affaires.

On a parlé de M. Delessert, qui, dernièrement, est tombé de cheval, s'est presque cassé le col, a été paralysé des bras, et qui, revenu d'un si grand danger, remonte sur sa bête comme si de rien n'était. Et cependant il a plus de soixante ans, mais il est sec, nerveux et fort actif. Il se cassera la tête un beau jour, mais l'équitation est son plus grand plaisir, et, ma foi, on le prend où on le trouve.

11 novembre 1856.

J'ai eu ce matin de singuliers détails sur un personnage notable de notre temps, M. le prince Anatole Demidoff, possesseur d'une immense fortune. Il a aujourd'hui quarante-quatre ans, il paraît en avoir soixante. Il a eu un commencement de lésion cérébrale, avec paralysie d'une moitié du corps, et ainsi, infirme, blasé, en proie à l'ennui, il est une vivante preuve de cette vérité que l'argent ne fait pas le bonheur.

Il faudrait que les pauvres eussent un pareil spectacle sous les yeux pour les consoler de leurs misères. Jamais vie plus misérable n'a été supportée avec moins de patience : cet homme, qui a des millions de revenus, lutte contre les heures qui l'accablent, il ne sait où trouver un moment de plaisir, rien ne le déride, il succombe sous le poids de ses désirs impuissants, regarde en pitié le reste du monde et souffre cependant de toute comparaison qui lui oppose la jeunesse, la beauté, le talent, l'esprit. Il est en proie à une jalousie furieuse contre tout ce qui est heureux; il ne veut pas que l'on parle chez lui, dans la crainte que quelque chose d'intéressant ne soit dit par son entourage; il ne veut pas écouter; il ressent de mortelles angoisses quand quelqu'un a un succès de salon en sa présence. Pauvre hypocondriaque, qui tourne tout à mal, voit partout des sujets de chagrin, ne jouit pas plus du soleil

que d'un beau tableau, se tient dans les splendeurs désertes de San-Donato (près Florence), comme Louis XI au Plessis-lès-Tours, sombre et renfrogné, dévorant sa bile, souffrant, tourmenté par l'ennui qui succède à la satiété en tout.

Il essaye de le tromper par des occupations puériles. Il a chez lui sa chancellerie, avec dix secrétaires toujours occupés à des niaiseries, par exemple à ceci (n° 2435) : « Monsieur, je vous prie de m'envoyer un chapeau, etc. » Le lendemain, on écrit de nouveau (n° 2465) : « Monsieur, je vous ai demandé hier un chapeau, vous ne m'avez pas accusé réception de ma demande, etc. » Puis le surlendemain (n° 2523) : « Monsieur, le chapeau que vous m'avez envoyé n'est pas précisément comme je le voulais, vous le ferez reprendre, etc. » Et ainsi de suite; le tout sur grand papier aux armes du prince, et ces missives sont ornées d'un grand cachet, et, tout le jour, ses secrétaires sont occupés à entretenir une correspondance de cette valeur. Quelquefois le prince s'avise de faire un cadeau à une personne quelconque. La personne écrit une lettre de remerciements, et la chancellerie accuse réception de cette lettre par une missive particulière.

Hélas ! le pauvre homme ne sait pas même manger... Il reste à table vingt minutes, engloutit un nombre de plats toujours les mêmes, et sans dire un mot, puis il se lève, va s'asseoir dans un grand fauteuil, bâille, demande deux ou trois fois s'il y a quelque chose de nouveau, s'endort et va se coucher sans trouver le repos, sans une pensée qui puisse lui faire un rêve de bonheur. C'est le plus effroyable égoïsme que l'on puisse voir, et il se résout en un supplice pour celui qui le porte; vrai fardeau, en effet. Le prince, marié à la princesse Mathilde, n'a pas eu un instant de bonheur dans cette union, et c'est bien sa faute.

15 novembre 1856.

Il s'est présenté hier une occasion de visiter l'hôtel de Rachel, la grande tragédienne. Je ne me sentais nulle envie de consacrer une heure à pareille occupation, mais une dame qui voulait absolument satisfaire sa curiosité sur ce point avait besoin d'un compagnon, et je me suis sacrifié. La plus jeune sœur de Rachel nous attendait au logis de cette héroïne; nous avons pu examiner dans le plus grand détail toutes les pièces de cette maison, et c'est l'impression de cette revue que je tiens à consigner ici.

Il faut admettre que les actrices forment une classe à part, en dehors des règles sociales; on ne peut les juger d'après le code universel. Par conséquent, acceptons la position exceptionnelle de cette femme célèbre, et osons entrer dans certains détails.

En allant du boulevard de la Madeleine à la rue Saint-Lazare, par la rue Caumartin, on trouve à droite une petite rue qui porte le nom biscornu de Boudreau. Celle-ci se termine en formant un angle droit avec la rue Trudon, laquelle aboutit à la rue Neuve-Saint-Augustin. A l'endroit où ces deux rues se soudent l'une à l'autre, se trouve l'hôtel de la dame en question; hôtel d'aspect modeste mais élégant, petite porte cochère avec des attributs sculptés en relief. Nous voilà entrés.

La loge du portier est pleine de confort. Tout à côté un petit escalier vous invite, un peu obscur, mais doux au pied, moelleux, tendu, tapissé et qui devient plus clair à mesure que l'on monte, car il se termine, en haut, par une sorte de lanterne en verre de couleur, dôme élégant que l'on éclaire du dehors avec de gros becs de gaz et qui laisse passer une lumière doucement tamisée. Cela produit un effet très gracieux. Cet escalier est

garni de niches avec des statuettes moyen âge, des hommes d'armes, des fantaisies bizarres. Il mène à un premier étage où se trouve d'abord une grande salle à manger peinte à fresques, dans le goût des pièces de Pompeï. Les rideaux sont en cachemire brun, doublé de soie blanche; il y a grand luxe de chaises capitonnées en maroquin, de consoles, servantes, puis un grand lustre moderne, de forme hollandaise, et enfin un office où une armoire, en vieux chêne magnifiquement sculpté, renferme une argenterie splendide.

L'antichambre qui précède la salle à manger est ornée de tableaux, de bronzes; elle conduit, de l'autre côté, à une sorte de petit salon ou de grand cabinet coupé en deux par une sorte de cloison en roseaux ou bambous, avec des jardinières des deux côtés. Il y avait là de beaux oiseaux, presque en liberté et qui faisaient de ce cabinet de travail un endroit charmant. Les murs sont couverts de dessins, de petits tableaux, de statuettes, de figurines grotesques; les étagères abondent en chinoiseries, en fantaisies de tout genre; puis il y a un luxe étonnant de sièges de toute espèce, commodes, coquets, et des livres, et des gravures, enfin tout ce que peut accumuler le goût du confortable et la complaisance ingénieuse des adorateurs de la femme, des admirateurs du talent de l'artiste.

D'épais tapis partout, cela va sans dire, des coussins élastiques, des guipures, des dentelles, des souvenirs de l'Angleterre, de la Russie, — pas de l'Amérique, — et un monde de babioles plaisantes ou folichonnes. Cependant, tout a un air décent fort remarquable. Attenante à ce cabinet, est une jolie bibliothèque, garnie d'armoires en chêne noir sculpté richement dont les livres sont d'un heureux choix. Les classiques français en très belles éditions, les tragiques surtout; puis les théâtres étrangers, anciens et modernes; puis une collection de portraits en miniature des plus célèbres

auteurs, des plus grands écrivains, réunion des génies qui ont brillé sur la scène dramatique de tous les pays lu monde.

C'est au milieu de ces merveilles inspiratrices que Rachel travaillait, composait, étudiait, calculait ses effets de scène, ses poses, sa voix, son geste; notait jusqu'aux moindres mouvements de son œil, de son visage; car ce n'est pas en elle qu'on a pu observer jamais l'inspiration du moment, l'élan passionné, l'éclair du génie qui brise les nuages et illumine soudain un peuple attentif. Mais enfin, quelle qu'elle soit, avec son talent correct, sa diction nette et ses effets concentrés, elle a régné vingt ans sur la première scène de Paris, et on lui doit rendre justice.

Continuons notre voyage. L'étage supérieur est occupé par deux grandes pièces, le salon et la chambre à coucher, puis quelques accessoires, qui ne seront pas oubliés. Donc, la chambre est superbe, vaste, richement ornée, et le lit, de dimensions royales, ressemble presque à celui de Louis XIV, à Versailles. Il est libre, la tête contre le fond, et bien dégagé de chaque côté, à ciel plat, à larges rideaux épais et frangés. Au fond de la ruelle, sur deux hauts piédestaux, deux grands vases, en albâtre fleuri, atteignent presque le plafond. Le dessus de lit, en étoffe antique, brodée à relief, parsemé de ramages contournés, ressemble à ces vieilles tapisseries rehaussées d'or et d'argent, chamarrées de fleurs et d'oiseaux, où la fantaisie des artistes flamands étale ses richesses. Dirai-je tous les objets charmants qui recouvrent la muraille? Le portrait du petit Walewski, le fils aîné; un buste en marbre du même, vrai chef-d'œuvre; puis deux superbes émaux de Petitot, un Louis XIV et un Racine, et enfin quelques petits tableaux de Boucher et des pastels de Latour, enfin des terres cuites. Et les divans, et les canapés, et les causeuses, et ces mille riens qui font la vie douce,

qui s'assouplissent sous vos douleurs, qui accotent vos malaises, qui bercent vos tristesses; et ces vases où végète si doucement la fleur préférée, où se rafraîchit et se conserve le bouquet aux riants souvenirs! Que de choses inutiles et charmantes qui composent la vie du cœur, le riant cortège des amours passagères, des fantaisies élégantes que l'on cache même à son ombre!

Passons de là dans le salon, vaste, pompeux, rempli de bronzes et de soie, de meubles somptueux, consoles de Boule, marbres blancs si bien fouillés, pendules, candélabres, statues... et les tapis en velours, et les fauteuils si profonds et si bas... enfin tout ce qui peut contribuer au bonheur des amis invités, des artistes accueillis.

Entre le salon et la chambre à coucher, on a ménagé une sorte de boudoir mystérieux, si bien dissimulé que personne ne peut se douter de son existence. On pousse le bouton d'une porte invisible, et aussitôt s'ouvre le sanctuaire, et vous vous trouvez dans une obscurité légèrement lumineuse, car une sorte de coupole surbaissée laisse filtrer un rayon de soleil qui vient on ne sait d'où et revêt des teintes fantastiques dans son passage au travers de glaces dépolies. Il y a là un grand lustre chinois aux animaux fabuleux, et puis, quand on s'est accoutumé à cette nuit parfumée, on voit, sur un socle de marbre, un Christ en buste. Je ne sais à quel ciseau on doit cette figure, qui est triste, mélancolique, et tout à la fois pleine de la douceur du martyr qui pardonne et bénit ses bourreaux. C'est une conception allemande, quelque rêve profond d'un génie méconnu, mais j'ai retrouvé cette image dans mon cerveau, cette nuit, à moitié dormant, et j'ai été frappé de son expression singulière.

Autour de la pièce court un vaste canapé; çà et là, accrochés au mur, quelques portraits de famille, les sœurs de la tragédienne, etc.

On peut sortir par une autre petite issue non moins bien cachée, et entrer tout à coup dans le salon, sans que les assistants se doutent de la voie à suivre pour apparaître ou s'éclipser ainsi.

Pénétrons maintenant jusqu'au cabinet de toilette. Un peu de courage! Dans une grande manufacture, on va voir la machine qui fait mouvoir tant de rouages, qui donne la vie et le mouvement à tout cet ensemble. Visitons donc l'asile somptueux où la beauté se pare, se répare, se compose et se décompose. Dès l'entrée, se remarque un grand cadre rempli de dessins, caricatures, pochades, de la propre main du prince de Joinville. Dans la chambre à coucher, j'avais pu lire une lettre écrite et signée par la fameuse Clairon, avec cette note au bas : « Bon pour deux mille francs à payer de suite, signé : Chaptal. » Dispensons-nous d'inventorier porcelaines, cristaux, choses de la Chine et du Japon, vieux sèvres et vieux saxe, rocailles, groupes en albâtre ou en pierre dure, dépouilles de l'Italie, souvenirs de Rome, têtes de vierges, chapelets précieux, ivoires creusés en mille dentelles, panoplies curieuses, groupes de poignards finement ciselés, enfin ce monde infini des caprices et des gageures, des impossibilités vaincues, des désirs devancés. Voilà le grand appartement, le sanctuaire de cette reine adorée.

Mais là, dans ces splendeurs féeriques, elle se sentait mal à l'aise; il lui fallait quelque chose de moins brillant, de plus intime, et peut-être aussi voulait-elle ne pas se servir de tout cet appareil merveilleux, dans la crainte de l'user, de le gâter. La déesse se réfugiait à l'étage supérieur, dans une série de petites pièces ménagées sous les combles, miniature d'appartement, où se trouvait un lit de pensionnaire, simple et tout bas, blanc et pudique, comme celui de la jeune fille qui repose dans un coin de l'alcôve de sa mère. C'est là qu'habita réellement Rachel, jusqu'au jour où sa santé

compromise lui conseilla le séjour d'une chambre plus vaste, plus aérée.

Sa jeune sœur nous dit que Rachel a la manie de ranger, qu'elle passe ses journées à mettre tout en ordre, que la plupart des tableaux et autres objets semblables ont été placés et cloués de ses propres mains, qu'elle se fatigue sans cesse à tout arranger, et que son hôtel la tue. Il est facile de voir que tout dans cette habitation est ordonné à merveille, que l'on y a accumulé une foule de petits perfectionnements qui prouvent l'esprit d'ordre de la propriétaire.

Mais nous n'avons pas fini.

Dans les combles, on a fait beaucoup de petites chambres destinées à loger le personnel nécessaire à l'exploitation dramatique. Il faut beaucoup de place pour loger costumes, chapeaux et robes, chaussures et linge, et c'est au milieu de cet attirail que trône la *vieille Rose*, soubrette de la grande actrice, personnage important, indispensablement mêlée à toutes les affaires de sa maîtresse. Rose est la favorite, la confidente des plus secrètes pensées de la grande artiste; elle a une réelle action sur sa vie privée. Mais je ne la connais pas. Aujourd'hui, elle est en Egypte avec Rachel.

L'appartement d'une femme de chambre est un lieu à part, qui révèle à un observateur bien des petits mystères. Une foule d'objets, jadis favoris, maintenant passés de mode, sont relégués dans les mansardes, après avoir régné en bas. Tel héros, adoré au salon, monte, d'un saut, jusqu'aux étages supérieurs, espèce de garde-meuble discret, conservateur des archives amoureuses. Il y a, dans le réduit occupé par Rose, bien des portraits d'hommes et de femmes. Rachel s'y trouve dans toutes les formes et plus d'un tableau porte la désignation d'une date, d'un souvenir. Près de cette chambre, s'en trouve une autre, un peu moins

belle, qu'habitait souvent Mme Félix, l'illustre mère de son illustre fille, et, là encore, figurent, en attendant l'oubli, des têtes qui ne sont plus de mise en bas. Il y a encore des petites chambres où pouvaient se réfugier les sœurs de l'étoile, mais j'ai donné peu d'attention à ces détails de ménage.

Nous avons vu la cuisine, car il faut vivre et manger; l'écurie pour trois chevaux dans une cave fort artistement disposée, une remise, la sellerie, un grand calorifère qui chauffe toute la maison, le gaz qui éclaire de tous côtés, l'eau qui monte à tous les étages, les petits escaliers de service, les portes de dégagement, en un mot, tous les mystères de cette maison, que les grands seigneurs de la Régence auraient admirée. Le tout représente une valeur de cinq cent mille francs, mobilier compris, et le tout est à vendre.

Ces souvenirs, ces cadeaux, tout sera vendu à l'enchère, au plus offrant, avec des amis chargés de hausser les prix, de faire mousser les merveilles et de stimuler le zèle des amateurs. Rachel a évidemment une grosse fortune, mais elle sait calculer et pense se loger à moins de frais, car son hôtel valant cinq cent mille francs lui représente vingt-cinq mille livres de rentes. C'est, en toutes lettres, ce que me disait la petite Dinah, qui trouve cela très naturel.

Rachel a été accompagnée par sa famille jusqu'à Marseille, lors de son départ pour l'Egypte. Elle a paru fort émue en recevant les adieux de la tribu Félix; mais elle a du courage et tout s'est bien passé. Que va-t-elle devenir au Caire? Y retrouvera-t-elle la santé perdue, la voix, l'haleine, et ce poumon brûlé va-t-il se cicatriser, pouvoir respirer encore? J'en doute. Trop de causes réunies ont miné cette organisation chétive; l'usure est trop grande pour espérer un succès, et la tragédienne, si longtemps sans rivale, quittera bientôt le théâtre de la vie.

25 novembre 1856.

Je veux raconter quelques incidents de la vie politique d'un homme que je connais bien et qui n'a pas vu tomber les étranges illusions du règne de Louis-Philippe. M. Bérard, professeur et doyen de la Faculté de médecine de Montpellier, est un chimiste habile, excellent homme, modeste et tolérant; vrai modèle du citoyen honorable en toutes choses. Pendant plus de dix ans, il a représenté l'arrondissement de Montpellier *extra muros*, et, à la Chambre des députés, il était libéral, dans une opposition mitoyenne, avec tendance vers la gauche Thiers et Odilon Barrot. La ville de Montpellier se partageait en deux camps : les légitimistes et les libéraux, à peu près en nombre égal; si bien que vingt ou trente républicains, plus ou moins avancés, faisaient pencher la balance du côté qui leur convenait le mieux. Ainsi aucune de ces trois fractions politiques ne pouvait avoir un candidat lui appartenant en propre, et c'était là fraction la plus faible qui décidait de la nomination, en se portant vers l'un ou l'autre parti.

Si je ne me trompe, c'est là une situation qui se rencontrait dans un grand nombre de collèges électoraux; de sorte que les députés venant de cette source ne représentaient réellement aucune des opinions qui les avaient choisis. C'était une fiction, un compromis, un arrangement qui devait avoir ses clauses secrètes et qui prouve combien cette nomination manquait de sincérité.

Quoi qu'il en soit, M. Bérard, médecin, était lié avec un certain docteur X..., établi à Cette. Ce cher confrère était fort ardent libéral, il dominait son canton, les électeurs marchaient sous ses ordres, et, grâce au nombre de voix dont il disposait, il assurait l'élection de

M. Bérard. Les républicains le trouvaient assez libéral pour attendre des temps meilleurs, et notre professeur manœuvrait assez habilement au milieu des écueils de son parti. Cet état si doux allait changer, hélas! Le député à répétition allait voir ses concitoyens lui refuser le renouvellement de son mandat. Voici la cause de cet événement.

— Un jour, M. Bérard reçoit une lettre de M. Libri. Ce savant lui mandait qu'en arrivant de Florence à Marseille il avait fait une sorte de naufrage, perdu ses malles, etc., et que, se trouvant dans un dénuement complet, il avait cru devoir s'adresser à lui, M. Bérard, comme au savant confrère (M. Bérard est de l'Institut) le plus voisin de Marseille. Notre cher maître s'empressa d'écrire à son correspondant marseillais, afin qu'il se mît à la disposition de M. Libri. Celui-ci prit quelques billets de mille francs, et plus tard, étant venu à Montpellier, il les rendit à M. Bérard, lui témoignant toute sa reconnaissance pour le service qu'il lui avait rendu de si bonne grâce et si promptement. Cette circonstance amena de bonnes relations entre ces deux savants; mais voici bien une autre affaire!

M. Libri n'était pas seulement un profond mathématicien, un habile écrivain, un antiquaire distingué; il avait surtout la passion des vieux livres, il était paléographe de première force, à en remontrer à l'Ecole des chartes; il savait trouver dans les anciennes bibliothèques, dans les vieux manuscrits, des trésors ignorés, et on lui doit en ce genre des découvertes infiniment précieuses. Or, la Faculté de médecine de Montpellier possède une bibliothèque précieuse, formée par des legs de vieux savants, grossie, depuis plus de quatre cents ans, par des dons d'anciens professeurs. En furetant dans cet amas de richesses, M. Libri ne tarda pas à y trouver des merveilles. Il se mit à copier, à recueillir, à collationner des manuscrits; il trouva notamment un

Machiavel qui le transporta d'aise; si bien que l'amateur ne sortait plus de ce lieu que pour aller dîner et prendre une tasse de thé chez M. le doyen. Il en résulta naturellement une sorte de liaison qui devait avoir des suites considérables pour M. Bérard. Je vais dire comment.

M. Libri, venu à Paris en réfugié italien, avait été patronné par M. Arago, mais patronné chaudement, de sorte que le réfugié était arrivé à l'Institut, à la Faculté des sciences et partout, grâce à l'intervention efficace du savant secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences. Mais le protégé n'était pas d'une humeur facile. Il trouva que M. Arago lui rendait la reconnaissance trop lourde, et, bien qu'il reconnût hautement qu'il devait tout à son ami, il rompit avec lui, à ce point que la haine la plus violente éclata entre ces deux grosses têtes ardentes au commandement, inhabiles à l'obéissance. La politique intervint, M. Libri, grand orateur des belles dames, hanta les salons de certain noble faubourg, se lia avec des duchesses, etc., et bref, il n'y eut plus pour lui d'espoir de miséricorde dans le cœur de son ex-ami. M. Arago sut les rapports existants entre M. Libri et M. Bérard, et bien que ce dernier fût, depuis plus de trente ans, lié très intimement avec l'astronome, celui-ci brisa aussitôt ces anciens rapports et contrecarra l'élection du député de Montpellier *extra muros*. Les libéraux avancés obéirent au mot d'ordre du grand meneur des élections provinciales, et M. Bérard fut remplacé par un légitimiste. La cause publique y perdait; mais qu'importe la France, quand il s'agit de satisfaire une rancune! Mais ce n'est pas tout. La haine des savants est terrible.

M. Libri, comme tous ceux qui ont une passion, cédait peut-être à son insu à des entraînements irrésistibles. Ainsi, quand il trouvait un livre rare, d'une belle conservation, une édition plus remarquable, il lui arri-

vait, dit-on, de la remplacer par une autre moins bonne, et des gens un peu rigoristes ont prétendu que c'était presque un vol : je ne dis pas le contraire. Dans un recueil de lettres manuscrites fort anciennes et très curieuses, il faisait une toute petite soustraction, et le volume n'avait pas l'air d'y avoir perdu grand'chose. De cette façon et à force de récolter dans le champ d'autrui ces bribes savantes, M. Libri était parvenu à se constituer une bibliothèque du plus grand prix, mais qui a été pour lui l'occasion de désagréments cruels. Il y a eu un procès, des experts ont été nommés par le tribunal, on a examiné les livres, compulsé, comparé, si bien qu'en fin de compte il est intervenu un jugement assez humiliant pour le Libri, qui a quitté la France aussitôt. Il a été destitué de ses emplois, remplacé à l'Institut. Mais tout le monde ne l'a pas tenu pour criminel. Il s'est trouvé des incrédules; entre autres, une dame fort riche, fille d'un médecin célèbre, M. D..., qui l'a épousé aussitôt. De sorte que M. Libri, après ces déboires, ces traverses, jouit aujourd'hui d'une belle fortune. Il est, je crois, en Angleterre ou en Italie et se moque de M. Arago et de ses rancunes. Cette dame, devenue Mme Libri, avait dû être épousée par M. Villemain. Mais cette union se défit la veille du contrat, à cause, je crois, de la mère de M. Villemain, bonne femme de l'ancien régime, et que la future ne trouvait pas de son goût. De là, dans le temps, des orages qui ont contribué à ébranler un peu la tête du célèbre écrivain de l'Académie.

M. Libri s'était lié à la même époque avec M. Lallemand, célèbre professeur de chirurgie à Montpellier et, comme M. Bérard, très avancé dans le parti libéral. M. Lallemand était de Metz, où il possédait une grosse fortune en maisons; il avait là des amis très chauds et il était sur le point d'être choisi pour député, lorsque ses relations avec M. Libri vinrent aux oreilles de

M. Arago. Il arriva à Metz ce qui était arrivé à Montpellier : le grand astronome usa de son influence pour nuire à ses anciens amis, à ses confrères en libéralisme, uniquement à cause de leurs bonnes relations avec l'homme qui était sa bête noire.

On n'a pas idée d'une vengeance aussi acharnée. Et cependant le Libri était un homme précieux aux yeux du chef de l'Observatoire; il était athée au suprême degré, à décontenancer M. Lallemand lui-même, le plus effronté des *néantistes*, et, sur ce chapitre, tout à fait d'accord avec bien d'autres professeurs de ma connaissance. Car, il faut bien en convenir, ces sortes de grands esprits inclinent communément à cette négation radicale de la cause première et divine. M. le marquis de La Place, le plus grand mathématicien de notre siècle, a fait un livre magnifique intitulé : *la Mécanique céleste*, et qui est un prodige de science. Le grand Napoléon, qui était en état d'apprécier le mérite de ce bel ouvrage, en faisait son compliment à l'auteur un jour, aux Tuileries, et, dans la conversation, Napoléon dit au savant : « C'est très bien, monsieur le marquis, mais j'ai remarqué que le nom de Dieu ne se trouve pas une seule fois dans votre livre. — C'est vrai, sire, mais je n'avais pas besoin de cette *hypothèse!* » Le mot a eu dans le temps un grand retentissement.

12 décembre 1856.

Après le dîner, qui a été assez gai, M. le chancelier, rentré au salon, nous a raconté diverses histoires assez intéressantes. L'ancien régime révolutionnaire revint souvent sur le tapis, et comme le citoyen Louis Blanc, dans son *Histoire de la Révolution française*, trouve moyen de faire l'apologie de Robespierre, de Danton et autres révolutionnaires, on a tout naturellement parlé

de ces charmants personnages, dont la logique inflexible procédait à la conversion des royalistes en leur coupant le col. Voici la causerie de M. Pasquier :

« J'étais à Juilly, au collège, dans la division des *moyens;* nous étions fort indisciplinés (non pas moi, car je n'ai jamais été très tapageur), mais enfin nous avions pour préfet de quartier un brave oratorien, le Père Bailly (qu'on appelle Bailly de Juilly, pour le distinguer du maire de Paris). Cet excellent homme fut tellement fatigué de nos malices qu'à la fin de l'année scolaire il déclara au supérieur qu'il ne pouvait plus y tenir. Il fut remplacé par un autre oratorien, le Père Billaud-Varennes, qui, déployant une fermeté extrême, nous eut bientôt mis à la raison. Les punitions étaient sévères, nombreuses; il fallut céder; l'ordre fut rétabli.

« Ces deux personnages ont joué tous deux un rôle dans la Révolution, tous deux furent membres de la Convention nationale, mais leur manière d'agir ne se ressemblait guère. Le Père Bailly était un sage, un philosophe chrétien, plein de bienveillance pour tout le monde. Il échappa à l'échafaud, devint préfet sous l'empire et mourut en 1813 ou 1814. Son terrible confrère, Billaud-Varennes, au contraire, était un être dur, un tigre; il a eu la plus grande part aux désordres de la Révolution. Il était encore plus féroce que Robespierre et Saint-Just, et jamais la pitié n'eut accès en son cœur. Il fut déporté à Cayenne et vécut plus de vingt ans dans cet exil. Il est mort à Saint-Domingue; le mépris ne tue pas, et ce monstre n'a pas subi sa punition sur terre.

L'orage grondait sur ma tête, continua le chancelier. Mon père était en prison comme parlementaire, je m'étais réfugié en Picardie, mais des affaires urgentes m'ayant appelé à Paris, je me cachai chez une brave femme, Mme X..., qui demeurait rue Aubry-le-Bou-

cher, et à qui je dois certainement la vie. Il me fallait un certificat de civisme signé de neuf patriotes, répondant de moi corps pour corps, et, en ce temps-là, c'était chose grave. Bien des gens qui se disaient mes amis n'osaient se compromettre à ce point, mais mon hôtesse se chargea de trouver dans ses voisins de braves gens qui ne me connaissaient pas et signèrent de confiance sur sa recommandation. Quand mes affaires furent terminées, je voulus remercier mes répondants, et je demandai à la dame ce que je pouvais faire pour eux. « Rien, me dit-elle; cependant il y en a un, le père X..., qui est assez pauvre. Il vend des bonnets de police, des bonnets de la liberté... Allez lui acheter le plus beau de ces couvre-chefs et vous serez quitte. » J'y allai, en effet, et je fis emplette d'un superbe bonnet de police qui se terminait par un bonnet rouge. Il y avait de chaque côté un portrait de Marat et un portrait de Robespierre, avec une inscription : « Mort aux tyrans ! » et je mis cette coiffure dans ma poche.

« Il s'agissait de franchir la barrière, et c'était toujours assez difficile; il y avait là des inspecteurs qui flairaient les aristocrates. Donc, j'étais dans la diligence, allant à Dammartin, et, à tout hasard, je me couvris de ce terrible bonnet. Les autres voyageurs étaient un peu effrayés de me voir en cet équipage, on me prenait pour un commissaire du Salut public et mes compagnons de route étaient remplis d'effroi. Nous franchîmes la barrière, et quand nous fûmes en rase campagne, je me privai de cet ornement, beaucoup trop éclatant à mon gré. Alors, je pus aviser dans le fond de la voiture un homme qui me regardait avec attention, je le regardai aussi et nous nous reconnûmes bientôt. C'était mon ancien préfet de quartier, le père Bailly; nous nous retrouvâmes avec bien du plaisir. Billaud-Varennes fut l'objet d'un entretien intéressant. Bailly prévoyait les

violences de son ancien collègue, il le connaissait bien, il savait toute sa cruauté, et ses prophéties se réalisèrent de point en point. »

31 décembre 1856.

Hier, je suis allé dire un petit bonjour à M. le chancelier. Il était tout en émoi. Le *Moniteur* avait annoncé la nomination de M. Benoît-Champy aux fonctions de président du tribunal de première instance de la Seine, devenues vacantes par la retraite de M. de Belleyme. On pensait que M. Zangiacomi y serait promu; mais l'empereur ne veut pas de ces anciens orléanistes, il aime mieux les républicains ralliés, les avancés convertis en modérés obéissants. On avait aussi parlé de M. Cazenave, gendre de M. Fouquier, médecin du roi Louis-Philippe; mais là encore il y a tache d'orléanisme, et ç'a été un motif d'exclusion. Enfin, il y a un M. Pasquier, un des présidents de chambre, neveu du chancelier. Ce magistrat, que j'ai vu souvent chez son oncle, est un homme d'un rare mérite, estimé on ne peut plus de la cour impériale et de tout le palais, et bien des gens fort au courant des affaires disent qu'on ne pouvait trouver mieux.

A cet égard, on a prétendu que l'empereur attendait de M. Pasquier oncle une démarche, une demande, quelque chose de significatif. M. le chancelier me disait hier avec beaucoup de vivacité : « Je n'ai jamais rien demandé, ni pour moi ni pour les miens; les offices de magistrature ne doivent pas être sollicités, ils appartiennent au plus digne. La justice doit être en dehors de ces intrigues d'antichambre ou de cabinet. Mon neveu est capable, il est dans la maturité de l'âge, il a une fortune indépendante, un caractère honorable au plus haut degré, il aime passionnément sa profession, il n'avait donc pas besoin de mon appui. Il porte un

nom qui le recommande assez. Et l'on aurait voulu que je fisse le solliciteur pour lui? Ce serait une lâcheté, et j'en suis incapable!...

« J'ai occupé dans ma longue vie de bien hauts emplois qui sont venus me trouver sans que je les cherchasse. Pendant dix-huit ans, j'ai présidé le premier corps de l'Etat; j'ai été comblé de bienfaits par le feu roi; il m'a élevé au titre de duc; j'ai reçu plus encore : il m'a fait chancelier de France, dignité unique... Et l'on aurait voulu qu'en dépit de ces liens qui m'attachent à la monarchie de Juillet, j'allasse solliciter du régime nouveau une place à laquelle mon neveu a tous les droits... C'est impossible!... J'ai prouvé que j'avais l'esprit libéral par l'accueil que j'ai fait à nos révolutions et aux pouvoirs qui en sont nés. J'ai vu le prince quand il était président, et il n'a trouvé en moi nulle opposition personnelle. Depuis qu'il est empereur, il m'a fait appeler et j'ai pu lui dire toute ma pensée sur les matières dont il avait voulu m'entretenir. Et dans cette dernière entrevue, quand je lui ai dit que sa présence au trône avait rassuré la propriété et que j'ai ajouté, à propos de la famille d'Orléans, que la France lui saurait gré de ne pas mettre sous le séquestre des biens qu'il avait contribué à sauvegarder, oh! alors, nous avons cessé de nous entendre... Il a fait un bond sur son fauteuil et m'a dit que c'était bien différent, qu'il ne pouvait laisser en France des biens valant plus de deux cents millions à une famille de prétendants... J'ai répondu que cet acte de confiscation lui aliénerait bien des esprits en France. Nous ne nous sommes plus revus depuis ce jour. L'empereur a-t-il pu croire que j'irais déshonorer ma vieillesse par une démarche dont mon neveu eût certainement refusé, à ce prix, le résultat? »

Tout cela a été dit avec feu. On admire un homme de cet âge retrouvant l'ardeur de la jeunesse pour

plaider la cause de son honneur. Je lui ai fait mon compliment bien sincère.

« L'empereur, a-t-il repris, tient peu de compte de la moralité des gens qu'il emploie. Dans son mépris pour les hommes, il ne regarde pas beaucoup l'instrument dont il a besoin. Ainsi le préfet de la Seine, personnage trop cassant, est conservé à son poste en dépit de tout le monde. Dernièrement, M. Haussmann a pris un arrêté qui engageait tous les maires de Paris à donner leur démission. Le ministre de l'intérieur a cassé l'arrêté, les maires ont été maintenus, et le préfet ne bouge pas. On vient d'apprendre que le fameux projet de chemin de fer souterrain pour alimenter les Halles centrales est abandonné. On a dit que c'était une idée de l'empereur. Il y avait là dedans un certain M. Flachat, grand ingénieur des projets impossibles. On a commencé des travaux, et aujourd'hui on renonce à cette folie après avoir dépensé, dit-on, quinze cent mille francs en études. C'est de l'argent bien placé... »

4 janvier 1857.

En moins de neuf années, deux archevêques de Paris périssent de mort violente : Mgr Affre en juin 1848, Mgr Sibour en janvier 1857; l'un martyr du devoir et de la charité, l'autre victime d'une vengeance, sous le couteau d'un fou, peut-être, et c'est ce qui serait le moins odieux. Singulière destinée de ces deux derniers prélats sortis des rangs de peuple, élevés à ces hautes fonctions par des pouvoirs politiques mal définis, transitoires, tombés eux-mêmes sous l'action des partis. Louis-Philippe, en choisissant Mgr Affre, que ne recommandait aucun titre saillant, fit un acte qu'on lui reprocha. Cavaignac, en nommant Mgr Sibour, obéit à des considérations de camaraderie politique, et le

prélat nouveau, lancé dans cette voie républicaine, ne tarda point à l'abandonner pour suivre docilement le nouveau chef de l'Etat. Bel exemple de la souplesse de ces esprits qui sont toujours de l'avis du pouvoir.

Il faut convenir que les temps sont difficiles, que les bergers du troupeau ne peuvent aisément le conduire, ni davantage se conduire eux-mêmes, et que trop souvent les intérêts privés entraînent tout à leur suite. Mais enfin Mgr Sibour n'est pas parvenu à se concilier la faveur publique. Il n'avait que des vertus aumônières; il ne tenait pas, dans la capitale, le rang que comporte le titre d'archevêque de Paris, et, sauf cette mort effroyable, on le regretterait peu.

L'assassin est, dit-on, un vicaire de Saint-Germain-l'Auxerrois, il se nomme Verger et a été tout récemment interdit. Je ne sais pas pourquoi. On a dit qu'il avait la tête dérangée, qu'il s'était promené dans la rue portant sur la poitrine une pancarte contenant des menaces contre le haut clergé. On m'a dit aussi que la police avait reçu l'ordre de l'arrêter, qu'il avait échappé hier à ses recherches, et c'est précisément au moment où se terminait la cérémonie des vêpres de la neuvaine de Sainte-Geneviève que le coup mortel a été porté. L'archevêque n'a pas survécu dix minutes à sa blessure. Il est encore en ce moment dans le salon du curé de Saint-Etienne-du-Mont, en attendant les actes judiciaires.

Voilà un terrible événement, hors de toute prévision, arrivé dans une église, au milieu des plus imposantes cérémonies du culte; un prêtre tué par un prêtre, le sanctuaire souillé du sang de la victime, un de ces rares forfaits qui épouvantent la raison et la foi. Admettons que ce malheureux insensé finira sa vie dans une loge de Charenton. Reste toujours l'événement, le cadavre, cette mort violente, subite, foudroyante, qui vous arrive sans avertissement. La vie

est fragile, elle est à la merci du premier venu et rien ne vous protège efficacement.

— J'ai vu hier une pièce singulière, conservée miraculeusement, et qui est peut-être appelée à des destinées brillantes. Voici ce que c'est. Louis XVI, la veille de sa mort, désirait communier, mais la chose était difficile. Cependant son confesseur, l'abbé Edgeworth, adressa une demande à cet effet aux quatre commissaires chargés de la garde du roi. Cette requête fut très bien accueillie. Les quatre citoyens chargèrent le confesseur de faire une liste exacte et circonstanciée de tous les objets du culte nécessaires à la cérémonie. Sur une grande feuille de papier, portant au sommet les mots liberté, égalité, fraternité, et les insignes de la République, le prêtre a écrit de sa main la liste des choses usitées : un ciboire, une patène, une hostie, etc. Le mot *hostie* a été biffé, parce que les commissaires pensèrent qu'on pouvait, dans le pain à chanter, empoisonner Louis XVI et le soustraire à l'échafaud. Mais tout le reste fut accordé. Cette pièce fut transmise au curé de Saint-Merry, avec engagement formel de restituer à l'église tous ces objets avant midi. La chose se fit très exactement, et c'est cette pièce si intéressante qui est restée entre les mains du susdit curé. Plus tard, elle a été léguée à un prêtre portant un grand nom, M. de Gontaut, et enfin elle a été vendue à un amateur d'autographes qui la possède aujourd'hui. Il ne paraît pas que les membres de la branche aînée aient voulu s'en rendre acquéreurs et l'on ne comprend guère qu'une semblable relique soit ainsi abandonnée au commerce.

Un personnage que je connais beaucoup, ancien préfet sous le roi Louis-Philippe, est aujourd'hui chargé d'une sorte de correspondance confidentielle avec le comte de Chambord. Je ne sais comment il est devenu un si grand royaliste, après avoir servi très activement

la branche cadette. Mais ces singulières capitulations de conscience sont choses communes de nos jours. Quoi qu'il en soit, le susdit écrivain, qui a du talent et de l'esprit, a dû voir le fameux papier en question, et il doit proposer au prétendant de Frohsdorff d'acheter cette pièce d'un si grand intérêt pour la famille. Elle prouve, du moins, que les membres du tribunal révolutionnaire n'étaient pas si féroces et qu'ils avaient des égards pour le sentiment religieux de leur victime.

26 janvier 1857.

J'ai vu hier M. Maquet, l'ancien collaborateur d'Alexandre Dumas. C'est un homme encore jeune, de bonne mine, tête bien faite, énergique, intelligente et un peu hardie. M. Maquet est grand et bien tourné, sa voix est grave, pénétrante. Il a été professeur dans les lycées parisiens. L'histoire le passionnant, il se mit à en tirer des romans, des drames, dont le débit n'était pas facile, vu son manque de notoriété dans la république des lettres. Il s'accrocha à Dumas, et bientôt le succès de plusieurs ouvrages de sa façon rendit son nom populaire. Comme Dumas prenait tout pour sa part, ils se brouillèrent, se séparèrent, et tandis que le grand romancier se ruinait peu à peu, M. Maquet suivait une marche contraire.

On fait répéter de lui, à la Porte-Saint-Martin, un drame, *la Belle Gabrielle*, qui fera courir tout Paris. Il est intéressant d'entendre jaser un auteur qui compte sur un succès; il parle avec vivacité de toutes ses tribulations. Faire la pièce n'est rien, la faire jouer est cent fois plus difficile. Il faut que la censure l'épluche, et on ne s'imaginerait jamais toutes les tracasseries qu'elle suscite aux auteurs. Viennent ensuite les répétitions, les acteurs, les machinistes, les peintres et mille

accessoires des plus bêtes, dont il faut subir l'ennui avec courage. Enfin trois ou quatre mois de patience suffisent à cette œuvre, on a dépensé trente à quarante mille francs pour monter cette machine qui peut crouler dans un quart d'heure. Mais aussi, quand cela va, quel plaisir! *Le Fils de la Nuit* a été joué cent quatre-vingts fois sans interruption, pendant six mois consécutifs, et le théâtre s'y est enrichi. Si *la Belle Gabrielle* a un pareil succès, c'est une fortune. Les amuseurs de M. le public ont fort à faire. J'en vois souvent, et des plus huppés, qui viennent exhaler leurs douleurs dans le cabinet de J. Janin. Tout n'est pas rose dans ce charmant métier dramatique.

2 avril 1857.

Je suis allé hier soir à l'Opéra pour voir le nouveau ballet, *Marco Spada*, dont l'idée première appartient à l'empereur, dit-on. Pendant qu'il était à Plombières, au milieu d'une conversation, l'idée d'un ballet nouveau est éclose dans cette auguste cervelle. On prétend que S. M. l'impératrice a aussi travaillé à développer ce *scenario* intéressant. M. Auber a fait la musique; il a rappelé la plupart des motifs charmants de ses opéras-comiques. Il y a eu deux fameuses danseuses, la Rosati et la Ferraris, qui ont eu un grand succès. Ces deux artistes brillent par des qualités fort différentes, de sorte que, loin de se nuire, elles se complètent l'une l'autre. Je me suis fort amusé. J'ai vu beaucoup de monde de connaissance, des dames en toilette extraordinaire, et puis j'ai dormi par là-dessus tranquille comme un petit ange.

— Nos aïeux, qui nous valaient bien, après tout, n'avaient point cette pudibonderie de langage qui nous vient, dit-on, d'Angleterre, et qui cadre si mal avec

notre tempérament gaulois. Au dix-huitième siècle, les manières étaient exquises, et quand on vit comme moi dans la société de vieillards et d'hommes de l'ancienne cour, on est souvent honteux du sans-gêne et du laisser aller de nos mœurs. Et cependant, dans cette société nouvelle où nul ne voudrait se plier aux gentillesses d'autrefois, on ne supporterait pas les propos un peu gaillards que faisaient circuler nos grand'mères. Bien qu'il y ait une plus grande retenue dans le langage, la politesse n'est plus dans les manières. Qui expliquera cette contradiction? Ainsi, l'autre soir, chez Mme de Boigne, une dame âgée rappelait un mot qui avait été fort goûté à la cour de Louis XV : une grande dame accouchant, disait : « Comprend-on qu'on ait tant de peine à faire un petit Poix! » C'était la princesse de Poix elle-même, ajoutait la narratrice, qui s'était permis ce léger calembour.

— J'ai vu hier soir mon gros Janin, qui était furieux contre le gouvernement. Il revenait du convoi de Béranger.

L'Empereur a eu l'infamie de se charger des funérailles du poète; il a même voulu que cette cérémonie ne devînt pas une occasion d'émeute! En conséquence, il y avait beaucoup de troupes et personne n'a été tué. C'est le comble de la tyrannie! Je me suis beaucoup moqué du grand critique.

Deux mots sur Béranger. — Je l'ai vu, je lui ai parlé, j'ai un beau portrait de lui où il a mis sa signature, enfin j'ai une lettre charmante, écrite tout entière de sa main. C'était un bon homme, charitable, obligeant, généreux et modeste. Il a été imprimeur, puis employé dans l'Administration, et, en 1812, il débuta par *le Roi d'Yvetot*, piquante satire contre Napoléon. Et puis, quand vint la Restauration, il se montra chaud patriote, chanta l'empire, la gloire, et contribua plus que personne à entretenir les idées napoléoniennes.

Sous le roi Louis-Philippe, il ne fit plus de politique; il dauba sur les prêtres, sur les marquis, mais sans se montrer ami du gouvernement de Juillet.

La vieillesse arriva, il n'avait pas de fortune; son éditeur principal, Perrotin, que je connais très particulièrement, lui donna six mille francs par an, puis davantage, à mesure que les infirmités se développaient. Ce libraire est un excellent homme, généreux et bon; il s'est conduit envers Béranger comme un fils dévoué, affectueux.

Béranger fut nommé membre de la Constituante de 48. Mais cela l'ennuya bientôt; il donna sa démission, laissant les législateurs faire la belle besogne que l'on sait. C'était un homme aimant la solitude, vivant dans une obscurité volontaire. Il avait le sentiment poétique le plus vif, le plus profond qu'on eût connu dans notre pays depuis cent ans. Il a fait des odes qui seront admirées tant que la langue française subsistera.

15 août 1857.

Je vois M. le chancelier plusieurs fois par jour, il parle, je l'écoute, et je recueille ainsi divers renseignements qui ont bien leur prix.

Ainsi, dans une conversation récente, à propos du procès fait aux sicaires de Mazzini, M. Pasquier s'est exprimé assez vivement sur la singularité des circonstances atténuantes accordées à ces brigands. Le vieux duc est fort sur ce chapitre des crimes politiques. Il lui a été donné d'en voir beaucoup, d'en juger, et il sait à merveille apprécier leur degré d'importance. Etonné de voir le jury et la cour d'assises accepter cette doctrine des circonstances atténuantes dans un cas semblable, il a voulu en référer à un légiste éminent : il a écrit à M. le comte Portalis, ancien premier président

de la Cour de cassation, et il a bien voulu me faire lire la copie de cette lettre. Elle est conçue en ces termes :

« Mon cher Ami,

« Je viens de lire avec une grande émotion le procès fait aux assassins italiens payés par Mazzini. Je ne puis concevoir par quel abus de raisonnement on leur a appliqué une peine mitigée par l'admission de circonstances atténuantes. Des hommes qui viennent à Paris tout exprès pour commettre un crime et qui, découverts par hasard, n'ont pu effectuer le projet par suite de conditions fortuites, ces hommes me paraissent tout à fait en dehors des conditions où un peu d'indulgence est permise. Je sais que l'on a institué la doctrine des circonstances atténuantes dans le but d'obtenir des jurés un plus grand nombre de condamnations, car on acquittait scandaleusement des hommes qui étaient coupables, lorsque l'on trouvait la peine trop sévère. C'était pour atténuer les rigueurs de la loi, mais les adoucissements de notre code ont enlevé tout prétexte au refus de l'appliquer. Dans cette affaire des brigands italiens, il me semble que tout prétexte manquait à l'indulgence.

« On me reproche quelquefois de ne pas aimer l'empereur. Je dis hautement et je pense avec toute sincérité qu'il n'est aucun homme dont la vie soit plus précieuse pour la France. Sa mort serait certainement une calamité publique, car lui seul peut maintenir le pays dans une stabilité dont il a le plus grand besoin. Il y a dans sa politique intérieure et extérieure des choses que je ne puis approuver, que je me permets même de blâmer avec le peu d'autorité que me donne ma vieille expérience, mais cela ne m'empêche pas de rendre justice à sa fermeté intelligente, à la forte influence qu'il exerce sur les esprits, à l'obstacle énergique qu'il op-

pose aux passions démagogiques. Or, je dis que le crime médité par Mazzini et qui n'a manqué que par hasard est le plus grand crime que l'on puisse commettre, car il plongerait la France et toute l'Europe peut-être dans un abîme effroyable. Que la République se relève, que la démocratie l'emporte, que nous tombions dans un gouvernement militaire, partout il y a d'immenses dangers pour la sécurité du pays. Ceux qui ont voulu produire un pareil résultat sont coupables au plus haut point, aucune excuse n'est admissible, et les circonstances atténuantes sont une dérision.

« Dites-moi, mon ami, vous qui avez toute la science requise, ce que vous pensez de ce fait singulier; je désire vivement avoir votre opinion et j'y compte. — P. »

— M. le chancelier s'est exprimé sur le compte de l'empereur, plusieurs fois et devant moi, dans de pareils termes. Ainsi, aujourd'hui, à propos de l'arrivée de M. Dumon, ancien ministre des finances, M. Pasquier a dit : « En voilà un qui aurait pu se rallier au gouvernement actuel, mais l'affaire des biens de la famille d'Orléans est devenue un obstacle insurmontable. C'est une perte pour le pays, car c'est un excellent administrateur, et je connais plus de cinquante individus retenus par les mêmes raisons.

« Quand l'empereur m'appela, c'était à l'occasion de la composition de son Sénat. La liste de l'ancienne pairie fut examinée. Il désigna vingt-cinq pairs qui pouvaient figurer dans le nouveau corps politique, et quelques-uns, en effet, sont devenus sénateurs. Mais j'ai parlé ailleurs des particularités de cette entrevue. »

Le nom de M. Rouland, ministre actuel de l'instruction publique, étant venu dans la conversation, M. Pasquier en a dit du bien. Suivant lui, il est le seul membre du cabinet actuel qui puisse exercer quelque

influence sur l'empereur. Il n'a que de bons antécédents, il est magistrat honoré, son talent est très réel, et ses habitudes de parquet lui donnent le droit de présenter des conclusions utiles et fermes. Billault a de l'esprit, mais il a moins de considération. Persigny ne dira jamais que ce que voudra le maître. M. Hamelin est un homme spécial. M. Magne n'est qu'un commis, son ministère n'est pas politique, et puis il est paresseux et malade. Le maréchal Vaillant est un bon militaire, mais c'est tout. Donc, M. Rouland est seul en état de conduire la politique du cabinet. Lui seul peut dire à l'empereur quel intérêt il y a à reprendre notre prépondérance dans la Méditerranée, à ne pas laisser les Anglais susciter des troubles en Italie, car ils ne manqueront pas l'occasion, quand elle se présentera, de s'emparer de Palerme, de Catane et de Messine.

Ils veulent annuler notre Algérie, et ils y parviendront si on les laisse faire. Fort heureusement, il leur arrive une fière anicroche : l'Inde, la Chine, leur pèsent sur les bras, et Dieu veuille que cet empêchement les occupe longtemps encore.

— Nous avons parlé de Coulant, terre qui est depuis longtemps dans la famille du chancelier. Elle est dans le Maine, à trois ou quatre lieues du Mans, dans la direction de Laval. C'était autrefois un fief sans titre, dépendant d'un grand apanage appartenant à une famille nommée Champagne. Le grand-père de M. Pasquier devint propriétaire de Coulant par son mariage avec une héritière de cette maison, et elle fut érigée en baronnie pour lui au commencement du dix-huitième siècle. Aujourd'hui elle constitue un majorat pour M. Pasquier, l'un des présidents de chambre du tribunal de la Seine, neveu de M. le chancelier. Le vieux duc y va tous les ans passer une quinzaine de jours. Il va aussi à la terre de Sacy, près Argentan (Orne), qui appartient à celui que M. le chancelier appelle son fils,

c'est-à-dire son fils adoptif, M. d'Audiffret-Pasquier, marié à une nièce du vieux duc.

La maison paternelle de M. Pasquier est ou plutôt était à Paris dans la rue Bourg-l'Abbé; je ne sais si elle n'a pas disparu dans l'abatis du boulevard Sébastopol. M. Cousin a trouvé une ancienne gravure représentant cette maison des anciens magistrats au Parlement.

16 août 1857.

On a parlé, l'autre soir, chez le chancelier, de M. Cavaignac. Le chancelier lui reproche de n'avoir pas eu assez de fermeté quand il était au pouvoir. Il voyait bien le parti rouge, et ses exigences, et ses dangers; il n'avait pas la force de s'en séparer. Quand il a eu perdu une journée décisive, quand la bataille engagée dans toute la ville à démontré le grand péril que courait la société, il a fait son devoir, mais trop tard, et beaucoup de sang répandu retombera sur sa tête. On prétend que ce personnage a dit un jour : « On doit faire à la République tous les sacrifices, même celui de son honneur ! » — François Ier pensait autrement.

Un homme d'esprit, M. de Rémusat, a dit en 48 un mot très piquant et très vrai : « M. Cavaignac passe tout son temps à épousseter son piédestal. »

M. Laffitte, beau-père du prince de la Moskova, a été sur le tapis. Il a tout sacrifié à une vaine popularité, personne n'a été à la fois plus simple en apparence et plus impertinent. Un jour, à Maisons, beau château qu'il avait fait arranger somptueusement, un personnage, je ne sais lequel, devenu son hôte, lui exprimait son admiration sur cette demeure. « C'est tout à fait princier, » disait-il dans son enthousiasme pour ces merveilles du luxe. « Dites donc que c'est tout bonnement la demeure d'un grand citoyen, » reprit le finan-

cier. — Cela rappelle le mot de ce parvenu disant à un ami : « Quand nous serons entre nous, appelez-moi simplement monseigneur ! » — Au reste M. Pasquier dit qu'à la Chambre des députés M. Laffitte avait souvent beaucoup de verve et de lumière, mais qu'il était toujours emporté au delà des limites par le besoin de plaire à la multitude. Il était généreux, mais vain et sans mesure; aussi a-t-il fini par faire faillite.

5 septembre 1857.

Le prince de Canino, qui a fait tant de bruit à Rome, a disparu au bon moment. Il voulait être directeur du Jardin des Plantes. On lui avait fait arranger un hôtel, il demandait des choses incroyables et tourmentait M. Rouhant-Fleury, l'architecte, pour transformer une bicoque en palais. Il n'en jouira pas. — M. le chancelier a beaucoup connu M. Cuvier. Sous le ministère de M. le duc de Richelieu, on aurait voulu que M. Cuvier fût directeur du Muséum d'histoire naturelle; il avait toute l'autorité nécessaire, mais il a constamment refusé. « Laissez les choses comme elles sont. Chaque professeur peut être directeur à son tour; il en résulte que chacun à son tour favorise la chose à laquelle il s'intéresse : moi les bêtes, celui-là les plantes, un autre les minéraux, et ainsi de suite. » Il résista à toutes les sollicitations du pouvoir. On a voulu faire un directeur du prince de Canino. Il est assez savant, c'est vrai, mais c'est un mauvais esprit et il eût tout bouleversé.

« M. Cuvier m'aimait beaucoup, poursuit M. le chancelier. Quand je le sus malade, j'allai le voir. Il était au plus bas, mais Mme Cuvier, ayant reconnu ma voix, me fit entrer. Il me serra la main et me dit : « Il faut « finir... je regrette de n'avoir pas eu le temps de ter« miner un ouvrage qui aurait pu être utile. » J'ai fait

pour lui une chose tout à fait exceptionnelle. J'ai prononcé son éloge devant la Chambre des pairs, ce que le président ne fait jamais; mais Mme Cuvier m'en pria, et puis, c'était un homme tout à fait hors ligne. Son travail eut du succès. Il avait une égale aptitude pour toutes choses, cerveau admirablement organisé. Il a bien jugé son mal, il a distingué la paralysie du mouvement de celle du sentiment qui s'emparait de ses organes, il a suivi pas à pas le progrès du mal et a assisté à sa mort, comme s'il eût été un autre individu. Chose singulière : son frère est mort comme lui, de la même manière.

« Les grandes administrations, comme celle du Jardin des Plantes, peuvent sans inconvénient être régies par une sorte de comité, avec un président électif souvent renouvelé. C'est une forme républicaine, et non pas démocratique, ce qui est bien différent. Il faut donner quelque aliment à l'ambition des hommes, à leur soif de pouvoir. La perspective du directorat est un charme pour ces grands savants qui sont hommes et aussi un peu enfants; ils se plaisent à ces honneurs passagers, et d'ailleurs, comme le disait M. Cuvier, chacun s'intéresse à sa chose, la favorise pendant un temps, et l'ensemble y gagne. »

J'ai parlé de la Bibliothèque impériale, autrefois soumise au même régime, puis tombée en république, et revenue aujourd'hui à une monarchie tempérée. C'est vrai, mais là il y a un matériel qui est tout et qui exige une direction unique. Autrefois, la place de bibliothécaire en chef était fort recherchée. Ainsi Lenoir, qui fut longtemps lieutenant général de la police, et qui par malheur cessa ses utiles fonctions en 1787, demanda comme retraite la place de directeur de la bibliothèque royale et l'obtint. Depuis, il y a eu là des hommes du plus grand mérite; ce qui n'empêche pas que cet immense dépôt de livres ne soit dans une confusion ef-

froyable. Il n'y a pas même de catalogue possible, parce qu'il y a là par millions des ouvrages inutiles, des brochures, des papiers bons à brûler. Il faudra nécessairement en venir à des collections spéciales, seul moyen de favoriser le travail des recherches. J'ai obtenu dans le temps, de Canning, des échanges importants de livres anglais contre des ouvrages français. On a fait la même chose avec l'Amérique, et, sous ce rapport, la bibliothèque du Luxembourg est fort riche. On a décidé, et je crois que c'est à M. Rouland qu'on doit cette bonne mesure, de déloger les conservateurs qui occupent beaucoup de pièces dans les bâtiments de l'ancien Trésor, annexés à la bibliothèque. C'est bien fait, et cet édifice, convenablement restauré, sera une très belle chose. Il n'y a aucun inconvénient à ce que ces messieurs demeurent ailleurs. La bibliothèque de l'Institut est superbe, parfaitement en ordre, et son directeur est le plus habile homme qu'il y ait en ce genre.

— Le *Moniteur* institue Mgr Morlot grand aumônier de France. C'est une charge de la couronne, et l'on a bien fait de la donner à l'archevêque de Paris : cela mettra fin aux conflits qui s'élevaient toujours entre ces hauts dignitaires de l'Eglise. L'empereur a fort raison de rétablir ces grandes positions; elles sont une preuve de son goût pour l'ordre, pour l'éclat du trône, et les gens sensés le loueront de cette idée.

M. Palmerston a dit devant la Chambre des pairs d'Angleterre : « J'ai vu l'empereur Napoléon, nous avons traité telle affaire, pris telle mesure, etc., conjointement avec la reine. » On se demande comment le Parlement anglais peut accueillir ces formes étranges, si fort opposées à ses droits, à ses antécédents. Ce n'est pas la première fois que chose semblable se produit. Il y a là une atteinte grave au système parlementaire : la politique des Etats est tout à fait per-

sonnelle; les rois, les empereurs semblent vouloir conduire leurs propres affaires en dehors des attributions des Chambres, comme si le régime parlementaire tendait peu à peu à sa fin. Sommes-nous destinés à voir tomber jusqu'aux dernières pierres du vieil édifice?

7 septembre 1857.

Il y a aux Finances un certain M. de Codrosy, inspecteur général, qui a dirigé à Constantinople la comptabilité de l'armée d'Orient. Il est peut-être le seul qui puisse dire, à un franc près, ce que nous a coûté la fameuse expédition de Crimée. M. de Codrosy, vieux garçon, est un homme excellent, vrai Breton franc et poli; il avait un frère qui était officier à bord de *l'Agathe*. Mais, un peu au-dessus de ces hommes, se trouve un personnage qui fait partie depuis peu de temps du cercle Orfila. Il se nomme M. Mouton, il est en retraite aujourd'hui. Je ne puis dire exactement quel rang il occupait dans la hiérarchie financière, mais je sais que ce rang était fort élevé. M. Mouton est un charmant causeur. Il est de Paris; son père occupait autrefois un poste supérieur dans l'administration; aussi sa longue carrière brillamment parcourue, ses traditions de famille et sa mémoire font de lui le répertoire vivant d'une foule de faits qu'il raconte à merveille. Ayant eu l'honneur de recevoir sa visite, voici une petite anecdote recueillie toute fraîche et bonne à conserver :

— M. le baron de Mackau, ancien ministre de la marine, amiral, etc., avait fait ses premières armes sous les ordres du roi Jérôme, qui était alors grand amiral de France. Le prince avait fort goûté les mérites du jeune aspirant, mais les événements politiques les eurent bientôt séparés. Or, un jour de l'année 1847,

M. de Mackau, étant ministre, reçut une lettre dans laquelle le susdit roi Jérôme, rappelant d'anciens souvenirs, exposait au ministre que sa position précaire le poussait à lui demander si la France ne pouvait pas venir à son aide. M. de Mackau courut aux Tuileries, fit voir cette lettre au roi Louis-Philippe, demandant quelle réponse il pouvait faire. Le roi accueillit fort bien cette ouverture et remit sa réponse au lendemain. Le ministre revint auprès du roi, qui lui dit : « Répondez au prince que sa demande sera soumise aujourd'hui au conseil des ministres et qu'elle sera soutenue par *deux* avocats. » En effet, l'affaire fut proposée, débattue, et un projet fut rédigé, par lequel le gouvernement demandait aux Chambres une rente viagère de cent mille francs pour le prince exilé. Les événements qui survinrent bientôt ne permirent pas d'arriver à une solution : Louis-Philippe lui-même alla en exil.

Plus tard, le roi Jérôme revit M. de Mackau et lui témoigna sa reconnaissance en faisant entrer au Conseil d'Etat le fils de l'amiral, qui n'avait pas de vocation pour la marine. Au reste, on sait que toute la famille Bonaparte a été fort bien traitée par le roi Louis-Philippe. La reine Hortense, la mère de l'empereur actuel, vint à Paris, contrairement aux traités. Le roi la vit, lui accorda les grâces qu'elle sollicitait. Aussi s'est-on grandement étonné de la rigueur des mesures prises contre les d'Orléans. La raison d'Etat a dû être bien puissante, bien impérieuse, pour entraîner des actes qui ont excité une si grande et si légitime réprobation. Mais en voilà assez sur ce chapitre délicat.

14 septembre 1857.

A Biarritz, le petit palais que l'on a construit pour S. M. l'impératrice est simple et joli, admirablement

situé, sans prétention, et je ne connais rien de plus charmant qu'une habitation de ce genre. Ce matin, en me promenant sur la plage, j'ai vu le petit prince jouant sur le sable, vif, gai, riant, bel enfant qui pousse à loisir au sein de cette belle nature, avec l'air de la mer pour assainir sa jeune poitrine. Un enfant ne peut nulle part mieux qu'ici puiser aux sources pures de la santé. Que Dieu lui prête longue vie, pour la rareté du fait, car ces rejetons des souches royales atteignent difficilement à un âge avancé.

27 septembre 1857.

Hier lundi, je suis allé dîner à Passy, où j'ai trouvé le vieux Maurice Duval, le préfet de Nantes qui a opéré l'arrestation de Mme la duchesse de Berry. Le hasard me met ainsi en rapport avec quelques-uns des personnages qui jouèrent un rôle important dans un drame qui m'intéressa beaucoup. C'est autant de pris sur l'ennemi, c'est-à-dire sur le temps, ce père de l'oubli qui efface tout ce qu'on ne sait pas lui arracher. Je me suis dès longtemps déclaré l'antagoniste de ce vieux gratteur de toutes choses, et je m'applique à écrire un tas de riens, qui auront peut-être certain intérêt un jour.

2 octobre 1857.

L'autre jour, comme j'achevais mes notes sur la conversation de M. le chancelier, je fus tout surpris de le voir entrer dans mon cabinet. Il venait me prier de dîner chez lui le jeudi et je n'ai pas manqué d'accepter son invitation. Donc, hier, je me suis rendu, à l'heure convenue, rue Royale, 20, et j'ai passé là une soirée féconde en plaisirs de tout genre.

M. Sainte-Beuve était au nombre des convives, M. le général de La Rue, M. de Gisors, M. de Bois-le-Comte et quelques autres encore. Le soir, M. Villemain est venu, ainsi que M: Zangiacomi. On a causé; il a été dit beaucoup de choses bonnes à noter. Aussi me voilà reprenant mes fonctions de secrétaire. Tâchons seulement d'avoir de la mémoire.

M. le duc Decazes avait envoyé au chancelier un panier de son excellent raisin de la Grave (belle terre située aux bords de la Dordogne, dans la Gironde), et ces fruits si doux ont fourni le texte d'une conversation dont M. Decazes a été le principal sujet.

« Il est bon, trop bon même, a dit M. Pasquier de ce personnage. Sa vie a été remplie d'aventures singulières. Charmant et spirituel, il sut plaire au roi Louis XVIII et devint son favori. De là l'étrange fortune politique d'un homme qui, très jeune encore, devint le premier ministre du roi et gouverna véritablement la France pendant un an. Mais que de haines suscita cette faveur ! Cela fut au point que l'on songeait à renouveler la tragique aventure du maréchal d'Ancre. Enfin, le roi fut obligé de céder; le duc de Richelieu obtint du roi le renvoi de son favori. Cela ne se fit pas sans déchirements. J'étais alors ministre des relations extérieures. Le roi écrivit de sa propre main au roi d'Angleterre, — car il avait été convenu que le duc Decazes serait envoyé à Londres, — et il lui recommandait son nouvel ambassadeur comme la personne qui lui était la plus chère. Mais M. Decazes, comme tous les favoris disgraciés, comptait toujours sur un retour de fortune. Il s'en fut à la Grave, sa terre du Bordelais, et attendit là quelques semaines, espérant toujours. Plus d'un mois se passa, et ses ennemis surent agir sur l'esprit du roi d'Angleterre. Ils le prévinrent fortement contre le pauvre duc; si bien que, quand il se rendit à son poste, il ne trouva pas les dis-

positions favorables sur lesquelles il pouvait compter. Il ne resta que trois ou quatre mois à Londres et trouva le moyen d'y faire pour 4 ou 500 mille francs de dettes. Il en avait déjà d'autres, et nombreuses, et grosses, et le roi Louis XVIII s'était engagé à les payer. Cela alla bien pendant quelque temps, quelques mois, mais plus tard ces payements mensuels se firent attendre, il y eut des difficultés, et quand le roi mourut, il s'en fallait bien que le *pour acquit* fût donné.

Le château de Saint-Ouen près Paris est venu, je ne sais comment, sur le tapis. D'intéressantes choses furent dites à ce sujet.

Quand Louis XVIII arriva en France, il crut devoir s'arrêter aux portes de la capitale pour faire un acte de haute politique, une déclaration, une proclamation, et l'on chercha quel lieu serait commode pour cela. M. Pasquier était ministre de la police à cette époque. Il s'occupa de cette affaire, monta à cheval et se rendit du côté de Saint-Denis. Le château de Saint-Ouen avait appartenu autrefois au duc de Nivernais. Vendu plusieurs fois, il était tombé aux mains d'une dame d'origine russe, et quand M. Pasquier se fut présenté chez elle en lui exposant le motif de sa visite, la dame, avec la meilleure grâce, offrit sa maison, qui n'était pas bien meublée. M. Pasquier eut promptement fait arranger les appartements. M. Ternaux, un grand libéral de ce temps-là, se donna beaucoup de mouvement pour que son château tout voisin obtînt la préférence : il fallait selon lui que le roi logeât chez un Français et non pas chez une Russe. « Je le satisfis, dit le chancelier, en lui donnant à loyer le duc de Bourbon. »

Mais Saint-Ouen était réservé à d'autres destinées. Un peu plus tard ce domaine étant à vendre, M. Pasquier et le duc de Richelieu pensèrent qu'il était bon d'acheter ce lieu où le roi avait séjourné, où un grand acte politique s'était accompli, et l'ouverture en fut

faite au roi, qui rejeta cela fort loin et ne voulut pas qu'on lui en parlât. Bientôt, on apprit que le château était rempli d'ouvriers; il s'y bâtissait même un pavillon fort élégant. M. Pasquier et M. de Richelieu, en se promenant à cheval, voulurent pénétrer dans ce lieu, mais la consigne était sévère. En vain se firent-ils connaître; la porte resta close. Ils ne tardèrent pas à savoir que Saint-Ouen avait été acheté par le roi pour une belle dame qui jouait le rôle de favorite. C'était Mme la comtesse du Chayla.

Cette dame a fourni une ample matière à conversation un peu légère, il faut bien l'avouer, et jamais je n'avais eu l'occasion de voir le chancelier aussi gai, aussi expansif sur des matières de ce genre. Il est toujours d'une réserve extrême, d'un bon ton parfait, mais, en cette circonstance, il a fait de la chronique scandaleuse avec une vivacité qui, il faut le dire, était un peu provoquée par les questions très vives de M. Sainte-Beuve et par les récits du général de La Rue, ancien aide de camp du maréchal Davout, je crois. Le duc de X... a été un peu compromis dans cette conversation, ainsi que sa femme, et par suite ses deux filles, qui ont eu de graves ennuis dans ces derniers temps : l'une, femme d'un préfet de C..., brusquement destitué pour malversation; l'autre, femme du préfet de l'E..., Mme de X...; mais son mari vient d'être nommé receveur général grâce à l'influence souveraine de M. de Morny. Le roi était vivement épris de Mme du Chayla. Elle était fort spirituelle et aussi très avide, et elle obtint de son royal amant des bénéfices considérables. Chaque mois on mettait dans la cassette particulière de Sa Majesté mille louis, argent de poche, destiné au jeu, à des cadeaux, et, dit-on, Louis XVIII affectait de ne rien dépenser, si bien qu'au bout du mois la plus grande partie de cette somme restait en caisse. A partir du moment où la belle comtesse fut

en faveur, jamais les mille louis ne furent épargnés. Très souvent, elle emportait du cabinet du prince un rouleau composé de cinquante doubles napoléons. Un jour, elle eut la fantaisie de vérifier le rouleau, il manquait une pièce; elle s'écria : « Comme on trompe les rois ! » Elle était d'une avidité sans égale, et cette favorite a coûté cher à la liste civile. Plus tard, le château de Saint-Ouen, par suite d'héritage, fut l'objet d'un procès, qui, perdu, gagné, fut enfin perdu, et le domaine appartient à la fille de la dame en question.

J'ai vu se dessiner dans ces souvenirs certaines antipathies bien tranchées. Ainsi M. Pasquier, d'ordinaire si placide, a déclaré nettement qu'il avait le plus profond mépris pour Mme du Chayla. Il est bien rare qu'il parle sur ce ton. On a traité assez mal M. X..., ce courtisan du roi Louis XVIII; ses ridicules, sa sottise, ont été plaisantés amplement.

Deux anecdotes. — Le vieux maréchal X... était assez sourd. Un jour, M. Pasquier, entrant chez le roi, trouva celui-ci en proie à un rire fou, et voici la cause de cette hilarité. Le roi avait dit au maréchal : « Comment se porte la maréchale ? » Le vieux héros, fort tourmenté de la goutte, croyant que le prince lui demandait des nouvelles de sa maladie, avait répondu : « La coquine ! elle m'a tourmenté toute la nuit... »

Il y avait du grabuge dans le ménage du duc de X... Brutal et jaloux, ce personnage s'était permis de battre sa femme, qui le méritait bien un peu, mais il eût fallu ne pas être aussi coupable qu'il l'était pour se croire en droit de sévir à ce point. La duchesse se vengea cruellement. Une nuit, elle descendit dans l'appartement du duc, qui n'était pas seul; elle fit pleuvoir tout à coup une inondation sur le lit et se sauva. M. Pasquier, alors ministre de je ne sais quoi, se présenta le matin chez l'arrosé, pour une affaire impor-

tante; on lui refusa l'entrée, et, comme il insistait auprès du valet de chambre, celui-ci lui raconta l'affaire, qui fit grand bruit. La complice était précisément Mme du Chayla.

M. Sainte-Beuve est né le 22 décembre 1804. J'ai saisi cette date à la volée. Le spirituel académicien cause bien, mais beaucoup; il a une bonne voix et se fait bien entendre de M. Pasquier, mais je trouve qu'il n'écoute pas assez. Il a certainement dit de fort bonnes choses, mais il y aurait profit à ce qu'il en dît un peu moins. M. Pasquier, à son arrivée, lui a fait compliment sur l'article qu'il a publié dans le *Moniteur*, ces jours derniers, à propos des souvenirs de guerre du général Friant. Le fils de celui-ci, qui n'a pas été militaire à proprement parler (il a été général dans la garde nationale sous Louis-Philippe), a un fils qui est capitaine de cuirassiers. C'est en quelque sorte pour conserver les traditions de la famille que le second Friant a écrit ce livre, qui est un beau titre pour le capitaine actuel, troisième du nom et fort brave officier, dit-on. M. Sainte-Beuve a fait un bon article sur ces mémoires d'un soldat héroïque, qui serait devenu maréchal s'il n'avait pas été bien plus utile à l'empereur dans des commandements d'un ordre secondaire.

Un jour, dans une de ses promenades, Louis XVIII fut croisé sur la route de Versailles par M. Sosthène de La Rochefoucauld. Le monsieur, qui conduisait lui-même sa voiture, s'arrêta, descendit et, se plaçant devant la roue, se tint courbé, le chapeau à la main, saluant profondément le roi. Celui-ci le vit très bien, et, avec un sourire malin, plaça son pouce sous les dents incisives supérieures et, projetant la main en avant, fit le signe : « Tu n'auras rien ! » Le maréchal X..., qui était dans la voiture du roi, ne manqua pas de raconter cette mimique du prince plus plaisante certes que justifiée. Ce La Rochefoucauld a eu un fils, qui est plus ou

moins Sosthène, dit un malicieux personnage, et qui cependant vise à l'Académie.

On a parlé des deux élections prochaines, il faut remplacer Alfred de Musset et Briffaut. On prétend que M. de Laprade, un poète de Lyon, sera élu à la première place; il a eu quinze voix et plus, en concurrence avec M. Emile Augier. Un si grand nombre de suffrages assure une élection prochaine, ordinairement, et l'on peut regarder celle-ci comme assurée. M. de Laprade est fort peu connu. La place de M. Briffaut sera très disputée. Les principaux compétiteurs sont M. de Carné, ancien député de Louis-Philippe, homme de création Guizot, auteur de plusieurs écrits assez importants. Il aura pour rival M. de Marcellus, et puis M. Jules Sandeau, ce dernier ayant plus de chances; mais M. de Marcellus comptait des amis chauds : il avait, lors d'une précédente élection, des voix assurées; on l'a prié de se désister, il a obéi. Les personnes qui lui ont demandé ce sacrifice se trouvent donc vraiment engagées vis-à-vis de lui. Mais ce personnage, qui sait le grec, est assez peu académique; il a écrit je ne sais quel poème fort inconnu et ne compte pas de réelles sympathies dans l'Académie. Il y a bien encore M. Cuvillier-Fleury et puis aussi M. Brizeux, un poète breton dont la gloire n'a guère dépassé la Bretagne. Il y a encore d'autres amateurs, mais qui ne valent pas l'honneur d'une mention officielle.

Dans un moment favorable, causant avec M. Sainte-Beuve, je lui ai dit que j'éprouvais le regret de ne pas entendre prononcer le nom d'un homme qui avait au moins autant de titres qu'aucun de ceux dont on venait de parler. Il a très bien senti mon allusion et m'a dit : « C'est vrai, votre ami Jules Janin ne se présente pas, et il a raison. Il ne lui faut pas de candidature hasardée. Qu'il attende... il n'attendra pas longtemps, et il entrera bravement par la belle porte, etc. »

Il a été question de M. Duvergier de Hauranne et de son livre sur le gouvernement parlementaire. Le chancelier a été sévère : « M. Duvergier de Hauranne n'a pas le droit de me faire lire un ouvrage de sa façon. Je me suis expliqué là-dessus avec plusieurs de ses amis, je leur ai dit que ce monsieur avait mauvaise grâce à soutenir maintenant un état de choses qu'il avait tant contribué à détruire. Ses amis accordent que le premier volume n'est pas un chef-d'œuvre et que le deuxième pourrait être mieux; je m'en soucie peu. Son père était fort de mes amis, et, pendant dix ans au moins, il n'a pas dit un mot à la Chambre sans me consulter. Le fils est un esprit chagrin, inquiet, tourmenté, et le fléau de tous ceux qui l'approchent. »

M. Sainte-Beuve a dit : « Je l'ai beaucoup connu personnellement autrefois, au *Globe*, où il faisait de la littérature. Il portait dans cette occupation la même ardeur pénible et tracassière que nous lui avons vue en politique. Nous l'appelions le *piqueur* de l'établissement. Il poussait chacun de nous, prétendant que nous ne paraîtrions pas, que nous ne serions pas prêts; il était sur nos épaules à tous, et très fatigant. Il luttait alors contre les trois unités classiques, il ne pensait qu'à cela. C'est une tête qui ne contient qu'une idée à la fois, qui y pense toujours, qui y rapporte tout; ce qui est on ne peut plus ennuyeux pour tout son entourage. A la Chambre, il a toujours prétendu qu'il n'y avait pas réellement de gouvernement parlementaire, que tout se faisait par une camarilla contre laquelle il dirigeait toutes ses batteries, et puis, quand cette Chambre a été renversée, il s'est mis à trouver que le gouvernement parlementaire n'était que là. Se donnait-il du mal!... Travaillait-il alors!... Il courait dès le matin chez tous les députés, leur écrivait des billets pressants; tout ne semblait pouvoir marcher que par lui, et puis cela aboutissait aux banquets, aux actes

absurdes d'opposition, et nous avons vu le résultat. M. Duvergier de Hauranne, c'est bien véritablement une souris qui accouche d'une montagne ! » Un autre a ajouté : « Ou une belette qui cherche à pénétrer dans un grenier. » M. Sainte-Beuve raconte bien, avec gaieté, vivacité et de bon air. On l'écoute avec un plaisir réel.

— Addition au chapitre de M. Decazes :

Quand il fut à Londres, ses ennemis parvinrent à le mettre si mal avec le gouvernement anglais que le roi fit une démarche pour se débarrasser de cet ambassadeur français. M. Pasquier, alors ministre des affaires étrangères, reçut un jour à Paris la visite du prince de Castelcicala, ambassadeur des Deux-Siciles. Le roi d'Angleterre l'avait prié de voir M. Pasquier et de lui demander le rappel du duc Decazes. La chose venait de haut, comme on voit. M. Pasquier se tira d'affaire en disant que la nomination de M. Decazes n'avait pas passé par ses bureaux, que le roi Louis XVIII avait traité directement cette affaire avec son auguste allié et que, par conséquent, il n'avait rien à y voir.

11 octobre 1857.

J'ai dîné hier chez M. le chancelier. Il va bien, il cause bien, mais sa vue s'affaiblit beaucoup, et il n'a pu faire sa partie de whist, ce qui le contrarie bien un peu, car il aime ce jeu, qui repose l'esprit et met un sinet à la conversation. Avant et pendant le dîner, la causerie a été assez vive, et voici, entre autres choses, quelques renseignements bons à recueillir sur le *Journal des Savants*.

On appelle ainsi une collection qui se publie de temps en temps et qui renferme des mémoires de haute littérature, de critique approfondie sur des matières de grande érudition. Je le lisais autrefois, mais il y a bien

longtemps que je n'ai eu entre les mains un de ses numéros. Ce recueil, qui date de loin, a toujours été placé sous le patronage du chef de la justice, du garde des sceaux, singulier parrainage qui remonte jusqu'au chancelier d'Aguesseau. Les rédacteurs du *Journal des Savants*, choisis parmi les membres de l'Académie française ou de l'Académie des sciences, sont en petit nombre. Ils sont modestement rétribués. La collaboration à ce recueil est un titre d'honneur, et, à mesure que les vacances arrivent, ces messieurs se recrutent parmi les corps savants indiqués. Cette institution a duré jusqu'à la Révolution française. Elle a disparu au milieu du naufrage de tant de choses, et même sous l'Empire, elle ne sortit pas des ruines. Lors du retour des Bourbons, M. Pasquier fut nommé garde des sceaux, et il songea à la restauration de ce journal, qui relevait de son département. Une ordonnance fut préparée, mais un changement de ministère arriva, et ce fut M. Barbé-Marbois (vénérable personnage que j'ai connu quand il était président de la commission des hôpitaux de Paris) qui fit signer au roi Louis XVIII cette ordonnance qui rétablissait le *Journal des Savants* sur son ancien pied.

Les choses ont marché ainsi jusqu'en ces derniers temps. Un décret de l'empereur a placé ce journal sous la main du ministre de l'instruction publique et des cultes. M. Pasquier déplore ce changement, qui, selon lui, porte atteinte à l'indépendance des lettres. Cette corporation des rédacteurs va subir l'influence du pouvoir, on instituera des rédacteurs officiels qui ne seront plus dans les conditions honorables de leurs devanciers.

Un jour, à Londres, on parlait devant la reine d'une place d'homme de lettres fort peu rétribuée. Sa Majesté dit qu'il fallait augmenter les appointements du savant qui la remplissait. « Gardez-vous-en bien, dit un

certain ministre, tous les membres du parlement voudront en être ! » En France aussi, il y a un certain nombre de places qui rapportent de très minces honoraires et qui n'en sont pas moins fort honorables. C'est là même un caractère de nos places dans le corps enseignant. Il en est de même dans la magistrature, et c'est ce qui garantit en quelque sorte son indépendance.

Cela vient de loin, de haut ; c'est une antique tradition de noblesse. Autrefois, la noblesse ne recevait de traitement pécuniaire, en temps de guerre, que pendant l'activité du service. Aussitôt la paix faite, on conservait le titre, mais sans honoraires, et c'est ainsi que tant de grandes familles ont été ruinées par le service militaire. Le roi était dans l'obligation de donner à ses vieux gentilshommes sans fortune ; il y avait don direct, acte de pure munificence, et la noblesse avait tout droit à recevoir le prix de son dévouement. Aujourd'hui, il ne peut plus en être de même : l'avancement possible de tout le monde et la permanence des armées rendent nécessaire une organisation toute différente. Aussi met-on à la retraite des hommes arrivés à une limite d'âge déterminée par la loi.

Il y a à cet égard une réflexion à faire. M. le chancelier vante rarement le passé, chose que font volontiers les vieillards. Il accepte avec une raison supérieure l'œuvre du temps. Il voit s'accomplir des révolutions singulières ; il assiste sans aigreur à ces transformations indispensables et en explique la raison avec un calme qui pourrait surprendre ceux qui ne connaissent pas sa placidité d'esprit, sa justesse de raisonnement. Il y a dans le monde actuel des éléments nouveaux tout à fait inconnus aux âges précédents ; il convient d'en tenir compte, car de ces choses découle un nouvel état social. La vapeur et l'électricité ont effacé le temps et les distances ; il en résulte des rapprochements nécessaires entre les nations voisines ; il

n'est plus possible de songer à une politique d'isolement. La famille humaine s'est accrue, des liens de parenté s'établissent, en dépit de tout, entre gens qui se détestaient et qui voulaient se nuire; aussi toutes les bases du jugement sont ébranlées, changées, détruites pour faire place à d'autres.

— On a parlé des affaires de l'Inde. Voici une petite thèse que j'ai soutenue. La révolte de Menah-Sahib est la conséquence des affaires de la Crimée. On a vu dans cette grande occasion la faiblesse numérique des troupes anglaises, leur peu de force, leur mauvaise organisation, et la supériorité évidente de l'armée française a fait voir aux Indiens qu'ils n'avaient que peu à craindre de leurs maîtres. L'effectif si restreint des troupes anglaises dans l'Inde, l'impossibilité où se trouve le cabinet de Londres de créer une armée nouvelle, de l'envoyer à Calcutta ou à Bombay, l'organisation défectueuse des régiments mercenaires, les généraux vieux et impotents, les préjugés du rang et l'oppression qui pèse sur les vrais soldats, tout cela a déterminé l'explosion des Cipayes, et Menah-Sahib, qui est fort au courant de ces choses, a donné le signal de la révolte. Il compte, et avec juste raison, sur le climat meurtrier, sur l'inexpérience des troupes venues d'Europe, sur notre neutralité forcée, sur le peu d'amis qu'ont les Anglais en Europe, sur le défaut de ressources efficaces; et tout cela, il faut en convenir, est bien calculé. Il est probable que les possessions anglaises de l'Inde sont perdues pour longtemps, pour toujours peut-être; ce qui est la ruine de l'Angleterre, car là se trouve sa plus grande source de richesse et de force. Ses manufactures vont chômer, les banquiers vont faire faillite, la cité si orgueilleuse va voir ses caisses vides. De là des catastrophes. Je ne suis pas un assez bon chrétien pour plaindre mon prochain l'Anglais. Je ne puis oublier que leur prospérité s'est fondée sur nos

misères, qu'ils ont entretenu partout l'esprit de révolte contre nous, et qu'aujourd'hui ils vont récolter ce qu'ils ont semé. Qu'il leur arrive autant de mal qu'ils ont voulu nous en faire, et, ma foi, tant pis pour eux. On a un peu ri de ma conclusion, et j'ai vu qu'on ne trouvait pas mes raisons mauvaises.

15 octobre 1857.

Hier soir, revenant de Passy, j'avais pris l'omnibus qui va au Palais-Royal, avec correspondance pour l'Odéon. Que j'ai raison d'aimer les omnibus, ces charmantes voitures où l'on trouve toujours à qui parler, véhicule essentiellement civilisateur et à qui j'adresserai, quand j'en aurai le temps, une épître en vers, tant je lui ai de reconnaissance pour les bonnes aubaines qu'il m'a values. Donc, j'ai trouvé place dans la voiture allant de la barrière blanche à l'Odéon, et je me suis assis à côté d'un personnage pour lequel j'ai de très vives sympathies. M. Cousin, le célèbre philosophe, l'écrivain incomparable, revenait par cette voie commode de la place Saint-Georges, où demeure M. Thiers, et ma bonne étoile m'a valu la chance de le rencontrer juste à point. Aussi en ai-je amplement profité.

Samedi dernier, M. Cousin avait été invité à dîner chez M. le chancelier, mais M. Thiers avait l'avance; aussi fûmes-nous privés de cet agréable convive. M. Cousin revenait de passer la soirée chez M. Thiers, qui est un peu souffrant de rhumatismes vagues. Il poursuit avec une ardeur furieuse son grand travail historique. Il se lève chaque matin à quatre heures et consacre toute sa journée à cette œuvre gigantesque. Il y a de quoi user rapidement la constitution la plus robuste. M. Cousin m'a dit : « Je n'ai pu dîner avec vous samedi, mais j'en ai été dédommagé le dimanche.

Mme la duchesse de Galliera dînait chez le chancelier... C'est une aimable femme, du commerce le plus agréable et le plus gai, causant bien, pour laquelle M. Pasquier a un goût très vif. Il est temps que Mme de Boigne revienne à Paris; le cher chancelier se dérange... » Et nous voilà parlant de ce vénérable personnage, de ses manières si douces et si polies avec les dames. C'est une race qui se perd, on ne retrouve plus de ces chers vieillards, conservant les antiques traditions de la galanterie française, les belles manières d'une société perdue depuis longtemps. M. Cousin a repris : « Je connais M. Pasquier depuis 1815, il a toujours été parfait pour moi, mais l'homme que vous voyez aujourd'hui n'est pas ce qu'il était alors. Pendant sa longue carrière ambitieuse, il était un peu sec, très personnel, d'une susceptibilité extrême, d'un abord froid et fort réservé. Peu à peu, l'âge a limé ces aspérités, et maintenant il est d'une douceur, d'une bienveillance parfaites. Il a perdu tout récemment un ami bien cher, M. Hochet, presque son contemporain. Ils se voyaient tous les jours, ils pouvaient se parler de toutes choses, il y avait entre eux des souvenirs de jeunesse, et ces sortes d'amis, de compagnons intimes, sont rares. Ils ne se remplacent pas. » J'ai cité M. Portalis. « Oh! non, il n'y a pas d'intimité cordiale entre eux, ce ne sont que des rapports de société, bienveillants sans doute, et puis c'est tout. »

Nous sommes venus à parler de Béranger. M. Cousin, M. Thiers et M. Mignet n'ont guère quitté le poète mourant, et pendant les trois ou quatre dernières semaines de sa vie ils l'ont vu tous les jours. Perrotin, l'éditeur des œuvres du poète et son exécuteur testamentaire, avait chargé Jules Janin de faire une sorte d'introduction à la publication des œuvres posthumes. Ce travail a été fait avec un grand zèle, une fougue extrême, mais le pauvre éditeur n'a pas eu le courage

d'imprimer ce travail où respire un peu trop de liberté pour le temps où nous vivons. M. Cousin ne comprend pas que l'on ait chargé Jules Janin de ce soin; il a trop de véhémence, de laisser aller; il s'abandonne trop à l'inspiration, il n'est pas assez maître de sa plume pour ne dire que ce qu'il faut en pareil cas. Et Perrotin, qui est prudent, pour ne pas dire peureux, ne se compromettra pas aux yeux de l'autorité dont il attend quelque faveur. J'ai trouvé ce jugement un peu sévère; reste à savoir quels en sont les motifs particuliers.

J'ai parlé à M. Cousin de Mme de Longueville et de ses patientes et ingénieuses recherches sur la vie privée de cette dame. Le couvent des Carmélites de la rue d'Enfer nous a surtout occupés.

« Il y a dans ces maisons des femmes d'un grand mérite, d'une instruction solide et d'un beau caractère. Que d'heures j'ai passées dans le parloir de ce couvent où l'on n'a jamais fait de feu ! J'ai recueilli bien des renseignements curieux, et aussi quelques rhumatismes assez incommodes. La supérieure est une femme remarquable; elle est de bonne famille, et a dû, pour suivre sa vocation, résister aux prières, aux larmes de ses parents, et l'archevêque, son directeur, lui a refusé pendant trois ans la permission d'entrer au couvent. Quand j'ai eu terminé mon livre, j'ai cru devoir lui en offrir un exemplaire, mais elle ne l'a pas accepté. « Je ne me suis pas retirée du monde, m'a-t-elle dit, je n'ai pas fui les passions qu'on y trouve pour lire le récit de ces mêmes passions. » Je me suis borné à lui donner l'histoire de son couvent, la liste des religieuses qui ont joué un rôle important dans cette sainte maison. Cette partie de mon travail a été bien accueillie, et la supérieure, après en avoir pris connaissance, en a fait l'objet des lectures au réfectoire. Notez qu'en cela elle a résisté à des prélats qui ont prétendu blâmer mon œuvre, moi qui l'ai écrite avec un but moral, qui ai

voulu rendre cette lecture édifiante et qui suis certain des pures et chastes intentions de mon cœur. J'ai été bien récompensé par le suffrage de la supérieure, femme d'une piété non moins solide qu'éclairée. Mais il ne faut pas s'étonner de ces jugements divers. Il y a un danger réel à toucher ces matières délicates ; les religieuses ne sont pas parfaites, pas plus que les prêtres, pas plus que l'humanité. Si quelques faiblesses se rencontrent dans ces catégories de femmes, faut-il en rejeter le blâme sur l'ensemble ? Non, sans doute, et j'ai agi dans ce sentiment, jetant un voile sur des misères réelles, mais qui sont le partage de tout le monde. Aussi mon livre a-t-il eu beaucoup de succès auprès des personnes de bonne foi et de bonne volonté. » « Ce succès était certain, ai-je dit, car, outre le merveilleux talent de la mise en scène, il y a un grand charme dans ces sortes de recherches qui touchent aux plus intéressants secrets du cœur humain. Parler d'amour et de religion, montrer un cœur de femme vraiment supérieure, tour à tour en proie à deux passions aussi vives, dérouler sa vie dominée successivement par ces deux idées si énergiques et si douces... qui peut lire de sang-froid ce roman, où tout le monde trouve son propre portrait ? qui peut fermer le livre quand on l'a ouvert ? » M. Cousin a ri de mon analyse, et il n'a pas nié que ce ne fût là le fond de son œuvre.

Je me suis trouvé la semaine dernière chez J. Janin au moment où il recevait trois membres de l'Académie française et un monsieur ayant bonne envie d'entrer dans cette célèbre compagnie. Ce dernier est M. de La Rochefoucauld déjà très vieux et qui croit de sa dignité de faire partie des Quarante. Il a publié des poèmes, des poésies, de la prose, le tout sans succès, mais noblesse oblige. Il descend du fameux auteur des *Maximes*, l'amant heureux de Mme de Longueville, et

il peut être certain de ne pas avoir le suffrage de M. Cousin, l'amoureux posthume de la célèbre duchesse. Quoi qu'il en soit, ce personnage fait des visites, harcèle les académiciens et les journalistes, et veut intéresser tout le monde au succès de son entreprise, mais il est peu probable qu'il réussisse.

Donc, il est entré dans le cabinet de Janin, et il a trouvé réunis M. Viennet, qui porte si légèrement ses quatre-vingt-deux ans; M. de Pongerville, le traducteur de Lucrèce, et enfin M. Ernest Legouvé, le poète dramatique. Ces trois messieurs ont bien accueilli le vieux gentilhomme, et quand il a été parti, chacun d'eux a été forcé de convenir qu'il n'avait pas eu le courage de refuser sa voix. L'un disait : « Je n'ai pas promis; » l'autre : « Je ne suis pas engagé; » un troisième : « Nous verrons ! » « Oui, s'est écrié Jules Janin, que ne lui disiez-vous qu'il a bien le temps d'attendre ! » Il paraît que le postulant a un médecin qui va disant partout que son client mourra s'il n'est pas élu. C'est là un fameux argument, et qui pourrait bien décider certaines bonnes âmes ne voulant pas avoir à se reprocher la mort du prochain. Cette scène d'intérieur a été fort piquante. M. de La Rochefoucauld ne comprend pas que J. Janin ne se mette pas sur les rangs, lui chez qui accourent les membres de l'Académie française, mais mon gros ami ne posera sa candidature qu'à coup sûr. Il a raison.

3 novembre 1857.

Tout le monde connaît M. Thiers. Il a joué en France, depuis 1830, un rôle assez important, il a contribué pour une assez grande part à la direction de nos affaires pour que personne n'ignore son nom, sa vie, son talent. La gloire qu'il s'est acquise comme orateur, comme publiciste, comme écrivain, a peu de rivales en

Europe. Aussi ce personnage est-il du petit nombre de ceux qu'on nomme les favoris de la fortune. Comme tout le monde, j'ai vu M. Thiers se promenant sur les boulevards, je l'ai vu à l'Académie française, au théâtre, enfin partout, mais là ne se borne pas ma connaissance de cette célébrité contemporaine.

Le samedi 30 mars 1833, j'ai eu l'honneur insigne et dangereux de paraître devant le conseil des ministres du roi Louis-Philippe pour raconter devant cette grave assemblée les divers incidents de mon premier séjour à Blaye. M. Thiers était alors ministre de je ne sais quel département, mais enfin j'ai parlé devant lui, et la chose avait assez d'importance pour que je ne l'oubliasse pas. Depuis cette époque, j'ai rencontré plusieurs fois M. Thiers à l'Ecole militaire, lorsque le général Bugeaud commandait une des brigades de Paris. Plus tard, quand le général eut conquis une position plus élevée, quand il fut maréchal de France, il se fit une sorte de traité de paix entre le soldat et l'orateur. Je ne puis dire ici les motifs de la querelle violente qui les avait séparés pendant quelque temps.

Il m'est arrivé deux ou trois fois de dîner chez le maréchal avec M. Thiers, et, à diverses reprises, j'ai causé avec lui, mais sans sortir des généralités de la conversation. Quand le choléra eut frappé le maréchal Bugeaud, M. Thiers vint tous les jours faire une longue visite à cet homme que la France allait perdre, et, dans ces lugubres circonstances, j'eus l'honneur de donner à M. Thiers tous les éclaircissements qu'on pouvait attendre d'un médecin sur le cas mortel contre lequel la science luttait en vain. Pendant plus d'une heure, M. Thiers m'interrogea, je répondis; il demandait toujours de nouveaux renseignements, il aurait voulu trouver dans mes paroles des motifs d'espérer, mais la mort avait saisi sa proie; nous luttions en vain, et il fallut se résigner.

Depuis ce temps si funeste, — c'était en 1849, — je me suis rencontré avec M. Thiers chez Mme la baronne X..., sa parente, et j'ai causé avec lui à plusieurs reprises et longuement, au sujet d'un petit garçon atteint d'une lésion grave des oreilles. Là encore, il fallait soutenir une thèse vraie, mais douloureuse. Les gens du monde n'acceptent pas volontiers les arrêts de la science, surtout quand ils froissent leurs désirs, leurs ambitions. Ma conscience ne pouvait fléchir devant des considérations de ce genre; aussi ai-je soutenu mon opinion, que le temps n'a que trop confirmée depuis. En ces dernières circonstances, je trouvai M. Thiers plus communicatif, plus cordial, et je sentis moi-même que j'étais sorti pour lui de la catégorie des indifférents. Tant de rapprochements divers avaient rompu la glace, et dimanche dernier, 1er novembre, lorsque je suis arrivé, à deux heures, dans son salon, j'ai pu remarquer que je me trouvais en pays de connaissance. Il y avait là plusieurs personnes que je connais, au moins de vue : M. Mignet, de l'Académie française, et quelques dames que j'ai eu l'occasion de rencontrer ailleurs. Il n'est pas intéressant de raconter cette visite. L'ayant faite comme médecin, je dois, au reste, m'interdire d'en écrire les circonstances dans ces pages légères. Mais je crois avoir le droit de parler de M. Thiers. de mes impressions à son endroit; il s'agit tout simplement de notes biographiques, et il est loisible à chacun de dire ce qu'il a vu, ce qu'il a pensé.

Donc, voici comment j'ai trouvé M. Thiers, en l'an de grâce 1857. Il diffère énormément de ce qu'il était en 1833. Ces vingt-quatre années écoulées ont apporté avec elles un grand embonpoint, qui se place assez mal chez un homme de taille exiguë. On peut dire qu'il *boulotte*, mais, à cela près, il se tient fort droit; comme les petits hommes, il dresse la tête, et sa voix de faus-

set semble s'élever assez pour atteindre les oreilles des géants. M. Thiers a les cheveux tout blancs aujourd'hui, coupés courts et sans la moindre frisure. Il porte perpétuellement des lunettes, étant très myope. La figure est régulière, le nez busqué, assez aristocratique, la bouche légèrement enfoncée et le menton saillant. Voilà pour le physique. Au moral, je l'ai trouvé doux, calme, bienveillant, caressant, fort aimable pour son entourage, qui le gâte par réciprocité. Cette famille, composée de Mme Dosne, la mère de Mme Thiers; de Mlle Dosne, sa sœur, et de la maîtresse de la maison, constitue un quatuor agréable. L'hôtel est charmant, élégant et somptueux (place Saint-Georges, n° 27), entouré de jardins très bien plantés. Mais revenons au chef de la famille. Il m'a semblé que M. Thiers n'avait pas sa vivacité ordinaire, j'ai saisi sur sa figure une sorte d'abattement moral plutôt encore que physique. On dirait un cerveau fatigué, épuisé par une surexcitation constante. En effet, peu d'hommes ont autant sollicité leur cerveau que M. Thiers. Sa haute position comme ministre, les luttes ardentes qu'il a dû soutenir contre des ennemis, des rivaux, et puis la composition incessante de ses longs et nombreux ouvrages, tout cela et le progrès lent de l'âge ont affaibli peu à peu cette nature robuste et produit à la longue un affaiblissement dont les traces se montrent dans l'ensemble du personnage. J'ai vu sur ses lèvres un sourire permanent, sans motif plausible, expression béate où la pensée n'entre pour rien. Je désire sincèrement me tromper, mais je crains que cette tête qui a fourni un si prodigieux labeur soit peu capable désormais de produire beaucoup de choses. Le grand ouvrage sur l'Empire, arrivé à son quatrième tome, doit en avoir encore quatre ou cinq. C'est bien long. Puisse l'auteur avoir le temps et la force de le terminer.

5 novembre 1857.

Un pouvoir politique assez fort pour absorber tout, pour conduire tout, pour vouloir et savoir se faire obéir, excite nécessairement dans certains esprits des tempêtes furieuses. Ceux qui ont eu leur part de la puissance déchue, qui ont gouverné, n'importe à quel titre, supportent avec impatience cette souveraineté nouvelle qui les réduit au silence, qui les efface complètement. De là des haines comprimées, qui n'éclatent qu'en petit comité, et se résolvent en public en épigrammes plus ou moins acérées. Pendant le règne de Napoléon Ier, le faubourg Saint-Germain criblait de malices le héros parvenu, et celui-ci se vengeait en attirant peu à peu à sa cour un certain nombre de nobles qui cédaient au charme de la puissance et de la gloire. Notez que la supériorité intellectuelle de l'empereur était incontestable et que les gentilshommes les plus entichés de leur naissance ne savaient pas toujours résister aux avances du soldat couronné. Aujourd'hui, l'on voit s'opérer une manœuvre à peu près semblable, mais laissons cela.

7 novembre 1857.

M. Villemain est toujours pétillant d'esprit, et de l'esprit le plus fin, le plus piquant. Sa bouche éternellement contractée, pincée, affecte un certain *rictus* sarcastique annonçant très bien l'épigramme à pointe acérée; mais, quand il ne pique pas, il plaisante avec une grâce infinie. Il touche avec un entrain merveilleux les sujets légers et badine mieux que personne; il a une présence d'esprit, une sûreté de mémoire incomparables.

Rencontrant M. Saint-Marc-Girardin, il lui demande s'il est toujours à la campagne, et, sur sa réponse affirmative, il dit : « Oubliez-vous donc que Ci-

céron, écrivant à l'un de ses amis, lui donne ce conseil : *Urbem cole!* Cultivez la ville, c'est-à-dire restez à Rome. » M. Saint-Marc-Girardin, avec un grand sang-froid, réplique : « Je ferai cela quand vous m'aurez dit la date de cette épître. » Alors, M. Villemain s'écrie en riant : « Hélas ! c'était avant le règne d'Auguste ! » Il y a là une grosse malice à l'adresse de l'empereur. Ces deux messieurs sont ultra-universitaires; ils détestent un pouvoir qui a ôté le ministère à l'un, qui a empêché l'autre d'y arriver. Auguste était devenu le maître de Rome, les républicains comme Cicéron et ces messieurs ne pouvaient vivre à Rome, où l'empereur les tenait dans l'ombre. Aussi nos deux académiciens, après le trait et la riposte, se sont-ils séparés en riant.

Il est mort tout récemment à Paris une grande dame russe, la comtesse de Swetchine, dont les mérites personnels et les vertus charitables étaient dignes des plus grands éloges. Appartenant par sa naissance au schisme grec, elle fut convertie à la religion catholique romaine par les soins de M. le comte de Maistre. Cette conversion fit du bruit dans le temps. La dame vint habiter la France, Paris, vers 1816, et, depuis cette époque, elle y a tenu un rang distingué autant par son esprit que par son inépuisable bienfaisance. Il y avait sous le roi Louis-Philippe des malheureux qu'on désignait sous le nom de pauvres de la reine, et Mme de Swetchine avait reçu le beau titre de la reine des pauvres. Elle est morte fort âgée, éprouvée longtemps par des infirmités graves qui n'ont jamais lassé sa patience.

Cette dame a conservé pendant bien des années des relations très suivies avec M. de Maistre. Elle avait un grand nombre de lettres de ce personnage singulier, si paradoxal, si piquant, si intolérant, plus dévot que le pape, et voulant rétablir la prééminence de la cour de

Rome sur toutes les autres. M. de Maistre est, dit-on, tout entier dans cette correspondance, et l'on pourra apprécier la trempe de cet esprit exclusif autant qu'éminent en lisant ce recueil dont la publication est remise aux soins de M. de Falloux. Ce docte personnage était fort lié avec Mme de Swetchine.

Il y a, dans la vie de Pie V publiée par M. de Falloux, des passages très violents contre ce que l'on nomme les libertés gallicanes, les quatre propositions de Bossuet, et l'on a cru que M. de Falloux, en écrivant ces passages, subissait l'influence de la noble dame russe, dernier écho de M. de Maistre. Lors de la publication de ce livre, M. le chancelier Pasquier demanda à M. Briffault, de l'Académie, fort lié avec Mme de Swetchine et avec M. de Falloux, comment il avait pu laisser passer ces phrases si étranges et si fort opposées à la doctrine de nos plus doctes prélats français. M. Briffault répondit en baissant la tête : « Que voulez-vous ? Je n'ai rien pu obtenir ! Il obéissait à plus fort que moi et que lui-même ! » Un jour, un grand légitimiste absolutiste, etc., se laissait aller en présence de M. le chancelier à des mouvements fort vifs contre les libertés de l'Eglise gallicane ; il y voyait une hérésie, un schisme, et fulminait des anathèmes contre Bossuet et l'orgueil de nos anciens évêques. « Aimez-vous Henri IV ? » lui demanda M. Pasquier. « Oui, certes, » répliqua l'autre, et là-dessus il entonne le chant triomphal du Béarnais, etc. « Eh bien, mon cher duc, sans les libertés gallicanes, vous n'auriez pas eu pour roi de France cet excellent prince que vous admirez. La France serait devenue une annexe de l'Espagne, nous ne serions plus les fils aînés de l'Eglise, car Rome avait pris parti contre le Béarnais, et il a fallu que l'Eglise française désobéît formellement au Saint-Siège. Vous voyez que ces pauvres libertés ont du bon. »

M. de Maistre était allé en Russie tout simplement

pour convertir l'empereur Alexandre et ramener cette puissante nation dans le giron du pape. Il n'a pas du tout réussi. Alexandre subissait l'influence de Mme de Krudner; son mysticisme profitait à sa politique. Il voulait posséder à la fois l'âme et le corps de ses sujets comme la reine Victoria possède les Anglais, comme le roi de Prusse veut tenir ses Prussiens. On voit que, dans les mains de ces souverains, l'élément religieux n'est rien autre chose qu'une machine de gouvernement.

Le comte de Maistre avait publié plusieurs ouvrages qui assuraient sa réputation. Dans une circonstance grave, l'empereur Napoléon envoya un ambassadeur à Saint-Pétersbourg (M. le duc de Rovigo), et, entre autres recommandations, il reçut celle de se montrer poli et bienveillant pour M. de Maistre. L'ambassadeur avait généralement assez peu de mesure, il inclinait aux extrêmes; aussi se conduisit-il avec l'écrivain illustre de manière à lui donner des idées peu exactes sur les sentiments de l'empereur à son égard. Il en résulta qu'un beau jour M. de Maistre, las de vivre en Russie, n'obtenant pas la conversion en masse de la nation, se décida à revenir au Piémont, son pays natal, mais il prit le plus long, débarqua au Havre et passa par Paris. Il croyait que tout le monde allait se porter sur ses pas, mais il n'en fut rien, et, après une ou deux semaines de séjour, vexé de son obscurité, il s'en alla dans son pays, où on lui donna une place très élevée dans la magistrature, sans doute, mais qui ne lui convenait pas du tout. Il vécut encore quelques années et mourut, emportant peut-être au fond du cœur une haine amère pour le monde qui n'avait pas su l'apprécier. Grand exemple d'un orgueil jaloux, d'une passion de gloire, de renommée non satisfaite, et qui a probablement empoisonné les dernières années d'une vie exceptionnelle. Il faut toujours en revenir à dire : heureux les pauvres d'esprit !

M. Mérimée est un conteur agréable, il a parlé du vieux M. de Quatremère qui vient de mourir. Ce savant était le fils d'un ancien marchand de drap de la rue Saint-Honoré, et la maison de commerce subsiste encore, dit-on. Le négociant primitif a eu beaucoup d'enfants qui ont tous illustré leur nom. M. de Quatremère de Quincy a beaucoup travaillé sur les antiquités, sur la statuaire, et on lui doit des ouvrages intéressants. Celui qui est mort dernièrement était professeur d'hébreu au Collège de France, je crois. Il habitait depuis un demi-siècle un hôtel situé dans l'île Saint-Louis. Il avait entassé peu à peu dans cette maison une prodigieuse quantité de volumes, 25 à 30,000 au moins, et l'on prétend que les planchers menaçaient de crouler sous cette charge. Le propriétaire, en raison de cela ou pour tout autre motif, donna congé à son vieux locataire, et le dérangement apporté à des habitudes invétérées, l'ennui d'un changement, l'incertitude de trouver où loger une bibliothèque formidable, tout cela contribua, dit-on, à hâter la fin d'un vieillard dont la vie était marquée au coin de l'originalité la plus étonnante.

Ce vieux bouquiniste tenait ses livres cachés à tous les yeux. Jamais avare n'a fait si bonne garde autour de son trésor. A ce sujet, M. Mérimée nous a raconté l'historiette que voici. Un orientaliste avait trouvé dans je ne sais quel couvent de l'Asie Mineure un manuscrit fort ancien, traitant de linguistique. Il le porta tout naturellement à M. de Quatremère, passé maître en pareille matière. Celui-ci voit le manuscrit, l'admire, et si chaudement que le possesseur de ce bijou croit devoir en faire hommage au vieux savant. Peu de temps après, le monsieur si généreux, ayant à terminer un travail important, se rappelle que le fameux manuscrit contient un passage, une citation d'un auteur ancien, fort utile au soutien de la thèse qu'il a entreprise. Il va

chez M. de Quatremère pour obtenir de revoir son manuscrit, mais impossible; le trésor est enfermé, rien ne peut l'arracher à sa prison, et il fallut bien des instances, bien des démarches pour que le nouvel harpagon littéraire permît au donateur de copier sur place les quelques lignes dont il avait besoin. Il y a chez les savants des manies de ce genre, qui sont à peine croyables et que l'on estimerait incompatibles avec le bon sens ordinaire.

M. Mérimée, je l'ai déjà remarqué, a toujours une petite histoire à raconter dès son entrée dans un salon. Il a régalé M. Pasquier de celle-ci : « Aujourd'hui, en entrant à l'Académie, j'ai trouvé Pingard qui m'a dit : « Monsieur Mérimée, j'ai le désir de vous communiquer « une nouvelle qui m'intéresse personnellement, et je « veux que vous la teniez de moi et non pas de la voix « publique. Sur la recommandation de M. le baron de « Humboldt, S. M. le roi de Prusse a daigné me décorer « de son ordre de l'Aigle rouge. »

Le chancelier a ri aux éclats, tout le salon en a fait autant. Il faut savoir que le susdit Pingard est le secrétaire de l'Institut, une sorte de maître des cérémonies, le chef des huissiers, fort honnête homme, un peu gros, un peu glorieux et qui s'est si bien identifié avec l'Institut qu'il doit être très convaincu que les cinq académies ne marcheraient pas sans lui. C'est le factotum de la maison, c'est lui qui conduit les dames aux places réservées, lors des cérémonies publiques; il a son habit à la française, jabot et manchettes de dentelles, une épée enfin; il est très aimé et considéré de tout le monde, bien qu'on le raille un peu.

Ces messieurs sont enchantés de la gracieuseté de M. de Humboldt. On a pris occasion du ruban de Pingard pour parler de ce savant, qui ne néglige rien, qui veut que l'on parle de lui et qui, à quatre-vingt-sept ans, montre une vitalité des plus étonnantes. Le roi de

Prusse a pour M. de Humboldt un culte tout filial. Un monsieur nous raconta que, lors d'une grande représentation au théâtre de la cour, à Berlin, M. de Humboldt, en costume de chambellan, se tenait debout dans la loge royale, suivant les devoirs de sa charge. Le roi le fit vainement inviter à s'asseoir, ce savant ne voulait pas, et le roi, se levant, vint prendre M. de Humboldt et le contraignit de s'asseoir dans un fauteuil placé près de lui. En dépit de l'étiquette, des applaudissements unanimes retentirent dans la salle après cette petite scène qui honore également les deux acteurs. Mais le roi de Prusse est très gravement malade, il a une lésion cérébrale, et s'il meurt prochainement, comme cela est fort à craindre, ce sera un grand coup pour M. de Humboldt. Le roi de Prusse n'est pas vieux, il n'a jamais beaucoup travaillé, et l'on ne voit pas ce qui a pu user si vite une constitution robuste.

La fameuse question du sommeil a été agitée, et, là-dessus, chacun a dit son péché mignon et son système. M. le chancelier dormait beaucoup jadis. La vieillesse, à vrai dire, a changé quelque chose à son régime sous ce rapport; il dort sensiblement moins aujourd'hui, se réveille souvent, se lève même, et cependant il compte cinq ou six heures de bon sommeil. M. Mérimée est le roi des paresseux. Il se lève le plus tard possible et ne comprend pas l'inquiétude d'esprit et de corps de ceux qui sont toujours sur pied. M. Cousin est toujours levé à sept heures; il travaille le matin. Il a un jeune secrétaire qui écrit sous sa dictée, pendant qu'il se promène de long en large dans son vaste cabinet. Un de ces messieurs, grand partisan des longs sommeils, me dit en matière de confidence : « Je n'ai jamais pu avoir bonne opinion des gens qui dorment mal. Croyez-vous qu'ils aient la conscience tranquille? » En homme qui fait de bonnes nuits, j'ai abondé dans ce sens et nous avons dit bien du mal de

certains individus qui, à les croire, n'auraient besoin que d'un repos de quelques heures. En pareille affaire, chacun prêche pour son saint.

Partout où se trouve M. Cousin, il est difficile que les femmes célèbres du dix-septième siècle ne deviennent pas le sujet de propos intéressants. Le grand écrivain met une sorte de passion à tout ce qu'il dit sur ces dames. M. Lebrun et M. Patin lui ont donné la réplique, avec assez de vivicité, mais on voit que ces messieurs cherchent plutôt à le faire parler qu'à parler eux-mêmes.

Mlle de Scudéry a eu son tour. On a vanté son esprit, son talent. Elle fut une vraie femme de lettres, et pendant longtemps elle a exercé une immense influence sur la haute société contemporaine. Ainsi le grand Condé, écrivant à sa sœur, l'appelle tout naturellement Mandane, et lui, dans les lettres qu'il reçoit, est désigné sous le nom d'Alexandre. Qu'on ne croie pas que ces dénominations romanesques fussent des plaisanteries, des moqueries. Pas du tout; c'était sérieux, et les correspondances les plus graves, traitant des choses de la plus haute importance, contiennent ces noms empruntés aux romans de la demoiselle. Jamais mode ne fut plus universelle et plus durable. Et cependant ces livres, qui ont excité un si grand enthousiasme, sont à peu près illisibles aujourd'hui. Ce sont des histoires interminables, avec des épisodes inextricables, dédale dont les plus intrépides lecteurs ne pourraient se tirer. Mais Mlle de Scudéry a fait de charmants vers. M. Cousin dit que c'est là son vrai titre de gloire aux yeux de la postérité, si sévère pour elle.

Mme de Rambouillet a été ce qu'on peut appeler la première maîtresse de maison qu'on puisse citer en France. Elle a en quelque sorte créé ce genre de talent, qui, depuis, a été une des gloires de la société parisienne. Elle avait vingt-cinq ans lorsqu'elle embrassa

ce rôle tout nouveau et, après elle, le sceptre de reine de salon n'est pas tombé en déshérence. Il est difficile aujourd'hui de dire qui le tient le mieux, qui mérite davantage de trôner parmi le monde causant et pensant. Plusieurs femmes d'un grand mérite ont bien soutenu cette renommée française, mais on dirait que la chose se perd. Tant pis pour nous.

L'affluence des membres de l'Académie française chez M. le chancelier indique assez qu'il y a des élections prochaines. Il en est toujours ainsi dans ces circonstances. M. Lebrun doit répondre à M. Emile Augier, le futur récipiendaire. Mais celui-ci a une comédie en cinq actes et en vers, *la Jeunesse*, qu'on doit jouer à l'Odéon dans un ou deux mois. L'auteur est tout à sa pièce. Il ne songe guère à son discours. Aussi fera-t-on les élections sans lui, puisqu'il se montre si peu pressé d'occuper son fauteuil.

18 novembre 1857.

J'ai toujours pensé que la véritable histoire ne se trouve pas dans les livres. On n'écrit pas les choses réelles, on arrange les événements, on donne à ces récits officiels une couleur de convention qui fait rire les vrais acteurs de ces scènes, de sorte que le public, qui lit ces histoires frelatées, ne sait jamais à quoi s'en tenir sur les causes des événements, sur les personnes qui y ont joué le principal rôle. Et voilà pourquoi je ne lis jamais ces relations faites après coup. J'ai peut-être porté un peu loin cette répugnance pour nos historiens modernes; je n'ai jamais ouvert un livre sur la Révolution française, sur le Consulat et l'Empire, pas plus que sur les deux Restaurations, sur la monarchie de Juillet et le gouvernement provisoire de 1848. C'est dire que je suis ignorant comme une carpe sur toutes les choses contemporaines et que peu me soucie des

faits et gestes des héros de nos cinquante ans de révolutions. Je suis convaincu que la plupart des affaires marchent d'elles-mêmes, par une sorte d'évolution obligée.

J'ai un ami qui s'est trouvé par hasard mêlé aux affaires de la révolution de 48 et qui a vu de très près certains personnages importants de la République. Si cet homme, qui a de l'esprit, de la sagacité, avait eu la pensée de se constituer historien de cette crise politique, de se faire anecdotier bénévole des journées carnavalesques où le parti républicain battait les murailles comme un homme ivre, il eût pu, mieux que personne, nous peindre au vif ces héros improvisés qui ont fourni un si bel exemple d'incapacité politique. Mais songe-t-on jamais à ces choses, et ne se laisse-t-on pas entraîner au torrent des idées ambitieuses qui germent alors dans toutes les têtes? Ainsi se perdent les meilleures occasions de raconter ces étranges comédies, de faire des portraits ressemblants, de laisser à la postérité l'image vraie de ces fous qui visaient au sublime et n'atteignaient le plus souvent que le ridicule.

Donc, mon homme, qui bornait ses destins à être un bon pharmacien, laissa un peu la drogue pour étudier la botanique, où il se montra plein de zèle et de capacité. Ses succès lui firent entrevoir un nouvel horizon : il voulut devenir un savant. Mais il avait en outre, au fond du cœur, un certain feu qui le poussait et plus loin et plus haut. Lié avec des hommes pour qui la politique était tout, il s'habitua à ces aspirations lointaines pour lesquelles il ne semblait pas fait, il devint membre de certaines sociétés où l'on s'exerçait à la discussion des affaires publiques, où l'on s'essayait au rôle d'orateur. C'était l'antichambre du palais législatif : on suivait ardemment une sorte de noviciat de tribune, on pérorait sur toutes choses, se préparant ainsi

à la députation, le paradis terrestre des avocats et de tous les hommes amoureux de la parole. Sur ces entrefaites, la tempête était voisine, l'orage grondait sur nos têtes, et le mois de février 1848 se levait à l'horizon. Les gardes nationaux voulaient se montrer; ils étaient à leur poste, pleins d'orgueil, se croyant une puissance, et l'événement a prouvé qu'ils ne savaient que nuire. Quoi qu'il en soit, mon homme était de sa légion un simple soldat, mais prêt à faire le colonel au besoin et à la piste de toute occasion de se montrer.

Or, la République était proclamée à l'Hôtel-de-Ville tandis qu'on la proclamait au Palais-Bourbon. Deux pouvoirs rivaux allaient peut-être lutter, ensanglanter la ville. Lorsque les membres du gouvernement provisoire nommés par la Chambre vinrent à l'Hôtel-de-Ville pour fonctionner régulièrement, il y eut un singulier conflit, dont je n'ai pas le procès-verbal, et c'est regrettable, car là est le vrai point de départ de tout ce qui s'est fait plus tard. Louis Blanc, Albert et Flocon, les premiers du parti démocratique, ne devaient pas céder facilement aux membres de la législature le poste où ils s'étaient installés, et cependant il leur fallut s'effacer un peu devant les hommes plus considérables qui réclamaient les premières places. Ils s'accommodèrent assez mal des secondes, saisissant toutes les occasions d'agir de leur chef, dédaignant les ordres venus de plus haut, intervenant directement dans les affaires les plus graves, envoyant au *Moniteur* des décisions prises en leur privé nom; ce qui, bientôt, donna lieu à une mesure indispensable. Le journal officiel eut l'ordre de ne rien publier sans l'ensemble des signatures des membres du gouvernement provisoire. Mais, au milieu du tumulte qui suivit l'arrivée des fonctionnaires désignés par la Chambre, M. de Lamartine, voulant expédier quelques affaires urgentes, chercha dans son bruyant entourage un

homme de bonne volonté et capable d'écrire sous sa dictée. Mon ami se trouvait là, tout porté, ardent à la besogne, heureux de saisir une aussi belle occasion, et le voilà aussitôt installé secrétaire particulier du grand poète. A partir de ce moment et pendant toute la durée de ce bizarre gouvernement de cent jours, le nouveau fonctionnaire ne quitta plus M. de Lamartine, il le suivit dans toutes les phases de sa prodigieuse existence politique, à l'Hôtel-de-Ville comme au ministère des affaires étrangères, au Luxembourg, partout enfin, et les circonstances si graves qui survinrent établirent entre eux une liaison des plus intimes. Personne n'a vécu plus près du grand homme que mon ami, personne ne sait mieux ce qu'il a fait, ce qu'il a dit, ce qu'il a écrit, et personne ne pourrait faire une histoire plus vraie et plus piquante de ce temps de gloire et de folie.

Malheureusement, cette histoire n'a pas été écrite, elle passe sous mes yeux à l'état de fragments, la conversation en amène des lambeaux que je saisis au passage, que je recueille avec plaisir, mais qui n'ont pas le mérite d'offrir une suite régulière. Je crois bien en avoir déjà cité quelques morceaux, et cela même me fait craindre des redites, mais, ma foi, tant pis.

Pendant que le gouvernement provisoire siégeait à l'Hôtel-de-Ville, il était sans cesse envahi par des députations de toutes couleurs qui venaient offrir leur adhésion à la République. Beaucoup ne se contentaient pas de ces démonstrations patriotiques. Les unes apportaient des vœux, des espérances, des conseils; d'autres proféraient des menaces. Tout le monde voulait gouverner, une incroyable folie fermentait dans les têtes; les citoyens pâtissiers et les citoyens cordonniers avaient des idées sublimes; la démagogie bouillonnait au cœur de ces républicains de naissance, et les dépositaires du pouvoir, assaillis de toutes parts, ne savaient à qui entendre, où donner de la tête. Ces sa-

turnales politiques auraient tout envahi, tout bouleversé, sans l'admirable sang-froid de M. de Lamartine. Cent fois par jour, il lui fallait prendre la parole, monter sur une chaise, sur une table, haranguer la foule, dominer les formidables murmures de ces héros en guenilles qui, sous prétexte de civisme, remplissaient l'Hôtel-de-Ville et la place de Grève de leurs troupes pressées.

Voici un fait qui montre quelles ressources savait trouver le grand poète :

Un immense concours de peuple arrive devant l'Hôtel-de-Ville. C'est la corporation des citoyens tailleurs, ramas indigeste de nationalités diverses : Allemands, Polonais, Savoyards, etc. Les délégués sont introduits dans la grande salle où siégeait le gouvernement provisoire. Un orateur, choisi parmi les plus bavards, fait un discours menaçant : il demande l'organisation du travail, le partage des salaires, la fin du grand scandale de l'exploitation de l'homme par l'homme et autres billevesées démagogiques en grande faveur dans l'école de Louis Blanc. La parole de cet énergumène était violente, on sentait la menace sous ses précautions oratoires. Les membres du gouvernement provisoire étaient fort embarrassés, lorsque M. de Lamartine se lève, fait de grands compliments au délégué, lui dit que rien n'est plus juste, mais que, le conseil étant occupé d'une foule d'affaires urgentes, il le prie de s'asseoir à une table voisine, de rédiger un projet de décret sur lequel on délibérera prochainement. Notre individu se trouve pris au piège, il balbutie, il se retire tout doucement et disparaît bientôt.

Les femmes, dans ces temps de désordre, prirent une part très active à ces folies dangereuses : il y eut des députations de piqueuses de bottines, de giletières, de couturières... et l'on a vu défiler, bannières en tête, de longues processions de femmes affublées des plus

bizarres costumes. Un de ces longs cortèges arrive, hurlant, place de Grève, et les meneuses sont introduites dans la salle des délibérations. Le chef de cette troupe en jupons fait son discours, formule des vœux, donne des conseils. M. de Lamartine répond, et sa parole charmante obtient un tel succès auprès des déléguées que l'une d'elles, grande diablesse aux allures masculines, dans un transport d'admiration, s'approche du poète et sollicite l'honneur de lui donner une accolade fraternelle. M. de Lamartine, sans se déconcerter, réplique : « Citoyenne, entre hommes, on se donne la main ! »

M. le comte de Rambuteau, ancien préfet de la Seine, grand propriétaire du Mâconnais, avait à l'Hôtel-de-Ville une magnifique collection des meilleurs vins de Bourgogne. Son sommelier, vieux serviteur fort attaché à son maître et très intelligent, ne quitta pas son poste. Quand éclatèrent les tempêtes républicaines, il se hâta de placer au-devant des cases si bien garnies de vins excellents des rayons sur lesquels il entassa des vins ordinaires, et bien lui en prit, car nos héros de patriotisme étaient loin de professer, en matière d'aliments, les principes spartiates; l'eau claire et le brouet noir ne leur plaisaient guère. Il se rencontra un chaud patriote cherchant pâture ou plutôt un poste à occuper, et ce fut le célèbre X... qui se présenta. On lui donna le titre de maître d'hôtel de l'Hôtel-de-Ville. Il fut chargé de nourrir et de désaltérer les patriotes en travail d'un gouvernement nouveau. Il n'y entendait rien. Aussi un grave conflit ne tarda pas à s'élever entre le nouveau fonctionnaire et l'ancien, celui qui, M. de Rambuteau parti, n'avait pas cru devoir abandonner la maison. M. de Lamartine dut intervenir dans ces détails de ménage; il délimita les attributions, et bientôt, pour se débarrasser de cet intrus, il le nomma gouverneur du Luxembourg. Il y avait assez peu d'analogie entre ces diverses fonctions, mais un républicain, en

ce temps-là, était bon à tout, c'est-à-dire à rien, et la plupart l'ont surabondamment prouvé.

Aux premiers temps du gouvernement provisoire, les décrets de ces messieurs étaient lus et proclamés sur les marches de la grande porte de l'Hôtel-de-Ville. La place était toujours remplie, la foule ardente ne se gênait pas pour exprimer son opinion sur les actes de l'autorité, et, dans la foule, beaucoup d'individus armés de fusils couchaient en joue l'employé chargé de faire cette proclamation. Mon ami, que ses fonctions de secrétaire de M. de Lamartine avaient mis en évidence, fut plusieurs fois sur le point d'être tué par les démocrates qui trouvaient le pouvoir lent à promulguer des réformes radicales. Dans ces instants critiques, la présence de M. de Lamartine suffisait presque toujours pour amener le calme; sa parole était si sympathique, si brillante, il savait si bien faire vibrer les sentiments de cette tourbe avinée ou furieuse, qu'il obtenait des applaudissements enthousiastes. Tout historien de 1848 qui voudra être juste reconnaîtra que cet homme si calomnié a, du moins en ces circonstances, bien mérité du pays, et que sa présence d'esprit nous a sauvés de dangers terribles.

Si, de l'Hôtel-de-Ville, nous passons au boulevard des Capucines, au ministère des affaires étrangères, nous retrouverons encore notre grand poète aux prises avec des embarras inextricables pour tout autre que lui. Mon ami avait suivi le ministre et continuait de vivre dans son intimité la plus grande. Il ne le quittait ni jour ni nuit, connaissait tous les secrets de sa politique, assistait à tous ses actes et écrivait sous sa dictée. Personne ne serait mieux que lui capable de peindre le grand homme dans ce rude labeur d'un enfantement patriotique, de montrer cette grande intelligence s'agitant victorieuse au milieu de mille empêchements qui venaient l'assaillir. Je ne désespère pas de recueillir de

sa bouche assez de renseignements pour jeter quelque lumière sur un des faits contemporains les plus intéressants.

Lorsque la Renommée eut prêté toutes ses trompettes au grand écrivain, quand de toutes parts on s'apprêtait à le nommer président de la république, quand plusieurs millions de suffrages indiquaient un triomphe prochain, le héros de la popularité n'en devint pas plus fier, c'était impossible, mais il ne perdit pas non plus ce qu'il avait dans l'esprit de romanesque et de chimérique. Le positif ne l'envahit jamais, il resta dans ses nuages, dans ses illusions; il se laissa adorer sans descendre de son Olympe, et les faibles mortelles qu'attirait l'éclat de sa gloire le sollicitèrent vainement d'abaisser un regard jusqu'à elles. Il se passa alors des choses étranges. Le dévergondage des esprits envahit les cœurs; il n'y eut plus dans la société française de règle, de mesure, de frein; les plus tristes aberrations d'esprits malades se firent jour sans scrupule, et mon ami, le secrétaire intime du grand homme, put recueillir, par milliers, des lettres passionnées, adressées de toutes parts à celui qui semblait devoir bientôt gouverner la France. On s'étonne volontiers des fautes de ceux qui sont à la tête des nations, on voudrait que leur conduite fût à l'abri de tout reproche, que leurs mœurs restassent pures, et l'on ne tient pas compte des tentations qui les entourent. La vertu n'est facile que pour ceux qui n'ont pas à lutter contre l'occasion offerte de faillir. Les puissants de la terre sont l'objet des attaques incessantes d'un monde ardent à la poursuite de l'or et du pouvoir; chacun veut profiter des faiblesses d'un roi, d'un empereur, d'un ministre; quiconque est haut placé par son talent, par sa fortune, voit naître sous ses pas les tentations de toutes sortes, et il faudrait un cœur revêtu d'un triple acier pour résister aux traits qu'on lui lance de toutes parts. M. de

Lamartine n'est pas plus continent que Scipion, et cependant il se tint, dit-on, soigneusement à l'abri de ces appels si tentants. Je suis porté à lui en faire un grand mérite, car il est difficile de résister aux entraînements de la vanité, surtout en France.

On pourrait, à l'aide de renseignements très positifs, tracer une histoire piquante de ces folies coupables. Il reste, je le sais, des documents très authentiques sur ce chapitre réservé, mais j'espère que l'on aura la discrétion de les laisser dans l'ombre. On ne gagnerait rien à les publier.

Les fronts n'apprennent pas facilement à rougir dans certaines régions d'un monde aventureux. Salomon vit arriver près de son trône une femme que sa renommée avait séduite. Napoléon Ier dut résister à des avances formelles de la part d'une dame qui avait plus de génie que de pudeur. Pourquoi M. de Lamartine n'aurait-il pas aussi été l'objet de tentatives semblables?

4 décembre 1857.

Lundi dernier, après le dîner chez le chancelier, où, entre autres convives, figurait M. Cousin, un colloque très vif s'était établi entre ce célèbre écrivain et je ne sais quel autre personnage. Il s'agissait des prochaines élections à l'Académie française. M. Cousin dit assez haut : « J'ai mon candidat! » M. Pasquier, qui causait non loin de là, entendit la voix claire de M. Cousin, et s'approchant aussitôt, il lui demanda quel était ce candidat. « C'est le Père Lacordaire, » répondit le philosophe. Là-dessus, le chancelier, frappant le parquet de sa canne, lâche une bordée de son éloquence la plus vive, tire à boulets rouges sur M. Cousin et lui reproche ses éternelles dissidences, ses vues indisciplinées, sa folie de choix hétéroclites. « Vous, le roi des phi-

losophes modernes, vous allez nous amener un dominicain, plus tard un bénédictin, pourquoi pas un capucin?... » La sortie a été vive, très piquante. En ces occasions, M. Pasquier retrouve sans peine une ardeur juvénile.

Hier soir, M. Cousin, qui venait de dîner chez M. le duc Decazes, est arrivé à 9 heures et a été reçu par le chancelier avec une effusion d'amitié. M. Pasquier aime M. Cousin comme on aime un enfant terrible, et celui-ci est plein de tendresse et de déférence pour le chancelier. Il y a entre eux un vif échange de bons sentiments, une gaieté de propos qui ranime l'illustre vieillard, et c'est un singulier plaisir de les entendre causer.

Il est venu de nombreux visiteurs, entre autres M. Berryer, le célèbre avocat. On a lu tout haut le discours de la reine d'Angleterre à l'ouverture du Parlement sur quoi les hommes politiques ont fait des réflexions assez peu rassurantes : l'Angleterre est entrée dans une voie de réformes qui annonce de grosses affaires; les événements modernes lui donnent des leçons dont elle aura le bon esprit de profiter; il lui faudra nécessairement toucher à quelques parties de son antique édifice, et ces restaurations, si adroitement qu'on les fasse, entraînent quelquefois la chute de tout le reste.

A propos de je ne sais quoi, on est venu à parler de la fameuse bataille de Leipsick qui nous coûta si cher et qui marqua la première décadence de Napoléon. M. Pasquier, avec une sûreté de mémoire qui est prodigieuse, établit les principales phases de cette grande journée et indiqua très nettement les causes de l'insuccès. Le livre de M. Thiers fut mis en cause, et il fut démontré que le célèbre historien de l'Empire n'avait pas toujours raison dans ses récits. Il y a eu là un incident ridicule et fatal. L'empereur était malade, il n'avait pas la libre disposition de son

intelligence. Je ne sais quel grand personnage de l'époque, parfaitement au courant de cette affaire, a dit dans le temps que le salut de l'Empire a tenu à une gousse d'ail, l'empereur ayant été indisposé gravement par ce condiment. La perte d'une bataille fameuse amenée par un embarras d'entrailles !

Pour M. Pasquier, la cause première des revers a été la bataille d'Iéna. Jamais journée ne fut plus glorieuse. D'un seul coup, l'empereur écrasait ses ennemis, s'emparait de la Prusse, triomphait partout. Jusque-là, il avait facilement battu les Russes et les Autrichiens, mais alors il eut affaire aux troupes du grand Frédéric, aguerries, solides, et en un seul jour il écrasa cette armée fameuse. Ce succès inouï lui inspira une confiance en soi qui devait entraîner de grands malheurs. Soldats et officiers crurent dès lors à l'étoile impériale; de bonne foi ils se dirent invincibles, et cette présomption eut pour résultat des négligences que châtièrent des insuccès. Tout cela a été dit avec une fermeté de souvenirs, une précision de détails qui m'ont charmé.

M. le général de La Rue, qui a toute l'autorité nécessaire pour bien juger ces hautes questions, a abondé dans le sens du chancelier. M. de La Rue est le chef de la gendarmerie de France, inspecteur général, etc. C'est un homme distingué, et qui est fort aimé de M. Pasquier. Très attaché à la famille d'Orléans, il fut destitué en 1848, et le colonel Charras, qui était le bras droit de M. Arago, alors ministre de la guerre, se débarrassa bien vite d'un homme de cette valeur. Bientôt, le pouvoir devenant plus solide, Cavaignac redonna du service au général de La Rue et lui proposa même une mission secrète en Allemagne. Le général répondit aussitôt que jamais il n'avait caché ses épaulettes et qu'il ne pouvait accepter un emploi qui exigerait une pareille honte. La lettre, que j'ai lue, dit M. Pasquier, est un chef-d'œuvre de dignité, de fermeté et de con-

venance. Le gouvernement de l'empereur a eu le bon esprit de ne pas se priver des services d'un homme de ce talent et de cette expérience.

Tout récemment, M. de Lamartine, dans son *Cours familier de littérature*, a fait un article sur Béranger. Il prête à ce poète défunt des opinions étranges sur la nécessité de la dictature en France, et cet article a été relevé avec vigueur par M. Villemain dans le dernier numéro de la *Revue des Deux Mondes*. Le petit écrit du célèbre secrétaire perpétuel de l'Académie (que j'ai lu) est un vrai brûlot, jetant feu et flamme, tombant sur Béranger, sur Lamartine et bien plus encore sur le chef de l'Etat. Il est impossible d'être plus violent, de frapper d'estoc et de taille avec plus de furie et en même temps de déployer plus de talent de style et de logique. A son point de vue idéal et exclusif, M. Villemain a parfaitement raison, mais il s'en faut bien que les choses en pratique cadrent avec les données d'une thèse philosophique. On a parlé de cet article si véhément, et, comme toujours, les opinions ont été fort partagées. M. Cousin, qui est rarement de l'avis de tout le monde, a trouvé que son collègue n'était pas dans le vrai, qu'il oubliait un peu trop que, tout récemment, il était aux genoux du célèbre chansonnier, etc. Il y a toujours un peu de rivalité d'esprit entre ces deux personnages et ce n'est pas la première fois que je m'en aperçois.

Pendant que j'y pense, je veux consigner ici un fait singulier. Mme Simart, veuve de ce sculpteur si malheureusement tué en descendant de voiture, cette femme si belle, si charmante, vient d'entrer dans une maison de religion. Elle s'est faite hospitalière, je ne sais dans quel ordre, afin, dit-on, de racheter l'âme de son mari, mort sans absolution. Le fait m'a été raconté hier par une personne très digne de foi.

M. Emile Augier a la voix grave, sonore, et comme je lui en faisais compliment, en vue de son discours à

l'Académie, il m'a dit qu'après un quart d'heure de lecture il serait le seul à s'entendre. Je parle en dedans, m'a-t-il dit, et c'est un grand inconvénient dans ces circonstances. Son discours sera long, mais il espère pouvoir en élaguer beaucoup de choses quand M. Lebrun l'aura lu. Au reste, a-t-il ajouté, je suis bien persuadé que mon travail doit être un panégyrique. On ne peut critiquer en pareil cas. Buffon, dans son discours de réception, n'a pas prononcé une seule fois le nom de son prédécesseur. Voltaire n'est entré à l'Académie qu'après sept ou huit tentatives; il s'appliqua le vers :

Et j'avais cinquante ans quand cela m'arriva.

Lors de son élection, M. Augier a eu 19 voix contre 18, données à M. de Laprade. Victor Hugo est en exil; je ne sais quel autre était malade; l'assemblée était donc au complet. M. Guizot, qui vota pour Augier, dit : « C'est le candidat du plaisir. » M. Viennet, qui soutenait vivement la candidature d'Augier, disait devant lui et en présence de plusieurs de ses collègues : « Il est jeune, nommons-le, afin qu'on puisse dire qu'il y a encore à l'Académie un amoureux ! » « Alors, nous serons deux, » réplique vivement Augier en serrant la main de M. Viennet. « Oh ! pour moi, j'y ai renoncé depuis l'an passé ! »

— Une grande artiste, qui avait une grande antipathie pour une de ses rivales heureuses, disait, en parlant de Mme Alboni : « C'est un hippopotame qui a avalé un rossignol ! »

5 janvier 1858.

M. le chancelier Pasquier me disait :

« En 1812, lors de la conspiration de Mallet, j'étais préfet de police, et je fus bel et bien fait prisonnier.

Lors de son retour à Paris, l'empereur était furieux; il savait que pareille affaire pouvait se renouveler à la première occasion. Paris n'était pas gardé, il n'avait pour garnison que deux régiments portugais, qui ne connaissaient ni la ville ni la langue, de sorte que la sécurité du gouvernement était nulle. Cette affaire fut traitée en conseil; je fis l'exposition d'un plan destiné à remédier au mal. Je voulais rétablir une garde permanente, semblable à l'ancien guet à pied et à cheval, une sorte de maréchaussée, et le projet fut adopté. J'obtins la permission de choisir dans beaucoup de régiments des hommes d'élite, et je composai ce magnifique corps désigné sous le nom de garde municipale dont on a plusieurs fois changé l'étiquette, mais sans déranger son organisation.

« J'eus bien des obstacles à vaincre, et le principal fut d'abord dans cette condition première que la garde municipale resterait dans les attributions et sous les ordres du préfet de police. On ne saurait croire combien je dus lutter avec les autorités militaires commandant à Paris, mais je tins bon, et j'eus gain de cause. Je pris mes officiers dans deux régiments de gendarmerie qui avaient séjourné longtemps en Espagne, vrai corps d'élite et qui a rendu d'immenses services à Paris. C'est à eux qu'on doit la paix qui a régné dans la ville lors des deux invasions étrangères. Ces hommes sont doux, patients, prudents, comme il faut être avec la population parisienne.

« Un jour, aux Tuileries, le maréchal Mortier, qui commandait l'armée de Paris, me dit d'un air courroucé : « Eh bien, monsieur le préfet, vous faites de « jolies choses ! Si je rencontre dans la rue un de vos « gendarmes dont le chapeau soit de travers, je n'aurai « pas seulement la permission de le lui dire ! — Con« venez, maréchal, que si vous n'avez pas de reproche « plus grave à leur faire, ce n'est pas la peine de vous

« tourmenter. » Et voilà comment la garde municipale de Paris a été faite et commandée par M. le duc Pasquier.

8 janvier 1858.

La mort de Rachel a fourni ample matière à des histoires que je ne puis guère narrer. Elle laisse à peu près deux millions, qui vont revenir pour la moitié à son père et à sa famille; l'autre million est pour ses deux enfants, l'un reconnu par M. Colonna-Walewsky, et le second sans désignation officielle. Elle a donné six mille francs de rente à sa sœur Sarah et mille francs à sa vieille femme de chambre. Je serais bien surpris qu'il ne s'élevât pas quelque querelle entre le père Félix et les sœurs de Rachel. On verra probablement un procès jeter au public sa quote-part de scandale. Certaines familles juives sont insatiables. C'est une lourde charge de moins pour le Théâtre-Français, qu'elle a exploité âprement.

Jules Janin devait dire quelques mots sur la tombe de la défunte, mais comme il a un peu de goutte en ce moment, j'ai mis mon *veto* et il s'abstiendra. Le convoi est pour demain samedi, dit-on. Le discours sera prononcé par M. Crémieux, ami des Félix et juif comme eux.

Hier, parmi les convives de Jules Janin, il y avait un jeune homme qui s'occupe de diamants, de perles précieuses, et qui s'y connaît à merveille. Il appartient à l'une des premières maisons de Paris en ce genre de commerce. Voici une petite histoire assez piquante :

La princesse Mathilde a un collier de perles de la plus grande beauté et d'un prix énorme. Une dame de la haute société se mit en tête d'en avoir un pareil, mais impossible de trouver des perles de cette taille et de

cette qualité. Alors que fit-elle? On lui fabriqua des perles fausses, si bien imitées qu'il y avait à s'y méprendre. On mit à ce collier, qui valait bien trois à quatre cents francs, un fermoir où il y avait pour six mille francs de diamants. Ce collier fit un tel effet, il écrasa si bien celui de la princesse Mathilde qu'elle n'a jamais voulu porter le sien.

Les faux diamants, les fausses perles et les fausses turquoises sont chose commune dans le plus grand monde. Tout récemment, une grande dame est morte, et l'on évaluait ses diamants à 500,000 francs. L'estimation a prouvé qu'il y en avait pour 35,000 au plus. Un monsieur qui allait épouser une riche héritière veut faire remonter une parure de saphirs. Il se trouve que, sur vingt pierres, il y en a dix-huit de fausses, et le mariage se rompt à cause de cela. C'est très amusant à écouter ces histoires de floueries; la vanité de beaucoup de gens s'accommode à merveille de ces erreurs volontaires, destinées à jeter de la poudre aux yeux.

Samedi, j'ai dîné avec les époux Jules Janin, qui avaient assisté à la représentation de l'Opéra. Il est assez singulier que cette tentative d'assassinat contre l'empereur ait eu lieu justement lorsque celui-ci allait voir Mme Ristori dans *Marie Stuart*. Déjà une fois, pareil crime a été commis dans des circonstances analogues. On donnait un acte de *la Muette*, pièce où est figurée une révolution, dans laquelle Masaniello, le démocrate, triomphe; puis un acte de *Guillaume Tell*, où le héros libérateur de la Suisse tue le tyran Gessler; enfin, *Marie Stuart*, où une reine est décapitée, et, pour clôturer, le ballet de *Gustave*, où ce roi est assassiné au milieu des masques. Voilà une soirée caractéristique, destinée à des événements tragiques. En effet, avant le lever du rideau, un horrible massacre ensanglanta le seuil du théâtre.

22 janvier 1858.

A propos de l'attentat Orsini, qui a eu lieu le 14, M. Pasquier m'a fait lire une note qu'il a fait rédiger d'après des documents certains. La machine infernale de la rue Saint-Nicaise, dirigée contre le premier consul, tua vingt-deux personnes et en blessa une trentaine. On releva après l'attentat Fieschi seize morts et une vingtaine de blessés. Le nombre des victimes du 14 janvier dépasse de beaucoup ces chiffres. Il faut décidément craindre les sociétés secrètes. Nombreuses et fortement organisées, elles sont à peu près insaisissables, car elles n'écrivent rien, n'ont ni journaux ni réunions, les fractions dont elles se composent sont indépendantes les unes des autres, elles ne se connaissent pas et obéissent aveuglément. En voici la preuve.

Lors des dernières élections, quand le parti démocratique voulait faire un essai d'opposition, on mit en avant le général Cavaignac, Goudchaux, Carnot et quelques autres. Mais ces messieurs n'étaient pas assez avancés, assez purs, pour obtenir les suffrages des démocrates. Cependant, comme ce pis-aller était quelque chose, les chefs de la bande demandèrent aux meneurs des élections combien il leur fallait de voix pour assurer une élection de nuance républicaine : 1,200 voix pour celui-ci, 1,500 pour celui-là... et ce fut fait très exactement. Les chefs de la Marianne sont sûrs de leurs hommes; ils les font manœuvrer et voter comme il leur convient, et, à un moment donné, cette armée agira énergiquement. Il est certain que la Marianne a fait des progrès immenses en province. Un des députés de Louis-Philippe, M. Piscatory, disait à M. le chancelier que la Marianne comptait de nombreux affiliés même dans la Vendée. Il est certain que l'Anjou en est in-

festé. On l'a bien vu à Angers lors de la tentative des ardoisières.

Il est vraiment miraculeux que l'empereur ait échappé à cette grêle de mitraille qui pleuvait autour de lui. Le général Roguet a été grièvement blessé dans la voiture. L'empereur était penché vers lui et lui parlait quand la bombe a éclaté, et les éclats de fer ont atteint le général à l'épaule et au col et le chapeau de l'empereur a été déchiré. A ce propos, il y a eu un quiproquo bizarre et risible. Une dépêche télégraphique mal lue a donné lieu à la note suivante : «Le *roquet* de l'impératrice, placé sur le devant de la voiture, a été blessé.» Voilà un général transformé en petit chien. M. le chancelier rend toute justice à la fermeté de l'empereur, à son aplomb, à son coup d'œil si juste et si vif. Mais il est seul. Son entourage ne le garantit pas; il n'y a pas près de lui une tête de capacité; il fait tout. Son discours pour l'ouverture de la session législative s'en ressent. Il est trop long; il y a là bien des choses qui auraient dû être placées dans un rapport ministériel. Mais M. Billault est un homme d'esprit, dont le caractère n'inspire pas confiance, il a des antécédents politiques qui lui nuisent. De là, pour l'empereur, la nécessité de tout faire par lui-même, de tout indiquer, de tout dire.

Mon ami Jules Janin et sa femme étaient dans la salle de l'Opéra, et le spectacle qui s'en est suivi, l'aspect de la loge de l'empereur en face de laquelle il était placé, tout cela a produit un effet très considérable sur son esprit. Il faut dire qu'il est fort antipathique au gouvernement impérial, qu'il regrette surtout la liberté de la presse, et que sa qualité de journaliste le met dans une opposition même violente; ce qui est une fréquente occasion de disputes entre nous. Eh bien, ému par la grandeur de l'événement, il a mis dans son feuilleton de lundi dernier un petit compte rendu

de cette affaire, et il l'a fait en homme de cœur. On en a été très touché, dit-on, au Palais, et le *Journal des Débats*, menacé en raison de son opposition aigre-douce, a été bien heureux d'être soutenu par ces phrases habiles de Jules Janin. Ses amis politiques sont furieux contre lui de ce qu'ils nomment une défection, mais je suis enchanté de sa démarche, qui après tout est de simple bon goût et de convenance.

2 février 1858.

Séance de réception l'autre jour à l'Académie. Je trouve les discours bons, sentis, raisonnables. Si le talent n'y brille pas d'un éclat nouveau et saisissant, il y a, ce qui vaut mieux, un bon sens très louable et des appréciations justes. Emile Augier, que je connais de longue date, a été en 48 fort républicain; on a pu voir qu'il s'était bien amendé depuis. Quant à M. Lebrun, je trouve qu'il a fait un bon discours. Son petit mot en faveur de Béranger est une sorte de réparation faite par l'Académie à un homme qui avait assez de titres pour être un des quarante. On médira tant qu'on voudra du caractère de Béranger, de sa moralité privée, mais on ne détruira pas le génie qui brille en lui, la fécondité poétique de son esprit, l'admirable concision de son vers, l'éclat de son style, la grandeur de ses idées, le véritable lyrisme de son œuvre. Il y a là cent fois plus de mérite qu'il n'en faut pour entrer à l'Académie, et cette compagnie se fût honorée en l'accueillant. M. Lebrun, dans sa position officielle de jeudi dernier, et comme ami particulier du poète, avait toute l'autorité nécessaire pour réparer un oubli fâcheux. C'est une réparation tardive, mais enfin la voilà, et j'y applaudis de tout cœur.

7 février 1858.

M. Billault, ministre de l'intérieur, a donné sa démission. Voici les on-dit sur ce grand événement. L'attentat du 14 janvier a mis en doute l'habileté de la police. Le ministre de l'intérieur doit avoir une police à Londres, afin de savoir très exactement ce qui se passe dans cette grande ville. Les réfugiés politiques, tels que Pietri et Orsini, doivent être l'objet d'une surveillance rigoureuse. Or tous deux sont venus à Bruxelles, puis à Paris, sans qu'on en ait rien su, et il a fallu des circonstances très particulières, un pur effet du hasard, pour que l'on fût sur les traces de ces hommes dangereux.

Par suite de l'attentat, le gouvernement a cru devoir prendre des mesures sévères; des lois répressives ont été élaborées, portées au Conseil d'Etat, et dans cette affaire M. Billault a déployé un zèle qui a eu beaucoup d'éclat et même d'inconvénient. Il a porté dans la discussion de ces lois une âpreté qui a surpris bien des gens, et M. de Parieu entre autres, vice-président du Conseil d'Etat, combattant les opinions du ministre, a dit, paraît-il, hautement que le ton de M. Billault rappelait les violences de la Convention. Les projets de loi présentés ont été amendés de la main de l'empereur; lui-même a biffé certaines dispositions par trop rudes, et, nonobstant, ces lois n'ont passé qu'à une très faible majorité. L'empereur a un tact parfait pour ces sortes de choses, il tâte la fibre populaire, il sent tout de suite les répugnances qui se manifestent dans la masse; on dirait qu'il circule au milieu des groupes, qu'il sait en quoi certains projets sont antipathiques à la nation, et il s'arrête aussitôt sur la pente où l'on veut le pousser. Il est certain que l'annonce de mesures restrictives de la presse, de lois tendant à placer en suspicion bien des

personnes, a heurté sensiblement l'opinion, et, dès lors, les projets rigoureux ont dû être adoucis. L'empereur a senti également que le nom de M. Billault faisait un mauvais effet au bas de ces textes. Tout le monde parlait assez durement d'un ministre compromis dans tant de circonstances diverses et opposées, et l'on reportait sur ce personnage une assez grande partie de l'odieux de ces mesures presque inquisitoriales. Il est résulté de tout cela que la position de M. Billault s'est trouvée fort ébranlée, et l'on dit que M. Mocquart, chef du cabinet de l'empereur, a été chargé de demander au ministre sa démission. Voilà l'histoire de cette révolution intérieure, chose rare dans le gouvernement de l'empereur, car il tient à ceux qui l'entourent et a la plus grande peine à changer ses chefs de service. Quoi qu'il en soit, tout le monde est aux aguets pour savoir quel sera le successeur. Personne ne plaint le ministre disgracié. M. Billault est un homme d'esprit, un avocat habile, il a beaucoup de talent, mais on lui reproche les écarts de sa vie politique. Il a soutenu des thèses si antipathiques, il a donné une si faible opinion de ses principes, de ses convictions, que, même en un temps où la fermeté de conduite est si rare, on le cite comme un parfait modèle de l'homme ambitieux qui veut parvenir à tout prix. Que ne restait-il président du Corps législatif? C'est un beau poste, parfaitement en rapport avec sa capacité. Mais la soif du pouvoir l'a entraîné; et les circonstances ont mis ses défauts en un fâcheux relief. C'est du reste un homme charmant, que je connais depuis de longues années, avec lequel j'ai dîné souvent; il est on ne peut plus aimable; il a été excellent pour sa pauvre femme; pas de père plus tendre, pas d'homme plus obligeant, mais un ministre n'a que faire de ces qualités de l'homme privé, il faut d'autres vertus, et c'est de ce côté-là qu'il pèche. Je l'ai vu, il y a huit ou dix jours, à la première représenta-

tion des *Désespérés* à l'Opéra-Comique. Il était là, en grande loge, avec une certaine Mme G..., bien connue pour l'empire qu'elle exerce depuis longtemps sur lui. Il est peu d'hommes politiques qui aient amassé autant de haines. Le parti libéral auquel il a appartenu ne lui pardonnera jamais sa défection.

J'ai vu une chose dont il est bon de garder le souvenir. Après les Cent-Jours, quand les alliés se partageaient en quelque sorte notre pauvre France et que M. le duc de Richelieu luttait énergiquement contre les envahissements de nos vainqueurs si peu généreux, il se passa un fait bien digne de mémoire. L'empereur Alexandre, ayant sous les yeux une carte de France sur laquelle nos ennemis avaient indiqué tout ce qu'ils voulaient nous ôter, discutait avec M. le duc de Richelieu la convenance de ce projet. La carte était teintée en noir dans une zone allant de l'est au nord, et comprenant toutes les conquêtes de Louis XIV, la Franche-Comté, la Lorraine, l'Alsace, la Flandre. Nos chers alliés s'arrangeaient de ces belles provinces, mais l'empereur Alexandre ne secondait pas leurs projets. Il donna cette carte au duc de Richelieu, en lui disant : « Monsieur le duc, voilà ce que les alliés voudraient vous ôter... Il ne manque à cela que ma signature... je vous jure que je ne la donnerai jamais ! » Cette carte est entre les mains de M. Pasquier, elle porte écrite en marge cette conversation si grave, si importante. La pièce a été donnée à M. Pasquier par le duc lui-même. Je l'ai vue, examinée avec un vif intérêt, et je suis bien aise d'en consigner ici une mention expresse. Notons que M. de Richelieu, qui a rendu en cela un si grand service à la France, a été payé de la plus noire ingratitude.

8 février 1858.

On parle des personnes qui doivent remplacer M. Billault au ministère. Le *Moniteur* de ce matin annonce que le général Lespinasse est nommé. Ce général est aide de camp de l'empereur, et je n'ai rien ouï dire de lui, si ce n'est qu'il a commandé la triste expédition de la Dobroudja. Nous voici sous la direction d'un militaire. Espérons qu'il ne maltraitera pas le civil.

20 février 1858.

Hier, M. le chancelier, en homme grave et régulier, nous a servi un festin somptueux, mais absolument maigre, et je cite cela comme une rareté. Des poissons de toute espèce, des œufs déguisés, des légumes, des fruits, crèmes, etc. Il n'y avait rien qui ne fût orthodoxe. Aussi en ai-je pris ma part le plus dévotieusement possible, tout en regrettant un peu, je l'avoue, un aliment plus en rapport avec mes goûts. La soupe et le bouilli m'auraient paru plus agréables que ces plats si nombreux, si savants, ce superflu où il y a si peu d'humilité et de pénitence. Je ne puis m'empêcher de regarder ce procédé à l'usage des riches comme un déguisement, une dérogation à l'esprit de la chose instituée.

— Nos rapports avec l'Angleterre sont fort tendus. Les Anglais se montrent en ce moment assez doux, parce qu'ils ont grand besoin de nous. Il leur pèse sur les bras tant de mauvaises affaires qu'ils ont tout intérêt à nous ménager. De là ces lois protectrices si absurdes qu'ils consentent à modifier sur notre demande. La Belgique en fait autant parce qu'elle a peur. Tous les petits Etats rhénans ne sont pas plus fiers; le lion français pourrait bien étendre la griffe jusqu'à eux; aussi se tiennent-ils cois.

Nous sommes en ce moment au mieux avec le roi des Deux-Siciles. Il faut absolument enlever aux Anglais tout prétexte d'agiter la Sicile, dont ils ont toujours envie de s'emparer, afin de battre en brèche nos possessions africaines.

Comme je demandais quelle avait été la pensée du mariage entre la fille aînée de la reine d'Angleterre et le prince royal de Prusse, le chancelier m'a dit qu'il n'y avait rien de politique là dedans; que désormais les mariages princiers avaient perdu toute importance, que c'était là un des plus grands changements survenus dans la politique européenne. Pendant bien des siècles, les familles royales s'allièrent à celles qui leur offraient le plus d'affinités politiques. Ainsi la France et l'Espagne avaient tout intérêt à s'unir; le Piémont, la Sicile, étaient de même nos alliés naturels. La Révolution de 89 a brisé ces antiques traditions, et les Etats, en s'isolant, ne cherchent plus que les avantages matériels du voisinage. C'est là une des conséquences les plus graves des révolutions modernes et de la destruction du droit divin en France. Il tend, d'ailleurs, à disparaître chez les autres nations.

M. le chancelier m'a communiqué l'autre soir des pages inédites du roi de Prusse, appréciations très mordantes mais fort justes sur les Français. Le grand Frédéric observe que la noblesse française est ignorante de tout; elle ne songe plus à soutenir son prestige de classe par des mérites individuels, et il attribue ce changement au fameux système financier de Law. Tout le monde a voulu devenir riche, et surtout promptement riche; on n'a plus tenu compte que de la fortune, des jouissances matérielles qu'elle procure; de là cet amoindrissement de la valeur des hommes. — Ce passage, qui est long de plusieurs pages, est plein de raison, de sens, et il s'applique merveilleusement à notre situation actuelle. Nos gros financiers, champi-

gnons d'or poussés sur le fumier de l'agiotage, sont aujourd'hui les rois du monde; on disait l'autre jour qu'un certain prince de La Trémouille devait épouser la fille de Mirès, absolument comme le fils de Pereire épousait une princesse de sang royal. L'argent comble toutes les distances, et l'on doit s'attendre à voir en ce genre des choses incroyables.

— J'ai vu chez moi, l'un de ces jours, le plus fort contribuable de France. Il paye chaque année au gouvernement un million 500 mille francs. Il se nomme M. Crespel-Dellisse, et c'est à lui qu'on doit l'industrie de la fabrication du sucre de betterave. Il a entrepris cette affaire en 1809, et il est encore gaillard, comme il sied à qui fait mouvoir un monde. J'aime ces hommes qui savent créer, conduire, qui produisent d'immenses richesses et exercent une influence souveraine sur les populations. C'est là une idée française, et je suis enchanté d'avoir vu la tête d'où elle est sortie. La physionomie est belle et intelligente.

Aujourd'hui samedi, je dîne chez M. Ach. Scribe, un excellent homme, fort attaché à la famille d'Orléans; il était membre du conseil privé de l'ex-roi et l'un de ses exécuteurs testamentaires. Singulière chose que le monde parisien, bizarre réunion de contrastes en tout! Les opinions les plus diverses se coudoient dans les salons, on y rencontre côte à côte les représentants des partis les plus opposés, et tout cela vit ensemble, grâce à l'esprit de tolérance, ou plutôt à la lassitude, qui fait que l'on n'a plus le courage de batailler pour des intérêts qui s'effacent chaque jour.

20 mars 1858.

J'ai vu hier M. Pasquier, que la grippe rend fort malade. Il est d'une faiblesse excessive, à ce point qu'il a réellement de la peine à vivre. Il lui serait si facile

de mourir, qu'on ne comprend guère comment il vit. Mais j'espère qu'il se tirera d'affaire. Il échappera par son défaut de résistance. Donnez donc un coup de sabre à un oreiller, et vous verrez quel mal vous lui ferez. C'est le secret de la longévité de certains vieillards qui semblent oubliés parmi nous. Mme de Boigne est aussi fort malade, et il se pourrait que ces deux amis finissent en même temps, réalisant la légende de la fidèle Baucis et du vieux Philémon.

— Qui sait si, un jour, l'histoire anecdotique de M. de Lamartine ne viendra pas expliquer enfin cet homme si bizarre, si diversement jugé et apprécié par ses contemporains. En feuilletant ces mémoires secrets, on trouvera bon nombre de faits authentiques et caractéristiques, et puisque j'ai commencé la biographie du grand poète, je crois devoir y ajouter un chapitre, peut-être le dernier, car, au train dont il va, je ne crois pas qu'il puisse aller longtemps.

Vers la fin de l'année dernière, une ardeur de spéculation s'étant de nouveau allumée dans cet esprit, il en résulta d'immenses achats de vins de son pays. Les vignerons disaient entre eux : « Il ne marchande pas, il prend à tout prix. A-t-il donc l'intention de ne pas payer ? » Et puis la baisse est venue, il a fallu vendre au-dessous des prix d'achat, et tellement que le pauvre homme a vu se réaliser une perte énorme. On parle de trois millions. Il y a un mois, croyant se relever, il a demandé de l'argent à ses libraires. Il avait compté sur le renouvellement des abonnés à ses *Entretiens littéraires*, et, de ce côté encore, il a éprouvé le plus cruel désappointement. De vingt-cinq mille souscripteurs à 20 francs, il est tombé à un chiffre minime. La source abondante des pièces d'or s'est tarie et les gens qui comptaient sur cette ressource se sont trouvés privés de leur argent. De là des embarras énormes, et le flot des créanciers est devenu menaçant. Accablé sous

cette montagne de papier timbré, il a fallu s'exécuter enfin, et voici le résultat de cette extrémité.

On a nommé à Mâcon un comité qui a pris les devants, un autre comité s'est formé à Paris, et hier on a résolu de tenter une souscription nationale. Si le gouvernement ne s'y oppose pas, on va faire un appel au peuple français, mais le peuple français répondra-t-il? M. de Lamartine, toujours optimiste, pense que la somme de deux millions sera souscrite sans la moindre difficulté. Il vendra ses biens, il voulait les mettre en loterie, mais cela n'est pas permis chez nous. Son patrimoine vaut bien quinze cent mille francs, de sorte qu'il y a là deux moyens plus que suffisants de liquider cette faillite. « Cela fait peine à voir, me disait hier un ami du poète; il est profondément affaibli, malheureux, sa santé s'en va, et cependant l'illusion lui reste. Il rêve de triomphe, de gloire. L'argent va pleuvoir sur sa tête, et une éternelle jeunesse va briller sur son front. Les petits journaux le tyrannisent. *Le Figaro* disait que de sa lyre il avait fait une tirelire... En dépit de ces déboires qui se multiplient, le poète lutte avec énergie. Cet effort inutile est un spectacle navrant. »

M. de Lamartine a 25,000 francs de pension viagère du gouvernement turc; sa femme a une pension inaliénable de 6,000 francs. Eléments d'une fortune médiocre, qui sont une goutte d'eau pour ce gosier brûlant où ses fleuves disparaissent engloutis. On affirmait hier, au comité de Paris, que M. de Lamartine a gagné cinq millions avec sa plume. Alexandre Dumas n'est arrivé qu'à trois millions. Ils sont, d'ailleurs, aussi bien ruinés l'un que l'autre.

On a demandé à M. Rouland si le gouvernement ne s'opposerait pas à la souscription nationale. A son avis, ce moyen n'aura aucun bon résultat. Les légitimistes détestent le poète transfuge. Les orléanistes

n'oublient pas qu'il a abandonné Mme la duchesse d'Orléans dans le moment le plus critique et lorsqu'il avait promis de la soutenir. Les républicains rouges ne peuvent lui pardonner de les avoir arrêtés lorsqu'ils allaient proclamer la loi des suspects et user du couteau. Enfin, M. Rouland pense que M. de Lamartine ferait mieux de s'adresser directement à l'empereur. Notez que l'empereur, depuis trois ans, a souscrit pour mille abonnements aux *Entretiens littéraires* du poète, c'est-à-dire 20,000 francs par an. Nous verrons comment cela va tourner, mais je crains bien que la catastrophe financière ne soit complète et ne hâte quelque autre malheur en perspective. Cette belle vie aura été gâchée à plaisir. On verra tomber peu à peu dans la misère un homme qui aurait dû être comme un objet d'orgueil pour la France. Mais la vanité est venue tout détruire, la folie est souveraine de ce cerveau si riche en belles pensées et au milieu duquel il ne se trouve pas un grain de bon sens.

A noter que, pour faire une souscription nationale, il faut imprimer à un million d'exemplaires l'espèce de manifeste qui a été rédigé hier, il faut des annonces, et une petite somme de 30,000 francs est nécessaire pour mettre la chose en train. Où prendre cette somme? Il se trouve un imprimeur qui veut bien faire les avances de papier et de tirage, de poste même; mais que résultera-t-il de tout cela?

1er avril 1858.

J'ai trouvé chez M. Pasquier le vieux comte de Rambuteau, qui m'a fait le meilleur accueil. Je n'ai passé chez lui que quelques heures, et il se souvient à merveille de mon nom et de ma voix. Il est tout à fait aveugle et se fait conduire par un domestique. Mais c'est encore là un de ces vieillards de l'ancienne roche,

bons et doux, polis et indulgents, enfin des modèles de la bonne compagnie française comme on n'en voit plus guère.

Il m'a parlé de M. de Lamartine, et en termes très positifs. Le poète a acheté aux vignerons du Mâconnais huit mille pièces de vin à 124 francs la pièce, payables en un an. Pressé par un besoin d'argent, il a revendu ce vin à 75 francs la pièce; ce qui cause une perte considérable. Et puis il a fait des billets venus à échéance, mais non payés; de sorte que le monsieur est bien et dûment en faillite. Ses amis de Mâcon ont constitué une sorte de conseil de famille, ils ont mis le poète en tutelle. On va ouvrir la souscription nationale; l'empereur y met son nom en tête, le gouvernement tout entier suivra l'exemple, et, à l'aide de ces moyens vainqueurs, on pourra bien arriver à une grosse somme. Mais cet argent sera remis au conseil de tutelle, qui vendra les biens du poète écervelé. Peut-être seulement lui laissera-t-on l'usufruit de sa terre de Monceau, là où je suis allé avec J. Janin. Ces renseignements sont précis et forment le dernier chapitre de l'histoire pittoresque de notre héros.

3 avril 1858.

M. Leverrier, fameux astronome, est assez rude; il fait de la politique un peu comme Arago, et ses antipathies sont violentes. Un jour, entrant à la bibliothèque de l'Institut, où se trouvait M. Villemain, l'astronome ne salue pas ce dernier. M. Villemain, non moins vif dans ses opinions, dit à M. Leverrier : « Avez-vous connu Lalande? — Non, dit l'autre. — Eh bien, votre confrère Lalande, l'astronome, était fort poli, je l'ai connu, moi, il était très poli! » Et M. Villemain tourne le dos à M. Leverrier, le plante là tout interloqué de cette apostrophe.

14 avril 1858.

J'ai dîné dimanche chez le chancelier avec des intimes. J'ai recueilli quelques anecdotes, et par exemple ceci : M. de Chateaubriand avait la singulière habitude de donner audience (quand il était ministre des affaires étrangères) à ses ambassadeurs dès le matin et pendant sa toilette, qui durait bien deux heures, et voici comment. Le célèbre écrivain, dans un déshabillé des plus dépourvus d'élégance, se faisait la barbe, se barbouillait de savon, se rasait un peu, puis, emporté par la conversation, oubliait le reste, se promenait dans sa chambre, gesticulant avec ce susdit rasoir, et plus tard reprenait et le pinceau à barbe et le savon, puis recommençait le même manège. C'était fort plaisant, fort bizarre, et l'on savait que c'était le bon temps pour obtenir une audience utile. Il a fait beaucoup de grandes choses le rasoir à la main, — comme Figaro.

M. de Talleyrand, plus grand seigneur de l'ancien régime, se faisait accommoder (c'est le mot consacré) par son valet de chambre, mais il recevait de nombreuses visites pendant cette toilette, qui durait fort longtemps. Ses amis avaient leurs entrées dans ce sanctuaire de vieille coquetterie et bien des choses intéressantes se passaient dans ces entrevues. Un jour, un M. de X..., curieux d'avoir un renseignement sur la contemporaine (Ida de Sainte-Edme) qui, dans un livre scandaleux, a dénoncé ses faiblesses avec les grands personnages de l'époque, voulait savoir si le prince avait réellement connu cette femme un peu effrontée.

M. de Talleyrand dit : « La contemporaine, qu'est-ce que c'est que ça, Joseph (c'était le nom du valet de chambre du prince) ? Joseph, ai-je connu cette femme ? — Oui, monseigneur, et beaucoup ! » répliqua Joseph. Et chacun de rire.

Nous voici en 1858, il y a vingt ans que le prince de Talleyrand est mort, et l'on sait qu'il avait voulu que ses Mémoires ne parussent que vingt ans après sa mort. Les publiera-t-on? Il est peu probable que Mme la duchesse de Dino, sa nièce, dépositaire des manuscrits, permette l'impression de ces choses qui seraient si intéressantes. On dit qu'ils ont été rédigés sous la dictée du prince par M. de Bacourt. Il y a aussi un M. de La Besnardière qui était un des écrivains au service du prince, ainsi que M. d'Hauterive et autres. M. de Talleyrand était bon pour ses intimes, il a fait la fortune de plusieurs d'entre eux par des affaires en Allemagne lors de la sécularisation de certains biens, principautés et autres.

15 avril 1858.

M. Guizot publie ses Mémoires, il a mis dans sa préface qu'il les publie de son vivant pour pouvoir répondre de ses paroles, de ses jugements; il a raison, car les Mémoires du maréchal Marmont, qui contiennent beaucoup de calomnies, sont jugés très sévèrement. Il n'est plus là pour prendre la responsabilité de ces actes. Cependant, on trouve dans ce premier volume de M. Guizot un fait que j'ai entendu contester par des personnes bien informées. L'auteur raconte, à propos de la révolution de Juillet, que M. Pozzo di Borgo aurait trouvé le roi Charles X étudiant l'article 14 de la Charte. Cette anecdote est controuvée. Charles X n'étudiait rien du tout, et l'eût-il fait, il n'en eût certainement pas fait confidence à M. Pozzo qu'il détestait et ne voyait jamais comme homme privé. Ces sortes de récits n'ont rien d'authentique, ils sont arrangés après coup, de pure invention, et ne résistent pas à la critique exacte.

21 avril 1858.

J'ai noté quelques faits sur l'empereur. Voici un récit détaillé de son entrevue avec des personnes qui me touchent de près, et bien que cet entretien ait roulé principalement sur des choses scientifiques, cependant il y a eu des incidents remarquables et je ne peux pas les omettre dans mes procès-verbaux à plume volante. Donc mon beau-père et son fils Edmond ont eu l'autre jour une audience de l'empereur. Il s'agissait de lui présenter un nouvel ouvrage important sur des matières qui intéressent fort Sa Majesté. Les deux Becquerel ont été reçus et la conversation a été longue. Vous savez que l'électricité joue dans l'industrie et ailleurs encore un rôle capital, et comme mes deux Becquerel sont passés maîtres en pareille matière, l'empereur voulait leur adresser bien des questions sur ce sujet. En voici une, entre autres :

— Le combustible est cher, il peut devenir rare, et, *en cas de guerre*, l'Angleterre et la Belgique nous manquant, on pourrait se trouver fort embarrassés. La marine à vapeur exige du charbon de terre en quantité, les locomotives en dévorent beaucoup; ne serait-il pas possible de trouver ailleurs une source de chaleur capable de remplacer les mines et les forêts?

— Sire, il y a longtemps que je pense à cela. L'électricité seule peut nous venir en aide, mais, jusqu'ici, elle coûte trop cher. Un cheval-vapeur coûte, par le charbon de terre, 2 francs par jour. La même force produite par l'électricité revient à 40 francs. Il faut donc stimuler l'industrie pour avoir la chose à bon marché; on pourra alors décomposer l'eau en grand et fournir de la vapeur à bas prix.

Mais laissons là la science trop abstraite, et voyons un chapitre moins sérieux.

L'empereur a dit à mon beau-père :

— Vous autres savants, vous vous piquez d'incrédulité à l'égard de tout ce que vous ne pouvez expliquer. Et cependant, après l'électricité, après le magnétisme terrestre, n'y a-t-il pas aussi un peu de magnétisme animal?...

Et comme mon beau-père souriait :

— Vous ne croyez à rien en ce genre, et cependant voici un fait dont j'ai été témoin : l'an dernier, à Plombières, me promenant avec le général Lespinasse, nous passions devant un jardin qui nous sembla charmant. Il y avait là deux dames qui se promenaient. La porte s'ouvrit; nous entrâmes dans le jardin. La conversation s'engagea et bientôt, près d'un cabinet de verdure, nous trouvâmes une table fort élégamment servie. Et comme ces dames nous avaient priés de nous asseoir, Lespinasse et moi, tous deux du même côté et les deux dames de l'autre, je dis qu'il valait mieux que chacun de nous fût à côté d'une dame; mais, comme elles s'étaient levées, la table se mit à suivre une des dames. Elle entra dans le cabinet de verdure; la table suivit. Et je n'ai pu voir aucun agent capable de produire ce mouvement.

M. Becquerel a répondu ceci :

— Sire, ces sortes de phénomènes qui surprennent ont le grand inconvénient de ne pouvoir se reproduire à volonté. Il faut des circonstances particulières qui ne se retrouvent plus quand on veut constater le fait scientifiquement. Jamais, devant la commission nommée par l'Académie des sciences, on n'a pu voir ces mouvements de corps inanimés, et bien des hommes sérieux ont offert vainement de grosses sommes à ceux qui pourraient produire un de ces miracles que beaucoup de personnes ont cru voir.

L'empereur a parlé de ce fameux Hume qui a fait tant de bruit à Paris pendant les deux derniers hivers, et qui aujourd'hui a perdu son fluide et même quelque

chose avec. On s'étonnera peut-être de trouver l'empereur crédule à ce point; mais ces faiblesses sont une maladie de l'esprit humain, et aucune position sociale n'est à l'abri de cette infirmité contagieuse.

— M. le chancelier nous a raconté l'affaire des marchés Ouvrard, l'incapacité des chefs de l'expédition en Espagne, comme quoi rien n'avait été préparé pour cette campagne et comment, pour ne pas laisser tomber la responsabilité de ces fautes sur le duc d'Angoulême et sur le duc de Bellune, alors ministre de la guerre, on fut obligé d'en passer par où en voulurent des traitants qui gagnèrent des sommes énormes sur les marchés nécessaires. Tout cela n'est pas d'un bien vif intérêt historique, mais ce sont bribes de Mémoires particuliers que ne ramassent pas les grands écrivains modernes.

11 mai 1858.

A propos de la souscription Lamartine, on dit qu'il y a des cœurs jeunes et passionnés pour les *Méditations*. Je connais une jeune personne qui, depuis l'ouverture de la souscription, consacre une partie de la petite somme qu'on lui donne chaque mois pour ses menus plaisirs à cette œuvre pieuse, et qu'elle pleure au récit des misères de cet homme dont elle admire les œuvres. Cela est bien ingénu, bien gracieux, et je ne répondrais pas qu'il n'y eût en France bon nombre de cœurs tout aussi sympathiques que celui-ci.

Mais où va cet argent si pieusement offert par des mains pures? Le croira-t-on? On sait que beaucoup de ces offrandes arrivent directement au poète, les demoiselles savent son adresse rue de la Ville-l'Evêque, elles se font un plaisir d'envoyer ces petites sommes sous le couvert de M. de Lamartine; elles y joignent quelques mots de sympathie, quelques douces phrases échappées

à leur enthousiasme, et le poète recueille le tout avec un plaisir marqué. Ces souscriptions ne vont pas à la caisse centrale, elles ne figurent pas sur le livre de recette, M. de Lamartine, dit-on, se vole lui-même, et la commission de tutelle n'en est pas saisie. C'est ce que me racontait en riant un des amis du grand homme, et l'on semblait trouver cela tout naturel. Singulière aberration d'un si grand esprit!

19 mai 1858.

Je m'amusais hier en entendant M. Crémieux désignant Blanqui sous le nom de *factieux*. Tous les révolutionnaires arrivés au pouvoir ne se souviennent plus qu'ils étaient eux-mêmes des *factieux* à l'égard du gouvernement qu'ils ont renversé. M. Guizot était aussi un *factieux* sous le roi Charles X, et dans cette poursuite ardente des compétiteurs du pouvoir chacun accuse le nouveau venu qui veut sa part de royauté.

Tout homme devenu ministre demande qu'on le laisse accomplir son œuvre, il voit un ennemi dans tout ambitieux qui se dispose à suivre la route qui mène au pouvoir, route éternellement ouverte à tout esprit ardent qui veut jouer un rôle dans le gouvernement des Etats. «Laissez-moi faire. Me voilà le maître de la situation, je vais donner des places à mes amis, je conduirai les affaires de façon à plaire à tout le monde, sinon je sévirai avec énergie contre les mécontents.» Voilà au juste l'histoire de nos amateurs de gouvernement représentatif, vous en connaissez plus d'un qui a tenu ce langage et peut-être sont-ils de bonne foi; les insensés!

On a beaucoup parlé chez Mme de Boigne de la reine des Pays-Bas. Elle a du mérite, dit-on, elle est curieuse, instruite, elle part tous les matins à huit heures des Tuileries, bien conduite par un guide

expert, elle visite tout ce qui en vaut la peine. Elle a voulu voir un grand nombre de personnages distingués, hommes de lettres, savants, artistes, et elle se plaint de ce que la cour actuelle avec les personnages officiels est fort peu riche en célébrités. C'est une femme encore jeune, robuste; elle est mariée à un homme qui, sur le trône, vit comme un goujat; aussi ne jouit-il d'aucune considération à la Haye, tandis que la reine est entourée de respects. Voilà ma petite récolte d'hier soir.

Quand le duc de Malakoff a été nommé à l'ambassade de Londres, il a dit à l'empereur : « Vous voulez m'envoyer en Angleterre, je le veux bien, mais je crois devoir prévenir Votre Majesté que si je rencontre quelques-uns des membres de la famille d'Orléans, je ne faillirai pas au sentiment de reconnaissance que je leur dois. — Soit, » dit l'empereur.

En effet, il y a huit ou dix jours, le maréchal sortait de son hôtel, en voiture, en assez grand appareil; un équipage passa près du sien, et les personnes qui étaient dans cette voiture, apercevant les uniformes français, saluèrent aussitôt. Le duc demanda qui saluait ainsi; on lui dit que c'étaient M. Bocher et le duc d'Aumale. Le maréchal ordonna à son cocher de hâter le pas, et quand les deux équipages se trouvèrent côte à côte, le maréchal se leva, salua le prince en lui demandant vivement des nouvelles de sa santé. Il y eut un échange de civilités très empressées. Le prince dit au maréchal qu'il était bien aise de le voir en Angleterre.

A quelques jours de là, un personnage anglais donna un dîner d'une dizaine de couverts, et il invita le duc d'Aumale et le maréchal Pélissier qui se retrouvèrent dans une intimité très complète. On a fait beaucoup de commentaires sur ces entrevues. Le maréchal doit beaucoup de gratitude au prince; il a servi sous

ses ordres, ils ont eu de ces rapports qui lient fortement les militaires, il ne faut donc y voir autre chose qu'un sentiment fort naturel.

13 juin 1858.

Je causais hier soir avec mon cher J. Janin. Balzac est venu sur le tapis, j'ai fait un éloge très vif du travail tout récent de M. Théophile Gautier sur la vie et le caractère de ce personnage. Comme j'ai connu très particulièrement le grand Balzac, j'ai pu apprécier l'œuvre du critique, et je déclare que rien de plus vrai n'a été publié sur cet écrivain. J'ai ajouté que son caractère intime avait été très finement étudié par l'auteur de la notice et que les plus grands amis de Balzac n'avaient pas pénétré plus avant dans les secrets de sa pensée. Balzac accaparait tout ce qui entrait dans son orbite; il avait une singulière force d'attraction, il était jaloux de ses amis et ne tolérait pas de partage. C'est ainsi que j'ai dû cesser de le voir dès qu'il a su ma liaison avec J. Janin. Chose remarquable! Ces deux hommes n'ont jamais eu entre eux la moindre relation; ils ne s'aimaient pas. Un jour, Balzac, dans un de ses élans de grand enthousiasme pour l'avenir qu'il rêvait, s'écriait : « J'aurai une fortune immense, des millions à effacer Rothschild, j'aurai un palais de marbre et d'or, je recevrai les plus nobles personnages, je donnerai des dîners somptueux, des concerts magnifiques, tout le monde viendra chez moi, Janin seul n'y viendra pas, et il en crèvera de dépit! »

Il fallait entendre Balzac développer ce thème, son imagination féconde créait des merveilles, perles et diamants ruisselaient de ses lèvres, jamais les rêves des *Mille et une nuits* n'avaient enfanté tant de miracles, et puis tout à coup on arrivait à une chute presque grotesque, à une pasquinade, et l'on riait aux

éclats. Il est à noter que J. Janin a toujours fait le plus grand éloge du romancier; mais comme les œuvres dramatiques de Balzac n'ont jamais eu que peu de succès, il s'en est pris au critique du *Journal des Débats*, et de là des rancunes interminables.

29 septembre 1858.

M. le chancelier est de retour à Paris depuis huit jours. Vendredi dernier, il est venu chez moi aux Sourds-Muets. Comme je lui racontais une de mes dernières excursions, il compléta mon récit par quelques notes très intéressantes.

— Breteuil? Il y avait là une forêt qui a servi à payer à M. Laffitte la grande part prise à la révolution de Juillet. Le roi Louis-Philippe ne pouvait se dispenser d'acheter ce gros morceau pour remettre à flot le banquier libéral. — Verneuil? Il y a eu aux environs une belle dame dont les opinions politiques exaltées m'ont donné bien du tourment, quand j'étais préfet de police; heureusement qu'elle était galante et que ses amoureux la ramenaient à la raison. — Courteille? Il y avait là un magnifique château appartenant à la femme de M. le duc de Richelieu. Le duc habitait la Russie pendant que madame résidait en France. C'était une personne excellente, charitable à l'excès et qui était adorée de tout le monde. — Il ne reste pas une pierre de ce superbe domaine; il a été acheté par un chaudronnier qui l'a démoli, a coupé les arbres et a vendu en détail les terres avoisinantes.

Dreux? Le roi Louis-Philippe, lors de la révolution de Février, s'en alla à Dreux pour revoir la tombe de sa sœur et de ses enfants; fatal voyage. Il partit de là pour se diriger du côté de la mer, il erra pendant quelques jours, déguisé de diverses manières, et s'em-

barqua en Normandie. S'il avait eu la bonne pensée d'aller à Eu, d'y rester, de s'y maintenir, il aurait donné le temps à bien des gens de se reconnaître et de se débarrasser de la république que tout le monde voyait avec terreur. On ne pourra jamais comprendre comment un aussi grand établissement a pu crouler en quelques heures.

J'ai passé bien des fois à Dreux, c'était par là que nous allions à Coulant. Et je me rappelle avoir fait ce voyage en poste avec mon grand-père, qui avait alors quatre-vingts ans. Je n'en avais que quinze, et vous voyez que nos souvenirs remontent bien loin.

Mon grand-père avait vécu sous Louis XIV, il avait été au collège avec Voltaire. Un de mes ancêtres a vécu sous cinq rois. Moi, je compte onze gouvernements. Je suis né sous Louis XV, j'ai vu Louis XVI, la Convention, le Directoire, Napoléon Ier, Louis XVIII, Charles X, Louis-Philippe, la République de 48, la Présidence et enfin l'Empire. — Que devons-nous attendre aujourd'hui? — Ma foi, je n'en sais rien. Jamais époque ne fut enveloppée de plus de nuages.

Deux fois seulement, sous mes onze gouvernements, il est arrivé une succession régulière. Louis XVI a succédé à Louis XV, et Charles X a succédé à Louis XVIII. Tous les autres ont eu pour cause une révolution. Nul siècle n'a vu plus de catastrophes de ce genre, et en même temps, jamais il ne s'est rencontré plus de choses prodigieuses. J'ai vu préconiser l'inoculation et la vaccine, Franklin a montré l'électricité, puis sont venus les ballons, le télégraphe, la vapeur, le daguerréotype et une foule d'autres découvertes qui illustrent notre époque. Je me suis amusé à résumer tout cela en quelques pages que je vous ferai lire l'un de ces jours.

Mais comme il faut qu'à mon âge on se plaigne de quelque chose, je ne vois que les finances qui nous me-

nacent. On a pris la funeste habitude de dépenser sans compter, on fait des emprunts, on grève l'avenir, et au bout de tout cela il y a une banqueroute qui me paraît inévitable.

M. Pasquier est entré au parlement de Paris dans l'hiver de 1787. Il est le dernier survivant de cet illustre corps. C'est là une date certaine et que je consigne ici.

3 octobre 1858.

Ma soirée d'hier, passée dans le salon de M. le chancelier, m'a fourni quelques renseignements précis sur des points de l'histoire contemporaine, je veux les consigner ici. Quand je dis : histoire contemporaine, il faut s'entendre, car avec M. le duc Pasquier, la limite est grande, et de tous ceux qui l'écoutaient avec moi, bien peu étaient nés quand le vénérable personnage était témoin actif et intelligent des faits qu'il nous racontait.

On parlait, je ne sais à propos de quoi, des deux magnifiques groupes en marbre blanc qui ouvrent la grande avenue des Champs-Elysées. Ce sont des chevaux fougueux que retiennent à grand'peine des esclaves nus, et ces produits d'une statuaire savante sont connus sous le nom de *Chevaux de Marly*, parce qu'ils ont été faits pour l'ornement de ce merveilleux petit château bâti par Louis XIV sur les sommets de Marly. Or ces deux groupes, qui sont un vrai chef-d'œuvre, ornent depuis un siècle au moins l'entrée des Champs-Elysées, et l'on ne sait pas pourquoi les historiens de la Révolution française n'ont pas dit que l'échafaud sur lequel monta l'infortuné Louis XVI a été dressé précisément dans l'espace qui sépare les chevaux de Marly.

Tout le monde écrit et répète que l'exécution a eu

lieu au centre de la place qu'on nomme si bizarrement la place de la Concorde. Cela est tout simplement impossible. A l'endroit où s'élève l'obélisque de Louqsor, existait une grande statue équestre de Louis XV, en bronze. Ce monument fut détruit dès le début de la révolution de 89, et à sa place on a élevé une immense statue de la Liberté qui y est restée jusqu'à la fin du siècle. Il n'y avait donc pas de place pour la guillotine et celle-ci fut dressée entre les deux groupes de Marly.

«Le 21 janvier, dit M. le chancelier, nous habitions une maison située tout près d'ici, à l'angle de la Madeleine; nous avions quitté le Marais comme peu sûr, et ce matin-là, mon père et moi, placés à la grille de notre maison, nous attendions l'arrivée du cortège. Les rues voisines se remplissaient de monde, on semblait compter sur quelque soulèvement, il ne paraissait pas possible que l'arrêt de mort fût exécuté.

«Quand le cortège parut et se dirigea vers la place de la Révolution, mû par je ne sais quel sentiment violent et involontaire, je me précipitai dans la rue au milieu de la foule, sans chapeau, et bientôt, entraîné par le flot qui suivait la fatale voiture, j'arrivai jusqu'à l'entrée des Champs-Elysées, tout près d'un des massifs qui soutiennent les *Chevaux de Marly*.

«Là, je devins le témoin de ce grand drame si lugubre, si horrible; j'étais entouré de patriotes armés de piques, il y avait des gardes civiques avec leurs fusils, puis des cavaliers, et de toutes parts on avait entassé des troupes. Le roulement des tambours couvrait tous les bruits possibles; je n'ai rien entendu de ce qu'a pu dire le roi. Je le vis attaché à la planche, et à peine la tête fut-elle tombée que quelques cris de «Vive la Nation!» se firent entendre parmi les ardents patriotes armés de piques. D'autres cris analogues furent poussés, assez nombreux autour de l'échafaud, mais rares plus loin, de sorte qu'en revenant

chez moi je ne voyais plus que des visages consternés.

« Je puis donc parler de cette affreuse affaire; j'ai raconté, comme témoin oculaire, un fait que personne ne paraît avoir vu, car tous les historiens de cette époque ont omis une circonstance importante. Il semble qu'un aussi grand crime est déjà passé à l'état de légende, la rumeur publique ne s'occupe que du fait en lui-même, sans tenir compte du lieu, du moment, des détails caractéristiques. Plus tard, ce fut en effet auprès de la statue de *la Liberté*, placée au beau milieu de la place de la Révolution, que furent immolées tant d'autres victimes. Remarquez bien que jamais Madame la Dauphine, la fille de Louis XVI, duchesse d'Angoulême, n'a voulu passer par les Champs-Elysées entre les groupes de Marly, elle prenait toujours le cours la Reine ou le faubourg Saint-Honoré. »

A l'époque de la condamnation du roi par la Convention, on trouvait dans le public parisien un très vif mouvement de sympathie en faveur de l'infortuné monarque. M. Pasquier a entendu chanter dans les rues, sur l'air de *Pauvre Jacques*, une sorte de complainte-romance dans laquelle le roi lui-même, adressant la parole à ses juges, à ses bourreaux, leur disait entre autres choses : « J'ai toujours aimé la France et son peuple, j'ai vécu simplement, suivant la loi de Dieu et la Justice, enfin je n'eus jamais ni favori ni maîtresse. » Cela prouve au moins que les impressions de la foule étaient on ne peut plus favorables au roi et aussi que le gouvernement d'alors tolérait ces manifestations populaires.

Il a été question de la part qu'a prise le duc d'Orléans, Philippe-Egalité, à l'arrêt de mort de Louis XVI. Evidemment ce prince ambitionnait le trône, il avait un parti qui le poussait, mais il n'avait pas la force morale, le courage nécessaire pour conduire à bien une aussi grande entreprise. Lors du jugement, son fils

Louis-Philippe était à l'armée. Un autre fils, mort plus tard à l'étranger, suppliait le prince de ne pas voter la mort du roi, et il avait promis de s'abstenir. Mais le jour fatal, quand il lui fallut monter à la tribune et motiver son vote à haute voix, il eut peur d'un groupe d'énergumènes qui entourait la tribune; il opina pour la mort, et l'on sait que ce fut par lâcheté qu'il prit ce parti.

Mirabeau disait de ce personnage : « Vous voudriez en faire un roi, je n'en voudrais pas pour mon laquais! » La plupart des faits que je viens de citer ont été racontés à M. Pasquier par Boissy d'Anglas, qui en avait été témoin. Peu après le 21 janvier, le duc d'Orléans fut invité à quitter la France et se réfugia en Angleterre. C'était un homme pour lequel la postérité a été juste autant que sévère. C'est une mémoire odieuse, flétrie de crimes et de lâchetés.

On dirait que son fils Louis-Philippe, parvenu au trône en 1830, n'a pas tardé à porter la peine du mal originel. La branche d'Orléans est marquée d'un signe fatal, et la grande histoire du dix-neuvième siècle enregistrera des malheurs que bien des gens considèrent comme une salutaire expiation. De pareilles catastrophes sont dans le secret de la Providence. On a dit que le duc d'Orléans avait assisté au supplice du roi, mais cela n'est pas vrai.

6 octobre 1858.

M. Pasquier, qui ne se permet que de rares épigrammes, en a commis une petite à l'égard de la princesse Elisa. « J'ai connu, a-t-il dit, trois ou quatre favoris que l'empereur enleva à sa sœur en leur donnant un emploi au loin. »

— Je ne vous ai pas dit quelle brillante réunion j'avais vue chez le chancelier, lundi soir, après dîner.

M. Villemain est venu, et il m'a fait l'honneur de me demander si je m'occupais toujours de mes poètes latins. Et là-dessus la conversation a été menée à grandes guides par cet illustre maître. Il a une mémoire prodigieuse et cite des vers de tous les poètes romains avec une facilité, un à-propos prodigieux.

Un de mes amis, fils d'un ancien membre de l'Académie française, et fort lié avec M. Villemain, qui le traite comme un fils, m'a dit avoir observé un fait qui l'a beaucoup surpris. Ayant trouvé parmi des papiers de famille un album sur lequel l'illustre écrivain avait improvisé une pièce de vers quelque vingt-cinq ou trente ans auparavant, vers adressés à la mère de mon ami, celui-ci, pour un motif quelconque, les apprit par cœur, et, se trouvant avec M. Villemain, lui dit : « Cher maître, je vais vous dire des vers charmants que vous ne connaissez sans doute pas. » Et aussitôt il lui récite le début de la pièce, c'est-à-dire le premier vers. M. Villemain l'arrête et, sans avoir l'air de faire le moindre effort, continue et dit la pièce d'un bout à l'autre. Il ajouta ces paroles : « Je sais par cœur tout ce que j'ai écrit, et je puis, si vous le voulez, vous réciter les discours latins que j'ai composés en rhétorique. » C'est là une prodigieuse faculté, on en conviendra.

15 octobre 1858.

Longue causerie à bâtons rompus, mais assez intéressante. Voici ma récolte :

M. le comte Beugnot, membre de l'Institut, académie des inscriptions et belles-lettres, est fort instruit et tient fort bien la conversation, il a une bonne voix, donne bien la réplique au chancelier. Son père, qui a été préfet de plusieurs grandes villes sous le premier Empire, était un homme de talent, et il est mort

pair de France, en 1830, je crois. — Il était né en 1761 et fut conseiller d'Etat en 1807. Préfet de je ne sais quelle grande ville réunie à la France par Napoléon, il sollicitait toujours sa rentrée à Paris, et l'empereur lui dit un jour assez brusquement : « Je vois ce que vous voulez. Vous espérez que je vous prendrai pour ministre, mais vous n'êtes pas de force. J'ai tué Portalis, Treilhard et autres; vous n'y tiendriez pas. »

Là-dessus, M. le chancelier a dit : « C'est vrai, Portalis n'était pas fort et le travail exagéré a avancé sa fin. Treilhard avait la pierre; l'empereur disait en riant que c'était lui qui la lui avait donnée. Treilhard avait une vraie figure de fouine, on ne peut pas être plus laid. Il était dur, méchant, et le code criminel rédigé par lui porte la trace de sa sévérité. La souffrance physique qu'il ressentait a bien pu rendre son humeur plus farouche.

« Merlin, qui était un grand jurisconsulte, était encore plus mauvais. Il n'est pas d'homme dont l'aspect m'ait causé une impression aussi désagréable. Ces régicides siégeant au Conseil d'Etat, et il y en avait encore deux autres, étaient là pour justifier le mot de l'empereur : « Il faut avoir un pied partout ! » Et, cependant, il ne les aimait pas, il ne leur épargnait pas les critiques, et un jour, à propos de Talleyrand, il dit : « Si j'avais dit la messe en 89, je l'aurais dite plus tard « et toujours. » — « Si j'avais défendu la Bastille, on ne l'aurait pas prise. » — M. Pasquier est entré au Conseil d'Etat en 1806, il avait alors trente-neuf ans. Il nous disait : « Je ne sais pas en vérité comment j'ai pu me décider à y entrer, et cependant ç'a été la cause de ma fortune politique. »

Le maréchal Pélissier est né en septembre 1795. Son mariage a été l'occasion de bien des plaisanteries plus ou moins spirituelles. Dès le lendemain de la cérémonie, les nouveaux époux sont partis pour Dieppe

et Londres. On attribue au journal le *Times* la nouvelle suivante, envoyée par le télégraphe au gouvernement français : « Le maréchal et sa jeune femme sont arrivés ici heureusement. La dame est toujours dans le même état, le maréchal est aussi bien qu'on peut l'espérer dans sa situation. » On prétend que la mère de l'impératrice, Mme de Montijo, a encore plusieurs jeunes Espagnoles à marier, et que les hauts dignitaires de l'armée sont particulièrement menacés.

Le maréchal Baraguay-d'Hilliers, avec un bras de moins, conserve une main qui peut convenir à une Andalouse. On dit que l'Espagne se venge des invasions de la France. Le maréchal Bosquet est tout à fait impotent, perdu pour l'amour, et l'on ne peut compter sur lui. Quant au maréchal Canrobert, c'est une autre affaire, et l'on verra s'il se laissera prendre. Après la cérémonie, quand les époux sont entrés dans les appartements de l'empereur, le maréchal Pélissier a été embrassé sur les deux joues par l'impératrice et puis la mariée l'a été par l'empereur.

L'empereur a dîné dans la salle du sacre, en présence des tableaux qui représentent la branche aînée, et il paraît que l'on a fait bon marché du passé. On dirait que la fin du vieux monde est venue, on se met à l'enterrer sans cérémonie. On jouit de ce que l'on a, le présent seul compte pour quelque chose et l'on ne pense plus aux absents.

7 novembre 1858.

M. Jules Sandeau, aujourd'hui membre de l'Académie française, a fait, comme on le sait, plusieurs romans pleins d'intérêt, d'un style excellent, quelques pièces de théâtre qui ont eu un succès très brillant. Donc M. Sandeau est venu voir J. Janin. Ces messieurs se sont embrassés très cordialement, ils se connaissent de longue date et ont toujours été bons amis. La con-

versation a été vive et intéressante. Le nouvel immortel a parlé de la gloire. « Mais cela ne suffit pas, car, dit-il, je meurs de faim. Il me faut un an de travail pour faire un roman et, s'il me rapporte mille écus, c'est le maximum. Ma position est très précaire, mes ressources bornées, et mon loyer seul me coûte plus de trois mille francs. Vous le savez, je ne puis vivre sans jardin; il me faut absolument de la verdure, de la terre, quelques fleurs. Je mourrais s'il me fallait grimper à un quatrième étage. Et puis, mon fils devient grand, son éducation est dispendieuse, je ne sais comment me tirer d'affaire. Il faut que je fasse une pièce à grand succès, et si elle me rapporte beaucoup d'argent, je payerai la moitié de mes dettes ! » Cela a été dit avec une bonhomie parfaite, une sorte de gaieté triste qui est assez dans le caractère du personnage.

Ces détails sur nos principaux hommes de lettres montrent que tout n'est pas rose dans ce brillant métier. Quelques-uns arrivent à la fortune, mais beaucoup languissent dans des positions médiocres. Le gouvernement n'a pas assez de places lucratives pour ces hommes qui ont besoin des douceurs de la vie. Les uns sont bibliothécaires, les autres professeurs d'une certaine faculté, il y a là pour eux des honoraires et quelquefois un logement, cette chose si importante à Paris; mais il en est qui n'ont rien de tout cela et pour qui la vie est rude. Le théâtre est une ressource précaire, il faut du succès, et là est la difficulté. Ceux qui font des livres y trouvent assez souvent un notable bénéfice, mais ce résultat n'appartient réellement qu'au plus petit nombre. Il faut énormément de travail pour gagner un peu d'argent. Les journalistes sont plus heureux; certaines feuilles payent bien leurs rédacteurs, mais là encore il y a bien des déboires et tout le monde n'est pas d'un tempérament à supporter avec patience les ennuis de cette profession ingrate et difficile.

8 janvier 1859.

La question de guerre est très fort sur le tapis en ce moment. Le nord de l'Italie est en agitation extrême; les Autrichiens ont fort à faire pour maintenir en repos le royaume lombardo-vénitien, et l'un de ces jours on pourrait bien apprendre tout à coup que Milan est en feu. Le Piémont se remue; il y a là un M. de Cavour premier ministre, qui est fort disposé à brouiller les cartes. On dit que l'empereur est fort lié avec le roi de Sardaigne, et que si le Piémont marche, il sera fortement appuyé par nous. Mais là est le *hic*. On prétend aussi que l'empereur a un vif désir de guerroyer, il voudrait mettre un peu de laurier sur sa tête. Son armée est *très* exigeante, il y a en foule des hommes jeunes, ardents, ambitieux d'épaulettes et de croix, qui ont foi dans leur fortune militaire et à qui le repos est odieux. Les paroles de l'empereur à M. de Hubner sont très compromettantes, elles ont suffi pour arrêter les affaires, pour opérer une grande baisse sur les fonds publics, et l'on ne sait où tout cela s'arrêtera. Vous voyez que la politique guerrière est tout à fait à l'ordre du jour. Sortons de là.

On annonce la grave maladie d'un personnage qui a eu le vent en poupe pendant tout le règne du roi Louis-Philippe. M. le baron de Bussières est le fils de Mme de Buffon, laquelle était séparée de son mari. Cette dame a inspiré une vive passion à Philippe-Egalité, le père du roi Louis-Philippe. Mais la Révolution coupa court à cette liaison en coupant la tête de l'amoureux, et la dame eut ce fils quatre ou cinq ans après la mort du prince. Ceci éclairait la question d'origine, car on avait dit que M. de Bussières était fils du prince et par conséquent frère naturel de Louis-Philippe, mais cela est faux. Quoi qu'il en soit, à l'avè-

nement de la branche cadette, le roi, par tendresse pour la mémoire de son père, poussa M. de Bussières, il en fit un député, un ambassadeur, un pair de France, il lui fit faire un très riche mariage. Au reste, c'était un homme de mérite. Aujourd'hui, il est fort malade et on s'attend à le perdre prochainement.

11 mars 1859.

La situation politique est très grave, les hommes d'expérience sont inquiets, de toutes parts apparaissent des signes effrayants. La guerre est menaçante. Le prince Napoléon avait été nommé ministre de l'Algérie; c'était une sorte de vice-royauté, et l'on dit que l'empereur lui avait donné ce titre pour rendre plus facile le mariage avec la princesse Clotilde. Il était résulté de ces fonctions nouvelles bien des troubles administratifs, l'Algérie avait fourni matière à des actes bizarres, à des nominations surprenantes. Il y avait là-bas, dans notre chère colonie, des personnages largement rétribués et ne faisant rien; il y avait surtout des casse-cou politiques, triste rebut de nos affaires de 48, à qui l'on donnait des positions inespérées, et tout cela ne se voyait pas d'un bon œil. Et puis, voilà que tout à coup le prince-ministre donne sa démission sans motif, et l'on en conclut que la brouille existe dans la famille impériale.

On croit que le prince, furieux de voir les tendances pacifiques de l'empereur, s'est fâché et refuse son concours au gouvernement. Il veut la guerre en Italie, il veut que son beau-père devienne un roi puissant et lui-même aspire à devenir vice-roi de l'Italie à la place de feu le roi de Rome. De plus, on sait que l'Autriche augmente son armée en Lombardie, que les choses sont partout sur le pied de guerre et que d'un moment à l'autre on peut tirer le canon. On dit que lord

Cowley a échoué à Vienne, que l'Autriche maintient toutes ses prétentions sur le nord de l'Italie et que de plus elle prend des mesures pour hériter des duchés qui lui reviennent par droit de succession. Tout cela donne des inquiétudes aux prudents, on entrevoit la perspective d'une guerre prochaine, et de là bien des soucis. L'empereur n'est pas secondé par les siens. Sa vie est, dit-on, menacée, et chacun sent combien il est nécessaire.

J'ai dîné chez M. le chancelier et j'ai écouté les habiles. — On a parlé de la Sainte-Alliance et des conséquences qu'elle peut avoir. Voici à ce sujet un petit discours de M. Pasquier :

« Tout le monde parle de la Sainte-Alliance, et l'on en parle comme s'il s'agissait d'un traité régulier, accepté, contresigné, et ayant une valeur quelconque dans le droit européen. C'est tout simplement une erreur, une sorte de préjugé, de légende, un simulacre d'arrangement et n'ayant qu'un caractère privé. Au congrès de Vienne (je crois), il passa par la tête de l'empereur Alexandre et de son amie Mme de Krudner de faire un acte de politique chrétienne, une sorte d'association intellectuelle en vertu de laquelle les rois se promettaient un mutuel appui en cas de besoin. Cet acte fut soumis au roi Louis XVIII, qui dit : « Qu'à « cela ne tienne; je n'y vois pas d'inconvénient. » Et il signa en son nom propre, mais aucun ministre ne contresigna la pièce, il n'en fut pas question dans le conseil des ministres, et aucun acte diplomatique n'intervint pour lui donner une valeur officielle.

« Le roi d'Angleterre refusa de signer, prétendant qu'il ne pouvait sans en référer à ses ministres. D'autres princes signèrent, mais il resta bien démontré que cela ne constituait qu'une sorte d'engagement moral et non une obligation matériellement réciproque. Il n'en ré-

sulte pour personne rien autre chose qu'un concours officieux, un appui bénévole, des conseils, de l'influence et non un droit d'intervention définie. Aucune stipulation n'est écrite, par conséquent c'est lettre morte et qui ne peut servir de base à rien. On ne comprend pas tout le bruit qui s'est fait autour de ce mot. La Sainte-Alliance a préoccupé le monde, on en parle sans cesse, personne ne sait ce que c'est, et l'on en fait une espèce de croque-mitaine, un épouvantail ridicule. »

Le chancelier est étonnant dans ces sortes de dissertations, sa parole est vive, accentuée, brillante et nette, il démontre avec une admirable clarté sa thèse en l'appuyant de preuves solides. Il y a là l'autorité d'un maître et chacun comprend l'importance de son opinion.

Chemin faisant, on a parlé de l'âge de certains hommes politiques. M. Guizot a soixante et onze ans, M. Villemain soixante-neuf, M. Cousin soixante-sept, M. Scribe soixante-six ans. Quant au chancelier, il entrera dans sa quatre-vingt-treizième année à la fin d'avril prochain.

Le nom du docteur Fouquier, ancien médecin du roi Louis-Philippe, ayant été prononcé, M. le chancelier m'a dit qu'il était le neveu du fameux Fouquier-Tinville, l'accusateur public qui a fait couper tant de têtes pendant la Révolution. Ce Fouquier était procureur au Châtelet avant 89. — M. Bellard, qui était alors un avocat célèbre, en apprenant la nomination de Fouquier aux fonctions d'accusateur public près le Tribunal révolutionnaire, manifesta sa joie de ce que cette redoutable magistrature était confiée à un *honnête homme*. Jusque-là, en effet, Fouquier avait mérité l'estime de tous. Par quel singulier phénomène cet homme devint-il tout à coup si redoutable, comment se montra-t-il si terrible aux innocents ? On peut croire que la peur le rendit cruel ; il eut la lâcheté

de songer à son propre salut et déploya une haine implacable contre les accusés. Il craignait de paraître suspect en ne secondant pas les fureurs des juges ou plutôt des bourreaux; il envoya à la mort une foule d'innocents, et bientôt il devint le plus ardent pourvoyeur de la guillotine. Dans l'espace d'une année, il a fait tomber plus de deux mille têtes.

A Constantinople, en 1823, lors de la mort du sultan Mahmoud, on trouva dans les caveaux de la vieille église de Sainte-Irène un grand amas d'armures, de cuirasses, datant de l'époque des croisades. — Ces antiquités si précieuses furent vendues à des juifs pour des armes modernes, et ces trésors inappréciables furent détruits par ces brocanteurs. On a su aussi que des manuscrits anciens avaient péri de la même manière, grâce à l'incurie d'un gouvernement absurde. Il est probable qu'il existe encore des choses de ce genre dans de vieux monastères de l'Orient, surtout dans le Maroc, où nous ne pouvons guère pénétrer. — Il a été grandement question de la fameuse campagne de Dresde, du traité de Prague, où Napoléon Ier signa sa ruine, des fautes capitales qu'il commit coup sur coup, du tort immense qu'il eut de se débarrasser de deux hommes qui lui donnaient de bons conseils, du duc de Vicence et de... (le second, dont le nom m'échappe, était père de Mme de Rambuteau et j'en ai parlé ailleurs). Mais tout le conduisait fatalement à sa perte.

26 mars 1859.

J'ai rencontré tout récemment un presque vieillard avec lequel j'ai causé. Il a occupé sous les précédents gouvernements une position élevée dans la maison des rois, il était inspecteur général des domaines de la couronne, et en cette qualité il a vu de près ceux que

le public ne voit que de loin. Il ne faut pas s'étonner de la bizarrerie des jugements que l'on porte sur ces personnages environnés de l'éclat du trône. On ne sait presque rien de leur vie privée et les plus étranges préventions se glissent à notre insu dans les opinions que l'on professe à leur égard. Et cependant la vie privée est le vrai théâtre où se montre le caractère réel de l'homme; dès l'instant qu'il se sent en évidence, il prend un masque obligé et joue la comédie. Or donc, le roi Louis-Philippe avait toutes les qualités de l'homme du monde, bien disant, spirituel conteur, s'écoutant parler, parlant beaucoup et cherchant à produire de l'effet sur son auditoire. Dans toutes les occasions, il cherchait à se faire entendre, et les meilleurs écouteurs étaient les bienvenus auprès de lui. Les plus habiles courtisans étaient ceux qui savaient le mieux caresser cette faiblesse de l'orateur, ils cherchaient seulement, en lui donnant la réplique, à lui fournir un nouveau thème de déclamation, à lui ouvrir une perspective où il pût montrer son esprit, sa faconde inépuisable, sa mémoire heureuse. Le roi parlait bien, purement, mais trop longuement, sa phrase se perpétuait à volonté, et bien mal avisé celui qui aurait cru devoir saisir l'intervalle d'un point et virgule pour placer son mot. Cette peinture au naturel d'un personnage que j'ai eu l'occasion de voir de près m'a rappelé une entrevue dans laquelle mes remarques ne différaient en rien de celles-ci, et je me suis dit bien des fois que les rois doivent savoir écouter. L'empereur actuel est un grand écouteur, il laisse les gens exposer leur idée, entrer dans les détails nécessaires, et puis il réplique brièvement. Les monosyllabes sont fort en usage chez lui, et jamais il n'aborde les longues phrases. La figure impassible, l'œil morne, la voix lente et monotone, tout cela ne trahit guère la pensée qui domine, et les plus habiles se retirent sans savoir

le secret de cette intelligence supérieure. J'aime mieux cela; je crois que ceux qui gouvernent doivent se tenir dans une région où ne pénètre pas le vulgaire.

1er avril 1859.

On ne parle que de la guerre, toute prête à éclater entre le Piémont et l'Autriche, et qui entraînera la plupart des autres puissances continentales. Partout où l'on va, c'est l'unique sujet de conversation, et je couvrirais bien des pages de ce que j'ai entendu dire hier chez M. le chancelier, chez Mme de Boigne et enfin chez le docteur Ségalas qui donnait un grand bal costumé. Au milieu des quadrilles, des polkas, on trouvait moyen de traiter la question brûlante, et dès que deux personnages revêtus d'un habit chamarré de rubans s'arrêtaient dans un coin des salons, on pouvait parier à coup sûr que la guerre revenait sur le tapis. — Il y a dans la galerie de mon ami J. Janin un dessin de Gavarni qui m'a toujours fait sourire et rêver. Dieux pierrots, d'un âge plus que mûr, sortant du bal de l'Opéra, dans un accoutrement chiffonné, par une nuit orageuse, sont arrêtés contre un mur pour un office quelconque, et l'un d'eux dit à son camarade : « Voyez-vous, tant que nous aurons un ministère comme ça ! » Ce dessin date de 1847. On ne pouvait mieux caractériser la manie de nos contemporains. Chacun s'occupe de gouverner l'Etat, et les têtes les plus biscornues, les cervelles ébréchées, ces pantins qui vont au bal masqué, trouvent moyen, au milieu de leurs folies, de parler politique, de régenter le gouvernement et de travailler au triomphe de l'opposition.

L'épigramme de Gavarni est prise au vif, sur le fait, elle montre la tournure des têtes françaises, cette incurable passion de se mêler de tout, de piloter la barque, de critiquer sans cesse.

On s'agite encore à propos d'une mécanique inventée tout récemment, à l'aide de laquelle on peut, sur un modèle donné, tailler d'un seul coup trente tuniques, trente pantalons, etc., et l'on affirme que le gouvernement a commandé trois cent mille vêtements militaires. Donc la guerre va éclater. Un plus habile apporte cette nouvelle ébouriffante : « Les chiffonniers font de bonnes affaires en ce moment. — Pourquoi ? — Les os sont en hausse. — Eh bien ? — Vous ne voyez pas ? Les os sont achetés à tout prix, on en fait des boutons. Or, les boutons sont pour les guêtres, les guêtres sont pour les soldats; donc la guerre est certaine. » Et voilà comme la logique sert à conclure, instrument commode qui porte tout ce que l'on veut.

On nous a rapporté un joli mot de M. de Rothschild. Le comte de Cavour, premier ministre du Piémont, est ici, et l'autre jour, visitant le grand financier, il lui aurait dit : « Convenez, monsieur le baron, que vous ne seriez pas fâché de me voir quitter le ministère. Cela ferait bien trois francs de hausse. — Oh ! monsieur le comte, vous valez plus que cela ! » reprit le grand capitaliste. Il faut dire que M. de Cavour est le chef du mouvement belliqueux; c'est lui qui pousse le roi Victor-Emmanuel à tirer l'épée contre ses voisins; il chauffe l'ambition de ce prince, qui serait bien aise de devenir le maître de la politique italienne, et sans nul doute, si le changement de ministère amenait un personnage plus pacifique, le crédit public y gagnerait. Mais cela n'est pas probable; le roi est très irrité contre l'Autriche et veut l'indépendance du nord de la Péninsule.

29 avril 1859.

Je crois que le dix-neuvième siècle est destiné à voir s'accomplir un fait considérable entre tous. Je

veux parler de la ruine définitive de la maison de Bourbon. Cette noble race, qui depuis huit cents ans règne en France et dans plusieurs contrées voisines, s'éteint peu à peu; elle a quitté Paris, elle chancelle à Naples, la voilà chassée de la Toscane, elle ne tient guère à Madrid, de sorte que la plupart de ces trônes où elle occupait si bien sa place lui échappent et vont bientôt lui manquer tout à fait. C'est là un des plus singuliers chapitres de l'histoire moderne, si féconde en prodiges de toute sorte; c'est là une conséquence inévitable de la Révolution de 89, qui, comme on l'a dit, fera le tour du monde. Les principes qui ont prévalu à cette époque ont frappé d'un coup mortel les antiques institutions qui servaient à conduire les peuples. Le droit divin a été contesté, détruit, et dès lors tous les rois ont dû entendre sonner leur dernière heure. A des choses nouvelles, il faut des hommes nouveaux; les antiques familles que la tradition avait presque divinisées s'en vont par lambeaux; la mort, l'exil, l'oubli, sont un patrimoine commun, infaillible celui-là, et rien ne pourra les y soustraire. On a beau fusionner les intérêts, vouloir souder des choses incompatibles, greffer des branches nouvelles, le tronc est usé, la cime se découronne, la mousse dévore les sommets, et bientôt ce colosse va mesurer la terre. Non, les Bourbons ne peuvent plus régner sur la France; avec la vapeur, l'électricité, les peuples ne sont plus à l'état d'isolement. Il y a une famille humaine qui a les mêmes droits aux bienfaits de la civilisation, personne ne pourra plus rester en arrière, s'isoler dans un coin, laisser passer les générations qui vont en avant. Tous les peuples sont solidaires; ils doivent respirer le même air, la liberté leur est due, personne ne peut empêcher cette marée montante qui va où la mène la main de la Providence. Les Autrichiens ne sont pas les maîtres du temps et de l'avenir, ils sont débordés

de toutes parts, il leur faudra entrer en danse avec la grande farandole nationale qui entraîne l'Europe, et ces formes sauvages et froidement cruelles devront faire place à un programme nouveau. Comment retenir sous un joug de fer des peuples qui aspirent à être libres ?

Chaque jour nous apporte des nouvelles du plus haut intérêt; on dirait les actes d'une immense tragédie qui va se terminer par une catastrophe, et le dénouement est proche. Comment alors ne pas y donner attention ? J'ai connu un grand amateur de pêche à la ligne qui, le 28 juillet 1830, était à son poste, auprès du Pont-Royal, pendant qu'on se battait au Louvre, et le même pêcheur pêchait encore aux journées de Juin 48, alors que la bataille parisienne était dans tout son feu. Les gens possédés d'une telle passion sont bien heureux, leur dada suffit à tout, ils ne vivent que pour cela, et le reste ne les touche pas. Croiriez-vous que la guerre imminente en Piémont et dans la Lombardie fait beaucoup de peine à un amateur d'oiseaux qui me disait l'autre jour ceci : « Les batailles effraient les oiseaux, elles les poussent à émigrer; le canon bouleverse les habitudes de ces animaux, et très probablement la fauvette savoyarde va se réfugier en France : nous pourrons la voir et l'étudier au naturel. » Voilà comme les malheurs sont toujours bons à quelque chose, il ne faut que savoir les prendre du bon côté. Les grands cataclysmes ont certains avantages fort goûtés de quelques amateurs. Après la grande inondation de la Loire en 1854, si je ne me trompe, lorsque toute la vallée angevine était sous l'eau, les carrières d'ardoises inondées, les champs couverts de sable, les botanistes ont eu la bonne fortune de trouver en Anjou plusieurs espèces de plantes dont les graines, emportées aux régions montagneuses du Vivarais, ne s'étaient jamais montrées dans le département de Maine-et-Loire.

Vous voyez qu'il ne s'agit que de s'entendre et que les compensations ne paraissent insuffisantes que pour les gens qui n'ont pas un dada spécial.

9 mai 1859.

Né sous l'empire ou à peu près, j'ai subi l'influence guerrière de l'époque, sans la crainte personnelle de la conscription. J'étais trop jeune pour en avoir le pressentiment. 1814 arriva, les alliés vinrent en Anjou. Je n'avais pas de haine contre les Prussiens, j'entendais mon père déplorer les malheurs de la France vaincue, mais mon âme n'était pas encore ouverte à ce genre de sentiments. Cependant, le royalisme s'épanouissait en France; notre pays, si voisin de la Vendée, commençait à se remuer en faveur de la légitimité, et un beau jour le duc d'Angoulême vint à Angers et parut y exciter assez d'enthousiasme. Les grands du collège se moquaient de ce prince si peu séduisant, mais il avait apporté avec lui la fameuse décoration du Lys, et ce joujou m'avait donné dans l'œil. Je devins royaliste par goût pour une décoration, je voulus me parer du ruban et de cette petite fleur de lys en argent qui ornait tant de boutonnières. Je tourmentai mon père; je pleurai, je crois, afin de l'attendrir, et j'obtins à force de prières ce bijou qui se trouvait chez tous les orfèvres de la ville. Je ne sais si l'on me procura un brevet, peu m'importait, et peut-être bien me suis-je rendu coupable du fait criminel de port illégal d'une décoration officiellement reconnue. Me voilà donc enrôlé sous la bannière des descendants de Henri IV. Combien dura cette fièvre? Je l'ignore, mais je sais fort bien qu'à l'époque de la bataille de Waterloo je partageais les opinions bonapartistes de nos camarades du lycée. Un de nos condisciples faillit être lapidé par nous, parce qu'il manifesta la joie que

lui causait notre défaite. Il nous semblait odieux, monstrueux, d'applaudir au triomphe des Anglais, et je n'oublierai jamais la vertueuse indignation dont nous fûmes saisis en l'entendant proférer son blasphème. Evidemment je n'étais plus royaliste alors; et d'ailleurs je me rappelle fort bien que, pendant les Cent-Jours, le fédéralisme obtint ma signature, mon adhésion. Je me demande ce que cela signifiait, comment des jeunes garçons de quinze ans pouvaient aller mettre leur nom, sans la permission de leurs parents, sur des listes destinées à constater la volonté du peuple français. Il est probable que bien des partisans de ce gouvernement relevé n'avaient pas plus de libre arbitre que moi, et cependant on faisait grand bruit de ces milliers de signatures données sans connaissance de cause et reçues sans plus de scrupules. Quoi qu'il en soit, me voici bien et dûment atteint et convaincu d'avoir changé d'opinion, de drapeau, d'avoir crié vive le roi! vive l'empereur! et cela à moins d'un an d'intervalle. C'était un vilain début dans la politique, et quand j'y pense, je me fais horreur à moi-même, car je ne veux pas alléguer pour excuse ma grande jeunesse et ma parfaite ignorance des hommes et des choses. Mais poursuivons et subissons pleinement la honte d'une telle conduite. Qui peut se *flatter* d'avoir été plus coupable? — De 1817 à 1820, j'étais entré dans ma voie, j'étudiais la médecine, je me trouvais en contact avec des hommes plus âgés, je commençais à mieux comprendre les choses de la vie, et, par conséquent, je me croyais obligé d'avoir des opinions politiques, et d'autant plus exagérées qu'elles étaient plus jeunes et moins réfléchies. Le libéralisme était à l'ordre du jour; *le Constitutionnel* avait entrepris de saper le trône restauré des Bourbons. La forme parlementaire si follement octroyée par Louis XVIII, ce roi philosophe et jacobin,

comme l'appelaient les ultras, les purs, allait bientôt porter ses fruits, l'opposition levait la tête et les jeunes gens ne voyaient rien dans le monde de préférable à la renommée de Benjamin Constant, de Foy, de Laffitte. Aussi lisions-nous avec enthousiasme le journal qui donnait en entier les discours des tribuns ennemis du gouvernement. Louis XVIII fut bientôt enterré, Charles X lui succéda, mais le libéralisme était éternel; il se recrutait parmi les générations nouvelles, et je me rappelle qu'à l'époque de la conspiration de Berton à Saumur il y eut des ricochets qui vinrent jusqu'à Angers. Ils y vinrent si bien que je fus gravement compromis dans une affaire qui fit beaucoup de bruit à cette époque. Accusé d'avoir maltraité le gouvernement en la personne d'un bon gendarme qui voulait empêcher d'applaudir un vers patriotique de la tragédie de *Tancrède*, je fus cité à comparaître devant la justice, et un grand avocat, un des coryphées du parti libéral, vint solliciter l'honneur de me défendre. Je lui accordai cette faveur, il plaida et je fus renvoyé de la plainte. Je n'affirmerais pas que cet acte de violence de la part de M. le procureur du roi n'a pas contribué à me rendre un peu l'ennemi personnel de la maison de Bourbon (branche aînée). J'avais été sur le point de pourrir dans les cachots de la tyrannie; je pouvais me considérer comme une des victimes de l'arbitraire, et j'avais bien le droit de me plaindre et d'appeler un vengeur. Aussi, peu de temps après mon arrivée à Paris, chauffé par le voisinage de quelques amis, je me laissai affilier, non pas aux carbonari, mais à une loge de francs-maçons (la philadelphique), où je rencontrai bon nombre de confrères, de gens de lettres, d'avocats, de journalistes; et tous nous travaillions ardemment à dévorer les restes d'un règne antipathique. Il était dans nos allures d'appeler de tous nos vœux une politique plus libérale; on

trouvait que ces vieux rois datant de si loin ne pouvaient plus rien comprendre aux temps modernes et qu'il nous fallait des hommes nouveaux. 1830 arriva bien vite; je me déclarai satisfait, et, sérieusement, je ne songeai plus à rien désirer autre chose. Il me semblait que nous avions tout juste ce que nous avions demandé; mais, si content que je fusse, je ne tardai pas à reconnaître que nous ne touchions pas au but. Le roi Louis-Philippe, succédant au roi Charles X, n'était pas assis sur un trône inébranlable; ce qu'il avait fait, on pouvait le lui faire; les exilés d'hier attendaient les exilés du lendemain. Il m'était impossible de voir nulle part un droit incontestable, et dès l'instant que les partis opposés et luttant se tuaient l'un après l'autre, il fallait s'attendre à tout, car il est dit que celui qui tire l'épée périra par l'épée. — Or, en France, depuis le 21 janvier 1793, on n'a pas usé d'autre procédé, et nulle part il n'est possible de découvrir l'admission d'un autre principe; mais les événements de 1833 me mirent directement en rapport avec le gouvernement. Je fus chargé de diverses missions, une entre autres qui me rapprochait beaucoup non seulement des ministres, mais du roi lui-même. On a cru que mon séjour à Blaye et toutes ses conséquences avaient dû me rendre très orléaniste; mais il n'est pas dans mon caractère de mettre de l'enthousiasme dans mes rapports avec les supérieurs; plus je les vois de près, plus je les juge sévèrement. Et il doit en être ainsi, car, plus on connaît le monde, moins on en a bonne opinion. Et puis, en prenant des années, je me suis mieux rendu compte des affaires; j'ai vu partout dominer un si parfait égoïsme que j'en ai été dégoûté. Je ne comprenais pas comment un homme de bon sens, placé sur le trône, pouvait être assez aveugle, assez niais, pour laisser attaquer sans cesse sa personne, son titre, son droit; pour permettre qu'on l'insultât, qu'on le tournât en ridi-

cule, et que, d'une part, les députés pussent tout dire à la tribune, et, d'autre part, les journalistes pussent tout écrire dans les feuilles. J'éprouvais une grande pitié pour ceux qui consentaient à régner avec ces deux machines meurtrières sans cesse braquées sur le trône, le battant en brèche et le démolissant sans cesse. Il me semblait que la première loi, c'est la loi de conservation, applicable aussi bien à l'individu qui pare le coup d'épée qu'on lui porte qu'à un gouvernement, qui ne doit pas se laisser assassiner niaisement sans songer à se garantir. Le roi Louis-Philippe, qui avait reçu bon nombre de coups de fusil ou de pistolet, avait un carrosse à l'épreuve de la balle (dit-on), et il ne s'avisait pas de chercher une garantie contre les ennemis qui le couchaient en joue chaque matin et lui demandaient la bourse ou la vie. J'en demande bien pardon aux grands maîtres de la politique d'alors, mais je me permettais de trouver absurde leur conduite, leur bascule parlementaire, leur majorité mobile et vendable, enfin toute cette boutique des députés où le patriotisme était au plus offrant. Mais assez sur ce sujet brûlant. Donc mon goût pour le gouvernement de Juillet s'était amoindri peu à peu, et je me demandais comment cela finirait lorsque 48 est arrivé. J'ai vu s'engloutir dans un immense et ridicule naufrage cette machine si laborieusement bâtie; un souffle a tout renversé, et jamais somptueux édifice n'a été plus facile à démolir. Les républicains sont enfin arrivés à leur but, et voyant ce fait accompli, j'ai voulu profiter de l'occasion pour étudier cette nouvelle forme de gouvernement que je ne connaissais qu'en Grèce et à Rome. J'étais tout à fait désintéressé dans la question, bien que l'on ait tenté de me destituer; mais c'était un si petit fait dans la grande affaire que cela ne valait pas la peine de s'en occuper. Je visais plus haut; je voulais voir les hommes à l'œuvre, je m'efforçais de conserver mon sang-froid

au milieu des événements qui se précipitaient, mais il fallut se rendre à l'évidence : nos nouveaux maîtres étaient incapables. Pour quelques gens honnêtes mêlés aux autres, il y avait un grand nombre de fous dangereux, d'intrépides pillards, de hardis démolisseurs; en un mot, la société était menacée, et encore un peu, nous allions voir couler des flots de sang. — Alors je résolus de sortir de mon apathie méthodique, je pris la plume, j'écrivis dans un journal, et je fis une rude guerre à ces républicains pour lesquels j'avais ressenti d'abord plus de pitié que d'indignation. Je travaillai donc énergiquement à la chute de ce parti aussi incapable que dangereux, et je ne m'arrêtai que quand les pouvoirs réunis aux mains d'un seul nous rassurèrent contre un envahissement de barbarie nouvelle. Depuis j'ai regardé le chef de l'Etat comme un homme plein de talent et d'énergie; je lui reconnais le sentiment de sa dignité, l'instinct de la conservation, la vigueur nécessaire pour assurer la tranquillité publique. J'ai vu un prince qui se garantit le temps et l'espace pour agir, qui gouverne avec fermeté, n'attendant pas la volonté de ceux qui ne doivent être que ses aides; j'estime un homme supérieur aux vains propos des politiques, sachant se conduire et imprimant à tout ce qui l'entoure une impulsion vigoureuse. En présence des événements, je ne discute pas le droit, je n'épilogue pas sur les procédés, je veux que l'on conduise la barque d'une main ferme, et que le pilote ne se laisse pas étourdir par les criailleries de l'équipage et des passagers. Acceptant certaines choses comme transitoires, je veux attendre des temps meilleurs, et je conserve l'espoir que le maître nous accordera un peu plus de liberté, mais je le prie de ne pas nous en donner trop, car nous en abusons toujours, surtout à notre détriment. Je sais bien que les journalistes se plaignent amèrement; mais pourraient-ils ne pas reconnaître le

mal qu'ils ont fait à leur propre cause, et ont-ils donc bonne grâce à se plaindre si fort des restrictions qu'on leur impose? De tout cela, il résulte que je suis en politique un homme sans couleur; je suis partisan de l'éclectisme; je choisis, je considère, j'examine, incapable de devenir un homme de parti. Je conserve mon libre arbitre, je n'obéis à personne, soldat indiscipliné, et je ne veux pas me laisser attacher à la remorque de tel ou tel personnage. Je ne dirai jamais de mal systématiquement de personne, je ne puis devenir injuste par entraînement; mon esprit se refuse à dénaturer toutes les actions d'un vainqueur, d'un usurpateur, d'un héritier légitime, et je n'aurai jamais à me reprocher d'aimer ou de haïr quand même. Non, il me faut des motifs sérieux, avouables; je n'absous ni ne condamne absolument, je demande à voir, à juger en conscience, et ma conscience manque d'entraînement ou de complaisance. Plus je vais, plus je me sens indépendant, et j'espère bien qu'il en sera toujours ainsi.

— M. Mérimée sait assez bien raconter, il a souvent des anecdotes plaisantes, singulières. Il nous a dit que le général Garibaldi, qui commande un corps de partisans italiens, donne beaucoup de besogne à l'Autriche et se prépare à lui faire autant de mal que possible. Il est bien servi par les populations lombardes, tout à fait hostiles aux Autrichiens. Les jeunes gens qui se sont mis sous les ordres de Garibaldi appartiennent aux premières familles italiennes et réunissent sur leurs têtes non seulement de grands titres nobiliaires, mais encore des fortunes énormes. De sorte qu'à côté d'un prince de X..., possédant un million de revenu, il y a des chenapans perdus de dettes, et tous n'ont pas moins de zèle pour chasser l'Allemand de la Lombardie.

Et, sur ce chapitre, M. Pasquier était fort vif. «La

nationalité lombarde, s'écria-t-il, mais où est-elle? quand a-t-elle existé? Jamais le nord de l'Italie n'en a eu; sous les Romains, c'était la Gaule cisalpine; plus tard, les Barbares s'en emparèrent et lui donnèrent le nom qu'elle porte, car elle n'en avait pas. Puis vint Charlemagne, qui la divisa en divers fragments qu'il donna à ses officiers; puis vinrent les Visconti, et alors la Lombardie se fit gibeline et en opposition avec les chefs naturels de l'Italie. Elle était impérialiste et penchait toujours vers la couronne d'Allemagne. Plus tard, quand Napoléon voulut lui donner une constitution, elle se tourna encore vers l'Autriche; elle combattit toujours contre les deux républiques de Venise et de Gênes. En un mot, c'est un pays qui n'en est pas un, qui n'a ni unité ni patriotisme. Et vous croyez que l'empereur actuel va refaire un Etat indépendant? Vous croyez que Garibaldi obéira au roi de Piémont? que les Toscans se soumettront au même prince? Je ne le pense pas, et si l'on parvient à chasser l'Autriche de l'Italie du nord, qui lui appartient légitimement à une foule de titres divers, vous verrez éclater une anarchie complète, car il n'y a jamais eu de main assez puissante pour tenir sous un joug salutaire ces brouillons qui ne savent pas ce qu'ils veulent. Et les légations romaines, que vont-elles devenir? Et tout le reste de l'Italie ne va-t-il pas s'agiter pour avoir un faux semblant de liberté sous des tribuns factieux, haineux, criminels, qui joueront du poignard comme on l'a fait contre Rossi? » Le chancelier est superbe quand il s'abandonne à ces tempêtes de souvenirs; il a une voix forte, un accent convaincu, un geste rapide; et c'est merveille de voir un homme de cet âge déployer une telle ardeur de pensée et d'expression.

— M. Mérimée fait partie de la commission chargée d'imprimer la correspondance de Napoléon Ier. Le troisième volume est sous presse, et il est fort intéres-

sant. Il y a peu de lettres qui soient de la main de l'empereur, et encore la plupart de celles-ci, écrites à sa femme ou à d'autres dames, sont d'un style trop vif, trop tendre, pour qu'on les publie. Les autres, qui sont des dépêches officielles, sont simplement dictées et signées par lui. Elles sont en général d'un style incorrect, et les fautes d'orthographe y fourmillent. Dans celles qui sont de la main de l'empereur, la grammaire n'est pas moins maltraitée, il s'y trouve des locutions bizarres, des italianismes et certains mots qui reviennent souvent, par exemple le mot *conséquent.* Mais tout cela n'est que vice de forme; le fond est excellent, clair, rapide, allant au but, voyant les choses avec fermeté et profondeur.

On m'apprend aujourd'hui (1er juin) un fait considérable. L'empereur de Russie aurait permis à ses sujets de prendre du service en qualité de volontaires dans les armées françaises ou piémontaises en guerre avec l'Autriche. Si cela est vrai, la chose est de la plus haute importance. — Je reviens à M. le duc Pasquier. Il trouve que le grand-duc de Toscane est resté tout à fait au-dessous de son rôle. Ainsi se disloquent peu à peu tous ces petits Etats qui ne peuvent plus tenir un rang suffisant dans la situation politique moderne. Ainsi vont s'accomplir de grands changements dans la constitution géographique de l'Europe, et tout cela grâce à la vapeur et à l'électricité. Les communications rapides, instantanées, entre tous les peuples feront nécessairement disparaître des limites imaginaires et tendront à réunir des éléments jusque-là séparés. Des éléments nouveaux introduits dans le monde social produiront des phénomènes qui ne seront surprenants que pour ceux qui n'auront pas senti leur valeur et leur portée.

6 juin 1859.

Tout contribue à entretenir l'esprit belliqueux de notre nation. En vain, 1815, sous la pression de l'Europe, semblait devoir étouffer nos ardeurs guerrières, il a fallu faire la guerre en Espagne : le duc d'Angoulême conduisit une armée jusqu'au Trocadéro et nos soldats firent voir qu'ils n'avaient pas dégénéré. Sous le roi Charles X, la conquête de l'Algérie nous remit l'épée à la main, et nous l'avons bien tenue. Louis-Philippe dut prendre la citadelle d'Anvers, ce qui fut bien fait. On s'empara d'Ancône, on combattit le Maroc et à Saint-Juan-d'Ulloa, et enfin Abd-el-Kader nous tint en haleine bien longtemps. C'est là une école de braves, et tous nos meilleurs généraux d'aujourd'hui sont des élèves du maréchal Bugeaud. La Crimée vint ensuite, et les Russes ont appris à leurs dépens que nous savions nous battre. L'Autriche est en train de refaire cette vieille expérience, et tout porte à croire que la Lombardie va grossir nos annales triomphantes. C'est là une chose singulière et qui ne se trouve semblable nulle part ailleurs. L'esprit militaire de la nation se révèle en ces circonstances, on devient attentif au moindre combat. Il y a maintenant des centaines de milliers d'individus qui, une carte sous les yeux, suivent pas à pas nos armées et se tiennent parfaitement au courant des moindres mouvements des troupes. Hier soir, la ville était dans la joie, on illuminait partout, les enfants tiraient des fusées, brûlaient des pétards; l'odeur de la poudre se faisait sentir dans les rues et, tout en déplorant des pertes nombreuses et cruelles, on battait des mains aux vainqueurs. — En ce moment, tout est à la guerre; on ne parle que de cela, des zouaves de Garibaldi, des turcos de la garde impériale.

La conversation universelle est parsemée de canons

rayés, de carabines Minié, de revolvers, de frégates blindées, de canonnières à l'épreuve du boulet, et jamais on n'a belligéré avec plus d'entrain. Avant huit jours, nous serons à Milan; les stratégistes de salon dressent leurs plans de bataille, la marche des troupes est indiquée avec chaque étape; nous allons promener dans toute la Lombardie nos drapeaux triomphants, sans nous laisser arrêter par les forteresses les plus hérissées de canons. — On me racontait la petite anecdote que voici. Après le retour de Crimée, l'empereur dit au général Canrobert : « Vous êtes maréchal de France! — Ah! sire, merci, laissez-moi l'écrire à ma mère! — C'est fait, » dit l'empereur. Comment trouvez-vous cela? Deux beaux mouvements : un brave soldat qui pense à sa mère, un roi qui a eu la délicatesse d'en avertir la mère avant même d'en avoir parlé au fils. Au reste, Napoléon Ier avait fait quelque chose d'analogue. Après une grande bataille, Marmont, qui commandait sous les ordres de l'empereur, avait fait quelques fautes, et, dans une entrevue avec le maître, celui-ci avait assez malmené le général. Marmont s'éloigne, rentre chez lui, et presque aussitôt un aide de camp arrive et lui dit : « Général, voulez-vous m'embrasser? — Ma foi, non, je suis de trop mauvaise humeur, en disgrâce, etc. — C'est égal, embrassez-moi tout de même, j'ai une bonne nouvelle à vous apprendre. — Non, vous dis-je, je n'ai pas fait ma barbe! — Ça ne fait rien; vous allez m'embrasser tout de même, monsieur le maréchal de France! » Vous voyez d'ici le tableau. Il y a là la grâce du bienfait qui rehausse le bienfait lui-même.

9 juin 1859.

On dit que la lettre écrite par Orsini, la veille de son supplice, a fait une impression profonde sur l'em-

pereur. Orsini lui disait de secourir l'Italie; que, tant qu'il ne s'armerait pas pour elle, il y aurait des poignards et des pistolets italiens disposés à venger sur lui l'abandon de la France. Ainsi ce terrible événement du 14 janvier aurait amené en définitive le résultat actuel; les bombes infernales de la rue Le Peletier auraient allumé la guerre actuelle, et ce coup furieux des démocrates italiens serait la vraie cause de notre intervention dans l'affaire piémontaise. Cela est bien singulier, et peut-être cela est vrai, au fond, tant les plus grands événements de l'histoire ont souvent une cause initiale bizarre et merveilleuse. En présence de ces péripéties surprenantes, il y a des gens qui reviennent de leurs préventions hostiles, qui se souviennent de leur titre de Français et qui se réjouissent sincèrement du succès de nos armes. Qu'on se moque de notre chauvinisme; ce sentiment-là a du bon, car il tient le cœur chaud, et il fait merveille au jour du dévouement. Nos jeunes soldats sont promptement imbus de l'esprit militaire; ils se montent la tête de compagnie et cet entrain particulier à nos troupes leur donne une valeur incontestable. Donc, tout va bien, la gloire reconnaît notre drapeau, le nom français se montre noblement, il sera respecté, honoré, et les ennemis de notre pays sauront qu'ils ne peuvent nous abattre. Tout cela sent la poudre. Vous allez me croire bien belliqueux, et cependant je n'ai pas de sympathie pour les tueries, si savantes, si glorieuses qu'elles soient.

13 juin 1859.

Il n'existe qu'un seul manuscrit authentique et original des œuvres de Cicéron, il est à la Bibliothèque Ambroisienne de Milan. Il a fallu un miracle de patience et de savoir pour déchiffrer ce volume. Il n'y a

pas de séparation entre les diverses parties de cet ouvrage. Le copiste a écrit d'un bout à l'autre sans tenir d'arrêt, et tirez-vous de là comme vous pourrez. On y est parvenu, mais il a fallu trois siècles d'efforts et de veilles, et encore la chose est-elle à peine achevée. Les copistes, au commencement du quinzième siècle, formaient une classe nombreuse d'ouvriers au service des libraires. Un auteur dit qu'il y en avait soixante mille à Paris; le chiffre est un peu fort, mais cela prouve du moins qu'il y en avait beaucoup. Ce travail devenait exorbitant : les livres se multipliaient, la polémique enflammait les esprits, on ne pouvait suffire à copier tout ce qui se produisait, l'imprimerie devenait nécessaire; aussi est-elle venue justement quand on ne pouvait plus s'en passer. Les libraires étaient sous la juridiction du recteur de l'Université; ils étaient assermentés et sédentaires, tandis que d'autres étaient de simples étalagistes comme il y en a tant sur les quais et ailleurs, et ces étalagistes ne pouvaient vendre que des livres valant moins de dix sols. — Il était difficile aux étudiants généralement pauvres de se procurer des livres; aussi les libraires avaient-ils des exemplaires divisés en feuilles qu'ils louaient pour un prix assez modique. On possède à la bibliothèque de la Sorbonne des catalogues de ces anciennes boutiques, le prix des ouvrages est marqué, et il devient assez considérable quand on a eu des livres de luxe, des exemplaires sur grand papier, avec des images, des illustrations, comme on dit maintenant, et les imagiers de Paris étaient les plus habiles, ainsi que le fait remarquer Dante. — L'université de Bologne et celle de Vienne en Autriche étaient déjà aussi avancées que celle de Paris, et l'on a des pièces à l'appui qui sont fort intéressantes. Déjà, à cette époque, les pères se plaignaient que leurs fils étudiants aimaient mieux aller à Paris, pour y suivre les cours, que de se rendre dans d'autres

villes moins amusantes. Ces pères reprochaient à leurs fils de dépenser beaucoup d'argent à leur toilette, à se faire chausser à neuf toutes les semaines. Et puis il leur fallait des livres enluminés; et puis ils flânaient, allaient au cabaret et se battaient avec les bourgeois. — On a, dans les collections, des cahiers manuscrits de ces élèves mauvais sujets, il y a en marge des bonshommes, des caricatures et toutes ces choses qui sont éternellement comme l'esprit humain, comme la pauvre humanité. Cela prouve que le monde est vieux et que bien fous sont ceux qui veulent le réformer.

14 juin 1859.

M. Sainte-Beuve est un agréable causeur. Il a beaucoup plus de gaieté qu'on ne pourrait le croire à première vue ou à première lecture, et hier soir, chez M. le chancelier, dans un coin de ce salon où tout était à la guerre, nous avons bavardé de choses moins sérieuses. La nouvelle publication de mon cher marquis de Sainte-Aulaire était sur le tapis, on en disait beaucoup de bien, et M. Pasquier, qui vient d'en achever la lecture, en est enchanté. Ce recueil de lettres nous reporte au milieu d'une société dont il ne reste plus de traces, de 1760 à 1780. Le grand monde de la cour avait un caractère des plus remarquables et que l'on n'apprécie bien qu'en lisant ces lettres familières, intimes, qui nous mettent au courant de choses fort intéressantes. Donc, M. Sainte-Beuve nous disait ceci : « C'est bien aimable à M. de Sainte-Aulaire d'avoir donné ses soins à la publication de ces lettres, car les personnages qui les ont écrites étaient aussi peu religieux que possible. A cette époque de notre histoire, les idées religieuses étaient effacées, le monde était sous l'influence des idées dites philosophiques et chacun allait devant soi,

se guidant sur les faibles lumières de sa raison, sans souci d'une règle plus élevée, d'une discipline plus sévère. Aussi les dames brillaient par les plus illustres, les plus étranges faiblesses. Et il faut dire que le haut clergé s'y prêtait singulièrement. Tous les prélats de cour étaient galants, il y avait là un dévergondage de bonne compagnie qui annonçait bien la chute prochaine d'une société usée à force de perfectionnements. Aussi la catastrophe finale de 89 était-elle devenue indispensable pour toutes les classes d'un monde perdu. — J'ai trouvé il n'y a pas longtemps un petit volume de poésies d'une grande dame, une d'Houdetot quelconque, ayant pour préface quelques quatrains du cardinal de Brienne. Ces vers sont du dernier précieux; ils indiquent que la noble dame a voulu tout analyser, tout disséquer : la foi, l'amour, le plaisir, et qu'en somme elle ne croit ni à Dieu ni à rien. Et tout cela est galamment dit, légèrement; singulier badinage d'un prince de l'Eglise, preuve de la démoralisation radicale de ce monde si charmant et si futile, que la guillotine devait si largement moissonner.

« Puis est venue la réaction Chateaubriand. Le livre intitulé *Génie du christianisme* a ramené les esprits dans une autre voie, et l'on peut dire que depuis plus de cinquante ans l'influence de ce livre n'a pas cessé. Etrange puissance d'une amplification de rhétorique! On pourrait citer plus d'un exemple de ces sortes de choses, mais il n'en est pas de plus remarquable que celui-ci. »

M. Pasquier continue de voir tout en noir; il est froissé dans ses sentiments intimes, sa politique est à la débandade, rien de ce qui se fait actuellement en Italie ne cadre régulièrement avec ses principes .Il veut appliquer à des actes nouveaux des formules anciennes, surannées, et cependant il ne peut pas prendre le même parti que M. de Metternich, il ne veut pas mourir

juste au moment où s'écroule l'édifice qu'il a si laborieusement élevé par quarante ans de travaux. Il y a si peu d'hommes qui survivent à leurs œuvres! L'envahissement progressif de l'Italie a été le rêve du cabinet autrichien, les grands-ducs et les grandes-duchesses régnant peu à peu à Milan, à Parme, à Modène, en Toscane, constituaient des régisseurs de domaine; c'étaient de petits feudataires de la couronne. Mais on s'est lassé de ce morcellement de peuples et de pays, on a voulu sortir de ce régime de bétail, le troupeau se révolte, et aujourd'hui les pasteurs sont en fuite. Cela me semble tout juste et en bon droit, mais il a fallu un fameux coup de collier pour arriver au but.

Voilà ce que ne paraît pas comprendre M. le chancelier; il regarde les travaux des congrès diplomatiques comme des choses obligatoires, liant les peuples et les souverains, et en cela je ne sais pas comment un esprit de sa trempe peut oublier le droit des gens. Evidemment les peuples ont bien quelque chose à voir et à dire dans ces arrangements des souverains; on ne peut admettre que l'on dispose d'eux sans leur assentiment, et quand à Vienne, en 1815, sous la pression entière de l'Europe, les plénipotentiaires firent un partage des territoires envahis par la guerre, il y avait là quelque chose d'abusif, d'exorbitant, qui dérivait de la force et ne pouvait rester toujours comme une règle invariable et absolue. — Ce qui nous console, nous hommes nouveaux, c'est de voir l'énergie de notre armée. Hier, M le général comte de La Rue nous disait ceci : « On croirait que les régiments qui se sont le mieux battus à Magenta et ailleurs étaient formés de vieux soldats, de ceux qui ont vu le feu en Algérie et en Crimée. Eh bien, pas du tout. — Les régiments qui ont le mieux donné sont composés de vrais conscrits. Il y a bien parmi eux quelques vieilles barbes, mais la masse

est jeune et novice et s'est conduite à merveille. On ne compte pas assez à l'étranger sur cet élément de succès qui nous appartient en propre : nos soldats sont solides, même à leur début, et on peut aller partout avec de tels hommes. Quand on a rappelé ceux qui étaient en congé renouvelable, il y a eu parmi nous un instant de doute, mais il n'a pas duré longtemps. Tous sont rentrés ardemment, il n'y a pas de réfractaires, et plus on va, moins il y en a. Dans le département de Seine-et-Oise, sur 591 rappelés, un seul a été excusé par le maire de la commune, il était au lit et gravement malade. Et c'est partout comme cela. Voilà ce qui constitue la force réelle de notre pays : c'est l'esprit militaire inné chez les Français, et qui permet de tout entreprendre.

29 juin 1859.

Lors du trépas de Mgr Affre, le président de la République eut l'idée d'offrir l'archevêché de Paris au cardinal archevêque d'Arras, M. de La Tour d'Auvergne. Le prélat se fit un peu prier, puis il refusa en disant au chef de l'Etat : « J'ai soixante-quinze ans, dix mille bouteilles d'excellents vins dans ma cave; tout cela est difficile à déménager. Souffrez que je reste à Arras. » Notez que ce personnage est un saint homme d'une grande sobriété, mais aussi très noble et recevant à merveille. Il n'en est pas moins singulier d'entendre les motifs de ce refus. Et à ce propos des prélats grands seigneurs, il n'y en a pas beaucoup. Mgr de Dreux-Brézé, évêque de Moulins, est en hostilité complète avec le gouvernement; il a refusé de faire prier pour la bénédiction de nos armes, et le préfet de l'Allier a été obligé de donner des ordres aux curés de son département. Voyez l'anomalie.

2 juillet 1859.

Vous n'avez probablement jamais lu les *Mémoires d'outre-tombe* de Chateaubriand. C'est un ouvrage en une vingtaine de volumes, un des plus gros monuments de la vanité humaine. Et puis quand on a parcouru cet immense fatras de personnalités odieuses ou ridicules, on se demande comment un homme de cette valeur a pu tomber aussi bas. Il raconte sans sourciller que sa sœur, qui l'avait élevé, qui lui avait servi de mère, a été par lui abandonnée à sa mort et qu'elle fut enterrée dans la fosse commune. Il dit à ce propos qu'assistant à l'exhumation de Marie-Antoinette, il avait reconnu la tête de cette infortunée reine à sa bouche, qui lui avait souri en 1785.

Cet homme qui a toujours occupé de grandes positions, qui a touché d'immenses honoraires comme ministre et comme ambassadeur, n'a jamais pu avoir une maison à lui, n'a eu que des dettes et est mort insolvable, après avoir touché 500,000 francs de ses œuvres et une pension viagère de 30,000 francs. On retrouve en lui l'insouciance et la prodigalité de M. de Lamartine. Victor Hugo n'a pas ce laisser aller. Il a su administrer sa fortune très sagement; il est même riche aujourd'hui, ayant vendu à propos et acheté de la rente et des actions. De plus, la Belgique lui a donné de grosses sommes pour ses dernières productions. Cette différence entre des hommes doués à un haut point du génie politique me paraît dépendre d'une circonstance spéciale. Chateaubriand et Lamartine n'ont pas eu d'enfants, tandis que Victor Hugo, père de famille, a le sentiment paternel très développé. De là ce souci de l'avenir qui naît au cœur des parents pour leur progéniture et qui les rend économes, calculateurs. La paternité est un des sentiments les plus capables d'épurer

le cœur et de fortifier la raison. On travaille pour la famille, tandis que les hommes qui se sentent seuls ne font rien pour sortir d'un isolement fâcheux et se complaisent dans cette folie de l'imprévoyance qui mène au désordre.

10 juillet 1859.

Je vois des gens qui passent pour judicieux, pour raisonnables, qui ont toujours montré dans leur conduite publique ou privée un bon sens incontestable, et qui me paraissent en manquer tout à fait dans l'appréciation des affaires publiques. Un brave homme, orléaniste renforcé, ne pouvait maîtriser son indignation à propos de quelques changements dans la configuration du jardin des Tuileries; il fulminait contre l'auteur de ce vandalisme, de ce sacrilège, et terminait son discours imprécatoire par ces mots : « Tant mieux ! cela lui portera malheur ! » En attendant, le jardin est livré au public et la partie réservée à l'empereur est aujourd'hui ouverte à tout le monde. Quand un passage charmant permettra de se rendre en droite ligne de la rue de Castiglione au nouveau pont qui est en face de la Légion d'honneur, sans être obligé de faire le tour par la rue du Bac ou par la rue de Bourgogne, il n'est personne qui ne convienne que cela sera extrêmement commode, et il serait bien à désirer que cette nouvelle voie de communication fût ouverte aux voitures nuit et jour. Mais il y a des gens qui se réfugient dans l'admiration du jardin planté par Le Nôtre, et qui considèrent comme un crime de toucher à un marronnier planté par lui. Le roi Louis-Philippe, bien connu pour son défaut de goût en matière d'art, avait commencé à déranger la symétrie du jardin en se faisant arranger par M. Fontaine un petit parterre réservé, entouré d'un fossé; et à cette époque les Parisiens de l'opposition

disaient plaisamment : « On voit bien que l'architecte du roi n'est pas Le Nôtre. » Et ce calembour les consolait. Aujourd'hui ce fameux jardin est presque abandonné pour les Champs-Elysées, et rien ne s'oppose à ce que l'on y prenne un passage pour le public, qui aime la ligne droite et ne veut pas faire un quart de lieue de trop quand il va à ses affaires ou à ses plaisirs. — Un légitimiste disait hier devant moi, à propos des batailles récentes : « Il a goûté le sang, il ne pourra plus s'en rassasier, il s'en gorgera jusqu'à ce qu'il tombe comme son oncle. » Je ne connais rien de plus absurde qu'un semblable propos. On dirait vraiment que la guerre est un plaisir, un besoin, et qu'il y a des hommes qui aiment à voir un champ de bataille couvert de morts ! Mais ces hommes si pacifiques, qui crient si fort contre Marignan et Solferino, ont donc oublié que Louis XIV a fait la guerre pendant la moitié de son règne, que Louis XV ne s'en est pas privé, que sous Louis XIII et sous Henri IV on a brûlé bien de la poudre et qu'enfin les rois les plus chrétiens, comme saint Louis, ont fait tuer des milliers d'hommes ? La guerre est une des nécessités de la famille humaine; la politique exige des combats, il y a des questions qui ne se dénouent que par le sabre, et les papes eux-mêmes ont guerroyé en mille circonstances. Que fait de plus l'empereur actuel ? Il a pensé qu'il fallait rendre à l'Italie sa liberté individuelle, il a combattu l'Autriche, et, suivant toute probabilité, il accomplira son programme.

15 juillet 1859.

L'autre jour, un des plus fameux joailliers de Paris me disait que la guerre est essentiellement ruineuse pour le commerce de luxe, et que, depuis le commencement des hostilités, les diamants, rubis, topazes, etc.,

restaient en magasin. Cependant, ce riche personnage avait reçu depuis peu la commande d'un certain nombre de tabatières en or, avec le chiffre de l'empereur en diamants. Ce sont des cadeaux obligés, accoutumés, que les souverains distribuent à un certain nombre de personnages officiels. Elles valent de quatre à huit ou dix mille francs. Ce sont de jolis ouvrages rarement conservés; on les revend au joaillier, ou bien on les fait débarrasser des diamants pour en constituer quelque bijoux à l'usage des dames, et le mari, qui prend rarement du tabac dans un instrument semblable, se défait de sa tabatière ou la change contre quelque autre objet. J'en ai vu une qui vaut bien vingt-cinq mille francs, elle est entre les mains de M. Achille Scribe, un des exécuteurs testamentaires du roi Louis-Philippe et qui a été chargé en grande partie de la liquidation de la liste civile du feu roi. A une époque déjà assez lointaine, sous Louis XVIII, un personnage diplomatique reçut en cadeau une tabatière en or, avec un double fond à secret, et dans cette cachette mystérieuse il y avait un bon au porteur sur le Trésor de la somme de 200,000 francs. Quelque temps après, le joaillier qui avait fait la boîte, et qui avait mis lui-même le bon dans le compartiment secret, demanda au diplomate s'il était content du cadeau que le roi lui avait fait. « Mais oui, dit-il. Combien croyez-vous que cela puisse valoir? Une dizaine de mille francs? — Allez, lui dit l'artiste. — Vingt mille? — Allez, allez toujours. » Il monta toujours jusqu'à cent mille francs, s'extasiant et croyant à une plaisanterie. « Je vous en donne deux cent mille, dit le joaillier, et encore j'y gagnerai la valeur de la boîte. » Il lui montra le secret, et l'on peut penser que le monsieur fut content. Evidemment, les nouveaux procédés de la politique impériale tendent à détruire ces coutumes généreuses; le maître n'aura que de légers cadeaux à offrir à des

agents secondaires, et, sous ce rapport, la bijouterie y perdra. Espérons qu'elle saura bien se rattraper ailleurs.

30 juillet 1859.

Je vous ai quelquefois parlé de Rossini, de ses bizarreries. Il a beaucoup de goût pour Passy, pour le bois de Boulogne, et depuis quelques années il y passait la belle saison, louant un petit appartement à l'entrée du Bois. Il lui a pris envie d'avoir une maison en toute propriété, et ayant avisé un petit terrain situé dans la lisière de ce séjour, il a écrit à M. le préfet une lettre ainsi conçue : « Un terrain en forme de piano à queue et situé, etc., me conviendrait pour y bâtir une petite maison. Je désire l'acquérir pour le prix de... Après moi, le terrain et la maison reviendront à la ville, etc. » Tout a été arrangé suivant les vœux du maëstro, et aujourd'hui la maison est bâtie, on dispose le jardin, qui sera joli. Notez que Rossini n'a jamais consenti à voyager en chemin de fer, qu'il n'a pas encore monté en bateau à vapeur et que la chaise de poste est son seul moyen de voyager. Son petit castel est situé au voisinage du chemin de fer de Paris à Auteuil, et si près que la barrière de ce chemin fait la clôture de sa nouvelle propriété. Or, plus de cent fois par jour, la locomotive passe sous les fenêtres du grand artiste, jette aux échos son cri aigu, strident, violent, aussi antimusical que possible, une note infernale à briser le tympan le plus robuste, et vous comprendrez la jolie position d'un homme qui a peur de ces machines et qui va se trouver condamné à les voir et à les entendre du matin au soir. C'est vraiment singulier.

1er août 1859.

J'ai vu ces jours derniers un illustre marin qui a bien voulu causer avec moi et qui cause à merveille de

ce qu'il sait parfaitement. C'est plaisir d'écouter ces hommes spéciaux qui ont passé beaucoup d'années à bord des vaisseaux, qui savent parfaitement le fort et le faible des marines française et anglaise, et j'ai eu des satisfactions infinies à constater que nous sommes en mesure de lutter contre des forces doubles en nombre. Quand le maître le voudra, l'escadre de l'Océan, commandée par un amiral comme M. Fourichon, luttera contre la grande escadre anglaise, vers la Hogue où ailleurs, mais il faudra une autre escadre dans la Méditerranée pour tenir tête à celle de Malte. Les Anglais seront forcés d'en avoir une dans la Baltique pour surveiller Cronstadt, car il faut que la Russie soit notre alliée, et on souhaite qu'il en soit ainsi. Avec la Russie bien unie à nous, on pourra chasser les Anglais de l'Inde.

15 août 1859.

Hier, rentrée des vainqueurs à Paris. J'avais une bonne place sur les estrades de la place Vendôme. J'y suis arrivé à huit heures et demie; l'empereur a paru à nos regards à dix heures et demie et je n'ai levé le siège que quand tout a été fini, c'est-à-dire à deux heures. Je n'ai pas perdu un bataillon ni une goutte d'eau, j'ai été plein d'enthousiasme et baigné de pluie, mais rien n'a pu m'enlever à ce grand et sublime spectacle. Je n'ai jamais vu pareille chose et je ne crois pas que l'on puisse en rencontrer facilement de semblable. L'empereur a été très bien reçu, il a parfaitement tenu sa place, et il faut qu'il ait une grande dose de raison et de fermeté si une ovation comme celle-là ne lui donne pas un peu d'orgueil. Quatre-vingt mille hommes des meilleures troupes de l'Europe, un peuple qui l'applaudit et a confiance en lui; en vérité, je ne sais rien de plus enivrant. Pour moi, je me sens ému à

l'aspect de ces hommes qui ont tant souffert et qui sont prêts à recommencer.

10 septembre 1859.

L'autre jour, à propos de noms ridicules, qui sont si désagréables à porter, on nous racontait ceci. Un monsieur, rédacteur de grands journaux, se présente dans une maison; on lui dit : « Qui annoncerai-je? — Cucheval. — Plaît-il, monsieur? Quel nom dois-je dire? — Cucheval! » Le domestique réfléchit, entr'ouvre la porte du salon, regarde, et dit presque à l'oreille du monsieur : « Pardon, monsieur, il y a des dames! » — Ce M. Cucheval-Clarigny est un écrivain distingué de la presse politique. On ne dit pas qu'il ait demandé à changer d'étiquette. — On m'a assuré que l'amiral Lanusse n'avait jamais pu trouver à se marier.

20 septembre 1859.

Pendant mon séjour à Genève, on parlait beaucoup des personnages qui s'y trouvaient alors : le prince et la princesse Napoléon, le roi de Bavière, et même aussi, je pense, le roi des Belges Léopold, qui n'y a fait qu'un bref séjour, en allant à Saint-Sauveur et à Biarritz. Vous ne savez peut-être pas que nos voisins de Belgique ont eu la pensée de relever les fortifications d'Anvers. C'est une velléité guerrière inspirée sans doute par l'Angleterre et l'Allemagne. Mais voyant cela, le gouvernement français a annoncé l'intention où il était de réclamer une dette de soixante millions due depuis très longtemps à propos de la prise par les Français de cette même forteresse occupée par la Hollande. Il y a eu un échange de protocoles assez vifs, et le roi Léopold a dû venir donner des explications

à l'empereur, ce qui a occasionné son voyage dans le midi de la France. En sa double qualité d'Allemand anglaisé, ce roi de fabrique moderne a dû être très vexé de cette obligation humiliante.

Les Genevois les mieux informés parlaient du désir qu'avait l'impératrice douairière de Russie de passer l'hiver à Genève, mais cette noble dame n'est pas facile à loger et à servir. Elle a une pension annuelle de vingt-quatre millions de francs, et cela ne lui suffit pas; elle en voulait le double, mais son fils l'empereur Alexandre II lui a fait observer qu'elle en avait assez. Donc la dame a des manies singulières. Elle veut habiter seulement des appartements tapissés en bleu, il ne faut pas qu'il y ait une seule sonnette dans l'hôtel, afin que rien ne trouble son sommeil. Elle emporte avec elle son lit, sa cuisine, elle prend tous les jours un bain de bouillon de poulet, et ce bouillon se prépare avec cinquante poulets. Elle a un artiste attaché à sa personne pour la préparation d'un pain spécial, elle n'en mange pas d'autre. —Vous savez que la dame est depuis longtemps en proie à une affection nerveuse générale, elle ressemble à un fantôme, sa maigreur est phénoménale, et cent fois on l'a crue morte. Son mari, l'empereur Nicolas, l'aimait beaucoup, bien qu'il fût aussi peu fidèle que possible. Je tiens d'une dame Lechesne, gouvernante de la princesse Olga, que l'empereur avait l'habitude de coucher par terre au pied du lit de l'impératrice, sur une sorte de grand sac rempli de foin frais et choisi? Ce sac était fait de peaux de daim parfaitement préparées, très douces, et l'empereur se couchait là-dessus enveloppé dans un grand manteau. Cette couche bizarre le suivait partout et l'on avait souvent beaucoup de peine à trouver du foin convenable.

13 octobre 1859.

Hier, nous causions tranquillement avec le marquis de Sainte-Aulaire; M. Empis, le directeur du Théâtre-Français, nous tomba sous la patte. Or, ce personnage, qui est grand, blond, mince, est dûment exécré de tous les nobles pensionnaires du théâtre, et il n'est sorte de tours que l'on ne joue à ce maître incommode. Mlle Aug. Brohan était venue voir J. Janin, et elle lui avait raconté les cancans des coulisses. M. Empis a un fils qui est médecin des hôpitaux, et en cette qualité il a pris récemment un poste excentrique, uniquement pour avoir la chance de ne plus habiter la maison paternelle, tant ce papa est embêtant. — Et dernièrement, chez M. de Lamartine, comme on venait de nommer M. Empis, le grand poète dit : « Empis? attendez donc? Est-ce qu'il n'est pas de l'Académie? » La maligne soubrette a ri comme une folle de ces petits coups d'épingle et se propose d'en user à l'occasion.

Adam, le compositeur, était un ami de J. Janin et je l'ai vu souvent chez lui. Il était spirituel, gai, causeur, et racontait à merveille. Cherubini, le grand maître, était naturellement grognon, égoïste, et, suivant lui, le plus bel éloge qu'il pouvait faire du travail d'un de ses élèves était de n'en rien dire. Ainsi, après la répétition générale de *la Juive*, Halévy demandant au maître ce qu'il en pensait, Cherubini fit ceci : « Eh! eh! eh! » et comme l'auteur de la belle partition insistait pour avoir un mot plus significatif, le vieux bonhomme persista dans son eh! eh! et ce fut tout.

Un jour Zimmermann, le pianiste, passant en voiture sur le boulevard, aperçut Cherubini assez mal abrité sous un parapluie contre une averse énorme. Il descendit, invita son maître à monter et pria Cherubini de lui prêter son parapluie. Le maëstro répondit : « Je ne prête jamais mon parapluie, » et il s'en alla à pied.

4 novembre 1859.

J'ai beaucoup entendu parler de la famille du roi Louis-Philippe dans ces derniers temps. Je recueille ces souvenirs qui ont bien leur importance et leur intérêt. Donc, dimanche dernier, dînant à Jouy-en-Josas, chez M. le baron Mallet, j'ai causé avec une dame qui arrivait de Claremont, où elle avait eu l'honneur de dîner avec la reine et les princes. La reine est toujours la plus aimable des femmes, la plus douce, la plus bienveillante pour tout le monde, une vraie sainte, comme l'a désignée devant moi le Saint-Père Grégoire XVI. Le duc de Nemours est très bien, un vrai gentilhomme en toutes choses, servant de père, et du plus tendre père, à son neveu le comte de Paris. Celui-ci n'est pas beau, il est mince, délicat, de peu de mine, mais fort intelligent, dit-on. Il a la bouche mal faite, les dents mal rangées, et l'un de ses yeux, je ne sais plus lequel, à moitié fermé, nuit beaucoup à la symétrie de son visage. On sait qu'il y a eu un peu de faiblesse dans une moitié de son corps. En somme, ce jeune prince n'est pas trop bien partagé physiquement. Son frère, le duc de Chartres, est beaucoup mieux sous tous les rapports. Ces deux jeunes gens mènent une vie assez active, ils font de longues courses dans le nord de l'Angleterre, en Ecosse et en Irlande, ils chassent et pêchent. Ils ont une petite meute pour courir le lièvre. Le prince de Joinville est très vieux, très usé, il entend toujours asez mal et de plus il s'est blessé au genou en passant une barrière; son cheval l'a heurté contre un poteau et il en est résulté un accident fâcheux qui le rend boiteux. — Le duc d'Aumale vit en grand seigneur, en savant; il a un hôtel et de magnifiques collections d'objets d'art, de livres, et reçoit beaucoup de monde. — Voilà pour un premier cha-

pitre. Voici le second. Vous savez peut-être qu'il est peu d'écrivains qui aient autant que J. Janin rendu justice au feu roi, vanté ses mérites; et souvent ces apologies, depuis 1848, ont été assez vives, assez imprudentes, pour nuire à leur auteur. On l'a tenu pour suspect, et, grâce à des amis puissants comme M. Rouland et autres, il est resté tranquille en son chalet. Or, ce dévouement de J. Janin à la famille exilée ne lui avait jamais attiré le plus simple remerciement; si bien qu'un beau jour, se trouvant avec M. Bocher, l'homme de confiance de la famille d'Orléans, il s'exprima très vivement sur ce manque de procédés. Il est résulté de cela que l'autre jour, mercredi soir, comme nous allions nous mettre à table avec les hôtes du chalet, M. Bocher arriva et remit à J. Janin une lettre de la reine conçue en ces termes :

« Claremont, le 22 octobre 1859.

« Ayant appris, monsieur, que vous étiez un grand bibliophile, je viens vous offrir les ouvrages ci-joints de la part de mes enfants et de la mienne. Conservez-les dans votre bibliothèque comme un témoignage reconnaissant de la satisfaction que nous éprouvons de votre courageuse constance à faire vivre, dans vos ouvrages et dans vos articles, le souvenir de mon bien-aimé roi et du bien qu'il a fait à la France, ainsi que celui des services que mes enfants ont rendu à leur chère patrie. »

« Votre bien affectionnée,

« MARIE-AMÉLIE. »

C'est bien aimable, quoique un peu tardif, et la reine eût fait cela plus tôt sans son entourage. Ainsi elle avait brodé de ses propres mains un bonnet de velours qu'elle destinait à J. Janin, mais le duc d'Aumale s'op-

posa à ce qu'il fût envoyé, trouvant cela trop familier. Les princes sont un peu comme cela, voulant toujours trôner, tenant le monde à distance, ne voulant pas qu'on les aime d'amitié, parce qu'ils ne connaissent guère ce sentiment. Ce sont d'illustres ingrats, a dit Voltaire, et le mot est juste. Quoi qu'il en soit, J. Janin a été très touché de la lettre. Il a bien admiré les deux beaux livres magnifiquement reliés, cadeau royal, deux raretés bibliographiques : les œuvres de Mathurin Régnier, le poète satirique de 1540, et *la Marguerite des Marguerites*, ouvrage charmant de la reine de Navarre, en exemplaire de premier choix. La pieuse reine Amélie n'a certes jamais lu ces deux livres, qui sont un peu légers, et elle s'étonnerait de tout ce qu'ils contiennent.

9 novembre 1859.

On dit que S. M. l'impératrice va révolutionner les cages et remettre en honneur les robes de laine peu amples et réformer ce monstrueux équipage qui ruine les bourgeoises. Plus de robes de cinq cents, de mille francs; plus de toilettes écrasantes. On va revenir au costume simple que le bon sens recommande, et j'en suis bien aise.

11 novembre 1859.

Je n'ai pas récolté grand'chose dans la séance dînatoire d'hier soir. Le chancelier m'a fait placer à sa gauche, faveur considérable. En sortant de table, il a pris mon bras, puis il m'a *enseigné* comment il avait fait une cure de raisins à Champigny près de Paris, alors qu'il était caché là au temps de la Terreur. Sa santé fort altérée se trouva à merveille de ce régime. Pendant plus de trois semaines, il vendangea

seul dans un certain espace de vigne loué pour lui et il ressentit merveille de cette cure agréable.

« Il y a encore, continua-t-il, dans les dépendances du jardin du Luxembourg, un grand carré planté en vignes, mais en vignes venant de toutes les provenances, collection rare de cépages divers. On la doit, je crois, d'abord à M. Chaptal, alors qu'il était ministre de l'intérieur. Ce savant s'est beaucoup occupé de la fabrication du vin. Plus tard M. Decazes y a mis la main, et le chancelier s'en est toujours moqué, prétendant, et avec raison, que ces vignes plantées toutes les unes à côté des autres dans un sol profond, plat, humide, engraissé par les corps des Chartreux pendant un ou deux siècles, ne devaient rien produire de bon. Et en effet le peu de raisin qui en provenait était mangé par le père Hardy, jardinier en chef, lequel disait à qui voulait l'entendre que ce raisin était pour la table du chancelier. On découvrit enfin cette mauvaise plaisanterie et le menteur fut chapitré de main de maître. — M. Pasquier est très amusant quand il entre dans ces petits détails d'intérieur, il y met un entrain charmant, et l'on se plaît à l'écouter. On a beaucoup parlé de l'incendie du Sénat. Un gros personnage actuel entrant en fonctions et faisant la revue des employés du palais supprima de sa propre main les deux gardiens de nuit, les veilleurs, qui depuis de longues années se promenaient partout et pouvaient voir un commencement d'incendie. La leçon a été rude et l'on va établir un poste de trois pompiers qui feront des rondes partout et auront sous la main un matériel suffisant pour prévenir un nouveau désastre. Tant il est vrai qu'on met des serrures quand les voleurs ont tout enlevé. — Le prince Napoléon est venu lundi visiter le palais avec sa jeune femme. Il a été charmant et tous ceux qui le voient de près s'accordent à dire qu'il a beaucoup d'esprit et d'amabilité. Et comme M. de Gisors lui disait

qu'il ne savait pas trop où mettre le Sénat provisoirement, le prince a dit : « Pour ce qu'ils font, ils pourraient bien se dispenser de siéger. » Et comme il demandait si la salle du trône, la grande galerie serait assez sonore, il ajouta : « Pour ce qui s'y dit, on entendra toujours assez ! » Il est ainsi, toujours un peu piquant, disant tout haut ce que tout le monde pense, et c'est cela qui lui a fait des ennemis.

17 novembre 1859.

Voici une nouvelle tout à fait nouvelle. A Compiègne, on s'amuse tranquillement, bourgeoisement quelquefois, pour faire trêve aux plaisirs d'apparat, aux grandes chasses impériales, aux fêtes somptueuses, où la plus haute aristocratie de l'Europe vient étaler ses splendeurs. L'impératrice, qui est femme délicate et de goût fin, aime assez les récréations spirituelles, aussi fait-elle inviter des hommes d'esprit, ce qui ne gâte rien, et à côté des grands noms de la diplomatie, on voit la modeste figure de certains littérateurs dont le cerveau porte des duchés-pairies incontestables. Parmi les écrivains que distingue la dame de céans, M. Octave Feuillet tient un beau rang, et tout récemment il est venu vivre au milieu de ce grand monde. On fait venir à tour de rôle de Paris les troupes de tel ou tel théâtre, on joue les nouveautés les plus en vogue et les soirées dramatiques ne sont pas un des moindres attraits de ce séjour enchanté. A force de voir jouer la comédie, Sa Majesté a eu l'idée de la jouer elle-même, et elle a prié M. Feuillet de lui composer une petite pièce. On a su que, l'an dernier, un des meilleurs comédiens du Théâtre-Français avait donné quelques leçons à l'impératrice, et l'on a su aussi que Régnier, le professeur, avait pensé que sa belle élève avait peu de dispositions pour cet art.

Quoi qu'il en soit, M. Feuillet a fait une petite pièce en deux ou trois actes, je ne sais au juste, intitulée *le Portrait de la marquise,* et l'on s'est vivement occupé de la mise en scène. Plus de quinze jours ont été consacrés aux répétitions et l'un de ces derniers jours la représentation a eu lieu. Les invités n'étaient pas très nombreux et la noble dame était prodigieusement émue au moment d'entrer en scène. A tel point même que, s'étant fait apporter un verre d'eau, ses dents claquaient et le verre les heurtait avec un bruit saccadé qui a été entendu des voisins. Enfin, la toile est levée, on commence. La pièce n'a que quatre personnages, deux dames et deux messieurs; je n'ai retenu que le nom de M. de Cambacérès, qui avait un habit de la plus grande richesse. En somme, la représentation a été très agréable. J'ai entendu dire à M. Octave Feuillet que Sa Majesté a déployé un vrai talent, beaucoup de grâce et une vive intelligence des intentions de l'auteur. Elle a mis un zèle très grand aux répétitions, se faisant expliquer les idées du poème, entrant très lestement dans les situations. Ainsi, dans un passage, il y avait : « Je l'aime passionnément, est-ce assez ? » Elle a parfaitement saisi cette nuance, et s'est fait applaudir de tout le monde. Cependant l'empereur n'a applaudi que les autres personnages, ne voulant peut-être pas favoriser ce goût; mais il n'a pas poussé la plaisanterie aussi loin que Louis XVI qui siffla Marie-Antoinette dans une situation analogue. — Le spectacle terminé, les spectateurs se sont retirés, mais l'impératrice qui n'avait pas pu dîner, vu son trouble, a voulu souper et un petit couvert de dix personnes seulement a partagé avec elle les douceurs de son succès. Sa Majesté a eu la charmante attention de placer à sa droite M. Octave Feuillet, honorant en lui l'esprit fin, délicat, en un mot donnant la première place à la noble intelligence. L'empereur ayant demandé à l'auteur de

la pièce où il comptait la faire jouer, celui-ci a répondu qu'elle ne paraîtrait jamais ailleurs qu'à Compiègne. Le manuscrit de cet ouvrage écrit et couvert de ratures, de changements, a été demandé par l'impératrice et elle le garde avec la signature de l'auteur, la date du jour où sa pièce a si bien réussi. Pendant les répétitions, M. Octave Feuillet ayant vu sortant de la poche de la dame un rouleau de papier enrubanné, lui demanda si c'était son rôle : « Mon Dieu, non, dit-elle en le tirant tout à fait, c'est le traité de Zurich ! » On en avait écrit une copie pour l'impératrice. N'est-ce pas drôle ?

Voilà mon bulletin du palais. Personne encore n'en a parlé.

26 novembre 1859.

L'empereur a pour secrétaire intime, pour ami, mieux vaudrait dire, M. Mocquart, qui réside auprès de lui depuis longtemps. Or, j'ai dîné hier soir avec M. Mocquart, avec M. Mon, ambassadeur de S. M. la reine d'Espagne, et avec quelques autres personnages. J'ai plus particulièrement causé avec M. Mocquart qui me plaît beaucoup. La première impression n'est pas très favorable. Il est assez grand, très maigre, un peu vieux, et sa physionomie presque maladive fait craindre un peu de sévérité, mais à l'user, tout s'arrange, et l'on trouve sous cet ensemble beaucoup d'esprit, de gaieté, d'instruction et de bonhomie. C'est un habile causeur, amplement fourni de matériaux intéressants, d'anecdotes, de mots, d'épigrammes, le tout assaisonné d'un fonds de gaieté de bon aloi. Le monsieur aime les vieux livres; il raffole de Tacite, un de mes amis, et revient sans cesse à ce peintre éloquent et austère des empereurs romains. Il a, dit-on, un grand Tacite in-folio, avec de larges marges sur lesquelles il met des

notes. Il s'est appliqué à retrouver des analogies entre les hommes de notre temps et ceux qu'a si énergiquement peints le grand historien, mais ce travail est énigmatique, il faudrait en avoir la clé pour comprendre. Comme j'interrogeais M. Mocquart s'il n'était pas tenté d'écrire ses mémoires, il m'a répondu que non, par la raison qu'il serait obligé de ne rien dire de ce qui est le plus intéressant. Et là-dessus j'ai développé la thèse de l'impossibilité de savoir la vraie histoire, au moins quant aux causes réelles des événements, ceux qui les connaissent ne pouvant les publier. Il a été de mon avis. On lui a offert trois cent mille francs pour publier quelques volumes de l'histoire contemporaine, et comme il en parlait un jour à l'empereur, celui-ci lui dit : « Moi, je vous donnerai quatre cent mille francs de votre manuscrit. » Le chapitre le plus intéressant serait sans nul doute celui du coup d'Etat. M. Mocquart nous a dit que, longtemps médité, il n'est arrivé le deux décembre qu'après trois remises successives. Il devait éclater en septembre, mais il fallut attendre. Quand enfin tout fut arrêté, quand les ordres furent donnés, M. Mocquart écrivit le mot *Rubicon* sur l'enveloppe qui contenait toute cette grande affaire, et le prince, en lisant cette suscription hardie, l'approuva d'un mot et d'un geste. Jamais homme plus que l'empereur n'a été maître de soi-même. Il possède au plus haut point le sang-froid, la résolution, il conserve invariablement le calme, la placidité, et, dit son secrétaire, « jamais je ne l'ai vu laisser échapper un signe quelconque d'émotion, de surprise, de colère. » Quelqu'un a dit que la première condition pour être maître des autres, c'est d'être maître de soi-même, M. Mocquart a été de cet avis. Cependant un homme a toujours, pour ses familiers les plus intimes, certaines allures qui décèlent l'état de son âme. Quand l'empereur arrive le matin dans son cabinet, il dit : « Bonjour,

Mocquart. » Le lendemain il dira : « Bonjour, monsieur Mocquart ! » Une autre fois il dira : « Bonjour, monsieur le comte de la Mocquardière. » Et ces trois nuances donnent la mesure exacte de la disposition d'esprit du maître. Il est du reste parfaitement bon et bienveillant pour tout ce qui l'environne, facile à servir, écoutant chacun avec attention et conservant une douceur de ton qui le rend parfaitement aimable. M. Mocquart est dans une position très enviée, bien des gens haut placés s'adressent à lui, et, comme il n'est pas possible de faire toujours ce qu'on lui demande, les mécontents ne se gênent pas pour l'attaquer dans l'esprit du maître. Un jour, celui-ci disait à son secrétaire : « On vous trouve pointu. » M. Mocquart répondit : « On se trompe, c'est carré qu'il faudrait dire. » Parmi les cancans de la cour qui ont voltigé autour de la table, le duc de Malakoff a eu la meilleure part, et l'on s'est permis de rire de quelques naïvetés militaires du héros de Sébastopol. On sait qu'il est l'heureux époux de la plus jolie femme de toutes les Espagnes. Elle est en ce moment dans une position intéressante, et c'est une grande joie pour le maréchal, qui n'avait pas trop de bonnes raisons pour compter sur un tel bonheur.

Il était une fois un roi et une reine, bons, trop bons même, car ils avaient des sujets extrêmement méchants. Il arriva que les hommes devinrent cruels, féroces, et qu'un beau jour ils coupèrent la tête du roi et de la reine. Ce crime abominable les rendit fous furieux, et ils se mirent à danser autour des cadavres, à jouer à la boule avec la tête de tous ceux qui ne partageaient pas leur fureur. Au lieu de volants, ils se renvoyaient des têtes coupées, les têtes servaient de balle au jeu de paume. Ils faisaient tomber tant de têtes que les villes semblaient peuplées de fantômes sanglants, se promenant leur tête à la main et demandant une sépulture, mais on ne les écoutait pas. Parmi les mal-

heureuses victimes de ces bêtes féroces, on remarqua une princesse belle et bonne qui avait commis le crime odieux d'aimer la pauvre reine, d'être son amie dévouée et de n'avoir jamais fait de mal à personne. On la nommait Mme de Lamballe. Les tigres en auraient eu pitié, mais les hommes la massacrèrent et imaginèrent de mettre sa tête au bout d'une pique, afin de la montrer à la reine qui gémissait dans sa prison. Cela fut fait ainsi et l'on se demande à quoi pensait le tonnerre du bon Dieu. Mais enfin l'homme qui portait cette tête au bout d'une pique (il était bien jeune alors et peut-être obéissait-il à la peur ou à quelque monstre alors au pouvoir), cet homme qui a porté cet étendard de la mort a vécu très longtemps et est devenu un membre de la fameuse Académie française. On ne peut savoir comment son crime lui a été pardonné. Cet homme professait les belles-lettres, il parlait agréablement des orateurs et des poètes, il faisait des vers galants même, en un mot, c'était un littérateur agréable de l'Empire. Cependant, il y avait au fond de tout cela je ne sais quel levain pernicieux, quel ferment de passions mauvaises, et peu à peu le personnage tomba dans la misère et, qui pis est cent fois, dans le mépris. L'académicien vendait son suffrage, il a tiré tout l'argent possible des candidats aux quarante fauteuils, et pendant plus de trente années il a été une honte pour un corps illustre. M. Thiers, à qui il demandait trois mille francs pour sa voix, lui en donna quatre. M. Scribe lui *prêta* 25,000 francs pour le même objet, mais, en homme d'affaires, il se fit souscrire un billet pour cette somme. Le billet n'a jamais été acquitté. Cette espèce de marchand de suffrages avait eu un fils, mais le mépris public retombe sur la tête des enfants, et le père vit mourir le sien. Il le pleura et entreprit de lui faire dresser un tombeau au Père-Lachaise. Pendant plus de dix ans, il a mendié partout l'argent né-

cessaire pour construire ce monument, et jamais le cadavre de ce fils n'a reçu le moindre honneur. Tout ceci est rigoureusement vrai et bon à conserver dans les archives secrètes de l'humanité contemporaine. Le mal reçoit quelquefois sa punition. Un jour, cet homme, qui remplissait je ne sais quelles fonctions dans un bureau où il fallait aller (c'était, je crois, à la police), vit entrer chez lui un personnage d'assez grand air et qui lui demanda je ne sais quoi. L'académicien, choqué du ton du visiteur, le reçut mal; il s'éleva entre eux une altercation et le chef de bureau s'écria : « Monsieur! vous portez la tête bien haut! — Possible, monsieur, mais cela vient de ce que je n'ai jamais porté que la mienne! » Voilà ma petite anecdote, elle n'est pas gaie, mais il faut les prendre telles qu'elles sont, en attendant quelque chose de plus jovial. Cependant, c'est tout trouvé, et voilà un petit conte très vrai qui peint bien la singulière vanité de Voltaire. On avait pendu en place de Grève je ne sais quel voleur célèbre, et l'on ne parlait d'autre chose dans les plus brillants salons. Voltaire, oublié, restait plongé dans son fauteuil, ne disant mot, faisant froide mine et en somme de très mauvaise humeur. Quelqu'un, l'ayant remarqué, demanda ce qu'avait le grand homme. Sa nièce répondit : « Ne le voyez-vous pas? il est jaloux du pendu! » — Que de gens sont ainsi!

2 décembre 1859.

M. de Talleyrand est une des plus grandes figures historiques de notre temps, il a joué le premier rôle dans nos affaires politiques, et tout ce qui tend à faire connaître ce personnage a un intérêt réel.

Voici quelques détails. Avant la fameuse époque du 10 août, il y avait à Londres un ambassadeur français jeune et peu capable. M. de Talleyrand avait été

envoyé près de lui pour le surveiller, mais le prince, flairant les événements parisiens, revint ici à temps pour assister à la crise politique et y prit une part active. Notre ambassadeur à Londres était M. le marquis de Chauvelin. Il fut fort embarrassé; il écrivit à Pitt une lettre compromettante, il en écrivit une seconde pour redemander la première; on lui répondit en lui envoyant ses passeports, et la rupture éclata entre les Anglais et nous.

A l'époque où l'orage grondait sur l'Autriche en 1805, vers la prise d'Ulm, M. de Talleyrand, envoyé à Vienne, écrivit de Strasbourg une longue dépêche, une sorte de mémoire politique dans lequel le diplomate exposait l'utilité de ne pas pousser l'Autriche au désespoir et de façon à rendre impossible un raccommodement. Ce travail était excellent. C'est par suite de ces idées sages que l'on fit accorder à l'Autriche la Valachie et la Moldavie, en compensation de ce qu'on lui enlevait ailleurs, et ce cadeau était calculé en vue de contrecarrer la Russie du côté de l'Orient. Ce mémoire est conservé dans les archives de la chancellerie.

Plus tard, quand l'empereur malmenait toute l'Allemagne, on pressentait à Paris des insuccès et les habiles songeaient à se garder des ressources. Fouché avait envoyé à Londres un agent chargé de sonder les dispositions du cabinet anglais et de préparer les bases d'un traité de paix. Ouvrard y était aussi pour quelque chose, et quand il fut arrêté, on trouva dans ses papiers la trace de cette trahison. L'empereur furieux attendit son retour pour foudroyer les traîtres, il alla jusqu'à saisir le Conseil d'Etat de faire une enquête sur ces menées et M. d'Hauterive fut chargé du rapport. Talleyrand était fort compromis. Mais le rapporteur eut l'art d'embrouiller l'affaire et le procès n'eut pas lieu. M. de Talleyrand, qui aurait dû s'estimer bienheu-

reux, prétendit que M. d'Hauterive ne l'avait pas assez blanchi, et il lui garda rancune. Napoléon savait que Talleyrand avait reçu deux millions du sénat de Hambourg afin de favoriser certaines affaires de la Hollande, et il écrasa le coupable de ses invectives les plus amères, mais le diplomate écouta sans broncher. A la fin de l'Empire, M. de Talleyrand, qui se réservait toujours une retraite, avait arrangé d'avance une sorte de ministère avec le duc de Richelieu, et à la Restauration, quand il fallut exécuter ce projet, le prince mit dans son cabinet Fouché, mais M. de Richelieu refusa net. De là une colère effroyable du prince contre le duc. M. Pasquier était là quand le refus du duc arriva, et fut témoin de la rage qui s'empara du prince. Alors arriva M. de La Besnardière, son secrétaire intime, son attaché; il lui donna la lettre. « Prenez cela, promenez-vous aux Tuileries, préparez une réponse et apportez-la-moi ! » L'autre fit ce qu'on lui disait et apporta une réponse impertinente qui n'eut aucun résultat. Ce M. de La Besnardière était un intime du prince, il l'accompagnait partout; il travaillait avec lui, on peut dire pour lui, car le prince travaillait peu. Voici comment il vivait. Il causait, bavardait avec M. de Metternich, à Vienne, et toute la soirée se passait ainsi. Rentré chez lui vers onze heures, la table de whist était préparée, quelques intimes attendaient, et pendant un quart d'heure le prince, passant dans son cabinet, où était M. de La Besnardière, lui disait la substance de la conversation, émettait quelques idées, quelques réflexions, et se mettait à jouer. Cela durait ainsi jusqu'à une heure, deux heures et plus, puis il rentrait auprès de son scribe, lisait la dépêche préparée, corrigeait, ajoutait, et le lendemain, de bonne heure, il prenait la peine de copier cet écrit d'un bout à l'autre, de sorte que toutes ses lettres, en si grand nombre au ministère des affaires étrangères, sont toutes écrites de sa main, et

cependant elles sont évidemment l'œuvre d'un secrétaire, et cela est si vrai que M. de La Besnardière a fait une demande expresse afin de les reprendre comme lui appartenant. A l'époque où M. Mignet fut chargé de la garde des archives de la chancellerie de ce ministère, M. de Talleyrand lui remit de gros paquets, enveloppés de toile cirée, bien cachetés de ses armes, et il le chargea de dépouiller ce chaos. Il y avait de tout dans cet amas de paperasses : des billets, des dettes de jeu, des mémoires de fournisseurs, des rendez-vous et des lettres très importantes ayant trait aux affaires d'Etat. M. Mignet a rendu à Mme la duchesse de Dino tout ce qui était chose privée, et il a recueilli et fait relier en gros volumes les papiers politiques. Il y a là des choses d'un grand intérêt. M. de Talleyrand était assez malicieux envers ses confrères en diplomatie. Quand les accidents politiques le renversaient du ministère, il ne voulait pas que ses principaux confidents restassent en place dans la crainte que son successeur ne profitât de leur expérience des affaires. C'est ainsi qu'il voulait toujours faire donner un congé illimité à M. d'Hauterive, mais cela ne se pouvait pas, et M. Pasquier, qui était garde des sceaux, fut obligé de révoquer M. d'Hauterive de sa place de conseiller d'Etat, qu'il n'a jamais reprise depuis. La correspondance de M. de Talleyrand a été offerte à M. de Metternich qui l'a eue entre les mains, l'a gardée assez longtemps à Vienne, puis l'a renvoyée en France sous le couvert de M. de Rothschild qui l'a retenue longtemps à Francfort, puis elle est revenue à Paris, où elle figure au ministère des affaires étrangères.

Le baron Louis était un excellent ministre des finances; il se trouvait lors de la première Restauration en rapport avec le prince de Talleyrand et Ouvrard. Il n'y avait pas un sou en caisse. Cinq cent mille étrangers vivaient en France; il fallait payer 700 millions

pour les frais de la guerre et l'on ne savait comment se tirer d'affaire. On voulait faire un emprunt. Ouvrard avait l'oreille des Anglais, et il proposait des projets superbes. Le prince était partisan d'un emprunt forcé, et il y eut à cet égard des discussions d'une violence extrême dans le conseil des ministres. Ce fut dans une de ces séances orageuses que M. Louis eut le courage de dire au comte d'Artois (depuis Charles X) : « Le trône de France n'est pas un canapé où tous les princes du sang puissent prendre place; c'est un fauteuil, et le roi seul a droit de s'y asseoir. » En somme, le baron Louis a rétabli le crédit en France, et c'est à lui que l'on doit la vraie fortune de notre pays. Comme M. de Talleyrand, ce financier était violent, et, dans leurs disputes, ils perdaient l'un et l'autre toute mesure. On ne saurait croire à quel point de violence les choses étaient portées.

Laissons un peu là ces vains éclats de la diplomatie, et occupons-nous de la pauvre Académie française qui ne sait où trouver un remplaçant de M. de Tocqueville. M. Mignet, reçu l'un des Quarante vers la fin de 1835, trouva ses confrères occupés de la rédaction du fameux dictionnaire de la langue française. On venait de reprendre le projet de ce grand travail et l'on entamait la lettre A. — Charles Nodier était chargé du travail préparatoire; il y mettait surtout de l'esprit, de la fantaisie, quelques bonnes idées sur l'étymologie des mots; mais rien ne pouvait sortir de bon d'une tête aussi excentrique. On sait que l'illustre compagnie avance lentement dans son œuvre; elle n'en est encore qu'au mot *Amitié*, et il a fallu vingt-trois ans pour arriver là. Quelqu'un a dit : « Vous serez tous morts avant d'arriver à *l'Amour!* » A ce compte, la lettre Z ne sera terminée qu'en 2500, et Dieu sait les changements qu'il aura fallu faire.

— Charles Nodier, que j'ai été voir à la bibliothèque

de l'Arsenal en 1823, était un homme de beaucoup d'esprit, tête exaltée, fantaisiste, espèce de savant en plusieurs choses, mais de science embrouillée. Il a beaucoup écrit, des romans, des articles de critique, des dictionnaires et une foule de choses souvent fort piquantes. Il formait une bibliothèque de raretés, puis la vendait, souvent fort cher. Il a toujours crié misère et vivait un peu en bohémien. Il avait une fille qu'il maria à M. Menessier, employé dans je ne sais quel ministère. Cette jeune dame ne tarda pas à voir sa famille augmenter rapidement, et un jour, pendant qu'elle accouchait de son quatrième enfant, Nodier, à qui l'on faisait presque un compliment de condoléance, dit : « Bon ! quand il n'y a rien pour trois, il y en aura bien assez pour quatre ! » — Une dame de ses amies, riche et qui admirait son talent, l'avait invité à venir passer un mois dans son château. Nodier, bien installé, bien traité, se montrait joyeux, mais vers la fin de son séjour, il devient sombre, mélancolique, et la dame, attristée, s'informe avec intérêt de ce qui le préoccupait. Il dit bonnement : « Je m'ennuie de ne pas voir ma femme. » La dame fait venir Mme Nodier, et quelques semaines se passent dans une humeur des plus charmantes. Voilà Nodier qui retombe dans ses idées noires. Nouvelles questions, et il dit : « C'est vrai, je suis heureux de voir ma femme, mais ma fille, ma pauvre fille... » On fait venir la fille, et la famille, ainsi installée, prolongea son séjour un peu au delà des strictes convenances.

Tout récemment, M. Sainte-Beuve a fait un charmant article sur les mémoires de Mme Récamier. M. Guizot vient aussi d'en faire un, mais un peu solennel, même lourd, quoique solide, et on y trouve entre autres choses un bon passage sur la douce influence qu'exercent les femmes dans la société, leur in-

dulgence pour les défauts des hommes, la bonté qu'elles déploient pour ceux qui arrivent à la vieillesse, répandant un charme sur les tristesses de la vie et les illusions perdues. — On est revenu sur la beauté de cette dame. M. Pasquier, qui l'a vue et bien vue, dit qu'il ne l'a jamais trouvée très belle, mais qu'elle était parfaitement gracieuse. « Et puis, dit-il, tout change, la mode, le goût ; on admirait alors la femme par devant, si j'ose m'exprimer ainsi, maintenant c'est le côté opposé qui est en faveur. Mme Récamier avait un buste magnifique, des dehors séduisants, et son mérite est prouvé par tant d'illustres amitiés ! »

Une opinion par trop biscornue de je ne sais quel critique étranger à propos de Racine a amené une discussion à laquelle M. Legouvé a pris une part active. On a dit que jamais la langue française n'avait rien produit de plus magnifique et que les belles scènes de *Phèdre*, d'*Andromaque*, d'*Athalie*, étaient des merveilles. Talma est venu sur le tapis, puis les grandes tragédiennes, et M. Legouvé a montré du goût et du tact en ces choses qui lui sont familières. Il a fait observer que le public avait une manière d'interpréter les intentions dramatiques autrement que l'auteur de la pièce, mais que ces interprétations n'en étaient pas moins bonnes. Ainsi dans la fameuse scène où le vieil Horace dit en parlant de son fils le fameux : « qu'il mourût ! » il est probable que le public aurait interrompu le couplet par des applaudissements, et que la suite : « Ou qu'un beau désespoir alors le secourût, » n'aurait paru qu'un hors-d'œuvre. Déjà Voltaire avait considéré ce vers comme un remplissage exigé par la rime, mais on n'a pas été de cet avis. « Qu'il mourût ! » est le cri du héros, du patriote ; mais le père frémit, et la nature ajoute un correctif ; et enfin la suite est encore un palliatif de cette exclamation féroce. Un amateur a dit qu'il y avait là une faute d'impression

et que Corneille avait écrit : « Qu'il courût ! » et l'on a bien ri de cette correction si bizarre. Aujourd'hui un auteur trouvant le mot placerait à la suite trois points d'exclamation !!!... mais il n'y a dans l'édition princeps du grand tragique qu'une simple virgule. Il est très probable que le public, en applaudissant, a fait penser au repos, à l'interruption, et que cela n'était pas dans l'intention première de l'auteur, peut-être même n'avait-il pas senti de prime abord toute la puissance de son mot. — Un jour, M. de Salvandy, lisant à l'Académie un éloge de je ne sais quel personnage, parlait de la Révolution, des massacres, etc. Sa phrase fort brillante se terminait par ces mots : « Il n'y avait de sublime que les victimes elles-mêmes ! » Ici tout le monde applaudit, et quand l'orateur voulut ajouter quelques mots complétant sa pensée, il n'y eut plus moyen et il fallut se borner à cela. Rien n'est plus heureux que ces sortes de hasards ! La grande affaire des points et des virgules a fourni quelques remarques piquantes. Cela n'est pas neuf. Les oracles de Delphes en tiraient grand parti. On change le sens d'une phrase en déplaçant la ponctuation. « *Ibis, redibis, non morieris ibi* : Tu iras, tu reviendras, tu ne mourras pas là, » disait l'oracle à un héros. Il mourut cependant sur le champ de bataille. On accusa le prêtre d'Apollon de s'être trompé. Il fit voir que la virgule devait être placée après *non*, et non pas avant. Tu iras, tu ne reviendras pas, tu mourras là. Et voilà comme les gens habiles se tirent d'affaire.

Il y avait à la table du chancelier une figure nouvelle, M. Henri Martin, qui a fait encore une grande histoire de France. Cet ouvrage a de la valeur, il a été couronné par l'Académie française. L'auteur, que je ne connaissais pas, est grand, maigre, il paraît avoir plus de quarante ans, la tête grosse, un peu chauve, la parole peu facile, et cependant j'ai saisi quelques mots

assez heureux. A propos de Napoléon blessé dans son orgueil par la défaite de Moscou, et qui ne voulait pas paraître moins grand, qui cherchait à conserver le prestige de son génie victorieux jusque-là, il a fort bien dit : « Les hommes de cette trempe ne baissent pas, ils tombent. » Il y a bien eu dans cette soirée quelques échappées sur la politique actuelle, mais cela ne me regarde pas, et je laisse se faire l'histoire quotidienne. J'aime bien mieux celle de la veille, celle qui est accomplie, et qui n'a plus besoin de l'intervention des gouvernements en activité de service.

28 mai 1861.

Le prince impérial est un gros garçon solide et intelligent, volontaire et violent, gâté à plaisir par son illustre père, mieux tenu par l'impératrice, et en somme assez difficile à mener. Il y a des personnes dans le palais qui croient devoir dire à cet enfant : monseigneur. Mais l'impératrice ne le veut pas, et comme le papa ne trouve pas cela mauvais, on est fort divisé sur ce point. Voici des particularités récemment recueillies :

L'autre jour, S. M. l'impératrice était à sa toilette. On frappe à sa porte : « Toc, toc, toc. — Qui est là ? — C'est monseigneur. — Je ne connais pas de monseigneur. »

Bientôt recommence le toc, toc. Même demande, même réponse, et à la troisième ou quatrième reprise l'impératrice dit à sa femme de chambre : « Pepa, va chercher le grenadier de garde pour emmener celui qui frappe ainsi chez moi. Il n'y a pas ici de monseigneur, il n'y a que Loulou qui puisse entrer chez moi. » Silence. — Enfin, après un nouveau toc, toc, une voix dit : « C'est Loulou qui a envie d'embrasser sa petite mère. »

Et on lui a ouvert. Voici une autre histoire également puisée à bonne source. Tous les jours à dîner, sur les huit heures et demie, le jeune Loulou vient voir ses parents; il se place à côté de l'empereur ou de l'impératrice et reçoit quelque biscuit, quelque friandise qui constitue son petit souper, car il dîne beaucoup moins tard. L'autre jour, après sa petite scène ordinaire, et comme il allait partir, sa mère lui dit : « Loulou, saluez monseigneur » (un évêque qui se trouvait à la table impériale). Loulou, tout interdit, réfléchit, puis il dit en touchant sa poitrine : « C'est moi qui suis monseigneur. »

On a ri, et je ne sais trop comment la chose s'est terminée.

On s'occupe beaucoup ici de la santé de Pie IX. Chacun s'attend à une catastrophe prochaine et les prévisions sont actives à l'endroit d'un successeur. Bien des gens pensent qu'il se trouvera un pape futur assez avancé dans les idées de notre temps pour renoncer à la souveraineté temporelle, cette grosse pierre d'achoppement où tant de choses se brisent. Il y a là une solution toute naturelle des graves questions débattues de l'autre côté des Alpes, et pour ma part, j'ai la ferme conviction que l'esprit religieux ne peut qu'y gagner. J'entends des personnes on ne peut plus respectables émettre cet avis, affirmer que la puissance temporelle du pape est un malheur pour la religion, et j'incline à penser que les intérêts du ciel s'altèrent au contact des intérêts matériels. La politique des Etats modernes comporte tant de choses si peu compatibles avec la pureté du sentiment divin que je plains le souverain pontife d'avoir à subir les nécessités de la police, des tribunaux, de toutes les questions financières où la bonne foi trouve si peu de place. — Espérons que le Saint-Esprit montrera sa puissance dans le choix du successeur de Pie IX. —

Voilà le sultan mort, l'impératrice d'Autriche va achever de mourir à Corfou, la reine Victoria se détraque peu à peu au moral, les grosses têtes de l'aristocratie anglaise tombent sous le coup des années, les embarras de toute sorte surgissent partout, et l'on dirait que le monde va chanceler. Rassurez-vous, le monde marche tout seul, les hommes ne sont jamais que la mouche du coche; il y a une main qui dirige et conduit la faible humanité dans les routes de l'avenir : celles-ci sont toujours nouvelles, toujours inconnues. Il n'y a pas de poteau indicateur; le troupeau humain s'engage aveuglément dans la voie qui lui est tracée; les chefs qui ont l'air de mener la foule tombent à leur tour, mais la foule va toujours; un nouveau berger s'élève, prend la houlette, simple lieutenant d'un chef mystérieux dont la main se cache dans les nuages.

5 juillet 1861.

M. de Chateaubriand était jeune, ardent à la vie, emporté par son génie vers des routes nouvelles. Mais il inclinait fortement à l'amour, il payait un gros tribut aux faiblesses du jeune âge. Donc, il avait résolu de visiter Jérusalem, et l'on sait quel beau voyage il fit là. Mais, songeant à tout, il avait le désir de voir le midi de l'Espagne, d'étudier Grenade, et il avait donné rendez-vous à une belle dame dans cette noble cité des Abencérages. La dame fut exacte et ces deux personnages, pleins de sentiments exaltés, passèrent quelques belles journées au milieu de ces ruines où survivent tant de souvenirs de vaillance et d'amour. Or, il est arrivé qu'un voyageur français, visitant Grenade, a découvert dans un coin fort retiré de l'une de ces salles mystérieuses embellies par l'architecture arabe une inscription en caractères grecs. Le visiteur curieux

et instruit a bientôt reconnu que si les caractères étaient grecs, la phrase était tout simplement française, par conséquent il ne lui a pas été difficile de la déchiffrer. C'est un souvenir de bonheur, une de ces émanations des cœurs heureux, indiscrets par conséquent et que les indifférents lisent avec un sourire. Mais ce n'est pas tout. Cette inscription avait été lue déjà, et un touriste anglais qui avait reconnu la signature imperceptible de Chateaubriand, touché de la singularité du fait, avait écrit au crayon quelques vers charmants. Ce poète rival de Byron est tout simplement lord Howden, marquis de Caradock, qui a été depuis ambassadeur de la reine Victoria auprès de la cour de Madrid. — Le susdit lord est un parfait gentleman, il aime toutes les belles choses. Il est riche à millions; il a fait bâtir un petit palais près de Bayonne pour y abriter une señorita belle à faire rêver tous ceux qui pourront la voir. Mais revenons à M. de Chateaubriand. La dame qui avait illuminé les ruines de Grenade par sa radieuse beauté, par son esprit plus brillant encore, était une duchesse de X..., née de L. B..., une des plus charmantes femmes que l'on ait vues, des plus heureusement douées sous tous les rapports. Elle est devenue folle et est morte dans cet état si déplorable.

M. le chancelier ne veut pas qu'on parle de lui dans les journaux, il crie très fort contre celui qui met son nom n'importe où, il menace de se désabonner. Les hommes du pouvoir ont des goûts fort différents à ce sujet. Ainsi M. de Villèle, alors qu'il était président du conseil des ministres, se faisait lire chaque matin pendant qu'on le rasait, qu'il faisait sa toilette, tous les articles de journaux les plus hostiles; il aimait à connaître les opinions de ses ennemis. — Le maréchal Bugeaud ne lisait guère que les journaux de l'oppo-

sition; il se mettait dans des colères bleues contre *le National*, *la Réforme*, mais il les lisait tous les matins. M. le comte Molé, quand il était chef du ministère, était surtout jaloux de ceux de ses collègues dont on faisait l'éloge, il souffrait du mal qu'on disait de lui, mais bien plus encore des compliments qu'on adressait aux autres ministres. M. Thiers a toujours montré beaucoup d'indifférence à cet égard, il fait peu de cas des articles de journaux. Il a été journaliste lui-même et sait ce que cela vaut. Je n'ai pas de détails sur les ministres actuels. Je me rappelle fort bien que Mme la duchesse de Berry, enfermée à Blaye, se fâchait quand on voulait lui soustraire un journal contenant un article hostile.

M. Mignet est un causeur charmant. On a parlé de la comète qu'on annonce être celle de Charles-Quint, mais elle ne parut qu'un an après la mort de ce personnage. M. Mignet a fait un livre très intéressant sur la retraite et l'abdication de ce roi, et il a pu rectifier bien des erreurs commises par les historiens qui visent trop à la légende. Il y a, je crois, deux cent quatre-vingt-dix ans que Charles-Quint est mort.

On a beaucoup parlé de Washington à propos de la guerre qui éclate entre les Etats d'Amérique. Ce personnage a laissé une sorte de testament politique dans lequel il donne des conseils à ses compatriotes. On a dit de lui qu'il s'était montré grand dans la guerre, grand dans la paix et grand dans le cœur de tous les citoyens. Son histoire a été publiée d'après des documents authentiques. Par malheur, le grand Washington a eu de faibles successeurs, l'œuvre constituée par son génie périclite aujourd'hui parce que les hommes ne sont que rarement animés d'un sentiment pur, et que le vrai patriotisme ne se rencontre guère deux fois au degré où on l'a vu chez le fondateur des Etats-Unis d'Amérique.

9 août 1861.

M. Thiers, qui a réellement échappé à un grand danger l'autre jour à Dieppe et qui, certainement, ne se hasardera plus dans une campagne maritime, M. Thiers a terminé son grand ouvrage sur Napoléon Ier et l'Empire. Le 12 de ce mois paraîtra le dernier volume de cet immense travail. Mais M. le chancelier jouit de certains privilèges tout à fait exclusifs. Ainsi il a reçu ce volume qui traite des Cent-Jours et de la clôture du grand drame impérial, il se l'est fait lire presque tout entier, et hier soir, l'illustre vieillard a fait sa rentrée dans son salon. L'indisposition très sérieuse qu'il a éprouvée dernièrement le retenait dans sa chambre ou dans son cabinet de l'entresol; ses convives descendaient auprès de lui après le dîner et la soirée se passait en conversations toujours attrayantes. Hier, M. Mignet, M. de Peyramont et moi, nous étions les invités; trois autres personnes qui sont plus spécialement de la maison complétaient le nombre accoutumé. Mais vers la fin du repas, nous avons entendu le chancelier toussant près de nous, et en effet, au sortir de table, nous l'avons trouvé installé dans son fauteuil. Nous avons fêté ce retour aux habitudes et la conversation n'a pas tari. Tout naturellement l'ouvrage de M. Thiers est venu sur le tapis.

Nous avons écouté M. Pasquier nous dire son opinion sur ce livre. « Il y a bien des choses sur lesquelles nous ne pouvons pas être tout à fait d'accord. J'ai pris une part active à des actes dont il a seulement lu le récit, et de là des différences notables, mais on peut dire que son travail est bon, bien fait, plein de mouvement, de vie et d'intérêt. — Quand l'empereur revint de l'île d'Elbe, le premier échec qu'il éprouva, ce fut la difficulté de constituer un ministère. Chacun refusait

un poste aussi difficile; on pressentait que la chose ne pouvait durer, et dans ses rapports avec les plus intimes de ses amis, l'empereur parlait toujours des Bourbons. Les dépêches qu'il recevait de ses ministres extérieurs contenaient beaucoup de passages relatifs à la famille royale, et enfin, dans une circonstance très particulière, voici ce qui fut fait par l'empereur lui-même. M. de Rœderer avait été chargé d'une sorte d'ambassade par le frère de l'empereur, pour la défense de son trône d'Espagne. M. de Rœderer, arrivé dans le cabinet de l'empereur, le trouva avec le petit roi de Rome et Mme de Montesquiou. Il rendit compte de sa mission et dit que le roi Joseph espérait que son frère le maintiendrait à Madrid. L'empereur témoigna une vive impatience, et, comme il tenait son fils sur ses genoux, il dit : « Me voyez-vous occupé à cette belle « besogne lorsque je pense que celui-ci ne pourra pas « même régner en France ! »

« On a reproché à l'empereur d'avoir altéré l'institution de la magistrature, et rien n'est moins juste. Quand il fallut créer la Cour de cassation et les cours impériales, on dut froisser bien des ambitions, mais encore écarter des hommes d'un mérite éminent qui ne pouvaient être choisis en raison de leurs antécédents. Merlin de Douai était certes l'un des jurisconsultes les plus forts de l'époque. Il aurait voulu être à la tête de la Cour de cassation, mais cela était impossible même sous l'empereur, à plus forte raison en 1815. Merlin était d'une rigueur inflexible à l'égard des émigrés. Quelques-uns ayant fait naufrage sur les côtes de France, furent saisis et l'on voulait les fusiller. L'affaire fut déférée à l'empereur et au Conseil d'Etat. Un rapport avait été fait, très sage, montrant les inconvénients de cette manière d'agir, et dans le conseil personne ne parlait contre. L'empereur s'adressa à Merlin, qui réclama la loi dans toute sa rigueur, éta-

blissant que rien ne l'avait rapportée jusque-là. Le maître arrêta l'orateur et les pauvres gens eurent la vie sauve. »

26 août 1861.

Hier soir, M. le chancelier était fort en veine de causerie, nous admirions sa vivacité, son entrain; il répondait à tout, s'occupait de tout le monde, en un mot, jamais homme n'a été plus vivant. Et comme on revenait au chapitre de notre histoire contemporaine, au dernier volume de M. Thiers, M. Pasquier nous a dit ceci : « Certes M. Thiers est un rare esprit, plein de clartés, mais on peut lui reprocher une certaine dose de crédulité qui l'a poussé à l'erreur. Il a accepté sans critique suffisante les mémoires de M. de Vitrolles et ceux du général Dupont. Pour ne parler que de ce dernier, on peut s'étonner à bon droit de voir M. Thiers en faire une sorte de grand homme, une victime de la fatalité, ou plutôt de la jalousie de ses rivaux. Jamais on ne pourra pallier le désastre de Baylen. Le général Dupont est un homme d'une bravoure éprouvée, il l'a montré maintes fois; il est de plus fort intelligent, très instruit, littérateur éminent, poète, en un mot, un homme hors de ligne, mais tout cela n'empêche pas qu'il ait perdu la tête à Baylen, qu'il ait fait fautes sur fautes. — Comment n'a-t-il pas été fusillé? — Je le sais bien, docteur, mais pour vous raconter cette affaire, il me faudrait une demi-heure, et ma voix n'y suffirait pas. En bref, voici la chose. On voulait le traduire devant un conseil de guerre, mais ses amis, sa femme, bien posée dans le haut monde, obtinrent que l'affaire serait portée devant la haute cour. Or, cette cour, existant en principe, n'avait jamais fonctionné. Il fallut la réunir, l'organiser, cela demanda bien du temps. Les intéressés faisaient en sorte de traîner la

chose en longueur, si bien que les événements marchant, la guerre avec la Russie entamée, il fallut renoncer à ce procès et le coupable échappa. M. Thiers ne parviendra jamais à effacer cette action que tous les hommes du métier ont jugée de la même manière. — J'ai vu le général Dupont seulement à l'époque où il a été nommé député. Il n'a jamais dit un mot à la Chambre; je le vois encore d'ici, seul, à sa place, sans que personne lui parle, dans un isolement très significatif. Et plus tard, lorsque l'expédition d'Alger fut décidée, Bourmont, alors ministre de la guerre, voulut la commander : il lui fallait cela pour devenir maréchal de France; le ministère de la guerre était conduit par intérim par un jeune homme, de Champagny, sous le haut patronage du duc d'Angoulême. On songea alors à nommer ministre le général Dupont, et il arriva que les affaires du 27 juillet se déclarèrent tout à coup. L'armée de Paris ne se composait que de 7 ou 8,000 hommes effectifs, et quand Marmont fut chargé de soutenir la lutte, il trouva que tout avait été négligé. Singulière aberration du pouvoir! On tentait un coup violent sans aucune précaution prise, sans garantie contre la révolte. Et voilà comme les monarchies disparaissent! »

4 septembre 1861.

Mme de Choiseul était bonne, charitable. Elle rencontra un jour à Chanteloup, au temps de ses prospérités, un petit paysan qui travaillait pour les maçons et les cantonniers. Il portait des cailloux dans un panier. La dame prit intérêt à cet enfant, elle lui demanda s'il désirait quelque chose. « Je désire un âne, madame la duchesse; si j'avais un âne, ma fortune serait faite. » Elle lui acheta donc un âne. Trente ans plus tard, alors que la duchesse ruinée ne possédait que

quelques mille livres de rentes et vivait dans un petit appartement du faubourg Saint-Germain, elle reçut la visite d'une sorte de gros homme qui lui dit, les larmes aux yeux : « Ne reconnaissez-vous donc pas petit Pierre? — Non. — Petit Pierre à qui vous avez donné un âne? — C'est possible, mais je ne me souviens pas. — Eh bien, madame la duchesse, je suis petit Pierre. J'ai fait fortune; si vous voulez bien l'accepter, cette fortune est à vous. » Le trait est joli, et M. Pasquier, qui le tenait de la duchesse elle-même, l'a parfaitement raconté.

12 septembre 1861.

Lundi dernier, 9 septembre, je dînais chez M. Pasquier en assez nombreuse compagnie. Il m'avait donné la bonne place à sa gauche, le dîner a été fort gai et la soirée ne l'a pas été moins. C'est merveille de voir et d'entendre un homme de quatre-vingt-quinze ans, demi-sourd et aveugle, tenir une si belle place à table et dans un salon, illuminer tout sujet de conversation par des jugements sans appel, plaisanter avec les jeunes, argumenter solidement contre les hommes mûrs qui soutiennent des opinions dont il ne s'accommode pas. Comme on revenait toujours sur le fameux dix-neuvième volume de M. Thiers, à qui l'on reprochait un peu trop d'enthousiasme pour Napoléon Ier, M. le chancelier a dit : « Vous avez tort de parler ainsi. M. Thiers subit tout naturellement l'influence de l'homme dont il écrit l'histoire. Il ne l'a pas vu, tout ce qu'il en dit est puisé dans des documents historiques, remplis de louanges enthousiastes ou de critiques passionnées. Personne n'a parlé froidement de Napoléon. C'était, tout le monde en convient, un homme extraordinaire. Il a fait des choses merveilleuses, son génie s'est révélé en mille occasions; comment voulez-vous

que l'historien reste froid en présence de cette grande figure? La guerre a rempli les trois quarts de la vie de l'empereur, par conséquent M. Thiers a dû donner une grande place à ces batailles qu'on lui reproche de détailler avec un peu trop de complaisance. Mais, outre qu'il les décrit fort bien, il en fait voir les conséquences politiques, ce qui est capital dans la vie de son héros. Plus tard, dans vingt ou trente ans, on fera un abrégé de cette histoire, en huit ou dix volumes au plus, on élaguera ces récits stratégiques qui n'auront plus la même importance. Mais aujourd'hui, il y a encore beaucoup de personnes qui ont pris part à ces combats et qui sont enchantées de lire l'affaire à laquelle elles ont assisté. On écrit toujours l'histoire pour son temps, on reflète sans s'en apercevoir les goûts, les opinions, les passions de son entourage, et c'est là ce qui rend un livre en quelque sorte vivant, ce qui lui donne un si grand intérêt et explique la vogue immense dont il jouit. » Sur divers incidents du retour de l'île d'Elbe, M. Pasquier nous a dit qu'il croyait peu à ces petites scènes romanesques dont il a été lui-même le narrateur, ou plutôt l'inventeur. Ainsi sa conversation avec sa mère est une histoire peu vraisemblable, au moins dans ses détails. Il y a eu peut-être un mot qu'il a développé, mis en relief, et qui est devenu très intéressant, — le petit mot au prince de Monaco : Où allez-vous? — Chez moi. — Et moi aussi! — C'est très joli, mais trop joli pour être réel. Napoléon, à mesure qu'il approchait de Paris, sentait les difficultés de sa position. Si le roi Louis XVIII avait fait de grandes fautes, la nation entière n'était pas sa complice; on était toujours las de guerres, on ne voyait pas d'un œil indifférent la perspective d'une lutte nouvelle contre toute l'Europe. Et tout cela se révéla plus vivement encore quand il fallut constituer une administration, un ministère; il y eut des refus, et

l'empereur fut obligé d'appeler près de lui deux hommes qu'il détestait, Fouché et Carnot.

4 octobre 1861.

Le chancelier revient souvent sur l'affaire du maréchal Ney. Il nous disait l'autre jour que Wellington avait formellement refusé de déclarer que toutes les troupes présentes à Paris devaient jouir du bénéfice de la capitulation et que, par conséquent, le maréchal Ney ne devait pas être excepté de cette circonstance favorable. Cela a entraîné la perte du maréchal. M. Pasquier a dit que cette action ne faisait pas honneur à l'Anglais, et qu'il était fâché d'avoir à lui adresser un pareil reproche, Wellington méritant beaucoup d'estime d'ailleurs pour son caractère. — Un pair de France qui a voté la condamnation de Ney fit le même soir une visite à M. Pasquier. Il ne trouva chez lui que Mme la baronne et la sœur du baron. Il raconta à ces dames le fatal procès et dit qu'il avait été mal défendu. « Voilà ce qu'il aurait fallu dire. » Et aussitôt ce personnage se mit à plaider avec une chaleur extrême cette cause perdue. Son discours était énergique, pathétique, plein de sens et de force, — et puis M. Pasquier arrivant, les dames lui dirent combien il avait perdu. — C'est bien fâcheux, en effet, mais comment un avocat aussi éloquent en faveur de l'accusé a-t-il été un juge si sévère? Comment a-t-il condamné celui qui avait tant de droits à être absous? — Voilà les hommes.

3 novembre 1861.

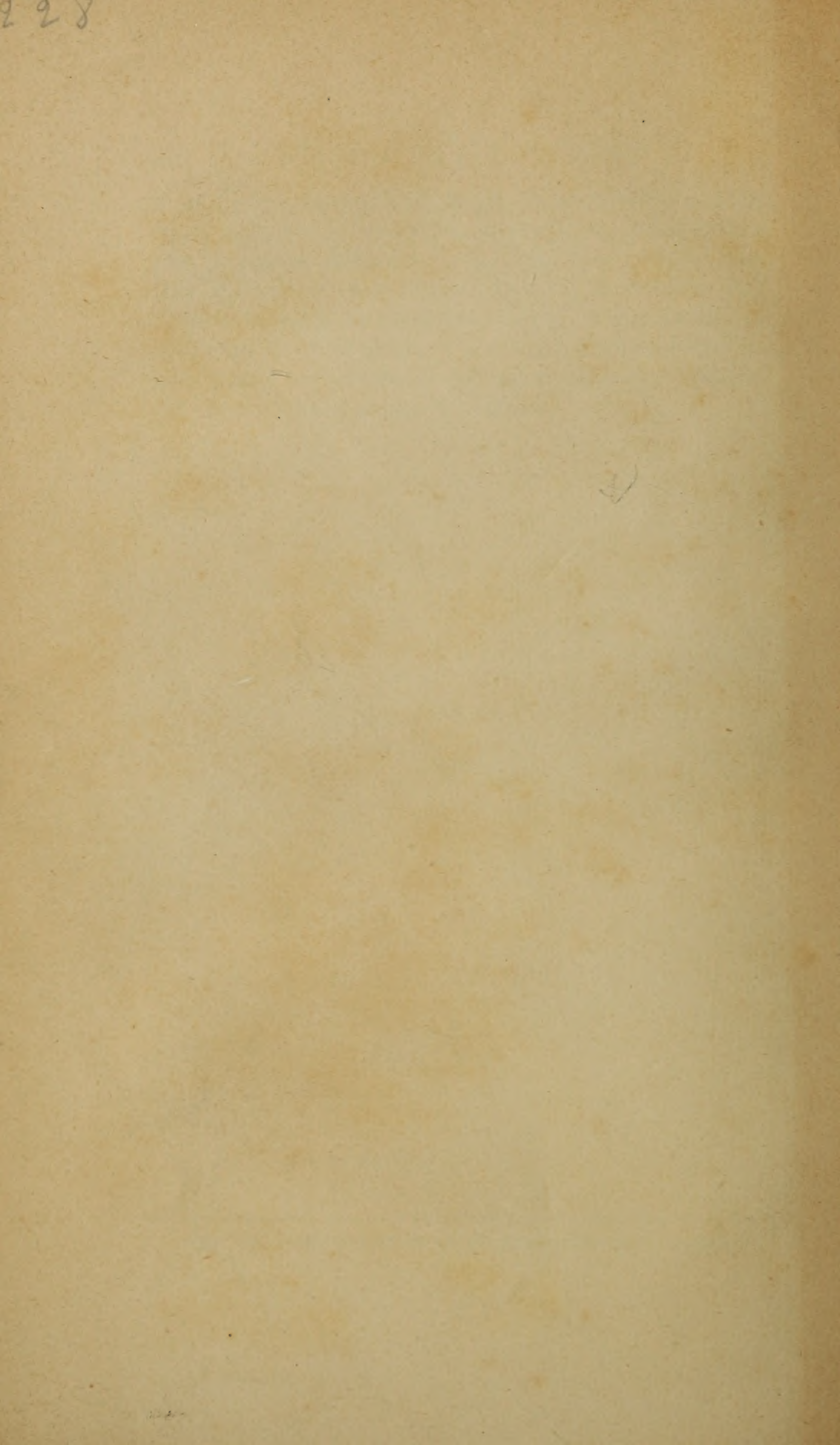
A l'époque où Napoléon, tourmenté par le désir de fonder une dynastie, songeait à se séparer de Joséphine, on agitait dans le conseil de l'empereur la

grave question d'un mariage avec quelque princesse du Nord. Des hommes d'Etat très perspicaces inclinaient vers la cour de Russie, on pensait qu'une alliance intime avec Alexandre pouvait amener la paix, et les gens les plus sages embrassaient avec ardeur la perspective d'un désarmement devenu bien nécessaire. Mais il se passa alors un fait qui dérangea ces combinaisons. L'ambassadeur autrichien, causant avec un des hauts fonctionnaires de l'empire, lui dit qu'il y avait à Vienne une archiduchesse bonne à marier et que, sans aller chercher si loin, on trouverait là une compagne digne du trône de France. — Ce propos fut rapporté à Talleyrand qui en parla à l'empereur et bientôt cette affaire fut mise sur le tapis. On avait pris des informations, Marie-Louise devait plaire, et Napoléon, tout en consultant ses conseillers les plus dévoués, avait déjà pris son parti. Le projet fut combattu par Cambacérès, soutenu par Talleyrand, et la discussion fut très vive. Le lendemain, M. Pasquier, qui était alors auditeur ou maître des requêtes au Conseil d'Etat, lui parla de cette grande affaire dont toute la ville s'occupait déjà. « Vous êtes jeune, mon ami, mais vous êtes discret, je puis donc vous dire ceci. On perd souvent son procès quand on ne peut pas se servir d'un argument qui en assurerait le triomphe. Je connais l'empereur aussi bien, j'ose le dire, que pas un de mes collègues. Je ne pouvais pas dire hier, en plein conseil, les motifs de mon opposition au mariage autrichien. J'ai presque forcé la porte du cabinet de l'empereur, je lui ai dit ce que je pensais, mais il n'a pas voulu m'écouter : la vérité est toujours difficile à entendre. Il m'a presque chassé de sa présence, il m'a dit de le laisser tranquille, et j'ai dû céder. Mais je vous le dis à vous, ce mariage que l'on considère comme un gage de la paix n'a pas de valeur à mes yeux; je ne donne pas deux ans de bonne intelligence

à ces deux hommes, il n'y a pas de sympathie possible entre eux, et la nouvelle impératrice n'empêchera pas la guerre d'éclater. Cela peut nous mener bien loin. La Russie va se trouver froissée, la moindre discussion prendra un caractère violent, et je prévois des embarras de tout genre. » La suite a prouvé que ce personnage voyait bien et que son opinion était fondée sur des raisons sérieuses et valables.

FIN

PARIS. TYP. PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 3780.



Paris. Typ. Plon-Nourrit et Cie, 8, rue Garancière. — 3780.